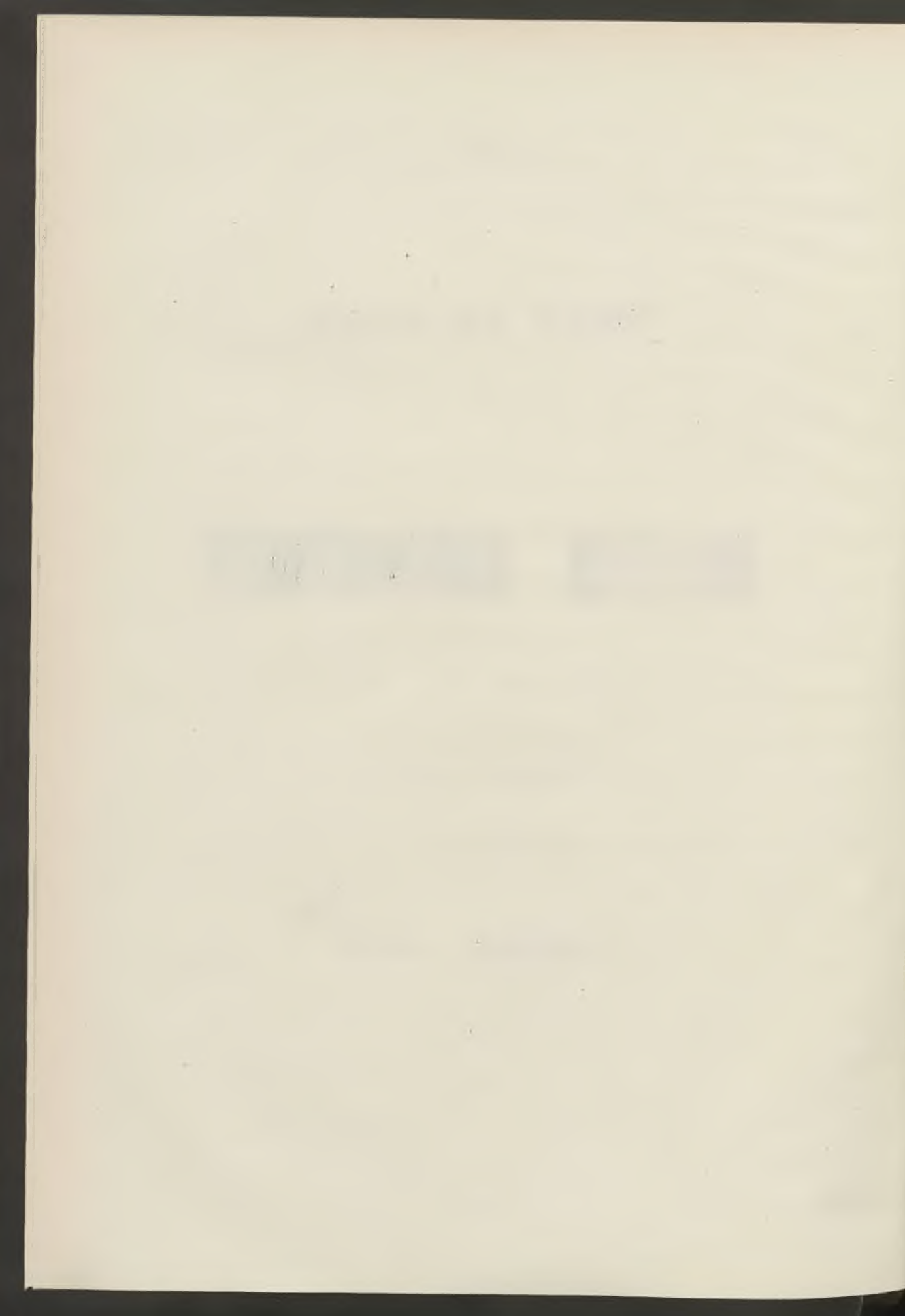


VILLE DE LILLE

BULLETIN ADMINISTRATIF

TOME LXXIV

ANNÉE 1945



ADMINISTRATION MUNICIPALE

du 1^{er} Janvier au 19 Mai 1945

MAIRE :

M. CORDONNIER, Denis

Conseillers Municipaux Délégués :

MM. BROUX, Fernand.

CLAES Jules.

DEFAUX, Jules.

MM. PORTEMONT, Georges.

ROUSSEAU, Alfred.

SIMONOT, Pierre.

M^{me} TYTGAT, Yvonne.

M. VAN WOLPUT, Albert.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

M. MARTIN, Fernand.

ADMINISTRATION MUNICIPALE

Elue le 19 Mai 1945

MAIRE :

M. CORDONNIER, Denis.

ADJOINTS :

MM. BROUX, Fernand.

CLAES, Jules.

COQUART, Armand.

M^{me} DESRUMAUX, Martha.

M. GHYS, Georges.

MM. LECOMTE.

PIERRARD.

ROUSSEAU.

ROUSSEAUX.

SIMONOT.

M^{me} TYTGAT

M. VAN WOLPUT.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

M. GRANGEON, Léon.

THE HISTORY OF THE UNITED STATES

OF AMERICA

FROM THE FIRST DISCOVERY OF THE COUNTRY
TO THE PRESENT TIME

BY
JOHN ADAMS

IN TWO VOLUMES.

LONDON:
Printed by J. DODD, in Pall-mall.

MDCCLXXV.

THE HISTORY OF THE UNITED STATES

OF AMERICA

FROM THE FIRST DISCOVERY OF THE COUNTRY
TO THE PRESENT TIME

BY
JOHN ADAMS

IN TWO VOLUMES.

LONDON:
Printed by J. DODD, in Pall-mall.

MDCCLXXV.

BULLETIN ADMINISTRATIF

SOMMAIRE

Pages

Conseil Municipal :

Commission :

Commission municipale de sécurité. Nominations	18
--------------------------------------------------------	----

Administration Municipale :

Code des Arrêtés municipaux :

Article 56 bis. Modifications	13
Article 59. Modifications	19-35

Théâtres Municipaux :

Généralités :

Convention Frady. Avenant	6
-------------------------------------	---

Enseignement des Beaux-Arts :

Ecole des Beaux-Arts :

Commission de surveillance et d'administration. Nominations	12
--------------------------------------------------------------------------	----

Conservatoire :

Commission de surveillance et de patronage. Nomi- nation	81
-----------------------------------------------------------------------	----

Œuvres diverses :

Prime à la natalité :

Bénéficiaires	22-23
-------------------------	-------

Secteur charbonnier :

Participation des communes. Décembre 1944	69
-----------------------------------------------------	----

Recettes :

Régisseurs :

Legrand. Etablissement des cartes d'identité	68
Duparcq	79

Dépenses :

Régisseurs :

Jules D'Hoosche	78
Régisseurs de dépenses pour l'année 1945. Nominations	76
M ^{me} Lemahieu	80

Hygiène :

Statistique sanitaire :

Janvier 1945	116
--------------------	-----

Eclairage :

Gaz :

Prix du mètre cube. Tarif des bâtiments communaux au 1 ^{er} Août 1944	16
--------------------------------------------------------------------------------------	----

Police :

Mœurs :

Maison de tolérance. rue de l'A. B. C. Autorisation Baechler	83
--------------------------------------------------------------------	----

Voie Publique :

Divagation des chiens. Interdiction	30
-------------------------------------------	----

Services Municipaux :

Généralités :

Agents bénéficiaires d'avantages en nature. Modifications	20
Concours pour le recrutement d'expéditionnaires. Jury	12

Cadre principal :

Promotions. Tous services et divisions. Janvier 1945. Tableau complémentaire de promotions. Année 1944. Tous services et divisions	67
	82

Secrétariat général :

Nomination :

Léonce Leprêtre	71
-----------------------	----

Première division :

Congé avec solde. Renouvellement :	
Georges Lemille	68
Congé sans solde :	
Maurice Caby	8
Abrogation d'arrêté :	
Jules Deroo	29

Quatrième division :

Mutation. Reclassement :	
Georgette Vandenberghe	64
Léon Hecquet	7

Cinquième division :

Congé sans solde :	
René Godart	63

Police :

Suspension de traitement : Ferdinand Gardin	63
---------------------------------------------------	----

Sapeurs-Pompiers :

Démission : Henri Van Assche	75
Abrogation d'arrêté : Raymond Bulleteau	71

Cadre auxiliaire :

Tableau d'avancement de classe. Janvier 1945. Tous services et divisions	65
Reclassement. Tous services et divisions	10
Salaires. Agents aux fonctions spéciales	17
Salaires. Agents mineurs	66

Secrétariat général :

Congé sans solde. Renouvellement :	
M ^{me} Bonamis	60

Première division :

Nominations. Mutations :	
Liliane Lefebvre	58
Henri Thuystchaever	26
Fernand Gisselaire	25
M ^{me} Boudenoot	14
M ^{me} Demarecaux	14

Deuxième division :

Nominations. Promotions. Démissions :

Henri Aubert	16
André Leplus	21
Léon Delbé	25
Albert Coucke	27
Marcel Leignel	58
Albert Verley	59
Camille Vercruysse	60
Léon Cornille	72
Emile Despicht	72
Léon Bourdier	73
Charles Kuntz	73
Léon Olivier	73
Armand Gallet	74
Gustave Decuyper	84
André Goval	9
Jules Boulogne	61
Marcel Chartres	84

Quatrième division :

Nominations. Mutations :

Edmond Dupont	62
Léon Binschinat	75
Marcel Saint-Léger	27
Isabelle Durannel	8
Kléber Thirmon	14
Christiane Sauter	61

Cinquième division :

Nominations. Mutation :

Denise Torcheux	21
Valentine Cnudde	15
Yvonne François	10

Congé sans solde :

Odette De Bruyne	85
------------------------	----

Caisse des Retraites :

Versements :

Autorisation. Versements rétroactifs :

Adolphe Goossens	57
Georges Simons	55

Paul Trouvaert	54
Albert Farvacques	53
Marcel Dubreucq	52
Victor Leniaect	51
Jacques Marquis	50
Emile Lefebvre	49
Jules Rosselle	48
Camille Castelain	47
Paul Hérin	46
André Pat	32
André Rault	33

Admission à la retraite :

Albert Baussart	28
Antoine Koch	28

Liquidation de pension :

Alfred Bosier	114
Jules Dancoine	112
Charles Lecuppre	111
V ^{re} Alexandre Rougveaux	110
V ^{re} Edmond Rouse	108
Alphonse Deruez	107
V ^{re} Gustave Colin	103
V ^{re} Alfred Foubert	101
V ^{re} Roland Honoré	100
Oscar Duez	98
Gaston Waghemaecker	97
V ^{re} Paul Touzé	96
V ^{re} Victor Hidoux	95
Gustave Deconinck	93
Léon Picot	92
V ^{re} Charles Delebassée	90
Alfred Doutrelong	89
Désiré Joly	88
V ^{re} Arthur Debrock	87
V ^{re} Henri Cnudde	86
Alfred constant Derieppe	106
Eloi Totelet	105

Révision de pension :

Emilien Dorchies	94
------------------------	----

THÉÂTRES MUNICIPAUX. — Convention Frady. Avenant.

DES 18 AOÛT, 13 SEPTEMBRE 1944 ET 10 JANVIER 1945.

Avenant à la convention du 8 Novembre 1941, passée entre la Ville et M. Pierre Fiard, dit Frady, Directeur des Théâtres Municipaux, demeurant à Lille, 133 rue du Molinel, aux termes duquel l'indemnité à servir à M. Fiard est portée à 38.800 francs par an.

Enregistré le 9 Janvier 1945, folio 7, case 73.

Avenant à la Convention du 8 Novembre 1941

Entre les soussignés :

M. Paul Dehove, Maire de Lille,

Agissant au nom et pour le compte de la Ville de Lille, en vertu d'une délibération du Conseil municipal, en date du 11 Juillet 1944, qui sera soumise en même temps que les présentes à l'approbation de M. le Préfet du Nord,

d'une part,

Et M. Pierre Fiard, dit Frady, Directeur des Théâtres Municipaux, demeurant à Lille, rue du Molinel 133,

d'autre part,

Il a été, préalablement à l'avenant qui fait l'objet des présentes exposé ce qui suit.

Exposé

Aux termes d'une convention en date du 8 Novembre 1941, enregistrée à Lille (A. Adm.) le 16 Février 1942 N° 657 aux droits de trente-cinq francs, la Ville a confié à M. Fiard le soin d'organiser, à compter du 1^{er} Décembre 1941 et jusqu'à nouvel ordre, avec le minimum de frais, au Théâtre Sébastopol, des représentations et tous spectacles aussi bien pendant la saison que pendant l'intersaison.

Cette nouvelle formule d'exploitation ayant donné toute satisfaction, le Conseil municipal a, dans sa séance du 11 Juillet 1944, décidé, en raison du remaniement des traitements alloués tant aux artistes qu'au personnel, de reconsidérer la situation du directeur.

Ces faits exposés, il est passé l'avenant suivant :

AVENANT :

A compter du 1^{er} Janvier 1944 et jusqu'à nouvel ordre, l'indemnité à servir à M. Fiard pour l'exploitation du Théâtre

Sébastopol est portée à trente-huit mille huit cents francs par an. Elle sera payable par douzième à l'expiration de chaque mois.

Les autres effets de la convention du 8 Novembre 1941 demeurent exécutoires.

Frais

Les frais de timbre et d'enregistrement des présentes seront supportés par M. Fiard qui s'y oblige.

Dont acte,

Fait et signé en double à Lille, le 18 Août 1944.

Signé : FIARD.

Signé : DEHOVE.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.
Palais des Beaux-Arts. Ouvrier d'entretien. Reclassement.
Léon Hecquet.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 11 Août 1942, approuvée par M. le Préfet du Nord le 14 Août 1942, étendant au personnel municipal le bénéfice de la bonification d'ancienneté dans l'avancement de classe, prévu par la loi du 21 Octobre 1941 ;

Vu de décret du 26 Juin 1943, inséré au Journal Officiel du 7 Juillet 1943, aux termes duquel cessent d'être appliquées, à compter du 1^{er} Mars 1943, les dispositions prévues par la loi du 21 Octobre susvisée ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Léon Hecquet, ouvrier d'entretien spécialiste au Palais des Beaux-Arts est versé dans la 2^{me} classe de son emploi au traitement annuel de 16.200 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Juillet 1943.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 3 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Agent Administratif.

Congé sans solde. Maurice Caby.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux,

Vu la lettre en date du 25 Novembre 1944 par laquelle M. Maurice Caby, Agent administratif, sollicite un congé sans solde pour raison de santé.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de six mois, sans solde, est accordé à M. Maurice Caby, agent administratif.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé, M. Caby ne pourra réintégrer ses fonctions qu'autant qu'une vacance d'emploi existera dans le service et sous réserve d'un avis favorable émis par l'Administration Municipale à la demande que devra formuler l'intéressé en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1944.

Hôtel de Ville, le 3 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Collège moderne des jeunes filles, Jean Macé. Dactylographe.

Mademoiselle Isabelle Durannel.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le statut du personnel auxiliaire,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 29 Novembre 1944, portant reclassement des agents dactylographes,

Considérant que M^{lle} Isabelle Durannel, expéditionnaire, possède les aptitudes et exerce en fait les fonctions de dactylographe,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Isabelle Durannel, expéditionnaire, est nommée dactylographe affectée au Collège Moderne de jeunes filles Jean Macé en remplacement de M^{me} Lecompte, appelée à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M^{lle} Durannel est versée dans la 7^{me} classe de la catégorie IV du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.000 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 3 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Promenades et Jardins. Jardiniers. Chef d'équipe.
Promotion, André Goval.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

Vu le rapport en date du 22 Décembre 1944 par lequel M. le Directeur du Service des Promenades et Jardins signale que M. André Goval, ouvrier jardinier, dirige avec compétence l'équipe d'ouvriers jardiniers chargée de l'entretien du jardin du Faubourg-de-Béthune,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. André Goval, ouvrier jardinier est promu Chef d'équipe.

ARTICLE 2. — M. Goval est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie X du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.250 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 3 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division. Expéditionnaire.
Mutation. M^{lle} Yvonne François.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut du Personnel auxiliaire.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Yvonne François, expéditionnaire affectée à la 3^{me} Division, Service des Prestations, est mutée en la même qualité au 2^{me} Bureau de la 5^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 21 Décembre 1944.

Hôtel de Ville, le 3 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Tous Services et Divisions.
Reclassements. Modifications.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire,

Vu notre arrêté en date du 27 Novembre 1944 portant reclassement de divers agents du personnel auxiliaire, approuvé par M. le Préfet du Nord le 15 Décembre 1944 sous réserve expresse que les intéressés conservent à l'occasion de l'application de l'article 8 ou de l'article 9 des arrêtés des 17 et 18 Avril 1944. le bénéfice de l'ancienneté acquise dans leur précédent échelon,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 29 Novembre 1944, portant relèvement des salaires et reclassant le personnel auxiliaire, approuvée par M. le Préfet du Nord le 15 Décembre 1944, .

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les dispositions de notre arrêté susvisé sont modifiées comme suit :

Noms	Fonction	Catégorie	Classe	Salaire mens. au 1.1.44	Ind. comp.	Sal. mens. au 1.9.44	Ancienneté dans la classe
Vancowemberghe..	Garçon Laborat.	II	5 ^{me}	2.300		3.100	1 ^{er} Octobre 1943
Bonamis J.	Commis	V	7 ^{me}	2.350 du 1.1.44 au 31.10.44		3.250 du 1.9.44 au 31.10.44	
			6 ^{me}	2 500 à partir du 1.11. 44		3.350	1 ^{er} Nov. 1944.
Dereppe A.	Magasinier	II	7 ^{me}	2.050 du 1.1.44 au 30.6.44			
			6 ^{me}	2.150 à partir du 1.7.44		3.000	1 ^{er} Juillet 1944.
Janssens Ch.	Menuisier	IX	3 ^{me}	2.350		3.200	1 ^{er} Février 1941.
Lemoine H.	Terras Ord.	VIII	2 ^{me}	2.100	154	3.000	1 ^{er} Janvier 1944.
Lhote Th.	Manœuvre spec.	VIII	2 ^{me}	2.100	5	3.000	1 ^{er} Janvier 1944.
Marquillies A.	Serrurier	IX	4 ^{me}	2.200		3.100	1 ^{er} Mars 1943.
Nesiany E.	Serrurier-tôlier	IX	3 ^{me}	2.350		3.200	1 ^{er} Avril 1941.
Vandenberghé A...	Cimentier	IX	3 ^{me}	2.350		3.200	1 ^{er} Mai 1941.
Vandenplas L.	Serrurier	IX	4 ^{me}	2.200 du 1.1.44 au 30.9.44		3.100 du 1.9.44 au 30.9.44	
			3 ^{me}	2.350 à partir du 1.10.44		3.200	1 ^{er} Octobre 1944
Van Weydeveldt P.	Ciment.	IX	4 ^{me}	2.200		3.100	1 ^{er} Janvier 1944
Boutmy Ed.	Chef équipe	X	3 ^{me}	2.500		3.350	1 ^{er} Juillet 1942.
Desfontaines Ed. ...	Peintre décorat.	X	3 ^{me}	2.500		3.350	1 ^{er} Mars 1943.
Dupuich L.	Chef équipe	X	3 ^{me}	2.500		3.350	1 ^{er} Août 1942.
Keldermans E. ..	Chef équipe	X	2 ^{me}	2.650		3.450	1 ^{er} Déc. 1943.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 3 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

**COMMISSION DE SURVEILLANCE ET D'ADMINISTRATION DE L'ECOLE DES BEAUX-ARTS. — Nominations.
MM. Baert et Le Fort.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,
Vu le règlement de l'Ecole des Beaux-Arts, art. 3 ;
Vu notre arrêté n° 63 du 26 Juin 1942 ;
Vu la décision du Conseil d'Administration en date du 11
Décembre 1944 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés membres de la Commission de Surveillance et d'Administration de l'Ecole des Beaux-Arts :
M. Baert, Architecte, en remplacement de M. Borrewater,
M. Le Fort, Professeur à la Faculté de Médecine, en remplacement de M. Camus.

ARTICLE 2. — Les pouvoirs de MM. Baert et Le Fort expire-
ront le 24 Juin 1946.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est
chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 6 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Concours pour recrutement
d'expéditionnaires. Jury.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,
Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence, membres
du jury, chargé de juger les épreuves du concours qui aura lieu
le 20 Janvier 1945 pour le recrutement d'expéditionnaires :

MM. Van Wolput, Conseiller municipal, délégué au Personnel,
Martin, Secrétaire Général de la Mairie,
Vandenhende, Chef de la 4^{me} Division,
Duhayon, Chef de bureau, service des Archives et du courrier,
Cuvillier et Fontaine, professeurs des cours municipaux de Formation Professionnelle,
Pouchain, Chef de Centre et Wallard, releveur, délégué du personnel auxiliaire,

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 8 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CODE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX. — Article 56 bis.
Modifications. Véhicules publicitaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97,

Vu le Code des Arrêtés Municipaux,

Vu la décision de la Commission de la Voie Publique prise en séance du 13 Décembre 1944,

Considérant que la mise en circulation d'appareils de locomotion ou de véhicules de toute nature affectés à un usage de publicité, qu'ils soient à traction humaine, animale ou mécanique, constitue une entrave à la circulation générale ;

Considérant qu'il importe de faciliter la circulation en éliminant les causes de gêne résultant de l'emprunt anormal de la Voie Publique ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les dispositions de l'article 56 bis, paragraphe a, alinéa 1^{er}, du Code des Arrêtés Municipaux sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article 56 bis (nouveau) - a) Lorsqu'ils ne sont affectés qu'à un usage de publicité, il est interdit :

1°) aux cycles et motocycles de tous genres, aux voitures à bras ou hippomobiles, de circuler ou de stationner sur la voie publique.

(Le reste sans changement).

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 8 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.
Palais des Beaux-Arts. Veilleur de nuit. Kléber Thirmon.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut du personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Kléber Thirmon, balayeur, affecté au Service de la Propreté Publique, est muté au Palais des Beaux-Arts en qualité de veilleur de nuit en remplacement de M. Florent Vandenplas, décédé.

ARTICLE 2. — Aucune modification n'est apportée dans la situation pécuniaire de M. Thirmon.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division. Expéditionnaires.
Mutations. Mesdames Boudenoot et Demarecaux.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{mes} Boudenoot et Demarecaux, expéditionnaires affectées au 3^{me} Bureau de la 3^{me} Division, sont mutées en la même qualité au 3^{me} Bureau de la 1^{re} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.

Bains de la rue Maracci. Baigneuse. Nomination.

M^{me} Valentine Cnudde.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Valentine Cnudde, née le 26 Janvier 1899, est nommée baigneuse affectée à l'établissement de bains de la rue Maracci en remplacement de M. Henri Cnudde, décédé.

ARTICLE 2. — M^{me} Cnudde est versée dans la 4^{me} classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.700 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Septembre 1944.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Transports. Chauffeur-Mécanicien. Nomination. Henri Aubert.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,
Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Henri Aubert, né le 8 Juin 1923, est nommé chauffeur-mécanicien affecté au Service des Transports en remplacement de M. Maurice Guillouard, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Aubert est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie IX du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.100 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ECLAIRAGE. — Prix du m3 de gaz. Tarif des bâtiments communaux au 1^{er} Août 1944.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 94,
Vu la lettre de M. l'Inspecteur Général des Mines, en date du 13 Novembre 1944 ;
Vu notre arrêté N° 131, en date du 30 Octobre 1944, fixant le prix du mètre cube de gaz à compter du 1^{er} Octobre 1944 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le prix maximum du mètre cube de gaz, toutes taxes comprises, fixé par notre arrêté sus visé à 1 franc 11 pour les consommations des Bâtiments communaux est applicable à ces consommations à compter du 1^{er} Août 1944.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 11 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Tous Services et Divisions.
Agents aux fonctions spéciales. Salaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 30 Décembre 1942, modifiée par délibérations des 9 Mai et 20 Novembre 1944, fixant le statut du personnel auxiliaire et la forme dans laquelle doivent être rémunérés les agents dont les fonctions spéciales ne permettent pas de les intégrer dans l'échelle des salaires fixée par la délibération susvisée,

Vu les articles 2 bis et 4 dudit statut,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Par dérogation à l'article 4 du statut susvisé, les salaires mensuels des agents ci-après désignés affectés dans les différents services municipaux sont fixés comme suit :

2^{me} Division :

MM. Rotru, Métreur-vérificateur chef	4.800 F.
Caillau, Architecte	4.000 F.
Gilles, Métreur-Vérificateur	3.800 F.
BUTTEZ, Adjoint technique	3.800 F.

4^{me} Division :

MM. Jouvenet. Chef machiniste, Grand Théâtre	4.100 F.
Cannesson, Chef machiniste, Théâtre Sébastopol	4.100 F.

5^{me} Division :

M ^{lle} Dekeerschietter, Assistance Sociale-Chef	4.000 F.
----------------------------------------------------------------	----------

ARTICLE 2. — Toutes les autres dispositions reprises au statut du personnel auxiliaire sont applicables à ces agents.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1944.

Hôtel de Ville, le 15 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

COMMISSION MUNICIPALE DE SÉCURITÉ.

Membres. Nominations.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le décret du 7 Février 1941 concernant la protection contre l'incendie des bâtiments ou locaux recevant du public,

Vu l'article 266 du dit décret qui stipule que les membres des Commissions Municipales de Sécurité sont nommés pour une période de trois ans,

Vu l'arrêté du 23 Janvier 1942 portant nomination des membres de la Commission Municipale de Sécurité,

Considérant que les pouvoirs de cette Commission expirent le 24 Janvier 1945 et qu'il y a lieu de la reconstituer,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés sous notre présidence et par délégation sous la Présidence de M. Broux, Conseiller municipal à la Sécurité, membres de la Commission Municipale de la Sécurité :

MM. Martin, Secrétaire Général de la Mairie,
Rufin, Commandant du Corps des Sapeurs-Pompiers,
Evrard, Commissaire Central de Police,
Fauvet, Ingénieur chef du Service des bâtiments communaux,

M^{lle} Liégeois, Docteur en Médecine, inspectrice adjointe à la Santé et à l'Assistance,

MM. Vincent, Inspecteur du Travail.
Dufay, Ingénieur de la Compagnie Continentale du Gaz,
Courthéoux, Ingénieur, chef du service des Eaux,

Defretin, Ingénieur délégué de l'Association des Industriels du Nord de la France,
Hermez, Président de la Chambre Syndicale des Directeurs de Salles de Spectacles de Lille et de sa banlieue.
Vasseur, Chef-électricien des Théâtres Municipaux,
Bauer, Lieutenant du cadre des Sapeurs-Pompiers volontaires.

A titre consultatif :

M. le Chef de la 5^{me} Division, qui assurera les fonctions de secrétaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à compter du 24 Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 15 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CODE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX. — Article 59.
Circulation. Modifications.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97,

Vu le Code des Arrêtés Municipaux, article 59,

Considérant que le Pont-Neuf n'offre plus toutes les garanties nécessaires à la sécurité du passage,

Considérant qu'il nous appartient de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer cette sécurité,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les dispositions reprises à l'article 59 du Code des Arrêtés Municipaux concernant la circulation des véhicules rue du Pont-Neuf sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Rue du Pont-Neuf : 1° - La circulation est interdite sur le Pont-Neuf à tous les véhicules se dirigeant de l'Avenue du Peuple-Belge vers la rue Négrier ;

2° - La circulation est interdite sur le Pont-Neuf aux véhicules allant de la rue Négrier vers l'Avenue du Peuple-Belge et dont le poids total dépasse 3 tonnes ;

3° - Sur le Pont-Neuf les conducteurs de véhicules dont le poids total est inférieur à 3 tonnes sont astreints à ne pas dépasser la vitesse de 30 kilomètres à l'heure.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 15 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Agents bénéficiaires
d'avantages en nature. Modifications.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux,

Vu notre arrêté en date du 26 Mai 1944 modifiant la situation de divers agents du cadre titulaire bénéficiaires d'avantages en nature,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 13 Avril 1943 et notre arrêté en date du 7 Août 1944 fixant les nouveaux salaires des agents des cadres supérieurs, à compter du 1^{er} Janvier 1943.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 2 de notre arrêté susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Ces traitements sont exclusifs de tout avantage en nature ou de toute indemnité représentative, sauf en ce qui concerne M. Bossut, directeur des Abattoirs, M^{lle} Caudmont, agent spécial du Lycée Fénelon, M^{lle} Delaval, directrice des Œuvres Sociales de l'Enfance, MM. Ruffin, Mazurier, Guilbaut, Serrure et Leschaeve, officiers du Corps des Sapeurs-Pompiers qui, en raison de leur situation spéciale, sont ou seront autorisés ultérieurement, à titre personnel, à continuer à verser à la Caisse des Retraites sur le dixième de leur traitement fixe, pour les avantages en nature dont ils bénéficient ».

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 16 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Propreté publique. Palefrenier. Nomination. André Leplus.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. André Leplus, né le 10 Mars 1910, est nommé palefrenier affecté au Service de la Propreté Publique en remplacement de M. Marcel Saint-Léger, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Leplus est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Octobre 1944.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.
Aide Médico-Sociale. Nomination. M^{lle} Denise Torcheux.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Denise Torcheux, née le 27 Septembre 1922, est nommée aide-médico-sociale affectée à la 5^{me} Division, 2^{me} Bureau, en remplacement de M^{me} De Bruyn, en congé sans solde.

ARTICLE 2. — M^{lle} Torcheux est versée dans la 7^{me} classe de la catégorie IV du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.000 francs, l'ancienneté dans la classe, compte tenu de ses services effectués à la Défense Passive, étant fixée au 1^{er} Août 1943.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITÉ. — Exercice 1943.

Deuxième fraction. Bénéficiaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'art. 90 de la loi du 5 Août 1884,

Vu la délibération du Conseil municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943,

Vu notre arrêté en date du 10 Mai 1943,

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéficier de la première fraction de la prime communale à la natalité :

- 1°) certificat de vie de l'enfant ;
- 2°) état indiquant la composition de la famille ;
- 3°) certificat de résidence ;
- 4°) certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;

5°) certificat de docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la deuxième fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants-droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil municipal susvisée :

Mmes			
Grislain-Janssens Thérèse	81, rue du Marché.	3 ^{me} enf.	137,50
Galmace-Delgutte Alphonsine	66, rue Arago.	4 ^{me} enf.	206,25
Grodzki-Bozzo Octavie	75, rue de Wazemmes.	8 ^{me} enf.	206,25
Huon-Lestienne Marthe	62, rue Mexico.	6 ^{me} enf.	206,25
Créteur-Gervois Suzanne	52, rue Gutenberg.	7 ^{me} enf.	206,25
Drode-Dobricourt Céleste	9, rue de Flandre.	3 ^{me} enf.	137,50
Masson-Cluet Marie	149, rue de Fg-de-Roubaix.	3 ^{me} enf.	137,50
Engrand-Savaete Raymonde	127, avenue de Dunkerque.	3 ^{me} enf.	137,50
Dadon-Bourguignon Simone	100 bis, rue Brûle-Maison.	5 ^{me} enf.	206,25
Lelièvre-Leleu Marcelle	10, rue Carpeaux.	5 ^{me} enf.	206,25
Bolle-Labiau Marguerite	2, rue Saint-Jacques.	5 ^{me} enf.	206,25
Bolle-Labiau Marguerite	2, rue Saint-Jacques.	6 ^{me} enf.	206,25
Bourre-Urbaniak Maria	2, rue Eug.-Delacroix.	4 ^{me} enf.	206,25
Cochet-Remaele Alice	8, rue des Archives.	3 ^{me} enf.	137,50
Mansuet-Carlier Germaine	Av. Eug.-Varlin, Pon 6. n° 118.	5 ^{me} enf.	206,25
Pick-Vermeersch Claire	182, rue Colbert.	4 ^{me} enf.	206,25

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 16 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITÉ. — Exercice 1944.
Première fraction. Bénéficiaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'art. 90 de la loi du 5 Août 1884,

Vu la délibération du Conseil municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet, le 13 Février 1943 et la délibération du 14 Décembre 1943 approuvée le 8 Janvier 1944,

Vu notre arrêté en date des 10 Mai 1943 et 14 Février 1944,

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de béné-

ficier de la première fraction de la prime communale à la natalité :

- 1°) certificat de vie de l'enfant ;
- 2°) état indiquant la composition de la famille ;
- 3°) certificat de résidence ;
- 4°) certificat de non-imposition à l'impôt général sur le revenu ;
- 5°) certificat de docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la première fraction de la prime à la natalité est accordé aux ayants-droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil municipal susvisée :

M ^{mes}			
Dubus-Dewilde Marcelle	14, rue des Bonnes-Rappes.	5 ^{me} enf.	210.00
Prensier-Ackaert Snmone	100, rue des Bois-Blancs.	9 ^{me} enf.	210.00
Tavernier-Thiérin Alice	22, rue de la Halloterie.	4 ^{me} enf.	210.00
Tison-Van Cauwenberg Cel.	17, rue Caventou.	3 ^{me} enf.	140.00
Chandon-Lemaire Olga	29, rue Baudin - 17, c. Parent.	7 ^{me} enf.	210.00
Obled-Masion Magdeleine	22, rue d'Anvers.	4 ^{me} enf.	210.00
Roman-Thibault Adrienne	Rue Baudin - 16. c. Parent.	6 ^{me} enf.	210.00
Leroy-Verdonek Carmen	24, rue Chateaubriand.	3 ^{me} enf.	140.00
Pareit-Brunel Ghislaine	Rue Thumesnil, c. Liévrault.	5 ^{me} au lieu 3 ^{me}	70.00
Strobbe-Dubrunfant Sophie	4, rue Lequenne.	10 ^{me} enf.	210.00
Turblin-Cappe Lucie	12, rue du Magasin.	4 ^{me} enf.	210.00
Cauberghs-Dussautois F.	127, rue Paul-Lafargue.	6 ^{me} enf.	210.00
Gere-Deuninck Armande	30, rue des Robbels.	8 ^{me} enf.	210.00
Hennebutte-Leriche M.-M.	8, rue Victor-Tilmant.	4 ^{me} enf.	210.00
Kesteloot-Delacroix Noémie	21 bis, r. Jules-Guesde.	6 ^{me} enf.	210.00
Lemai-Derache Hortense	96, rue Canteleu, 2, c. Godart.	6 ^{me} enf.	210.00
Lippens-Roye Jeanne	174, rue Colbert.	4 ^{me} enf.	210.00
Monclerc-Doucercain Christ.	3, rue La Bruyère.	3 ^{me} enf.	140.00
Pannetiat-Dompsin Rose	24, rue du Ballon.	4 ^{me} enf.	210.00
Descamps-Sedin Yvonne	23, rue L.-Bergot.	7 ^{me} enf.	210.00
Pierre-Leclercq Odette	73, rue de Lannoy.	3 ^{me} enf.	140.00
Soubite-Buchon Victoire	48, rue Saint-Sauveur.	6 ^{me} enf.	210.00
Verfaillie-Branswyck Marie	196, rue des Postes.	4 ^{me} enf.	210.00

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 16 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Propreté publique. Secrétaire d'Administration. Nomination.
Léon Delbé.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut du Personnel Municipal auxiliaire, approuvé le 27 Janvier 1943 par M. le Préfet du Nord, et modifié par délibération des 11 Mai 1940 et 9 Mai 1944, article 3 bis,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Léon Delbé, expéditionnaire affecté au service de la Propreté Publique, ex-employé principal du Service Municipal de Chômage, est nommé secrétaire d'administration.

ARTICLE 2. — M. Léon Delbé est versé dans la 6^{me} classe de la catégorie VI du personnel auxiliaire, au traitement mensuel de 3.600 francs. l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Août 1942.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1944.

Hôtel de Ville, le 18 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.
Secrétaire d'Administration. Nomination. Fernand Gisselaire.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut du Personnel Municipal auxiliaire, approuvé le 27 Janvier 1943 par M. le Préfet du Nord, et modifié par délibération des 11 Mai 1943 et 9 Mai 1944, article 3 bis,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Fernand Gisselaire, commis affecté au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, ex-employé principal du Service

Municipal de Chômage, est nommé secrétaire d'administration.

ARTICLE 2. — M. Fernand Gisselaire est versé dans la 5^{me} classe de la catégorie VI du personnel auxiliaire, au salaire mensuel de 3.700 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Novembre 1944.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1944.

Hôtel de Ville, le 18 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.
Secrétaire d'Administration. Nomination. Henri Thuytschaever

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut du Personnel Municipal auxiliaire, approuvé le 27 Janvier 1943 par M. le Préfet du Nord et modifié par délibérations des 11 Mai 1943 et 9 Mai 1944, article 3 bis,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Henri Thuytschaever, expéditionnaire affecté au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, ex-employé principal du Service Municipal de Chômage, est nommé secrétaire d'administration.

ARTICLE 2. — M. Thuytschaever est versé dans la 6^{me} classe de la catégorie VI du personnel auxiliaire, au traitement mensuel de 3.600 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Août 1944.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1944.

Hôtel de Ville, le 18 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.
Théâtre Sébastopol. Machiniste. Nomination.
Marcel Saint-Léger

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,
Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Saint-Léger, palefrenier affecté au Service de la Propreté Publique, est muté au Théâtre Sébastopol en qualité de machiniste en remplacement de M. Albert Lambin, démissionnaire.

ARTICLE 2. — Aucune modification n'est apportée dans la situation pécuniaire de M. Saint-Léger.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Propreté publique. Charretier. Nomination. Albert Coucke.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,
Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Albert Coucke, né le 22 Octobre 1902, est nommé charretier affecté au Service de la Propreté Publique en remplacement de M. Léonard Caillau, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Coucke est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire

mensuel de 2.900 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Novembre 1944.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSES DES RETRAITES. — Admission à la retraite.
Albert Baussart.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Règlement de la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux,

Vu la lettre en date du 19 Décembre 1944 par laquelle M. Albert Baussart, caporal au Bataillon des Sapeurs-Pompiers, sollicite sa mise à la retraite,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Albert Baussart, caporal au Bataillon des Sapeurs-Pompiers, né le 10 Février 1890, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSES DES RETRAITES. — Admission à la retraite.
Antoine Koch.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Règlement de la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Antoine Koch, chauffeur affecté à l'établissement de bains du boulevard de la Liberté, né le 3 Janvier 1885, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Abrogation d'Arrêté.

Révocation. Jules Deroo.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu l'arrêté de notre prédécesseur en date du 22 Décembre 1942 rayant M. Deroo des cadres du Personnel municipal, cadre secondaire, avec effet du 1^{er} Janvier 1943,

Vu l'arrêté du 30 Septembre 1943 réintégrant l'intéressé avec effet du 1^{er} Mars 1943,

Considérant que d'un examen approfondi du problème, il semble résulter que M. Jules Deroo a fait l'objet d'une mesure profondément arbitraire et que la suspension qui a été maintenue pour la période comprise entre le 1^{er} Janvier et le 28 Février 1943 constitue une sanction disciplinaire qui, disproportionnée avec la faute de service qu'il aurait pu commettre, met en doute son honorabilité qui paraît inattaquable,

Considérant dès lors qu'il est équitable de rapporter dans son intégralité cette sanction disciplinaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les dispositions de notre arrêté du 22 Décembre 1942 révoquant M. Jules Deroo sont totalement rapportées.

ARTICLE 2. — En conséquence, notre arrêté en date du 30 Septembre 1943 prendra effet à compter du 1^{er} Janvier 1943 en ce qui concerne la détermination du salaire à allouer à M. Deroo pour la période antérieure au 1^{er} Avril 1943.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 18 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

DIVAGATION DES CHIENS SUR LA VOIE PUBLIQUE.

Interdiction.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884,

Vu la loi du 21 Juin 1898 sur le Code rural et le décret du 6 Octobre 1904 portant règlement d'Administration Publique pour l'exécution de ladite loi,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 Avril 1903 interdisant la divagation des chiens dans toute l'étendue du département du Nord,

Vu l'article 80 du Code des Arrêtés Municipaux relatifs au tarif de la fourrière,

Considérant qu'un chien se trouvant sur le territoire de Lille a été reconnu atteint de rage et qu'il a pu contaminer les chiens des environs,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Tous les chiens circulant sur la voie publique devront être muselés ou tenus en laisse pendant un délai de deux mois à partir de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 2. — Pendant ce délai, il est interdit aux propriétaires de se dessaisir de leurs chiens ou de les conduire hors de leur résidence, si ce n'est pour les abattre. Dans ce cas, ils seront tenus d'en faire la déclaration à la Mairie.

ARTICLE 3. — Les prescriptions du présent arrêté ne sont pas applicables aux chiens de berger ou de bouvier, qui sont admis à circuler librement, mais uniquement pour l'usage auquel ils sont employés.

ARTICLE 4. — Seront immédiatement abattus les chiens et chats mordus ou roulés par un animal enragé ou ayant été en contact avec lui. Lorsque des chiens ou des chats auront mordu des personnes et qu'il y aura lieu de craindre l'existence de la rage, ils seront, si l'on peut s'en saisir sans les abattre, placés en observation sous la surveillance d'un vétérinaire sanitaire requis par le Maire ou désigné par le propriétaire ou conduits à la fourrière municipale et placés pendant tout le temps reconnu nécessaire, mais en tout cas, pendant cinq jours, au moins, sous la surveillance du vétérinaire-inspecteur qui, suivant le diagnostic qu'il portera, en demandera l'abatage ou signera leur exeat.

ARTICLE 5. — Les chiens errants et tous ceux qui seront trouvés sur la voie publique ou dans les champs non munis d'un collier portant le nom et le domicile de leur maître, seront conduits à la fourrière et abattus après un délai de 48 heures s'ils n'ont point été réclamés et si le propriétaire est inconnu. Les chiens avec collier ou portant la marque de leur maître qui seront trouvés sur la voie publique ou dans les champs seront également conduits à la fourrière et abattus seulement après un délai de huit jours francs.

ARTICLE 6. — Lorsque les chiens conduits en fourrière pourront être remis à leur propriétaire, ces derniers seront tenus d'acquitter les frais de conduite, de nourriture et de garde, d'après le tarif fixé par nous, sans préjudice du procès-verbal de contravention qui sera dressé à leur charge.

ARTICLE 7. — Les contraventions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux et déférés aux tribunaux compétents.

ARTICLE 8. — Le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera immédiatement exécutoire.

Hôtel de Ville, le 22 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versement rétroactif.
Autorisation. André Pat.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884,

Vu l'article 40 du nouveau Règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944, permettant aux agents municipaux tributaires de la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse, de demander leur affiliation à la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, étant entendu qu'ils devront :

1° - avoir encore à accomplir au moins dix années de services à compter du 23 Mars 1944 pour atteindre l'âge requis pour obtenir une pension d'ancienneté, c'est-à-dire qu'ils ne devront pas être âgés de plus de cinquante ans, s'ils font partie du cadre sédentaire et de quarante-cinq ans s'ils font partie du cadre actif ;

2° - à partir du jour où aura été rétroactivement fixée la date de leur affiliation à la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, verser, au profit de cette Caisse, le montant de la retenue des premiers douzièmes dans les conditions qui leur auraient été imposées s'ils avaient été constamment tributaires de la dite Caisse.

Vu la délibération du Conseil municipal du 23 Décembre 1936 portant de 5 à 6 % le taux de la retenue effectuée sur les traitements au profit de la Caisse des Retraites et supprimant le versement du premier douzième à compter du 1^{er} Octobre 1936 ;

Vu la lettre de M. le Préfet du 17 Novembre 1937 portant notification de l'approbation ministérielle donnée à la délibération précitée ;

Vu la demande d'affiliation à la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville formulée par M. André Pat, Contrôleur des Eaux ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la dite Caisse lors de sa séance du 11 Janvier 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. André Pat, contrôleur des Eaux de 1^{re}

classe, est autorisé à verser à la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, la somme de 1.000 francs, montant du premier douzième du traitement de 12.000 francs dont il était bénéficiaire au 30 Septembre 1936.

ARTICLE 2. — Le paiement s'effectuera par voie de retenues sur le traitement à compter du 1^{er} Février 1945. Le montant des retenues mensuelles est fixé à cent francs (100 francs). A toute époque l'intéressé pourra se libérer par anticipation. Les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite sans que ce prélèvement du vivant du pensionnaire puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 23 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versement rétroactif.
Autorisation. André Rault.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884,

Vu l'article 40 du nouveau règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville approuvé par décret du 23 Mars 1944, permettant aux agents municipaux tributaires de la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse de demander leur affiliation à la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, étant entendu qu'ils devront :

1° - avoir encore à accomplir au moins dix années de services à compter du 23 Mars 1944 pour atteindre l'âge requis pour obtenir une pension d'ancienneté, c'est-à-dire qu'ils ne devront pas être âgés de plus de cinquante ans s'ils font partie du cadre sédentaire et de quarante-cinq ans s'ils font partie du cadre actif ;

2° - à partir du jour où aura été rétroactivement fixée la date de leur affiliation à la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements Publics de la Ville, verser au profit de cette caisse, le montant de la retenue des premiers douzièmes dans les conditions qui leur auraient été imposées s'ils avaient été constamment tributaires de la dite caisse.

Vu la délibération du Conseil municipal du 23 Décembre 1936 portant de 5 à 6 % le taux de la retenue effectuée sur les traitements au profit de la Caisse des Retraites et supprimant le versement du premier douzième à compter du 1^{er} Octobre 1936 ;

Vu la lettre de M. le Préfet du 17 Novembre 1937 portant notification de l'approbation ministérielle donnée à la délibération précitée ;

Vu la demande d'affiliation à la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville formulée par M. André Rault, Commis Principal ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la dite caisse lors de sa séance du 11 Janvier 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. André Rault, Commis principal de 3^{me} classe, est autorisé à verser à la Caisse des Retraites et Etablissements Publics de la Ville. la somme de 917 francs, montant du premier douzième du traitement de 11.000 francs dont il était bénéficiaire au 30 Septembre 1936.

ARTICLE 2. — Le paiement s'effectuera par voie de retenues sur le traitement à compter du 1^{er} Février 1945. Conformément au désir exprimé par l'intéressé, le montant des retenues mensuelles est fixé à cent cinquante-trois francs (153 francs). A toute époque M. Rault pourra se libérer par anticipation. Les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite sans que ce prélèvement du vivant du pensionnaire puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 23 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CODE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX. — Article 59.

Circulation et stationnement. Modifications.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97,

Vu le Code des Arrêtés Municipaux,

Considérant que les modifications apportées par ordre des autorités allemandes dans la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la Ville ne s'imposent plus ,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 59 du Code des Arrêtés Municipaux est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 59 nouveau.

Rue Alexandre-Leleux : arrêts alternés.

Rue Alphonse-Colas : sens unique dans le sens place du Concert vers avenue du Peuple-Belge.

Rue d'Amiens :

- 1° - côté numéros pairs stationnement interdit ;
- 2° - côté numéros impairs stationnement limité à une demi-heure.

Rue Anatole-France :

- 1° - stationnement limité à une 1/2 heure, sauf face à la Pharmacie de France où le stationnement est interdit dans la limite des clous ;
- 2° - circulation des voitures à bras et hippomobiles interdite de 11 heures 30 à 12 heures 30 et de 17 à 19 heures.

Rue Arnould-de-Vuey : arrêts alternés.

Rue des Arts :

- 1° - sens unique dans le sens rue Léon-Trulin vers Boulevard Carnot ;
- 2° - parc d'autos (durée du parcage limitée à 5 heures) devant façade Lycée Faidherbe.

Rue des Augustins : arrêts alternés.

Rue Basse :

- 1° - arrêts alternés entre rue Lepelletier et rue Esquemoise ;

2° - stationnement interdit côté n° impairs de 1 à 25 inclus.

Rue Bernos : sens unique, à l'exception des bicyclettes, dans le sens rue de Bouvines vers la rue Guillaume-Werniers.

Rue de Béthune : Tous les jours :

1° - sens unique de la rue de la Vieille-Comédie vers la place de Béthune ;

2° - stationnement interdit de 20 à 24 heures. sauf entre la rue d'Amiens et l'immeuble 55, le 61 et la place Béthune où le lieu de stationnement est limité par plots.

les dimanches et fêtes :

1° - en plus des dispositions précédentes la circulation et le stationnement sont interdits de 14 heures 30 à 20 heures ;

2° - l'arrêt des voitures de livraisons est interdit à partir de 11 heures 30,

le mercredi et le samedi :

arrêt des voitures de livraisons interdit de 11 heures 30 à 18 heures.

Rue du Bleu-Mouton : arrêts alternés.

Rue du Bois Saint-Sauveur : sens unique dans le sens place Gentil-Muiron vers la rue de Paris.

Rue Boucher-de-Perthes : sens unique dans le sens rue Nationale vers square Rameau.

Rue des Bouchers :

1° - stationnement limité à 1/2 heure et arrêts alternés, sauf entre les N°s 25 à 35 inclus et 20 à 34 bis inclus où le stationnement est interdit ;

2° - sens unique de la place de l'Arsenal vers la rue de la Barre.

Rue de la Bourse :

1° - sens unique de la place du Théâtre vers place du Général-de-Gaulle ;

2° - stationnement interdit côté numéros pairs ;

3° - côté n° impairs : de 1 à 13 inclus stationnement interdit de 10 à 20 heures du 15 au 23 stationnement limité à 1/2 heure ;

4° - arrêt des voitures de livraisons interdit les mercredis, samedis, dimanches de 11 heures 30 à 18 heures ;

5° - circulation des voitures à bras et hippomobiles in-

terçits de 11 heures 30 à 12 heures 30 et de 17 à 19 heures.

Rue du Calvaire : stationnement interdit côté n° impairs entre la rue Guillaume-Werniers et la rue de Bouvines.

Boulevard Carnot :

- 1° - stationnement interdit côté Bureau de Postes sur une longueur de 20 mètres à compter de l'angle du Théâtre (emplacement réservé aux P.T.T.) ;
- 2° - circulation des voitures à bras et hippomobiles interdite de 11 heures 30 à 12 heures 30 et de 17 à 19 heures (entre la rue des Jardins et la Place du Théâtre).

Rue de la Caserne Saint-André : parcage interdit côté numéros pairs au droit de la propriété de la Cie Continentale du Gaz et de la Caserne Saint-Ruth.

Rue de la Chambre des Comptes : arrêts alternés.

Rue Charles-Quint : arrêts alternés.

Avenue Charles-Saint-Venant : sens unique de la rue de Tournai vers la rue Gustave-Delory, sur chaussée latérale, vers la rue de Tournai.

Rue des Chats-Bossus :

- 1° - sens unique de la Place des Patiniers vers la rue Grande-Chaussée ;
- 2° - stationnement limité à 1/2 heure ;
- 3° - arrêt des voitures de livraisons interdite de 11 heures 30 à 18 heures.

Rue de la Clef :

- 1° - stationnement limité à 1/2 heure ;
- 2° - arrêts alternés ;
- 3° - sens unique du boulevard Carnot vers place des Patiniers ;
- 4° - circulation des voitures de livraisons interdite les mercredis, samedis et dimanches de 11 heures 30 à 18 heures.

Rue du Court-Debout : arrêts alternés.

Rue du Curé Saint-Etienne : arrêts alternés.

Rue des Débris Saint-Etienne :

- 1° - sens unique de la Place Général-de-Gaulle vers la rue du Curé Saint-Etienne ;
- 2° - arrêts alternés ;

3° - stationnement interdit sous la voûte et sur une longueur de 20 mètres.

Rue Doudin : sens unique de la rue des Trois-Mollettes vers la rue Royale.

Rue Esquermoise :

- 1° - stationnement limité à 1/2 heure ;
- 2° - stationnement interdit entre la rue Thiers et la rue de la Barre ;
- 3° - sens unique de la rue Basse vers la Place Général-de-Gaulle ;
- 4° - arrêt des voitures de livraisons interdit de 11 heures 30 à 18 heures.

Rue Faidherbe :

- 1° - stationnement limité à 1/2 heure ;
- 2° - entre la Place du Théâtre et la rue des Ponts-de-Comines : circulation des voitures à bras et hippomobiles interdite de 11 heures 30 à 12 heures 30 et de 17 heures à 19 heures.

Rue du Fg-d'Arras : stationnement interdit sitôt la barrière côté droit vers Seclin de 10 heures 30 à 14 heures 30 et de 18 heures 30 à 20 heures 30.

Rue de Flandre : sens unique de la rue Henri-Kolb vers la rue du Marché.

Rue de Flers : arrêts alternés.

Passage Fontaine-del-Saulx : sens unique de la rue Nationale vers la rue Fontaine-del-Saulx.

Rue des Fossés :

- 1° - arrêts alternés ;
- 2° - parcage des autos en semaine de 20 à 24 heures, le dimanche de 14 à 24 heures.

Place de la Gare :

- 1° - stationnement interdit côté N^{os} impairs entre rue du Priez et rue des Buisses ;
- 2° - sens unique dans le sens rue de Tournai vers rue des Buisses et rue des Buisses vers rue Faidherbe ;
- 3° - Parc autos : durée du parcage limitée à 5 heures.

Rue Grande-Chaussée :

- 1° - sens unique de la rue des Chats-Bossus vers la Place du Théâtre ;
- 2° - stationnement limité à 1/2 heure ;
- 3° - arrêts alternés ;

- 4° - circulation des voitures à bras et hippomobiles interdite de 11 heures 30 à 12 heures 30 et de 17 à 19 heures.

Place du Général-de-Gaulle :

- 1° - sens giratoire autour du terre-plein ;
- 2° - stationnement interdit entre la rue Nationale et la Place Rihour, la rue des Manneliers et la rue de la Bourse ;
- 3° - stationnement limité à 1/2 heure :
 - a) entre la rue Neuve et la rue des Manneliers sauf de 11 heures 30 à 12 heures 30 et de 17 à 19 heures (le stationnement y est interdit) ;
 - b) entre la rue de la Bourse et la rue Esquermoise ;
- 4° - arrêt des voitures de livraisons interdit les mercredis, samedis, dimanches, de 11 heures 30 à 18 heures ;
- 5° - circulation des voitures à bras et hippomobiles interdite de 11 heures 30 à 12 heures 30 et de 17 à 19 heures ;
- 6° - parcs autos : durée de parcage limitée à 5 heures ;

Rue de la Halloterie : sens unique depuis le n° 21 jusque la rue de la Barre.

Rue de l'Hôpital Militaire :

- 1° - sens unique vers la rue Nationale entre la Place de Béthune et la rue Georges-Maertens ;
- 2° - stationnement interdit, côté N^{os} pairs, du Square Morisson à la rue Nationale ;
- 3° - stationnement réservé aux voitures militaires, côté N^{os} impairs du Square Morisson à la rue Nationale.

Rue Jean-Roisin : sens unique de la rue Nationale vers la Place Rihour.

Square Jussieu et Dutilleul : côté N^{os} pairs :

- 1° - sens unique de la rue Nationale vers Quai du Wault ;
- 2° - parc autos : durée du parcage limitée à 5 heures ;
 - côté N^{os} impairs :
- 1° - sens unique du Quai du Wault vers la rue Nationale ;
- 2° - stationnement autobus.

Rue Léon-Trulin :

- 1° - sens unique de la rue des Bons-Enfants à la rue des Arts ;
- 2° - circulation interdite entre la Place du Théâtre et la

rue des Bons-Enfants (zone réservée aux Tramways) ;

3° - circulation des voitures à bras et hippomobiles interdite de 11 heures 30 à 12 heures 30 et de 17 à 19 heures ;

4° - stationnement interdit côté numéros impairs de la rue Anatole-France au kiosque des Tramways.

Rue Lepelletier :

1° - sens unique de la Place du Théâtre vers la rue Basse ;

2° - arrêts alternés ;

3° - circulation des voitures à bras et hippomobiles interdite de 11 heures 30 à 12 heures 30 et de 17 à 19 heures ;

Place du Lion-d'Or :

1° - stationnement interdit :

a) côté N^{os} impairs ; b) côté N^{os} pairs devant immeubles 2 à 6 inclus ;

2° - stationnement limité à 1/2 heure :
côté N^{os} pairs de 8 à la fin.

Place Louise-de-Bettignies : stationnement limité à 1/2 heure
immeubles de 1 à 9 inclus.

Rue du Magasin : stationnement interdit, côté N^{os} pairs, dans la partie comprise entre les rues Saint-André et Royale ;

Rue Mahieu : sens unique de la rue Gustave-Delory vers la rue de Tournai.

Rue des Mameliers :

1° - sens unique de la Place Général-de-Gaulle vers la Place du Théâtre ;

2° - stationnement limité à 1/2 heure sauf de 11 heures 30 à 12 heures 30 et de 17 à 19 heures, où le stationnement est interdit ;

3° - arrêt des voitures de livraisons interdit les mercredis, samedis, dimanches de 11 heures 30 à 18 heures ;

4° - circulation des voitures à bras et hippomobiles interdite de 11 heures 30 à 12 heures 30 et de 17 à 19 heures.

Rue Manuel : sens unique de la rue du Marché vers la rue Henri-Kolb.

Rue des Molfonds : stationnement interdit.

Rue de la Monnaie :

- 1° - stationnement limité à 1/2 heure ;
- 2° - arrêts alternés.

Square Morisson : parc pour autos : durée du parage limitée à 5 heures.

Rue Nationale - Entre la Grand'Place et le Boulevard de la Liberté :

- 1° - stationnement limité à 1/2 heure ;
- 2° - circulation des voitures à bras et hippomobiles interdite de 11 heures 30 à 12 heures 30 et de 17 à 19 heures.

Rue Neuve :

- 1° - sens unique de la Place Général-de-Gaulle vers la rue de Béthune ;
- 2° - stationnement limité à 1/2 heure ;
- 3° - arrêts alternés ;
- 4° - arrêt des voitures de livraisons interdit les mercredis, samedis, dimanches, de 11 heures 30 à 18 heures.

Rue du Nord :

- 1° - circulation interdite sauf : a) pour les voitures des propriétaires ou occupants des immeubles riverains ; b) pour les voitures effectuant la desserte des dites propriétés ;
- 2° - parage interdit au droit de la caserne Saint-Ruth.

Rue du Palais Rihour :

- 1° - arrêts alternés ;
- 2° - circulation des voitures à bras et hippomobiles interdite de 11 heures 30 à 12 heures 30 et de 17 à 19 heures.

Rue de Paris :

- 1° - stationnement limité à 1/2 heure entre la Place du Théâtre et la rue du Molinel ;
- 2° - arrêt des voitures de livraisons interdit entre la rue du Sec-Arembault et la place du Théâtre les mercredis, samedis, dimanches de 11 heures 30 à 18 heures ;
- 3° - circulation des voitures à bras et hippomobiles interdite de 11 heures 30 à 12 heures 30 et de 17 à 19 heures entre la rue Saint-Nicolas et la place du Théâtre ;
- 4° - parc pour autos au droit des immeubles n^{os} 43 à 56 inclus : limite de stationnement 5 heures.

Rue de Pas :

- 1° - sens unique de la rue Nationale vers la rue de la Chambre-des-Comptes ;
- 2° - stationnement interdit côté numéros impairs ;
- 3° - côté N^{os} pairs stationnement limité à 1/2 heure, sauf entre les numéros 2 à 8 inclus, où il est interdit.

Place des Patiniers :

- 1° - sens unique de la rue de la Clef vers la place du Lion-d'Or ;
- 2° - stationnement limité à 1/2 heure ;
- 3° - circulation des voitures de livraisons interdite les mercredis, samedis, dimanches de 11 heures 30 à 18 heures.

Rue au Pétérinck : sens unique de la rue de la Monnaie vers la Place aux Oignons.

Rue Pierre-Dupont : parc pour autos : durée de parcage limitée à 5 heures.

Rue des Poissonceaux : arrêts alternés.

Rue des Ponts-de-Comines : arrêts alternés (entre la rue de Paris et la rue Faidherbe).

Rue du Pont du Lion-d'Or : stationnement interdit côté gauche de la rue de Bouvines vers la rue de Flers.

Rue du Pont-Neuf :

- 1° - la circulation est interdite sur le Pont-Neuf à tous les véhicules se dirigeant de l'avenue du Peuple Belge vers la rue Négrier ;
- 2° - la circulation est interdite sur le Pont-Neuf aux véhicules allant de la rue Négrier vers l'Avenue du Peuple Belge et dont le poids total dépasse 3 tonnes ;
- 3° - sur le Pont-Neuf, les conducteurs de véhicules, dont le poids total est inférieur à 3 tonnes, sont astreints à ne pas dépasser la vitesse de 30 kilomètres à l'heure.

Rue du Priez : arrêt alternés entre la rue Faidherbe et la place des Reigneaux.

Rue de la Quennette : arrêts alternés.

Place Richebé :

- 1° - sens unique : côté N^{os} pairs de la rue Gombert vers boulevard de la Liberté ;

côté N^{os} impairs du boulevard de la Liberté vers rue Jeanne-Maillotte ;

2^o - pare autos : de 20 à 24 heures derrière le square Faidherbe.

Place Rihour :

1^o - stationnement limité à 1/2 heure en dehors des paires d'autos ;

2^o - arrêts des voitures de livraisons interdit des N^{os} 1 à 27 et 2 à 14, les mercredis, samedis et dimanches de 11 heures 30 à 18 heures ;

3^o - circulation des voitures à bras et hippomobiles interdite de 11 heures 30 à 12 heures 30 et de 17 à 19 heures.

Square Ruault : stationnement interdit le long de la façade de l'Hôtel de Ville.

Place Roger-Salengro : pare autos : stationnement limité à 5 heures.

Rue Royale : stationnement interdit entre les N^{os} 1 à 17 inclus.

Rue Saint-André : stationnement interdit :

a) côté numéros impairs, dans la partie comprise entre les rues Princesse et du Magasin ;

b) côté numéros pairs, dans la partie comprise entre la rue de la Caserne Saint-André et la place Saint-André.

Rue Sainte-Anne : arrêts alternés.

Rue Sainte-Catherine : arrêts alternés.

Rue Saint-Etienne : sens unique : de la rue de Pas vers la rue Esquermoise ; de la rue de Pas vers rue de l'Hôpital Militaire.

Rue Saint-Jean : sens unique de la rue de la Barre vers la place Jacques-Louchart.

Parvis Saint-Maurice :

1^o - circulation interdite dans la partie comprise entre la rue du Priez et la rue Schepers. Exception est faite : a) pour les voitures des propriétaires ou occupants des immeubles riverains ; b) pour les voitures effectuant la desserte des dites propriétés ;

2^o - pare autorisé dimanche de 10 à 13 heures (2 rangées face à l'Eglise).

Rue Saint-Nicolas : sens unique de la rue de Paris vers la rue Neuve ; stationnement interdit côté N^{os} impairs.

Rue Saint-Sébastien : stationnement interdit côté numéros pairs, dans la partie comprise entre les rues Saint-André et du Béguinage.

Rue Schepers :

1° - sens unique du parvis Saint-Maurice vers la rue des Ponts-de-Comines ;

2° - stationnement interdit côté numéros impairs.

Rue du Sec-Arembault : arrêts alternés.

Rue des Sept-Agaches :

1° - circulation interdite (sauf pour les voitures venant de la rue des Trois-Couronnes ou livraisons dans le sens place du Théâtre vers Grand-Théâtre) ;

2° - stationnement limité à 1/2 heure ;

3° - circulation des voitures de livraisons interdite les samedis, dimanches et mercredis de 11 heures 30 à 13 heures.

Rue des Tanneurs :

1° - sens unique de la rue du Sec-Arembault vers rue du Molinel ;

2° - arrêts alternés.

Place du Théâtre :

1° - sens unique côté Théâtre et Nouvelle Bourse de la rue Faidherbe vers la rue de la Bourse ;

2° - circulation interdite :

a) entre les N^{os} 13 à 37 côté Vieille Bourse (accès aux immeubles autorisé dans le sens Bourse vers la rue des Manneliers) ; b) dans le sens rue Léon-Trulin vers la rue des Manneliers ;

3° - le stationnement n'est autorisé que le long de la façade de la Nouvelle Bourse (limite de stationnement une demi-heure) et dans les parcs d'autos, stationnement limité à 5 heures) ;

4° - arrêt des voitures de livraisons interdit les mercredis, samedis, dimanches de 11 heures 30 à 18 heures ;

5° - circulation des voitures à bras et hippomobiles interdite de 11 heures 30 à 12 heures 30 et de 17 à 19 heures.

Rue Thiers : stationnement interdit côté n^{os} pairs.

Rue de Tournai : arrêts alternés entre l'avenue Charles Saint-Venant et la rue Enrico-Ferri.

Rue des Trois-Couronnes :

1° - sens unique de la rue de la Bourse vers rue des Sept-Agaches ;

2° - arrêts alternés.

Rue du Vieux Marché-aux-Chevaux : parc pour autos : stationnement limité à 5 heures.

Rue de la Vignette : sens unique de 8 à 20 heures de la rue de Paris vers la place Jacquart.

Rue de la Vieille-Comédie :

1° - stationnement interdit entre la rue des Fossés et la rue de Béthune ;

2° - arrêts alternés entre la rue du Fresne et la rue des Fossés.

Les parcs d'autos figurant au dit article, et repris ci-après, sont réservés aux voitures de tourisme :

Rue des Arts ;

Rue des Fossés, en semaine de 20 à 24 heures ;

Rue des Fossés, dimanche de 14 à 24 heures ;

Place de la Gare ;

Place du Général-de-Gaulle ;

Squares Jussieu et Dutilleul, Square Morisson ;

Rue de Paris, au droit des immeubles portant n^{os} 43 à 57

inclus ;

Rue Pierre-Dupont ;

Place Richebé, de 20 à 24 heures ;

Place Rihour ;

Place Roger-Salengro ;

Parvis Saint-Maurice, le dimanche, de 10 à 13 heures ;

Place du Théâtre ;

Rue du Vieux Marché-aux-Chevaux.

Les voitures poids lourds, camions et camionnettes, devront obligatoirement être garés dans les parcs ci-après :

Place Louise de Bettignies ;

Avenue du Peuple-Belge ;

Boulevard de ceinture, partie comprise entre la rue de Tournai prolongée et la rue Georges-Lefebvre.

Dans tous ces parcs la durée du stationnement ne pourra dépasser cinq heures.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 22 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu pour exécution immédiate.

Lille, le 1^{er} Février 1945.

Pour le Préfet :

Le Secrétaire Général Délégué,

Signé : DATY.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.

Autorisation. Paul Hérin.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884,

Vu l'article 5 (2^{me} et 3^{me} alinéas) du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944,

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives,

Vu la demande de validation d'années d'auxiliarat formulée par M. Hérin Paul, fossoyeur au Cimetière de l'Est,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 11 Janvier 1945,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Hérin Paul, Fossoyeur au Cimetière de l'Est est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 11 Janvier 1932 au 30 Juin 1939 soit pour une période de 7 ans, 5 mois, 20 jours.

M. Hérin ayant été titularisé le 1^{er} Juillet 1939 au traitement annuel de 12.600 francs, le montant du rappel à effectuer à rai-

son de 6 % l'an pour la période sus indiquée s'élève à 5.649 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des pré-comptes mensuels de cent trente-cinq francs (135 francs) le premier échéant le 28 Février 1945, échelonnés sur 7 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque l'intéressé pourra se libérer par anticipation. Les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 23 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.
Autorisation. Camille Castelain.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884,

Vu l'article 5 (2^{me} et 3^{me} alinéas) du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944,

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives,

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat formulée par M. Castelain Camille, charretier au service de la Propreté Publique,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 11 Janvier 1945,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Castelain Camille, charretier au service de la Propreté Publique est autorisé à effectuer le rappel de ver-

sements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville de Lille du 16 Décembre 1922 au 31 Mai 1937, soit pour une période de 13 ans, 5 mois et 15 jours, compte tenu d'une interruption de 1 an pour services militaires (de Novembre 1924 à Octobre 1925).

M. Castelain ayant été titularisé le 1^{er} Juin 1937 au traitement annuel de 12.000 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus indiquée s'élève à 9.690 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des pré-comptes mensuels de cent vingt-cinq francs (125 francs) le premier échéant le 28 Février 1945, échelonnés sur 13 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque l'intéressé pourra se libérer par anticipation. Les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 23 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.

Autorisation. Jules Rosselle.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884,

Vu l'article 5 (2^{me} et 3^{me} alinéas) du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944,

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives,

Vu la demande de validation d'années d'auxiliarat formulée par M. Rosselle Jules, charretier au Service de la Propreté Publique,

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 11 Janvier 1945,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Rosselle Jules, charretier au service de la Propreté Publique est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 3 Mars 1924 au 31 Mars 1939, soit pour une période de 15 ans et 28 jours.

M. Rosselle Jules ayant été titularisé le 1^{er} Avril 1939, au traitement annuel de 12.600 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 11.399 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de cent vingt-sept francs (127 francs) le premier échéant le 28 Février 1945, échelonnés sur 15 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation. Les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 23 Janvier 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versement rétroactif.

Autorisation. Emile Lefebvre.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884,

Vu l'article 5 (2^{me} et 3^{me} alinéas) du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944,

Vu la demande de validation d'années de stage rendues

après l'âge de 18 ans à l'Administration des Hospices de Lille, formulée par M. Emile Lefebvre, chef de la 1^{re} Division,

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 11 Janvier 1945,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Lefebvre Emile, Chef de la 1^{re} Division, est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services de stage rendus à l'Administration des Hospices de Lille, du 21 Avril 1912 (date de ses 18 ans) au 20 Avril 1914, soit pour une période de deux ans.

M. Lefebvre ayant été titularisé le 21 Avril 1914 au traitement annuel de 1.400 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus indiquée s'élève à 168 francs.

ARTICLE 2. — La retenue sera acquittée par un précompte effectué sur le traitement de Février 1945 de l'intéressé.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 23 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versement rétroactif.
Autorisation. Jacques Marquis.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884,

Vu l'article 5 (2^{me} et 3^{me} alinéas) du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944,

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives,

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat formulée par M. Marquis Jacques, Surveillant Général des Promenades et Jardins,

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 11 Janvier 1945,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marquis Jacques, Surveillant Général des Promenades et Jardins, est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 16 Octobre 1940 au 31 Décembre 1941, soit pour une période de 1 an, 2 mois et 15 jours.

M. Marquis ayant été titularisé le 1^{er} Janvier 1942 au traitement annuel de 16.800 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 1.218 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des pré-comptes mensuels de deux cent trois francs (203 francs) le premier échéant le 28 Février 1945, échelonnés sur 1 semestre (autant que d'années entières à valider). A toute époque l'intéressé pourra se libérer par anticipation. Les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 23 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versement rétroactif.

Autorisation. Victor Leniaert.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884,

Vu l'article 5 (2^{me} et 3^{me} alinéas) du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944,

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat formulée par M. Leniaert Victor, Dessinateur de 3^{me} classe,

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 11 Janvier 1945,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Leniaert Victor, Dessinateur de 3^{me} classe est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 1^{er} Juin 1920 au 31 Août 1921, soit pour une période de 1 an et 3 mois.

M. Leniaert ayant été titularisé le 1^{er} Septembre 1921 au traitement annuel de 5.000 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 375 francs.

ARTICLE 2. — La retenue sera acquittée par un précompte effectué sur le traitement de Février 1945 de l'intéressé.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 23 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versement rétroactif.

Autorisation. Marcel Dubreucq.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884,

Vu l'article 5 (2^{me} et 3^{me} alinéas) du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944,

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives,

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat formulée par M. Dubreucq Marcel, commis principal de 1^{re} classe,

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la

Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 11 Janvier 1945,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Dubreucq Marcel, Commis principal de 1^{re} classe, est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 18 Novembre 1918 au 30 Juin 1923, soit pour une période de 4 ans, 7 mois et 13 jours.

M. Dubreucq ayant été titularisé le 1^{er} Juillet 1923 au traitement annuel de 5.000 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus indiquée s'élève à 1.386 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de cinquante-huit francs (58 francs) le premier échéant le 28 Février 1945, échelonnés sur 4 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation. Les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 23 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.
Autorisation. Albert Farvacques.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884,

Vu l'article 5 (2^{me} et 3^{me} alinéas) du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944,

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives,

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat formu-

lée par M. Albert Farvacques, agent administratif de 3^{me} classe,

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 11 Janvier 1945.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Farvacques Albert, Agent administratif de 3^{me} classe, est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 17 Avril 1933 au 31 Décembre 1937, soit pour une période de 4 ans, 6 mois et 15 jours (compte tenu d'une interruption pour services militaires du 2 septembre au 2 Novembre 1936).

M. Farvacques ayant été titularisé le 1^{er} Janvier 1936, au traitement annuel de 12.600 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus indiquée s'élève à 3.434 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de cent quarante-quatre francs (144 francs) le premier échéant le 28 Février 1945, échelonnés sur 4 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation. Les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 23 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.
Autorisation. Paul Trouvaert.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884,

Vu l'article 5 (2^{me} et 3^{me} alinéas) du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944,

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives,

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat formulée par M. Trouvaert Paul, Mécanicien au Service des Eaux,

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 11 Janvier 1945,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Trouvaert Paul, mécanicien au Service des Eaux, est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 1^{er} Décembre 1929 au 31 Octobre 1931, soit pour une période de 1 an et 11 mois.

M. Trouvaert ayant été titularisé le 1^{er} Novembre 1931 au traitement annuel de 9.000 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus indiquée s'élève à 1.035 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de cent soixante-treize francs (173 francs) le premier échéant le 28 Février 1945, échelonnés sur un semestre (autant que d'années entières à valider). A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation. Les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 23 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versement rétroactif.
Autorisation. Georges Simoens.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884,

Vu l'article 5 (2^{me} et 3^{me} alinéas) du nouveau règlement de la

Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944,

Vu le décret du 5 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives,

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat formulée par M. Simoens Georges, Surveillant au Service de la Propreté Publique,

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 11 Janvier 1945,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Simoens Georges, surveillant au Service de la Propreté Publique, est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 23 Août 1933 au 15 Juin 1939, soit pour une période de 5 ans, 9 mois et 23 jours.

M. Simoens ayant été titularisé le 16 Juin 1939 au traitement annuel de 13.800 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus indiquée s'élève à 4.814 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de cent soixante et un francs (161 francs) le premier échéant le 28 Février 1945, échelonnés sur 5 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation. Les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 23 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.

Autorisation. Adolphe Goossens.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884,

Vu l'article 5 (2^{me} et 3^{me} alinéas) du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944,

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives,

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat formulée par M. Goossens Adolphe, charretier au Service de la Propreté Publique,

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 11 Janvier 1945,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Goossens Adolphe, charretier au Service de la Propreté Publique est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 12 Juillet 1924 au 30 Juin 1937, soit pour une période de 12 ans, 11 mois et 19 jours.

M. Goossens ayant été titularisé le 1^{er} Juillet 1937, au traitement annuel de 12.000 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus indiquée s'élève à 9.338 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de cent trente francs (130 francs) le premier échéant le 28 Février 1945, échelonnés sur 12 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation. Les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire puisse réquiere ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 23 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Propreté publique. Balayeur. Nomination. Marcel Leignel.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Leignel, releveur affecté au service de la Propreté Publique, est nommé balayeur au dit service en remplacement de M. Laurent, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Leignel est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.800 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Décembre 1944.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 24 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.
Expéditionnaire. Nomination. M^{lle} Liliane Lefebvre.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Liliane Lefebvre, née le 9 Mai 1928, est nommée expéditionnaire affectée au 1^{er} bureau de la 1^{re} Division, en remplacement de M^{lle} Durannel, appelée à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M^{lle} Lefebvre est versée dans la catégorie III du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 1.820 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 24 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Propreté publique. Balayeur. Nomination. Albert Verley.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Albert Verley, né le 12 Mars 1901, est nommé balayeur affecté au Service de la Propreté Publique en remplacement de M. Declercq, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Verley est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.800 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 2 Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 24 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Dactylographe.
Congé sans solde. Renouvellement. M^{me} Bonamis.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,
Vu le Statut du Personnel auxiliaire,
Vu la lettre en date du 24 Décembre 1944 par laquelle M^{me} Bonamis, sténo-dactylographe, sollicite le renouvellement de son congé sans solde,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de trois mois. le congé sans solde accordé à M^{me} Bonamis, sténo-dactylographe affectée au service de la dactylographie.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 24 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Propreté publique. Releveur. Nomination. Camille Vercruysse.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,
Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Camille Vercruysse, né le 14 Mai 1898, est nommé releveur affecté au Service de la Propreté Publique en remplacement de M. Leignel, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Vercruysse est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 11 Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 24 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Promenades et Jardins. Aide-Jardinier. Démission.
Jules Boulogne.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jules Boulogne, aide-jardinier affecté au Service des Promenades et Jardins, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 28 Décembre 1944, à midi.

Hôtel de Ville, le 24 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.
Expéditionnaire. Mutation. M^{me} Christiane Santer.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Christiane Santer, expéditionnaire affectée au 2^{me} Bureau de la 3^{me} Division, est mutée en la même qualité à l'Internat du Lycée Fénélon en remplacement de M^{lle} Verdière, appelée à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 8 Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 24 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Enquêteur. Nomination. Edmond Dupont.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Edmond Dupont, ex-caporal au Bataillon des Sapeurs-Pompiers, qui assure les fonctions d'enquêteur au Service des Logements, est nommé, à titre définitif, dans cet emploi.

ARTICLE 2. — Compte tenu des services civils qu'il a accomplis antérieurement, M. Dupont est versé dans la 1^{re} classe de son emploi au salaire mensuel de 3.500 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Décembre 1942.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 24 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Police. Suspension
de traitement. Modification d'arrêté. Ferdinand Gardin.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le rapport en date du 2 Septembre 1940 par lequel M. Rochat, Commissaire central de Police, signalait que le brigadier-chef Ferdinand Gardin avait abandonné son service, sans motif plausible, au Monument des Fusillés, alors qu'il avait 15 hommes sous ses ordres et que l'on pouvait craindre une manifestation,

Vu l'arrêté de notre prédécesseur, en date du 7 Septembre 1940, infligeant une suspension d'un mois, sans traitement, pour les faits ci-dessus relatés,

Vu la demande de révision présentée par M. Ferdinand Gardin,

Considérant que d'un nouvel examen du dossier, il résulte qu'en abandonnant son service, sans motif suffisant, M. Gardin a commis une faute passible de sanction, mais que la punition qui lui est infligée est incontestablement disproportionnée avec les faits reprochés,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La peine de suspension d'un mois, sans traitement, infligée au brigadier-chef de Police Ferdinand Gardin par arrêté du 7 Septembre 1940, est ramenée à huit jours, sans traitement.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 24 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.
Congé sans solde. Renouvellement. René Godart.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux,

Vu la lettre en date du 9 Janvier 1945 par laquelle M. René Godart, commis-secrétaire affecté au 1^{er} Bureau de la 5^{me} Division, sollicite le renouvellement de son congé sans solde,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de trois mois, le congé sans solde accordé à M. René Godart, commis-secrétaire affecté au 1^{er} Bureau de la 5^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 24 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Dame employée. Mutation. M^{me} Georgette Vandenberghe.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Georgette Vandenberghe, dame-employée affectée au 3^{me} Bureau de la 3^{me} Division, est mutée en la même qualité au 3^{me} Bureau de la 4^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 8 Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 24 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Personnel Auxiliaire.

Tableau d'avancement de classe. Janvier 1945.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,
Vu le statut du personnel auxiliaire, art. 9,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du Personnel auxiliaire est fixé comme suit, pour le mois de Janvier 1945 :

Noms et Prénoms	Fonction	Cl.	Salaire	Ancienneté dans la classe
Catégorie II				
Cailliaux Fernand	Magasinier	3 ^{me}	3.300	1 ^{er} Janvier 1945.
Quertignier Robert	Magasinier	5 ^{me}	3.100	1 ^{er} Janvier 1945.
Catégorie III				
Deloux Jean	Expéditionnaire	7 ^{me}	2.900	1 ^{er} Janvier 1945.
Lemoine Alphonse	Expéditionnaire	5 ^{me}	3.100	1 ^{er} Janvier 1945.
Agneray Jeanne	Expéditionnaire	5 ^{me}	3.000	1 ^{er} Janvier 1945.
Brisy Marie-Louise	Expéditionnaire	5 ^{me}	3.000	1 ^{er} Janvier 1945.
Crampon Madeleine	Expéditionnaire	5 ^{me}	3.000	1 ^{er} Janvier 1945.
Didelot Ginette	Expéditionnaire	7 ^{me}	2.800	1 ^{er} Janvier 1945.
Guillain Aline	Expéditionnaire	6 ^{me}	2.900	1 ^{er} Janvier 1945.
Mayeur Georgette	Expéditionnaire	5 ^{me}	3.000	1 ^{er} Janvier 1945.
Datillon Solange	Expéditionnaire	5 ^{me}	3.000	1 ^{er} Janvier 1945.
Rohant Simone	Expéditionnaire	5 ^{me}	3.000	1 ^{er} Janvier 1945.
Vantiez Emilienne	Expéditionnaire	6 ^{me}	2.900	1 ^{er} Janvier 1945.
Catégorie IV				
Bonnet Paul	Exp. chef de Centre	5 ^{me}	3.300	1 ^{er} Janvier 1945.
Catel Louis	Exp. chef de Centre	5 ^{me}	3.300	1 ^{er} Janvier 1945.
Desrumaux André	Téléphoniste	6 ^{me}	3.200	1 ^{er} Janvier 1945.
Plamont Marcel	Exp. chef de Centre	5 ^{me}	3.300	1 ^{er} Janvier 1945.
Secq Thérèse	Exp. chef de Centre	5 ^{me}	3.200	1 ^{er} Janvier 1945.
Vanhove M.-Antoinette ..	Aide médico-sociale	5 ^{me}	3.200	1 ^{er} Janvier 1945.
Catégorie V				
Demuyneck Yvonne	Sténo-Dactylo	5 ^{me}	3.350	1 ^{er} Janvier 1945.
Wagnon Cécile	Sténo-Dactylo	5 ^{me}	3.350	1 ^{er} Janvier 1945.
Catégorie VI				
Moens Germaine	Comptable	6 ^{me}	3.500	1 ^{er} Janvier 1945.
Catégorie VII				
Beaussart Henri	Veilleur de nuit	3 ^{me}	2.850	1 ^{er} Janvier 1945.
Falempe Jeanne	Aide-cuisinière	3 ^{me}	2.750	1 ^{er} Janvier 1945.
Lemaître	Femme de service	3 ^{me}	2.750	1 ^{er} Janvier 1945.
Lemaître	Femme de service	3 ^{me}	2.750	1 ^{er} Janvier 1945.
Raimbeau	Femme de service	3 ^{me}	2.750	1 ^{er} Janvier 1945.
Robache Thérèse	Baigneuse	3 ^{me}	2.750	1 ^{er} Janvier 1945.
Vanrenterghem G.	Femme de service	1 ^{re}	1.425	1 ^{er} Janvier 1945.
Catégorie VIII				
Robert Michel	Aide-jardinier	4 ^{me}	2.900	1 ^{er} Janvier 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 24 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Agents mineurs.
Salaires.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le statut du Personnel auxiliaire, art. 2,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les salaires des agents mineurs ci-après désignés sont fixés comme suit pour le mois de Janvier 1945 :

Noms et Prénoms	Fonction	Date de naissance	Taux de réduction	Salaire
Catégorie I				
Blondiau André	Coursier	26 Décembre 1926	10 %	2.520
Bonnier Roger	Coursier	25 Décembre 1926	10 %	2.520
Cayzele André	Coursier	4 Décembre 1927	25 %	2.100
Defleeschouwer M.	Coursier	12 Décembre 1928	35 %	1.820
Pierchon Robert	Coursier	5 Décembre 1927	25 %	2.100
Sohier Jacques	Coursier	4 Décembre 1927	25 %	2.100
Vanhoutte Gaston	Coursier	12 Décembre 1929	45 %	1.540
Catégorie III				
Delecourt Cécile	Expéditionnaire	19 Décembre 1926	10 %	2.520
Catégorie VII				
Beasse Roger	Manœuvre	13 Décembre 1928	35 %	1.820
Desmet Roger	Manœuvre	7 Décembre 1928	35 %	1.820
Catégorie VIII				
Moreau Marcel	Aide-jardinier	20 Décembre 1926	10 %	2.610
Pinte Roger	Aide-jardinier	24 Décembre 1927	25 %	2.175

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 24 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Tous Services et Divisions.
Promotions. Janvier 1945.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,
Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du personnel municipal est fixé comme suit pour le mois de Janvier 1945:

Noms et Prénoms	Fonction	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
Mme Sergeant Marthe ..	Dame employée principale	1 ^{re}	21.000	1 ^{er} Janvier 1945.
MM. Paris Léon	Concierge	2 ^{me}	14.650	1 ^{er} Janvier 1945. (av. en nature).
Bart Jean	Commis principal	3 ^{me}	18.600	1 ^{er} Janvier 1945.
Colette Adelson	Commis principal	1 ^{re}	21.000	16 Janvier 1945.
Lefebvre Eugène ..	Commis principal	3 ^{me}	18.600	1 ^{er} Janvier 1945.
Fauve André	Agent administr.	1 ^{re}	17.400	1 ^{er} Janvier 1945.
Edmé René	Agent administr.	2 ^{me}	16.200	1 ^{er} Janvier 1945.
Franck André	Sapeur-Pompier	1 ^{re}	17.400	1 ^{er} Janvier 1945. (av. en nature).
Compagnie Emile ..	Sapeur-Pompier	1 ^{re}	17.400	1 ^{er} Janvier 1945. (av. en nature).
Lemaire Adolphe ..	Sapeur-Pompier	1 ^{re}	17.400	1 ^{er} Janvier 1945. (av. en nature).

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 24 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.
Congé avec solde. Renouvellement. Georges Lemille.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le statut des Fonctionnaires Municipaux, article 24,

Vu nos arrêtés antérieurs accordant un congé de longue durée à M. Lemille, Commis principal,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de trois mois, le congé avec solde accordé à M. Lemille, commis principal affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 21 Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 24 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

RECETTES. — Régisseur. Etablissement Cartes d'identité
(Mod. 4). Nomination. Legrand.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'Instruction Générale des Finances du 20 Juin 1859, article 923 et 993,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 153,

Considérant que, lorsque les nécessités ou les commodités du service l'exigent, il peut être adjoint au Receveur municipal, des régisseurs de recettes agissant sous la direction et la surveillance de ce Chef de Service, pour le recouvrement de certains produits.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Legrand, Secrétaire de Police est chargé de l'encaissement, sous la direction et la surveillance du Rece-

veur municipal, des frais d'établissement des nouvelles cartes d'identité modèle 4, soit deux francs par carte.

ARTICLE 2. — M. Legrand devra verser tous les 15 jours, le montant de ses recettes dans la caisse municipale.

ARTICLE 3. — En raison du peu d'importance de ces opérations, M. Legrand est dispensé de fournir un cautionnement.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 24 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SECTEUR CHARBONNIER. — Participation des Communes.
Décembre 1944.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Président du Secteur Charbonnier de la région de Lille,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 30 Décembre 1942, mettant en application des instructions préfectorales (Bureau Départemental des Charbons c. 59/B.C.) en date du 14 Février 1942,

Vu les décisions des 22 Juin et 15 Décembre 1942 des assemblées de cet organisme, fixant à 0,40 par tonne de charbon reçue la participation de chaque commune aux frais de fonctionnement des services du secteur charbonnier,

Considérant qu'il y a lieu de déterminer la participation pécuniaire de chaque commune pour les mois d'Octobre à Décembre 1944 inclusivement,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La participation des communes adhérentes au secteur charbonnier de la région de Lille est fixée comme suit pour la période du 1^{er} Octobre au 31 Décembre 1944.

ETAT DES TONNAGES REÇUS

Désignation	Octobre	Novembre	Décembre	Total	Sommes
Lille	5.618	11.437	9.749	26.804	10.721,60
Saint-André	124	341	239	704	281,60
Haubourdin	280	553	329	1.162	464,80
Loos	380	952	725	2.057	822,80
La Madeleine	379	980	898	2.257	902,80
Hellemmes	233	616	594	1.443	577,20
Lomme	559	1.411	983	2.953	1.181,20
Lambersart	487	933	915	2.335	934,00
Marquette	79	611	195	885	354,00
Fâches-Thumesnil	220	308	233	761	304,40
Ronchin	180	462	229	871	348,40
Mons-en-Barœul	155	342	383	880	352,00
Marcq-en-Barœul	309	1.013	733	2.055	822,00
Wambrechies	135	233	213	581	232,40
Lezennes	44	144	81	269	107,60
Sequedin	5	55	35	95	38,00
Hallennes-lez-Haubourdin.	49	79	50	178	71,20
Englos	3	15	10	28	11,20
Capinghem	13	23	16	52	20,80
Erquinghem-le-See	5	6	7	18	7,20
Santes	19	103	167	289	115,60
Escobecques	4	3	3	10	4,00
Lesquin	60	194	67	321	128,40
Beaucamps	13	12	12	37	14,80
	9.353	20.826	16.866	47.045	18.818,00

ARTICLE 2. — Le recouvrement des sommes ci-dessus sera effectué par M. le Receveur municipal. Les sommes reçues seront constatées en recettes au compte ouvert parmi les services Hors Budget sous le libellé « Secteur Charbonnier de la Région Lilloise ».

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à M. le Percepteur-Receveur municipal.

Hôtel de Ville, le 24 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu :

Lille, le 27 Mars 1945.

Pour le Préfet :

Le Conseiller de Préfecture délégué :

SIGNE : Illisible.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat général.
Garçon de bureau. Nomination. Léonce Leprêtre.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88,

Vu le statut des Fonctionnaires Municipaux,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Léonce Leprêtre, né le 25 Février 1920 à Calais, commis auxiliaire affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, est nommé garçon de bureau stagiaire au Secrétariat Général, en remplacement de M. Wanaverbecq, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Leprêtre est versé dans la 6^{me} classe de son emploi au traitement annuel de 12.600 francs.

ARTICLE 3. — M. Leprêtre est autorisé à effectuer, à compter du 1^{er} Janvier 1945, des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux. Toutefois, sa titularisation n'interviendra qu'à l'expiration d'un stage de six mois et dans les conditions prévues au statut des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SAPEURS-POMPIERS. — Sergent-Major. Abrogation
d'Arrêté. Traitement. Raymond Bulleteau.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88.

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers,

Vu notre arrêté en date du 30 Octobre 1944, portant promotions de grades dans le corps des Sapeurs-Pompiers, et nom-

mant M. Bulleteau, sergent-major, au traitement annuel de 18.600 francs.

Considérant qu'une erreur s'est glissée dans la fixation du traitement de cet agent,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les dispositions de l'article 1 de notre arrêté du 30 Octobre 1944 sont modifiées comme suit :

« Sont nommés :

Sergent-major, au traitement annuel de 19.500 francs, M. Bulleteau, sergent ».

Le reste sans changement.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 25 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Promenades et Jardins. Gardes Municipaux. Nominations.

Léon Cornille et Emile Despicht.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88.

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — MM. Léon Cornille et Emile Despicht, balayeurs affectés au Service de la Propriété Publique, sont nommés gardes municipaux au Service des Promenades et Jardins en remplacement de MM. Ceugnart et Déjà, réintégrés dans la Police d'Etat.

ARTICLE 2. — MM. Cornille et Despicht sont versés dans la 6^{me} classe de la catégorie II du personnel auxiliaire et recevront un salaire mensuel de 3.000 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Promenades et Jardins. Gardes Municipaux. Nominations.
Léon Bourdier et Charles Kuntz.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88.

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — MM. Léon Bourdier, balayeur affecté au Service de la Propreté Publique et Charles Kuntz, manœuvre affecté à la 5^{me} Division, sont nommés gardes municipaux au Service des Promenades et Jardins en remplacement de MM. Fourmy et Houvenaghel, réintégrés dans la Police d'Eatt.

ARTICLE 2. — MM. Bourdier et Kuntz sont versés dans la 7^{me} classe de la catégorie II du personnel auxiliaire et recevront un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Ouvrier tôlier. Nomination. Léon Olivier.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88.

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

Sur la proposition de M. le Chef des Services Publics, en date du 18 Décembre 1944,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Léon Olivier, manœuvre affecté au Service de la Propreté Publique, est promu tôlier.

ARTICLE 2. — M. Olivier est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie IX du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.100 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Ouvrier brossier. Nomination Armand Gallet.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88.

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

Sur la proposition de M. le Chef des Services Publics, en date du 18 Décembre 1944,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Armand Gallet, balayeur affecté au Service de la Propreté Publique, est promu brossier.

ARTICLE 2. — M. Gallet est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie IX, du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.100 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.
Enquêteur. Nomination. Léon Binschinat.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88.

Vu le Statut du Personnel auxiliaire.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Léon Binschinat, balayeur affecté au Service de la Propreté Publique, est nommé enquêteur au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division, en remplacement de M. Georges Lailier, réintégré dans la Police d'Etat.

ARTICLE 2. — M. Binschinat est versé dans la 7^{me} classe de la catégorie III du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SAPEURS-POMPIERS. — Caporal. Démission.
Henri Van Assche.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88.

Vu le Règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Henri Van Assche, caporal au Bataillon des Sapeurs-Pompiers, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du Bataillon des Sapeurs-Pompiers.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

DÉPENSES. — Régisseurs de dépenses pour l'année 1945.
Nominations.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 153,

Vu l'instruction générale des Finances du 20 Juin 1859, article 993,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés régisseurs de dépenses pour l'année 1945 :

M. Bosier, Secrétaire de l'Ecole des Beaux-Arts, pour le paiement des salaires des modèles vivants, ainsi que des menues dépenses de l'Ecole, une somme de 5.000 francs sera mise à sa disposition ; en outre une avance de 1.000 francs lui sera consentie pour le paiement des achats faits au comptant et des menues dépenses de l'Ecole Régionale d'architecture.

En cas d'absence, M. Bosier sera remplacé par M. Lefebvre, employé à l'Ecole des Beaux-Arts.

M. Bossard, Directeur des Jardins, pour le paiement des menues dépenses de son service, une somme de 1.500 francs sera mise à sa disposition.

En cas d'absence, M. Bossard sera remplacé par M. Marquis, chef de culture.

M. Chavatte, Agent comptable-matières de la Régie municipale d'approvisionnement, pour le paiement des achats faits au comptant et des menues dépenses du service, une somme de 2.000 francs sera mise à sa disposition.

En cas d'absence, M. Chavatte sera remplacé par M. Péru, commis.

M^{lle} d'Estrées, Directrice du Collège Technique de jeunes filles, pour le paiement des achats au comptant et des menues

dépenses de l'Ecole, une somme de 2.500 francs sera mise à sa disposition.

En cas d'absence, M^{lle} d'Estrées sera remplacée par M^{lle} Lecafette, Chef des Travaux de l'Ecole.

M. Farvacques, commis à la 3^{me} Division, pour le paiement des salaires restant dûs aux ouvriers et ouvrières qui ont travaillé pour le compte de l'autorité allemande, une somme égale au montant des rôles de salaires sera mise à sa disposition.

En cas d'absence, M. Farvacques sera remplacé par M. Maillet Alfred, agent administratif à la même division.

M. Fontaine, Directeur du Collège Technique de Garçons, pour le paiement des achats au comptant et des menues dépenses de l'Ecole, une somme de 2.000 francs sera mise à sa disposition.

En cas d'absence, M. Fontaine sera remplacé par M. De Caluwe, Econome de l'Institut Denis-Diderot.

M^{lle} Garemin, Chef du Bureau du Contentieux, pour le paiement des menues dépenses occasionnées pour les besoins de son service, une somme de 300 francs sera mise à sa disposition.

En cas d'absence, M^{lle} Garemin sera remplacée par M. Salomé, Commis-secrétaire à la 1^{re} Division.

M. Lerouge, Chef de Bureau de la 1^{re} Division, pour le paiement des secours alloués par le Service de la « Campagne d'Hiver pour les malheureux », une somme de 1.000 francs sera mise à sa disposition.

En cas d'absence, M. Lerouge sera remplacé par M. Barbot, commis à la 1^{re} Division.

M. Manier, Régisseur-Econome du préventorium de Wormhoudt, pour le paiement au comptant des menues dépenses, une somme de 1.000 francs sera mise à sa disposition.

M. Maurois, Conservateur des Musées, pour le paiement des menues dépenses, une somme de 500 francs sera mise à sa disposition.

En cas d'absence, M. Maurois sera remplacé par M. Thibaut, Commis-Secrétaire au 1^{er} Bureau de la 3^{me} Division.

M. Piette, Commis au Service des Transports, pour le paiement des achats faits au comptant et des menues dépenses du service, une avance de 2.000 francs sera mise à sa disposition.

En cas d'absence, M. Piette sera remplacé par M. Buyens, employé au même service.

M. Thibaut, Commis-Secrétaire au 1^{er} Bureau de la 3^{me} Divi-

sion, pour l'affranchissement de la correspondance, les menus frais, les dépenses destinées à faciliter le mariage des indigents, les frais de transports et frais divers, une somme de 25.000 francs sera mise à sa disposition.

En cas d'absence, M. Thibaut sera remplacé par M. De Lange, Commis-Principal à la 3^{me} Division.

M^{me} Tytgat, chargée du vestiaire du Comité d'entr'aide sociale, pour le paiement des secours aux détreffes cachées, une somme de 10.000 francs sera mise à sa disposition.

En cas d'absence, M^{me} Tytgat sera remplacée par M. Herbaut, employé temporaire au même service.

ARTICLE 2. — Tous les régisseurs ci-dessus nommés rendront compte de leur avance dans le délai de un mois.

ARTICLE 3. — Les régisseurs tiendront un livre de caisse sur lequel ils feront figurer :

En recettes, les avances qui leur ont été consenties.

En dépenses, tous les paiements effectués par ordre de date.

Ce livre ainsi que le numéraire en caisse et les justifications de dépenses à remettre à la Caisse Municipale devront être présentés à M. le Receveur Municipal et à M. le Chef de la 3^{me} Division, à toute réquisition.

ARTICLE 5. — Les régisseurs chargés de régler les salaires se conformeront en tous points aux instructions ministérielles concernant les assurances sociales et l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires.

ARTICLE 6. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 27 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

DÉPENSES. — Régisseur. Complément d'Arrêté.
Jules D'Hoosche

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 153,

Vu l'instruction générale des Finances du 20 Juin 1859, article 993,

Vu notre Arrêté N° 124 du 28 Octobre 1944, nommant, en remplacement de M. Hof, M. J. d'Hoossche, Chef de bureau, régisseur chargé du paiement des salaires des ouvriers occupés à l'exécution des grands travaux,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Notre arrêté N° 124 du 28 Octobre 1944 sus-visé est complété par les dispositions suivantes :

M. J. d'Hoossche est tenu de régulariser son avance à la Recette Municipale dans les trois jours qui suivent le paiement des salaires.

ARTICLE 2. — Le régisseur est assujetti à la réalisation d'un cautionnement de 150.000 francs qui pourrait être garanti par l'Association Française de Cautionnement Mutuel.

ARTICLE 3. — Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 27 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

DÉPENSES. — Régisseur. Nomination. Duparcq.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 153,

Vu l'instruction générale des Finances du 20 Juin 1859, article 993,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Duparcq, agent administratif à la 3^{me} Division, est nommé, en remplacement de M. Térin, appelé à d'autres fonctions, régisseur des dépenses, chargé du paiement des salaires journaliers du personnel temporaire, et des femmes

de service ainsi que des indemnités pour heures supplémentaires.

Une somme égale au montant des états de paiement sera mise à sa disposition.

ARTICLE 2. — M. Duparcq est tenu de régulariser son avance à la Recette Municipale dans les 3 jours qui suivent le paiement des salaires.

ARTICLE 3. — Le régisseur est assujéti à la réalisation d'un cautionnement de 100.000 francs qui pourra être garanti par l'Association Française du Cautionnement Mutuel.

ARTICLE 4. — En cas d'absence, M. Duparcq sera remplacé par M. Delesalle, agent administratif à la 3^{me} Division.

ARTICLE 5. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 27 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

DÉPENSES. — Régisseur. Complément d'Arrêté.
M^{me} Lemahieu.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 153,

Vu l'instruction générale des Finances du 20 Juin 1859, article 993,

Vu notre Arrêté n° 743 du 21 Novembre 1929, nommant M^{me} Lemahieu, secrétaire de la Direction des Théâtres, régisseur des Dépenses chargé d'assurer le paiement direct des masses de Théâtres,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 1 de notre arrêté du 21 Novembre 1929 est complété par les dispositions suivantes :

M^{me} Lemahieu est tenue de régulariser son avance à la Recette Municipale dans les trois jours qui suivent le paiement des salaires.

ARTICLE 2. — L'article 4 de notre Arrêté susvisé est modifié comme suit : Le régisseur est assujetti à la réalisation d'un cautionnement de 100.000 francs qui pourra être garanti par l'Association Française de Cautionnement Mutuel.

ARTICLE 3. — En cas d'absence, M^{me} Lemahieu sera remplacée par M. Tricoit, aide-comptable.

ARTICLE 4. — Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

ARTICLE 5. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 27 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**CONSERVATOIRE. — Commission de Surveillance.
et de Patronage. Nomination. M. le Docteur Defaux.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88.

Vu l'article 4 du règlement du Conservatoire de Musique de Lille,

Vu notre arrêté en date du 12 Octobre 1944,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Notre arrêté en date du 12 Octobre 1944 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ARTICLE 2. — L'arrêté du 27 Juillet 1942, nommant les membres de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire de Musique, est modifié comme suit :

« Sont nommés sous notre présidence et, par délégation, sous la présidence de M. le Docteur Simonot, Conseiller municipal, délégué aux Beaux-Arts... ».

ARTICLE 3. — M. le Docteur Defaux, Conseiller municipal délégué, est nommé membre de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire de Musique.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 29 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Tous Services et Divisions.
Tableau complémentaire de Promotions. Année 1944.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88.

Vu le statut des Fonctionnaires Municipaux,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du personnel municipal est complété comme suit, pour l'année 1944 :

Noms et prénoms	Fonctions	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
Lengagne Auguste	Agent administr.	2me	16.200	1er Décembre 1944.
Claes Henri	Peseur	3me	14.040	1er Octobre 1944.
Castelain Camille	Charretier	1re	17.400	16 Juillet 1944.
Maillet Alfred	Agent administr.	2me	16.200	1er Décembre 1944.
Delattre	Prof. conservatoire (soir)	6me	6.000	1er Août 1944.
Mme Quinsac M.-L.	Prof. conservatoire (supérieur)	4me	6.600	1er Novembre 1944.
Tallon Adrien	Prof. conservatoire (supérieur)	4me	6.600	1er Juin 1944.
Dupuille Paul	Electricien	1re	18.600	1er Juillet 1944
Chevalier Jules	Electricien	1re	18.600	1er Juillet 1944
Haidon André	Sapeur-Pompier	N. C.	13.800	1er Novembre 1944.
Derlyn Achille	Sapeur-Pompier	do	13.800	1er Novembre 1944.
Duquesnoy Théodore	Sapeur-Pompier	do	13.800	1er Novembre 1944.
Taquet Paul	Sapeur-Pompier	do	13.800	1er Novembre 1944.
Toulotte Eugène	Sapeur-Pompier	do	13.800	1er Novembre 1944.
Castelcyn Roger	Sapeur-Pompier	do	13.800	1er Novembre 1944.
Mestdagh Marcel	Sapeur-Pompier	do	13.800	1er Décembre 1944.
Dondeyne Marcel	Sapeur-Pompier	do	13.800	1er Décembre 1944.
Vincent Roger	Sapeur-Pompier	do	13.800	1er Décembre 1944.
Declercq Emilien	Sapeur-Pompier	do	13.800	1er Décembre 1944.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 29 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

MAISON DE TOLÉRANCE RUE DE L'A. B. C.

Autorisation. M^{me} Baechler.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97,

Vu le Code des Arrêtés Municipaux (Art. 524 à 557) ;

Vu l'arrêté en date du 15 Janvier 1945 de M. le Préfet du Nord, autorisant M^{me} Baechler à reprendre la gérance de la maison de tolérance, sise 2 rue de l'A. B. C. à Lille.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Baechler Marcelle-Georgette, autorisée à gérer la maison de tolérance sise à Lille, 2 rue de l'A. B. C. en remplacement de M^{me} Sabot Yvonne, V^{ve} Poulain, se conformera strictement aux règlements concernant la tenue et l'exploitation des maisons de tolérance et particulièrement aux dispositions des articles 524 à 557 du Code des Arrêtés Municipaux.

ARTICLE 2. — M^{me} Baechler Marcelle devra gérer elle-même l'établissement dont il s'agit ; elle paiera les frais des visites médicales, auxquelles sont astreintes ses pensionnaires ainsi que la taxe fixée pour le remboursement des frais afférents à leur traitement à l'hôpital. En garantie du paiement de ces frais et taxes, elle sera tenue de verser au préalable et en numéraire, à la Caisse des Dépôts et Consignations, à titre de caution de ces frais de traitement, une somme de 12.000 francs (douze mille francs) sans que cette caution, qui lui sera restituée à la cessation de son exploitation, puisse empêcher les paiements auxquels, à ce titre, elle sera soumise.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le

Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 30 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Manœuvre Spécialisé. Nomination. Gustave Decuyper.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88.

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

Sur la proposition de M. le Chef du Service des Bâtiments,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Gustave Decuyper, ouvrier d'entretien à toutes mains affecté au Service des Bâtiments est nommé manœuvre spécialisé.

ARTICLE 2. — M. Decuyper est versé dans la 2^{me} classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.000 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Promenades et Jardins. Jardinier. Démission. Marcel Chartres.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88.

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

Vu la lettre en date du 17 Janvier 1945 par laquelle M. Marcel Chartres, jardinier, donne sa démission,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Chartres, jardinier affecté au Service des Promenades et Jardins, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.

Congé sans solde. M^{me} Odette De Bruyn.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88.

Vu le Statut du Personnel auxiliaire,

Vu la lettre en date du 8 Janvier 1945, par laquelle M^{me} Odette De Bruyn, aide-médico-sociale, sollicite un congé sans solde pour lui permettre de soigner son enfant,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé d'un an, sans solde, est accordé à Madame Odette De Bruyn, aide-médico-sociale affectée au 2^{me} Bureau de la 5^{me} Division.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé, M^{me} De Bruyn ne pourra réintégrer ses fonctions qu'autant qu'une vacance d'emploi existera dans le service et sous réserve d'un avis favorable émis par l'Administration Municipale à la demande que devra formuler l'intéressée, en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Janvier 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Veuve Henri Cnudde.**

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Cnudde Henri-Léopold, baigneur de 1^{re} classe, né à Lille, le 19 Avril 1892, est décédé à Lille, le 6 Août 1944, laissant sa veuve, née Gilquin Valentine qui sollicite la liquidation de pension à laquelle elle a droit conformément aux dispositions de l'article 23 du règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Tributaire de ladite Caisse depuis le 1^{er} Mai 1927, M. Cnudde comptait, au moment de son décès : seize ans, dix mois de services civils, compte tenu d'une interruption de service du 5 Mars au 6 Août 1944, et deux ans, neuf mois de service militaire de guerre, soit ensemble : dix-neuf ans, sept mois de services effectifs ouvrant droit à pension, avec un traitement moyen de 16.074 francs pendant les trois dernières années.

Ci-après, la liquidation de la pension qui eut été attribuée à M. Cnudde en conformité des dispositions de l'article 12 du règlement :

Services civils :

Seize ans : 16/60 de 16.074 =	4.286
Dix mois : 10/12 de 1/60 de 16.074 =	223

Services militaires de guerre :

Deux ans : 2/50 de 16.074 =	642
Neuf mois : 9/12 de 1/50 de 16.074 =	241

Bénéfices de campagne :

Trois ans : 3/50 de 16.074 =	964
Trois mois : 3/12 de 1/50 de 16.074 =	80

Total : 6.436

Vu les extraits des registres de l'Etat Civil constatant :

- 1° que la dame Valentine Gilquin est née à Lille, le 26 Janvier 1899 ;
- 2° que ladite dame Gilquin et M. Cnudde ont contracté mariage le 18 Août 1919 ;
- 3° que M. Cnudde est décédé le 6 Août 1944.

Vu le certificat constatant :

- 1° que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;
- 2° qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Cnudde-Gilquin ;

Le règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, article 23, duquel il résulte : que M^{me} V^{ve} Cnudde a droit à une pension égale à 50 % de la retraite d'invalidité qu'aurait obtenue le mari le jour de son décès soit : $6.436 : 2 = 3.218$ francs.

Soit un chiffre ramené au multiple de 4 : 3.216 francs.

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 7 Août 1944, lendemain du décès de M. Cnudde, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Veuve Arthur Debrock**

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Arthur Debrock, Chef de Bureau de 3^{me} classe, en retraite depuis le 1^{er} Mars 1932, est décédé à Lille, le 13 Août 1944.

La pension annuelle qui lui était servie avait été fixée à 9.033 frs 76 lors de votre délibération du 30 Décembre 1931 et portée à : 13.808 francs par la révision homologuée en votre séance du 8 Février 1944.

L'épouse, née Juliette-Victorine Dervaux sollicite une pension de réversion.

Vu les extraits des registres de l'Etat Civil constatant :

- 1°) que la dame Juliette Dervaux est née à Haubourdin, le 23 Décembre 1868 ;
- 2°) que ladite dame Dervaux et M. Debrock ont contracté mariage le 1^{er} Décembre 1900 ;
- 3°) que M. Debrock est décédé le 13 Août 1944.

Vu le certificat constatant :

- 1°) que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;
- 2°) qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux DebrockDervaux,

le règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville duquel il résulte que M^{me} V^{ve} Debrock a droit à la moitié de la pension de son mari, soit :

$$13.808 : 2 = 6.904 \text{ francs.}$$

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 14 Août 1944, lendemain du décès de M. Debrock, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Désiré Joly.

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Joly Désiré-Victor, Commis principal de classe exceptionnelle, né le 17 Septembre 1884, à Lys-lez-Lannoy (Nord), sollicite la liquidation de sa pension de retraite à partir du 1^{er} Octobre 1944.

Tributaire de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville depuis le 1^{er} Août 1919, M. Joly aura effectué au 30 Septembre 1944, vingt-cinq ans et deux mois de services civils, deux ans de service militaire obligatoire et quatre ans sept mois de services militaires de guerre, soit ensemble : trente et un ans et neuf mois de services effectifs ouvrant droit à pension avec un traitement moyen de 24.069 francs pendant les trois dernières années.

Ci-après la liquidation établie en conformité des dispositions de l'article 12 du règlement :

Services civils :

Vingt-cinq ans : 25/60 de 24.069 =	10.028
Deux mois : 2/12 de 1/60 de 24.069 =	66

Services militaires :

Six ans : 6/50 de 24.069 =	2.888
Sept mois : 7/12 de 1/50 de 24.069 =	280

Bénéfices de campagne :

Sept ans : 7/50 de 24.069 =	3.369
Six mois : 6/12 de 1/50 de 24.069 =	240

Total.....	16.871
------------	--------

soit un chiffre porté au multiple de 4 :	16.872
------------------------------------------	--------

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 1^{er} Octobre 1944, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Alfred Doutrelong.

Rapport de M. le Président.

MESSIEURS,

M. Doutrelong Alfred-Louis, Dessinateur de classe exceptionnelle, né le 3 Octobre 1884 à Lille, atteint par la limite d'âge, a été admis par arrêté du 7 Octobre 1944 à faire valoir ses droits à la retraite à partir du 1^{er} Novembre 1944.

Tributaire de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville depuis le 20 Mai 1907, M. Doutrelong aura effectué au 31 Octobre 1944, trente-sept ans et cinq mois de services civils ouvrant droit à pension avec un traitement moyen de 29.272 francs pendant les trois dernières années.

Ci-après la liquidation établie en conformité des dispositions de l'article 12 du règlement :

Services civils :

Trente-sept ans : $37/60$ de 29.272 =	18.051
Cinq mois : $5/12$ de $1/60$ de 29.272 =	203

Bonification pour séjour en région envahie :

Quatre ans : $4/50$ de 29.272 =	2.341
Un mois : $1/12$ de $1/50$ de 29.272 =	48

Total 20.643

soit un chiffre porté au multiple de 4 :
20.644 francs.

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 1^{er} Novembre 1944, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Veuve Charles Delebassée.**

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Delebassée Charles-Louis, ex-préposé d'Octroi de 1^{re} classe, affecté en qualité de surveillant au Cimetière du Sud, né à Templeuve (Nord), le 24 Septembre 1893, est décédé à Lille, le 7 Décembre 1944, laissant sa veuve, née Marguerite Dhelemme, qui sollicite la liquidation de pension à laquelle elle a droit conformément aux dispositions de l'article 23 du Règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

En fonctions depuis le 1^{er} Avril 1934, M. Delebassée était tributaire de la C.N.R.V. du 1^{er} Avril 1934 au 30 Septembre 1940. Conformément aux dispositions de l'article 40 du Règlement, il fut sur sa demande, affilié à la Caisse des Retraites des Services Municipaux à compter du 1^{er} Octobre 1940.

M. Delebassée ayant été versé dans les Services Municipaux le 1^{er} Mars 1943, comptait au moment de son décès : sept ans et trois mois de services civils actifs, trois ans et cinq mois de services civils sédentaires et cinq ans et huit mois de services militaires de guerre, soit ensemble : seize ans et quatre mois de services effectifs ouvrant droit à pension avec un traitement moyen de 18.094 francs pendant les trois dernières années.

Ci-après la liquidation de pension qui eût été attribuée à M. Delebassée en conformité des dispositions de l'article 18 du règlement :

Services civils actifs :

Sept ans : 7/50 de 18.094 =	2.533
Trois mois : 3/12 de 1/50 de 18.094 =	90

Services civils sédentaires :

Trois ans : 3/60 de 18.094 =	904
Cinq mois : 5/12 de 1/60 de 18.094 =	125

Services militaires :

Cinq ans : 5/50 de 18.094 =	1.809
Huit mois : 8/12 de 1/50 de 18.094 =	241

Bénéfice pour campagne simple :

Un an : 1/50 de 18.094 =	361
Sept mois : 7/12 de 1/50 de 18.094 =	211

Bénéfice pour campagne double :

Cinq ans : 5/50 de 18.094 =	1.809
Six mois : 6/12 de 1/50 de 18.094 =	180
	<hr/>
	8.263

Vu les extraits des registres de l'Etat Civil constatant :

- 1°) que la dame Marguerite Dhelemme est née à Hellemmes (Nord), le 2 Juillet 1898 ;
- 2°) que ladite dame Dhelemme et M. Delebassée ont contracté mariage le 27 Mars 1920 ;
- 3°) que du mariage est issu Jean-Marcel Delebassée, né à Lille, le 28 Janvier 1932 ;
- 4°) que M. Delebassée est décédé le 7 Décembre 1944.

Vu le certificat constatant :

- 1°) que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;
- 2°) qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Delebassée-Dhelemme.

Vu le Règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, duquel il résulte :

- 1°) Art. 23, paragraphe 1 : que M^{me} V^{ve} Delebassée a droit à une pension égale à la moitié de la retraite d'invalidité qu'aurait obtenue le mari le jour de son décès, soit :

$$8.263 : 2 = 4.131 \text{ francs}$$

soit un chiffre porté au multiple de 4 : 4.132 francs

- 2°) Art. 23, paragraphe 4 : que l'enfant Jean-Marcel Delebassée a droit jusqu'à l'âge de 21 ans, à une pension temporaire égale à 10 % de la pension qu'aurait pu obtenir le père, soit :

$$\frac{8.263 \times 10}{100} = 826 \text{ francs, soit un chiffre ramené au multiple}$$

de 4 : 824 francs.

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien homologuer ces fixations de pensions et en décider le service à compter du 8 Décembre 1944, lendemain du décès de M. Delebassée par

prélèvements sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Léon Picot.**

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Picot Léon, Econome, Régisseur de 1^{re} Classe, né le 29 Décembre 1884 à Romille (Ille-et-Vilaine), sollicite la liquidation de sa pension de retraite à partir du 1^{er} Janvier 1945.

Tributaire de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville depuis le 15 Octobre 1911, M. Picot aura effectué au 31 Décembre 1944 : vingt-huit ans et sept mois de services civils, deux ans de service militaire obligatoire et quatre ans et sept mois de services militaires de guerre, soit ensemble : trente-cinq ans et deux mois de service effectifs ouvrant droit à pension avec un traitement moyen de 40.395 francs pendant les trois dernières années.

Ci-après la liquidation établie en conformité des dispositions de l'article 12 du règlement :

Services civils :

Vingt-huit ans : 28/60 de 40.395 =	18.851
Sept mois : 7/12 de 1/60 de 40.395 =	392

Services militaires :

Six ans : 6/50 de 40.395 =	4.847
Sept mois : 7/12 de 1/50 de 40.395 =	471

Bénéfices de campagne :

Huit ans : 8/50 de 40.395 =	6.463
Six mois : 6/12 de 1/50 de 40.395 =	403

Total : 31.427

Soit un chiffre porté au multiple de 4 : 31.428 francs.

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 1^{er} Janvier 1945 par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Gustave Deconinck.**

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Deconinck Gustave, Professeur d'Education physique de 1^{re} classe, né le 12 Décembre 1884 à Lille, sollicite la liquidation de sa pension de retraite à partir du 1^{er} Janvier 1945.

Tributaire de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville depuis le 1^{er} Mai 1912, M. Deconinck aura effectué au 31 Décembre 1944 : vingt-huit ans de services civils, un an et deux mois de service militaire obligatoire et quatre ans et sept mois de services militaires de guerre, soit ensemble : trente-trois ans et neuf mois de services effectifs ouvrant droit à pension avec un traitement moyen de : 19.395 francs pendant les trois dernières années.

Ci-après la liquidation établie en conformité des dispositions de l'article 12 du règlement :

Services civils :

Vingt-huit ans : $28/60$ de 19.395 = 9.051

Services militaires :

Cinq ans : $5/50$ de 19.395 = 1.939

Neuf mois : $9/12$ de $1/50$ de 19.395 = 290

Bénéfices de campagne :

Sept ans : $7/50$ de 19.395 = 2.715

Dix mois : $10/12$ de $1/50$ de 19.395 = 323

Total : 14.318

Majorations pour enfants (art. 13)

Pour trois enfants élevés jusqu'à 16 ans :

10 % de 14.318 = 1.431

15.749

soit un chiffre ramené au multiple de 4 : 15.748 francs.

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 1^{er} Janvier 1945, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

CAISSE DES RETRAITES. — Révision de pension.
Emilien Dorchie.

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

Dans sa séance du 14 Décembre 1943, le Conseil Municipal a liquidé la pension de M. Dorchie Emilien, directeur du Laboratoire Municipal, en retraite à compter du 1^{er} Décembre 1943 et fixé le montant de cette pension à 32.639 francs.

M. Dorchie demande aujourd'hui la révision de sa pension en raison de l'augmentation de traitement dont il est bénéficiaire à partir du 1^{er} Janvier 1943.

Cette pension doit être calculée sur un traitement moyen supérieur à celui primitivement fixé, soit un nouveau traitement moyen de 47.671 francs pendant les trois dernières années.

Ci-après le calcul de cette révision :

Services civils :

Trente-et-un ans : $31/60$ de 47.671 =	24.630
Six mois : $6/12$ de $1/60$ de 47.671 =	397

Services militaires :

Sept ans : $7/50$ de 47.671 =	6.673
Six mois : $6/12$ de $1/50$ de 47.671 =	476

Bénéfices pour campagnes simples :

Quatre ans : $4/50$ de 47.671 =	3.813
Quatre mois : $4/12$ de $1/50$ de 47.671 =	317

Total : 36.306

Rabattement et retranchement

(titre VII - art. 30)

1 - Maximum :

$3/4$ du traitement moyen 35.753 = 553

2 - de 30.000 à 35.753 = 5.753 : 2 = 2.876

} = 3.429

Reste : 32.877

Bénéfices pour campagnes doubles :

Trois mois : $3/12$ de $1/50$ de 47.671 =	238
-------------------------------------------------	-----

Total : 33.115

Porté au multiple de 4 : 33.116 francs.

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette révision de pension qui prendra effet à compter du 1^{er} Décembre 1943, date de départ en retraite de M. Dorchies.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Veuve Victor Hidoux.**

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Hidoux Victor-Fidèle, gardien de la Paix de 1^{re} classe, en retraite depuis le 25 Août 1939, est décédé le 3 Décembre 1944.

La pension annuelle qui lui était servie avait été fixée à 6.622 frs 71 lors de la délibération du Conseil Municipal du 29 Mars 1940 et portée à 11.528 francs par la révision homologuée en sa séance du 8 Février 1944.

L'épouse, née Alix-Marie Verrielle, sollicite une pension de réversion.

Vu les extraits des registres de l'Etat Civil constatant :

- 1°) que la dame Alix-Marie Verrielle est née à Rexpoëde (Nord), le 11 Octobre 1890 ;
- 2°) que ladite dame Verrielle et M. Hidoux ont contracté mariage le 11 Mai 1912 ;
- 3°) que M. Hidoux est décédé le 3 Décembre 1944.

Vu le certificat constatant :

- 1°) que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;
- 2°) qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Hidoux-Verrielle ;

le règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, article 23, duquel il résulte :

Que M^{me} V^{ve} Hidoux a droit à la moitié de la pension de son mari, soit : $11.528 : 2 = 5.764$ francs.

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 4 Décembre 1944, lendemain du décès de M. Hidoux, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Veuve Paul Touzé.**

Rapport de M. le Président.

MESSIEURS,

M. Paul-André Touzé, Gardien de la Paix de 2^{me} classe en retraite depuis le 1^{er} Novembre 1941, est décédé le 3 Septembre 1944.

La pension annuelle qui lui était servie avait été fixée à 7.433 francs lors de la délibération du Conseil municipal du 27 Décembre 1941.

L'épouse, née Julienne Sabiaux, sollicite une pension de réversion.

Vu les extraits des registres de l'Etat Civil constatant :

- 1°) que la dame Julienne Sabiaux est née à Miers (Belgique), le 6 Novembre 1900 ;
- 2°) que ladite dame Sabiaux et M. Touzé ont contracté mariage le 10 Juin 1922 ;
- 3°) que du mariage est issue : Geneviève-Marie Touzé, née à Bruay-sur-Escaut (Nord), le 31 Décembre 1929 ;
- 4°) que M. Touzé est décédé à Cambrai le 3 Septembre 1944.

Vu le certificat constatant : 1°) que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ; 2°) qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Touzé-Sabiaux.

Le règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, article 23 duquel il résulte :

- 1°) que M^{me} V^{ve} Touzé a droit à la moitié de la pension de son mari, soit $7.433 : 2 = 3.716$ francs.
- 2°) que Geneviève-Marie Touzé a droit jusqu'à l'âge de 21 ans à une pension temporaire égale à 10 % de la pension visée ci-dessus, soit
$$\frac{7.433 \times 10}{100} = 743 \text{ francs}$$

soit un chiffre porté au multiple de 4 : 744 francs.

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien homologuer la fixation de ces pensions et en décider le service à compter du 4 Septembre 1944, lendemain du décès de M. Touzé, par prélèvements sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.

Gaston Waghemaecker.

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Waghemaecker Gaston-Louis, né à Boeschèpe (Nord), le 21 Juin 1889, Secrétaire de Police de 1^{re} classe au Service de la Police Régionale d'Etat a été admis, par l'Etat, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} Septembre 1944.

M. Waghemaecker ayant été employé par la Ville au service de la Police locale, du 1^{er} Octobre 1912 au 14 Mars 1942, date à laquelle la Police Municipale a été étatisée, sollicite de notre part la liquidation d'une pension municipale de retraite.

Conformément aux dispositions de l'article 107 de la loi du 31 Décembre 1937 et de la loi du 23 Décembre 1943 relative aux droits à pension du personnel municipal reclassé dans les cadres des polices régionales d'Etat, nous devons allouer à l'intéressé une pension de retraite calculée proportionnellement au temps de service passé à la Ville, soit les 281/310 du temps de service total (23 ans, 5 mois, à la Ville, compte tenu d'une interruption de services du 1^{er} Août 1913 au 31 Juillet 1919, 2 ans, 5 mois à l'Etat.

Ci-dessous, le détail des services effectifs accomplis par M. Waghemaecker lui ouvrant droit à pension :

Services Civils « Ville de Lille »	23 ans	5 mois
Services civils « Etats »	2 ans	5 mois
Service militaire légal	2 ans	
Services militaires de guerre	4 ans	11 mois
Total	32 ans	9 mois

Prise en compte par la Ville, des services militaires calculée proportionnellement au temps passé à la Ville :

$$\frac{6 \text{ ans, } 11 \text{ mois} \times 281}{310} = 6 \text{ ans, } 3 \text{ mois.}$$

Bonification de guerre à servir proportionnellement par la Ville :

$$\frac{7 \text{ ans, } 8 \text{ mois} \times 281}{310} = 6 \text{ ans, } 11 \text{ mois.}$$

L'intéressé ayant joui, pendant ses trois dernières années au service de la Ville, d'un traitement moyen de 22.587 francs, la liquidation de la pension Municipale à lui attribuer s'établit dès lors comme suit :

Services civils :

Vingt-trois ans : 23/50 de 22.587 =	10.390
Cinq mois : 5/12 de 1/50 de 22.587 =	188

Services militaires :

Six ans : 6/50 de 22.587 =	2.710
trois mois : 3/12 de 1/50 de 22.587 =	112

Bonifications pour campagnes :

Six ans : 6/50 de 22.587 =	2.710
Onze mois : 11/12 de 1/50 de 22.587 =	414
	<hr/>
	16.524

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 1^{er} Septembre 1944, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Oscar Duez.

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Duez Oscar-Henri, né à Chérenge (Nord), le 8 Avril 1889, Inspecteur de Sûreté de 1^{re} classe, au service de la Police Régionale d'Etat a été admis, par l'Etat, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 16 Juillet 1944.

M. Duez ayant été employé par la Ville au Service de la Police locale, du 16 Octobre 1912 au 14 Mars 1942, date à laquelle la Police Municipale a été étatisée, sollicite de notre part la liquidation d'une pension municipale de retraite.

Conformément aux dispositions de l'article 107 de la loi du 31 Décembre 1937 et de la loi du 23 Décembre 1943 relative aux droits à pension du personnel municipal reclassé dans les cadres des Polices Régionales d'Etat, nous devons allouer à l'intéressé une pension de retraite calculée proportionnellement au temps

de service passé à la Ville, soit les 293/321^e du temps de service total, (24 ans, 5 mois à la Ville, 2 ans, 4 mois à l'Etat).

Ci-dessous, le détail des services effectifs accomplis par M. Duez lui ouvrant droit à pension.

Services civils « Ville de Lille »	24 ans	5 mois
Services civils « Etat »	2 ans	4 mois
Service militaire légal	2 ans	
Services militaires de guerre	4 ans	11 mois
	33 ans	8 mois

Prise en compte par la Ville des Services militaires calculée proportionnellement au temps passé à la Ville :

$$\frac{6 \text{ ans, } 11 \text{ mois} \times 293}{321} = 6 \text{ ans, } 3 \text{ mois}$$

Bonifications de guerre à servir proportionnellement par la Ville :

$$\frac{9 \text{ ans, } 5 \text{ mois} \times 293}{321} = 8 \text{ ans, } 7 \text{ mois}$$

L'intéressé ayant joui, pendant ses trois dernières années au service de la Ville, d'un traitement moyen de 20.187 francs, la liquidation de la pension municipale à lui attribuer s'établit dès lors comme suit :

Services civils :

Vingt-quatre ans : 24/50 de 20.187 =	9.689
Cinq mois : 5/12 de 1/50 de 20.187 =	168

Services militaires :

Six ans : 6/50 de 20.187 =	2.422
Trois mois : 3/12 de 1/50 de 20.187 =	100

Bonifications pour campagnes :

Huit ans : 8/50 de 20.187 =	3.229
Sept mois : 7/12 de 1/50 de 20.187 =	235

Total : 15.843

soit un chiffre ramené au multiple de 4 : 15.840 francs.

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 16 Juillet 1944, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissement Publics de la Ville.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Veuve Roland Honoré.**

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Honoré Roland, gardien de la Paix de 2^{me} classe, né à Lille, le 23 Juillet 1891, est décédé le 17 Octobre 1941 laissant sa veuve, née Verrupen Louise, qui sollicite la liquidation de la pension à laquelle elle a droit conformément aux dispositions de l'article 28 du règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux.

Tributaire de ladite Caisse depuis le 1^{er} Décembre 1928, M. Honoré comptait au moment de son décès, douze ans, dix mois et dix-sept jours de versements.

Le montant des retenues effectivement prélevées sur son traitement pendant cette période, augmentées de leurs intérêts calculés au taux bonifié à ses déposants par la Caisse Nationale d'Epargne au jour de son décès, s'élève à : 9.463, 95.

En conformité des dispositions de l'article 18, 4^{me} et 5^{me} alinéas, cette somme, augmentée d'une allocation de même importance servie par la Ville, soit :

$$9.463,95 \times 2 = 18.927,90$$

aurait dû être versée à la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse en vue de la constitution d'une rente viagère à jouissance immédiate en faveur de M. Honoré.

D'après les barèmes fixés par cette Caisse, cette rente se serait élevée annuellement à : 1.361 francs.

Vu les extraits des registres de l'Etat Civil constatant :

1°) que la dame Verrupen Louise est née à Lille le 28 Juillet 1893 ;

2°) que ladite dame Verrupen et M. Honoré ont contracté mariage le 25 Mai 1912 ;

3°) que de ce mariage sont nés :

a) Marcelle-Charlotte Honoré, née à Lille le 4 Octobre 1921 ;

b) Raymond-Georges Honoré, né à Lille le 19 Janvier 1925 ;

c) Jean-Marcel Honoré, né à Lille le 25 Février 1927 ;

d) Pierre-Louis Honoré, né à Lille le 9 Avril 1931.

4°) que M. Honoré est décédé le 17 Octobre 1941.

Vu le certificat constatant :

- 1°) que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;
- 2°) qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Honoré-Verrupen.

Le règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux (art. 23. 1^{er} et 4^{me} alinéas) duquel il résulte :

- 1°) que Madame V^{ve} Honoré a droit à une pension prélevée sur les fonds de ladite Caisse, basée sur la moitié de la rente viagère qui aurait été acquise au mari le jour de son décès. soit :
$$1.361 : 2 = 680 \text{ francs}$$

- 2°) que chaque enfant a droit jusqu'à l'âge de 21 ans à une pension temporaire égale à 10 % de la rente visée ci-dessus, soit :

$$1.361 \times 10 \% = 136 \text{ francs}$$

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien homologuer la fixation des pensions précitées et d'en décider le service à compter du 18 Octobre 1941, lendemain du décès de M. Honoré par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Veuve Alfred Foubert.**

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Foubert Alfred, Gardien de la Paix de 1^{re} classe, né à Carvin (Pas-de-Calais), le 12 Septembre 1892 est décédé le 21 Janvier 1943 à Hescamps-Saint-Clair (Somme).

M. Foubert ayant été employé par la Ville au Service de la Police locale du 1^{er} Octobre 1919 au 14 Mars 1942, date à laquelle la Police Municipale a été étatisée, sa veuve, née Douhet Alberte-Emilie, sollicite de notre part la liquidation d'une pension municipale de retraite à laquelle elle a droit conformément aux dispositions de l'article 23 du règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, de l'article 107 de la loi du 31 Décembre 1937 et de la loi du 23 Décembre 1943 relative aux droits à pension du personnel municipal reclassé dans les cadres des Polices régionales d'Etat.

Nous devons donc allouer à l'intéressée une pension de retraite calculée proportionnellement au temps de service passé à la Ville, soit les 269/279^{me} du temps de service total (22 ans, 5 mois à la Ville, 10 mois à l'Etat).

Ci-dessous, le détail des services effectifs accomplis par M. Foubert lui ouvrant droit à pension.:

Services civils « Ville de Lille »	22 ans	5 mois
Services civils « Etat »		10 mois
Services militaires de guerre	6 ans	4 mois
	<hr/>	
	29 ans	7 mois

Prise en compte par la Ville des services militaires calculée proportionnellement au temps passé à la Ville :

$$\frac{6 \text{ ans } 4 \text{ mois} \times 269}{279} = 6 \text{ ans } 2 \text{ mois}$$

Bonification de guerre à servir proportionnellement par la Ville :

$$\frac{10 \text{ ans} \times 269}{279} = 9 \text{ ans } 7 \text{ mois}$$

M. Foubert ayant joui pendant ses trois dernières années au Service de la Ville d'un traitement moyen de 18.369 francs, la liquidation de la pension municipale qui lui eut été attribuée s'établit dès lors comme suit :

Services civils :

Vingt-deux ans : 22/50 de 18.369 =	8.032
Cinq mois : 5/12 de 1/50 de 18.369 =	153

Services militaires :

Six ans : 6/50 de 18.369 =	2.204
Deux mois : 2/12 de 1/50 de 18.369 =	61

Bonifications pour campagne :

Neuf ans : 9/50 de 18.369 =	3.306
Sept mois : 7/12 de 1/50 de 18.369 =	214

Total : 14.020

Toutefois le taux de la pension ne pouvant être supérieur à la liquidation des services et campagnes augmentée d'un tiers (article 31 du règlement) se trouve réduit au maximum ci-après :

Produit de la liquidation des services et campagnes :	10.500
Tiers de cette liquidation :	3.500
	<hr/>
Total :	14.000

Vu les extraits des registres de l'Etat Civil constatant :

- 1°) que la dame Douhet Alberte est née à Hescamps-Saint-Clair (Somme), le 22 Mai 1891 ;
- 2°) que ladite dame Douhet et M. Foubert ont contracté mariage le 5 Mai 1919 ;
- 3°) que M. Foubert est décédé le 21 Janvier 1943.

Vu le certificat constatant :

- 1°) que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;
- 2°) qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Foubert-Douhet.

Le règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, article 23, duquel il résulte :

- 1°) que M^{me} V^{ve} Foubert a droit à une pension égale à 50 % de la retraite d'invalidité qu'aurait obtenue le mari le jour de son décès, soit :

$$14.000 : 2 = 7.000 \text{ francs.}$$

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 22 Janvier 1943, lendemain du décès de M. Foubert, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Veuve Gustave Colin.

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Colin Gustave-Léon, Inspecteur de Sûreté de 1^{re} classe, né à Fresnes (Nord), le 12 Avril 1894 est décédé le 22 Juin 1944.

M. Colin ayant été employé par la Ville au service de la Police locale du 1^{er} Février 1921 au 14 Mars 1942, date à laquelle la Police municipale a été étatisée, sa veuve, née Cornet

Yvonne-Céline, sollicite de notre part la liquidation d'une pension municipale de retraite à laquelle elle a droit conformément aux dispositions de l'article 23 du règlement de la Caisse des Retraites des Services municipaux, de l'article 107 de la loi du 31 Décembre 1937 et de la loi du 23 Décembre 1943 relative aux droits à pension du personnel municipal reclassé dans les cadres des Polices Régionales d'Etat.

Nous devons allouer à l'intéressé une pension de retraite calculée proportionnellement au temps de service passé à la Ville, soit les 253/280^{me} du temps de service total (21 ans, 1 mois à la Ville, 2 ans, 3 mois à l'Etat).

Ci-dessous, le détail des Services effectifs accomplis par M. Colin lui ouvrant droit à pension :

Services civils « Ville de Lille »	21 ans 1 mois
Services civils « Etat »	2 ans 3 mois
Service militaire légal	3 ans

26 ans 4 mois

Prise en compte par la Ville des services militaires calculée proportionnellement au temps passé à la Ville :

$$\frac{3 \text{ ans} \times 253}{280} = 2 \text{ ans } 8 \text{ mois}$$

M. Colin ayant joui pendant ses trois dernières années au service de la Ville d'un traitement moyen de 19.436 francs, la liquidation de la pension municipale qui lui eut été attribuée s'établit dès lors comme suit :

Services civils :

Vingt et un ans : 21/50 de 19.436 =	8.163
Un mois : 1/12 de 1/50 de 19.436 =	32

Services militaires :

Deux ans : 2/50 de 19.436 =	777
Huit mois : 8/12 de 1/50 de 19.436 =	259

Total : 9.231

Vu les extraits des registres de l'Etat Civil constatant :

1°) que la dame Cornet Yvonne est née à Fresnes-sur-Escout (Nord), le 25 Novembre 1896 ;

2°) que ladite dame Cornet et M. Colin ont contracté mariage le 9 Septembre 1918 ;

3°) que M. Colin est décédé le 22 Juin 1944.

Vu le certificat constatant :

- 1°) que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;
- 2°) qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Colin-Cornet.

Le règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux article 23 duquel il résulte .

- 1°) que M^{me} V^{ve} Colin a droit à une pension égale à 50 % de la retraite d'invalidité qu'aurait obtenue le mari le jour de son décès, soit : $9.231 : 2 = 4.615$ francs

Soit un chiffre ramené au multiple de 4 : 4.612 francs.

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 23 Juin 1944, lendemain du décès de M. Colin par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

SERVICES MUNICIPAUX. — Liquidation de pension.
Eloi Totelet.

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Totelet Eloi-Alfred, adjudant-chef au bataillon des Sapeurs-Pompiers, né le 18 Mai 1889 à Lille, atteint par la limite d'âge, a été admis par notre arrêté du 7 Décembre 1944 à faire valoir ses droits à la retraite à partir du 1^{er} Février 1945.

Tributaire de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville depuis le 1^{er} Février 1920, M. Totelet aura effectué au 31 Décembre 1944 : vingt-cinq ans de services civils, deux ans de service militaire obligatoire et quatre ans et onze mois de services militaires de guerre, soit ensemble : trente-et-un ans et dix mois de services effectifs ouvrant droit à pension avec un traitement moyen de : 25.587 francs pendant les trois dernières années, se décomposant comme suit :

Traitement :	23.261 francs
Avantages en nature :	2.326 francs
	<hr/>
	25.587 francs

Ci-après la liquidation établie en conformité des dispositions de l'article 12 du règlement :

Services civils :

Vingt-cinq ans : 25/50 de 25.587 = 12.793

Services militaires :

Six ans : 6/50 de 25.587 = 3.070

Onze mois : 11/12 de 1/50 de 25.587 = 469

Bénéfices de campagne :

Huit ans : 8/50 de 25.587 = 4.093

Sept mois : 7/12 de 1/50 de 25.587 = 298

Total : 20.723

Toutefois, le taux de la pension ne pouvant dépasser, en sus du minimum, la valeur de quinze annuités supplémentaires se trouve réduit au maximum ci-après :

Pension minimum d'ancienneté : 25.587 = 12.793

2

Annuités supplémentaires : 15/50 de 25.587 = 7.676

Total : = 20.469

Soit un chiffre ramené au multiple de 4 = 20. 468 francs.

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 1^{er} Février 1945, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

SERVICES MUNICIPAUX. — Liquidation de pension.
Alfred-Constant Derieppe.

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Derieppe Alfred-Constant, sapeur-pompier de 1^{re} classe, né à Lille, le 10 Décembre 1890, a été admis pour raison de santé, à faire valoir ses droits à pension de retraite. à partir du 1^{er} Juillet 1944 par notre arrêté du 12 Juin 1944.

Tributaire de la Caisse des Retraites des Services Municipaux

poux depuis le 1^{er} Novembre 1922. M. Derieppe comptait au 30 Juin 1944 : vingt-et-un ans et huit mois de services civils et quatre ans et trois mois de services militaires de guerre, soit au total : vingt-cinq ans, onze mois de services effectifs ouvrant droit à pension avec un traitement moyen de 23.465 francs pendant les trois dernières années, se décomposant comme suit :

Traitement moyen :	19.571
Avantages en nature :	3.914
Total :	23.485

Conformément aux dispositions de l'article 18. 3^{me} alinéa du règlement, M. Derieppe a droit à une pension pour invalidité constatée par la Commission de Réforme en sa séance du 30 Juin 1944, calculée comme suit :

Services civils :

Vingt-et-un ans : $21/50$ de 23.485 =	9.863
Huit mois : $8/12$ de $1/50$ de 23.485 =	313

Services militaires :

Quatre ans : $4/50$ de 23.485 =	1.878
Trois mois : $3/12$ de $1/50$ de 23.485 =	117

Bénéfices de campagne :

Trois ans : $3/50$ de 23.485 =	1.409
Neuf mois : $9/12$ de $1/50$ de 23.485 =	352

Total : 13.932

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et d'en décider le service à compter du 1^{er} Juillet 1944, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Alphonse Deruez.

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Deruez Alphonse, Sapeur-Pompier de 1^{re} classe, né le 28 Mars 1898 à Lille, a été admis, pour raisons de santé, à faire

valoir ses droits à pension de retraite, à partir du 1^{er} Juillet 1944 par notre arrêté du 7 Juillet 1944.

Tributaire de la Caisse des Retraites des Services Municipaux depuis le 1^{er} Avril 1923, M. Deruez comptait au 30 Juin 1944 : vingt-et-un ans et trois mois de services civils et trois ans de service militaire légal, soit au total : vingt-quatre ans, trois mois de services effectifs ouvrant droit à pension avec un traitement moyen de 23.352 francs pendant les trois dernières années, se décomposant comme suit :

Traitement moyen :	19.460
Avantages en nature :	3.892

Total : 23.352

Conformément aux dispositions de l'article 18, 3^{me} alinéa du règlement, M. Deruez a droit à une pension pour invalidité constatée par la Commission de Réforme en sa séance du 30 Juin 1944,, calculée comme suit :

Services civils :

Vingt-et-un ans : $21/50$ de 23.352 =	9.807
Trois mois : $3/12$ de $1/50$ de 23.352 =	116

Services militaires :

Trois ans : $3/50$ de 23.352 =	1.401
--------------------------------------	-------

Total : 11.324

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et d'en décider le service à compter du 1^{er} Juillet 1944, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Veuve Ronse Edmond.**

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Ronse Edmond-Henri, Caissier au Crédit Municipal, né le 13 Décembre 1889 à Lille, y est décédé le 10 Décembre 1944, laissant sa veuve, née Dubois Clotilde-Philomène, qui sollicite

la liquidation de pension à laquelle elle a droit conformément aux dispositions de l'article 23 du règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Tributaire de la Caisse des Retraites du Crédit Municipal depuis le 1^{er} Décembre 1927, M. Ronse comptait au moment de son décès : dix-sept ans de services civils, deux ans de service militaire obligatoire et quatre ans et neuf mois de services militaires de guerre, soit ensemble : vingt-trois ans et neuf mois de services effectifs ouvrant droit à pension, avec un traitement moyen de 20.081 francs pendant les trois dernières années.

Ci-après la liquidation de la pension qui eut été attribuée à M. Ronse en conformité des dispositions de l'article 12 du Règlement :

Services civils :

Dix-sept ans : $17/60$ de 20.081 = 5.689

Services militaires :

Six ans : $6/50$ de 20.081 = 2.409

Neuf mois : $9/12$ de $1/50$ de 20.081 = 301

Bénéfices de campagne :

Huit ans : $8/50$ de 20.081 = 3.212

Sept mois : $7/12$ de $1/50$ de 20.081 = 234

Total : 11.845

Toutefois, le taux de la pension ne pouvant être supérieur à la liquidation des services et campagnes augmentée d'un tiers (article 31 du Règlement), se trouve réduit au maximum ci-après :

Produit de la liquidation des services et campagnes = 8.399

Tiers de cette liquidation = 2.799

Total : 11.198

Vu les extraits des registres de l'Etat Civil constatant :

1°) que la dame Dubois Clotilde, est née à Lille le 14 Juillet 1883 ;

2°) que ladite dame Dubois et M. Ronse ont contracté mariage le 11 Avril 1914 ;

3°) que du mariage est issu Henri-Lucien Ronse, né à Lille, le 15 Août 1924 ;

4°) que M. Ronse est décédé le 10 Décembre 1944.

Vu le certificat constatant :

1°) que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;

2°) qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Ronse-Dubois.

Le règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville (article 23, duquel il résulte :

1°) que M^{me} V^{ve} Ronse a droit à une pension égale à 50 % de la retraite d'invalidité qu'aurait obtenue le mari le jour de son décès, soit :

$$11.198 : 2 = 5.599 \text{ francs}$$

soit un chiffre porté au multiple de 4 : 5.600 francs.

2°) que Henri-Lucien Ronse a droit jusqu'à l'âge de 21 ans à une pension temporaire égale à 10 % de la pension visée ci-dessus, soit :

$$\frac{11.198 \times 10}{100} = 1.119 \text{ francs}$$

soit un chiffre porté au multiple de 4 : 1.120 francs.

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien homologuer la fixation de ces pensions et en décider le service à compter du 11 Décembre 1944, lendemain du décès de M. Ronse, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.

Veuve Rongveaux Alexandre.

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Rongveaux Alexandre, expéditionnaire au Bureau de Bienfaisance, en retraite depuis le 1^{er} Janvier 1914 est décédé le 20 Novembre 1944.

La pension annuelle qui lui était servie avait été fixée à 512,02 lors de la délibération de la Commission Administrative des Hospices de Lille du 6 Décembre 1913 et portée à 4.871 francs par la révision homologuée en sa séance du 13 Juin 1944.

L'épouse, née Marie-Adèle Deperne, sollicite une pension de réversion.

Vu les extraits des registres de l'Etat Civil constatant :

1°) que la dame Marie Deperne est née à Lille, le 21 Juin 1866 ;

2°) que ladite dame Deperne et M. Rongveaux ont contracté mariage le 25 Avril 1891 ;

3°) que M. Rongveaux est décédé le 20 Novembre 1944.

Vu le certificat constatant :

1°) que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;

2°) qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Rongveaux-Deperne.

Le règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville duquel il résulte que M^{me} V^{ve} Rongveaux a droit à la moitié de la pension de son mari, soit :

$$4.871 : 2 = 2.435 \text{ francs}$$

soit un chiffre porté au multiple de 4 : 2.436 francs.

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 21 Novembre 1944, lendemain du décès de M. Rongveaux, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Charles Lecuppre.

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Lecuppre Charles, né à Emmerin (Nord), le 19 Septembre 1879, ancien paveur au service de la Ville, est titulaire d'une rente annuelle de 2.826 francs servie par la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse, rente qui a été constituée par le versement à capital aliéné de retenues mensuelles sur son traitement d'activité.

M. Lecuppre, âgé de 65 ans, a déposé en nos services, en Septembre 1944, une demande tendant à obtenir le bénéfice des dispositions du décret-loi du 28 Octobre 1941, fixant les aména-

gements nécessaires pour coordonner les régimes particuliers de retraite avec le régime de l'allocation aux Vieux Travailleurs salariés.

De ce décret, il résulte d'une part, que les titulaires d'une rente ou d'une retraite de vieillesse ou d'invalidité acquise en vertu du régime particulier de retraite de la Ville ont droit, à l'âge de 65 ans, à l'allocation aux Vieux Travailleurs salariés suivant le taux fixé par la loi y afférente, déduction faite de la rente qu'ils ont acquise par leurs versements effectués à capital aliéné, d'autre part, que la charge de ce complément de pension doit être prélevée sur les ressources de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Le complément de pension à servir à M. Lecuppre s'établit comme suit :

Taux de l'allocation aux Vieux Travailleurs :	3.600
Majoration pour enfants :	500
	<hr/>
	4.100
à déduire : Rente Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse :	2.826
	<hr/>
Différence à servir par la Ville :	1.274

Soit une somme ramenée au multiple de 4 : 1272 francs.

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de complément de pension et en décider le service par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, à compter du 1^{er} Octobre 1944, premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le dossier de M. Lecuppre a été déposé, conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1941.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Dancoine Jules.**

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Jules Dancoine, né à Wattignies (Nord), le 23 Mai 1879, ancien paveur au service de la Ville, est titulaire d'une

rente annuelle de 1.746 francs, servie par la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse, rente qui a été constituée par le versement à capital aliéné de retenues mensuelles sur son traitement d'activité.

M. Dancoine, âgé de 65 ans. a déposé en nos services en Juin 1944, une demande tendant à obtenir le bénéfice des dispositions du décret-loi du 28 Octobre 1941, fixant les aménagements nécessaires pour coordonner les régimes particuliers de retraite avec le régime de l'Allocation aux Vieux Travailleurs salariés.

De ce décret, il résulte d'une part, que les titulaires d'une rente ou d'une retraite de vieillesse ou d'invalidité acquise en vertu du régime particulier de retraite de la Ville ont droit, à l'âge de 65 ans, à l'Allocation aux Vieux Travailleurs salariés suivant le taux fixé par la loi y afférente, déduction faite de la rente qu'ils ont acquise par leurs versements effectués à capital aliéné, d'autre part, que la charge de ce complément de pension doit être prélevée sur les ressources de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Le complément de pension à servir à M. Dancoine s'établit comme suit :

Taux de l'Allocation aux Vieux Travailleurs :	3.600
<i>à déduire</i> : Rente Caisse Nationale des Retraite pour	
la Vieillesse :	1.746
	<hr/>
Différence à servir par la Ville :	1.854
Soit une somme ramenée au multiple de 4 : 1.852 francs.	

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de complément de pension et en décider le service par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville à compter du 1^{er} Juillet 1944, premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le dossier de M. Dancoine a été déposé, conformément aux dispositions de la loi du 14 Mars 1941.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Bosier Alfred.**

Rapport de M. le Président,

MESSIEURS,

M. Alfred Bosier, né à Lille le 1^{er} Mai 1879, ancien Gardien de Musée au Service de la Ville, s'est constitué une rente servie par la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse, tant pour lui-même que pour son épouse par les versements, à capital aliéné, de retenues mensuelles opérées sur son traitement d'activité.

Ces deux rentes s'élèvent respectivement à 1.290 francs et 377 francs, soit au total : 1.667 francs.

M. Bosier ayant atteint l'âge de 65 ans en Mai 1944, a déposé en nos services, en Juin 1944, une demande tendant à obtenir le bénéfice des dispositions du décret-loi du 28 Octobre 1941, fixant les aménagements nécessaires pour coordonner les régimes particuliers de retraite avec le régime de l'allocation aux Vieux Travailleurs Salariés.

De ce décret, il résulte, d'une part, que les titulaires d'une rente ou d'une retraite de vieillesse ou d'invalidité acquise en vertu du régime particulier de la Ville, ont droit, à l'âge de 65 ans, à l'allocation aux Vieux Travailleurs Salariés suivant le taux fixé par la loi y afférente, déduction faite de la rente qu'ils ont acquise par leurs versements effectués à capital aliéné, rente augmentée le cas échéant, de celle acquise par leur conjoint, d'autre part, que la charge de ce complément de pension doit être prélevée sur les ressources de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Le complément de pension à servir à M. Bosier s'établit donc comme suit :

Taux de l'allocation « Vieux Travailleurs »	3.600
Majoration pour conjoint à charge	1.000

Total : 4.600

à déduire : Montant des rentes Caisse Nationale des
Retraites pour la Vieillesse :

épouse =	377
mari =	1.290

1.667

Reste : 2.933

Soit une somme ramenée à un multiple de 4 : 2.932

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, à compter du 1^{er} Juillet 1944, premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le dossier de M. Bosier a été déposé, conformément aux dispositions de la loi du 14 Mars 1941.

HYGIÈNE. — Statistique Sanitaire du mois de Janvier 1945.

I. — RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

MARIAGES	DIVORCES	NAISSANCES (mort-nés non compris)			MORT-NÉS			DÉCÈS (mort-nés non compris)	ENFANTS MIS EN NOURRICE		
		Légi- times	Illégi- times	Total	Légi- times	Illégi- times	Total		NÉS dans la commune		NÉS hors de la commune placés dans la commune
									PLACÉS hors de la commune	PLACÉS dans la commune	
104	42	340	73	413	14	4	18	471	2	3	2

II. — RÉPARTITION DES DÉCÈS PAR CAUSE ET PAR AGE
(MORT-NÉS NON COMPTÉS)

Ce tableau doit comprendre *tous les décès sans exception
survenus sur le territoire de la commune*

NUMÉROS d'ordre	CAUSES DE DÉCÈS (Nomenclature internationale)	MOINS de 1 AN	De 1 à 19 Ans	De 20 à 39 Ans	De 40 à 59 Ans	De 60 ans et au delà	TOTAUX
1	Fièvre typhoïde ou paratyphoïde (Typhus abdominal)	»	»	»	»	»	»
2	Typhus exanthématique	»	»	»	»	»	»
3	Fièvre et Cachexie paludéennes	»	»	»	»	»	»
4	Variole	»	»	»	»	»	»
5	Rougeole	»	»	»	»	»	»
6	Scarlatine	»	»	»	»	»	»
7	Coqueluche	4	»	»	»	»	4
8	Diphtérie et Croup	»	2	»	»	»	2
9	Grippe	»	»	»	»	1	1
10	Choléra asiatique	»	»	»	»	»	»
11	Entérite cholériforme	»	»	»	»	»	»
12	Autres maladies épidémiques	»	»	»	»	1	1
13	Tuberculose de l'appareil respiratoire	»	2	17	10	7	36
14	Tuberculose des méninges ou du système nerveux central	»	3	»	»	»	3
15	Autres Tuberculoses	»	1	»	2	»	3
16	Cancer et autres Tumeurs malignes	»	»	1	13	26	40
17	Méningite simple	2	1	»	»	»	3
18	Hémorragie et Ramollissement du cerveau	1	»	»	6	23	30
19	Maladies du cœur (non compris angine de poitrine)	1	»	1	4	58	64
20	Bronchite aiguë (y compris les bronchites sans épithète de moins de 5 ans)	4	1	»	1	6	12
21	Bronchite chronique (y compris les bronchites sans épithète de 5 ans et plus)	»	»	»	1	5	6
22	Pneumonie	»	1	»	2	9	12
23	Autres Affections de l'appareil respiratoire (Phtisie exceptée)	24	4	»	11	36	75
24	Affections de l'estomac (Cancer excepté)	»	»	1	5	2	8
25	Diarrhée et Entérite (au-dessous de deux ans)	6	»	»	»	»	6
26	Appendicite et Typhlite	»	»	»	»	»	»
27	Hernie, Obstruction intestinale	»	»	1	»	2	3
28	Cirrhose du foie	»	»	»	»	»	»
29	Néphrite aiguë ou chronique	»	1	»	3	10	14
30	Tumeurs non cancéreuses et autres affections des organes génitaux de la femme	»	»	»	1	»	1
31	Septicémie puerpérale (Fièvre, Péritonite, Phlébite puerpérales)	»	»	1	»	»	1
32	Autres accidents puerpéraux de la grossesse et de l'accouchement)	»	»	»	»	»	»
33	Débilité congénitale et Vices de conformation	6	»	»	»	»	6
34	Sénilité	»	»	»	»	24	24
35	Morts violentes (suicide excepté)	»	2	1	5	12	20
36	Suicide	»	»	1	1	1	3
37	Autres maladies	8	3	6	15	36	68
38	Maladie inconnue ou mal définie	»	1	5	8	9	23
TOTAUX		56	22	35	88	270	471

BULLETIN ADMINISTRATIF

SOMMAIRE

Pages

Administration Municipale :

Code des Arrêtés Municipaux :

Articles 170-180-181-183 et 184. Modifications 168

Police Administrative :

Etat-Civil :

Médecin. Indemnité 131

Administrations diverses :

Guerre :

Recensement des classes 1940 à 1946 122

Recensement des classes 1919 à 1939 124

Voies ferrées — Tramways :

Tramways :

Compagnie des Tramways électriques de Lille. Répartition au profit des communes 164

Immeubles :

Expropriations :

1, Rue des Vieux-Murs. Cour à l'Eau. Indemnités à divers 175

7, Rue Saint-Michel. Indemnité : Robert Delgrange 173

4, Rue Saint-Sauveur. Indemnité : Henri Mulle 171

Sentier des Dondaines. Indemnités à divers 177

Chemin des Morts. Cité de l'Argillère. Indemnité à divers 179

Enseignement des Beaux-Arts :

Conservatoire :

Personnel enseignant. Relèvement des traitements ...	148
------------------------------------------------------	-----

Enseignement Secondaire :

Lycée Fénelon :

Arrêté ministériel. Bénéficiaires : M ^{lle} Lacroix et M ^{me} Coquart	141
-----------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Enseignement Primaire :

Inspection médicale scolaire :

Médecin. nomination	132
---------------------------	-----

Œuvres diverses :

Prime à la natalité :

Exercice 1943. 1 ^{re} fraction. Bénéficiaires	154
Exercice 1944. 1 ^{re} fraction. Bénéficiaires	156
Exercice 1945. 1 ^{re} fraction. Bénéficiaires	157

Hygiène :

Statistique sanitaire :

Mois de Février 1945	204
----------------------------	-----

Désinfection. Désinsectisation :

Logement Bernier. 2, rue Froissart	191
Mise en demeure. 26, rue Basse ; Oswaldt	165

Fosse d'aisances :

Mise en demeure. 6, rue de Rocroi. Raimond	166
--------------------------------------------------	-----

Cimetières :

Sud :

Agrandissement. Expropriation de terrains. Indemnités. Consorts Coisne	151
------------------------------------------------------------------------------	-----

Eclairage :

Gaz :

Prix maxima du mètre cube. Bâtiments communaux. 1 ^{er} Juillet 1944.....	163
-----------------------------------------------------------------------------------	-----

Police :

Lieux ouverts au public :

Installation d'une friterie. Café 53, rue du Faubourg de Roubaix. Autorisation	159
--------------------------------------------------------------------------------------	-----

Voie publique :

Immeubles menaçant ruines. Mise en demeure. Rue du Bel-Air. M ^{me} Veuve Mianné	125
Rue Baudin. Cour Parent 7, 8 et 15. Injonction Maene	190
16 et 18, rue du Bel-Air. 1, Cour Thieffry. Injonction	127

Services Municipaux :

Généralités :

Prise en charge. Etat-Civil. Cimetières. Foires et Kermesses. Raoul Camu	200
Avenant. Convention André Jenny	122
Cadre titulaire et auxiliaire. Réfractaires au S.O.T. Situation administrative	128
Agents réfractaires au S.O.T. : Lucien Courcelle, Robert Michel, Jean Verdoy	129

Cadre Principal :

Nomination de divers. Tous services et divisions	140
Promotions pour Février 1945. Tous services	147

Secrétariat Général :

Dactylographie. Dames employées. Nominations	153
---------------------------------------------------	-----

Première division :

Réintégration : Raoul Camu	199
Congé avec solde. Renouvellement. Simon Grulois ..	167

Deuxième division :

Congé sans solde :	
Paul Portebois	146
Maurice Cuvillon	130
Abrogation d'arrêté. Maurice Cuvillon	124

Quatrième division :

Ancienneté dans la classe : Pierre Talhon	145
Inspection médicale scolaire : Docteur Dubois	148

Sapeurs-Pompiers :

Nominations. Démission. Traitement :

Marcel Dodre	162
Gaston Muselet	162
Charles Deconynck	203
Théodore Duquesnoy	147
Marcel Weens	196
Henri Lobert	195

Suppression. Indemnité de logement. Roger Boterdael	199
-----------------------------------------------------	-----

Cadre auxiliaire :

Salaires. Agents mineurs. Promotions diverses	188
Promotions. Février 1945. Tous services et divisions	186

Secrétariat général :

Nomination. Démissions :

Jean Debruyne	143
Georges Hecht	139
André Blondiau	137

Economat :

Nominations :

Clémence Depraître	202
Berthe Gœminne	202

Première division :

Mutation. Démissions :

Alfred Vandenbossche	188
Yvonne Dupret	181
Irène Dehaëse	192
Emilienne Delporte	161

Congé sans solde : Marcel Berguerre	182
-------------------------------------------	-----

Deuxième division :

Traitement. Nominations. Démissions Radiation :

Marcel Goussin	194
André Desrumaux	197
Jean Wanaverbecq	197
Daniel Jones	198
Robert Dupret	198
Norbert Rose	133
Léon Guichard	134

André Godefroy	135
Gabriel Wattrelot	135
Marcel Haidon	136
Achille Storme	136
Roger Leignel	137
Charles Duvauchelle	138
Auguste Delecroy	139
Maurice Werquin	143
Arthur Meunier	183
Jules Verhaeghe	184
Albert Dorangeville	184
Roger Desmet	185
Léon Chrétien	201
Isidore Cramette	144
Michel Cateau	144
Xavier Carlier	166
Jean Hugon	181
Alfred Gadenne	201
Congé sans solde. Léon Delbé	192
<i>Troisième division :</i>	
Nomination : Albert Pollet	186
Rétablissement de situation : Michel Dehaese	189
Démission : Jacques Lefebvre	182
<i>Quatrième division :</i>	
Traitement. Nominations :	
René Leroux	195
José Rocha	194
Jean Van Mør	193
Julien Fruit	160
Robert Dubrulle	159
Adolphe Laurent	142
Théodule Cannesson	134
<i>Cinquième division :</i>	
Traitement. Mutation :	
Jules Choquel	196
Jean Massenhove	161
Congé sans solde. Elisabeth Biarez	132

SERVICES MUNICIPAUX — Salaire. Avenant.
Convention André Jenny.

DU 2 FÉVRIER 1945

Avenant à la convention passée le 10 Septembre 1944 avec M. André Jenny, interprète, demeurant à Mons-en-Barœul, rue Alexandre Delemar, aux termes duquel la rémunération à servir à M. Jenny a été portée à 5.000 francs par mois.

Enregistré le 13 Février 1945, volume 73 B, folio 34.

ADMINISTRATIONS DIVERSES. — Guerre.
Recensement des classes 1940 à 1946.

En application du décret du 10 Janvier 1945 relatif au recensement de certaines classes, M. Denis Cordonnier, Maire de Lille, fait connaître aux hommes de nationalité française, nés entre le 1^{er} Janvier 1920 et le 31 Décembre 1926, à l'exclusion de tous les hommes qui se trouvent incorporés dans une formation de l'Armée, à quelque titre que ce soit, domiciliés, résidant ou de passage dans la commune qu'ils devront se présenter en personne, en vue de leur recensement à l'Hôtel de Ville, salle Jean-Jaurès, porte A 109.

Les intéressés seront inscrits par ordre alphabétique aux jours et heures indiqués ci-après :

Samedi 10 Février	{ de 8 h. 30 à 13 h. les noms de A à Be de 13 h. à 17 h. 30 les noms de Bi à Bo
Dimanche 11 Février	de 8 h. 30 à 11 h. 30 les noms de Br à Ca
Lundi 12 Février	{ de 8 h. 30 à 13 h. les noms de Ce à Cy de 13 h. à 17 h. 30 les noms de Da à Dek
Mardi 12 Février	{ de 8 h. 30 à 13 h. les noms de Del à Dem de 13 h. à 17 h. 30 les noms de Den à Dez
Mercredi 14 Février	{ de 8 h. 30 à 13 h. les noms de Dh à Dug de 13 h. à 17 h. 30 les noms de Duh à F
Jeudi 15 Février	{ de 8 h. 30 à 13 h. les noms de G à H de 13 h. à 17 h. 30 les noms de I à Lag

Vendredi 16 Février	de 8 h. 30 à 13 h. les noms de Lah à Lel de 13 h. à 17 h. 30 les noms de Lem à Map
Samedi 17 Février	de 8 h. 30 à 13 h. les noms de Maq à Mo de 13 h. à 17 h. 30 les noms de Mu à Pi
Dimanche 18 Février	de 8 h. 30 à 11 h. 30 les noms de Pl à Re
Lundi 19 Février	de 8 h. 30 à 13 h. les noms de Rh à S de 13 h. à 17 h. 30 les noms de T à Vam
Mardi 20 Février	de 8 h. 30 à 13 h. les noms de Van de 13 h. à 17 h. 30 les noms de Ve à Z

Chaque jour, de 12 h. à 14 h. ainsi que le samedi après-midi et le dimanche, l'entrée se fera côté porte de Paris.

Afin de donner toutes les indications nécessaires à l'inscription, chaque homme devra se munir :

- a) du livret de famille, s'il est marié, veuf, divorcé ou remarié ; s'il est célibataire, du livret de famille des parents ou d'un acte de naissance ;
- b) de la carte d'identité ;
- c) s'il a accompli son service militaire, du livret individuel ou de toutes autres pièces militaires en sa possession et le cas échéant de la fiche de démobilisation ;
- d) de la carte individuelle d'alimentation.

Avis très important. — 1° L'attention des intéressés est attirée sur le fait que d'avoir répondu à une ou même plusieurs consultations ne dispense nullement d'avoir à subir le présent recensement.

2° Aucune demande d'inscription par correspondance ne sera prise en considération ; néanmoins les malades alités, soignés à domicile pourront se faire représenter. La personne mandatée à cet effet devra être munie en plus des pièces indiquées, d'un certificat médical.

3° Le recensement étant clos définitivement le 20 Février, aucune inscription ne sera acceptée postérieurement à cette date.

Hôtel de Ville, le 8 Février 1945.

Le Maire de Lille,

Denis CORDONNIER.

ADMINISTRATIONS DIVERSES. — Guerre.
Recensement des classes 1917 à 1939.

En application du décret du 10 Janvier 1945 relatif au recensement de certaines classes, M. Denis Cordonnier, Maire de Lille, fait connaître aux hommes de nationalité française, nés entre le 1^{er} Janvier 1897 et le 31 Décembre 1919, à l'exclusion de tous les hommes qui se trouvent incorporés dans une formation de l'Armée, à quelque titre que ce soit, domiciliés, résidant ou de passage dans la commune, qu'ils devront se présenter, en personne, en vue de leur recensement à l'Hôtel de Ville, salle Jean-Jaurès, porte A 109.

Les intéressés seront inscrits par ordre alphabétique aux jours et heures indiquées ci-après :

Jeudi 1 ^{er} Mars	de 8 ^h . 30 à 17 h. 30 les noms de A à Be
Vendredi 2 Mars	de 8 h. 30 à 17 h. 30 les noms de Bi à Bo
Samedi 3 Mars	de 8 h. 30 à 17 h. 30 les noms de Br à Ca
Dimanche 4 Mars	de 8 h. 30 à 11 h. 30 les noms de Ce à Cy
Lundi 5 Mars	de 8 h. 30 à 17 h. 30 les noms de Da à Dek
Mardi 6 Mars	de 8 h. 30 à 17 h. 30 les noms de Del à Dem
Mercredi 7 Mars	de 8 h. 30 à 17 h. 30 les noms de Den à Dez
Jeudi 8 Mars	de 8 h. 30 à 17 h. 30 les noms de Dh à Dug
Vendredi 9 Mars	de 8 h. 30 à 17 h. 30 les noms de Duh à F
Samedi 10 Mars	de 8 h. 30 à 17 h. 30 les noms de G à H
Dimanche 11 Mars	de 8 h. 30 à 11 h. 30 les noms de I à Lag
Lundi 12 Mars	de 8 h. 30 à 17 h. 30 les noms de Lah à Lel
Mardi 13 Mars	de 8 h. 30 à 17 h. 30 les noms de Lem à Map
Mercredi 14 Mars	de 8 h. 30 à 17 h. 30 les noms de Maq à Mo
Jeudi 15 Mars	de 8 h. 30 à 17 h. 30 les noms de Mu à Pi
Vendredi 16 Mars	de 8 h. 30 à 17 h. 30 les noms de Pl à Re
Samedi 17 Mars	de 8 h. 30 à 17 h. 30 les noms de Rh à S
Dimanche 18 Mars	de 8 h. 30 à 11 h. 30 les noms de T à Vam
Lundi 19 Mars	de 8 h. 30 à 17 h. 30 les noms de Van
Mardi 20 Mars	de 8 h. 30 à 17 h. 30 les noms de Ve à Z

Chaque jour de 12 h. à 14 h. ainsi que le samedi après-midi et le dimanche, l'entrée se fera côté porte de Paris.

Afin de donner toutes les indications nécessaires à l'inscription, chaque homme devra se munir :

- a) du livret de famille, s'il est marié, veuf, divorcé ou remarié ; s'il est célibataire, du livret de famille des parents ou d'un acte de naissance :

- b) de la carte d'identité ;
- c) s'il a accompli son service militaire, du livret individuel ou de toutes autres pièces militaires en sa possession et le cas échéant de la fiche de démobilisation ;
- d) de la carte individuelle d'alimentation.

Avis très important. — 1°) L'attention des intéressés est attirée sur le fait que d'avoir répondu à une ou même plusieurs consultations ne dispense nullement d'avoir à subir le présent recensement.

2°) Aucune demande d'inscription par correspondance ne sera prise en considération : néanmoins les malades alités, soignés à domicile pourront se faire représenter. La personne mandatée à cet effet devra être munie en plus des pièces indiquées, d'un certificat médical.

3°) Le recensement étant clos définitivement le 20 Mars, aucune inscription ne sera acceptée postérieurement à cette date.

Hôtel de Ville, le 26 Février 1945.

Le Maire de Lille,

Denis CORDONNIER.

POLICE DE LA VOIE PUBLIQUE. — Immeubles
menaçant ruines. Rue du Bel Air. Mise en demeure.

M^{me} Veuve Mianné.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'ordonnance en date du 25 Janvier 1945 par laquelle M. le Juge de Paix du 4^{me} Arrondissement Judiciaire de la Ville de Lille a nommé M. Maurice Lenglard, architecte, 11, Quai Vauban, expert chargé d'examiner l'état des bâtiments portants les numéros 16 et 18, rue du Bel-Air et 1 et 2, cour Thieffry et de déterminer le caractère et l'imminence du péril qu'ils présentent ;

Vu le rapport de l'expert dressé le 27 Janvier et concluant ainsi qu'il suit :

N° 2, cour Thieffry. Cet immeuble n'offrant plus les

garanties nécessaires au maintien de la sécurité publique est à démolir dans les huit jours.

N° 1, cour Thieffry — N°s 16 et 18, rue du Bel-Air. Etant donné, d'une part, les lézardes et hors d'aplomb signalés ci-avant, d'autre part, qu'à la suite de la démolition du n° 2, cour Thieffry, la stabilité des maisons n° 1, cour Thieffry, n°s 16 et 18, rue du Bel-Air sera compromise, du fait que ces maisons forment bloc et sont solidaires les unes des autres, il y a lieu d'envisager l'évacuation et la démolition de cet îlot.

Considérant que l'état des bâtiments dont il s'agit présente un danger véritable pour la sécurité des habitants, que d'après le rapport susvisé, il y a péril imminent ;

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu la loi du 21 Juin 1898 modifiée par le décret-loi du 30 Octobre 1935 ;

Vu le Code des Arrêtés Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Madame Veuve Mianne, demeurant 47 rue du Molinel, propriétaire des immeubles sis à Lille 16 et 18 rue du Bel-Air et 1 et 2 cour Thieffry, est mise en demeure d'avoir dans le délai de huit jours qui suivra la notification du présent arrêté, à faire réparer ou démolir les dits immeubles.

ARTICLE 2. — Dans le cas où Madame Veuve Mianne refuserait de se conformer à cette injonction, elle nous fera connaître le nom de l'expert qu'elle aura choisi pour procéder contradictoirement à la constatation de l'état des bâtiments et dresser rapport.

ARTICLE 3. — Si, à l'expiration du délai imparti, Madame Veuve Mianne n'a pas fait cesser le péril et faute par elle de désigner un expert, il sera passé outre et le rapport susvisé de M. Lenglard, architecte-expert de l'Administration, sera transmis au Conseil de Préfecture.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M^{me} Veuve Mianne suivant la forme réglementaire.

Hôtel de Ville, le 1^{er} Février 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**POLICE DE LA VOIE PUBLIQUE. — 16 et 18, rue du Bel Air
et 1 cour Thieffry. Evacuation des immeubles. Injonction.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'ordonnance en date du 25 Janvier 1945 par laquelle M. le Juge de Paix du 4^{me} Arrondissement Judiciaire de la Ville de Lille a nommé M. Maurice Lenglard, architecte, 11, Quai Vauban, expert chargé d'examiner l'état des bâtiments portants les numéros 16 et 18, rue du Bel-Air et 1 et 2, cour Thieffry et de déterminer le caractère et l'imminence du péril qu'ils présentent ;

Vu le rapport de l'expert dressé le 27 Janvier et concluant ainsi qu'il suit :

Etant donné, d'une part, les lézardes et hors-d'aplomb signalés ci-avant, d'autre part, qu'à la suite de la démolition du n° 2 cour Thieffry la stabilité des maisons n° 1 cour Thieffry, n° 16 et 18 rue du Bel-Air sera compromise, du fait que ces maisons forment bloc et sont solidaires les unes des autres, il y a lieu d'envisager l'évacuation et la démolition de cet îlot.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu la loi du 21 Juin 1898 modifiée par le décret-loi du 30 Octobre 1935 ;

Vu le Code des Arrêtés Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Il est enjoint aux occupants des immeubles portant les n° 16 et 18 rue du Bel-Air et cour Thieffry d'avoir à évacuer ces immeubles sans délai.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 1^{er} Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Cadres titulaire et auxiliaire.
Réfractaires au S.O.T. Situation administrative.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88.

Vu l'ordonnance du 4 Juillet 1943 du Comité de Libération Nationale, article 5 et 6, visant la situation des agents des départements et communes ayant subi un préjudice de carrière depuis le 16 Juin 1940 ;

Considérant que certains agents du cadre du personnel municipal requis par le service du Travail obligatoire, se sont volontairement abstenus de répondre aux convocations qui leur ont été adressées afin de ne pas travailler pour le compte de l'autorité allemande ;

Qu'ils ont été, pour ce motif, écartés des cadres du personnel et ont ainsi perdu le bénéfice des traitements et indemnités divers auxquels ils pouvaient normalement prétendre ;

Qu'il y a lieu dès lors, de réparer le préjudice qui leur a ainsi été causé.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les agents du cadre municipal, titulaire et auxiliaire, réfractaires du service obligatoire du travail, qui ont repris leur service à la date du 1^{er} Février 1945, sont rétablis dans leur situation administrative telle qu'elle se comportait à la date de leur cessation de fonctions. Ils bénéficieront en conséquence des dispositions prévues par l'article 6 de l'ordonnance du 4 Juillet 1943 en ce qui concerne notamment le mandatement de leur salaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 2 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Agents réfractaires au S.O.T.

Lucien Courcelle, Robert Michel et Jean Verdoy.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88.

Vu notre arrêté en date du 2 Février 1945, rétablissant dans leur situation administrative les agents municipaux réfractaires au service obligatoire du travail, sous réserve qu'ils aient repris leurs fonctions à la date du 1^{er} Février ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — MM. Lucien Courcelle, manœuvre aux Théâtres Municipaux, Robert Michel, jardinier, et Jean Verdoy, agents réfractaires au service obligatoire du Travail, sont rétablis dans la situation administrative telle qu'elle se comportait à la date de leur cessation de fonctions.

MM. Courcelle, Michel et Verdoy bénéficieront, en conséquence, des dispositions prévues par l'article 6 de l'ordonnance du 4 Juillet 1943 en ce qui concerne notamment le mandatement de leur salaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 2 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Abrogation d'arrêté. Maurice Cuvillon.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88.

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux :

Vu l'arrêté de notre prédécesseur en date du 12 Avril 1944, suspendant de ses fonctions, avec effet du 1^{er} Décembre 1941, M. Maurice Cuvillon, commis, détaché au service municipal de

dessin, motif pris que l'intéressé avait abandonné son service sans laisser d'indications personnelles sur les raisons qui justifiaient cet abandon ;

Vu la lettre en date du 8 Décembre 1944 par laquelle M. Maurice Cuvillon demande qu'il lui soit fait application de l'ordonnance du 4 Juillet 1943 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés ;

Considérant que de l'examen du dossier et des renseignements complémentaires qui ont pu être recueillis, il résulte que c'est pour se soustraire aux recherches actives de la Gestapo que M. Cuvillon a dû quitter brusquement notre Ville, ce que n'ignorait pas notre prédécesseur, et s'est rendu en zone libre où il a pris une part active aux Mouvements de Résistance, faisant d'ailleurs l'objet d'une mesure d'incarcération ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'arrêté en date du 12 Avril 1944 suspendant M. Maurice Cuvillon de ses fonctions est rapporté.

ARTICLE 2. — Il sera fait application à M. Cuvillon des dispositions de l'article 6 de l'ordonnance susvisée en ce qui concerne, notamment le montant des salaires qui lui sont ainsi dûs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Décembre 1941.

Hôtel de Ville, le 2 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Dessinateur.

Congé sans solde. Maurice Cuvillon.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 avril 1884, article 88,

Vu le Statut des fonctionnaires municipaux,

Vu notre arrêté de ce jour, rapportant l'arrêté du

12 avril 1944, qui suspendait de ses fonctions M. Maurice Cuvillon, commis affecté au service municipal de dessin.

Vu la lettre de M. Cuvillon, en date du 8 décembre 1944 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé d'un an, sans solde, est accordé, à compter du 1^{er} octobre 1944, à M. Maurice Cuvillon.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 2 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ETAT-CIVIL. — Médecin. Remplacement.

M. le Docteur Blond père. Indemnité.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 11 mai 1943 ;

Vu notre arrêté en date du 23 juin 1944, fixant à 6.000 francs par an l'indemnité allouée aux médecins de l'état civil ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. le Docteur Blond père, 22 rue de Fontenoy, qui a remplacé du 22 au 28 janvier 1945 inclus, M. le Docteur Gosselin, médecin de l'état civil, dans les 13^e et 14^e circonscriptions, recevra l'indemnité prévue par notre arrêté susvisé.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 3 février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division. Congé sans solde.
M^{lle} Elisabeth Biarez.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du personnel auxiliaire ;
Vu la lettre en date du 31 décembre 1944 par laquelle
M^{lle} Elisabeth Biarez, assistante médico-sociale, sollicite un
congé sans solde pour raison de santé ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de six mois, sans solde, est accordé
à Mademoiselle Elisabeth Biarez, assistante médico-sociale
affectée au deuxième Bureau de la cinquième Division.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé, M^{lle} Biarez ne
pourra réintégrer ses fonctions qu'autant qu'une vacance
d'emploi existera dans le service et sous réserve d'un avis
favorable émis par l'Administration Municipale à la demande
que devra formuler l'intéressée, en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé
de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du
1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 3 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.
Contrôle médical scolaire. Médecin-Inspecteur. Nomination.
Docteur Desfontaines.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 17
Janvier 1942, approuvée par Monsieur le Préfet du Nord le 5
Novembre 1942, réorganisant le service du Contrôle médical
scolaire.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. le Docteur Desfontaines, domicilié 27 rue de Lannoy à Lille, est nommé médecin inspecteur du Service du Contrôle Médical Scolaire, 2^{me} circonscription, en remplacement de M. le Docteur Castel, en congé de longue durée.

ARTICLE 2. — M. le Docteur Desfontaines recevra une indemnité annuelle de 13.000 francs non soumise à retenue au profit de la Caisse des Retraites des Services Municipaux.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 3 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Promenades et Jardins. Garde municipal. Nomination.
Norbert Rose.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Norbert Rose, maître de nage affecté à l'établissement de bains du Boulevard de la Liberté, est nommé garde municipal au Service des Promenades et Jardins en remplacement de M. Foulon.

ARTICLE 2. — M. Rose est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie II du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.200 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 3 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.
Ecole des Beaux-Arts. Surveillant. Nomination.
Théodule Cannesson.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Théodule Cannesson, brigadier machiniste au Théâtre Sébastopol, est nommé surveillant à l'Ecole des Beaux-Arts en remplacement de M. Flament, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Cannesson est versé dans la 1^{re} classe de la catégorie II du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.500 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 3 Février 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Transports.
Mécanicien. Nomination. Léon Guichard.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Léon Guichard, né le 22 Octobre 1920 est nommé mécanicien affecté au Service des Transports en remplacement de M. Maurice Guillouard, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Guichard est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie IX du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.100 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Janvier 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Février 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Transports.
Chauffeur-mécanicien. Nomination. André Godefroy.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Sur la proposition de M. le Chef des Services Publics ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. André Godefroy, chauffeur affecté au Service des Transports est promu chauffeur mécanicien.

ARTICLE 2. — M. Godefroy est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie IX du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.100 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Février 1944.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Février 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Transports.
Conducteur d'automobile. Nomination. Gabriel Wattrelot.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Gabriel WattreLOT, né le 4 Septembre 1919, est nommé conducteur d'automobile affecté au Service des Transports en remplacement numérique de M. Aimé Vandembroucke, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. WattreLOT est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Janvier 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Promenades et Jardins. Gardes municipaux. Nominations.

Marcel Haidon et Achille Storme.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — MM. Marcel Haidon, maître de nage et Achille Storme, baigneur, affectés à l'établissement de bains du Boulevard de la Liberté, sont nommés gardes municipaux au Service des Promenades et Jardins en remplacement de MM. Georges Louchart et Arthur Boivin, réintégrés dans la Police d'Etat.

ARTICLE 2. — 1°) M. Haidon est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie II du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.200 francs ; 2°) M. Storme est versé dans la 7^{me} classe de la catégorie II du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Téléphoniste.
Nomination. Roger Leignel.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Sur la proposition de M. le Chef du Service des Bâtiments ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Roger Leignel, né le 24 Janvier 1925, manoeuvre affecté au Service des Bâtiments, est nommé téléphoniste en remplacement de M. Jean Leclercq.

ARTICLE 2. — M. Leignel est versé dans la 7^{me} classe de la catégorie IV du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.100 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Archives. Coursier. Démission.
André Blondiau.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 30 Janvier 1945 par laquelle Monsieur André Blondiau, coursier affecté au Service du Courrier, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. André Blondiau, coursier affecté au Service du Courrier, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.
Balayeur. Nomination. Charles Duvauchelle.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Charles Duvauchelle, né le 21 Juillet 1906, est nommé balayeur affecté au Service de la Propreté Publique en remplacement de M. Emile Despicht, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Charles Duvauchelle est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.800 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.
Balayeur. Nomination. Auguste Delecroy.**

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Auguste Delecroy, né le 31 Juillet 1891, est nommé balayeur affecté au Service de la Propreté Publique en remplacement de M. Léon Binschinat, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Delecroy est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.800 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Archives. Coursier. Démission.
Georges Hecht.**

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 26 Janvier 1945 par laquelle M. Georges Hecht, coursier affecté au Service du Courrier, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Georges Hecht, coursier affecté au Service du Courrier, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Tous Services et Divisions.
Commis. Nominations de divers.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la décision de l'Administration Municipale en date du 15 Janvier 1945 portant intégration du personnel de l'octroi dans le cadre des commis et commis principaux titulaires ;

Considérant que certains agents du cadre titulaire assurent en fait, depuis le début des hostilités, et ce à notre entière satisfaction, les fonctions de commis aux écritures, sans qu'aucune compensation, de quelque nature que ce soit, leur ait été attribuée ;

Qu'il semble équitable, dans ces conditions, d'étendre à leur profit le bénéfice de la mesure qui a été prise en faveur de leurs collègues de l'Octroi ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A titre personnel et exceptionnel, les agents ci-après désignés, du cadre titulaire, qui assurent en fait les fonctions de commis aux écritures, sont nommés à titre définitif dans cet emploi.

ARTICLE 2. — Compte tenu de leur position actuelle dans l'échelle des traitements, leur situation est arrêtée comme suit :

Noms	Affectation	Fonction nouvelle	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe	En remplacement numérique de :
	4 ^{me} Division 2 ^{me} Bureau	Commis principal	3 ^{me}	18.600	1 ^{er} Janvier 1945	M. De Muynck.
MM. Deflaudre	1 ^{re} Division er Bureau	Commis	2 ^{me}	15.000	16 Décembre 1944	M. Martin.
Eremault	1 ^{re} Division Public	Commis principal	2 ^{me}	19.800	1 ^{er} Janvier 1945	M. Delcourt.
Louage	2 ^{me} Division Services A.	Commis	3 ^{me}	13.800	1 ^{er} Janvier 1945	M. Boone.
Quin	4 ^{me} Division Palais des B.	Commis	3 ^{me}	13.800	1 ^{er} Décembre 1942	M. Maudier.
Rossé	Secrétariat Général Service du Personnel					

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

LYCÉE FÉNELON. — Arrêté ministériel. Bénéficiaires.

M^{lle} Lacroix et M^{me} Coquart.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'arrêté de M. le Ministre de l'Education Nationale en date du 14 Septembre 1943 décidant l'attribution à compter du 1^{er} Octobre 1942, d'une indemnité aux chefs des Établissements d'Instruction Publique chargés de la direction d'un Internat qui n'est pas à leur compte ;

Revu l'arrêté n° 2.695 de notre prédécesseur en date du 30 Novembre 1943, accordant à Mademoiselle Schaal, directrice du Lycée Fénelon, le bénéfice des dispositions de l'arrêté ministériel du 14 Septembre 1943 ;

Attendu que Mademoiselle Schaal a été remplacée pendant les mois d'Octobre et Novembre 1944 par Mademoiselle Lacroix et, depuis le 1^{er} Décembre 1944 par Madame Coquart.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice des dispositions de l'arrêté ministériel du 14 Septembre 1943 est accordé à M^{lle} Lacroix et à M^{me} Coquart.

ARTICLE 2. — Cette indemnité, non soumise à retenues, sera payée : à M^{lle} Lacroix pour ce qui concerne les mois d'Octobre et Novembre 1944 ; à M^{me} Coquart à partir du 1^{er} Décembre 1944, à l'imputation sur le budget de l'Internat. A compter de 1945 elle sera payable par trimestre échu.

Pour la détermination du taux d'indemnité applicable, il est précisé que l'effectif du Lycée Fénelon comptait 191 internes au 1^{er} Octobre 1943.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Grand Théâtre. Concierge.
Adolphe Laurent.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Adolphe Laurent, né le 8 Mai 1887, est nommé concierge du Grand-Théâtre en remplacement de M. Vandenneste.

ARTICLE 2. — M. Laurent est versé dans la 7^{me} classe de la première catégorie du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.800 francs.

ARTICLE 3. — Indépendamment de ses fonctions de concierge M. Laurent devra en dehors des représentations, assurer en cas d'incendie la mise en œuvre des secours, en attendant l'arrivée des sapeurs-pompiers. En vue de pouvoir remplir avec efficacité cette mission, il devra notamment assurer l'exécution des consignes d'incendie qui seront établies pour le Grand-Théâtre mais également suivre les séances d'instruction particulières qui lui seront données pour le familiariser avec la manœuvre des moyens de protection contre l'incendie existant dans l'établissement.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Archives. Coursier. Nomination.
Jean Debruyne.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 12 Mars 1944 pour le recrutement de jeunes agents ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jean Debruyne, né le 17 Février 1929, est nommé coursier affecté au Secrétariat Général, Service du Courrier, en remplacement de M. Alexis Banzet, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Debruyne est versé dans la première catégorie du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 1.540 francs qui sera porté à 1.820 francs à partir du 1^{er} Mars 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 6 Février 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.
Releveur. Nomination. Maurice Werquin.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Maurice Werquin, né le 25 Novembre 1907 est nommé releveur affecté au Service de la Propreté Publique en remplacement de M. Chedal appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Werquin est versé dans la 4^{me} classe de

la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Transports.
Démission. Michel Cateau

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 3 Février 1945 par laquelle M. Michel Cateau, mécanicien affecté au Service des Transports, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Michel Cateau, mécanicien affecté au Service des transports, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 11 Février 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.
Charretier. Radiation. Isidore Cramette.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire, article 20 ;

Vu le rapport en date du 2 Février 1945 par lequel M. le Chef des Services Publics fait connaître que le charretier Isidore Cramette s'absente fréquemment de son service, sans motif valable ;

Qu'il n'a, notamment, assuré aucun service des 10, 29 Novembre, 7, 8, 9, 14 Décembre 1944, 12, 13, 19, 20, 29, 31 Janvier, 1^{er} et 2 Février 1945 ;

Considérant que cette irrégularité non justifiée est incompatible avec la bonne marche des services, et qu'il y a lieu dès lors de se priver des services de cet ouvrier ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le charretier Isidore Cramette, du cadre du personnel auxiliaire, est rayé des cadres du personnel.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du jour de sa notification.

Hôtel de Ville, le 12 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Ancienneté dans la classe. Pierre Tallon.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu notre arrêté en date du 10 Août 1931 nommant M. Pierre Tallon, chef de bureau affecté à la 4^{me} Division, à partir du 1^{er} Août 1931 ;

Considérant qu'antérieurement à sa nomination officielle, M. Pierre Tallon avait été chargé d'assurer les fonctions de chef de bureau intérimaire depuis le 1^{er} Mai 1928, date à laquelle le titulaire de l'emploi avait été admis à faire valoir ses droits à la retraite, et ce, sans bénéficier d'aucune compensation ou indemnité quelconque ;

Qu'il y a lieu de tenir compte de cette longue période d'intérim pour déterminer la situation administrative de cet agent ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le point de départ de l'ancienneté dans la 1^{re} classe de M. Pierre Tallon, chef du 2^{me} Bureau de la 4^{me} Division, précédemment arrêté au 1^{er} Avril 1939, est ramené au 1^{er} Janvier 1936, sans que cette mesure puisse entraîner d'effet rétroactif antérieurement au 1^{er} Juillet 1943.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Voie publique.

Congé sans solde. Paul Portebois.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la lettre en date du 15 Janvier 1945 par laquelle M. Paul Portebois, Conducteur de travaux affecté au Service de la Voie Publique, sollicite un congé sans solde pour convenances personnelles ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé d'un an, sans solde, est accordé à M. Paul Portebois, Conducteur de travaux affecté au Service de la Voie Publique.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SAPEURS-POMPIERS. — Démission.

Sapeur Théodore Duquesnoy.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Théodore Duquesnoy, sapeur-pompier, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du Bataillon des Sapeurs-Pompiers.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Tous Services.

Personnel titulaire. Promotions pour Février 1945.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du personnel titulaire est fixé comme suit pour le mois de Février 1945 :

Noms et Prénoms	Fonction	Division	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
Ghesquière Jules ..	Agent Administ.	1 ^{re}	1 ^{re}	17.400	1 ^{er} Février 1945.
Lanckman Georges	Commis Principal	3 ^{me}	3 ^{me}	18.600	1 ^{er} Février 1945.
Loquet Raoul	Contrôleur Eaux	2 ^{me}	1 ^{re}	17.400	16 Février 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Février 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division. Congé sans solde.
Docteur Dubois.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu notre arrêté en date du 12 Octobre 1944 accordant un congé sans solde, pour raison de santé, à M. le Docteur Dubois, médecin-inspecteur du Service du Contrôle Médical Scolaire affecté à la 1^{re} Circonscription ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de trois mois, le congé sans solde, accordé à M. le Docteur Dubois, médecin-inspecteur du Service du Contrôle Scolaire affecté à la 1^{re} Circonscription.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Février 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

**CONSERVATOIRE. — Personnel enseignant
Relèvement des traitements.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 19 Décembre 1944, approuvée par M. le Préfet du Nord le 20 Janvier 1945, portant relèvement des traitements alloués au personnel enseignant du Conservatoire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les traitements fixes des Professeurs du Conservatoire sont fixés comme suit, avec effet pécuniaire du 1^{er} Janvier 1944 :

Noms	Nature des cours	Nom- bre d'heu- res	Classe	Taux annuel	Traitement	Ancienneté dans la classe
M. Caquant	Piano préparatoire	6	4 ^{me}	1.400	8.400	1 ^{er} Novembre 1941
	Piano préparatoire		3 ^{me}	1.450	8.700	1 ^{er} Novembre 1944
	Solfège élémentaire	6	4 ^{me}	1.400	8.400	1 ^{er} Novembre 1941
			3 ^{me}	1.450	8.700	1 ^{er} Novembre 1944
	Solfège (supplément non classé)	3	8 ^{me}	1.200	3.600	1 ^{er} Décembre 1941
M. Cottinet			7 ^{me}	1.250	3.750	1 ^{er} Décembre 1944
	Diction	6	5 ^{me}	1.350	8.100	1 ^{er} Juillet 1943
M ^{me} Cornil	Diction (supplément non classé)	6	8 ^{me}	1.200	7.200	1 ^{er} Octobre 1942
	Solfège supérieur	6	3 ^{me}	1.450	8.700	1 ^{er} Juin 1943
M ^{me} Ceugnart	Violon préparatoire	6	7 ^{me}	1.250	7.500	1 ^{er} Août 1942
	Violon supérieur (supplément non classé)	3	8 ^{me}	1.200	3.600	1 ^{er} Février 1943
M. Delattre		3	8 ^{me}	1.200	3.600	1 ^{er} Octobre 1944
	Cornet-trompette jour	6	3 ^{me}	1.450	8.700	1 ^{er} Octobre 1941
			2 ^{me}	1.500	9.000	1 ^{er} Octobre 1944
M ^{me} Duriez	Cornet-trompette soir	6	7 ^{me}	1.250	7.500	1 ^{er} Août 1940
			6 ^{me}	1.300	7.800	1 ^{er} Août 1943
M ^{me} Gaujac	Piano préparatoire	6	4 ^{me}	1.400	8.400	1 ^{er} Septembre 1941
			3 ^{me}	1.450	8.700	1 ^{er} Septembre 1944
M. Pellemeulle ..	Orchestre	2	5 ^{me}	1.350	2.700	16 Juillet 1943
	Histoire de la Musique	2	6 ^{me}	1.300	2.600	1 ^{er} Octobre 1943
	Harmonie (intér.)	8	7 ^{me}	1.250	10.000	1 ^{er} Juillet 1943
M ^{me} Quinsac	Solfège supérieur	6	4 ^{me}	1.400	8.400	1 ^{er} Septembre 1941
		6	3 ^{me}	1.450	8.700	1 ^{er} Septembre 1944
M. Tallon	Piano préparatoire	6	7 ^{me}	1.250	7.500	1 ^{er} Juin 1941
		6	6 ^{me}	1.300	7.800	1 ^{er} Juin 1944
	Piano supérieur	6	4 ^{me}	1.400	8.400	1 ^{er} Novembre 1943
M ^{me} Van Reghem..	Violoncelle préparatoire	6	4 ^{me}	1.400	8.400	1 ^{er} Juin 1943
	Solfège préparatoire	6	4 ^{me}	1.400	8.400	1 ^{er} Juin 1941
M. Damette (intérim.)			3 ^{me}	1.450	8.700	1 ^{er} Juin 1944
	Cor	3	7 ^{me}	1.250	3.750	1 ^{er} Avril 1942
M. Defer (intérim.)		6	7 ^{me}	1.250	7.500	1 ^{er} Avril 1942 effet du 1 ^{er} Mars 1945
	Basson	3	6 ^{me}	1.200	3.600	1 ^{er} Octobre 1942
		6	8 ^{me}	1.200	7.200	1 ^{er} Octobre 1942 effet du 1 ^{er} Mars 1945
	Saxophone	6	8 ^{me}	1.200	7.200	1 ^{er} Octobre 1942
	Saxophone (supp. non classé)	3	8 ^{me}	1.200	3.600	1 ^{er} Octobre 1942

Noms	Nature des cours	Nom- bre d'heu- res	Classe	Taux annuel	Traitement	Ancienneté dans la classe
M ^{me} Decombe (intérim.)	Piano supérieur	6	8 ^{me}	1.200	7.200	1 ^{er} Octobre 1941
			7 ^{me}	1.250	7.500	1 ^{er} Octobre 1944
	Piano (supplément non classé)	3	8 ^{me}	1.200	3.600	1 ^{er} Avril 1943
M ^{me} Fontaine (intérim.)	Chant	6	8 ^{me}	1.200	7.200	1 ^{er} Novembre 1942
	Chant (supplément non classé)	6	8 ^{me}	1.200	7.200	1 ^{er} Novembre 1942
M ^{lle} Gaillard (intérim.)	Solfège élémentaire	6	8 ^{me}	1.200	7.200	1 ^{er} Octobre 1943
M. Hannart (intérim.)	Clarinette	6	8 ^{me}	1.200	7.200	1 ^{er} Octobre 1942
	Clarinette (supp. non classé)	3	8 ^{me}	1.200	3.600	1 ^{er} Octobre 1942
M ^{me} Becquet (intérim.)	Alto	3	8 ^{me}	1.200	3.600	1 ^{er} Juillet 1942
	porté à	6	8 ^{me}	1.200	7.200	1 ^{er} Juillet 1942 effet du 1 ^{er} Mars 1945
M. Lecoeq (intérim.)	Orgue	3	7 ^{me}	1.250	3.750	1 ^{er} Juillet 1943
		6	7 ^{me}	1.250	7.500	1 ^{er} Juillet 1943 à compter du 1 ^{er} Octobre 1944
M. Legrand (intérim.)	Hautbois porté à	3	8 ^{me}	1.200	3.600	1 ^{er} Octobre 1942
		6	8 ^{me}	1.200	7.200	1 ^{er} Octobre 1942 effet du 1 ^{er} Mars 1945
M. Robillard (intérim.)	Chœurs	4	8 ^{me}	1.200	4.800	1 ^{er} Décembre 1941
		4	7 ^{me}	1.250	5.000	1 ^{er} Décembre 1941
M ^{lle} Roussel (intérim.)	Pianiste accompa- gnatrice	6	8 ^{me}	1.200	7.200	1 ^{er} Novembre 1942
M. Vannier (intérim.)	Violoncelle supé- rieur	6	8 ^{me}	1.200	7.200	1 ^{er} Novembre 1942
M. Coucke (intérim.)	Contrebasse	6	4 ^{me}	1.400	8.400	1 ^{er} Décembre 1941
M. Deswarte (intérim.)	Solfège préparatoire	6	2 ^{me}	1.500	9.000	1 ^{er} Février 1940
	Solfège du soir	6	3 ^{me}	1.450	8.700	1 ^{er} Octobre 1940
	Solfège (supplé- ment non classé)	3	8 ^{me}	1.200	3.600	1 ^{er} Octobre 1940
M. Bouillard (intérim.)	Flûte	3	2 ^{me}	1.500	4.500	1 ^{er} Février 1940
	porté à	6	2 ^{me}	1.500	9.000	1 ^{er} Février 1941 effet du 1 ^{er} Mars 1945
	Musique de chambre	4	2 ^{me}	1.500	6.000	1 ^{er} Février 1940
M. Hennebelle (intérim.)	Trombone	6	3 ^{me}	1.450	8.700	1 ^{er} Avril 1942
M. Vanstaurts (intérim.)	Violon supérieur et préparatoire	9	4 ^{me}	1.400	12.600	1 ^{er} Février 1940
	Musique de chambre	4	8 ^{me}	1.200	4.800	1 ^{er} Décembre 1942
M ^{lle} Cordonnier.... (intérim.)	Harpe	6	8 ^{me}	1.200	7.200	1 ^{er} Octobre 1944

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu

Lille, le 8 Mars 1945.

Pour le Préfet :

Le Secrétaire Général Délégué,

G. DATY

**CIMETIÈRE DU SUD. — Agrandissement.
Expropriation de terrains. Indemnités. Consorts Coisne.**

- Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 Novembre 1941, visant à acquérir, par voie d'expropriation, des terrains sis à Lille, canton du Trou au Loup, d'une superficie de 24.431 mètres carrés repris au cadastre Section E N^{os} 534 et 547, appartenant aux Consorts Coinne-Mauvies à Mons-en-Barœul ;

Vu les délibérations du Conseil en date des 14 Mars et 8 Décembre 1942 sollicitant le financement de l'opération au moyen d'un emprunt ;

Vu l'arrêté interministériel en date du 22 Mars 1943, déclarant d'utilité publique les travaux à entreprendre par la Ville de Lille pour l'agrandissement du Cimetière du Sud et autorisant l'emprunt ;

Vu l'ordonnance de M. le Président du Tribunal Civil de Lille, en date du 18 Mai 1943, enregistrée, notifiée et transcrite, prononçant l'expropriation des terrains nécessaires à l'agrandissement du Cimetière du Sud, notamment les terrains sus-désignés ;

Vu notre arrêté d'offres en date du 2 Mars 1943 ;

Vu le procès-verbal de la Commission arbitrale d'Evaluation du Département du Nord du 3 Avril 1944 ;

Vu la décision de ladite Commission en date du 3 Avril 1944 allouant à :

- 1^o) M. Paul Coisne à Saumont-la-Poterie (Seine-Inférieure),

2°) M^{me} Andrée Coisne, épouse de M. Faivre d'Arcier à Argueil (Seine-Inférieure) ;
pour dépossession des dites parcelles ayant d'après mesurage contradictoire une superficie de 24.537 mètres carrés 49 décimètres carrés, y compris toutes dépréciations et pour toutes causes, la somme de 995.000 francs ;

Vu l'ordonnance d'envoi en possession en date du 5 Avril 1944 statuant sur les dépens ;

Vu l'état de répartition des dépenses dressé par M. le Magistrat Président et fixant à 836 francs 80 la somme à retenir sur le montant de l'indemnité due aux consorts Coisne ;

Vu le jugement rendu par la Première Chambre du Tribunal Civil de Première Instance de Lille en date du 20 Juillet 1944 statuant sur l'appel formé par les Consorts Coisne ;

Vu la notification de la décision du Tribunal fixant à 1.236.250 francs l'indemnité due aux Consorts Coisne ; •

Vu le certificat de non-pourvoi en Cassation de M. le Greffier chef du Tribunal Civil de Lille en date du 18 Novembre 1944.

Considérant que l'état délivré le 20 Septembre 1943 par M. le Conservateur du 1^{er} Bureau des Hypothèques de Lille révèle une inscription d'hypothèque légale prise le 17 Juillet 1937, volume 392, N° 69, au profit de M^{me} Suzanne Thielle, épouse divorcée de M. Coisne à Versailles, contre M. Paul-Joseph Coisne à Mons-en-Barœul — Domicile élu en l'étude de Maître Boyer Chammard, avoué à Lille, pour sûreté de créances indéterminées ;

Considérant que, par lettre recommandée en date du 15 Novembre 1944, les consorts Coisne ont été invités à fournir dans le mois de la réception de la dite lettre :

1°) le certificat constatant la radiation de l'inscription d'hypothèque légale ci-dessus énoncée ;

2°) tous les actes établissant leurs droits de propriété sur les parcelles expropriées ;

Considérant qu'à ce jour, les Consorts Coisne n'ont satisfait à aucune de ces demandes :

Considérant que le dossier n'est pas en état pour permettre le règlement aux Consorts Coisne, de l'indemnité qui leur a été allouée par jugement du Tribunal Civil de Lille, du 20 Juillet 1944 ; qu'en conséquence, la Ville ne peut valablement se libérer entre leurs mains ;

Considérant l'urgence de la prise de possession des terrains expropriés ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'indemnité de 1.236.250 francs due aux Consorts Coisne, après déduction de la somme de 836 francs 80 représentant le montant des dépenses mis à leur charge, soit 1.235.413 francs 20 sera déposée à la Caisse des Dépôts et Consignations, à Lille.

ARTICLE 2. — M. le Receveur municipal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Dactylographes.
Dames employées. Nominations.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 9 Mai 1942 pour le recrutement de dames-employées ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommées dames-employées affectées au Secrétariat Général, Service de la Dactylographie :

M^{me} Agnès Boulanger, née le 21 Février 1921, en remplacement de M. Boutteman, démissionnaire ;

M^{me} Fernande Broutin, née le 27 Octobre 1914, en remplacement de M^{me} Sautai, retraitée ;

M^{lle} Yvonne De Muynck, née le 24 Mars 1919, en remplacement de M^{lle} Briand, démissionnaire ;

M^{me} Andrée Desquiens, née le 5 Mai 1908, en remplacement M^{me} Florent, retraitée ;

M^{lle} Georgette Evans, née le 23 Janvier 1922, en remplacement de M^{me} Pierchon, retraitée ;

M^{lle} Christiane Hugot, née le 4 Janvier 1921, en remplacement de M^{me} Claessens, retraitée ;

M^{me} Huguette Louvet, née le 6 Novembre 1920, en remplacement de M^{me} Lallau, retraitée ;

M^{lle} Jacqueline Preterre, née le 17 Octobre 1921, en remplacement de M^{me} Jollain, retraitée ;

M^{lle} Cécile Wagnon, née le 2 Septembre 1919, en remplacement de M. Blanquart, démissionnaire.

ARTICLE 2. — Les employées susvisées sont versées dans la 4^{me} classe de leur emploi au traitement annuel de 12.600 francs. Elles sont en outre, autorisées à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des fonctionnaires municipaux.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier, 1945.

Hôtel de Ville, le 13 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITÉ. — Exercice 1943.

Première fraction. Bénéficiaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 ;

Vu notre arrêté en date du 10 Mai 1943 ;

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéficier de la première fraction de la prime communale à la natalité ;

1°) certificat de vie de l'enfant ;

2°) état indiquant la composition de la famille ;

3°) certificat de résidence ;

4°) certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;

5°) certificat de docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la première fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil municipal susvisée :

M ^{mes}			
Adrienssens-Marlow Alfréda .	12, rue Dubrunfaut	3 ^{me}	137,50
Albert-Delattre Maria	13, rue La Bruyère	3 ^{me}	137,50
Delbas-Acthernœne Gabrielle .	15, rue Bohin	4 ^{me}	206,25
Bocquet-Bavye Simonne	27, rue Ducourouble	4 ^{me}	206,25
Bocquet-Bavye Simonne	27, rue Ducourouble	5 ^{me}	206,25
Bommelaer-Nirel Marthe	26, rue des Vieux-Murs	5 ^{me}	206,25
Bourgoin-Delvigne Lucienne . .	28, rue Ed.-Doyennette	5 ^{me}	206,25
Carlier-Selleslagh Yvonne . . .	15, ter, rue Hôp.-Saint-Roch	4 ^{me}	206,25
Chevry-De Rocq Simone	29, rue d'Aboukir	4 ^{me}	206,25
Crepe-Dambach Denise	32, rue Désiré-Bondues	9 ^{me}	206,25
Cuvelier-Delarue Lucienne . . .	17, rue du Général-A.-de-la-Bourdonnaye	5 ^{me}	206,25
Deryckère-Lebrun Odile	103, rue Saint-Gabriel	7 ^{me}	206,25
Eichenholz-Dumur Germ.	78, rue Princesse	3 ^{me}	137,50
Flacheron-Urbain Maria	6, rue de Rocroi	3 ^{me}	137,50
Fosse-Delecourt Marguerite . .	rue de Flers, Imp. Menu, 36	6 ^{me}	206,25
Jeanmaire dit Cartier			
Deleu Florine	26, rue Doudin	10 ^{me}	206,25
Lalou-Madelgaire Denise	5, rue Mexico	3 ^{me}	137,50
Landsheere-Guilluy Raymonde .	6, rue Mélantois	5 ^{me}	206,25
Langlet-Blondel Marcelle	1, rue de Condé	4 ^{me}	206,25
Laurent-Pieters Louise	10, rue Durnerin	3 ^{me}	137,50
Liévin-Delobel Irène	6, rue de Bailleul	3 ^{me}	137,50
Meesseman-Delobel Irène	25, rue Monge	3 ^{me}	137,50
Mertens-Vandentorren Léodie . .	rue du Transwaal, c. Priem	3 ^{me}	137,50
Pasbecq-Moncheaux Suzanne . .	4, r. de Flandre, Imp. Demoy	7 ^{me}	206,25
Reaud-Merville Marguerite . . .	44, rue Fourmentel	4 ^{me}	206,25
Rouze-Naets Clémence	51, rue de Roubaix	4 ^{me}	206,25
Smeulders-Ernould Odette . . .	258, rue des Postes	4 ^{me}	206,25
Tiebois-Metro Julienne	8, Place Edith-Cawel	7 ^{me}	206,25
Vanspranghe-Mestdagh Marg. . .	8, rue du Bazinghien	3 ^{me}	137,50
Verleyen-Baillieu Olga	7, rue de Wagram	3 ^{me}	137,50
Warnier-Dewaele Marie	63, rue d'Iéna	4 ^{me}	206,25

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 13 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITÉ. — Exercice 1944.
Première fraction. Bénéficiaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 et la délibération du 14 Décembre 1943 approuvée le 8 Janvier 1944 ;

Vu nos arrêtés en date du 10 Mai 1943 et 14 Février 1944 ;

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéficier de la première fraction de la prime communale à la natalité :

1°) certificat de vie de l'enfant ;

2°) état indiquant la composition de la famille ;

3°) certificat de résidence ;

4°) certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;

5°) certificat de docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la première fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil municipal susvisée :

<i>M^{mes}</i>		
Glorieux-Lepla Marguerite rue de Bailleul, c. Deldal, 9	5 ^{me}	210,—
Deryckère-Lebrun Odile 103, rue Saint-Gabriel	8 ^{me}	210,—
Derck-Magot Marcelle 12, rue du Maréchal-Mortier	3 ^{me}	140,—
Basson-Daubigny Renée 43, rue Boldoduc	8 ^{me}	210,—
Cchiavoni-Portra Augusta rue Sylv.-Verhulst, Bt 102 b	9 ^{me}	210,—
Comte-Neirinck Germaine 5, place Genevières	3 ^{me}	140,—
Manière Simone 111, rue Jules-Guesde	3 ^{me}	140,—
Meeseman-Delobel 25, rue Monge	3 ^{me}	140,—
Sanctorum-Becquart M.-M. 141, rue de l'Arbrisseau	6 ^{me}	210,—

ARTICLE 2. — Le bénéfice de la deuxième fraction de la prime est accordé aux personnes ci-après désignées — qui ont déposé les pièces justificatives.

M ^{mes}		
Colombo-Lenglart Berthe 235, boulevard Victor-Hugo	3 ^{me}	140,—
Duquenoy-Gruson Naidaigonne rue et impasse Franklin, 16	7 ^{me}	210,—
Evrard Marie-Anne 14, rue des Bonnes-Rappes	3 ^{me}	140,—
Kerges Osten-Marguerite 45, rue de Flers	5 ^{me}	210,—
Laleu-Dehaine Andrée rue Hôpital-Saint-Roch, c. Saint-Roch, 20 ..	4 ^{me}	210,—
Vandenbil-Detez de la Drève-Gerin 3, rue Fombelle	8 ^{me}	210,—
Vandenbossche-Rogier Fernande 20, rue Mazagran	4 ^{me}	210,—
Wibout-Arnoult Madeleine 3 bis, rue des Pénitentes	4 ^{me}	210,—

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 13 Février 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITÉ. — Exercice 1945.
Première fraction. Bénéficiaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943, et la délibération du 14 Décembre 1943, approuvée le 8 Janvier 1944 ;

Vu nos arrêtés en date des 10 Mai 1943, et 14 Février 1944 ;

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéficier de la première fraction de la prime communale à la natalité ;

- 1°) certificat de vie de l'enfant ;
- 2°) état indiquant la composition de la famille ;
- 3°) certificat de résidence ;
- 4°) certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;
- 5°) certificat de docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la première fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil municipal susvisée :

<i>M^{mes}</i>		
Carton-D'Eugremont Raymonde		
20, rue Lesage-Senault	3 ^{me}	140,—
Chatelain-Wavrant Jeanne		
41, rue d'Arcole	5 ^{me}	210,—
Coulot-Geeraert Georgette		
220, boulevard de Metz	7 ^{me}	210,—
Delval-Dewilde Gabrielle		
72, rue d'Isly	8 ^{me}	210,—
Dutilleul-Hendrickx Sylvia		
rue Cabanis, Pon Casseville, 37	5 ^{me}	210,—
Gentot-Robain Alphonsine		
46, rue du Curé-Saint-Sauveur	4 ^{me}	210,—
Lair-Minon Jeanne	5 ^{me} 6 ^{me}	210,—
40, rue Hippolyte-Lefebvre		210,—
Parsy-Le Ven Joséphine		
6, rue de Lannoy	3 ^{me}	140,—
Samain-Dassonville Adèle		
26, rue Georges-Bizet	3 ^{me}	140,—
Vande Ghinsle-Largemain Denise		
17, rue de la Plaine	3 ^{me}	140,—
Vanhée-Wyffels Aimée		
3, rue de la Digue	4 ^{me}	210,—

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 13 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

INSTALLATION FRITERIE. — Café,
53, rue du Faubourg-de-Roubaix. Autorisation. M^{me} Mayel.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la demande et les plans déposés le 25 Janvier 1945 par M^{me} Xavier Mayel, demeurant à Lille, rue du Faubourg de Roubaix n° 53, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une friterie dans la salle de café qu'elle exploite rue du Faubourg-de-Roubaix 53 ;

Vu les articles 741 et 742 du Code des Arrêtés Municipaux ;

Vu l'avis du Service d'Hygiène et de sécurité ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Xavier Mayel, demeurant à Lille, rue du Faubourg-de-Roubaix 53, est autorisée à installer une friterie dans la salle du café qu'elle exploite rue du Faubourg-de-Roubaix 53, suivant les plans qu'elle nous a présentés. Elle devra se conformer aux dispositions des articles susvisés du Code des Arrêtés Municipaux.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 13 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.
Ecole des Beaux-Arts. Surveillant. Nomination. Robert Dubrulle.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Robert Dubrulle, né le 3 Avril 1908, est nommé surveillant affecté à l'Ecole des Beaux-Arts en remplacement de M. Pourcelet, démissionnaire.

ARTICLE 2. — Compte tenu des Services civils qu'il a accomplis, M. Dubrulle est versé dans la 5^{me} classe de la catégorie II du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.100 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Novembre 1944.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 14 Février 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division. Enquêteur.
Nomination. Julien Fruit.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Julien Fruit, né le 16 Février 1910, est nommé enquêteur affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division, en remplacement de M. Fernand Baudalet, réintégré dans la Police d'Etat.

ARTICLE 2. — M. Fruit est versé dans la 7^{me} classe de la catégorie III du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 14 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division. Expéditionnaire.
Démission. Emilienne Delporte.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;
Vu la lettre en date du 31 Janvier 1945 par laquelle Madame
Emilienne Delporte, expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de
la 1^{re} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Emilienne Delporte, expéditionnaire
affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse
de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est
chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à
compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 14 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division. Expéditionnaire.
Mutation. Jean Massenhove.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jean Massenhove, Expéditionnaire affecté
au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, est muté en la même qualité
au 2^{me} Bureau de la 5^{me} Division, en remplacement de M. Der-
vaux, réintégré dans la Police d'Etat.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 14 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SAPEURS-POMPIERS. — Stagiaires. Nominations.
Marcel Dodre. Gaston Muselet.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

Vu l'arrêté de M. le Préfet du Nord en date du 5 Juin 1929 fixant à 150 unités, cadres compris, l'effectif du Corps des Sapeurs-Pompiers de Lille ;

Vu, par ailleurs, les lettres de M. le Préfet du Nord, en date des 17 Septembre 1942 et 9 Février 1943, 1^{re} Division, 1^{er} Bureau, proposant le renforcement des effectifs qu'il estime devoir être fixés à 180 unités ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, à compter du 1^{er} Février 1945, sapeurs-pompiers stagiaires :

MM. Marcel Dodre, né à Fresnes-sur-Escaut, le 21 Octobre 1903,

Gaston Muselet, né le 22 Juillet 1908.

ARTICLE 2. — Les agents susvisés qui ne sont pas logés, bénéficieront du traitement et des indemnités diverses prévues en faveur des sapeurs-pompiers stagiaires du cadre principal.

ARTICLE 3. — L'admission au bénéfice de la Caisse des Retraites ainsi que leur titularisation ne pourront intervenir que dans la mesure où la qualité de fonctionnaire aura été reconnue à ces agents par l'approbation de la délibération à intervenir prévue par l'article 3 de la loi du 9 Septembre 1943.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 14 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIX MAXIMUM DU MÈTRE CUBE DE GAZ.

Bâtiments communaux. 1^{er} Juillet 1944.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 94 ;

Vu la concession pour la distribution du gaz en date du 9 Juillet 1932, approuvée le 29 Octobre 1932, et l'avenant à cette concession, en date du 14 Avril 1938, approuvé le 31 Mai 1938 ;

Vu la lettre de M. l'Inspecteur Général des Mines, en date du 13 Novembre 1944 ;

Vu notre arrêté n° 131, en date du 30 Octobre 1944, fixant le prix du mètre cube de gaz à compter du 1^{er} Octobre 1944 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les dispositions de notre arrêté en date du 11 Janvier 1945 sont abrogées et remplacées par le texte suivant :

Le prix maximum du mètre cube de gaz, toutes taxes comprises, fixé à 1 franc 11 pour les consommations des Bâtiments communaux est applicable, aux termes des dispositions du paragraphe B — 4° de l'article 12 de la concession, aux consommations effectuées à compter du premier juillet 1944 et relevées après le premier Août 1944, date à laquelle le prix de 1 franc 11 est exigible aux termes de la lettre de M. l'Inspecteur Général des Mines.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 14 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu

Lille, le 21 Avril 1945.

Pour le Préfet :

Le Secrétaire Général Délégué,

G. DATY

COMPAGNIE DES TRAMWAYS ÉLECTRIQUES DE LILLE

Répartition au profit des communes.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

L'article 4 de la convention du 20 Août 1926 passée avec la Compagnie des Tramways électriques de Lille et de sa banlieue et approuvée par décret du 10 Septembre 1926, stipulant que la redevance annuelle de 150.000 francs, à verser par ladite Compagnie pour jouissance du matériel fixe doit être répartie entre toutes les Communes traversées par les lignes de la présente concession et proportionnellement à la population de ces Communes, à l'exclusion des Villes de Ronbaix et de Tourcoing ;

Considérant s'il y a lieu de procéder à la répartition de la somme perçue pour l'année 1944, la part de la Ville de Lille étant fixée à :

Population totale des 21 Communes traversées :
426.672 habitants (dénombrement de 1936)

Population de la Ville de Lille :
200.575 habitants

$$\frac{150.000 \times 200.575}{426.672} = 70.514$$

Considérant qu'est ouvert au Budget de l'exercice 1944, sous l'article 34 du chapitre XXX ter, un crédit permettant le mandatement de la part revenant aux Communes ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Des mandats de paiement seront établis au profit des Communes conformément au tableau de répartition ci-après :

Désignation des Communes	Nombre d'habitants	Sommes à répartir
La Madeleine	21.501	7.559
Croix	20.280	7.130
Hellemmes	18.512	6.508
Marcq-en-Barœul	21.322	7.496
Loos	14.362	5.049
Lomme	21.583	7.588
Lambersart	16.197	5.694
Haubourdin	11.001	3.867
Mouvaux	10.068	3.539
Wasquehal	12.167	4.277

Désignation des Communes	Nombre d'habitants	Sommes à répartir
Mons-en-Barœul	8.705	3.060
Ronchin	8.799	3.093
Fâches	7.648	2.689
Saint-André	6.476	2.277
Marquette	6.548	2.302
Flers	7.265	2.554
Wambrechies	4.894	1.721
Quesnoy-sur-Deûle	3.503	1.231
Wattignies	4.075	1.433
Verlinghem	1.191	419
	226.097	79.486

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 15 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu et Approuvé,
conformément aux propositions de M. l'Ingénieur en Chef des
Ponts et Chaussées en date des 26 Mars et 7 Mai 1945.

Lille, le 14 Mai 1945.

Pour le Préfet du Nord,
Le Secrétaire Général Délégué,
Signé : G. DATY.

DESINSECTISATION. — Rue Basse, 26. Mise en demeure.
Oswaldt.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 449 du Code des Arrêtés Municipaux ;

Considérant que la présence de très nombreux insectes a
été constatée dans le logement occupé par M. Oswaldt, 26 rue
Basse, 3^{me} étage à Lille ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Il est enjoint à M. Oswaldt de faire procéder
à la désinfection avec lavage à l'eau de javel du logement qu'il
occupe au 3^{me} étage de l'immeuble sis 26 rue Basse, dans un
délai de trois jours à dater de la notification.

ARTICLE 2. — Faute par M. Oswaldt de faire procéder à cette désinfection dans le délai fixé, l'opération sera effectuée d'office à ses frais et risques ;

ARTICLE 3. — Monsieur le Secrétaire Général de la Mairie, Monsieur le Chef de la 5^{ème} Division sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Commissaire Central de Police.

Hôtel de Ville, le 15 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{ème} Division. Aide-jardinier.
Démission. Xavier Carlier.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Xavier Carlier, aide-jardinier affecté au Service des Promenades et Jardins, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 20 Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 15 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**TRAVAUX. — Rue de Rocroi, 6. Fosse d'aisances.
Mise en demeure. Raimond.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 3 de la loi du 15 Février 1902 sur la Protection de la Santé Publique ;

Vu l'article 36 du Règlement Sanitaire, article 397 du Code des Arrêtés Municipaux, qui précise que les fosses d'aisances seront rigoureusement étanches ;

Considérant que, par suite du mauvais état du cimentage des parois intérieures de la fosse d'aisances de l'immeuble situé rue de Rocroi n° 6, des matières fécales se répandent dans une pièce habitée du sous-sol ce qui constitue un grave danger pour la Santé Publique ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — En raison du grave danger que présente, pour la santé des occupants d'une pièce à usage d'habitation, les infiltrations de matières fécales provenant de la fosse d'aisances de l'immeuble situé rue de Rocroi 6, appartenant à M. Raimond, 22 rue Boileux à Lille, il y a urgence à exécuter les travaux ci-après :

Vider, curer à fond et recimenter la fosse d'aisances. Aussitôt les travaux terminés, faire visiter la fosse par le Service d'Hygiène, afin que celui-ci s'assure de sa parfaite étanchéité.

ARTICLE 2. — Le présent arrêté sera transmis à M. le Préfet en vue de l'exécution immédiate de ces travaux, dans les conditions fixées par l'article 3 de la loi du 15 Février 1902.

Hôtel de Ville, le 16 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Congé avec solde.
Renouvellement. Simon Grulois.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 24 ;

Vu nos arrêtés antérieurs accordant un congé de longue durée à M. Simon Grulois, ex-préposé d'octroi ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de trois mois,

le congé avec solde accordé à M. Simon Grulois, ex-préposé d'octroi, affecté au Service des Promenades et Jardins.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 17 Février 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CODE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX. — Articles 170, 180, 181, 183 et 184. Modifications.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le Code des Arrêtés Municipaux ;

Vu l'arrêté de M. le Préfet du Nord, en date du 30 Novembre 1944, relatif à l'usage des taxis ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les articles 170, 180, 181, 183 et 184 du Code des Arrêtés Municipaux sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Article 170

Tout cocher ou chauffeur doit avoir dix-huit ans au moins. Il doit être muni d'un permis de stationnement, d'un livret personnel et de la carte de la voiture qu'il conduit.

Le permis de stationnement, pour chaque voiture, est délivré par le Service Municipal chargé du contrôle des taxis. Il est valable jusqu'à renonciation formelle faite par le propriétaire de la voiture qui se trouve, jusque là, assujetti au paiement des droits de stationnement.

Les autorisations de stationner sont intransmissibles à des tiers.

Article 180

Les sanctions disciplinaires sont prononcées par le Maire après avis d'une Commission paritaire de discipline qui siège à la Mairie sous la présidence du Maire ou de son délégué.

Cette commission est composée, en outre :

de trois Conseillers municipaux désignés par le Maire, du Commissaire Central de Police ou de son représentant, de quatre délégués des Organisations Syndicales.

La Commission ne peut siéger que si quatre membres au moins sont présents. La parité est nécessaire pour qu'elle puisse délibérer valablement.

Si cette double condition n'est pas réunie, la Commission peut, au bout de quarante huit heures, se réunir à nouveau et délibérer valablement sur les cas inscrits à l'ordre du jour de la première réunion, quel que soit le nombre et la qualité des membres présents.

Les infractions donnent lieu, selon le cas, aux peines disciplinaires suivantes :

- 1°. — l'avertissement ;
- 2°. — la réprimande ;
- 3°. — exceptionnellement l'amende ainsi qu'il est dit ci-après ;
- 4°. — le retrait temporaire du livret de chauffeur ;
- 5°. — le retrait définitif du livret de chauffeur.

Le retrait temporaire ou définitif du livret laisse subsister le permis de stationnement.

Il n'existe aucune corrélation entre les diverses mesures disciplinaires prévues au présent règlement ; les conducteurs peuvent, par suite être frappés d'une peine plus sévère, si la première faute commise justifie l'application de cette mesure.

En cas de majoration, de mauvaise foi, du tarif, la restitution du trop perçu ne peut être considérée comme une peine, une amende, dont la Commission de discipline fixera l'importance et qui sera versée dans la Caisse de Secours des Conducteurs, en sera la sanction disciplinaire.

Le retrait provisoire ou définitif du livret sera la sanction disciplinaire infligée au conducteur s'adonnant à l'ivrognerie dans l'exercice de sa profession.

Article 181

Il est constitué un dossier contenant tous les actes se rapportant à la carrière professionnelle des cochers et chauffeurs (admissions, mutations, peines disciplinaires, etc...).

Tout cocher ou chauffeur objet d'une poursuite disciplinaire a le droit d'obtenir communication de son dossier.

Le conducteur incriminé doit toujours être appelé devant la

Commission. Un délai de cinq jours, à compter de la date de la convocation, lui sera accordé pour préparer ses moyens de défense qu'il pourra présenter par mandataire ou même par avocat.

La Commission de discipline vote, au bulletin secret, sur la sanction à appliquer. La peine disciplinaire proposée par la Commission ne peut être aggravée.

Article 183

Le nombre de taxis automobiles admis à stationner sur le territoire de la Ville de Lille est fixé au maximum qui sera autorisé par M. l'Ingénieur en Chef des Ponts-et-Chaussées.

Les véhicules effectuant le service des taxis porteront sur le radiateur une plaque indiquant, en caractères lisibles, le nom de la Ville, ainsi que le numéro d'ordre qui sera donné par la Municipalité et l'indication « Taxi ».

Les plaques de contrôle seront délivrées aux propriétaires des taxis après dépôt de garantie, à la Recette Municipale, d'une somme de vingt-cinq francs par plaque.

Lorsqu'un véhicule sera retiré de la circulation par suite de départ, de décès, de retrait d'autorisation ou pour toute autre cause, la plaque de contrôle devra être remise à la Recette municipale et il sera fait remboursement de la somme versée en dépôt après retenue, s'il y a lieu, de la valeur de la plaque qui serait détériorée.

Les taxis ne sont autorisés à circuler que dans le rayon indiqué par le laissez-passer spécial délivré par les Services de la Préfecture.

La priorité dans l'usage des taxis est réservé aux blessés, malades, femmes enceintes ou accompagnées d'enfants en bas-âge, mutilés, infirmes, médecins et sages-femmes pour l'exercice de leur profession, ainsi qu'à toute autre personne sur réquisition d'agents de la force publique.

Sont interdits, le dimanche et jours de fêtes, tous transports autres que les transports prioritaires définis ci-dessus.

Article 184

Les emplacements fixés pour le stationnement des taxis automobiles sont répartis comme suit :

1°. — Stationnement de la Gare :

Toutes les voitures placées dans l'axe de la rue du Molinel

partie comprise entre les rues Saint-Genois et de Tournai, l'avant tourné vers la Gare.

2°. — *Stationnement du Théâtre :*

Toutes les voitures placées Boulevard Carnot, le long du trottoir bordant le Grand-Théâtre, de la Place du Théâtre à la rue des Bons-Enfants, l'avant tourné vers la rue des Bons-Enfants.

3°. — *Stationnement de la Place Richebé :*

Voitures placées le long du trottoir bordant le Square, à droite de la statue Faidherbe, l'avant tourné vers la Place de la République.

4°. — *Stationnement de la Place Rihour :*

Voitures placées contour de l'Hôtel de Ville, entre la rue Jean-Roisin et le Monument aux Morts, l'avant tourné vers la Place Rihour.

5°. — *Stationnement de la Place de Strasbourg :*

Trois voitures placées en bordure du trottoir, entre les rues Masséna et Jacquemars-Giélée, l'avant tourné vers la rue Jacquemars-Giélée.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 17 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu

Lille, le 6 Mars 1945.

Pour le Préfet :

Le Secrétaire Général Délégué,

G. DATY

**EXPROPRIATION. — Rue Saint-Sauveur, 4. Indemnité.
Henri Mulle.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 Septembre 1943 qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la réalisation

du plan d'assainissement et des alignements du quartier Saint-Sauveur.

Vu l'arrêté préfectoral du 24 Octobre 1933, approuvant les alignements des voies situées dans le quartier Saint-Sauveur et aux abords de l'Hôtel de Ville.

Vu le décret du 8 Août 1935 modifié par celui du 30 Octobre suivant.

Vu l'ordonnance rendue le 11 Novembre 1943 par Monsieur Labalette, Président du Tribunal Civil de Première Instance de Lille prononçant l'expropriation pour cause d'utilité publique de la propriété située 4 rue Saint-Sauveur nécessaire à la réalisation d'alignement et à l'exécution de travaux d'assainissement.

Attendu que la Ville n'accepte pas les demandes d'indemnités formulées par les intéressés qui ont refusé de traiter à l'amiable.

Attendu que, d'après les dispositions du décret-loi du 8 Août 1935, l'Administration expropriante est tenue de déterminer les propositions qu'elle entend soumettre à la Commission arbitrale d'évaluation.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les sommes à proposer aux propriétaires et autres intéressés par l'expropriation des immeubles situés sur le territoire de la Ville de Lille et désignés par l'ordonnance ci-dessus visée sont et demeurent fixés conformément au tableau ci-dessous :

I. — Propriétaires

N° du plan parcellaire	Indication du cadastre			Désignation des propriétaires, locataires, etc...	Emprise ou occupation	Offre
	Son : N°	Lieudit	Nature			
1	B 1928	Rue Saint- Sauveur	Maison	Mulle Henri Mannoy-du-Nord	24 m2 (totalité)	80.000 Frs.

II. — Locataires

Libre d'occupation.

ARTICLE 2. — Les indemnités ci-dessus reprises sont celles que la Ville de Lille, Administration expropriante entend soumettre à la Commission Arbitrale d'évaluation à laquelle elles

seront présentées, détaillées par mémoire et avec justifications à l'appui, elles seront en outre conformément à l'article 30 du décret-loi du 8 Août 1935, énoncées dans la citation qui sera adressée aux intéressés.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 17 Février 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

Vu et Approuvé,

Lille, le 26 Avril 1945.

Pour le Préfet :

Le Secrétaire Général Délégué,

G. DATY

EXPROPRIATION. — Rue Saint-Michel, 7. Indemnité.

Robert Delgrange.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 Février 1944 qui a déclaré d'utilité publique le projet à entreprendre par la Commune de Lille pour la réalisation des alignements de la rue Saint-Michel ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 Mai 1931 approuvant les alignements des rues comprises dans le plan de reconstruction des quartiers démolis dans lequel se trouve la rue Saint-Michel ;

Vu le décret-loi du 8 Août 1935 modifié par celui du 30 Octobre suivant ;

Vu l'ordonnance rendue le 19 Avril 1944 par M. Labalette, président du Tribunal Civil de Première Instance de Lille, prononçant l'expropriation pour cause d'utilité publique de la propriété située 7 rue Saint-Michel nécessaire à la réalisation d'alignements ;

Attendu que la Ville n'accepte pas les demandes d'indem-

nités formulées par les intéressés qui ont refusé de traiter à l'amiable ;

Attendu que d'après les dispositions du décret-loi du 8 Août 1935, l'Administration expropriante est tenue de déterminer les propositions qu'elle entend soumettre à la Commission arbitrale d'évaluation ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les sommes à proposer aux propriétaires et autres intéressés par l'expropriation des immeubles situés sur le territoire de la Ville de Lille et nécessaires à la réalisation des alignements de la Rue Saint-Michel sont et demeurent fixées conformément au tableau ci-dessous :

I. — Propriétaires

N° du plan parcellaire	Indication du cadastre				Désignation des propriétaires, locataires, etc...	Emprise ou occupation	Offre
	Sec- tion	N°	Lieudit	Nature			
1	I b	2560	Rue Saint- Michel. 7	Maison	Delgrange Robert, 7, rue de Valenciennes, Lille Leprêtre Léonie, veuve Delgrange Louis, 64, rue du Marché, Lille	40 m ² (totalité)	62.500 Frs.

II. — Locataires

Mademoiselle Mariette Devos 40.000 francs
7 Rue Saint-Michel

III. — Sous-Locataires

1°. — Gérard Derippon 500 francs
2°. — Madame Veuve Adrienne Souplet 500 francs

ARTICLE 2. — Les indemnités ci-dessus reprises sont celles que la Ville de Lille, Administration expropriante, entend soumettre à la Commission Arbitrale d'évaluation à laquelle elles seront présentées, détaillées par mémoire et avec justifications à l'appui, elles seront en outre, conformément à l'article 30 du décret-loi du 8 Août 1935, énoncées dans la citation qui sera adressée aux intéressés.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 17 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu et Approuvé,

Lille, le 26 Avril 1945.

Pour le Préfet :

Le Secrétaire Général Délégué,

G. DATY

**EXPROPRIATION. — 1, rue des Vieux-Murs. Cour à l'Eau.
Indemnités à divers.**

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu le décret en date du 19 Janvier 1944 qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'ouverture d'une voie nouvelle entre la rue des Trois-Mollettes et la Place du Concert à Lille ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 21 Septembre 1943 approuvant les alignements de la voie nouvelle ;

Vu le décret-loi du 8 Août 1935 modifié par celui du 30 Octobre suivant ;

Vu l'ordonnance rendue le 25 Février 1944 par Monsieur Labalette, président du Tribunal Civil de Première Instance de Lille prononçant l'expropriation des terrains nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle sus-mentionnée ;

Attendu que la Ville n'accepte pas les demandes d'un certain nombre d'intéressés qui ont refusé de traiter amiablement ;

Attendu que d'après les dispositions du décret-loi du 8 Août 1935, l'Administration expropriante est tenue de déterminer les propositions qu'elle entend soumettre à la Commission arbitrale d'évaluation ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les sommes à proposer aux propriétaires et autres intéressés par l'expropriation des immeubles situés sur le territoire de la Ville de Lille, 1 rue des Vieux-Murs et 2, 4, 8

cour à l'Eau, et nécessaire pour réaliser la nouvelle voie entre la rue des Trois-Mollettes et la Place du Concert sont et demeurent fixées conformément au tableau ci-après :

I. — Propriétaires

No du plan parcellaire	Indication du cadastre				Désignation des propriétaires, locataires, etc...	Emprise ou occupation	Offre
	Sec- tion	No	Lieux dits	Nature			
1	A	896	rue Vieux Murs, 1	Maison	Franchomme Léon, 9, r. Latapie. Pau, par M ^e Pajot Georges, 82, Bd de la Liberté, Lille Desmet Lucie, épouse Franchomme, 9, rue Latapie, Pau, par M ^e Pajot Georges, 82, Bd de la Liberté, Lille.	20 m2 (totalité)	7.500 Frs.
2	A	897	Cour à l'eau, 2	Maison	idem.	24 m2 (totalité)	5.000 Frs.
3	A	898	Cour à l'eau 4	Maison	Héritiers Desrumaux : 1° Marie-Thérèse Des- rumaux, 20, rue au Péterinck, Lille. 2° Allart Pierre, Allart Fernande. Adresses in- connues.	63 m2 (totalité)	8.750 Frs.
5	A	900	Cour à l'eau, 8		Héritiers Facqueur : 1° Facqueur Lucien, 109, rue Notre-Dame, Ron- chin. 2° Facqueur Marie, Fac- queur Prosper, Fac- queur Estelle, Fac- queur Emilienne, Fac- queur Louis, Facqueur Léon. Adresses incon- nues.	39 m2 (totalité)	5.000 Frs.

II. — Locataires

- 1°) Immeubles en ruines — Aucun locataire.
- 2°) Id.
- 3°) Id.
- 5°) Id.

ARTICLE 2. — Les indemnités ci-dessus reprises sont celles que la Ville de Lille, Administration expropriante, entend soumettre à la Commission Arbitrale d'évaluation à laquelle elles seront présentées, détaillées par mémoire et avec justifications à l'appui, elles seront en outre, conformément à l'article 30 du décret-loi du 8 Août 1935, énoncées dans la citation qui sera adressée aux intéressés.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 19 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu et Approuvé,

Lille, le 26 Avril 1945.

Pour le Préfet :

Le Secrétaire Général Délégué,

G. DATY

EXPROPRIATION. — Sentier des Dondaines.

Indemnités à divers.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 19 Octobre 1919 modifiée par celle du 12 Juillet 1941, déclarant d'utilité publique l'expropriation par la Ville de Lille des terrains de la zone grevée de servitude « non ædificandi » destinés à l'œuvre d'utilité publique définie par la loi du 19 Octobre 1919 ;

Vu le décret-loi du 8 Août 1935 modifié par celui du 30 Octobre suivant ;

Vu l'ordonnance rendue le 3 Décembre 1943 par Monsieur Labalette, président du Tribunal Civil de Première Instance de Lille, prononçant l'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains grevés de la servitude « non ædificandi » repris au cadastre de la Ville de Lille sous le N° 1.548 ter de la Section C ;

Attendu que la Ville n'accepte pas les demandes d'indemnités formulées par les intéressés qui ont refusé de traiter à l'amiable ;

Attendu que d'après les dispositions du décret-loi du 8 Août 1935, l'Administration expropriante est tenue de déterminer

les propositions qu'elle entend soumettre à la Commission arbitrale d'évaluation :

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les sommes à proposer aux propriétaires et autres intéressés par l'expropriation des immeubles situés sur le territoire de la Commune de Lille et désignés par l'ordonnance ci-dessus visée sont et demeurent fixées conformément au tableau ci-dessous :

I. — Propriétaires

N° du plan parcellaire	Indication du cadastre				Désignation des propriétaires, locataires, etc...	Emprise ou occupation	Offre
	Sec- tion	N°	Lieu dit	Na- ture			
1	C	1548 ter	Sentier des Dondai- nes	jar- din	Bouhebent Georges, chez M. André Bouhebent, impasse Kerlerec, à Quimper (Finistère). M ^{me} Georges Bouhebent, chez M. André Bouhe- bent, impasse Kerlerec à Quimper (Finistère). Bouhebent Lucien, Cas- tel - Landes, Gornac (Gironde). M ^{lle} Bouhebent Jeanne, Castel-Landes, à Gor- nac (Gironde). Bouhebent Charles, Cas- tel - Landes, à Gornac (Gironde). Bouhebent Edouard, Cas- tel - Landes, à Gornac, (Gironde).	5.366 m2	134.150 Frs.

II. — Locataires

Accord amiable

ARTICLE 2. — Les indemnités ci-dessus reprises sont celles que la Ville de Lille, Administration expropriante, entend soumettre à la Commission Arbitrale d'évaluation à laquelle elles seront présentées, détaillées par mémoire et avec justifications à l'appui, elles seront en outre, conformément à l'article 30 du décret-loi du 8 Août 1935, énoncées dans la citation qui sera adressée aux intéressés.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 17 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu et Approuvé,

Lille, le 26 Avril 1945.

Pour le Préfet :

Le Secrétaire Général Délégué,

G. DATY

EXPROPRIATION. — Chemin des Morts. Cité de l'Argillière.
Indemnité à divers.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 19 Octobre 1919, modifiée par celle du 12 Juillet 1941, déclarant d'utilité publique l'expropriation par la Ville de Lille des terrains de zone grevée de servitude « non ædificandi » destinés à l'œuvre d'utilité publique définie par ladite loi du 19 Octobre 1919 ;

Vu le décret-loi du 8 Août 1935 modifié par celui du 30 Octobre suivant ;

Vu l'ordonnance rendue le 6 Janvier 1943 par Monsieur A. Labalette, Président du Tribunal Civil de Première Instance de Lille, prononçant l'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains grevés de la servitude « non ædificandi » repris au cadastre de la Commune de Lille, sous les N^{os} 2.968 à 2.972 de la section D et situés Chemin des Morts et rue de l'Argillière ;

Attendu que la Ville de Lille n'accepte pas la demande d'indemnité formulée pour les intéressés ;

Attendu que d'après les dispositions du décret-loi du 8 Août 1935, l'Administration expropriante est tenue de déterminer les propositions qu'elle entend soumettre à la Commission arbitrale d'évaluation ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les sommes à proposer aux propriétaires et autres intéressés par l'expropriation des immeubles situés sur le territoire de la Ville de Lille et désignés par l'ordonnance ci-dessus visée de M. le Président du Tribunal Civil de Lille sont et demeurent fixées conformément au tableau ci-dessous :

I. — Propriétaires

N° du plan parcellaire	Indication du cadastre				Désignation des propriétaires, locataires, etc...	Emprise ou occupation	Offre
	Sec- tion	N°	Lieudit	Nature			
1	D	2968	1, 3, 5,	Sol	M ^{me} veuve Lapôtre	47 m ²	9160 Frs.
2	D	2969	ch. des morts	Maison	Maurice, 3, r. Van-	40 m ²	
3	D	2970	6, r. de		del-Oyonnax (Ain)	38 m ²	
4	D	2971	l'Argillière		et M ^{me} veuve Lapô-	72 m ²	
5	D	2972	2, r. de l'Argillière		tre Henri, née Bou- langer Alice, 17, r. Ar. - Briand, Calais (Pas-de-Calais)	32 m ² (totalité)	

II. — Locataires

Immeubles sinistrés — en ruines — Aucun locataire

ARTICLE 2. — Les indemnités ci-dessus reprises sont celles que la Ville de Lille, Administration expropriante, entend soumettre à la Commission Arbitrale d'évaluation à laquelle elles seront présentées détaillées par mémoire et avec toutes justifications à l'appui ; elles seront, en outre, conformément à l'article 30 du décret-loi du 8 Août 1935, énoncées dans la citation qui sera adressée aux intéressés.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 20 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu et Approuvé,

Lille, le 26 Avril 1945.

Pour le Préfet :

Le Secrétaire Général Délégué,

G. DATY

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.
Palefrenier. Démission. Jean Hugon.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 7 Février 1945 par laquelle M. Jean Hugon, palefrenier affecté au Service de la Propreté Publique, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jean Hugon, palefrenier affecté au Service de la Propreté Publique, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Février 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division. Expéditionnaire.
Démission. M^{me} Yvonne Dupret.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 7 Février 1945 par laquelle Madame Yvonne Dupret, expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Yvonne Dupret, expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé

de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 7 Février 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 3^{me} Division. Expéditionnaire.
Démission. Jacques Lefebvre.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

- Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 3 Février 1945 par laquelle M. Jacques Lefebvre, expéditionnaire affecté à la 3^{me} Division, Service des Prestations, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jacques Lefebvre, expéditionnaire affecté à la 3^{me} Division, service des Prestations, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 5 Février 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Février 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division. Congé sans solde.
Renouvellement. Marcel Berguerre.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 30 Janvier 1945 par laquelle M. Marcel Berguerre, magasinier affecté au 3^{me} Bureau de la 1^{re} Division, sollicite le renouvellement de son congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de trois mois, le congé sans solde accordé à M. Marcel Berguerre, magasinier affecté au 3^{me} bureau de la 1^{re} Division.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé, M. Berguerre ne pourra réintégrer ses fonctions qu'autant qu'une vacance d'emploi existera dans le service et sous réserve d'un avis favorable émis par l'Administration Municipale à la demande que devra formuler l'intéressé, en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Février 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.
Balayeur. Nomination. Arthur Meunier.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Arthur Meunier, né le 27 Février 1904, est nommé balayeur affecté au Service de la Propreté Publique en remplacement de M. Kléber Thirmon, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Meunier est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.800 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Promenades et Jardins. Manœuvre spécialisé. Nomination.
Jules Verhaeghe.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;
Sur la proposition de M. le Directeur du Service des
Promenades et Jardins ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jules Verhaeghe, né le 29 Août 1888, manœuvre temporaire affecté au Service des Promenades et Jardins est nommé manœuvre spécialisé en remplacement de M. Jules Dutilleul, retraité.

ARTICLE 2. — M. Verhaeghe est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Février 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Promenades et Jardins. Manœuvre spécialisé. Nomination.
Albert Dorangeville.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;
Sur la proposition de M. le Directeur du Service des
Promenades et Jardins ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Albert Dorangeville, né le 14 Mai 1898, manœuvre temporaire affecté au Service des Promenades et Jardins, est nommé manœuvre spécialisé en remplacement de M. Pierre Debosque, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Dorangeville est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Promenades et Jardins. Manœuvre spécialisé. Nomination.

Roger Desmet.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Sur la proposition de M. le Directeur du Service des Promenades et Jardins ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Roger Desmet, né le 7 Décembre 1928, manœuvre temporaire affecté au Service des Promenades et Jardins, est nommé manœuvre spécialisé en remplacement de M. André Imbert.

ARTICLE 2. — M. Desmet est versé dans la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 1.885 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 3^{me} Division. Expéditionnaire.
Nomination. Albert Pollet.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu les 20 Janvier et 4 Février 1945 pour l'emploi d'expéditionnaires ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Albert Pollet, né le 19 Octobre 1927, coursier affecté au Service du Courrier, est nommé expéditionnaire au 3^{me} Bureau de la 3^{me} Division en remplacement de M. Gabriel, réintégré dans la Police d'État.

ARTICLE 2. — M. Pollet est versé dans la catégorie III du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.175 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Tous Services et Divisions.
Promotions. Février 1945.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du personnel auxiliaire est fixé comme suit, à compter du 1^{er} Février 1945 :

Noms et Prénoms	Fonction	Division	Classe	Traitement
<i>Catégorie I</i>				
Thomazie Suzanne	Concierge	Lycée	6 ^{me}	2.750
<i>Catégorie II</i>				
Lecoutre François	Contrôleur Eaux	2 ^{me}	5 ^{me}	3.100
Saingier Joséphine	Surveillante	4 ^{me}	2 ^{me}	3.300
<i>Catégorie III</i>				
Bideaux René	Exp. Enquêteur	4 ^{me}	5 ^{me}	3.100
Briquet Henri	Expéditionnaire	1 ^{re}	5 ^{me}	3.100
François Léon	Exp. Enquêteur	4 ^{me}	5 ^{me}	3.100
Laurent Jean	Expéditionnaire		3 ^{me}	3.300
Peryckel Hippolyte	Expéditionnaire	2 ^{me}	2 ^{me}	3.400
Uytterhaeghe Gaston	Enquêteur	4 ^{me}	5 ^{me}	3.100
Vanholme Roger	Expéditionnaire	4 ^{me}	5 ^{me}	3.100
Carette Laure	Expéditionnaire	1 ^{re}	5 ^{me}	3.000
Lorthioir Andrée	Expéditionnaire	1 ^{re}	7 ^{me}	2.800
Tourneur Jacqueline	Expéditionnaire	1 ^{re}	6 ^{me}	2.900
<i>Catégorie IV</i>				
Gonnet Jules	Exp. Chef centre	1 ^{re}	5 ^{me}	3.300
Vergult Madeleine	Exp. Chef centre	1 ^{re}	5 ^{me}	3.200 (Ancienneté fixée au 1.1.45)
<i>Catégorie V</i>				
Dubois Camille	Commis	1 ^{re}	5 ^{me}	3.450
Decourcelle Noémie	Sténo-dactylo	4 ^{me}	5 ^{me}	3.350
<i>Catégorie VI</i>				
Cooren Robert	Secrétaire d'Administration	2 ^{me}	4 ^{me}	3.800
<i>Catégorie VII</i>				
Gossens Gaston	Balayeur	2 ^{me}	1 ^{re}	2.950
Vandenbussche G.	Veilleur de nuit	1 ^{re}	3 ^{me}	2.850
<i>Catégorie VIII</i>				
Robert Elise	Cuisinière	1 ^{re}	1 ^{re}	2.950

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Février 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division. Mutation.
Alfred Vandenboosche.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Alfred Vandenbossche, Commis auxiliaire affecté au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, est muté en la même qualité au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 21 Février 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Agents mineurs. Salaires.
Promotions diverses.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le salaire mensuel des agents mineurs ci-après désignés, est fixé comme suit, à compter du 1^{er} Février 1945 ;

Noms et Prénoms	Fonction	Divon	Date de naissance	Réduction	Traitement
<i>Catégorie I</i>					
Favre Jean	Coursier	1 ^{re}	15 Janvier 1927	10 %	2.520
Lamerand Pierre	Coursier	S. G.	4 Janvier 1930	45 %	1.540
Patteuws Pierre	Coursier	do	15 Janvier 1929	35 %	1.820
Poutrain Robert	Coursier	do	14 Janvier 1928	25 %	2.100
Villette André	Coursier	do	19 Janvier 1929	35 %	1.820
<i>Catégorie VIII</i>					
Lefief Raymond	Aide-jardinier	2 ^{me}	25 Janvier 1929	35 %	1.885

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 22 Février 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Rétablissement situation.

Michel Dehaese.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu les ordonnances en date des 4 Juillet 1943 et 29 Novembre 1944 visant la situation des agents des départements et communes ayant subi un préjudice de carrière depuis le 16 Juin 1940 ;

Considérant que M. Michel Dehaese, employé expéditionnaire a fait l'objet, de la part de l'autorité allemande et pour des faits d'ordre patriotique, d'une mesure d'incarcération s'étendant du 11 Mars 1942 au 20 Août 1942 ;

Qu'il a, pendant cette période, perdu le bénéfice des traitements et salaires auxquels il pouvait normalement prétendre ;

Qu'il y a lieu, dans ces conditions, de réparer le préjudice qui lui a été ainsi causé ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Michel Dehaese, expéditionnaire du cadre auxiliaire, est rétabli dans la situation administrative telle qu'elle se comportait à la date de sa cessation de fonctions. Il bénéficiera en conséquence des dispositions prévues par les ordonnances susvisées en ce qui concerne notamment le mandatement de son salaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 22 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**IMMEUBLES MENAÇANT RUINES. — Rue Baudin,
Cour Parent, 7, 8 et 15. Injonction Maene.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'ordonnance en date du 8 Février 1945 par laquelle M. le Juge de Paix du 3^{me} Arrondissement judiciaire de la Ville de Lille a nommé M. Auguste Corbeau, architecte, 3 Avenue Germaine à La Madeleine, expert chargé d'examiner l'état des bâtiments portant les N^{os} 7, 8 et 15 de la cour Parent rue Baudin et de déterminer le caractère et l'imminence du péril qu'il présente ;

Vu le rapport de l'expert dressé le 17 Février et concluant ainsi qu'il suit :

N^o 7 cour Parent. Il en résulte que le péril est imminent et que cette maison est à démolir sans délai.

N^o 8 cour Parent. En ce moment le péril a été circonscrit provisoirement par les dispositions prises par le locataire du N^o 7 M. Degetter. Mais cela n'est que provisoire et il est constant qu'il y a menace d'écroulement de cette maison et que le péril est imminent. Nous concluons donc à la démolition.

N^o 15 cour Parent. Étant donné la constitution de cette maison et sa vétusté, il en résulte qu'elle n'est plus habitable et menace ruine. Nous concluons donc à la démolition.

Considérant que l'état des bâtiments dont il s'agit présente un danger véritable pour la sécurité des habitants que d'après le rapport susvisé, il y a péril imminent ;

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu la loi du 21 Juin 1898 modifié par le décret-loi du 30 Octobre 1935 ;

Vu le Code des Arrêtés Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Edouard Maene, demeurant Route de Gondecourt à Houplin, propriétaire des immeubles sis à Lille 7, 8 et 15 cour Parent, rue Baudin, est mis en demeure dans les trois jours qui suivront la notification du présent arrêté, à faire réparer ou démolir lesdits immeubles.

ARTICLE 2. — Dans le cas où M. Edouard Maene refuserait de se conformer à cette injonction, il nous fera connaître le nom

de l'expert qu'il aura choisi pour procéder contradictoirement à la constatation de l'état des bâtiments et dresser rapport.

ARTICLE 3. — Si, à l'expiration du délai imparti, Monsieur Edouard Maene, n'a pas fait cesser le péril et faute par lui de désigner un expert, il sera passé outre et le rapport susvisé de M. Corbeau, architecte-expert de l'administration, sera transmis au Conseil de Préfecture.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Edouard Maene suivant la forme réglementaire.

Hôtel de Ville, le 26 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu

Lille, le 6 Mars 1945.

Pour le Préfet :

Le Secrétaire Général Délégué,

G. DATY

DÉSINFECTION. — Logement Bernier. Rue Froissart. 2.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 449 du Code des Arrêtés Municipaux ;

Considérant qu'un grand état de malpropreté a été constaté dans le logement occupé par M. Bernier, 2 rue Froissart au 3^{me} étage ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Il est enjoint à Monsieur Bernier de faire procéder à la désinfection avec lavage à l'eau de Javel du logement qu'il occupe au 3^{me} étage de l'immeuble sis 2 rue Froissart, dans un délai de trois jours à dater de la notification.

ARTICLE 2. — Faute par M. Bernier de faire procéder à cette désinfection dans le délai fixé, l'opération sera effectuée à ses risques et périls.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie, M. le Chef de la 5^{me} Division, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à M. le Commissaire Central de Police.

Hôtel de Ville, le 27 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division. Expéditionnaire.
Démission. M^{me} Irène Dehaese.**

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 21 Février 1945 par laquelle M^{me} Irène Dehaese, expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Irène Dehaese, expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 21 Février 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Congé sans solde.
Léon Delbé.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 20 Février 1945 par laquelle M. Léon Delbé, Secrétaire d'administration affecté au Service de la Propreté Publique sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de six mois, sans solde, est accordé à M. Léon Delbé, Secrétaire d'administration affecté au Service de la Propreté Publique.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé, M. Delbé ne pourra réintégrer ses fonctions qu'autant qu'une vacance d'emploi existera dans le service et sous réserve d'un avis favorable émis par l'Administration Municipale à la demande que devra formuler l'intéressé, en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 25 Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division. Théâtre Sébastopol.
Aide-électricien. Jean Van Moer.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire :

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Jean Van Moer, affecté au théâtre Sébastopol en qualité d'aide-électricien, appelé sous les drapeaux, doit cesser de lui être mandaté à compter du 27 Janvier 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division. Enquêteur.
José Rocha.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. José Rocha, affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division en qualité d'enquêteur, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à compter du 25 Février 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Aide-jardinier.
Marcel Goussin.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Marcel Goussin, affecté au Service des Jardins en qualité d'aide-jardinier, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 28 Février 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.
Théâtre Sébastopol. Machiniste. Suspension de traitement.
René Leroux.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. René Leroux, affecté au Théâtre Sébastopol en qualité de machiniste appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 16 Mars 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SAPEURS-POMPIERS. — Caporal. Suspension de traitement.
Henri Lobert

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Henri Lobert affecté au Bataillon des Sapeurs-Pompiers, en qualité de caporal, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 1^{er} Mars 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SAPEURS-POMPIERS. — Sapeur. Suspension de traitement.
Marcel Weens.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Marcel Weens, affecté au Bataillon des Sapeurs-Pompiers en qualité de sapeur, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 1^{er} Mars 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division. Bains.
Suspension de traitement. Jules Choquel.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Jules Choquel, affecté aux Bains du boulevard de la Liberté, en qualité de cabinier, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 10 Mars 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Téléphoniste.
Suspension de traitement. André Desrumaux.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. André Desrumaux affecté au Service des Bâtiments en qualité de téléphoniste, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 6 Mars 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Téléphoniste.
Suspension de traitement. Jean Wanaverbecq.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Jean Wanaverbecq affecté au Service des Bâtiments en qualité de téléphoniste, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 6 Mars 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Transports.
Suspension de traitement. Daniel Jones.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Daniel Jones, affecté au Service des Transports en qualité de chauffeur, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 4 Mars 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Mètreur.
Suspension de traitement. Robert Dupret.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Robert Dupret, affecté au Service des Bâtiments en qualité de mètreur, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 8 Mars 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SAPEURS-POMPIERS. — Indemnité de logement.
Suppression. Caporal Roger Boterdael.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

Considérant que le caporal Roger Boterdael, du Corps des Sapeurs-Pompiers, bénéficie présentement d'un logement en caserne, et qu'il y a lieu, en conséquence, de le rayer de la liste du personnel bénéficiant des avantages accordés aux sapeurs non logés ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le caporal Roger Boterdael, logé désormais en caserne, cessera de bénéficier de l'indemnité de 4.300 francs allouée aux sapeurs-Pompiers non bénéficiaires d'avantages en nature.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division. Réintégration.
Raoul Camu.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu l'arrêté interministériel du 20 Février 1943 portant suppression de l'Octroi ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 13 Octobre 1942 visant les mesures de transfert du personnel de l'Octroi dans les services municipaux ;

Vu la lettre en date du 2 Juillet 1943 par laquelle M. Raoul Camu, ex-préposé en chef, directeur de l'Octroi, accepte, parce

que « contraint et forcé », l'offre de mise à la retraite qui lui est adressée par l'Administration Municipale ;

Vu la demande de réintégration formulée par M. Raoul Camu ;

Vu les éléments du dossier ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 19 Décembre 1944, approuvée par M. le Préfet du Nord le 15 Janvier 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Raoul Camu, ex-préposé en chef, directeur de l'octroi, est réintégré dans les Services Municipaux.

ARTICLE 2. — M. Raoul Camu prendra en charge les Services de l'Etat-Civil, des Cimetières, des Foires et Kermesses.

ARTICLE 3. — M. Raoul Camu est versé dans la 1^{re} classe de la catégorie des chefs de division, au traitement annuel de 50.000 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Août 1943.

ARTICLE 4. — Les décisions antérieures concernant la mise à la retraite de M. Camu et la liquidation de sa pension deviennent sans objet et donneront lieu à règlement de compte.

ARTICLE 5. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Etat-Civil. Cimetières.
Foires et Kermesses. Prise en charge. Raoul Camu.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu notre arrêté en date du 31 Décembre 1941 fixant la répartition et les attributions des différents services municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Jusqu'à nouvel ordre, les services de l'Etat-Civil, des Cimetières (1^{re} Division) des Foires et Kermesses seront pris en charge par M. Camu, ex-directeur de l'Octroi.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Bûcheron.
Démission. Alfred Gadenne.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Alfred Gadenne, bûcheron affecté à la 2^{me} Division, Service des Bâtiments, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.
Balayeur. Nomination. Léon Chrétien.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Léon Chrétien, né le 25 Février 1891, est nommé balayeur affecté au Service de la Propreté Publique en remplacement de M. Alfred Cauberghs, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Chrétien est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.800 francs.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Economat. Femmes de service.
Nominations. M^{mes} Clémence Depraitre et Berthe Goeminne.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{mes} Clémence Depraitre, née le 22 Mars 1913 et Berthe Goeminne, née le 15 Août 1908, sont nommées femmes de service affectées au 2^{me} Bureau de la 4^{me} Division en remplacement de M^{mes} Schapman et Lemaitre, démissionnaires.

ARTICLE 2. — M^{mes} Depraitre et Goeminne sont versées dans la 4^{me} classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire et recevront un salaire mensuel de 2.700 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SAPEURS-POMPIERS. — Sapeur. Nomination.
Charles Deconynck.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

Vu l'arrêté de M. le Préfet du Nord en date du 5 Juin 1929 fixant à 150 unités, cadres compris, l'effectif du Corps des Sapeurs-Pompiers de Lille ;

Vu, par ailleurs, les lettres de M. le Préfet du Nord, en date des 17 Septembre 1942 et 9 Février 1943, 1^{re} Division, 1^{er} Bureau proposant le renforcement des effectifs qu'il estime devoir être fixés à 180 unités ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Charles Deconynck, Sapeur-Pompier du Cadre Secondaire, né le 21 Mai 1905, est nommé sapeur-pompier professionnel à compter du 15 Février 1945.

ARTICLE 2. — M. Deconynck qui n'est pas logé, bénéficiera du traitement et des indemnités diverses prévues en faveur des sapeurs-pompiers du cadre principal.

ARTICLE 3. — Son admission au bénéfice de la Caisse des Retraites ainsi que sa titularisation ne pourront intervenir que dans la mesure où la qualité de fonctionnaire aura été reconnue à cet agent par l'approbation de la délibération à intervenir prévue par l'article 3 de la loi du 9 Septembre 1943.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Février 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

HYGIÈNE. — Statistique Sanitaire du mois de Février 1945.

I. — RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

MARIAGES	DIVORCES	NAISSANCES (mort-nés non compris)			MORT-NÉS			DÉCÈS (mort-nés non compris)	ENFANTS MIS EN NOURRICE		
		Légitimes	Illégitimes	Total	Légitimes	Illégitimes	Total		NÉS dans la commune PLACÉS hors de la commune	NÉS hors de la commune PLACÉS dans la commune	NÉS dans la commune
104	29	303	69	372	7	4	11	346	3	1	1

II. — RÉPARTITION DES DÉCÈS PAR CAUSE ET PAR AGE

(MORT-NÉS NON COMPTÉS)

(Ce tableau doit comprendre tous les décès sans exception survenus sur le territoire de la commune)

NUMÉROS d'ordre	CAUSES DE DÉCÈS (Nomenclature internationale)	MOINS de 1 an	De 1 à 19 ans	De 20 à 39 ans	De 40 à 59 ans	De 60 ans et au delà	TOTAUX
1	Fièvre typhoïde ou paratyphoïde (Typhus abdominal).....	0	0	0	0	0	0
2	Typhus exanthématique.....	0	0	0	0	0	0
3	Fièvre et Cachexie paludéennes.....	0	0	0	0	0	0
4	Variole.....	0	0	0	0	0	0
5	Rougeole.....	0	0	0	0	0	0
6	Scarlatine.....	0	0	0	0	0	0
7	Coqueluche.....	0	0	0	0	0	0
8	Diphtérie et Croup.....	2	0	0	0	0	2
9	Grippe.....	1	0	0	0	0	1
10	Choléra asiatique.....	0	0	0	0	0	0
11	Entérite cholériforme.....	0	0	0	0	0	0
12	Autres maladies épidémiques.....	0	0	0	0	0	0
13	Tuberculose de l'appareil respiratoire.....	0	2	8	6	1	17
14	Tuberculose des méninges ou du système nerveux central.....	0	2	1	0	0	3
15	Autres Tuberculoses.....	0	0	0	0	1	1
16	Cancer et autres Tumeurs malignes.....	0	1	0	7	27	35
17	Meningite simple.....	3	3	0	2	0	8
18	Hémorragie et Ramollissement du cerveau.....	0	0	0	2	17	19
19	Maladies du cœur (non compris angine de poitrine)	1	0	2	5	39	47
20	Bronchite aiguë (y compris les bronchites sans épithète de moins de 5 ans).....	5	0	0	0	1	6
21	Bronchite chronique (y compris les bronchites sans épithète de 5 ans et plus).....	0	0	0	0	3	3
22	Pneumonie.....	0	0	0	0	9	9
23	Autres Affections de l'appareil respiratoire (Phtisie exceptée).....	21	3	0	10	32	67
24	Affections de l'estomac (Cancer excepté).....	0	0	2	0	0	2
25	Diarrhée et Entérite (Au-dessous de deux ans) ..	0	1	0	0	0	10
26	Appendicite et Typhlite.....	0	0	0	0	0	0
27	Hernie, Obstruction intestinale.....	0	0	1	0	4	5
28	Cirrhose du foie.....	0	0	0	0	1	1
29	Néphrite aiguë ou chronique.....	0	1	1	1	5	8
30	Tumeurs non cancéreuses et autres affections des organes génitaux de la femme.....	0	0	0	0	1	1
31	Septicémie puerpérale (Fièvre, Péritonite, Phlébite puerpérales).....	0	0	0	0	0	0
32	Autres accidents puerpéraux de la grossesse et de l'accouchement.....	0	0	0	0	0	0
33	Débilité congénitale et Vices de conformation ..	2	0	0	0	0	2
34	Sénilité.....	0	0	0	1	12	13
35	Morts violentes (suicide excepté).....	0	4	6	7	10	27
36	Suicide.....	0	0	0	0	0	0
37	Autres Maladies.....	3	3	2	7	29	44
38	Maladie inconnue ou mal définie.....	2	0	6	4	3	15
	TOTAUX.....	50	20	29	52	195	34

BULLETIN ADMINISTRATIF

SOMMAIRE

Conseil Municipal :

Commission :

Commission administrative du Bureau de Bienfaisance	213
Commission administrative de l'œuvre des invalides du travail	225

Police Administrative :

Etat-Civil :

Médecin. Nomination. Williatte	240
Médecin. Dr Tajchner	283

Voirie :

Interruption de circulation :

Rue Jordaens	282
--------------------	-----

Dénomination de rues :

Commission spéciale	275
---------------------------	-----

Enseignement des Beaux-Arts :

Conservatoire :

Commission de surveillance et de Patronage. Nominations	230-231
Professeur. Tallon	281
Cours de violon. Durée des Cours Augmentation	286

Cours Municipaux :

Cours professionnels :

Professeurs. Année scolaire 1944-1945	288
---------------------------------------------	-----

Cours de formation professionnelle :

Indemnités. Cuvillier Maurice. Fontaine Adolphe	287
------------------------------------------------------	-----

Œuvres Diverses :

Hébergement des indigents de passage :

Convention Kencherian	211
-----------------------------	-----

Prime à la natalité :

Exercice 1945. 1 ^{re} fraction. Bénéficiaires	234
Exercice 1944. 1 ^{re} fraction. Bénéficiaires	232
Exercice 1943. Retardataires. 2 ^e fraction	235
Augmentation du taux. Rappels	254

Dépenses :

Régisseur :

Conservatoire. Gaujac	236
-----------------------------	-----

Alimentation :

Abattoirs :

Location de locaux	213
--------------------------	-----

Hygiène :

Statistique sanitaire :

Mois de Mars	310
--------------------	-----

Police :

Voie publique :

Commission d'examen des chauffeurs de taxis. Modifications	214
Commission de discipline des chauffeurs de taxis. Nominations	215
Interruption de circulation. Rue Jordaens	253

Sercices Municipaux :

Cadre principal :

Promotions tous services et divisions	226-261
Ex-agents de l'octroi. Reclassement. Commis	215

Secrétariat général :

Nomination : Stéphanie Teilliez	262
Congé sans solde : René Muchery	272

Première division :

Mutations. Arsène Chatelet. Alfred Burggraeve	281
-----------------------------------------------------	-----

Deuxième division :

Indemnité de fonctions à divers	283
Mutation : Marceau Cnudde	226
Congé avec demi-solde : Henri Bart	261

Sapeurs-pompiers :

Suspension de traitement :

Elie Masse	285
Emile Cochez	286

Cadre auxiliaire :

Nominations de divers. Secrétaires d'Administration ..	252
Promotions. Tous services et divisions	240
Salaires. Agents mineurs	238
Reclassements	280

Secrétariat général :

Nominations.

Bapaume René	277
Beurrier Albert	277
Demanne Pierre	277
Pauwels Robert	277
Sehacht Jean	277
Verro Emile	277
Huyghe Roger	276

Congé sans solde :

France Lebeau	274
M ^{me} Vernet	228

Suspension de traitement :

Gustave Boin	221
--------------------	-----

Première division :

Nominations. Démission :

Louis Deplanque	279
Charles Quintin	279
Marie Delire	278
Geneviève Depasse	237

Deuxième division :

Nominations. Mutations. Démissions :

Louis Isbled	277
Fernand Rieu	277
Marcel Demulder	264
Robert Durut	264
Albert Tournemine	263
Oscar Bourdon	229
Marcel Vervenne	229
Gaston Gossens	227
Roger Leclercq	224
Louis Carrez	222
Ernest Guillouard	227
Georges Botte	239
Louis Vanlierde	229

Suspension de traitement. Pierre Buyens	284
-----------------------------------------------	-----

Troisième division :

Nominations :

Paul Dotte	271
Marcel Moreau	224

Ernest Debou	224
Marcelle Menet	223
Indemnité de caisse. Pollet	238
<i>Quatrième division :</i>	
Nomination. Démission	
Georges Maerten	273
Marcel Bruyère	273
Suspension de traitement :	
Jean Stichelbout	221
Gaston Crombet	222
Claude Gerstner	265
 Caisse des Retraites :	
<i>Généralités :</i>	
Commission mixte	292
Anciens agents municipaux retraités par la Caisse Nationale. Complément de pension « Vieux travailleurs »	299
 <i>Versements :</i>	
Autorisations :	
Paul Bomart	242
Henri Hof	243
Paul Rossé	244
Christiane Hugot	245
Andrée Desquiens	246
Fernande Broutin	247
Huguette Louvet	248
Agnès Boulanger	249
Cécile Wagnon	250
Georgette Evans	251
Yvonne De Muynck	266

Pauline Dujardin	267
Yvonne Polaert	268
Jeanne Leblanc	269
Gustave Carlier	270

Liquidation de pension :

Albert Baussart	308
Veuve Ernest Briche	306
Veuve François Lecomte	305
Julien Comère	304
Veuve Aimable Dewattine	303
Veuve Florent Delcambre	302
Veuve Léon Mouraux	301
Maria Teielynck	275

Révision de pensions :

Bénéficiaires	297
---------------------	-----

ŒUVRES DIVERSES. — Hébergement des Indigents de passage.

Convention. Keuckerian

des 5 Février et 14 Mars 1945

Convention passée entre la Ville et M. Keuckerian, Directeur de l'Armée du Salut, 159, rue Gustave-Delory, en vue de l'hébergement des indigents de passage, pendant l'année 1945, moyennant paiement par la Ville d'une redevance journalière de 7 frs 50 par indigent sans que cette indemnité puisse être inférieure à 75 francs. Le montant de la redevance due pour l'hébergement des indigents pendant l'année 1945 est évalué à 54.750 francs.

Enregistré le 30 Mars 1945, volume 74 A folio 5 n° 45.

Entre les soussignés :

M. Jules Claes, Conseiller municipal délégué de la Ville de Lille, demeurant en cette ville, agissant au nom de la Ville de Lille, en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 22 Janvier 1945 qui sera soumise en même temps que les présentes à l'approbation de M. le Préfet du Nord,

d'une part,

Et M. Keuckerian, Directeur de l'Armée du Salut, demeurant à Lille, 159, rue Gustave Delory,

d'autre part,

Il a été fait la convention suivante :

M. Keuckerian assurera l'hébergement des personnes sans abri, munies d'un bon de logement délivré par M. le Commissaire Central de Police, pendant la période du premier Janvier au trente et un Décembre mil neuf cent quarante-cinq, moyennant paiement par la Ville d'une redevance journalière de sept francs cinquante par indigent. A cet effet, il déposera à la fin de chaque mois à l'appui de son mémoire, à titre de justification, un état des personnes logées, accompagné des bons de logement que lui remettront les indigents. La redevance ne pourra être inférieure à 75 frs par jour.

Chaque réfugié aura droit à deux repas composés le soir d'une soupe et d'un plat de légumes, le matin de café, les indigents étant tenus d'apporter leur pain.

Il est bien entendu que les réfugiés seront traités avec toute la condescendance due à des malheureux, que la nourriture sera saine et que les locaux seront tenus en parfait état de propreté.

Il est convenu que M. Keuckerian devra se conformer aux prescriptions relatives à la salubrité des logements loués en garni fixées par le Code des Arrêtés municipaux, articles 449, 755 et 757.

Il sera tenu de disposer à côté de chaque lit un crachoir contenant un liquide antiseptique. Tout particulièrement, il devra informer le bureau d'Hygiène en cas de maladies qui viendraient à se produire dans son établissement. Si le ou la malade n'a pas de médecin attitré, la Ville requerra un médecin qui ira constater la nature de la maladie.

M. Keuckerian sera tenu de déférer aux injonctions qui lui seront adressées à la suite de cette visite, notamment en ce qui concerne l'isolement des malades, la désinfection des linges, des vêtements et des locaux.

Il ne recevra les réfugiés ou personnes sans abri que sur le vu d'un certificat d'hébergement signé soit par M. le Maire de Lille ou ses adjoints, soit par M. le Commissaire Central ou MM. les Commissaires de Police de la Ville de Lille.

FRAIS

Les frais de timbre et d'enregistrement des présentes seront supportés par M. Keuckerian qui s'y oblige.

Le montant de la redevance due par la Ville pour l'hébergement des indigents pendant l'année 1945 est évalué pour l'enregistrement à cinquante quatre mille sept cent cinquante francs.

Dont acte.

Fait et signé en double à Lille, le 5-2-1945.

Signé : CLAES.

Signé : KEUCKERIAN.

Enregistré à Lille (Adm.) le 30-3-1945
Vol. 74 A folio 5 n° 45 à 150. Reçu: 548 frs

Signé : *Illisible.*

Vu et approuvé,

Lille, le 14 Mars 1945

Pour le Préfet,

Le Secrétaire général délégué :

Signé : *Illisible.*

ABATTOIRS. — Location de locaux

du 13 Mars 1945

Bail par lequel la Ville accorde à la Société Le Progrès la location de trois hangars, un local contigu, un magasin aux Abattoirs, pour deux années à compter du 1^{er} Janvier 1945, moyennant un loyer annuel de 10.000 francs, plus charges évaluées au quart du loyer.

Enregistré le 19 Mars 1945, volume 73 B, folio 90, n° 1.118.

**COMMISSION. — Commission administrative du Bureau
de Bienfaisance**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

Cabinet du Préfet

SECTION IV

Nous, Préfet du Nord, Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,

Vu la loi du 21 Mai 1873, modifiée par la loi du 5 Août 1879,
concernant la nomination des membres des Commissions
Administratives, des Bureaux de Bienfaisance et notam-
ment les articles 1 et 4 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés membres de la Commission
Administrative du Bureau de Bienfaisance de Lille :

M^{me} Tytgat Yvonne et M. Camu Raoul, délégués du Conseil
municipal en remplacement de M. Bertrand Edmond, décédé et de
M. Torcq Georges.

ARTICLE 2. — Sont maintenus dans leurs fonctions :

MM. Vanlaton Eugène, dont les pouvoirs expireront le 31-12-1945
Picavet Lucien « « 31-12-1946
Bianchi Eugène « « 31-12-1947
et M. le Docteur Bué « « 31-12-1948

ARTICLE 3. — M. le Maire de Lille est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera remise à chacun des membres de la Commission susvisée.

Pour ampliation :
Le Sous-Préfet délégué
Directeur du Cabinet
Le Chef du Bureau du Cabinet
Signé : *Illisible.*
A Lille, le 19 Mars 1945
Le Préfet du Nord,
Signé : R. VERLOMME.

COMMISSION D'EXAMEN DES CHAUFFEURS DE TAXIS. —
Membres. Modifications

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu les articles 166 à 190 du Code des arrêtés municipaux réglementant le stationnement des taximètres automobiles et notamment l'article 171 concernant la Commission d'Examen des Chauffeurs de Taxis ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les dispositions de notre arrêté n° 257 en date du 6 Décembre 1944, sont modifiées comme suit :

Sont nommés, sous notre présidence et, par délégations sous la présidence de M. Van Wolput, Conseiller municipal délégué, membres de la Commission d'Examen des Chauffeurs de Taxis :

MM. Soulié, Conseiller municipal ;

Le Commissaire Central de Police ;

Le Docteur Parmentier, du Service médical municipal ;

Delfosse, délégué du Syndicat des Chauffeurs de taxis ;

Théry, " " "

Est adjoint à cette Commission, à titre consultatif, M. Courthéoux ingénieur, Chef des Services publics.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Mars 1945
Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

**COMMISSION DE DISCIPLINE DES CHAUFFEURS DE TAXIS. —
Membres. Nominations**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu les articles 166 à 190 du Code des Arrêtés municipaux
réglementant le stationnement des taximètres automobiles
et notamment l'article 180 concernant la Commission de
Discipline des chauffeurs de taxis ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les dispositions de notre arrêté n° 258, en
date du 6 Décembre 1944, sont modifiées comme suit :

Sont nommés, sous notre présidence et, par délégation sous la
présidence de M. Van Wolput, Conseiller municipal délégué, mem-
bres de la Commission de Discipline des Chauffeurs de taxis :

MM. Broux, Conseiller municipal ;

Régnier, idem.

Soulié, idem.

Le Commissaire Central de Police, ou son représentant ,
Delfosse, délégué du Syndicat des Chauffeurs de taxis ;

Beaurepaire, " "

Théry, " "

Botte, " "

Est adjoint à cette Commission, à titre consultatif, M. Cour-
théoux, ingénieur, Chef des Services publics.

ARTICLE 2 — M le Secrétaire général de la Mairie est chargé
de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Ex-Agents de l'Octroi. Reclassement.
Commis**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 22 Janvier 1945, approuvée par M. le Préfet du Nord le 3 Février 1945, portant reclassement des ex-agents de l'octroi dans le cadre des commis à compter du 1^{er} Mars 1943 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La situation des ex-agents de l'octroi est fixée comme suit :

Noms et prénoms	Emploi nouveau	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
<i>Secrétariat général :</i> M. Descamps Jean .	Commis	1 ^{re}	16.200	16-3-1944
<i>Bureau du Contentieux :</i> MM. Lust Paul Malaize Camille .. Thomazie Michel .	Commis Commis princ. Commis	1 ^{re} 2 ^e 2 ^e	16.200 19.800 15.000	1-9-1942 1-3-1943 1-5-1941
<i>1^{re} Division - 1^{er} Bureau :</i> MM. Asset Jean Baillet Alfred Boursin Pierre .. Decoopman Louis Hans Edouard .. Regibo Raymond . Werneer René ...	Commis Commis princ. Commis Commis princ. Commis d ^o d ^o	2 ^e 1 ^{re} 1 ^{re} 1 ^{re} 2 ^e 2 ^e 1 ^{re}	15.000 21.000 16.200 21.000 15.000 15.000 16.200	16-10-1941 1-1-1938 1-2-1944 1-5-1939 1-5-1941 1-10-1941 1-3-1945
<i>1^{re} Division - 2^e Bureau :</i> MM. Bouchez Arsène .. Buchard Turenne. Foucart Eugène . Delefosse J.-Bte .. Chesquière Jules . Mairesse Maurice . Médez Georges .. Rousseaux Jean . Serrure Maximil. . Vanne Maurice ...	Commis princ. d ^o d ^o Commis Commis princ. Commis d ^o d ^o Commis princ. d ^o	4 ^o 4 ^o 4 ^o 2 ^e 4 ^o 1 ^{re} 1 ^{re} 2 ^e 4 ^o 2 ^e	17.400 17.400 17.400 15.000 17.400 16.200 16.200 15.000 17.400 19.800	1-5-1943 1-7-1944 16-2-1944 1-1-1943 1-2-1945 1-12-1944 16-3-1945 1-5-1941 1-4-1942 1-5-1943

Noms et prénoms	Emploi nouveau	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
<i>1^{re} Division -</i>				
<i>3^e Bureau :</i>				
MM.				
Baert Lucien	Commis	1 ^{re}	16.200	1-6-1943
Beernaert Albert .	d ^o	1 ^{re}	16.200	1-3-1945
Delcroix Georges .	d ^o	2 ^e	15.000	1-5-1941
Dyserin Saniel ..	Commis princ.	1 ^{re}	21.000	1-2-1942
Lengagne Auguste	Commis	1 ^{re}	16.200	1-12-1944
<i>1^{re} Division -</i>				
<i>4^e Bureau :</i>				
MM.				
Accart Raphaël .	Commis princ.	4 ^e	17.400	1-8-1942
Bailleul Maurice .	d ^o	2 ^e	19.800	1-3-1943
Blaise Léon	Commis	2 ^e	15.000	1-5-1941
Blundel André ...	Commis princ.	3 ^e	18.600	1-9-1944
Bonnet Edmond .	d ^o	3 ^e	18.600	1-3-1943
Bosmans Jean ...	d ^o	1 ^{re}	21.000	1-5-1938
Chavatte Hubert .	d ^o	1 ^{re}	21.000	1-3-1945
Conard Maurice .	Commis	1 ^{re}	16.200	1-12-1944
Delacroix Arthur .	Commis princ.	2 ^e	19.800	1-3-1943
Delvallée Louis ..	Commis	2 ^e	15.000	16-5-1941
Desbonnet Gustave	d ^o	1 ^{re}	16.200	1-12-1944
Jacquemont Pierre	Commis princ.	2 ^e	19.800	1-3-1943
Lanoot Omer	d ^o	2 ^e	19.800	1-3-1943
Pérignon Lucien .	d ^o	1 ^{re}	21.000	1-11-1940
Piette Edouard ...	d ^o	4 ^e	17.400	1-8-1944
Ricourt Emile ...	Commis	2 ^e	15.000	1-5-1941
Thuytschaever	Commis			
Pierre	d ^o	2 ^e	15.000	1-4-1943
Verhècke Félix ..	Commis princ.	4 ^e	17.400	1-7-1944
<i>Abattoirs :</i>				
MM.				
Caron Louis	Commis princ.	3 ^e	18.600	1-3-1943
Dutrieux Hubert .	Commis	3 ^e	13.800	1-9-1941
Hilaire Victor ...	Commis	2 ^e	15.000	1-8-1941
Spétebroot Marcel	Commis princ.	1 ^{re}	21.000	1-10-1937
<i>Pesage :</i>				
MM.				
Detavernier André	Commis princ.	3 ^e	18.600	1-8-1943
Vignacq Arsène .	Commis	2 ^e	15.000	1-6-1941
<i>2^e Division -</i>				
<i>Service des</i>				
<i>Bâtiments :</i>				
M. Bizart Achille ...	Commis princ.	2 ^e	19.800	1-5-1943

Noms et prénoms	Emploi nouveau	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
<i>2^e Division -</i>				
<i>Service des Eaux :</i>				
M. Dumont Henri ..	Commis princ.	3 ^e	18.600	1-4-1943
<i>2^e Division -</i>				
<i>Service des</i>				
<i>Jardins :</i>				
MM.				
Grulois Simon ...	Commis	2 ^e	15.000	16-3-1942
Petit Robert	Commis princ.	4 ^e	17.400	1-9-1943
<i>2^e Division -</i>				
<i>Service de la</i>				
<i>Propreté publique :</i>				
MM.				
Dezitter Jules	Commis princ.	2 ^e	19.800	1-3-1943
Dumont Robert ..	d ^o	2 ^e	19.800	1-3-1943
Savels Jean	d ^o	2 ^e	19.800	1-3-1943
Vannanderbeck				
Charles	d ^o	4 ^e	17.400	1-2-1944
<i>2^e Division -</i>				
<i>Service des</i>				
<i>Transports :</i>				
M. Degand Albert ..	Commis	2 ^e	15.000	16-8-1941
<i>2^e Division -</i>				
<i>Service de la</i>				
<i>Voie publique :</i>				
MM.				
Alleweireldt				
Robert	Commis princ.	1 ^{re}	21.000	1-4-1943
Bonnick Albéric .	Commis	2 ^e	15.000	1-11-1941
Brienne Paul	d ^o	1 ^{re}	16.200	16-7-1944
Carnoy Georges ..	Commis princ.	3 ^e	18.600	1-9-1944
Delobel Raymond .	Commis	2 ^e	15.200	16-1-1943
<i>3^e Division -</i>				
<i>1^{er} Bureau :</i>				
MM.				
Ledoux Richard .	Commis	1 ^{re}	16.200	1-1-1944
Prévost Robert ..	Commis princ.	4 ^e	17.400	1-6-1943
Stubbe Ferdinand	d ^o	4 ^e	17.400	16-4-1942
Vandenbossche				
Victor	d ^o	3 ^e	18.600	1-9-1944

Noms et prénoms	Emploi nouveau	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
<i>3^e Division -</i>				
<i>2^e Bureau :</i>				
MM.				
Crépin Etienne ..	Commis princ.	1 ^{re}	21.000	1-3-1939
Delplanque André	Commis	2 ^e	15.000	1-5-1943
<i>3^e Division -</i>				
<i>3^e Bureau :</i>				
MM.				
Bailleul Achille ..	Commis princ.	1 ^{re}	21.000	1-10-1939
Cluyters Georges ..	d ^o	1 ^{re}	21.000	1-7-1940
Delesalle Arthur ..	d ^o	3 ^e	18.600	1-3-1943
Depauw Louis ...	Commis	1 ^{re}	16.200	1-5-1942
Duparc Henri	Commis princ.	2 ^e	19.800	1-5-1943
Ernst Fernand ..	d ^o	4 ^e	17.400	1-2-1944
Farvacques Albert	Commis	2 ^e	15.000	1-9-1941
Looten André	Commis princ.	4 ^e	17.400	1-1-1944
Leignel Alphonse .	d ^o	1 ^{re}	21.000	1-8-1939
Maillet Alfred	Commis	1 ^{re}	16.200	1-12-1944
Rosticciani				
Auguste	d ^o	1 ^{re}	16.200	1-6-1943
Savels Emile	Commis princ.	3 ^e	18.600	1-3-1945
<i>Collecte des</i>				
<i>Droits de Place :</i>				
M. Mittenaert René .	Commis	2 ^e	15.000	1-6-1941
<i>4^e Division -</i>				
<i>1^{er} Bureau :</i>				
MM.				
Braque Lucien ...	Commis	2 ^e	15.000	1-6-1942
Camus Georges ..	d ^o	2 ^e	15.000	1-5-1941
Courmont Antoine	d ^o	1 ^{re}	16.200	1-5-1944
Delaval Alfred ...	Commis princ.	2 ^e	19.800	1-3-1943
Edme René	Commis	1 ^{re}	16.200	1-1-1945
Fauve André	Commis princ.	4 ^e	17.400	1-1-1945
Florin Albert	d ^o	3 ^e	18.600	1-11-1943
Hornez Raymond .	d ^o	3 ^e	18.600	1-3-1943
Lauridan Marcel .	d ^o	1 ^{re}	21.000	1-8-1938
Menet André	d ^o	2 ^e	19.800	1-7-1944
Pelez Gaston	Commis	2 ^e	15.000	1-12-1941
Soublicas Léon ..	Commis princ.	3 ^e	18.600	1-10-1943
<i>4^e Division -</i>				
<i>2^e Bureau :</i>				
M. Debacker Henri .	Commis princ.	3 ^e	18.600	1-3-1943

Noms et prénoms	Emploi nouveau	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
<i>4^e Division -</i>				
<i>3^e Bureau :</i>				
MM.				
De Baere Victor ..	Commis	2 ^e	15.000	1-11-1941
Fillebeen René ..	Commis princ.	4 ^e	17.400	1-7-1943
<i>Conservatoire :</i>				
Capy Joseph	Commis princ.	4 ^e	17.400	1-9-1943
<i>Archives communales :</i>				
Lecomte Georges .	Commis	1 ^{re}	16.200	1-12-1944
<i>5^e Division :</i>				
MM.				
Cousin César	Commis princ.	1 ^{re}	21.000	1-7-1941
Crespel Robert ..	d ^o	1 ^{re}	21.000	16-5-1944
Dupas Simon	Commis	1 ^{re}	16.200	1-10-1944
<i>Agents Prisonniers de Guerre :</i>				
MM.				
Alavoine Lucien .	Commis princ.	4 ^e	17.400	1-12-1943
Barbe André	Commis	2 ^e	15.000	1-4-1941
Barre Eugène	Commis princ.	1 ^{re}	21.000	1-12-1941
Boerave Albert ..	Commis	2 ^e	15.000	1-5-1941
Carlier Victor	Commis princ.	4 ^e	17.400	1-8-1943
Claes Edmond ...	Commis	1 ^{re}	16.200	1-5-1944
Clairet Emile	d ^o	1 ^{re}	16.200	1-3-1945
Delattre Pierre ..	d ^o	1 ^{re}	16.200	1-6-1942
Dernoncourt Ray- mond	d ^o	2 ^e	15.000	1-5-1942
Descamps Lucien .	Commis princ.	3 ^e	18.600	1-11-1944
Dolle Alfred	d ^o	4 ^e	17.400	1-11-1944
Dutrieux Paul ...	d ^o	3 ^e	18.600	1-3-1945
Levrage Jules ..	d ^o	3 ^e	18.600	1-2-1945
Looten Fernand .	Commis	2 ^e	15.000	1-5-1943
Menez Georges ...	d ^o	2 ^e	15.000	1-5-1941
Mille René	d ^o	2 ^e	15.000	1-5-1941
Picquette René ..	d ^o	2 ^e	15.000	1-5-1941
Rousselle Jules ..	Commis princ.	4 ^e	17.400	1-5-1942
Van Wolput Mau- rice	Commis	2 ^e	15.000	1-4-1941
Verstraete Marcel .	Commis princ.	4 ^e	17.400	1-5-1943
Wartel René	Commis	1 ^{re}	16.200	1-11-1943
<i>Agent en congé sans solde :</i>				
M. Gaby Maurice ..	Commis	2 ^e	15.000	1-10-1941

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1943.

Hôtel de Ville, le 7 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division. Enquêteur.

Suspension de traitement. Jean Stichelbout

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Jean Stichelbout affecté au 1^{er} Bureau de la 4^e division en qualité d'enquêteur, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 8 Mars 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 7 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Régie Municipale. Manœuvre.

Suspension de traitement. Gustave Boin

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Gustave Boin, affecté à la Régie municipale en qualité de manœuvre, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 13 Mars 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 7 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 4^e division. Institut Denis Diderot.
Suspension de traitement. Caston Crombet**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Gaston Crombet, affecté à l'Institut Denis-Diderot, en qualité de chef d'atelier, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 6 Mars 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 7 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.
Mutation. Louis Carrez**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Louis Carrez, commis, affecté aux Services publics, est muté en la même qualité au Service de la Propreté publique en remplacement de M. Léon Delbé, en congé sans solde.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 7 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^{me} Division. Expéditionnaire.

Nomination. Marcelle Menet

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Marcelle Menet, née le 5 Septembre 1927, est nommée expéditionnaire affectée au 4^e Bureau de la 3^e division, en remplacement de M^{lle} Merchier, appelée à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M^{lle} Menet est versée dans la catégorie III du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.100 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 7 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Service du Plan.
Expéditionnaire. Nomination. Roger Leclercq**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;
Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu les 20 Janvier
et 4 Février 1945 pour l'emploi d'expéditionnaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Roger Leclercq, coursier affecté au Service du courrier, né le 13 Décembre 1926, est nommé expéditionnaire à la 2^e division, Service du Plan, en remplacement de M. René Dutrieux, réintégré dans la Police d'Etat.

ARTICLE 2. — M. Leclercq est versé dans la catégorie III, du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.610 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 7 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 3^{me} Division. Expéditionnaire.
Nominations. Marcel Moreau et Ernest Debou**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;
Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu les 20 Janvier
et 4 Février 1945 pour l'emploi d'expéditionnaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. M. Marcel Moreau, aide-jardinier affecté au Service des Promenades et Jardins, né le 20 Décembre 1926, et Ernest Debou, coursier affecté au Service du Courrier, né le 12

Mai 1926, sont nommés expéditionnaires au 3^e Bureau de la 3^e division en remplacement de M. Dardenne, démissionnaire, et de M^{me} Vandenberghe, appelée à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — MM. Moreau et Debou sont versés dans la catégorie III du personnel auxiliaire et recevront un salaire mensuel de 2.610 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 7 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**COMMISSION ADMINISTRATIVE DE L'ŒUVRE DES INVALIDES
DU TRAVAIL. — Membre. Nomination. Emile Wallaert**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu le titre VI, article 13 des statuts de l'Œuvre des Invalides du Travail, approuvés par décret du 2 Février 1881 ;

Vu l'avis de la Commission administrative de cette œuvre ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Emile Wallaert, membre de la Commission Administrative de l'Œuvre des Invalides du Travail de la Ville de Lille, est maintenu dans cette fonction pour une période de neuf années à dater du 1^{er} Janvier 1945.

ARTICLE 2. — Monsieur le Vice-Président de la Commission administrative de l'Œuvre des Invalides du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Service des transports.
Chauffeur. Mutation. Marceau Cnudde**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marceau Cnudde, chauffeur affectée à la 5^e division, Service de la Désinfection, est muté en la même qualité à la 2^e division, Service des Transports.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Personnel titulaire. Promotions

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du personnel titulaire est fixé comme suit pour le mois de Mars 1945 :

Noms et prénoms	Fonction	Division	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
M. Gochon Maurice	Chef de Bureau	3 ^e	1 ^{re}	36.000	1-3-1945
M ^{mes} Plouy Fernande ... Devulder Jeanne ..	Commis-secrétaire. Dame employée principale	S. G.	4 ^e	20.000	1-2-1945
		1 ^{re}	3 ^e	18.000	16-3-1945
M. Deroubaix Elisée	Paveur	2 ^e	1 ^{re}	17.400	1-3-1945

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.
Charretier. Nomination. Gaston Cossens**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Gaston Goossens, balayeur affecté au Service de la Propreté publique, est nommé charretier, en remplacement de M. Verburgh, décédé.

ARTICLE 2. — M. Goossens est versé dans la 2^e classe de la catégorie VIII, du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.000 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Transports. Chauffeur.
Démission. Ernest Cuillouard**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 1^{er} Mars 1945 par laquelle M. Ernest Guillaouard, chauffeur affecté au Service des Transports, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Ernest Guillaouard, chauffeur affecté au Service des Transports, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Femme de service. Congé sans solde.

M^{me} Vernet

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 23 Février 1945 par laquelle M^{me} Vernet, femme de service affectée à l'Economat, sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de six mois, sans solde, est accordé à M^{me} Vernet, femme de service affectée à l'Economat.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Promenades et Jardins.

Manœuvre. Nominations. Oscar Bourdon et Marceau Vervenne

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. M. Oscar Bourdon, né le 1^{er} Septembre 1910 et Marceau Vervenne, né le 27 Janvier 1897, sont nommés manœuvres affectés au Service des Promenades et Jardins, en remplacement de M. M. Paul Verbrugge, démissionnaire et Paul Lemoine, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. M. Bourdon et Vervenne sont versés dans la 4^e classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire et recevront un salaire mensuel de 2.800 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.

Charretier. Démission. Louis Vanlierde

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 26 Février 1945 par laquelle M. Louis Vanlierde, charretier affecté au Service de la Propreté publique, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Louis Vanlierde, charretier affecté au Service de la Propreté publique, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CONSERVATOIRE. — Commission de Surveillance et de Patronage.

Nominations. MM. Pellemeule et Bouillard

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Procès-verbal du 20 Février 1945 de la réunion des professeurs du Conservatoire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés Membres de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire de Musique :

MM. Pellemeule, Professeur de Solfège, en remplacement de M^{me} Bertou-Monnier ;

Bouillard, Professeur de Flûte, en remplacement de M. Vermaere ;

dont les pouvoirs expireront le 27 Juillet 1947.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 13 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**CONSERVATOIRE. — Commission de Surveillance et de Patronage
Nomination. M. Bernast**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Bernast est maintenu dans ses fonctions de membre de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire pour une nouvelle période de trois années arrivant à expiration le 27 Juillet 1947.

ARTICLE 2 — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 13 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**CONSERVATOIRE. — Commission de Surveillance et de Patronage.
Nomination. M. le Docteur Defaux**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu notre arrêté n° 320 en date du 28 Décembre 1944 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. le Docteur Defaux remplacé à la Présidence de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire par M. le Docteur Simonot, est nommé membre de la dite Commission, en remplacement de M. Vercambre.

Les pouvoirs de M. le Docteur Defaux expireront le 27 Juillet 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 13 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITE. — Exercice 1944.

Première fraction. Bénéficiaires

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 et la délibération du 11 Juillet 1944 approuvée le 19 Août ;

Vu nos arrêtés en date des 10 Mai 1943 et 14 Février 1944 ;

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéficier de la 1^{re} fraction de la prime communale à la natalité :

- 1° — certificat de vie de l'enfant ;
- 2° — état indiquant la composition de la famille ;
- 3° — certificat de résidence ;
- 4° -- certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;
- 5° — certificat de Docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la première fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants-droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil municipal susvisée :

M^{mes}

De Zweemer-Wavrant Victoria, 41, rue d'Arcole	30-12-1944	8 ^e enf.	270
Dubois Gabrielle, 170, rue de Wazemmes	14-11-1944	5 ^e »	270
Letierce-Deweird Lucienne, 6, rue d'Ennetières	26-7-1944	3 ^e »	180

ARTICLE 2. — Le bénéfice de la seconde fraction est accordé aux personnes dont les noms suivent qui remplissent les conditions requises par les délibérations du Conseil municipal susvisées.

Mmes			
Allard Madeleine, 48, rue Ste-Catherine, 11, c. du Roi de Pologne	21-1-1944	4 ^e »	270
Calime-Blieck Madeleine, 37, rue Képler	15-1-1944	3 ^e »	180
Cocheteux-Ferraille Raymonde	18-1-1944	5 ^e »	270
Cornet-Lemaire Marcelle, 4, rue du Prieuré ..	31-1-1944	8 ^e »	270
Delrue-Cocheteux Claire, 11, rue Auguste-Comte	4-2-1944	6 ^e »	270
De Mulder-Dumeignil Alphonsine, 167, rue d'Iéna	9-1-1944	8 ^e »	270
Deureumeaux-Carpentier Simone, 16, rue G.-Werniers	24-3-1944	4 ^e »	270
Dewolf-Delattre Renée, 34, rue de la Bassée ..	23-1-1944	8 ^e »	270
Dhelin-Gosseaux Marie-Louise, 219, bd Victor-Hugo	14-1-1944	5 ^e »	270
Dolvele-Dardenne Léonie, 24, rue Pierre-Curie	2-1-1944	4 ^e »	270
Druesne-Gardez Blanche, 44, rue Druelle	15-1-1944	3 ^e »	180
Dubus-Chevalier Gilberte, rue de l'Alma, c. Morel, 20	4-2-1944	4 ^e »	270
Feys-Delbarre Madeleine, rue d'Arras, 122, c. Dujardin, 2	21-2-1944	7 ^e »	270
Lagache-Lefebvre Jeanne, 9, rue Corbet,	11-1-1944	3 ^e »	180
Lecat-Vancaneghem, Lucienne, rue de Thumesnil, 70, c. Lievrut, 11	15-1-1944	3 ^e »	180
Lefebvre-Metro Alphonsine, rue Godefroy-Cavaignac, 24	19-1-1944	6 ^e »	270
Leroy-Simoni Anne-Marie, 25, rue de Thionville	10-1-1944	5 ^e »	270
Lutun-Wattrelos Marie-Louise, rue de Londres, 28, c. Soulier, 3	29-1-1944	7 ^e »	270
Ramette-Vanden Dorpe Marie, 49, rue d'Arcole	9-1-1944	3 ^e »	180
Robbe-Dutilleul Zélia, rue Pierre-Curie, 14 ...	23-1-1944	10 ^e »	270
Roman-Vermeersch Hélène, rue des Bois-Blancs, 188	25-1-1944	3 ^e »	180
Saelen-Dons Yvonne, 79, rue d'Austerlitz	22-2-1944	3 ^e »	180
Tiertant-Quevat Mireille, rue Verhaeren, P ^{on} 4, app ^t 214	22-1-1944	4 ^e »	270
Van Dingenen-Colpaert Adrienne, rue de l'Arbrisseau	24-1-1944	7 ^e »	270
Vérept-Pierre Louise, rue de la Justice, 74 ..	31-1-1944	3 ^e »	180
Vermaut-Warrie Simonne, 78, rue Manuel	14-1-1944	3 ^e »	180
Booree-Pouilly Rébecca, rue Malsence, c. Lys, 35	29-2-1944	5 ^e »	270
Fauquenoit Raymonde, rue d'Austerlitz, 86 ..	6-2-1944	5 ^e »	270

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est M. le Receveur municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 13 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITE. — Exercice 1945.

Première fraction. Bénéficiaires

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu les délibérations du Conseil municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 et du 11 Juillet 1944 approuvée le 19 Août 1944 ;

Vu notre arrêté en date du 10 Mai 1943 ;

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéficiaire de la 1^{re} fraction de la prime communale à la natalité :

- 1^o — certificat de vie de l'enfant ;
- 2^o — état indiquant la composition de la famille ;
- 3^o — certificat de résidence ;
- 4^o — certificat de non-imposition à l'impôt général sur le revenu ;
- 5^o — certificat de Docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la première fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants-droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil municipal susvisée :

Mmes

Carlier-Obin Julia, 89, rue de la Bourdonnaye	9-1-1945	4 ^e enf.	270
Creton-Fertein Solange, 5, rue d'Hazebrouck .	10-1-1945	3 ^e »	180
V ^{re} Depierre-Verpoest Pauline, rue des Poissonceaux, c. des Trépassés, 30	19-1-1945	8 ^e »	270
Depoorter-Couvez Lisa, rue Magenta, 17	19-1-1945	5 ^e »	270
Hennuyer-Baele Hélène, rue Turgot, 73	28-1-1945	3 ^e »	180
Lefebvre-Cafmeyer Solange, rue du Bois, 172 .	24-1-1945	4 ^e »	270
Leignel-Gammelin Marie, rue de Wattignies, imp. Lambert, 18	13-1-1945	5 ^e »	270
Martel-Despinoy Denise, rue Saint-André, 33 .	27-1-1945	3 ^e »	180
Semet-Vanden Abeele Palmyre, rue Auber, 4 .	30-1-1945	3 ^e »	180
Sikorski-Gaplewski Maria, 397, rue Léon-Gambetta	13-1-1945	4 ^e »	270

Mmes

Berlémont-Moinet Félicité, 10, rue Allard-Du-gauquier	4-2-1945	3 ^e "	180
Bomble-Schouten Denise, 27, rue Paul-Lafargue	9-2-1945	5 ^e "	270
Cinquin-Rener Odette, rue Robespierre, Notre chez Nous, 2	6-2-1945	3 ^e "	180
Dumez-Delattre Renée, rue de la Halle, 1 bis .	21-2-1945	4 ^e "	270
Poire-Camerlynck Simone, rue de la Marmora, 10	10-2-1945	7 ^e "	270
Poorteman-Ameloot Louise, rue Corneille, 11 ..	14-2-1945	4 ^e "	270
Sterckx-Lesecq Simone, Bt 140, rue Sylvere-Verhulst	13-2-1945	3 ^e "	180
Vanooteghem-De Martelaere M.-J., rue Thummesnil, c. Lievrault, 2	12-2-1945	5 ^e "	270
Afflard-Frarin Madeleine, 10, rue V.-Tilmant	22-2-1945	5 ^e "	270
Caudrelier-Bonnet Louise, 183, rue de Paris ..	24-2-1945	4 ^e "	270

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 13 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITE. — Retardataires.

Exercice 1943. Deuxième fraction. Bénéficiaires

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 ;

Vu notre arrêté en date du 10 Mai 1943 ;

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéficier de la première fraction de la prime communale à la natalité :

- 1^o — certificat de vie de l'enfant ;
- 2^o — état indiquant la composition de la famille ;
- 3^o — certificat de résidence ;

4° — certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;

5° — certificat de Docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la deuxième fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants-droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil municipal susvisée :

Buchet-Meire Claire, 13, rue des Canonnières ..	5 ^e enf.	206,25
Moulart-Vandenbeuck Gabrielle, 2, rue des Pensées	4 ^e »	206,25

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 13 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

DEPENSES. — Régisseur. Conservatoire. Nomination. Gaujac

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 153 ;

Vu l'instruction générale des Finances du 20 Juin 1859 article 993 ;

Considérant qu'une avance est nécessaire au Directeur du Conservatoire pour le paiement au comptant de diverses dépenses de fonctionnement de son service ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Gaujac, Directeur du Conservatoire est nommé régisseur de dépenses pour le paiement au comptant de diverses dépenses inhérentes au fonctionnement de son service ; une somme de Mille francs (1.000) sera mise mensuellement à sa disposition.

ARTICLE 2. — M. Caujac rendra compte de l'emploi de son avance à la fin de chaque mois, et tiendra un livre de caisse sur lequel il fera figurer :

en recettes : les avances qui lui ont été consenties ;

en dépenses : tous les paiements effectués, par ordre de date.

Ce livre, ainsi que le numéraire en caisse et les justifications de dépenses à remettre à la Caisse municipale devront être présentés à M. le Receveur municipal et à M. le Chef de la 3^e division, à toute réquisition.

ARTICLE 3. — M. Caujac est dispensé de fournir un cautionnement.

ARTICLE 4. — En cas d'absence, M. Caujac sera remplacé par M. Capy commis faisant fonction de secrétaire du Conservatoire.

ARTICLE 5. — M. le Secrétaire général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 14 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division. Expéditionnaire.

Démission. Geneviève Depasse

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 28 Février 1945 par laquelle M^{me} Geneviève Depasse, expéditionnaire affectée au 4^e Bureau de la 1^{re} division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Geneviève Depasse, expéditionnaire affectée au 4^e Bureau de la 1^{re} division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 5 Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 14 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 3^{me} Division. Collecteur auxiliaire
des droits de place. Indemnité de caisse. Pollet**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire, article 4 ;

Vu le rapport de M. le Receveur municipal en date du 10
Février 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Une indemnité dite « de caisse » fixée à 100 frs par mois, est allouée à M. Pollet, collecteur auxiliaire des droits de place, qui assure en permanence un service d'encaissement et est responsable de sa caisse.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 14 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Agents mineurs. Salaires

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le salaire mensuel des agents mineurs ci-après désignés est fixé comme suit à compter du 1^{er} Mars 1945 :

Noms et prénoms	Fonction	Date de naissance	Division	Réduction	Salaire
<i>Catégorie I :</i>					
Féron Julien	Coursier	14-2-1927	S. G.	10 %	2.520
Keerlé Jean	d°	24-2-1928	S. G.	25 %	2.100
<i>Catégorie VII :</i>					
Théron Raymond	Manœuvre	7-2-1929	Jardins	35 %	1.820
Hanquez Michel .	d°	22-1-1928	d°	25 %	2.100
					à compter du 1-2-1945

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 14 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Promenades et Jardins.

Aide-jardinier. Démission. Georges Botte

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Georges Botte, aide-jardinier affecté au Service des Promenades et Jardins, qui a contracté un engagement dans l'armée, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 14 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ETAT-CIVIL. — Médecin. Nomination. Docteur Williatte.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 11 Mai 1943 ;

Vu notre arrêté en date du 23 Juin fixant à 6.000 francs par an l'indemnité allouée aux médecins de l'Etat-Civil ;

Vu la lettre en date du 1^{er} Mars 1944 par laquelle M. le Dr Desfontaines, se démet de ses fonctions de médecin de l'Etat-Civil dans la 18^e circonscription ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. le Docteur Williatte, 156, rue du faubourg de Roubaix, est nommé à titre provisoire, à compter du 16 Mars 1944 médecin de l'Etat-Civil dans la 18^e circonscription, en remplacement de M. le Docteur Desfontaines.

ARTICLE 2. — M. le Docteur Williatte recevra l'indemnité prévue par notre arrêté susvisé.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 14 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Personnel auxiliaire. Promotions

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du personnel auxiliaire est fixé comme suit, à compter du 1^{er} Mars 1945 :

Noms et prénoms	Fonction	Division	Classe	Traitement
<i>Catégorie I :</i>				
Quintin Charles	Surveillant cimetière	1 ^{re}	2 ^e	1.575 1/2 vacation
<i>Catégorie III :</i>				
Arnouts Robert	Expéditionnaire	1 ^{re}	5 ^e	3.100
Deceulener Victor ...	d ^o	3 ^e	2 ^e	3.400
Delforge Simone	d ^o	1 ^{re}	5 ^e	3.000
Lefebvre Pauline	d ^o	1 ^{re}	5 ^e	3.000
Marle Louise	d ^o	3 ^e	5 ^e	3.000
Menez Louise	d ^o	1 ^{re}	5 ^e	3.000
Prévost Marie-Jeanne	d ^o	1 ^{re}	5 ^e	3.000
Quertignier Renée ..	d ^o	1 ^{re}	5 ^e	3.000
Spysschaert Raymon- de	d ^o	S. G.	5 ^e	3.000
Vacossin Odette	d ^o	3 ^e	5 ^e	3.000
Vanderkempen Mar- guerite	d ^o	S. G.	6 ^e	2.900
<i>Catégorie IV :</i>				
Vanderselaert Michel	Exp. chef centre	1 ^{re}	6 ^e	3.200
Hautclocq Yvonne ..	d ^o	1 ^{re}	5 ^e	3.200
Tournon Clémence ..	Aide médico-soci.	S. G.	5 ^e	3.200
<i>Catégorie V :</i>				
Delemarle Marguerite	Infirmière dipl.	5 ^e	6 ^e	1.625 1/2 vacation
Verdière Lucienne ..	Commis	Lycée	5 ^e	3.350
<i>Catégorie VII :</i>				
Choquel Jules	Cabinier	5 ^e	2 ^e	2.900
Cornil Léon	Veilleur de nuit	4 ^e	1 ^{re}	2.950
Wiccart Gaston	d ^o	1 ^{re}	3 ^e	2.850
Devernay Eglantine .	Femme de service	4 ^e	2 ^e	2.800
<i>Catégorie IX :</i>				
Albert Roger	Electricien	2 ^e	4 ^e	3.100
Marquillies Adolphe .	Serrurier	2 ^e	3 ^e	3.200

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 17 Mars 1945

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

**CAISSE DES RETRAITES. — Rappel de versements. Autorisaion
Paul Bomart**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 7 du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années de stage accomplies à la Recette municipale de Roubaix formulée par M. Paul Bomart, Inspecteur des Services, Contrôleur Financier ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville en sa séance du 9 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Paul Bomart, Inspecteur des Services, Contrôleur Financier, est autorisé à effectuer le rappel de versement des retenues afférentes aux services rendus à la Recette municipale de Roubaix du 1^{er} Octobre 1905 au 13 Juillet 1907, soit pour une période de : un an, neuf mois, treize jours.

M. Bomart ayant été titularisé le 1^{er} Octobre 1909, au traitement annuel de 1.200 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 129 frs.

ARTICLE 2. — La retenue sera acquittée par un précompte effectué sur le traitement d'Avril 1945 de l'intéressé.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Rappel de versements. Autorisation.

Henri Hof

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 5 (2^e alinéa) du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat accomplies aux Hospices de Lille formulée par M. Henri Hof, Chef de la 3^e division ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville en sa séance du 9 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Henri Hof, Chef de la 3^e division, est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services rendus aux Hospices de Lille du 8 Janvier 1922 au 30 Novembre 1923, soit pour une période de : un an, dix mois, vingt-trois jours.

M. Hof ayant été titularisé le 1^{er} Février 1928, au traitement annuel de 111.600 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 1.320 francs.

ARTICLE 2. — Selon le désir exprimé par l'intéressé, la retenue sera acquittée par un précompte effectué sur son traitement d'Avril 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**CAISSE DES RETRAITES. — Rappel de versements. Autorisation.
Paul Rosse**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 5 (2° alinéa) du nouveau Règlement de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliarat formulée par M. Paul Rosse, commis de 3° classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville en sa séance du 9 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Paul Rosse, commis de 3° classe est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 25 Février 1932 au 31 Mars 1939, soit pour une période de : sept ans, un mois, six jours.

M. Rosse ayant été titularisé le 1^{er} Avril 1939 au traitement annuel de 12.600 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 5.368 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de cent vingt-huit francs (128 frs), le premier échéant le 30 Avril 1945, échelonnés sur 7 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque l'intéressé pourra se libérer par anticipation, les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**CAISSE DES RETRAITES. — Rappel de versements. Autorisation.
M^{lle} Christiane Hugot**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 5 (2^e alinéa) du nouveau Règlement de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat formulée par M^{lle} Hugot Christiane, Dame employée de 4^e classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville en sa séance du 9 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Christiane Hugot, dame-employée de 4^e classe est autorisée à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 13 Septembre 1939 au 31 Décembre 1944, soit pour une période de : cinq ans, trois mois, dix-huit jours.

M^{lle} Hugot ayant été titularisée le 1^{er} Janvier 1945 au traitement annuel de 12.600 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 4.007 frs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des pré-comptes mensuels de cent trente quatre francs (134 frs) le premier échéant le 30 Avril 1945, échelonnés sur 5 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque, l'intéressée pourra se libérer par anticipation, les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Rappel de versements. Autorisation.

M^{me} Andrée Desquiens

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 5 (2^e alinéa) du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliarat formulée par M^{me} Desquiens Andrée, Dame-employée de 4^e classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville en sa séance du 9 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Desquiens Andrée, dame-employée de 4^e classe est autorisée à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 16 Septembre 1939 au 31 Décembre 1944 soit pour une période de : cinq ans, trois mois, quinze jours.

M^{me} Desquiens ayant été titularisée le 1^{er} Janvier 1945 au traitement annuel de 12.600 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 4.000 frs.

ARTICLE 2. — Selon le désir exprimé par l'intéressée, la retenue sera acquittée par deux précomptes mensuels effectués sur son traitement d'Avril et de Mai 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Rappel de versements. Autorisation.

M^{me} Fernande Broutin

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 5 (2^e alinéa) du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat formulée par M^{me} Broutin Fernande, dame-employée de 4^e classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville en sa séance du 9 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Broutin Fernande, dame-employée de 4^e classe est autorisée à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville, du 19 Avril 1941 au 31 Décembre 1944, soit pour une période de : trois ans, huit mois et douze jours.

M^{me} Broutin ayant été titularisée le 1^{er} Janvier 1945 au traitement annuel de 12.600 francs, le montant du rappel à effectuer : raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 2.797 frs.

ARTICLE 2. — Selon le désir exprimé par l'intéressée, la retenue sera acquittée par deux précomptes mensuels effectués sur son traitement d'Avril et de Mai 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Rappel de versements. Autorisation.

M^{me} Huguette Louvet

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 5 (2^e alinéa) du nouveau Règlement de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat formulée par Madame Louvet Huguette, dame-employée de 4^e classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville en sa séance du 9 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Louvet Huguette, dame-employée de 4^e classe, est autorisée à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 12 Septembre 1939 au 31 Décembre 1944, soit pour une période de : cinq ans, trois mois, dix-neuf jours.

Madame Louvet ayant été titularisée le 1^{er} Janvier 1945 au traitement annuel de 12.600 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 4.009 francs.

ARTICLE 2. — Selon le désir exprimé par l'intéressée la retenue sera acquittée par deux précomptes mensuels effectués sur son traitement d'Avril et Mai 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Rappel de versements. Autorisation.

M^{me} Agnès Boulanger

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 5 (2^e alinéa) du nouveau Règlement de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliarat formulée par M^{me} Boulanger Agnès, dame-employée de 4^e classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville en sa séance du 9 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Boulanger Agnès, dame-employée de 4^e classe est autorisée à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 25 Avril 1941 au 31 Décembre 1944 soit pour une période de : trois ans, huit mois et six jours.

M^{me} Boulanger ayant été titularisée le 1^{er} Janvier 1945 au traitement annuel de 12.600 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 2.785 frs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de cent cinquante-cinq francs (155 frs) le premier échéant le 30 Avril 1945, échelonnés sur 3 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation, les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Rappel de versements. Autorisation.

M^{lle} Cécile Wagnon

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 5 (2^e alinéa) du nouveau Règlement de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944,

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat formulée par M^{lle} Wagnon Cécile, dame-employée de 4^e classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville en sa séance du 9 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Wagnon Cécile, dame-employée de 4^e classe est autorisée à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 1^{er} Janvier 1941 au 31 Décembre 1944, soit pour une période de : quatre ans.

M^{lle} Wagnon ayant été titularisée le 1^{er} Janvier 1945 au traitement annuel de 12.600 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 3.024 frs.

ARTICLE 2. — Selon le désir exprimé par l'intéressée, la retenue sera acquittée par deux précomptes mensuels effectués sur son traitement d'Avril et Mai 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Rappel de versements. Autorisation.

M^{lle} Georgette Evans

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu les articles 5 et 7 du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat passées au service des P. T. T. et de la Ville de Lille formulée par M^{lle} Evans Georgette, dame-employée de 4^e classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville en sa séance du 9 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Evans Georgette, dame-employée de 4^e classe est autorisée à effectuer le rappel de versement des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus aux P. T. T. du 1^{er} Janvier au 30 Juin 1940 et à la Ville de Lille du 1^{er} Janvier 1941 au 31 Décembre 1944, soit pour une période de : quatre ans et six mois.

M^{lle} Evans ayant été titularisée le 1^{er} Janvier 1945 au traitement annuel de 12.600 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 3.402 frs.

ARTICLE 2. — Selon le désir exprimé par l'intéressée la retenue sera acquittée par deux précomptes mensuels effectués sur son traitement d'Avril et Mai 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétaires d'Administration.

Nominations. M^{lle} Louise Leflon, M^{mes} Alix Deprouw, et Jeanne Daussy

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 30 Décembre 1942 déterminant l'échelle des traitements du personnel auxiliaire ;

Vu notre arrêté en date du 24 Février 1943 portant classement de M^{lle} Louise Leflon et de M^{mes} Alix Deprouw et Jeanne Daussy dans la catégorie IV du personnel auxiliaire, en qualité de sténos-dactylos secrétaires ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 9 Mai 1944, apportant des modifications diverses au classement du personnel auxiliaire et ce, en conformité des dispositions de l'arrêté régional du 17 Avril 1944 ;

Considérant que M^{lle} Leflon, affectée au cabinet de MM. les adjoints, M^{me} Deprouw, attachée au cabinet du Chef de la 5^e division, et M^{me} Daussy, affectée au Secrétariat de l'Institut Denis Diderot, ont été considérées à tort comme des sténos-dactylos, et versées ainsi dans la catégorie V du personnel auxiliaire, alors qu'elles remplissent effectivement les fonctions de secrétaires d'administration ;

Qu'il y a lieu, en conséquence, de régulariser la situation des intéressées ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Louise Leflon et M^{mes} Alix Deprouw et Jeanne Daussy sont promues dans la catégorie VI du personnel auxiliaire en qualité de secrétaires d'administration.

ARTICLE 2. — Le traitement de ces agents est fixé comme suit :

Noms et prénoms	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
M ^{me} Deprouw Alix	7 ^e	3.400	1-12-1944
M ^{lle} Leflon Louise	7 ^e	3.400	1-11-1943
M ^{me} Daussy Jeanne	3 ^e	3.800	1-7-1944

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu, Lille, le 2 Juin 1945

Le Préfet du Nord,

Signé : VERLOMME.

INTERRUPTION DE CIRCULATION. — Rue Jordaens

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le Code des Arrêtés municipaux ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter l'exécution des travaux de pose d'une canalisation, rue Jordaens ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A partir du 3 Avril 1945, et pendant la durée des travaux, la circulation de tous véhicules sera interdite rue Jordaens.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**PRIME COMMUNALE A LA NATALITE. — Augmentation des
taux. Rappels**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu les délibérations du Conseil municipal du 8 Décembre 1942
instituant une prime à la natalité approuvée par M. le
Préfet le 13 Février 1943 et du 11 Juillet 1944, approu-
vée le 19 Août 1944 ;

Vu nos arrêtés en date des 10 Mai 1943 et 14 Février 1944 :

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéfi-
cier de la première fraction de la prime communale à la
natalité ;

1° — certificat de vie de l'enfant ;

2° — état indiquant la composition de la famille ;

3° — certificat de résidence ;

4° — certificat de non-imposition à l'impôt général sur
le revenu ;

5° — certificat de Docteur attestant que la mère a suivi
les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la prime communale à la nata-
lité est accordé aux ayants-droit ci-après désignés, qui remplissent
les conditions requises par la délibération du Conseil municipal sus-
visée, rappel pour augmentation du taux.

Mmes

Allard Madeline, rue Sainte-Catherine, 48, c., 6	21-1-1944	4 ^e enf.	60
Calinie-Blieck, rue Képler, 37	15-1-1944	3 ^e »	40
Caupain-Vandewalle, rue de Tourville, 18 ..	2-1-1944	3 ^e »	40
Cocheteux-Ferraille, rue Ed-Vaillant, 45	18-1-1944	5 ^e »	60
Colombo-Lenglart, boul. Victor-Hugo, 235	5-1-1944	3 ^e »	80
Cornet-Lemaire, rue du Prieuré, 4	31-1-1944	8 ^e »	60
Damien-Bataille, rue Carpeaux, 2	11-1-1944	3 ^e »	40
De Geyter-De Keukeleire, rue Monge, 17, c., 6	22-1-1944	8 ^e »	60
Dellouve-Herpoel, avenue de Bretagne, 142	11-1-1944	3 ^e »	40
Demeulemester-Lemaire, rue H.-Laurand, 14 .	18-1-1944	3 ^e »	40
De Mulder-Dumeignil, rue d'Iéna, 167	9-1-1944	8 ^e »	60
Dhelin-Gosseaux, 219, boul. Victor-Hugo	14-1-1944	5 ^e »	60

Mmes

D'hu-Decroo, place Catinat, 9	28-1-1944	3°	»	40
Dolvelde-Dardenne, rue P.-Curie, 24	2-1-1944	4°	»	60
Druesne-Gardez, rue Druelle, 44	15-1-1944	3°	»	40
Duquesnoy-Gruson, rue et imp. Franklin 16 ..	6-1-1944	7°	»	120
Graignon-Berthier, rue Mazagran, c. Somer- linck, 16	28-1-1944	3°	»	40
Kerges-Osten, rue de Flers, 45	9-1-1944	5°	»	120
Lagache-Lefebvre, rue Corbet, 9	11-1-1944	3°	»	40
Leleu-Dehaine, rue Hôp. St-Roch, 20	17-1-1944	4°	»	120
Lecat-Vancaneghem, rue Thumesnil, 70 c., 20 ..	15-1-1944	3°	»	40
Lefebvre-Metro, rue God.-Cavaignac, 24.....	19-1-1944	6°	»	60
Leroy-Simoni, rue Thionville, 25	10-1-1944	5°	»	60
Lesage-Duthoit, rue Fénelon c. Wallaert, 22 ..	15-1-1944	4°	»	60
Luton-Wattrelos, rue de Londres, 28, c. Sou- lier, 5	29-1-1944	7°	»	60
Parent-D'Eléen, rue de Douai, 92, c. Gornil, 4	8-1-1944	3°	»	40
Ramette-Vanden Dorpe, rue d'Arcole, 49	9-1-1944	3°	»	40
Robbe-Dutilleul, rue P.-Curie, 14	23-1-1944	10°	»	60
Roman-Vermeersch, rue Bois-Blancs, 188	25-1-1944	3°	»	40
Tassani-Dumont, rue Chaude-Rivière prol. allée du Jeu de Boules, 5	3-1-1944	7°	»	60
Tiertant-Quevat, rue Verhaeren, pav. 4, app. 214	22-1-1944	4°	»	60
Vandenbossche-Roger, rue Mazagran, 20	7-1-1944	4°	»	120
Van Dingenen-Colpaert, rue Arbrisseau, 248 ..	24-1-1944	7°	»	60
Verept-Pierre Louise, rue de la Justice, 74	31-1-1944	3°	»	40
Vermant-Warrie Simone, rue Manuel, 78	14-1-1944	3°	»	40
V ^o Beauvois-Libbrecht, rue des Sarrasins, 102	7-2-1944	6°	»	60
Boorée-Pouillez Rébecca, rue Malsence, c. Nys, 35	29-2-1944	5°	»	60
Demanne-Crétal, rue de la Cité, c. St-Maurice, 27	22-2-1944	7°	»	60
Darrousez-Gallet, parc Monceau, villa Ste-Hé- lène	9-2-1944	3°	»	40
Dehaut-Germaine, rue Fg-de-Roubaix, 93	23-2-1944	4°	»	60
Delestret-Masurel, rue E.-Delacroix, 3	21-2-1944	3°	»	40
Deloddère-Catelin, rue Fontaine-Del-Saulx	27-2-1944	6°	»	60
Delrue-Cocheteux, rue Aug.-Comte, 11	4-2-1944	6°	»	60
Dewitte-Fiévet S., rue Lamartine, 19	22-2-1944	6°	»	60
Dubus-Chevalier, rue Alma, c. Morel, 20	4-2-1944	4°	»	60
Evrard Marie-Anne, rue des Bonnes-Rappes, 14	4-2-1944	3°	»	80
Fercot-Allienne, rue B.-Decourchelles, 22	7-2-1944	6°	»	60
Fies-Belporte, rue Druelle, 2	28-2-1944	3°	»	40
Fynes-Duflot Denise, rue Marquillies, 56	15-2-1944	4°	»	60
Heyndrickx-Deswarte, rue J.-Jaurès, 62	1-2-1944	3°	»	40
Hujon-Verhaeghe, rue A.-Comte, 26	15-2-1944	10°	»	60
Janssens-Rafy, r. Jean-Jaurès, 58, c. Crombet, 1	9-2-1944	3°	»	40
d°	9-2-1944	4°	»	60
Lammens-Puchois, rue d'Arcole, 26	21-2-1944	7°	»	60
Luce Cuffez, rue d'Arras, 162	2-2-1944	4°	»	60
Mahieu-Demory, rue des Ateliers, 1	23-2-1944	3°	»	40
Maurer-Carpentier, rue Ed.-Vaillant, 22	1-2-1944	6°	»	60
Minneboo-Leverd, rue Descartes, 5	15-2-1944	5°	»	60
Prissette-Fiévet, rue de la Gaïeté, 8	12-2-1944	6°	»	60
Saelen-Dons Yvonne, rue d'Austerlitz, 79	22-2-1944	3°	»	40
Trancard-Jully Marcelle, petite rue Alma, 1 ..	2-2-1944	7°	»	60

M ^{mes}			
Vandermeersch-Verdonck, rue A.-Werquin, 14	28-2-1944	4 ^e »	60
Van Dorpe-De Graeve, 26, rue de la Marmora .	12-2-1944	3 ^e »	40
Vanhoutte-Hanard, rue du Bois d'Annappes, 63	19-2-1944	3 ^e »	40
Verbeque-Caboche Raym., rue Dubrunfaut, 10 .	17-2-1944	5 ^e »	60
Vindevogel-Van Mullem, rue Aug.-Comte, 10 ..	20-2-1944	7 ^e »	60
V ^{ve} Allaert-Ooterlinck, rue du Fg-de-Douai, c.			
Berthou, 4	23-2-1944	3 ^e »	40
Bécue-Maniez Hélène, pl. A.-Thomas, 2, appt 54	21-2-1944	7 ^e »	60
Bernard-Siron Mireille, rue d'Eylau, 15	26-2-1944	3 ^e »	40
De Knuyt-Petit, rue du Fg-des-Postes, c. Cour-			
tecuisse, 5	16-2-1944	4 ^e »	60
Delannoy-Poupplier, rue des Postes, 75, 1 ^{er} étage	8-2-1944	5 ^e »	60
Dereumaux-Carpentier, rue G.-Werniers, 16 ..	24-2-1944	4 ^e »	60
Tranchez-Philips, rue d'Amiens, 3, chez M ^{me}			
Ochin	14-2-1944	3 ^e »	40
Beaurain-Lejeune, rue Dumont-d'Urville, 13 ^{bis}	18-3-1944	9 ^e »	60
Bigny-Jonckère, rue Pascal, 28	26-3-1944	5 ^e »	60
Collette-Delerue, rue Arago, 8	4-3-1944	4 ^e »	60
Cohyn-Lutun, 57, rue du Buisson, 3, c. Fran-			
chomme	14-3-1944	5 ^e »	60
Delannoy-Saint-Michel, rue D.-Veraeghe, 45..	11-3-1944	5 ^e »	60
Deleignies-Planquelle, rue Fg-d'Arras, 336 ...	19-3-1944	5 ^e »	60
Delsinne-Watterlot, rue Turgot, 84	23-3-1944	5 ^e »	60
Denise-Bourdon Yvonne, rue Ed.-Doyennette .	8-3-1944	4 ^e »	60
Ducrocq-Bodin Emilia, rue de Thumesnil, 8 ..	27-3-1944	6 ^e »	60
Everaer-Dussart Lucienne, rue des Péniten-			
tes, 3 ^{bis}	24-3-1944	6 ^e »	60
Grincourt-Tournois B., rue Monge, 15	14-3-1944	5 ^e »	60
Hallart-Pouille Fideline, rue des Postes, c. Pe-			
sez, 1	10-3-1944	5 ^e »	60
Hottois-Lefebvre Pauline, rue S.-Verhulst, bâti-			
ment 133	6-3-1944	7 ^e »	60
d ^o	6-3-1944	8 ^e »	60
d ^o	9-3-1944	7 ^e »	60
Hornyeli-Dumont P., r. du Crédit-Municipal, 6			
Lebon-Chopin Adelaïde, rue Philippe-de-Comi-			
nes, 8	4-3-1944	4 ^e »	60
Lebrocquy-Vilion Clémence, rue de la Hallote-			
rie, 20 ^{bis}	12-3-1944	5 ^e »	60
Leroux-Mansuet Simone, rue des Pénitentes, 23	20-3-1944	7 ^e »	60
Mathys-Bruyenne M.-S., rue Marbrerie, c. Le-			
febvre, 33	10-3-1944	5 ^e »	60
Mais-Hoffman Anne, rue Ste-Catherine, 69 ...	16-3-1944	7 ^e »	60
Massez-Emilienne, rue Fontenoy, 37	18-3-1944	3 ^e »	40
Marescaux-Plockyn, rue Balzac, 1 ^{bis}	24-1-1944	5 ^e »	60
Vanden Bil-Detez de la Drève, rue Fombelle, 3	22-1-1944	8 ^e »	120
Dumont-Lapaille, rue de Poids, 51	11-3-1944	6 ^e »	60
Feys-Delbarre, rue d'Arras, 122, c. Dujardin, 3	21-2-1944	7 ^e »	60
Mahon-Delbecque, rue des Myosotis, 26	10-2-1944	4 ^e »	60
Chasseur-Boidart, rue Ducornet, 5	28-3-1944	5 ^e »	60
Deknudt-Tyron, rue L.-Gambetta, 134	29-3-1944	3 ^e »	40
Dufour-Vanlaton M.-T., rue J.-Guesde, 147 ...	4-3-1944	3 ^e »	40
Georges-Barbeau Denise, rue des Messageries,			
gare de Lille	21-3-1944	3 ^e »	40
Leblanc-Canesse Andrée, boul. de Belfort, 16 ..	13-3-1944	5 ^e »	60
Platel-Eraut, Natalie, rue du Croquet, 11	17-3-1944	4 ^e »	60
Maquignon-Vandevorde, rue Louis-Faure, 47 .	19-3-1944	3 ^e »	40

Mmes			
Stien-Saniez Louise, rue du Metz, 30	3-3-1944	3 ^e »	40
Vasseur-Dumoulin Alice, rue Fémy, 9	22-3-1944	3 ^e »	40
Bailleul-Deltour Laure, rue Vergniaud, 21	20-4-1944	3 ^e »	40
Barbery-Fouant Madeleine, rue Canteleu, imp. St-Joseph, c. Menu, 5	10-4-1944	4 ^e »	60
Becque-Lely Marthe, rue de Brigode, 7	8-4-1944	3 ^e »	40
Bossuyt-Laloy Yvonne, rue Beaucourt-Delcour- chelles, 23	27-4-1944	3 ^e »	40
Branquart-Compagnie Lucienne, rue Bois- Blancs, 148	10-4-1944	6 ^e »	60
De Craene-Haustrate, rue Chauffour, 32	11-4-1944	7 ^e »	60
Decuyper-Daneels S., rue du Marché, 101	9-4-1944	4 ^e »	60
De Schynkel-Lhost Rose, rue Canteleu, c. Fau- chille, 27	23-4-1944	4 ^e »	60
Dubouquet-Catteau Blanche, boul. d'Alsace, pav. Saint-Joseph, 6	3-4-1944	8 ^e »	60
Dumetz-Verbrugge Henriette, rue S.-Verhulst, 140 D	24-4-1944	3 ^e »	40
Foucart-Verbruggen Raym., r. de Wazemmes, 3	28-4-1944	5 ^e »	60
Godefroy-Delhay Julia, rue Desrousseaux, 3 ..	7-4-1944	3 ^e »	40
Joffroy-Butruille Germaine, rue Sainte-Cathe- rine, 17	11-4-1944	3 ^e »	40
Laheyne-Liénard Denise, rue Saint-Jacques, 2	1-4-1944	3 ^e »	40
Lamaire-Faveraux, Lucienne r. Monge, c. Van- denastel, 11.	22-4-1944	11 ^e »	60
Lambrecht-Brassens Lucie, rue d'Antin, 16 ...	25-4-1944	3 ^e »	40
Lefebvre-Cuvelier Jeanne, rue Traversière, 1 ..	10-4-1944	4 ^e »	60
Merchien-Tyrion Simone, rue de Canteleu, c. Fauchille, 13	8-4-1944	4 ^e »	60
Meunier-Beaurain Marie, rue d'Austerlitz, 33 .	15-4-1944	8 ^e »	60
Richard-Provost Geneviève, avenue Butin, 62 .	29-4-1944	5 ^e »	60
Robache-Janssens Germaine, rue Baudelaire, 2	25-4-1944	3 ^e »	40
Seghers-Legrand Georgette, rue Buffon, 26 ...	19-4-1944	4 ^e »	60
Tavernier-Dubois Mathilde, rue Long-Pot, 228	29-4-1944	6 ^e »	60
Torrez-Goubel André, rue Ducourouble, 12 ...	8-4-1944	4 ^e »	60
Van Brackel-Lechevin Lucie, rue G.-de-Wett, 23	9-4-1944	5 ^e »	60
Vanooteghem-Leroy Yvonne, r. d'Austerlitz, 58	22-4-1944	3 ^e »	40
Confière-Lemaire Raymonde, rue de la Vieille- Aventure, 44	8-2-1944	8 ^e »	60
Pante-Delecroix Marie-Thérèse, r. Flamen, 22 ^{bis}	28-3-1944	3 ^e »	40
Planchet-Holys Hélène, rue Mexico, 50	26-3-1944	3 ^e »	40
Salembier-Gournay Elisabeth, r. Solférino, 165	29-3-1944	4 ^e »	60
Barbry-Besson Jacqueline, rue Canteleu, 51 ..	30-4-1944	11 ^e »	60
Foutrel-Waresquelle Raymonde, rue d'Arras, c. Dujardin, 2	24-4-1944	4 ^e »	60
Lamrand-Grimber Alice, rue Gavarni, 11	21-4-1944	11 ^e »	60
Noterman-Mouricks Suz., rue Bois-Blancs, 228	9-4-1944	4 ^e »	60
Santens-Heras Léonie, place Vanhoenacker, 21	29-4-1944	5 ^e »	60
Vanlierde-Gratte Augustine, ch. des Vachers, 8	25-4-1944	7 ^e »	60
Bosman-Dombrin Jeanne, rue D.-Verhaeghe, 54	18-5-1944	8 ^e »	60
Brabant-Cronie Rachel, rue Alphonse-Mercier, c. centrale, 26	20-5-1944	4 ^e »	60
Carneau-Mille Marie-Louise, rue de Poids, 44	15-5-1944	5 ^e »	60
Chouan-Boterdael Léonie, rue Marbrerie, 12 ..	18-5-1944	6 ^e »	60
Duchossois-Dupié Renée, rue Mazagran, 38 ...	7-5-1944	5 ^e »	60
Gonnet-Hennote Maria, rue Garibaldi, 54	5-5-1944	3 ^e »	40

M^{mes}			
Houillier Adèle, rue Saint-Sauveur, 78	15-5-1944	7° »	60
Knecht-Kestelyn Raymonde, rue Pôle-Nord, 1 .	20-5-1944	4° »	60
Lailler-Larivière Louise, rue Coustou, imp. Marie, 3	15-5-1944	5° »	60
L'herminez-Ryckbosch Marg. rue des Hanne- tons, 37	16-5-1944	3° »	40
Maquet-Beaurain Alberte, rue Malsence, c. Samain	6-5-1944	3° »	40
d°	6-5-1944	4° »	60
Monsorez-Muys Raymonde, rue du Metz, c. Frappez, 1	1-5-1944	12° »	60
Nyffels-Schiettecatte Simone, r. des Grimarets 4	16-5-1944	7° »	60
Scieux-Arnoult Marie, rue du Buisson, 41	21-5-1944	4° »	60
Valli-Thomas Léonie, r. Duhem, c. Hourriez, 14	9-5-1944	3° »	40
Vandamme-Biache Olympe, avenue Roseraie, 2	2-5-1944	6° »	60
Vanneste-Brasseart Berthe, bd Montebello 151	19-5-1944	3° »	40
Pauwels-Castan Jeannine, rue Fontaine-del- Saulx, 26	21-2-1944	3° »	40
Etcheparé-Leleu Gabrielle, rue d'Arcole, 26 ..	21-3-1944	6° »	60
Lepoutre-Potteeuw Lucienne, r. G.-Werniers 56	8-3-1944	3° »	40
Virique-De Vos Germaine, rue du Transvaal, 49	13-4-1944	7° »	60
Barthélémy-Duthilleul, rue Meurein, 93	10-5-1944	3° »	40
Dubois-Logie Marie, rue S.-Verhulst, 138 ^{bis} ...	23-5-1944	4° »	60
Gérard-Brunaux Hélène, rue d'Arcole, 41, c. Saint-Michel, 4	27-5-1944	5° »	60
Gouyard-Bovoy Elisa, rue La Fontaine, c. Gruelle, 16	4-5-1944	4° »	60
Mondet-Steyaert Elza, rue Raspail, 6	5-5-1944	3° »	40
Noël Marthe, rue Fombelle, 11	7-5-1944	3° »	40
Vanhaverbèke-Botsaert H., rue Marbrerie, 20 .	13-5-1944	3° »	40
Anselin-Debelsunce A., rue du Pont-Neuf, 10 ^{bis}	14-6-1944	6° »	60
Asselin de Willencourt-Gentin, rue du Port, 88	22-6-1944	8° »	60
Barboul-Dewilde Madeleine, rue d'Arras, 16 .	23-6-1944	4° »	60
Basquin-Nandin Raym. rue Philadelphie, 133	21-6-1944	3° »	40
Butin-Leugagne Lucienne, rue de Bailleul, 12 .	19-6-1944	5° »	60
Chartrer-Olivier Léonie, place Antoine-Tacq, 1	27-6-1944	6° »	60
Louvez-Seys Yvonne, rue Magenta, 28	7-6-1944	7° »	60
De Geitère-Vandenbroucke J., r. d'Aboukir, 11, c. Malfait	16-6-1944	10° »	60
Delos-Buysschaert Solange, rue Thumesnil, 25, c. Hellart, 6	8-6-1944	4° »	60
Djemoni-Prévost Marg. rue de Wazemmes, 9 ..	13-6-1944	5° »	60
Dubar-Lejeune Germaine, rue des Urbanistes, 8	2-6-1944	5° »	60
Foulon-Lemaire Maria, rue du Fg-de-Roubaix, 145	23-6-1944	3° »	40
Gentot-Bernard Carmen, rue Saint-Michel, 9 ..	3-6-1944	4° »	60
Guex-Desrumaux M.-L., rue des Célestines, 35	14-6-1944	3° »	40
Hillion-Stienne Céline, rue de la Justice, 61, P ^{on} 5, N° 43	1-6-1944	7° »	60
Lepez-Dorchies M.-J., rue J.-Breton, c. Des- mettes, 32.	6-6-1944	11° »	60
Noiret-Jamart Raymonde, rue de Flandre, 78 .	18-6-1944	5° »	60
Oosterlinck-Vanautrève P., rue Manuel, c. François 1 ^{er}	15-6-1944	5° »	60
Prignon-Van de Velde L., rue d'Artois, 5	6-6-1944	4° »	60

M^{mes}

Verbrugghe-Noullez P., rue Cabanis, P ^{on} Cas-seville, 46	17-6-1944	4 ^e »	60
Dewolf-Delattre Renée, rue de la Bassée, 34 ..	23-1-1944	8 ^e »	60
Wibout-Arnoult Madel, rue des Pénitentes, 3 ^{bls}	16-1-1944	4 ^e »	120
Couellant-Dumont Yvonne, rue d'Iéna, 79	27-3-1944	3 ^e »	40
Duplouy-Hennion Germaine, rue de Buffon, 35	28-3-1944	4 ^e »	60
Jodts-Mensiez Raymonde, rue des Poissonceaux, c. des Trépassés, 22	6-4-1944	3 ^e »	40
Cailliaux-Dhorme Anna, av. du Peuple-Belge, 67	26-5-1944	3 ^e »	40
Clarisse-Vandekerchove Y., rue E.-Vandenber- ghe, 38	22-5-1944	11 ^e »	60
Dewame-Vanden Dorpe L., bd Victor-Hugo, 136	28-5-1944	5 ^e »	60
Gérard-Roess Marie, rue Edouard-Vaillant, 10	16-5-1944	9 ^e »	60
Lebreton-Hellemans L., r. Jeanne-Hachette, 153	11-5-1944	3 ^e »	40
Tournai-Bulteau V., rue de l'Hôpital-St-Roch, 14, c. Legros, 3	15-5-1944	3 ^e »	40
Waleckx-Massenhove G., av. de la Roseraie, 4	28-5-1944	4 ^e »	60
Craske-Trevez Angèle, rue Paul-Lafargue, 85 .	24-6-1944	5 ^e »	60
Delval-Grave Anna, rue Jacquemars-Giélée 112	21-6-1944	4 ^e »	60
Ghezdane-Vandenbilcke, sent. des Dondaines 11	29-6-1944	4 ^e »	60
Moity-Derweduwen J., allée des Dondaines, 2	29-6-1944	4 ^e »	60
Pérognon-Berquier R., rue des Stations, 95 ^{ter} .	15-6-1944	5 ^e »	60
Reners-Rémy Odonie, rue de la Roseraie, 8 ...	18-6-1944	3 ^e »	40
Verburght-Lehoucq M., rue Ducourouble, 25 ..	22-6-1944	3 ^e »	40
Wemaere-Dolet Olga, rue du Ballon, 283	1-6-1944	5 ^e »	60
Bojarcznk-Kozielska Sophie, rue St-Druon, 41	15-7-1944	10 ^e »	60
Bourdier-Dewys Fernande, rue Fontenelle, c. Duhem, 7	27-7-1944	7 ^e »	60
Callebout-Desmarécaux Denise, r. du Sabot, 11	15-7-1944	4 ^e »	60
Castelain-Vanholderbèke Ad., rue Pline, 27	2-7-1944	3 ^e »	40
Chabeau-Gellinck C., rue Malsence, 86	19-7-1944	8 ^e »	60
Chrétien-Vauban J., rue de Wazemmes, 13	3-7-1944	3 ^e »	40
Coppens-Mouchon A., place Catinat, 1	18-7-1944	5 ^e »	60
Daudus-Letienne Y., boul. de Metz, bt 257	23-7-1944	5 ^e »	60
Defrenne-Bouquet Florine, rue d'Anvers, 17 ..	20-7-1944	8 ^e »	60
Defurne-Heemeryck Blanche, rue St-André, 106	6-7-1944	5 ^e »	60
Delattre-Liekens Eugénie, boul. Montebello, 96	14-7-1944	3 ^e »	40
Derosier-Duthilleul Simone, rue de la Plaine, 63	19-7-1944	3 ^e »	40
Deswac-Stoffel M.-L., rue des Stations, 115	12-7-1944	3 ^e »	40
Dupré-Duribreux J., rue Jemmapes, c. Bois- seau 19	26-7-1944	5 ^e »	60
Ecrepont-André Madeleine, rue Turgot, 43	9-7-1944	5 ^e »	60
Grossi-Dauchy Blanche, rue Malsence, 96	12-7-1944	3 ^e »	40
Halouin-Bossuyt Andréa, rue de la Vignette, 35	11-7-1944	6 ^e »	60
Hiroux-Maes Lucienne, rue Paul-Lafargue, 9 .	18-7-1944	7 ^e »	60
Houlron-Pille Suzanne, rue du Gard, 10	22-7-1944	3 ^e »	40
Laby-Bouquet Gabrielle, rue Malsence, 88	5-7-1944	5 ^e »	60
Maquet-Doutriaux Lucie, boul. Bigo-Danel, 28	28-7-1944	4 ^e »	60
Melaerts-Erant Angèle, rue Alph.-Werquin, 9	17-7-1944	4 ^e »	60
Maessens-Peyreron Andrée, rue de Flers, 38 ..	10-7-1944	3 ^e »	40
Peron-Denis M.L., rue de Roubaix, 51	9-7-1944	6 ^e »	60
Poissonnier-Secq Marie, rue Robespierre, 2 ...	5-7-1944	3 ^e »	40
Salomé-Cnudde Georgina, rue des Canonnières 15	22-7-1944	4 ^e »	60
Santerre-Lefils Valentine, place des Quatre- Chemins, 9	6-7-1944	3 ^e »	40

Mmes

Schrieke-Caron Eva, rue Christophe-Colomb, 28	20-7-1944	3 ^e »	40
Sniecinski-Dyzers Marie, rue de Wattignies, c. Vanlaton, 14	10-7-1944	6 ^e »	60
Villain-Petolas D., r. Bouchers-de-Perthes, 69 ^{bis}	29-7-1944	3 ^e »	40
Waché-Traverse Suzanne, rue Louis-Faure, 3	19-7-1944	6 ^e »	60
Wavrant-Dauchy Yvonne, rue Corneille, 43 ..	3-7-1944	3 ^e »	40
Abraham-Vanhoutte Jeanne, rue du Château, 25	11-8-1944	3 ^e »	40
Agneray-Bremon Olga, rue Copernic, 15 ^{bis}	14-8-1944	6 ^e »	60
Asset-Nowacki Claire, rue Jacquem.-Giélee, 55 ^{bis}	15-8-1944	4 ^e »	60
Assoignon-Espinousse Angèle, r. des Bouchers-de-Perthes, 41	23-8-1944	4 ^e »	60
Bergerat-Roger Jeanne, rue de Wazemmes, 64 .	1-8-1944	4 ^e »	60
Bertaux-Cazier Yvonne, rue d'Alger, 17	13-8-1944	8 ^e »	60
Bodart-Couillet Germaine, rue Halevy, 49	16-8-1944	5 ^e »	60
Bouchez-Deriette Denise, rue Bourignon, c. Crombez, 2	28-8-1944	3 ^e »	40
Brouvers-Lecocq Auxiliatrice, rue Eugène-Dela-croix, 6	21-8-1944	4 ^e »	60
Calonne-Delattre Gabrielle, rue à Claques, 2 ..	28-8-1944	5 ^e »	60
Cochez-Flinois Maria, rue Malakoff, 53	19-8-1944	8 ^e »	60
Coopman-Eeckeloot Denise, avenue Butin, 74 .	2-8-1944	6 ^e »	60
Dandoy-Casier Emilienne, rue des Bouchers-de-Perthes, c. Sacré-Cœur, 3	1-8-1944	5 ^e »	60
Debonnet-Stock Albertine, r. Paul-Lafargue, 85	13-8-1944	5 ^e »	60
Deconynck-Albrecht, rue S.-Verhulst, 123 ^{bis} ..	12-8-1944	6 ^e »	60
Deligny-Begniet Marie, rue Manuel, 98	18-8-1944	3 ^e »	40
De Ruyter-Hendrickx Elise, r. Jules-Guesde, 143	10-8-1944	3 ^e »	40
Devrière-Bouquet Fernande, r. Ed.-Vaillant, 56	20-8-1944	12 ^e »	60
Ducatez-Caron Louise, rue des Stations, 50 ...	12-8-1944	3 ^e »	40
V ^{re} Hessel-Miclotte Madeleine, rue Verhaeren, P. 5, n° 81	8-8-1944	4 ^e »	60
Lepez-Gouman Madeleine, rue Jules-Breton, c. Desmottes, 18	22-8-1944	7 ^e »	60
Maelbranche-Huys Lucienne, rue Tournai, 86 .	9-8-1944	5 ^e »	60
Mangin-Baron Georgette, rue Champollion, c. Sainte-Marthe, 4	11-8-1944	10 ^e »	60
d°	11-8-1944	11 ^e »	60
Schacht-Lheureux Jeanne, rue d'Austerlitz, 22	17-8-1944	4 ^e »	60
Vandenbergh-Willoy Raym., r. de Boufflers, 2	29-8-1944	3 ^e »	40
Vantourout-Colle Andrée, rue Copernic, 7	23-8-1944	8 ^e »	60
Wils-Gammelin Jeanne, rue S.-Verhulst, b. 114	26-8-1944	4 ^e »	60
Vergoten-Jeanne, rue du Buisson, 57, c. Fran- chomme, 8	25-4-1944	5 ^e »	60
Van Bouvelen-Decroix Juliette, rue Auguste- Comte, 64	25-7-1944	9 ^e »	60
Chassaing-Looten Laure, rue du Rempart, 8 ..	20-6-1944	4 ^e »	60
Voisin-Renard Adolphine, rue de Bapaume, c. Faidherbe, 15	29-8-1944	4 ^e »	60
Hennebert-Charbon Marguerite, rue des Bri- gittines, 10 ^{bis}	17-2-1944	3 ^e »	40
D'halluin-Boutry Marie, boul. de la Liberté, 197	15-8-1944	5 ^e »	60
Turquin-Groniez Odette, r. Boissy-d'Anglas, 20	8-8-1944	4 ^e »	60
Fauquenoit Raymonde, rue d'Austerlitz, 86 ...	6-2-1944	5 ^e »	60
Bois-Favier Marguerite, boul. Mar.-Vaillant, 12	30-6-1944	6 ^e »	60
Boon-Dussot Lucienne, rue du Metz, 15 ^{bis}	11-8-1944	4 ^e »	60

Polfiet-Payen Lucienne, r. S.-Verhulst, b. 145	26-8-1944	6° »	60
Glorieux-Lepla Margu., r. Bailleul, c. Deldal, 9	13-6-1944	5° »	60
Deryckère-Lebrun Odile, rue Saint-Gabriel, 103	28-8-1944	8° »	60

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 30 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Congé avec demi-solde.

Henri Bart

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux, article 24 ;

Vu nos arrêtés antérieurs accordant un congé de longue durée
à M. Henri Bart, ouvrier paveur détaché au Service des
Promenades et Jardins ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de trois mois, avec demi-traitement, est accordé à M. Henri Bart, ouvrier paveur, détaché au Service des Promenades et Jardins.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Personnel titulaire. Promotions

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du personnel titulaire est fixé comme suit pour le mois d'Avril 1945 :

Noms et prénoms	Fonction	Division	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
M ^{lle} Meurillon Charline ..	Dame employ. principale	1 ^{re}	3 ^e	18.600	1-4-1945
MM. Merriaux Paul ..	Chauffeur méc.	2 ^e	2 ^e	16.200	1-4-1945
De Bouverie Henri	d ^o	2 ^e	2 ^e	16.200	1-4-1945
Mullier Jean	Paveur	2 ^e	2 ^e	16.200	1-4-1945
Danette Albert ...	Professeur Conservatoire	4 ^e	6 ^e	7.800	1-4-1945
Van Wolput Maurice	Commis	P. G.	1 ^{re}	16.200	1-4-1945
Barbe André	d ^o	d ^o	1 ^{re}	16.200	1-4-1945

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 31 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Dame dactylographe. Nomination.

M^{lle} Stéphanie Teilliez

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 9 Mai 1942 pour le recrutement de dames-employées ;

Vu notre arrêté en date du 13 Février 1945 portant nomination de dames-employées affectées au Secrétariat général, Service de la Dactylographie ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Notre arrêté n° 493 du 13 Février 1945 est complété comme suit :

.....
M^{lle} Stéphanie Teilliez, née le 17 Mai 1912, en remplacement de
M^{me} Bonamis, en congé sans solde.

Le reste sans changement.

Hôtel de Ville, le 31 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.

Charretier. Nomination. Albert Tournemine

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Albert Tournemine, né le 26 Septembre 1903 est nommé charretier affecté au Service de la Propreté publique en remplacement de M. Louis Dermaux, rayé des cadres.

ARTICLE 2. — M. Tournemine est versé dans la 4^e classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 frs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Novembre 1944..

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 31 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Bureau de dessin. Expéditionnaire.

Nomination. Robert Durut

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;
Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu les 20 Janvier
et 4 Février 1945 pour le recrutement d'expéditionnaires;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Robert Durut, coursier affecté au Bureau de Dessin, né le 26 Novembre 1925, est nommé expéditionnaire en remplacement numérique de M^{me} Suzanne Baudoin.

ARTICLE 2. — M. Durut est maintenu au Bureau de Dessin

ARTICLE 3. — M. Durut est versé dans la catégorie III du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.610 frs.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 31 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.

Balayeur. Nomination. Marcel Demulder

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Demulder, né le 28 Juillet 1906, est nommé balayeur affecté au Service de la Propreté publique en remplacement de M. Léon Cornille, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Demulder est versé dans la 4^e classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.800 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 31 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division. Enquêteur.

Suspension de traitement. Claude Gerstner

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Claude Gerstner, affecté au Service des logements, en qualité d'enquêteur, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 11 Avril 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 31 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Rappel de versements. Autorisation.

M^{lle} Yvonne De Muynck

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu les articles 5 et 7 du nouveau règlement de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat passées au service des P. T. T. et de la Ville de Lille formulée par M^{lle} De Muynck Yvonne, dame-employée de 4^e classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville en sa séance du 9 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} De Muynck Yvonne, dame-employée de 4^e classe est autorisée à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus aux P. T. T. du 24 Mars 1937 au 21 Mai 1940 et à la Ville de Lille, du 1^{er} Janvier 1941 au 31 Décembre 1944, soit pour une période de : sept ans, un mois, et vingt-huit jours.

M^{lle} De Muynck ayant été titularisée le 1^{er} Janvier 1945 au traitement annuel de 12.600 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 5.414 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des pré-comptes mensuels de cent vingt-neuf francs (129 frs) le premier échéant le 30 Avril 1945, échelonnés sur 7 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque, l'intéressée pourra se libérer par anticipation les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Rappel de versements. Autorisation.

M^{me} Pauline Dujardin

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 7 du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années de stage accomplies dans diverses administrations publiques formulée par M^{me} Dujardin Pauline, dame-employée principale ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville en sa séance du 9 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Dujardin Pauline est autorisée à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires ou de stage rendus :

1° du 8 Septembre 1917 au 30 Septembre 1917, au Ministère de l'Education Nationale ;

2° du 15 Novembre 1918 au 18 Juin 1919, à la Mairie d'Emmerin ;

3° du 19 Juin 1919 au 31 Mars 1921 au Ministère des Finances, soit pour une période de : Deux ans, cinq mois et neuf jours.

M^{me} Dujardin ayant été titularisée le 1^{er} Avril 1921, au traitement annuel de 4.600 francs, le montant du rappel à effectuer a raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 674 frs.

ARTICLE 2. — Selon le désir exprimé par l'intéressée, la retenue sera acquittée par un précompte effectué sur son traitement d'Avril 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Rappel de versements. Autorisation.

M^{me} Yvonne Polaert

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 7 du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années de stage accomplies dans diverses administrations publiques formulée par M^{me} Polaert Yvonne, dame-employée principale ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville en sa séance du 9 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Polaert Yvonne, dame-employée principale est autorisée à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires ou de stage rendus :

1° du 31 Octobre 1920 au 31 Juillet 1921, à l'Administration Militaire ;

2° du 26 Août 1921 au 31 Janvier 1922 à la Reconstitution, soit pour une période de un an, deux mois et six jours.

M^{me} Polaert ayant été titularisée le 16 Mars 1925 au traitement annuel de 5.400 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 383 francs.

ARTICLE 2. — Selon le désir exprimé par l'intéressée, la retenue sera acquittée par un précompte effectué sur son traitement d'Avril 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Rappel de versements. Autorisation.

M^{me} Jeanne Leblanc

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 7 du nouveau règlement de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat accomplies au Service d'Apurement et de Liquidation des Dommages de Guerre formulée par M^{me} Leblanc Jeanne, dame-employée principale ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville en sa séance du 9 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Leblanc Jeanne, dame-employée principale, est autorisée à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux Services auxiliaires rendus du 21 Juin 1921 au 15 Mars 1925, au Service d'Apurement et de Liquidation des Dommages de Guerre, soit pour une période de : trois ans, huit mois, vingt-cinq jours.

M^{me} Leblanc ayant été titularisée le 16 Mars 1925 au traitement annuel de 5.400 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 1.210 frs.

ARTICLE 2. — Selon le désir exprimé par l'intéressée, la retenue sera acquittée par un précompte effectué sur son traitement d'Avril 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Rappel de versements. Autorisation.
Gustave Carlier

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 5 du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat formulée par M. Gustave Carlier, mécanicien au Service de la Voie publique ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville en sa séance du 9 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1^{er}. — M. Gustave Carlier, mécanicien de 2^e classe, est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 20 Novembre 1931 au 31 Mai 1937, soit pour une période de : cinq ans, six mois et onze jours.

M. Carlier ayant été titularisé le 1^{er} Juin 1937 au traitement annuel de 11.000 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 3.650 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des pré-comptes mensuels de cent vingt-deux francs (122 frs) le premier échéant le 30 Avril 1945, échelonnés sur 5 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque l'intéressé pourra se libérer par anticipation, les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^{me} Division. Expéditionnaire.

Nomination. Paul Dotte

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu les 20 Janvier
et 4 Février 1945 pour l'emploi d'expéditionnaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Paul Dotte, coursier détaché au Service téléphonique, né le 28 Mars 1926, est nommé expéditionnaire, affecté au 2^e Bureau de la 3^e division en remplacement numérique de M^{me} Rose Verdière, décédée.

ARTICLE 2. — M. Dotte est versé dans la catégorie III du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.610 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Congé sans solde. Renouvellement.

René Muchery

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

Vu la lettre en date du 7 Mars 1945 par laquelle M. René Muchery, chauffeur affecté au Secrétariat général, sollicite le renouvellement de son congé sans solde ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire général de la Mairie ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé pour une durée de six mois, le congé sans solde accordé à M. René Muchery, chauffeur, affecté au Secrétariat général.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 15 Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division. Expéditionnaire.

Nomination. Georges Maerten

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu les 20 Janvier
et 4 Février 1945 pour l'emploi d'expéditionnaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Georges Maerten, coursier affecté au Secrétariat général, né le 27 Mai 1925, est nommé expéditionnaire à la Bibliothèque municipale en remplacement de M. Emile Fremaux, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Maerten est versé dans la catégorie III du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de : 2.610 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division. Enquêteur. Démission.

Marcel Bruyère

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre par laquelle M. Marcel Bruyère, enquêteur détaché au Service des colis aux prisonniers de guerre, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Bruyère, enquêteur détaché au Service des colis aux prisonniers de guerre, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat général. Congé sans solde.

M^{lle} France Lebeau

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 28 Février 1945 par laquelle M^{lle} France Lebeau, expéditionnaire affectée au Service des colis aux prisonniers de guerre, sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de six mois, sans solde est accordé à M^{lle} France Lebeau, expéditionnaire affectée au Service des colis aux prisonniers de guerre.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension. M^{me} Maria Teielynck

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Maria Teielynck, baigneuse affectée à l'établissement de bains de la rue Maracci, née le 23 Mars 1885, atteinte par la limite d'âge, est admise à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 21 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CHANGEMENT DE DENOMINATION DE RUES. — Commission spéciale

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la décision de l'Administration municipale en date du 19 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence, membres de la Commission spéciale chargée d'examiner les demandes de changement de dénomination de rues :

M. Rousseau, Conseiller municipal délégué à la Voie publique ;

M. Simonot, Conseiller municipal, délégué aux Beaux-Arts ;
M. Martin, Secrétaire général de la Mairie ;
M. Dubuisson, Architecte D. P. L. G. ;

Est adjoint à cette Commission, à titre consultatif :
M. Alhant, Chef du Service de l'Urbanisme et du Plan.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Archives. Coursier. Nomination.

Roger Huyghe

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 12 Mars 1944
pour le recrutement de jeunes agents ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Roger Huyghe, né le 27 Septembre 1929, est nommé coursier affecté au Secrétariat général, Service du courrier, en remplacement de M. Roger Leclercq, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Huyghe est versé dans la première catégorie du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 1.540 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 16 Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.
Manœuvres spécialisés. Nominations. Louis Isbled et Fernand Rieu

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;
Sur la proposition de M. le Chef des Services publics ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — MM. Louis Isbled et Fernand Rieu, balayeurs affectés au Service de la Propreté publique, sont promus manœuvres spécialisés.

ARTICLE 2. — 1° M. Isbled est versé dans la 2° classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.000 francs ;

2° M. Rieu est versé dans la 4° classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Archives. Coursiers. Nominations
diverses

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;
Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 28 Janvier 1945 pour le recrutement de jeunes agents ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — MM. René Bapaume, Albert Beurrier, Pierre Demanne, Robert Pauwels, Jean Schacht et Emile Verro sont nommés coursiers affectés au Secrétariat général, Service du Courrier, en remplacement de MM. Boulonnais, rayé des cadres, Hecht et Blondiau, démissionnaires, Hacart, Pollet et Debou, appelés à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — MM. Bapaume, Beurrier, Demanne, Pauwels, Schacht et Verro sont versés dans la première catégorie du personnel auxiliaire et recevront le salaire mensuel fixé ci-après :

Noms et prénoms	Date de naissance	Salaire mensuel	Réduction *
Bapaume René	13-5-1930	1.120 Fr.	60 %
Beurrier Albert	6-12-1928	1.820 »	35 %
Demanne Pierre	21-8-1929	1.540 »	45 %
Pauwels Robert	26-12-1928	1.820 »	35 %
Schacht Jean	19-1-1931	1.120 »	60 %
Verro Emile	2-1-1931	1.120 »	60 %

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division. Expéditionnaire.

Réintégration. M^{me} Marie Delire

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Marie Delire, expéditionnaire affectée au 1^{er} Bureau de la 1^{re} division, est réintégrée dans ses fonctions.

ARTICLE 2. — M^{me} Delire est versée dans la 6^e classe de la catégorie III du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 frs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Décembre 1943.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division. Cimetière du Sud.

Vacation entière. Deplanque, Quintin

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — MM. Louis Deplanque et Charles Quintin, surveillants auxiliaires affectés au Cimetière du Sud, qui assuraient une demi-vacation, assureront une vacation entière à partir du 1^{er} Avril 1945.

ARTICLE 2. — Le salaire mensuel des agents susvisés est fixé comme suit :

Noms et prénoms	Emploi	Caté- gorie	Classe	Salaire mensuel	Ancienneté dans la classe
Deplanque Louis ...	Surveillant de	1 ^{re}	2 ^e	3.150	1-8-1944
Quintin Charles ...	Cimetière d ^e	1 ^{re}	2 ^e	3.150	1-3-1943

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Tous services et Divisions.
Reclassements. Vandenberghe et Van Weydeveldt**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu nos arrêtés en date du 19 Juin 1944, n^{os} 3262 et 3264, portant reclassement de MM. Vandenberghe et Van Weydeveldt dans la catégorie IX du personnel auxiliaire ;

Vu notre arrêté en date du 3 Janvier 1945 modifiant les dispositions de nos arrêtés susvisé en exécution des instructions de M. le Préfet du Nord du 15 Décembre 1944 ;

Considérant que nos arrêtés n^{os} 3262 et 3264 du 19 Juin 1944 venant de faire l'objet d'une mesure d'approbation de M. le Préfet du Nord en date du 1^{er} Mars 1945, notre arrêté du 3 Janvier 1945 devient sans objet en ce qui concerne M. Vandenberghe et Van Weydeveldt ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Notre arrêté n^o 330 du 3 Janvier 1945 est rapporté en ce qui concerne MM. Vandenberghe et Van Weydeveldt.

ARTICLE 2. — En conséquence sont applicables à ces deux agents, les dispositions prévues par nos arrêtés n^{os} 3262 et 3264 du 19 Juin 1944, approuvés par M. le Préfet du Nord le 1^{er} Mars 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division. Cimetière du Sud.
Fossoyeurs. Mutations. Arsène Chatelet et Alfred Burggraeve**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel ouvrier ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — MM. Arsène Chatelet et Alfred Burggraeve, fossoyeurs titulaires affectés au cimetière de l'Est, sont mutés, en la même qualité au cimetière du Sud.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**CONSERVATOIRE. — Cours supérieur de violoncelle. Professeur
intérimaire. M. Tallon**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la Convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, succursale du Conservatoire National de Musique de Paris ;

Vu le règlement de la dite école ;

Considérant que M. Vannier, professeur intérimaire du Cours Supérieur de violoncelle, est actuellement mobilisé et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A titre provisoire et pendant la mobilisation de M. Vannier, M. Tallon, professeur de la classe préparatoire de violoncelle, est chargé du Cours supérieur de violoncelle.

ARTICLE 2. — M. Tallon, ayant déjà assuré ce service pendant une période de trois ans, recevra à ce titre, une indemnité, non soumise à retenue pour le Service de la Caisse des Retraites, de 1.250 frs l'heure année pour six heures de cours par semaine.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à compter du 16 Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

INTERRUPTION DE CIRCULATION POUR TRAVAUX. —

Rue Jordaens

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le Code des Arrêtés municipaux ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter l'exécution des travaux de pose d'une canalisation, rue Jordaens ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A partir du 3 Avril 1945, et pendant la durée des travaux, la circulation de tous véhicules sera interdite rue Jordaens.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**ETAT-CIVIL. — Médecin à titre provisoire. Nomination.
Docteur Tajchner**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

La délibération du Conseil municipal du 11 Mai 1943 ;

Notre arrêté en date du 23 Juin 1943 fixant à 6.000 francs
par an l'indemnité allouée aux Médecins de l'Etat-Civil ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. le Docteur Tajchner, 127, boulevard Montebello, est nommé, à titre provisoire, à compter du 1^{er} Avril 1945, Médecin de l'Etat-Civil dans la 13^e circonscription, en remplacement de M. le Docteur Gosselin.

ARTICLE 2. — M. le Docteur Tajchner, recevra l'indemnité prévue par notre arrêté susvisé.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 27 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Grands travaux.
Indemnité de fonctions à divers**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 19 Décembre 1944, approuvée par M. le Préfet du Nord le 13 Mars 1945, portant attribution d'indemnités de fonctions à divers agents du cadre titulaire et auxiliaire chargés provisoirement des fonctions de direction ou de maîtrise au Service des grands travaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Une indemnité de fonctions est accordée, dans les conditions ci-après, aux agents dont les noms suivent, affectés provisoirement au Service des grands travaux :

Noms	Fonction assurées au Service des Grands Travaux	Montant de l'indemnité mensuelle
MM.		
Hugot	Surveillant chef de chantier	600 Fr.
Gaillard	d°	600 »
Neuville	d°	600 »
Jansoone	Conducteur de Travaux	1.000 »
Delbecq	d°	1.000 »
Levrague	Chef de bureau d'études	1.000 »
Vande Wièle	Chef de Service	1.000 »

ARTICLE 2. — Une indemnité de fonctions de 750 frs par mois est également allouée à M. Lefebvre, dessinateur d'études, chargé des fonctions de Chef intérimaire du Bureau de Dessin.

ARTICLE 3. — Ces indemnités, accordées à titre provisoire pendant la période des travaux et non soumises à retenue au profit de la Caisse des Retraites seront prélevées sur le crédit ouvert au Budget des grands travaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1944.

Hôtel de Ville, le 27 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Suspension de traitement. Pierre Buyens

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Pierre Buyens, affecté au Service des transports en qualité d'expéditionnaire, appelé sous les drapeaux cessera de lui être mandaté à partir du 1^{er} Avril 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Sapeurs-Pompiers. Suspension de traitement. Elie Masse

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des sapeurs-pompiers ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Elie Masse, affecté au Bataillon des sapeurs-pompiers en qualité de caporal appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 5 Avril 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Sapeurs-Pompiers. Suspension de traitement. Emile Cochez

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le règlement du Bataillon des sapeurs-pompiers ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Emile Cochez affecté au Bataillon des sapeurs-pompiers en qualité de sapeur appelé sous les drapeaux cessera de lui être mandaté à partir du 1^{er} Avril 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CONSERVATOIRE. — Cours préparatoire et supérieur de violon. Durée des cours. Augmentation

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 19 Décembre 1944, approuvée par M. le Préfet du Nord le 20 Janvier 1945 portant relèvement des traitements alloués au personnel enseignant du Conservatoire, et fixant à 6 heures par semaine la durée minimum des cours ;
Vu notre arrêté n° 491 du 12 Février 1945 fixant au 1^{er} Mars 1945 la date d'entrée en vigueur de cette dernière disposition ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La durée du cours préparatoire et supérieur de violon de M. Julien Vanstaurts, précédemment fixée à 9 heures par semaine est portée à 12 heures par semaine, à raison de moitié pour chacun de ces cours.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

COURS PROFESSIONNELS MUNICIPAUX. — Indemnités.

Cuvillier Maurice et Adolphe Fontaine

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 22 Mars 1945, approuvée par M. le Préfet du Nord, le 27 Mars 1945, portant relèvement des taux horaires alloués au personnel enseignant des Cours professionnels municipaux ;

Considérant qu'il y a lieu de relever dans les mêmes proportions les taux des indemnités allouées aux professeurs de cours de formation générale de l'Administration municipale, cours assimilés aux cours municipaux professionnels ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les indemnités allouées à MM. Cuvillier Maurice et Fontaine Adolphe, professeurs des cours de formation générale des Jeunes agents de l'Administration municipale, sont portées, à compter du 1^{er} Octobre 1944, de 765 frs à 2.800 frs l'heure année

ARTICLE 2. — Ces indemnités seront mandatées par dixièmes du 1^{er} Octobre au 31 Juillet de chaque exercice scolaire.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 29 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

COURS PROFESSIONNELS MUNICIPAUX. — Professeurs.
Année scolaire 1944-1945

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 22 Mars

1945 approuvée par M. le Préfet du Nord le 27 Mars

1945, portant relèvement du taux de l'heure-année allouée

au personnel enseignant des Cours municipaux professionnels ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Cours professionnels municipaux. Garçons.

L'Etat du personnel des Cours professionnels municipaux de garçons (année scolaire 1944-1945, est arrêté provisoirement comme suit à compter du 1^{er} Novembre 1944 :

Personnel administratif :

MM. Fontaine Henri, Directeur. Traitement annuel :

(2.800 × 12) 33.600 frs

Blancaert Jean-Marie, Surveillant général :

(2.800 × 9) 25.200 frs

Lebleu Armand, Chef des travaux :

(2.800 × 9) 25.200 frs

A) PERSONNEL ENSEIGNANT DES COURS INDUSTRIELS

a) *Enseignement théorique* : Taux heure-année : 2.800 frs

Matières	Noms et prénoms	Fonctions	Nombre d'heures p. semaine	Indemnités annuelles
Calcul appliqué	Parent Alexandre	Professeur	3	8.400
	Delcroix Robert	"	3	8.400
Français	Poulain Noël	"	3	8.400
	Alvoet Pierre	"	3	8.400
Electricité Technologie	Lebleu Armand	"	4 1/2	12.600
	Alberty Jean	"	3	8.400
	Beaudonck André	"	1 1/2	4.200
	Degand Henri	"	3	8.400
	Facon Léonard	"	3	8.400
	Moermans Jean	"	1 1/2	4.200
	Sillard Marcel	"	1 1/2	4.200
	Guichou Elie	"	3	8.400
	Lassalle Marcel	"	3	8.400
Dessin	Vandenberghe Léon	"	9	25.200
	Lanvin Louis	"	3	8.400
	Onof Gaston	"	6	16.800

b) *Enseignement pratique* : Taux heure-année : 2.100 frs

Matières	Noms et Prénoms	Fonctions	Nombre d'heures p. semaine	Indemnités annuelles
Ajustage	Facon Léonard	Contremaît.	1 1/2	3.150
	Goubet Léon	"	3	6.300
	Lachery Roger	"	3	6.300
	Pacaux Albert	"	3	6.300
Tournage	Blervacque Maurice	"	6 1/2	13.650
Automobile	Degand Henri	"	4 1/2	9.450
Forge, Soudure	Meurant Gabriel	"	3	6.300
Chaudronnerie	Guichou Elie	"	1 1/2	3.150
Electricité	Lassalle Marcel	"	3	6.300
Modèlerie	Alberty Jean	"	6	12.600
Composit.-typo	Beaudonck André	"	6	12.600
Imprim.-typo	Sillard Marcel	"	6	12.600
Imprim.-litho	Moermans Jean	"	7 1/2	15.750

B) PERSONNEL ENSEIGNANT DES COURS COMMERCIAUX

a) *Enseignement théorique* : Taux heure-année : 2.800 frs

Matières	Noms et Prénoms	Fonctions	Nombre d'heures p. semaine	Indemnités annuelles
Français, Géog. commerciale	Lesaffre André	Professeur	3	8.400
Arithmétique	Le Hodey Nelly	"	7	19.600
Comptabilité				
Commerce	Lermission Samuel	"	4	11.200
Marchandises	Payement Gaston	"	7	19.600
Sténo-dactylo				

ARTICLE 2. — L'Etat indiqué à l'article 1 est complété comme suit, les nominations prenant effet et durée aux dates fixées ci-après :

Dates	Matières	Noms et prénoms	Fonctions	Nombre d'heures par sem.
a) <i>Enseignement théorique</i> : 2.800 frs l'heure-année				
A partir du 1-12-1944	Calcul appliqué	Thuizat Aimé	Prof.	3
"	Dessin	Vennin Jean	"	3
Du 1-11-1944 au 1-2-1945	Techno-Dessin	Dimier Edgar	"	6
A partir du 1-2-1945	Technologie	Dimier Edgar	"	3
A partir du 15-2-1945	Législation, Pré- vention des accid.	Dedieu	"	3
Du 1-11-1944 au 28-2-1945	Dessin	Monnatte Simon	"	1

Enseignement pratique : 2.100 francs l'heure-année

Du 1-12-1944 au 15-1-1945	Chaudronnerie	Hennebert Etienne	Contrem.	3
A partir du 1-2-1945	Chaudronnerie	Wième Marcel	"	3
Du 1-11-1944 au 20-2-1945	Ajustage et Tour	Crombet Gaston	"	7 1/2
A partir du 20-2-1945	"	Vansteenberghé André	"	7 1/2
Du 1-11-1944 au 1-12-1944	Menuiserie	Moreeuw Pierre	"	4 1/2
Du 1-1-1945 au 1-2-1945	"	Moreeuw Pierre	"	4 1/2
A partir du 1-3-1945	"	d°	d°	d°
Du 1-12-1944 au 31-12-1944	"	Vanneste Henri	"	6
Du 1 ^{er} au 28-2-1945	"	Vanneste Henri	"	6
A partir du 1-2-1945	"	Caby Félix	"	3

ARTICLE 3. — *Cours professionnels municipaux des filles.*

A) *Enseignement théorique (général ou technique)*

Taux heure-année : 2.800 francs

Noms et Prénoms	Matières	Fonctions	Nombre d'heures p. semaine	Indemnités annuelles
Aurence Madeleine	Français, Correspondance comm.	Professeur	3	8.400
	Anglais	Professeur	3	8.400
Boutry Marguerite	Sténo-dactylo	"	4	11.200
Colas Jeanne	"	"	5	14.000
" "	Arithmét.commer.	"	3	8.400
Drumont Marie-Paule	Hyg. et Puéricult.	"	1	2.800
Dupuich Micheline	Dessin	"	3	8.400
Jouanne Clotilde	Marchandises	"	2	5.600
	Géograp. économ.	"	2	5.600
Lavigne Simone	Comm. et compt.	"	4	11.200
Levaillant-Legranger Rolande	Coupe	"	2	5.600
Postiaux Simone	Educat. Profess.	"	2	5.600
Stubbe Germaine	Coupe	"	4	11.200

B) *Enseignement pratique* : Taux heure-année : 2.100 frs

Noms et prénoms	Matières	Fonctions	Nombre d'heures p. semaine	Indemnités annuelles
Derache Lucie	Broderie	Contredame	4	8.400
Descarpentries-Vuye Henriette	Couture	"	4	8.400
Drumont Marie-Paule	Cuisine, Enseign. ménager	"	3 1/2	7.350
Leperle Fernande	Repasage	"	2	4.200
Levaillant-Legranger	Lingerie	"	4	8.400
Stubbe Germaine	Couture	"	2	4.200
Vasseur Yvonne	Modes	"	2	4.200

DIRECTION DES COURS :

D'Estrée Antoinette. Indemnité annuelle de 12 heures-années de 2.800 frs l'une.

ARTICLE 4. — *Modalités de paiement.*

Les traitements du personnel des Cours professionnels calculés sur le taux de l'heure-année sont payés durant l'année scolaire (1^{er} Octobre au 31 Juillet) en 10 mensualités égales.

Les états mensuels de paiement établis et certifiés exacts par le Directeur des cours sont payables après approbation de l'Administration municipale, ou de M. le Secrétaire général de la Mairie.

ARTICLE 5. — *Modifications en cours d'année scolaire.*

Si, en cours d'année scolaire, des modifications doivent intervenir dans la composition, la répartition, l'affectation du personnel, les fonctionnaires remplaçants, figurant ou non parmi le personnel indiqué aux articles 1 et 2, sont choisis et nommés par le Directeur des Cours.

Ces modifications ne pourront en aucun cas entraîner une dépense supérieure au crédit annuel inscrit au budget municipal au chapitre « Personnel des Cours Professionnels municipaux ».

ARTICLE 6. — *Absences du personnel.*

1° Les autorisations d'absence d'une durée égale ou inférieure à 15 jours sont accordées par le Directeur des Cours sur demande écrite et motivée des intéressés.

Celle d'une durée supérieure à 15 jours sont accordées par M. le Maire de Lille après avis du Directeur des Cours et sur demande écrite et motivée des intéressés.

2° Pendant leur absence, quelle qu'en soit la durée, les membres du personnel ne peuvent recevoir aucun traitement au titre des Cours municipaux professionnels. Les heures d'absence sont décomptées sur la base de 1/40 l'heure année soit : 2.800 : 40.

Les membres absents sont suppléés dans leurs fonctions.

Les suppléants sont choisis et nommés par le Directeur soit parmi le personnel des Cours, soit en dehors de ce personnel

Ils sont rétribués au même taux et dans les mêmes conditions que les titulaires qu'ils remplacent.

ARTICLE 7. — M. le Directeur des Cours professionnels municipaux de garçons de Lille, M^{me} la Directrice des Cours professionnels de Jeunes filles de Lille et M. le Secrétaire général de la Mairie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 29 Mars 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu, Lille le 9 Avril 1945

Pour le Préfet,

Le Secrétaire général délégué,

Signé : G. DATY.

**COMMISSION MIXTE DE LA CAISSE DES RETRAITES DES
SERVICES MUNICIPAUX ET ETABLISSEMENTS PUBLICS DE LA
VILLE. — Réunion du 9 Mars 1945**

Les membres de la Commission mixte de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville de Lille dûment convoqués, se sont réunis le 9 Mars 1945, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. Denis Cordonnier, Maire de Lille, président.

Etaient présents :

- MM. Jules Claes, Conseiller municipal ;
Achille Bailleul, Commis principal, délégué du personnel municipal ;
André Cousin, Représentant l'Administration des Hospices de Lille ;
Thouvignon, délégué du personnel des Hospices ;
Villevieille, délégué du personnel du Bureau de Bienfaisance ;
Perdu, délégué du personnel de la Caisse de Crédit Municipal.

La séance est ouverte à 17 heures.

Le procès-verbal de la séance du 11 Janvier 1945 est adopté à l'unanimité, sans observations.

Avant de passer à l'ordre du jour, M. Bailleul rappelle la protestation qu'il a formulée lors de la réunion du 11 Janvier 1945 au sujet du classement de l'Octroi en catégorie sédentaire et demande quelle suite y a été réservée.

M. le Maire dit que la question sera posée à M. le Secrétaire général. Toutefois, après discussion entre MM. Perdu, Thouvignon et Bailleul, la Commission décide, avant de prendre position, que cette affaire sera soumise à l'appréciation de M. le doyen Duez, Conseiller juridique de la Ville.

La Commission procède ensuite à l'examen des affaires prévues à l'ordre du jour :

1° *Révision de pensions.* — Est adopté, le rapport comportant la fixation des pensions suivantes, révisées compte-tenu des dispositions de l'article 41 du règlement :

N ^{os}	Noms des Pensionnés	Nouveaux taux de pension
63	V ^{ve} Roman Hortense	3.268
86	V ^{ve} Flamencourt Félicie	3.088
107	V ^{ve} Gobert Maria	4.468
140	Moreaux Alfred	10.332
301	V ^{ve} Liénard Marie	3.028
344	V ^{ve} Isore Julie	4.524
345	Gigney Gustave	16.520
434	V ^{ve} Bosmans Céleste	5.346
436	Alhant Oscar	15.788

N ^{os}	Noms des pensionnés	Nouveaux taux de pension
574	Paris Armandi	16.623
587	V ^{ve} Bernard Suzanne	2.668
596	Boulangier Henri	11.907
602	Declercq Désiré	18.277
803	V ^{ve} Deldal Marie	4.018
849	Guyot Désiré	7.416
902	V ^{ve} Séneschal Louise	4.882
987	Luce Adolphe	14.040
1114	V ^{ve} Bart Zélie	7.621
1133	V ^{ve} Navarre Marie-Louise	8.972
1160	Lefebvre Flore	10.118
1203	V ^{ve} Cazé	4.200
1218	V ^{ve} Heughebaert Blanche	3.306
1303	V ^{ve} Leroy Jeanne	8.120
1310	Enf. : Brisy Albert	8.583
1481	« Thoorès Renée	903
1486	« Deleporte Louis	748
1510	« Peltier Georges	1.249
1533	« Formesyn Marie	2.911
1534	« Bleuze André	1.270
1578	V ^{ve} Guyot Hyacinthe	3.709
1629	V ^{ve} Lelou Elise	6.908
1638	V ^{ve} Duriez Hermance	6.392
1640	V ^{ve} Dua Joséphine	7.396
1642	V ^{ve} Desrumaux Anélie	6.476
1643	V ^{ve} Willekens Marie	5.740
1644	V ^{ve} Delebecque Julienne	5.828
1645	V ^{ve} Margerin Julie	5.912
1649	V ^{ve} François Florine	6.476
1650	V ^{ve} Heu Sylvie	5.832
1652	V ^{ve} Verdier Marie-Louise	7.172

D'autre part, la Commission décide le relèvement du montant du complément de pension attribué aux anciens agents de la Ville, titulaires d'une rente Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse, ce complément de pension ajouté à la dite rente devant former un total égal au nouveau taux de l'allocation aux Vieux travailleurs salariés fixé par l'ordonnance du 2 Février 1945, avec effet du 1^{er} Janvier 1945.

2° *Admissions à la retraite.* — La Commission adoptant les rapports qui lui sont présentés, décide l'octroi de pensions aux fonctionnaires admis à la retraite ou veuves de fonctionnaires dont les noms suivent :

Noms et prénoms	Nature de la pension	Montant de la pension	Point de départ
V ^{ve} Mouraux Clara	Réversion	14.412	18 Janvier 1945
V ^{ve} Delcambre Alph.	d°	3.970	23 Octobre 1944
Comère Julien	Ancienneté	11.648	1 ^{er} Septembre 1944
V ^{ve} Briche Rosalie	Réversion	1.068	7 Janvier 1945
Baussart Albert	Ancienneté	18.832	1 ^{er} Mars 1945

3° *Demandes de rappel de versements pour validation d'années d'auxiliariat ou de stage.* — La Commission autorise les fonctionnaires suivants à bénéficier des dispositions des articles 5 et 7 du règlement qui permettent de faire valider des années d'auxiliariat passées au service de la Ville ou d'autres Administrations publiques, moyennant le versement de retenues afférentes à la période à valider, lesdites retenues étant calculées à raison de 6 % sur le traitement de titularisation :

Bomart Paul : Contrôleur financier ;
Hof Henri : Chef de la 3^e division ;
Rosse Paul : Commis ;
M^{lle} Hugot Christiane : Dame-employée ;
M^{me} Desquiens Andrée : Dame-employée ;
M^{me} Louvet Huguette : Dame-employée ;
M^{me} Boulanger Agnès : Dame-employée ;
M^{lle} Wagnon Cécile : Dame-employée ;
M^{me} Broutin Fernande : Dame-employée ;
M^{lle} De Munyck Yvonne : Dame-employée ;
M^{lle} Evans Georgette : Dame-employée ;
M^{me} Leblanc Jeanne : Dame-employée principale ;
M^{me} Dujardin Pauline : Dame-employée principale ;
M^{me} Polaert Yvonne : Dame-employée principale ;
Carlier Gustave : Mécanicien.

La demande précédemment formulée par M. Lallau Raymond, Chef de Bureau, qui sollicitait la validation des années d'auxiliariat passées au Service de la Banque de France est rejetée, M. le Doyen Duez, conseiller juridique de la Ville, consulté à cet effet, ayant conclu que la Banque de France n'est pas une Administration publique.

Par ailleurs, la Commission examine la demande M. Portebois qui sollicite l'autorisation d'effectuer un versement rétroactif, avec participation équivalente de la Ville, à la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse pour la période du 1^{er} Avril 1922 au 16 Avril 1932, jour de son premier versement à cette caisse.

Un arrêté du Maire du 27 Mai 1924 ayant autorisé M. Portebois à effectuer des versements à la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse à compter du 1^{er} Avril 1922, et celui-ci n'ayant pas daigné user de cette faculté à l'époque, la Commission émet un avis défavorable quant au versement rétroactif demandé par l'intéressé.

4° *Examen de la situation de M. Médigue.* — La Commission statuant sur un rapport présenté par le Secrétaire concernant la situation de M. Médigue, ancien sapeur-pompier, titulaire d'une pension d'invalidité accordée suivant les dispositions de l'article 4, paragraphes a) et f) du règlement en vigueur le 9 Novembre 1940 date de l'admission à la retraite de l'intéressé, décide de convoquer celui-ci devant la Commission de Réforme à l'effet de connaître le pourcentage d'invalidité dont ce retraité est encore atteint.

Il est entendu que la convocation aura lieu par pli recommandé, la Ville de Lille s'offrant à rembourser à M. Médigue les frais de voyage résultant de la mesure envisagée. Au cas où l'intéressé ne répondrait pas à la convocation, une deuxième serait envoyée dans les mêmes conditions. Si aucune suite n'est donnée à celle-ci, la suppression de la pension sera alors envisagée.

Avant la clôture de la séance, la Commission enregistrant une intervention de M. Thouvignon, délégué du personnel des Hospices en faveur d'une certaine catégorie du personnel, émet le vœu que le personnel de cette Administration repris à l'arrêté du Chef du Gouvernement du 18 Septembre 1943, soit affilié d'urgence à la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, conformément aux dispositions de l'article 73 du décret du 18 Avril 1943.

M. Cousin représentant l'Administration des Hospices promet son appui en ce sens au sein de la Commission de cette Administration.

La séance est levée à 18 h. 05.

Le Maire de Lille,

Président : Denis CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Révision des pensions

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

Messieurs,

Lors de votre séance du 8 Février 1944, vous avez été appelés à homologuer des nouveaux taux de pensions révisées conformément aux dispositions du nouveau règlement des retraites.

Nous vous soumettons ci-après, une deuxième liste des retraités dont nous vous prions de vouloir bien ratifier les nouveaux taux de pensions et d'indemnités spéciales temporaires dans les mêmes conditions que précédemment :

Noms et prénoms	Pension principale	Indemnité spéciale temporaire	Observations
V ^{ve} Roman, née Wallez Hortense	3.268	1.600	décédée le 13-11-1943
V ^{ve} Flamencourt, née Waroux Félicite	3.088	1.600	" le 24-12-1943
V ^{ve} Gobert, née Donce Maria	4.468	1.600	" le 20-12-1943
Moreaux Alfred	10.332	3.600	" le 9-2-1943
V ^{ve} Liénard, née Vernacht Marie	3.028	1.600	" le 9-11-1943
V ^{ve} Isore, née Fonteyne Julie	4.524	1.600	" le 8-6-1943
Gigney Gustave	16.520	4.500	" le 29-11-1943
V ^{ve} Bosmans, née Leblond Céleste	5.346	1.900	" le 17-1-1943
Alhant Oscar	15.788	4.500	" le 1-11-1943
Paris Armandi	16.623	4.500	" le 24-1-1943
V ^{ve} Bernard, née Mignac Suzanne	2.668	1.600	" le 8-12-1943
Boulenger Henri	11.907	3.600	" le 18-2-1943
Declercq Désiré	18.277	4.500	" le 6-11-1943
V ^{ve} Deldal, née Hiette Marie	4.018	1.600	" le 11-5-1943
Guyot Désiré	7.416	3.000	" le 5-2-1943
V ^{ve} Séneschal, née Thiérasche Louise	4.882	1.600	" le 28-3-1943
Luce Adolphe	14.040	3.600	" le 20-3-1943
V ^{ve} Bart, née Marchand Zélie	7.624	2.400	" le 9-9-1943
V ^{ve} Navarre, née Ghilbert Marie-Louise	8.872	2.400	" le 27-12-1943

Noms et prénoms	Pension principale	Indemnité spéciale temporaire	Observations
Lefebvre Flore	10.118	3.600	décédée le 29-9-1943
V ^{ve} Cazé, née Chardavon Marie-Louise	4.200	1.600	" le 24-5-1943
V ^{ve} Heughebaert, née Lefils Blanche	3.306	1.600	" le 11-2-1943
V ^{ve} Leroy, née Marécaux Jeanne	8.120	2.400	" le 1-9-1943
Enfant : Brisy Albert ...	8.583	2.400	21 ans le 15-8-1943
" Thoorès Renée .	903	"	" le 24-3-1943
" Deleporte Louis .	748	"	" le 29-4-1943
" Peltier Georges .	1.249	"	" le 18-1-1943
" Formesyn Marie	2.911	"	" le 23-2-1943
" Bleuze André ..	1.270	"	" le 1-3-1943
V ^{ve} Guyot, née Stecq Hyacinthe	3.709	1.600	du 6-2-43 au 23-8-43
V ^{ve} Leleu, née Rouzé Elise	6.908	1.900	à compt. du 9-11-44
V ^{ve} Duriez, née Delcie Hermance	6.392	1.900	" du 17-1-44
V ^{ve} Dua, née Noterman Josephine	7.396	1.900	" du 12-2-44
V ^{ve} Desrumaux, née Cochet Amélie	6.476	1.900	" du 17-2-44
V ^{ve} Willekens, née Hespel Marie	5.740	1.900	" du 26-2-44
V ^{ve} Delebecque, née Sarrazin Julienne	5.828	1.900	" du 28-2-44
V ^{ve} Margerin, née Bailliez Julie	5.912	1.900	" du 9-3-44
V ^{ve} François, née Bert Florine	6.476	1.900	" du 30-3-44
V ^{ve} Heu, née Bizard Sylvie	5.832	1.900	" du 8-4-44
V ^{ve} Verdier, née Bouquet Marie-Louise	7.172	1.900	" du 3-5-44

**CAISSE DES RETRAITES. — Anciens agents municipaux retraités
par la Caisse Nationale. Complément de pension
« Vieux Travailleurs »**

Messieurs,

Parmi nos anciens agents, certains sont titulaires d'une rente servie par la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse et constituée à cet organisme par le versement de retenues sur leur traitement d'activité.

Conformément aux dispositions du décret-loi du 28 Octobre 1941, lesquelles sont d'autre-part reprises à l'article 21 bis du nouveau règlement de Caisse de Retraite approuvé par décret ministériel du 23 Mars 1944, les intéressés reçoivent de la part de la Ville un complément de pension égal à la différence entre le taux de l'Allocation aux Vieux Travailleurs Salariés fixé par la loi du 14 Mars 1941 et la rente Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse dont ils sont bénéficiaires.

Or, une ordonnance en date du 2 Février 1945 a modifié comme suit, à compter du 1^{er} Janvier 1945, les avantages accordés aux bénéficiaires de l'Allocation aux Vieux Travailleurs Salariés.

Nouveau taux annuel de l'allocation	7.200 frs
Majoration pour conjoint à charge	2.000 frs
Bonification pour avoir eu au moins 5 enfants ..	1.000 frs

L'article 15 de ladite ordonnance précise que ces avantages doivent être étendus aux anciens fonctionnaires soumis à un régime spécial de retraites.

Il en résulte que la situation de nos anciens agents tributaires de la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse doit être révisée, compte-tenu des dispositions nouvelles précitées.

Ci-après, la liste des nouveaux taux de complément de pension à leur attribuer :

N ^{os} des pensions	Noms et prénoms	Taux de l'allocation	Majorations		Total	Montant de la rente C. N. R. V.	Compl. à servir par la Ville	Date de la délib. ayant acc. le compt. pri.
			pour conjoint	pour enfant				
1585	Briquet Victor	7.200	2.000	1.000	10.200	777	9.423	7-6-1943
1586	Butin Oscar	"	"	"	7.200	1.377	5.823	"
1587	Leveugle Henri	"	"	"	10.200	860	9.340	"
1588	Evrard Alfred	"	"	"	9.200	974	8.226	20-7-1943
1594	Bart Jules	"	"	"	9.200	1.120	8.080	9-8-1943
1595	Cambron Victor	"	"	"	7.200	730	6.470	9-8-1943
1596	Carlier Alexandre	"	"	"	9.200	690	8.510	9-8-1943
1597	Carlier Charles	"	"	"	7.200	797	6.403	9-8-1943
1598	Delecourt Charles	"	"	"	8.200	1.452	6.748	9-8-1943
1599	Delefosse Franç.	"	"	"	9.200	985	8.215	9-8-1943
1600	Delestrie Auguste	"	"	"	8.200	755	7.445	9-8-1943
1601	Desbonnet Louis	"	"	"	7.200	1.248	5.952	9-8-1943
1602	Fontaine Joseph	"	"	"	10.200	868	9.332	9-8-1943
1603	Impe Georges	"	"	"	9.200	831	8.369	9-8-1943
1604	Leducq Georges	"	"	"	9.200	680	8.520	9-8-1943
1605	Loosveldt Théod.	"	"	"	9.200	1.255	7.945	9-8-1943
	Vandercruyssen							
1606	Léonard	"	"	"	9.200	600	8.600	9-8-1943
1607	Verhaeghe Georg.	"	"	"	7.200	1.468	5.732	9-8-1943
1608	Bonvin Louis	"	"	"	10.200	974	9.226	14-9-1943
1609	Madelgaire Fran.	"	"	"	7.200	1.144	6.056	14-9-1943
1610	M ^{me} Locoche Stép.	"	"	"	7.200	1.170	6.030	9-5-1944
1611	Rassel Henri	"	"	"	9.200	1.396	7.804	14-9-1943
1612	Timmermans Pie.	"	"	"	7.200	452	6.748	14-9-1943
	Ruysschaert							
1620	Frédéric	"	"	"	10.200	1.778	8.422	9-11-1943
1621	Trinel Henri	"	"	"	9.200	538	8.662	9-11-1943
1622	V ^{ve} Le Griel Jean.	"	"	"	7.200	625	6.575	9-11-1943
	V ^{ve} Colmant							
1623	Marguerite	"	"	"	7.200	2.744	4.456	9-11-1943
1675	Rosiner Alfred	"	"	"	9.200	1.667	7.533	
1676	Danucine Jules	"	"	"	7.200	1.746	5.454	

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de compléments de pensions et en décider le service, à compter du 1^{er} janvier 1945, sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville dont le crédit sera renforcé en conséquence, lors de l'établissement du budget supplémentaire de l'exercice 1945.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension. Veuve Léon
Mouraux

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

Messieurs,

M. Mouraux Léon, Secrétaire général-adjoint de 1^{re} classe, en retraite depuis le 1^{er} Janvier 1926 est décédé à Mougins (Alpes-Maritimes) le 17 Janvier 1945.

La pension annuelle qui lui était servie avait été fixée à 7.828 frs 56 lors de la délibération du Conseil municipal du 30 Décembre 1925 et portée à 28.824 frs par la révision homologuée en sa séance du 8 Février 1944.

L'épouse, née Clara-Marie Cailleux sollicite une pension de reversion.

Vu les extraits des registres de l'Etat-Civil constatant :

1° que la dame Cailleux Clara est née le 2 Juin 1876 à Templeux-la-fosse (Somme) ;

2° que ladite dame Cailleux et M. Mouraux ont contracté mariage le 11 Juin 1898 ;

3° que M. Mouraux est décédé le 17 Janvier 1945 ;

Vu le certificat constatant :

1° que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;

2° qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Mouraux-Cailleux ;

le règlement de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville (article 23) duquel il résulte :
que M^{me} V^e Mouraux a droit à la moitié de la pension de son mari, soit :

$$28.824 : 2 = 14.412 \text{ frs}$$

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 18 Janvier 1945, lendemain du décès de M. Mouraux, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Veuve Florent Delcambre**

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

Messieurs,

M. Delcambre Florent, surveillant de cimetière de 1^{re} classe, en retraite depuis le 1^{er} Avril 1935, est décédé à Saméon (Nord) le 22 Octobre 1944.

La pension annuelle qui lui était servie avait été fixée à 5.220 frs lors de la délibération du Conseil municipal du 2 Mai 1935 et portée à 7.940 frs par la révision homologuée en sa séance du 8 Février 1944.

L'épouse, née Alphonsine Renard sollicite une pension de reversion.

Vu les extraits des registres de l'Etat-Civil constatant :

1° que la dite Alphonsine Renard est née le 23 Mai 1879 à Taintegnies (Belgique) ;

2° que ladite dame Renard et M. Delcambre ont contracté mariage le 24 Février 1906 ;

3° que M. Delcambre est décédé le 22 Octobre 1944.

Vu le certificat constatant :

1° que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;

2° qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Delcambre-Renard ;

le règlement de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, article 23 duquel il résulte :

que M^{me} V^{ve} Delcambre a droit à la moitié de la pension de son mari, soit :

$$7.940 : 2 = 3.970 \text{ frs}$$

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 25 Octobre 1944, lendemain du décès de M. Delcambre, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.

Veuve Aimable Dewattine

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

Messieurs,

M. Dewattine Aimable, Commis principal de 1^{re} classe, en retraite depuis le 1^{er} Février 1936 est décédé à Lille le 12 Février 1945.

La pension annuelle qui lui était servie avait été fixée à 8.000 frs lors de la délibération du Conseil municipal du 30 Décembre 1935 et portée à 11.424 frs par la révision homologuée en sa séance du 8 Février 1944.

L'épouse, née Mathilde-Céline Lecocq, sollicite une pension de reversion.

Vu les extraits des registres de l'Etat-Civil constatant :

1° que la dame Mathilde-Céline Lecocq est née à Lille le 27 Avril 1867 ;

2° que ladite dame Lecocq et M. Dewattine ont contracté mariage le 27 Mai 1919 ;

3° que M. Dewattine est décédé le 12 Février 1945 :

Vu le certificat constatant :

1° que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;

2° qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Dewattine-Lecocq ;

le règlement de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, article 23 duquel il résulte :

que M^{me} V^{ve} Dewattine a droit à la moitié de la pension de son mari, soit :

$$11.424 : 2 = 5.712 \text{ frs}$$

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 13 Février 1945, lendemain du décès de M. Dewattine, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.

Julien Comère

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

Messieurs,

M. Comère Julien, né à Lille le 20 Août 1889, sous-brigadier de Police au Service de la Police Régionale d'Etat a été admis, par l'Etat, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} Septembre 1944.

M. Comère ayant été employé par la Ville au Service de la Police locale du 1^{er} Janvier 1923 au 14 Mars 1942, date à laquelle la Police municipale a été étatisée, sollicite de notre part la liquidation d'une pension municipale de retraite.

Conformément aux dispositions de l'article 107 de la loi du 31 Décembre 1937 et de la loi du 23 Décembre 1943 relative aux droits à pension du personnel municipal reclassé dans les cadres des Polices Régionales d'Etat, nous devons allouer à l'intéressé une pension de retraite calculée proportionnellement au temps de service passé à la Ville, soit les 230/259^e du temps de service total (19 ans, 2 mois à la Ville, 2 ans, 5 mois à l'Etat).

Ci-dessous le détail des services effectifs accomplis par M. Comère lui ouvrant droit à pension :

Services civils « Ville de Lille »	19 ans	2 mois
« « (Etat)	2 ans	5 mois
Service militaire légal	2 ans	
Services militaires de guerre	4 ans	11 mois
Total	28 ans	6 mois

Prise en compte par la Ville des services militaires calculée proportionnellement au temps passé à la Ville :

$$\frac{6 \text{ ans } 11 \text{ mois} \times 230}{259} = 6 \text{ ans, } 1 \text{ mois}$$

Bonification de guerre à servir proportionnellement par la Ville :

$$\frac{8 \text{ ans } 6 \text{ mois} \times 230}{259} = 7 \text{ ans, } 6 \text{ mois}$$

L'intéressé ayant joui, pendant ses trois dernières années au service de la Ville, d'un traitement moyen de 17.787 frs, la liquidation de la pension municipale à lui attribuer s'établit dès lors comme suit :

Services civils :

Dix-neuf ans	19/50 de 17.787 =	6.759 frs
Deux-mois	2/12 de 1/50 de 17.787 =	59 frs

Services militaires :

Six ans	6/50 de 17.787 =	2.134 frs
Un mois	1/12 de 1/50 de 17.787 =	29 frs

Bonifications pour campagnes :

Sept ans	7/50 de 17.787 =	2.490 frs
Six-mois	6/12 de 1/50 de 17.787 =	177 frs
Total =		<u>11.648 frs</u>

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 1^{er} Septembre 1944 par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.

Veuve François Lecomte

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

Messieurs,

M. Lecomte François, Gardien de la Paix de 1^{re} classe, en retraite depuis le 1^{er} Juillet 1941 est décédé à Lille le 25 Février 1945.

La pension annuelle qui lui était servie avait été fixée à 7.975 francs lors de la délibération du Conseil municipal du 27 Juillet 1941 et portée à 12.460 frs par la révision homologuée en sa séance du 8 Février 1944.

L'épouse, née Emélie-Maria Gevaert, sollicite une pension de réversion.

Vu les extraits des registres de l'Etat-Civil constatant :

1° — que la dame Emélie-Maria Gevaert est née à Lille, le 22 Février 1895 ;

2° — que ladite dame Gevaert et M. Lecomte ont contracté mariage le 7 Janvier 1920 ;

3° — que M. Lecomte est décédé le 25 Février 1945.

Vu le certificat constatant :

1° — que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;

2° — qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Lecomte-Gevaert ;

le règlement de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, article 23, duquel il résulte :
que M^{me} V^e Lecomte a droit à la moitié de la pension de son mari,
soit :

$$12.460 : 2 = 6.230 \text{ francs}$$

soit un chiffre porté au multiple de 4 : 6.232 francs.

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 26 Février 1945, lendemain du décès de M. Lecomte, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.

Veuve Ernest Briche

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

Messieurs,

M. Briche Ernest-Ambroise-Emilien, gardien de la Paix de 2^e classe, en retraite depuis le 1^{er} Juin 1942 est décédé le 6 Janvier 1945.

La pension annuelle qui lui était servie avait été fixée à 10.678 francs lors de la délibération du Conseil municipal du 7 Juillet 1942.

L'épouse, née Dufлот Rosalie-Léontine, sollicite une pension de reversion.

Vu les extraits des registres de l'Etat-Civil constatant :

1° — que la dame Dufлот Rosalie-Lucie-Léontine est née à Lille le 3 Mai 1896 ;

2° — que ladite dame Dufлот et M. Briche ont contracté mariage le 13 Octobre 1920 ;

3° que du mariage sont issus : Jacques-Anicet Briche né le 3 Avril 1924 à Rosendaël (Nord) ; Jean-Louis Briche né le 1^{er} Novembre 1925 à Lille ; Michel-Ernest Briche, né le 20 Juin 1929, à Lille ; Danièle-Renée-Jacqueline Briche, née le 7 Novembre 1936, à Mons-en-Barœul (Nord) ;

4° que M. Briche est décédé le 6 Janvier 1945, à Lille.

Vu le certificat constatant :

1° que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;

2° qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Briche-Dufлот ;

le règlement de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, article 23, duquel il résulte :

1° que M^{me} V^e Briche a droit à une pension égale à la moitié de la pension de son mari, soit :

$$10.678 : 2 = 5.339 \text{ francs}$$

soit un chiffre porté au multiple de 4 : 5.340 francs.

2° que Jacques, Jean, Michel et Danièle ont droit, chacun jusqu'à l'âge de 21 ans, à une pension temporaire égale à 10 % de la pension du père, soit :

$$\frac{10.678 \times 10}{100} = 1.067 \text{ francs}$$

soit un chiffre porté au multiple de 4 : 1.068 francs

En conséquence nous vous prions de vouloir bien homologuer la fixation de ces pensions et en décider le service à compter du 7 Janvier 1945, lendemain du décès de M. Briche, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.

Albert Baussart

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

Messieurs,

M. Baussart Albert, caporal au Bataillon des sapeurs-pompiers né à Lille le 10 Février 1890, sollicite la liquidation de sa pension de retraite à partir du 1^{er} Mars 1945.

Tributaire de la Caisse des Retraites des Services municipaux depuis le 1^{er} Août 1919, M. Baussart comptait au 28 Février 1945 : vingt-cinq ans et sept mois de services civils, deux ans de service militaire obligatoire et quatre ans et onze mois de services militaires de guerre, soit ensemble : trente-deux ans et six mois de services effectifs ouvrant droit à pension avec un traitement moyen de 23.542 francs pendant les trois dernières années, se décomposant comme suit :

Traitement	19.262 frs
Avantages en nature	4.280 frs
	<hr/>
	23.542 frs

Ci-après la liquidation établie en conformité des dispositions de l'article 12 du règlement :

Services civils :

Vingt-cinq ans	25/50 de 23.542 =	11.771 frs
Sept mois	7/12 de 1/50 de 23.542 =	274 frs

Services militaires :

Six ans	6/50 de 23.542 =	2.825 frs
Onze mois	11/12 de 1/50 de 23.542 =	431 frs
		<hr/>
Total		15.301 frs

Bénéfices de campagnes :

Huit ans	8/50 de 23.542 =	3.766 frs
Sept mois	7/12 de 1/50 de 23.542 =	274 frs
	Total	<u>4.040 frs</u>

Toutefois le taux de la pension ne pouvant dépasser, en sus du minimum, la valeur de quinze annuités supplémentaires, se trouve réduit au maximum ci-après :

Pension minimum d'ancienneté : 23.542 : 2	11.771 frs
Annuités supplémentaires 15/50 de 23.542	<u>7.062 frs</u>
Total	<u>18.833 frs</u>

soit un chiffre ramené au multiple de 4 18.832 frs

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 1^{er} Mars 1945, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville.

HYGIENE. — Statistique sanitaire du mois de Mars 1945

I. — RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

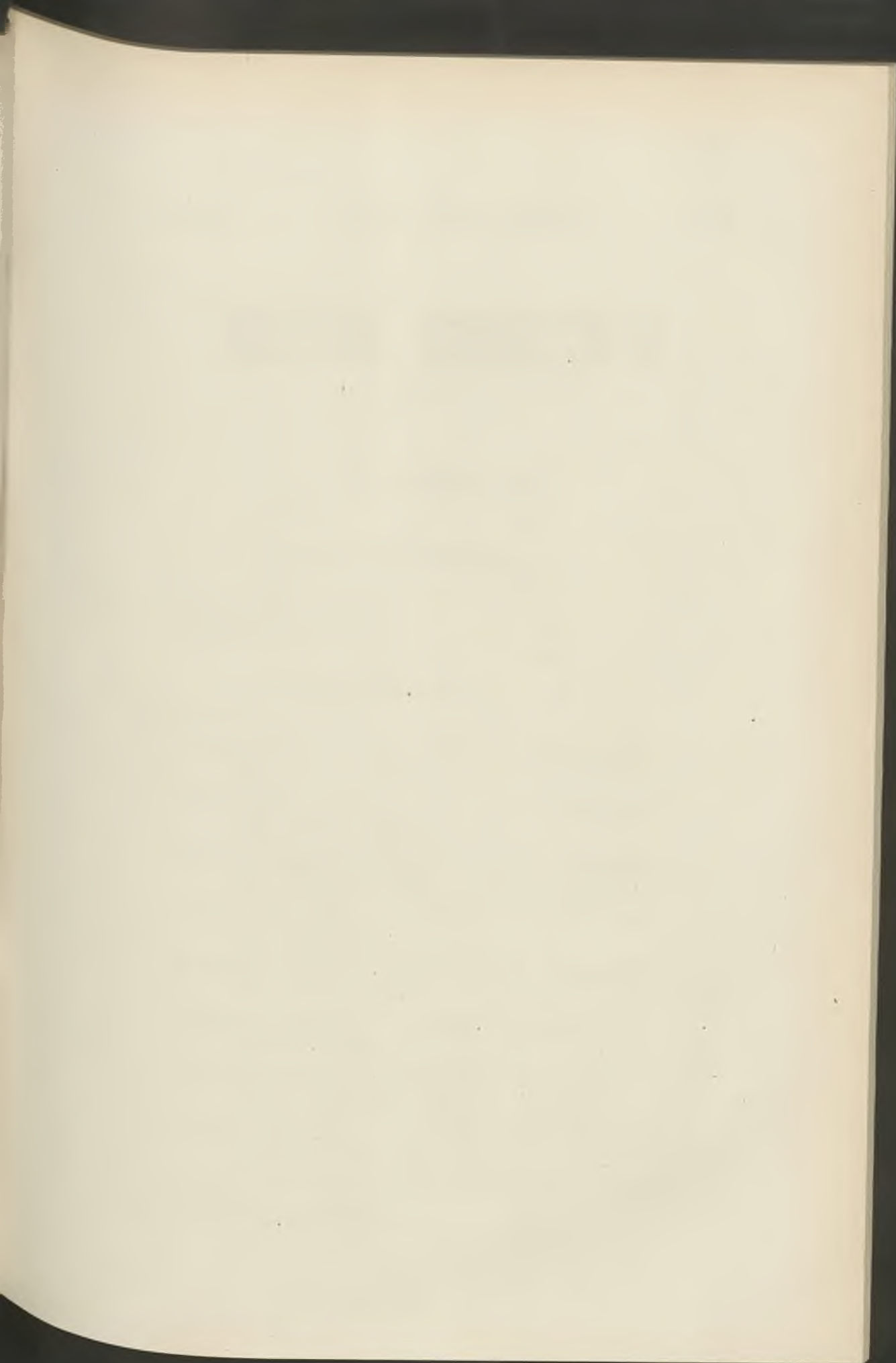
MARIAGES	DIVORCES	NAISSANCES			MORT-NÉS			DECES (mort nés non compris)	ENFANTS MIS EN NOURRICE		
		Mort-nés non compris							NÉS dans la commune		NÉS hors de la commune
		Légi- times	Illégi- times	Total	Légi- times	Illégi- times	Total		PLACÉS hors de la commune	PLACÉS dans la commune	
181	30	352	75	427	6	2	8	337	2	5	0

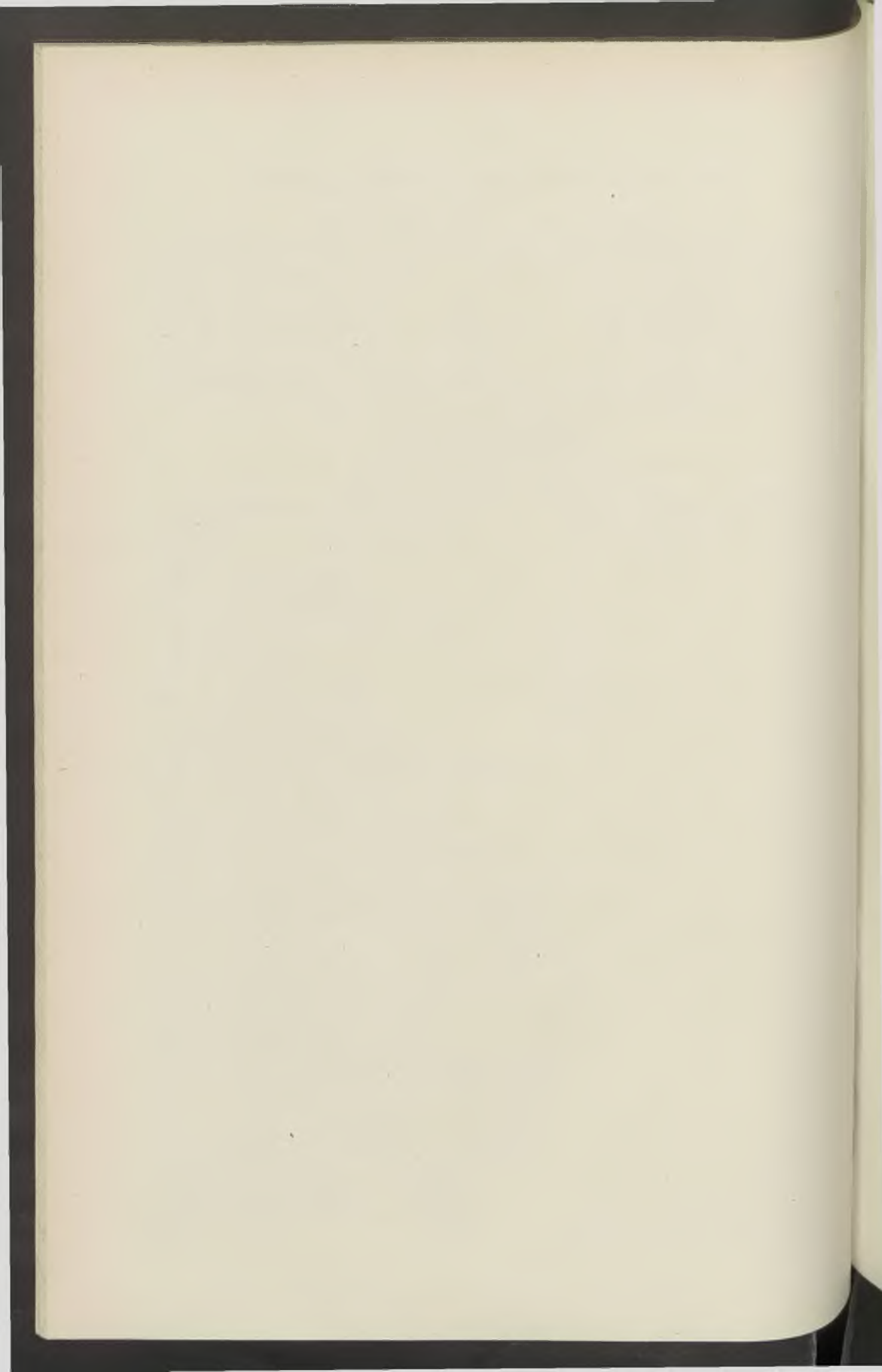
II. — RÉPARTITION DES DÉCÈS PAR CAUSE ET PAR AGE

(Mort-nés non comptés)

(Ce tableau doit comprendre tous les décès sans exception survenus sur le territoire de la commune).

NUMÉROS d'ordre	CAUSES DE DECES <i>Nomenclature internationale</i>	MOINS de 1 AN	De 1 à 19 ans	De 20 à 39 ans	De 40 à 59 ans	De 60 ans et au delà	TOTAUX
1	Fièvre typhoïde ou paratyphoïde (Typhus abdominal)	"	"	"	"	"	"
2	Typhus exanthématique	"	"	"	"	"	"
3	Fièvre et Cachexie paludéennes	"	"	"	"	"	"
4	Variole	"	"	"	"	"	"
5	Rougeole	"	"	"	"	"	"
6	Scarlatine	"	"	"	"	"	"
7	Coqueluche	1	"	"	"	"	1
8	Diphthérie et Croup	1	"	"	"	"	1
9	Grippe	"	"	"	"	1	1
10	Choléra asiatique	"	"	"	"	"	"
11	Entérite cholériforme	"	"	"	"	"	"
12	Autres maladies épidémiques	1	"	"	"	1	2
13	Tuberculose de l'appareil respiratoire	"	1	11	4	2	18
14	Tuberculose des méninges ou du système ner- veux central	"	1	1	"	"	2
15	Autres Tuberculoses	"	"	2	2	1	5
16	Cancer et autres Tumeurs malignes	"	"	1	14	27	42
17	Méningite simple	5	2	2	1	"	10
18	Hémorragie et Ramolissement du cerveau ..	"	"	"	1	25	26
19	Maladies du cœur (non compris angine de de poitrine)	"	1	"	6	29	36
20	Bronchite aiguë (y compris les bronchites sans épithète de moins de 5 ans)	2	"	"	"	2	4
21	Bronchite chronique (y compris les bronchites sans épithète de 5 ans et plus)	"	"	"	1	4	5
22	Pneumonie	"	"	"	"	2	2
23	Autres Affections de l'appareil respiratoire (Phtisie exceptée)	15	2	3	8	20	52
24	Affections de l'estomac (Cancer excepté)	"	"	"	1	"	1
25	Diarrhée et Entérite (Au-dessous de deux ans)	13	"	"	"	"	13
26	Appendicite et Typhlite	"	"	1	"	"	1
27	Hernie, Obstruction intestinale	"	"	"	"	1	1
28	Cirrhose du foie	"	"	"	"	1	1
29	Néphrite aiguë ou chronique	"	"	"	"	6	6
30	Tumeurs non cancéreuses et autres affections des organes génitaux de la femme	"	"	"	"	"	"
31	Septicémie puerperale (Fièvre, Péritonite, Phlé- bite puerpérales)	"	"	"	"	"	"
32	Autres Accidents puerpuraux de la grossesse et de l'accouchement	"	"	"	"	"	"
33	Débilité congénitale et Vices de conformation	8	1	"	"	"	9
34	Sénilité	"	"	"	"	20	20
35	Morts violentes (suicide excepté)	"	2	2	5	6	15
36	Suicide	"	"	"	1	3	4
37	Autres Maladies	1	3	3	15	20	42
38	Maladie inconnue ou mal définie	1	"	7	5	4	17
	TOTAUX	52	13	33	64	175	337





BULLETIN ADMINISTRATIF

SOMMAIRE

Administration Municipale :

Code des arrêtés municipaux :

Modification. Article 59	317
--------------------------------	-----

Police Administrative :

Elections :

Elections municipales et cantonales 1945. Bureaux de vote. Canton Lille-Centre	321
Elections municipales et cantonales 1945. Bureaux de vote. Canton Nord	322
Elections municipales et cantonales 1945. Bureaux de vote. Canton Nord-Est	323
Elections municipales et cantonales 1945. Bureaux de vote. Canton Sud	324
Elections municipales et cantonales 1945. Bureaux de vote. Canton Sud-Est	326
Elections municipales et cantonales. Bureaux de vote. Canton Lille-Est	327
Elections municipales et cantonales. Bureaux de vote. Canton Lille-Ouest	328
Elections municipales et cantonales. Bureaux de vote. Canton Lille Sud-Ouest	329
Convocations des collèges électoraux municipaux	380-386
Affichage. Emplacements	338

Etat-Civil :

Médecin-intérim 10 ^e et 11 ^e circonscriptions. Docteur Tajchner	354
---------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Enseignement des Beaux-Arts :

Ecole des Beaux-Arts :

Cours d'Architecture. Professeur Doisy	350
Cours d'Architecture. Démission. Paul Lenglard	349

Œuvres Diverses :

Prime à la natalité :

Exercice 1944. 1 ^{re} fraction. Bénéficiaires	369-371
Exercice 1944. 2 ^e fraction. Bénéficiaires	368

Recettes :

Régisseurs :

Taxe d'abatage de l'abattoir. Marcel Spitebroot. Modification	361
Bains du boulevard de la Liberté. Charles Vandenberghe. Modifications	362
Cantines scolaires et restaurants populaires. Louis Lerouge. Modifications	363

Hygiène :

Statistique sanitaire :

Mois d'Avril	388
--------------------	-----

Désinfection - Désinsectisation :

Injonction. Rosse. Rue d'Armentières	320
--------------------------------------------	-----

Fosses d'aisances :

5, rue du Cirque. Injonction. Pannier	343
---------------------------------------------	-----

Police :

Lieux ouverts au public :

Fiches de police. Obligation aux hôteliers et logeurs .	316
---------------------------------------------------------	-----

Voie publique :

Divagation des chiens. Interdiction	355
-------------------------------------------	-----

Services Municipaux :

Cadre Principal :

Généralités :

Commission consultative. Chefs de bureau. Nominations	365
Tableau annuel d'avancement. Chefs de bureau	373

Secrétariat général :

Nominations. Chefs de bureau :

Legrand Fernande	375
Quin Georgette	376
Casin M ^{me}	373
Ancienneté dans la classe. M ^{me} Casin	359

Première division :

Congé avec solde. Renouvellement. Lemille	361
Congé sans solde. Pierre Boursin	354

Deuxième division :

Nomination. Chef de bureau. Arthur Lefebvre	379
---------------------------------------------------	-----

Troisième division :

Nominations. Chefs de bureau :

Lemaire Marguerite	375
Paquier Louis	378
Thibaut Emile	377
Reprise de fonctions. Maurice Caby	317
Congé avec solde. Louis Depauw	348

Quatrième division :

Education physique. Nominations provisoires. Moni- teurs et Monitrices	366
Mutation. Edouard Piette	363
Licenciement. M ^{me} Masson	342

Cinquième division :

Nomination. Chef de bureau. Rémy Tiers	374
Congé sans solde. Renouvellement. René Godart	364

Octroi :

Cadres supérieurs. Traitements	357
--------------------------------------	-----

Sapeurs-Pompiers :

Nominations :

Descarpentries Marcel	336
Vanhulle Arsène	335

Démissions :

Vanderosière Robert	318
Derlyn Achille	334

Cadre Auxiliaire :

Promotions. Tous services et divisions	351
Agents mineurs. Salaires	352

Secrétariat général :

Nomination. Jean Corbelin	347
Démission. Robert Pauwels	359
Suspension de traitement. Jean Bert	320
Licenciement. M. Bertrand. Interprète	341

Economat :

Nominations :

Gabrielle Degryse	331
Virginie Gyde	331
Licenciement d'un vieux serviteur. Marthe Lancel	357

Première division :

Nominations :

Marceau Tytgat	332
Léon Talman	333
Simone Dutielt	352
Raymond Briffaut	367
Reclassement. M ^{me} Méens	334

Démissions :

Denise Winckel	337
Gisèle Rault	333
Marie Debove	353
Pierre Buyens	360

Suspension de traitement. Jacques Renard	358
------------------------------------------------	-----

Deuxième division :

Nominations :

Arthur Meunier	347
Maurice Leclercq	346
Emile Pénicot	330
Pierre Maquet	331
Pierre Vanlaecke	331

Démissions :

Albert Coucke	337
Charles Duvauchelle	338
Pierre Palstermans	368

Suspensions de traitement :

Jacques Niele	345
Henri Aubert	344
Henri Crétal	379

Congé sans solde :

Jules Laine	319
Eugène Neslany	365

Troisième division :

Reclassement. Delecour	334
Licenciement. Gaston Poquet	340

Quatrième division :

Suspension de traitement. Roger Régnier	345
-----------------------------------------------	-----

Cinquième division :

Congé sans solde. Daniel Kerkhove	319
-----------------------------------------	-----

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

2^{me} DIVISION

1^{er} BUREAU

POLICE GÉNÉRALE

Le Préfet du Nord, Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 99 de la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu le décret-loi du 10 Mars 1939 faisant obligation aux hôteliers et logeurs, de tenir un registre de police ;

Vu l'arrêté Préfectoral du 15 Mai 1939 ;

Vu la circulaire n° 311 du 5 Mars 1945 de M. le Ministre de l'Intérieur ;

Vu l'article 475 du Code Pénal ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures énergiques en vue de réprimer la prostitution clandestine ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire général du Nord ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — Les fiches de police établies, en application du décret-loi du 10 Mars 1939, devront être entièrement remplies et les intéressés devront présenter une carte d'identité régulièrement établie dont mention sera faite sur la fiche hôtelière.

ARTICLE 2. — L'obligation de la fiche hôtelière est faite pour toute location de chambres par des hôteliers et des logeurs, même pour une location à l'heure ou pour une fraction de la journée.

ARTICLE 3. — Les hôteliers qui contreviendront aux dispositions du présent arrêté tomberont sous le coup des dispositions du Code Pénal et du décret-loi du 10 Mars 1939. Ils pourront faire l'objet de fermeture administrative de leurs établissements.

ARTICLE 4. — Monsieur le Secrétaire général du Nord, Messieurs les Sous-Préfets, Maires et Présidents de Délégations Municipales, Monsieur le Chef d'Escadron, Commandant la Compagnie

de Gendarmerie, Messieurs les Commissaires de Police et Gardes-Champêtres sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Lille, le 22 Mars 1945

Le Préfet du Nord,

R. VERLOMME.

CODE DES ARRETES MUNICIPAUX. — Article 59. Modification

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le Code des Arrêtés Municipaux, articles 58 et 59 ;

Considérant que le stationnement simultané des véhicules sur les deux côtés de la rue Baptiste-Monnoyer restreint dangereusement les possibilités d'utilisation de cette voie par la circulation générale ;

Considérant qu'il importe de faciliter la circulation en éliminant les causes de gêne résultant des stationnements ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 59 du Code des Arrêtés municipaux est complété par les dispositions suivantes :

Article 59, rue Baptiste-Monnoyer : arrêts alternés.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 3 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 3^e division. Reprise de fonctions.
Autorisation. Maurice Caby**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des Fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Maurice Caby, commis, en congé de longue durée depuis le 1^{er} Septembre 1939, est autorisé à reprendre ses fonctions à compter du 26 Mars 1945.

ARTICLE 2. — M. Caby est affecté au 3^e bureau de la 3^e division.

ARTICLE 3. — M. Caby est maintenu dans la 2^e classe de son emploi au traitement annuel de 15.000 frs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Mai 1942.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 3 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SAPEURS-POMPIERS. — Démission. Sapeur Robert Vanderosièrè

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Robert Vanderosièrè, sapeur-pompier du cadre professionnel, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du Bataillon des Sapeurs-Pompiers.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 3 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^e division. Congé sans solde.

Daniel Kerkhove

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du Personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 20 Mars 1945 par laquelle M. Daniel Kerkhove, maître de nage affecté à l'établissement de Bains du boulevard de la Liberté, sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé sans solde du 3 Avril 1945 au 18 Mai inclus, est accordé à M. Daniel Kerkhove, maître de nage affecté à l'établissement de Bains du boulevard de la Liberté.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville le 3 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Congé sans solde.

Jules Laine

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du Personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 24 Mars 1945 par laquelle M. Jules Laine, commis, affecté au service des Bâtiments, sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de quatre mois, sans solde, est accordé à M. Jules Laine, commis, affecté au service des Bâtiments

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 4 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat général. Suspension
de traitement. Jean Bert**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Jean Bert, affecté au Service des Colis aux Prisonniers de Guerre, en qualité d'expéditionnaire, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 16 Avril 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 6 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**DESINSECTISATION. — Injonction. Rue d'Armentières, 11.
Rosse**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 449 du Code des Arrêtés municipaux ;

Considérant que la présence de très nombreux insectes a été constatée dans le logement occupé par les époux Rosse, 11, rue d'Armentières au 2^e étage ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Il est enjoint aux époux Rosse de faire procéder à la désinsectisation avec lavage à l'eau de Javel du logement qu'ils occupent, au 2^e étage de l'immeuble, sis 11, rue d'Armentières, dans un délai de trois jours à dater de la notification.

ARTICLE 2. — Faute aux époux Rosse de faire procéder à cette désinsectisation dans le délai fixé, l'opération sera effectuée d'office à ses risques et périls.

ARTICLE 3. — Monsieur le Secrétaire général de la Mairie, Monsieur le Chef de la 5^e Division sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Commissaire de Police.

Hôtel de Ville, le 6 Avril 1945

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

1^{re} DIVISION
1^{er} BUREAU

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Le Préfet du Nord, Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,

Vu la loi du 5 Avril 1884 sur l'Organisation Municipale ;

Vu la loi du 10 Août 1871 ;

Vu la loi du 20 Mars 1944 réglementant l'affichage électoral ;

Attendu que les collèges électoraux doivent être convoqués au cours des mois d'Avril, Mai et Juin, à l'effet de procéder aux élections municipales et cantonales ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — La Ville de Lille-Centre est divisée pour les élections susvisées, en treize bureaux de vote, savoir :

Numéros des bureaux	Composition	Lieu de réunion des électeurs
1 A	2.000	Bureau de Bienfaisance, 31, rue des Fossés.
1 B	2.000	Ancienne Recette Municipale, Place Rihour.
2 A	1.450	Ecole de Jussieu, 4, square Dutilleul.
2 B	1.450	Ecole de Jussieu, 4, square Dutilleul.
2 C	1.500	Ecole Sophie-Germain, Bd de la Liberté, 97.
3 A	1.250	Ecole Lavoisier, rue des Stations, 72.
3 B	1.250	Ecole Lavoisier, rue des Stations, 72.
3 C	1.250	Ecole Lavoisier, rue des Stations, 72.
3 D	1.250	Ecole Gounod, rue des Stations, 70.
4 A	1.400	Ecole Rollin rue du Marché, 58.
4 B	1.400	Ecole Rollin rue du Marché, 58.
4 C	1.400	Ecole Rollin rue du Marché, 58.
4 D	1.400	Ecole Rollin rue du Marché, 58.

ARTICLE 2. — Le présent arrêté sera immédiatement publié et affiché dans la commune par les soins de M. le Maire qui est chargé d'en assurer l'exécution.

Lille, le 6 Avril 1945

Pour le Préfet du Nord,

Le Conseiller de Préfecture délégué,

Signé : Luzy

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

I^{re} DIVISION

I^{er} BUREAU

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Le Préfet du Nord, Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,

Vu la loi du 5 Avril 1884 sur l'Organisation municipale ;

Vu la loi du 10 Août 1871 ;

Vu la loi du 20 Mars 1914, réglementant l'affichage électoral ;

Attendu que les collèges électoraux doivent être convoqués au cours des mois d'Avril, Mai et Juin, à l'effet de procéder aux élections municipales et cantonales ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — La Ville de Lille-Nord est divisée, pour les élections susvisées, en six bureaux de vote, savoir :

Numéros des bureaux	Composition Nombre d'électeurs	Lieu de réunion des électeurs
18 A	1.250	Conservatoire, 2, place du Concert.
18 B	1.250	Ecole Jenner, 1, rue Alphonse-Colas.
18 C	1.250	Ecole Jenner, 1, rue Alphonse-Colas.
19 A	1.600	Ecole Lamartine, 15, Avenue du Peuple-Belge.
19 B	1.600	Ecole Lamartine, 15, Avenue du Peuple-Belge.
19 C	1.600	Ecole Diderot, 5, rue Saint-Sébastien.

ARTICLE 2. — Le présent arrêté sera immédiatement publié et affiché dans la commune, par les soins de M. le Maire qui est chargé d'en assurer l'exécution.

Lille, le 6 Avril 1945

Le Préfet du Nord.

Pour le Préfet du Nord
Le Conseiller de Préfecture délégué,

Signé : Luzy.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

1^{re} DIVISION

1^{er} BUREAU

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Le Préfet du Nord, Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,

Vu la loi du 5 Avril 1884 sur l'Organisation Municipale ;

Vu la loi du 10 Août 1871 ;

Vu la loi du 20 Mars 1914, réglementant l'affichage électoral ;

Attendu que les collèges électoraux doivent être convoqués au cours des mois d'Avril, Mai et Juin, à l'effet de procéder aux élections municipales et cantonales ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — La Ville de Lille-Nord-Est est divisée pour les élections susvisées, en quinze bureaux de vote, savoir :

Numéros des bureaux	Composition Nombre d'électeurs	Lieu de réunion des électeurs
15 A	2.000	Ecole Dupleix, 26, rue Dupleix.
15 A 1	2.000	Ecole Dupleix, 26, rue Dupleix.
15 A 2	2.000	Cantine scolaire, 18, rue Vantroyen.
15 B	1.300	Ecole Anatole-France, rue Alphonse-Leroy.
15 B 1	1.300	Ecole Anatole-France, rue Alphonse-Leroy.
15 B 2	1.300	Ecole Jules-Simon, 122, rue du Buisson.
16	1.600	Petit Lycée, 20, rue Saint-Jacques.
17 A	1.350	Ecole Montesquieu, 71, rue de Bouvines.
17 A 1	1.350	Ecole Montesquieu, 71, rue de Bouvines.
17 B	1.350	Ecole Louis-Blanc, 91, rue G.-Werniers.
17 B 1	1.350	Ecole Louis-Blanc, 91, rue G.-Werniers.
17 B 2	1.350	Ecole Louis-Blanc, 91, rue G.-Werniers.
17 C	1.200	Ecole Berthelot, 21, rue Bohin.
17 C 1	1.200	Ecole Berthelot, 21, rue Bohin.
17 C 2	1.400	Ecole Berthelot, 21, rue Bohin.

ARTICLE 2, — Le présent arrêté sera immédiatement publié et affiché dans la commune, par les soins de M. le Maire qui est chargé d'en assurer l'exécution.

Lille, le 6 Avril 1945

Le Préfet du Nord

Pour le Préfet du Nord

Le Conseiller de Préfecture délégué,

Signé : Luzy.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

1^{re} DIVISION

1^{er} BUREAU

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Le Préfet du Nord, Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,

Vu la loi du 5 Avril 1884 sur l'Organisation municipale ;

Vu la loi du 10 Août 1871 ;

Vu la loi du 20 Mars 1914, réglementant l'affichage électoral ;
Attendu que les collèges électoraux doivent être convoqués au
cours des mois d'Avril, Mai et Juin, à l'effet de procéder
aux élections municipales et cantonales ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — La Commune de Lille-Sud est divisée, pour
les élections susvisées, en dix-neuf bureaux de vote, savoir :

Numéros des bureaux	Composition Nombre d'électeurs	Lieu de réunion des électeurs
8 A	1.600	Ecole Arago, Bd Victor-Hugo, 133.
8 A 1	1.600	Ecole Arago, Bd Victor-Hugo, 133.
8 A 2	1.600	Ecole Victor-Hugo, Bd Victor-Hugo, 135.
8 B	1.600	Ecole Victor-Hugo, Bd Victor-Hugo, 135.
8 B 1	1.600	Ecole Jacquart, rue de Wazemmes, 51.
8 B 2	1.650	Ecole Jacquart, rue de Wazemmes, 51.
8 C	1.800	Ecole Turgot, rue du Général-de-Wett.
9 A	1.800	Ecole Victor-Duruy, rue Victor-Duruy.
9 A 1	1.200	Ecole Victor-Duruy, rue Victor-Duruy.
9 A 2	1.200	Ecole Jeanne-Maillotte, rue Victor-Duruy.
9 B	1.400	Ecole Montaigne, rue Fénelon, 55.
9 B 1	1.400	Ecole Montaigne, rue Fénelon, 55.
9 C	1.450	Ecole Buffon, rue Fénelon, 57.
9 C 1	1.400	Ecole Buffon, rue Fénelon, 57.
9 D	1.150	Groupe Scolaire côté garçons, rue Fg d'Arras.
10 A	1.500	Ecole Pasteur, rue de Solférino, 246.
10 B	1.500	Ecole Pasteur, rue de Solférino, 246.
10 C	1.500	Ecole Michelet, rue Fabricey, 18.
10 D	1.500	Ecole Michelet, rue Fabricey, 18.

ARTICLE 2. — Le présent arrêté sera immédiatement publié
et affiché dans la commune, par les soins de M. le Maire qui est
chargé d'en assurer l'exécution.

Lille, le 6 Avril 1945

Le Préfet du Nord

Pour le Préfet du Nord

Le Conseiller de Préfecture délégué,

Signé : Luzy.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

1^{re} DIVISION

1^{er} BUREAU

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Le Préfet du Nord, Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,

Vu la loi du 5 Avril 1884 sur l'Organisation municipale ;

Vu la loi du 10 Août 1871 ;

Vu la loi du 20 Mars 1914, réglementant l'affichage électoral ;

Attendu que les collèges électoraux doivent être convoqués au cours des mois d'Avril, Mai et Juin, à l'effet de procéder aux élections municipales et cantonales ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — La commune de Lille-Sud-Est est divisée, pour les élections susvisées, en quatre bureaux de vote, savoir :

Numéros des bureaux	Composition Nombre d'électeurs	Lieu de réunion des électeurs
11 A	1.200	Ecole Carnot, rue Molière.
11 B	1.150	Ecole Carnot, rue Molière.
12 A	1.450	Justice de Paix, rue de la Clef.
12 B	1.450	Justice de Paix, rue de la Clef.

ARTICLE 2. — Le présent arrêté sera immédiatement publié et affiché dans la commune, par les soins de M. le Maire qui est chargé d'en assurer l'exécution.

Lille, le 6 Avril 1945

Le Préfet du Nord.

Pour le Préfet du Nord

Le Conseiller de Préfecture délégué,

Signé : Luzy.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

1^{re} DIVISION

1^{er} BUREAU

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Le Préfet du Nord, Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,

Vu la loi du 5 Avril 1884 sur l'Organisation municipale ;

Vu la loi du 10 Août 1871 ;

Vu la loi du 20 Mars 1914, réglementant l'affichage électoral ;

Attendu que les collèges électoraux doivent être convoqués au cours des mois d'Avril, Mai et Juin, à l'effet de procéder aux élections municipales et cantonales ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — La Ville de Lille-Est est divisée, pour les élections susvisées, en six bureaux de vote, savoir :

Numéros des bureaux	Composition Nombre d'électeurs	Lieu de réunion des électeurs
13 A	1.300	Ecole George-Sand, 24, rue Malsence.
13 A 1	1.300	Ecole George-Sand, 24, rue Malsence.
13 B	1.550	Ecole Brasseur, 1, rue Porret.
14 A	1.550	Ecole Récamier, 4, rue Frédéric-Mottez.
14 B	1.600	Ecole Récamier, 4, rue Frédéric-Mottez.
14 C	1.550	Ecole Ruault, rue Frédéric-Mottez, 2.

ARTICLE 2. — Le présent arrêté sera immédiatement publié et affiché dans la commune, par les soins de M. le Maire qui est chargé d'en assurer l'exécution.

Lille, le 6 Avril 1945

Le Préfet du Nord

Pour le Préfet du Nord

Le Conseiller de Préfecture délégué,

Signé : Luzy.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

1^{re} DIVISION

1^{er} BUREAU

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Le Préfet du Nord, Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,
Vu la loi du 5 Avril 1884 sur l'Organisation municipale ;
Vu la loi du 10 Août 1871 ;
Vu la loi du 20 Mars 1914, réglementant l'affichage électoral ;
Attendu que les collèges électoraux doivent être convoqués au
cours des mois d'Avril, Mai et Juin, à l'effet de procéder
aux élections municipales et cantonales ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — La ville de Lille-Ouest est divisée, pour les
élections susvisées, en quatre bureaux de vote, savoir :

Numéros des bureaux	Composition Nombre d'électeurs	Lieu de réunion des électeurs
20 A	1.650	Ecole Lamennais, 60, rue Léonard-Danel.
20 B	1.650	Ecole Lamennais, 60, rue Léonard-Danel.
21 A	1.500	Ecole J.-J.-Rousseau, 101, rue Princesse.
21 B	1.500	Ecole J.-J.-Rousseau, 101, rue Princesse.

ARTICLE 2. — Le présent arrêté sera immédiatement publié
et affiché dans la commune, par les soins de M. le Maire qui est
chargé d'en assurer l'exécution.

Lille, le 6 Avril 1945

Le Préfet du Nord

Pour le Préfet du Nord

Le Conseiller de Préfecture délégué,

Signé : Luzy.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

1^{re} DIVISION

1^{er} BUREAU

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Le Préfet du Nord, Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,

Vu la loi du 5 Avril 1884 sur l'Organisation municipale ;

Vu la loi du 10 Août 1871 ;

Vu la loi du 20 Mars 1914, réglementant l'affichage électoral ;

Attendu que les collèges électoraux doivent être convoqués au cours des mois d'Avril, Mai et Juin, à l'effet de procéder aux élections municipales et cantonales ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — La Ville de Lille-Sud-Ouest est divisée, pour les élections susvisées en dix-neuf bureaux de vote, savoir :

Numéros des bureaux	Composition Nombre d'électeurs	Lieu de réunion des électeurs
5 A	1.650	Ecole Vauban, place Catinat.
5 A 1	1.650	Ecole Vauban, place Catinat.
5 B	1.500	Ecole A.-de-Musset, rue Guillaume-Tell.
5 B 1	1.500	Ecole A.-de-Musset, rue Guillaume-Tell.
5 B 2	1.550	Ecole Jean-Jaurès, rue Guillaume-Tell.
6 A	1.450	Ecole Ampère, rue Jules-Guesde, 73.
6 A 1	1.500	Ecole Ampère, rue Jules-Guesde, 73.
6 B	1.500	Ecole Ampère, rue Jules-Guesde, 73.
6 B 1	1.600	Ecole Fombelle, rue Paul-Lafargue, 91.
6 B 2	1.450	Ecole Fombelle, rue Paul-Lafargue, 91.
6 C	1.150	Ecole Renan, rue du Transvaal, 2.
6 C 1	1.150	Ecole Renan, rue du Transval, 2.
6 C 2	1.150	Ecole Jean-Bart, rue du Général-de-Wett.
7 A	1.450	Ecole Littré, place de l'Arbonnoise, 12.
7 B	1.600	Ecole Littré, place de l'Arbonnoise, 12.
7 C	1.600	Ecole Littré, place de l'Arbonnoise, 12.
7 D	1.450	Ecole M ^{me} de Staël, rue Fulton, 23.
7 E	1.500	Ecole M ^{me} de Staël, rue Fulton, 23.
7 F	1.450	Ecole M ^{me} de Staël, rue Fulton, 23.

ARTICLE 2. — Le présent arrêté sera immédiatement publié et affiché dans la commune, par les soins de M. le Maire qui est chargé d'en assurer l'exécution.

Lille, le 6 Avril 1945

Pour le Préfet du Nord

Le Conseiller de Préfecture délégué,

Signé : Luzy.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Egoutier. Nomination.

Emile Pénicot

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Emile Pénicot, terrassier ordinaire affecté au Service de la Voie publique, est nommé égoutier au dit Service en remplacement de M. Weens, décédé.

ARTICLE 2. — M. Pénicot est versé dans la 4^e classe de la catégorie X du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.250 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 7 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Egoutiers. Nominations.

Pierre Maquet et Pierre Van Laecke

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — MM. Pierre Maquet, terrassier ordinaire et Pierre Van Laecke, aide-paveur, affectés au service de la Voie Publique, sont nommés égoutiers au dit service en remplacement de MM. Hotois et Polaert, démissionnaires.

ARTICLE 2. — MM. Maquet et Van Laecke sont versés dans la 4^e classe de la catégorie X du personnel auxiliaire et recevront un salaire mensuel de 3.250 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 7 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Femmes de service. Nominations.

M^{mes} Gabrielle Degryse et Virginie Gyde

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{mes} Gabrielle Degryse, née le 22 Mai 1911 et Virginie Gyde, née le 23 Avril 1907, sont nommées femmes de service affectées à l'Economat en remplacement de M^{mes} Dupret, démissionnaire, et Lancel, atteinte par la limite d'âge.

ARTICLE 2. — M^{me} Degryse et Gyde sont versées dans la 4^e classe de la catégorie VII, du personnel auxiliaire et recevront un salaire mensuel de 2.700 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 7 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CIMETIERE DU SUD. — Fossoyeur. Nomination. Marceau Tytgat

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marceau Tytgat, manœuvre spécialisé affecté au service des Promenades et Jardins, est promu fossoyeur au cimetière du Sud,

ARTICLE 2. — M. Tytgat est versé dans la 4^e classe de la catégorie IX du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.100 frs, majoré d'une indemnité familiale locale fixée à 159 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 7 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CIMETIERE DE L'EST. — Fossoyeur. Nomination. Léon Talman

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Léon Talman, terrassier affecté au service de la Voie Publique, est nommé fossoyeur au cimetière de l'Est en remplacement de M. Chatelet, muté au cimetière du Sud.

ARTICLE 2. — M. Talman est versé dans la 4^e classe de la catégorie IX du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.100 frs, majoré d'une indemnité familiale locale fixée à 167 frs

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 7 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Expéditionnaire.

Démission. M^{lle} Gisèle Rault

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;
Vu la lettre en date du 27 Mars 1945 par laquelle M^{lle} Gisèle Rault, expéditionnaire affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Gisèle Rault, expéditionnaire affectée au 1^{er} Bureau de la 1^{re} division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 7 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SAPEURS-POMPIERS. — Démission. Sapeur. Achille Derlyn

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Achille Derlyn, Sapeur-Pompier, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du Bataillon des Sapeurs-Pompiers.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 7 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} et 3^e division. Agents comptables.

Reclassement. M. Delecour et M^{me} Meens

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 9 Mai 1944 portant modification de l'échelle des traitements du personnel auxiliaire, et l'état de reclassement du personnel y annexé, établi en conformité des instructions de M. le Préfet du Nord en date du 7 Août 1944 ;

Vu la lettre de M. le Préfet du Nord en date du 24 Mars 1945 donnant son accord au reclassement des agents comptables auxiliaires compte tenu de leur ancienneté effective de service ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La situation des agents ci-après désignés, comptables auxiliaires, est arrêtée comme suit, avec effet du 1^{er} Janvier 1944 :

Noms	Affectation	Catégorie	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
M. Delecour	3 ^e Don	VI	5 ^e	3.700	1-10-1943
M ^{me} Meens	1 ^{re} Don	VI	6 ^e	3.500	Jusqu'au 31-12-44
			5 ^e	3.600	1-1-1945

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 7 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SAPEURS-POMPIERS. — Adjudant-Chef. Nomination.

Arsène Vanhulle

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

Vu le décret du 3 Janvier 1940 relatif au fonctionnement des corps de sapeurs-pompiers pendant la guerre ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Arsène Vanhulle, adjudant au Bataillon des Sapeurs-Pompiers, est nommé adjudant-Chef, classe unique, au traitement annuel de 22.200 frs en remplacement de M. Totelet, retraité.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 7 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SAPEURS-POMPIERS. — Adjudant. Nomination.

Marcel Descarpentries

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

Vu le tableau d'avancement en date du 15 Octobre 1944 établi à la suite du concours qui a eu lieu pour le recrutement de sous-officiers au Corps des Sapeurs-Pompiers ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Descarpentries, sergent-chef au Bataillon des Sapeurs-Pompiers, est nommé adjudant en remplacement de M. Arsène Vanhulle, promu adjudant-chef.

ARTICLE 2. — M. Descarpentries est versé dans la 2^e classe de son emploi au traitement annuel de 18.800 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 7 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Propreté publique.

Charretier. Démission. Albert Coucke

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Albert Coucke, charretier au service de la Propreté Publique, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 7 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Expéditionnaire.

Démission. M^{me} Denise Winckel

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 16 Mars 1945 par laquelle M^{me} Denise Winckel, expéditionnaire affectée au 4^e bureau de la 1^{re} division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Denise Winckel, expéditionnaire affectée au 4^e Bureau de la 1^{re} division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 7 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Propreté publique.
Balayeur. Démission. Charles Duvauchelle**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Charles Duvauchelle, balayeur affecté au Service de la Propreté Publique, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du Personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 26 Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 7 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ELECTIONS MUNICIPALES. — Affichage. Emplacements

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, articles 92 et 94 ;

Vu les lois du 2 Avril 1932 et 20 Mars 1936 ;

Vu l'Ordonnance du 17 Mars 1945 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 Avril 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un emplacement spécial, égal pour chaque liste de candidats à l'élection municipale du 29 Avril 1945, sera

réserve aux lieux ci-dessous désignés pour l'apposition des affiches électorales.

Numéros des bureaux	Composition	Lieu de réunion des électeurs
1 ^{er} Bureau A.	Canton Centre	Bureau de Bienfaisance, rue des Fossés, 31.
2 ^e " B.	"	Ancienne Recette Municipale, place Ribour
2 ^e " A. et B.	"	Ecole de Jussieu, square Dutilleul, 4.
3 ^e " C.	"	Ecole Sophie-Germain, Bd de la Liberté, 97.
3 ^e " A.B. et C	"	Ecole Lavoisier, rue des Stations, 72.
4 ^e " D.	"	Ecole Gounod, rue des Stations, 70.
5 ^e " A.B.C.D.	"	Ecole Rollin, rue du Marché, 58.
5 ^e " A. et A.1	Canton Sud-Ouest	Ecole Vauban, place Catinat.
5 ^e " B. et B.1	"	Ecole Alfred-de-Musset, rue Guillaume-Tell.
6 ^e " B.2	"	Ecole Jean-Jaurès, rue Guillaume-Tell.
6 ^e " A.A 1 et B.	"	Ecole Ampère, rue Jules-Guesde, 73.
6 ^e " B.1 et B.2	"	Ecole Fombelle, rue Paul-Lafargue, 91.
6 ^e " C. et C.1	"	Ecole Renan, rue du Transvaal, 2.
7 ^e " C.2	"	Ecole Jean-Bart, rue du Général-de-Wett, 2.
7 ^e " A.B.C.	"	Ecole Littré, place de l'Arbonnoise, 12.
8 ^e " D.E.F.	"	Ecole M ^{me} de Staël, rue Fulton, 23.
8 ^e " A. et A.1	Canton Sud	Ecole Arago, Bd Victor-Hugo, 133
8 ^e " A.2 et B.	"	Ecole Victor-Hugo, Bd Victor-Hugo, 135
8 ^e " B.1 et B.2	"	Ecole Jacquart, rue de Wazemmes, 51.
9 ^e " C.	"	Ecole Turgot, rue du Général-de-Wett.
9 ^e " A. et A.1	"	Ecole Victor-Duruy, rue Victor-Duruy.
9 ^e " A.2	"	Ecole Jeanne-Mailhotte, rue Victor-Duruy
9 ^e " B. et B.1	"	Ecole Montaigne, rue Fénelon, 55.
9 ^e " C. et C.1	"	Ecole Buffon, rue Fénelon, 57.
10 ^e " D.	"	Groupe Scolaire - Côté garçons - r. Fg d'Arras
10 ^e " A. et B.	"	Ecole Pasteur, rue Solférino, 246.
11 ^e " C. et D.	"	Ecole Michelet, rue Fabrice, 18.
12 ^e " A. et B.	Canton Sud-Est	Ecole Carnot, rue Molière.
13 ^e " A. et B.	"	Justice de Paix, rue de la Clef.
13 ^e " A. et A.1	Canton Est	Ecole George-Sand, rue Malsence, 24.
14 ^e " B.	"	Ecole Brasseur, rue Porret, 1.
14 ^e " A. et B.	"	Ecole Récamier, rue Frédéric-Mottez, 4.
15 ^e " C.	"	Ecole Ruault, rue Frédéric-Mottez, 2.
15 ^e " A. et A.1	Canton Nord-Est	Ecole Dupleix, rue Dupleix, 26.
15 ^e " A.2	"	Cantine Scolaire, rue Vantroyen, 18.
15 ^e " B. et B.1	"	Ecole Anatole-France, rue Alphonse-Leroy.
16 ^e " B.2	"	Ecole Jules-Simon, rue du Buisson, 122.
17 ^e " "	"	Petit Lycée, rue Saint-Jacques, 20.
17 ^e " A. et A.1	"	Ecole Montesquieu, rue de Bouvines, 71.
17 ^e " B.B.1 et B.2	"	Ecole Louis-Blanc, rue Guillaume-Werniers, 91.
18 ^e " C.C.1 et C.2	"	Ecole Berthelot, rue Bohin, 21.
18 ^e " A.	Canton Nord	Conservatoire, place du Concert, 2.
19 ^e " B. et C.	"	Ecole Jenner, rue Alphonse-Colas, 1.
19 ^e " A. et B.	"	Ecole Lamartine, avenue du Peuple-Belge, 15
20 ^e " C.	"	Ecole Diderot, rue St-Sébastien, 5.
21 ^e " A. et B.	Canton Ouest	Ecole Lamennais, rue Léonard-Danel, 60.
21 ^e " A. et B.	"	Ecole J.-J.-Rousseau, rue Princesse, 101.

ARTICLE 2. — L'affichage électoral est également autorisé aux emplacements suivants :

Ancien Gymnase, place Philippe-de-Girard ;
Ecole de Natation, mur sur rue de la Digue ;
Ecole Châteaubriand, rue du Port ;
Marché de la Nouvelle-Aventure, côté droit, en façade sur rue
Léon-Gambetta ;
Ecole Voltaire, rue de Colmar ;
Ecole Jean Macé, rue Gosselet ;
Cantines Scolaires, rue Fénélon ;
Ecole Baggio, rue Corneille ;
Ecole Camille Desmoulins, boulevard Victor-Hugo ;
Clôture de la Cantine Scolaire, rue Pierre-Legrand, 265 ;
Dépotoir, rue du Béguinage ;
Halle aux Sucres, sur rue de la Halle.

ARTICLE 3. — Tout affichage relatif à l'élection, même par affiches timbrées, est interdit en dehors de ces emplacements ou sur les emplacements réservés aux autres candidats.

ARTICLE 4. — Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois.

ARTICLE 5. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 7 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^e division. Licenciement.
Poquet Gaston

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

3^e DIVISION

4^e BUREAU

Le Préfet du Nord, Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance du 27 Juin 1944 relative à l'épuration administrative sur le territoire de la France Métropolitaine ;

Vu l'ordonnance du 11 Décembre 1944 modifiant certaines dispositions de celle du 27 Juin 1944 ;

Vu la circulaire n° 37 du 10 Octobre 1944 de M. le Ministre de l'Intérieur concernant les modalités d'application de l'ordonnance précitée du 27 Juin 1944 ;

Vu le procès-verbal de la réunion de la Commission d'Epuration du personnel des Collectivités locales du 16 Mars 1945 statuant sur le cas de M. Poquet, employé auxiliaire de la Ville de Lille, qui a fait l'objet d'une proposition de révocation de la part de l'Administration municipale ;

Considérant que M. Poquet a adhéré aux « Amis du Maréchal » organisme institué par M. Dehove, ex-Maire de Lille, et que dans ces conditions l'Administration municipale ne peut reposer sa confiance à l'intéressé ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — M. Poquet Gaston, employé auxiliaire au Service des Finances de la Mairie de Lille, est licencié à compter du 1^{er} Novembre 1944.

ARTICLE 2. — Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le Maire de Lille, chargé d'en assurer l'exécution et la notification à l'intéressé.

Fait à Lille, le 7 Avril 1945

Le Préfet du Nord,

Signé : VERLOMME.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat général. Licenciement.
M. Bertrand interprète

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

3^e DIVISION

4^e BUREAU

Le Préfet du Nord, Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance du 27 Juin 1944 relative à l'épuration administrative sur le territoire de la France métropolitaine ;

Vu l'ordonnance du 11 Décembre 1944 modifiant certaines dispositions de celle du 27 Juin 1944 ;

Vu la circulaire n° 37 du 10 Octobre 1944 de M. le Ministre de l'Intérieur concernant les modalités d'application de l'ordonnance précitée du 27 Juin 1944 ;

Vu le procès-verbal de la réunion de la Commission d'Epuration du personnel des collectivités locales en date du 16 Mars 1945 statuant sur le cas de M. Bertrand, ex-interprète au service des Réquisitions de la Ville de Lille, qui a fait l'objet de propositions de révocation de la part de l'Administration municipale ;

Considérant que l'intéressé a été licencié par son Administration le 19 Septembre 1944, que s'il était demeuré en fonctions il aurait comme l'ensemble du personnel rémunéré sur le compte « Frais d'occupation » été licencié après un préavis de huit jours le 23 Septembre 1944, que son attitude au sein de l'Administration municipale justifie la décision prise à son égard ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — Est confirmée la décision de licenciement prise par l'Administration municipale à l'égard de M. Bertrand, ex-interprète de langue allemande de la Ville de Lille.

ARTICLE 2. — Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le Maire de Lille, chargé d'en assurer la notification à l'intéressé.

Fait à Lille, le 7 Avril 1945

Le Préfet du Nord.

Signé : VERLOMME.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^e division. Licenciement
M^{me} Masson

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

3^e DIVISION

4^e BUREAU

Le Préfet du Nord, Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance du 27 Juin 1944 relative à l'épuration administrative sur le territoire de la France métropolitaine ;

Vu l'ordonnance du 11 Décembre 1944 modifiant certaines dispositions de celle du 27 Juin 1944 ;

Vu la circulaire n° 37 du 10 Octobre 1944 de M. le Ministre de l'Intérieur concernant les modalités d'application de l'ordonnance précitée du 27 Juin 1944 ;

Vu le procès-verbal de la réunion de la Commission d'Épuration du personnel des collectivités locales du 16 Mars 1945, statuant sur le cas de M^{me} Masson, cuisinière aux cantines scolaires de la Ville de Lille, en raison de son attitude durant l'occupation ;

Vu le dossier de l'affaire ;

Considérant que bien qu'il ne soit pas possible de recueillir les observations de M^{me} Masson, il apparaît que cette dernière en raison des faits qui lui sont reprochés, ne peut recueillir la confiance de son Administration ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — M^{me} Masson, cuisinière aux cantines scolaires de la Ville de Lille, est licenciée.

ARTICLE 2. — Le présent arrêté prendra effet à compter de la date à laquelle M^{me} Masson a cessé ses fonctions et sera notifié à M. le Maire de Lille, chargé d'en assurer l'exécution et la transmission à l'intéressé.

Fait à Lille, le 7 Avril 1945

Le Préfet du Nord,

Signé : VERLOMME.

TRAVAUX. — Rue du Cirque, 5. Injonction. Pannier

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 3 de la loi du 15 Février 1902 sur la protection de la Santé Publique ;

Vu l'article 36 du règlement Sanitaire, article 397 du Code des arrêtés municipaux, qui précise que les fosses d'aisances seront rigoureusement étanches ;

Considérant que, par suite du mauvais état du cimentage des parties intérieures de la fosse d'aisances de l'immeuble situé rue du Cirque n° 5, des matières fécales se répandent dans une pièce habitée au rez-de-chaussée de l'immeuble voisin, ce qui constitue un grave danger pour la santé publique ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — En raison du grave danger que présentent, pour la santé des occupants d'un immeuble voisin, les infiltrations de matières fécales provenant de la fosse d'aisances de l'immeuble situé rue du Cirque n° 5, appartenant à M. Pannier, 134, boulevard Saint-Germain à Paris (6^e), il y a urgence à exécuter les travaux ci-après :

Vider, curer à fond et recimenter la fosse d'aisances. Aussitôt les travaux terminés, faire visiter la fosse par le Service d'Hygiène, afin que celui-ci s'assure de sa parfaite étanchéité.

ARTICLE 2. — Le présent arrêté sera transmis à M. le Préfet en vue de l'exécution immédiate de ces travaux, dans les conditions fixées par l'article 3 de la loi du 15 Février 1902.

Hôtel de Ville, le 10 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Suspension de traitement.

Henri Aubert

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Henri Aubert, affecté au Service des transports en qualité de mécanicien, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 20 Avril 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 11 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 4^e division. Suspension de traitement.
Roger Regnier**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Roger Régnier, affecté au Théâtre Sébastopol en qualité de manœuvre, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 23 Avril 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 11 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Suspension de traitement.
Jacques Niele**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Jacques Niele, affecté au service des Jardins en qualité de manœuvre spécialisé, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 9 Avril 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 11 Avril 1945

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Propreté publique.
Balayeur. Nomination. Maurice Leclercq

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 23 Mars 1945 par laquelle M. Maurice Leclercq, releveur affecté au Service de la Propreté Publique, sollicite pour raison de santé, un emploi de balayeur ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Maurice Leclercq, releveur affecté au Service de la Propreté Publique, est nommé sur sa demande et pour raison de santé, balayeur au dit service en remplacement de M. Arthur Meunier, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Leclercq est versé dans la 3^e classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.850 frs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Septembre 1944.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Avril 1945

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Propreté publique.

Releveur. Nomination. Arthur Meunier

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Arthur Meunier, balayeur affecté au service de la Propreté Publique, est nommé releveur au dit service en remplacement de M. Maurice Leclercq, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Meunier est versé dans la 4^e classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Archives. Coursier. Nomination.

Jean Corbelin

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;
Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 28 Janvier 1945 pour le recrutement de jeunes agents ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jean Corbelin, né le 23 Octobre 1928, est nommé coursier affecté au Secrétariat général, Service du Courrier, en remplacement de M. André Gayzeele, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Corbelin est versé dans la première catégorie du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 1.820 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 3^e division. Congé avec solde.
Renouvellement. Louis Depauw**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des Fonctionnaires municipaux, article 24 ;

Vu nos arrêtés antérieurs accordant un congé de longue durée à M. Louis Depauw, commis, affecté au 1^{er} Bureau de la 3^e division ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé pour une durée de six mois, le congé avec solde accordé à M. Louis Depauw, commis, affecté au 1^{er} Bureau de la 3^e division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 5 Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ECOLE DES BEAUX-ARTS. — Cours d'Architecture. Démission.

Paul Lenglard

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu notre arrêté en date du 17 Août 1943 portant relèvement des traitements alloués au personnel enseignant de l'Ecole des Beaux-Arts ;

Vu le procès-verbal de la réunion extraordinaire de la Commission administrative de l'Ecole des Beaux-Arts en date du 28 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Paul Lenglard, démissionnaire, cesse ses fonctions de Professeur du cours d'architecture à l'Ecole des Beaux-Arts, à compter du 31 Mars 1945.

ARTICLE 2. — Afin d'éviter en cours d'année, les perturbations qui pourraient résulter d'un changement de Professeur dans l'enseignement de la Construction, M. Lenglard continuera à assurer cet enseignement 3 heures par semaine jusqu'au 30 Juin 1945.

ARTICLE 3. — Ces trois heures de cours seront payées au tarif des heures de cours spéciaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ECOLE DES BEAUX-ARTS. — Cours d'Architecture. Professeur.

Doisy

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu notre arrêté en date du 17 Août 1943, portant relèvement des traitements alloués au personnel enseignant de l'Ecole des Beaux-Arts ;

Vu le procès-verbal de la réunion extraordinaire de la Commission Administrative de l'Ecole des Beaux-Arts en date du 28 Mars 1945 ;

Sur la proposition de M. Baudry, Inspecteur général de l'Enseignement Artistique ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A titre d'essai, les deux cours d'architecture enseignés à l'Ecole des Beaux-Arts sont bloqués à compter du 1^{er} Avril 1945.

ARTICLE 2. — M. Doisy, Architecte D. P. L. G. Professeur du cours de dessin architectural, assurera, à titre provisoire, l'enseignement du cours d'architecture, en remplacement de M. Lengart démissionnaire.

ARTICLE 3. — M. Doisy recevra un traitement annuel de 20.200 frs pour 16 heures de cours de 1^{re} catégorie, 6^e classe.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Tous services et divisions.

Personnel auxiliaire. Promotions

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du personnel auxiliaire est fixé comme suit, à compter du 1^{er} Avril 1945 ;

Noms et prénom	Fonction	Division	Classe	Traitement
<i>Catégorie III</i>				
MM. Hoden Marcel	Enquêteur	4 ^e	6 ^e	3.000
Poté Ange	Expéditionnaire	1 ^{re}	6 ^e	3.000
M ^{mes} Dassonville Louise ..	d ^o	1 ^{re}	6 ^e	2.900
Dhoudain Ismérie ...	d ^o	1 ^{re}	6 ^e	2.900
Van Daele Gilberte ...	d ^o	1 ^{re}	6 ^e	2.900
<i>Catégorie IV</i>				
M. Dengremont Robert..	Chef de Centre	1 ^{re}	5 ^e	3.300
<i>Catégorie VII</i>				
M. Vanackère Edmond ..	Manœuvre	1 ^{re}	3 ^e	2.850
M ^{mes} Buchet Suzanne	Femme de service	S.G.	3 ^e	2.750
Laviéville Lucienne ..	d ^o	S.G.	3 ^e	2.750
<i>Catégorie VIII</i>				
M. Detournignies Xavier	Aide-paveur	2 ^e	1 ^{re}	3.050
M ^{mes} Merchié Claire	Cuisinière	1 ^{re}	1 ^{re}	2.950
Stichelbout Jeanne ..	d ^o	1 ^{re}	2 ^e	2.900
<i>Catégorie X</i>				
M. Vaillant Louis	Paveur	2 ^e	1 ^{re}	3.550

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Agents mineurs. Salaires

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le salaire des agents mineurs ci-après désignés est fixé comme suit à compter du 1^{er} Avril 1945 ;

Noms et Prénom	Fonction	Date de naissance	Division	Réduction	Salaire
<i>Catégorie I</i>					
MM. Richez Marcel	Coursier	26-3-1928	S.G.	25 %	2.100
Rotsaert Georges .	d°	6-3-1928	S.G.	25 %	2.100
<i>Catégorie VIII</i>					
M. Nottebaert Auguste	Aide-jardinier	5-3-1927	2°	10 %	2.610

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Avril 1945

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Expéditionnaire.
Nomination. M^{lle} Simone Dutielt**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Simone Dutielt, née le 9 Février 1925, est nommée expéditionnaire, affectée au 1^{er} Bureau de la 1^{re} division, en remplacement de M^{lle} Gisèle Rault, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M^{lle} Dutiel est versée dans la 7^e classe de la catégorie III du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.800 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 13 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Expéditionnaire.

Démission. M^{lle} Marie Debove

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 27 Mars 1945 par laquelle M^{lle} Marie Debove, expéditionnaire, affectée au 4^e Bureau de la 1^{re} division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Marie Debove, expéditionnaire, affectée au 4^e Bureau de la 1^{re} division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 11 Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 13 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Congé sans solde.

Pierre Boursin

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;
Vu la lettre en date du 3 Avril 1945 par laquelle M. Pierre Boursin, commis affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} division, sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de six mois, sans solde, est accordé à M. Pierre Boursin, commis, affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 13 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ETAT-CIVIL. — Médecin. Intérim 10^e et 11^e circonscriptions.

Docteur Tajchner

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu la délibération du Conseil municipal du 11 Mai 1943 ;
Vu notre arrêté en date du 23 Juin 1943 fixant à 6.000 francs par an l'indemnité allouée aux médecins de l'Etat-Civil

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. le Docteur Tajchner, 127, boulevard Montebello, qui a remplacé du 1^{er} au 8 Avril 1945 inclus, M. le Docteur Robert Cordonnier, médecin de l'Etat-Civil dans les 10^e et 11^e circonscriptions, recevra l'indemnité prévue par notre arrêté susvisé.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 13 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

POLICE DE LA VOIE PUBLIQUE. — Divagation des chiens.

Interdiction

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu la loi du 21 Juin 1898 sur le Code rural et le décret du 6 Octobre 1904 portant règlement d'Administration Publique pour l'exécution de ladite loi ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 Avril 1903 interdisant la divagation des chiens dans toute l'étendue du département du Nord ;

Vu l'article 80 du Code des Arrêtés municipaux relatifs au tarif de la fourrière ;

Considérant qu'un chien se trouvant sur le territoire de Lille a été reconnu atteint de rage ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Tous les chiens circulant sur la voie publique devront être muselés ou tenus en laisse pendant un délai de deux mois à partir de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 2. — Pendant ce délai, il est interdit aux propriétaires de se dessaisir de leurs chiens ou de les conduire hors de leur résidence, si ce n'est pour les abattre. Dans ce cas, ils seront tenus d'en faire la déclaration à la Mairie.

ARTICLE 3. — Les prescriptions du présent arrêté ne sont pas applicables aux chiens de berger ou de bouvier, qui sont admis à circuler librement, mais uniquement pour l'usage auquel ils sont employés.

ARTICLE 4. — Seront immédiatement abattus les chiens et chats mordus ou roulés par un animal enragé ou ayant été en contact avec lui. Lorsque des chiens ou des chats auront mordu des personnes et qu'il y aura lieu de craindre l'existence de la rage, ils seront, si l'on peut s'en saisir sans les abattre, placés en observation sous la surveillance d'un vétérinaire sanitaire requis par le Maire ou désigné par le propriétaire ou conduits à la fourrière municipale et placés pendant tout le temps reconnu nécessaire, mais en tout cas, pendant cinq jours, au moins, sous la surveillance du vétérinaire inspecteur qui, suivant le diagnostic qu'il portera, en demandera l'abatage ou signera leur exeat.

ARTICLE 5. — Les chiens errants et tous ceux qui seront trouvés sur la voie publique ou dans les champs non munis d'un collier portant le nom et le domicile de leur maître, seront conduits à la fourrière et abattus après un délai de 48 heures s'ils n'ont point été réclamés et si le propriétaire est inconnu. Les chiens avec collier ou portant la marque de leur maître qui seront trouvés sur la voie publique ou dans les champs seront également conduits à la fourrière et abattus seulement après un délai de huit jours francs.

ARTICLE 6. — Lorsque les chiens conduits en fourrière pourront être remis à leur propriétaire, ces derniers seront tenus d'acquitter les frais de conduite, de nourriture et de garde, d'après le tarif fixé par nous, sans préjudice du procès-verbal de contravention qui sera dressé à leur charge.

ARTICLE 7. — Les contraventions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux et déférés aux tribunaux compétents.

ARTICLE 8. — Le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera immédiatement exécutoire.

Hôtel de Ville, le 13 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Licenciement d'un vieux serviteur.

M^{me} Marthe Lancel

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Marthe Lancel, née le 22 Avril 1880, femme de service affectée à l'Economat, atteinte par la limite d'âge, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 13 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Ancien personnel de l'octroi.

Cachets supérieurs. Traitements. Camu, Leroux, Parent

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 22 Janvier 1945 approuvée par M. le Préfet du Nord le 3 Février 1945 portant relèvement des traitements des cadres supérieurs du personnel de l'octroi pour la période comprise entre le 1^{er} Janvier 1943 et le 31 Mars 1943, date à laquelle ce service fut supprimé ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les traitements des agents des cadres supérieurs ci-après désignés, affectés antérieurement au service de l'oc-

trois, sont fixés comme suit pour la période du 1^{er} Janvier 1943 au 31 Mars 1943 :

Noms	Fonction	Classe	Trailement
MM. Camu	Directeur	3 ^e	40.500
Leroux	Contrôleur	1 ^{re}	36.000
Parent	d ^e	Exceptionnelle	40.000

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 13 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Suspension de traitement.
Jacques Renard

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Jacques Renard, affecté au 3^e Bureau de la 1^{re} division, en qualité d'expéditionnaire, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 29 Avril 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 16 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Dactylographie. Ancienneté dans
la classe. M^{me} Casin**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu notre arrêté en date du 12 Décembre 1928 nommant M^{me}
Jeanne Casin, Chef de Bureau affectée au Secrétariat gé-
néral, service de la Dactylographie, à partir du 1^{er} Juillet
1928 ;

Considérant qu'antérieurement à sa nomination officielle, M^{me}
Jeanne Casin avait été chargée d'assurer les fonctions de
Chef de bureau intérimaire depuis le 1^{er} Mars 1923, date
à laquelle M. Bottequin, titulaire de l'emploi, avait été
admis à faire valoir ses droits à la retraite ;

Qu'il y a lieu de tenir compte de cette longue période d'inté-
rim pour déterminer la situation administrative de cet
agent ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le point de départ de l'ancienneté dans la 1^{re}
classe de M^{me} Jeanne Casin, Chef du Bureau de la Dactylographie,
précédemment arrêté au 1^{er} Mars 1936, est ramené au 1^{er} Mars 1932,
sans que cette mesure puisse entraîner d'effet rétroactif antérieure-
ment au 1^{er} Juillet 1943.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé
de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 18 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Archives. Coursier. Démission.
Robert Pauwels**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu le rapport de M. le Chef du Service des Archives et du Courrier en date du 6 Avril 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Robert Pauwels, coursier affecté au Service du Courrier, est rayé des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 19 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Etat-Civil. Expéditionnaire.

Démission. Pierre Buyens

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 11 Avril 1945, par laquelle M. Pierre Buyens, expéditionnaire affecté à l'Etat-Civil, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Pierre Buyens, expéditionnaire du cadre auxiliaire affecté au Service de l'Etat-Civil, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 11 Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 19 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Congé avec solde.

Renouvellement. Lemille

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Le statut des fonctionnaires municipaux, article 24 ;

Nos arrêtés antérieurs accordant un congé de longue durée à
M. Lemille, commis principal ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de trois mois, le congé avec solde accordé à M. Lemille, commis principal affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 21 Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 19 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

RECETTES. — Régisseur. Taxe d'abatage de l'abattoir.

Marcel Spetebroot. Modification

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, articles 94 et 153 ;

Vu l'instruction générale des Finances du 20 Juin 1859, articles 923 et 993 ;

Vu nos arrêtés des 24 Janvier 1939 et 2 Avril 1943 nommant M. Marcel Spetebroot, régisseur de recettes, chargé de la perception à l'abattoir, de la taxe d'abatage, des droits de pesage, des droits de séjour dans les étables, de la taxe des droits de poinçonnage ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 5 de nos arrêtés des 24 Janvier 1939 et 2 Avril 1943 est modifié comme suit :

« Le régisseur est assujetti à la réalisation d'un cautionnement de 50.000 frs qui pourra être garanti par l'Association française du Cautionnement Mutuel ».

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 19 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**RECETTES. — Régisseur. Bains du boulevard de la Liberté.
Charles Vandenberghe. Modifications**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'instruction générale des Finances du 20 Juin 1859, articles 923 et 993 ;

Vu notre arrêté du 11 Décembre 1941 nommant M. Ch. Vandenberghe, régisseur de l'établissement des Bains du boulevard de la Liberté chargé de la perception des sommes dues à la Ville ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 4 de notre arrêté du 11 Décembre 1941 est modifié comme suit :

Le régisseur est assujetti à la réalisation d'un cautionnement de 40.000 frs qui pourra être garanti par l'Association française du Cautionnement Mutuel.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 19 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**RECETTES. — Régisseur. Cantines scolaires et Restaurants
populaires. Louis Lerouge. Modifications**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'instruction générale des finances articles 923 et 993 ;

Vu notre arrêté du 27 Mai 1942 nommant M. Louis Lerouge,
Chef du 3^e Bureau de la 1^{re} division, régisseur de recettes
chargé de la perception du prix des repas dans les can-
tines scolaires et dans les Restaurants populaires ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 4 de notre arrêté du 27 Mai 1942
est modifié comme suit : le régisseur est assujetti à la réalisation
d'un cautionnement de 150.000 frs qui pourra être garanti par
l'Association française de Cautionnement Mutuel.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé
de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er}
Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 19 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 4^e division. Mutation.
Edouard Piette**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Edouard Piette, commis principal affecté
au 4^e Bureau de la 1^{re} division, est muté en la même qualité au 1^{er}
Bureau de la 4^e division, Service des Enquêtes.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 16 Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 19 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^e division. Congé sans solde.

Renouvellement. René Godart

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1894, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

Vu la lettre en date du 10 Avril 1945, par laquelle M. René Godart, commis secrétaire affecté au 1^{er} Bureau de la 5^e division, sollicite le renouvellement de son congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de trois mois, le congé sans solde accordé à M. René Godart, commis secrétaire affecté au 1^{er} Bureau de la 5^e division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 15 Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Congé sans solde.
Eugène Neslany

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;
Vu la lettre en date du 30 Mars 1945, par laquelle M. Eugène
Neslany, serrurier tôlier, affecté au Service des Bâtiments,
sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé sans solde de trois mois est accordé
à M. Eugène Neslany, serrurier tôlier affecté au Service des Bâti-
ments.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé, M. Neslany ne
pourra réintégrer ses fonctions qu'autant qu'une vacance d'emploi
existera dans le service et sous réserve d'un avis favorable émis par
l'Administration municipale à la demande que devra formuler l'inté-
ressé en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé
de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 16 Avril
1945.

Hôtel de Ville, le 20 Avril 1945

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Chefs de Bureau. Commission
consultative. Nominations**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut des fonctionnaires municipaux article 13 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence et par
délégation sous la présidence de M. Van Wolput, Conseiller muni-

cipal délégué au Personnel, membres de la Commission Consultative appelée à donner son avis sur le tableau d'avancement pour 1945, pour l'accession à l'emploi de chef de bureau :

MM. Martin, Secrétaire général de la Mairie
Claie, Chef de la 5^e division
Tallon, Chef du 2^e Bureau de la 4^e division

l'organisation syndicale s'étant récusée.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 24 Avril 1945

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Education physique. Nominations
provisoires. Moniteurs et monitrices. Nominations**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

Vu la décision de l'Administration municipale en date du 12
Février 1945 concernant la nomination, à titre provisoire,
de moniteurs et monitrices d'éducation physique en atten-
dant l'organisation d'un concours qui aura lieu dans les
trois mois qui suivront la cessation des hostilités ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, à titre provisoire et pour une
période ne pouvant excéder l'expiration du troisième mois suivant la
cessation des hostilités, moniteurs et monitrices d'éducation physi-
que de 6^e classe au traitement annuel de 15.000 frs :

M^{lle} Boniface Jeanne, née le 6 Février 1920, entrée le 16 Avril
1945 ;

M^{lle} Fievet Claudine, née le 30 Avril 1927, entrée le 16 Avril
1945 ;

M. Boutillier Jean, né le 14 Février 1920, entré le 16 Avril 1945 ;

M. Foubert Robert, né le 3 Avril 1921, entré le 23 Avril 1945.

ARTICLE 2. — Les agents susvisés bénéficieront du traitement et des indemnités diverses accordés aux fonctionnaires municipaux.

ARTICLE 3. — Leur admission au bénéfice de la Caisse des Retraites ainsi que leur titularisation ne pourront intervenir que lorsqu'ils auront subi avec succès les épreuves du concours prévu par le règlement.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 25 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Magasinier. Surveillant.
Nominat. Raymond Briffaut**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Raymond Briffaut, veilleur de nuit, affecté à la Régie municipale, est nommé magasinier-surveillant au 4^e Bureau de la 1^{re} division, Service du Charbon, en remplacement de M. Edouard Piette, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Briffaut est versé dans la 7^e classe de la catégorie II du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Manœuvre. Démission.
Pierre Palstermans

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu le rapport de M. le Chef du Service des Bâtiments, en date
16 Avril 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Pierre Palstermans, manœuvre au service des Bâtiments, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 20 Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITE. — Exercice 1945.
Deuxième fraction. Bénéficiaires

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 8 Décembre 1942
instituant une prime à la natalité approuvée par M. le
Préfet le 13 Février 1943 ;

Vu notre arrêté en date du 10 Mai 1943 ;

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéficier de la 1^{re} fraction de la prime communale à la natalité :

- 1° — certificat de vie de l'enfant ;
- 2° — état indiquant la composition de la famille ;
- 3° — certificat de résidence ;
- 4° — certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;
- 5° — certificat de Docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la deuxième fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants-droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil municipal susvisée :

M^{me} Napierkowski-Pasbecq, rue Pierre-Légrand, c. Dewas 7^e Enf. 206,25

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 25 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITE. — Exercice 1944.

Première fraction. Bénéficiaires

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 et du 11 Juillet 1944 approuvée le 19 Août 1944 ;

Vu nos arrêtés en date des 10 Mai 1943 et 14 Février 1944 ;

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéficier de la 1^{re} fraction de la prime communale à la natalité :

1° — certificat de vie de l'enfant ;

2° — état indiquant la composition de la famille ;

3° — certificat de résidence ;

4° — certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;

5° — certificat de Docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la première fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants-droit ci-après désignés, qui remplissant les conditions requises par la délibération du Conseil municipal susvisée :

M^{mes}

Coisne-Didelot Augusta, rue Dumont-Durville	10-10-44	7 ^e enf.	270
Delattre-Kuhn, Bd de la Moselle, 103	7-9-44	3 ^e »	180
Lambin-Caucheteur, rue Surcouf, 23	27- -44	8 ^e »	270
Vanineenen-Dorchy, rue Pierre-Legrand, cour Flavigny, 7	4-12-44	8 ^e »	270

ARTICLE 2. — Le bénéfice de la 2^e fraction de la prime est accordé aux personnes ci-après désignées qui ont déposé les pièces justificatives.

V ^{ve} Allaert-Oosterlinck, rue Fg-de-Douai, cour Berton, 4	23-2-44	3 ^e enf.	180
Bailleul-Deltour, rue Vergniaud, 21	20-4-44	3 ^e »	180
Caupain-Vandewalle, rue Tourville, 18	2-1-44	3 ^e »	180
Collette-Delerue, rue Arago, 8	4-3-44	4 ^e »	270
Damien-Bataille, rue Carpeaux, 2	11-1-44	3 ^e »	180
Deknudt-Tyron, rue Léon-Gambetta, 124	29-3-44	3 ^e »	180
Dumont-Lapaille, rue de Poids, 51	11-2-44	6 ^e »	270
Janssens-Rafy, rue J.-Jaurès, cour Crombez, 1 d ^o	9-2-44	3 ^e »	180
Kornyeli-Dumont, rue du Crédit-Municipal 6 Lebon-Chopin, rue Ph.-de-Comines, 8	9-2-44	4 ^e »	270
Massez Emilienne, rue Fontenoy, 37	9-3-44	7 ^e »	270
Maurer-Carpentier, rue Ed.-Vaillant, 22	4-3-44	4 ^e »	270
Méquignon-Vandevoorde, rue L.-Faure, 47	18-1-44	3 ^e »	180
Meunier-Beaurain, rue d'Austerlitz, 33	1-2-44	6 ^e »	270
Platel-Erault, rue du Croquet, 11	19-3-44	3 ^e »	180
Spitaels Malthide, rue du Crédit-Municipal, 6	15-4-44	8 ^e »	270
Stien-Saniez, rue du Metz, 20	17-3-44	4 ^e »	270
	16-2-44	5 ^e »	270
	3-3-44	3 ^e »	180

ARTICLE 3. — Le bénéfice du rappel pour augmentation du taux est accordé à la personne ci-après désignée.

Spitaels Mathilde, rue du Crédit-Municipal, 6 16-2-44 5° enf. 60

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 25 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITE. — Exercice 1944.
Première fraction. Bénéficiaires

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 et du 11 Juillet 1944, approuvée le 19 Août 1944 ;

Vu nos arrêtés en date des 10 Mai 1943 et 14 Février 1944 ;

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéficier de la 1^{re} fraction de la prime communale à la natalité ;

1° — certificat de vie de l'enfant ;

2° — état indiquant la composition de la famille ;

3° — certificat de résidence ;

4° — certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;

5° — certificat de Docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la première fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants-droit ci-après désignés qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil municipal susvisée :

Mmes

Carrellier-Wartelle, rue Saint-André, 76	29-3-45	3 ^e enf.	180
Delcourt-Segers, rue P.-d'Oudegherst, 12	15-2-45	3 ^e »	180
Desimple Bouquillion, rue de Buffon, 33	23-3-45	5 ^e »	270
Devaux-Renault, rue Verlaine, 7	6-2-45	9 ^e »	270
Dufresne-Deraed, rue L.-Garreau, 37	28-1-45	3 ^e »	180
Dupriez-Brunin, rue J.-Giélee, 91	9-2-45	3 ^e »	180
Evêraere-Bradior, rue Comtesse, 5	13-3-45	6 ^e »	270
Faitiche-Vandommele, Bd Maréchal-Vaillant, 5	19-2-45	3 ^e »	180
Gervois-Clacys, quai de l'Ouest, 75	28-3-45	6 ^e »	270
Gilleron Lemahieu, rue de Trévis, 6	3-3-45	3 ^e »	180
Godtschalcke-Dumont, rue de Thumesnil, 6 ...	25-2-45	3 ^e »	180
Gohier-Lecoivre, rue Ph.-de-Comines, 75.	23-2-45	3 ^e »	180
Goret-Sommeville, rue Verhaeren, 245.	19-2-45	3 ^e »	180
Jeanmaire, dit Carlier-Déleu, rue Doudin, 26 ..	6-3-45	11 ^e »	270
d°	d°	6-3-45	12 ^e » 270
Knutz-Ducornait, rue God-Cavaignac, 31	19-3-45	3 ^e »	180
Levêque-Wiart, rue Paul-Lafargue, 61	16-3-45	5 ^e »	270
Lieppe-Le Lay, rue Verhaeren, 220	20-3-45	4 ^e »	270
Lorthioir-Duyck, rue Ch.-de-Myssaert, 8	30-3-45	4 ^e »	270
Martreux-Gillon, rue Mexico, 60	21-2-45	3 ^e »	180
Masse-Gallet, rue du Nouveau-Siècle, 15	19-2-45	5 ^e »	270
Moulard-Vanden euck, rue des Pensées, 2	11-3-45	5 ^e »	270
Queckelberghe-Vandewalle, rue de Rouen, 1	25-2-45	4 ^e »	270
Quertigniez-Mordacq, rue du Fg-de-Roubaix,			
cour Sainte-Cécile, 13 b	30-3-45	3 ^e »	180
Rondeaux Deloddère, rue Ch.-Quint, 11	18-3-45	5 ^e »	270
Schittecatthe-Hofman, rue Emile-Vandenberghé,			
cour Crusoé, 4	27-2-45	5 ^e »	270
Sucche-Deschryver, rue Turgot, 31	10-3-45	3 ^e »	180
Sulman-Roman, rue Baudin, cour Parent, 7 ...	1-2-45	6 ^e »	270
Vander Heyden-Vanteghem, 3, rue Chaude-			
Rivière prolongée	22-3-45	7 ^e »	270
Van Laer-Leignel, rue J.-J.-Rousseau, 23	10-2-45	3 ^e »	180
Van Praet-Zelbercht, rue de Wazemmes, 65	24-1-45	3 ^e »	180
Vermandel-Ropital, rue de Madagascar, 1	25-3-45	5 ^e »	270
Verrier-Gay Rosa, avenue de Dunkerque, 42 ..	11-3-45	8 ^e »	270
Waeles-Vermersch, rue Arago, 52	29-3-45	5 ^e »	270
Zizi-Vandenbussche, rue de la Baignerie, 11 ...	11-3-45	3 ^e »	180
Cayy-Canonne, rue Lamartine, 30	25-3-45	5 ^e »	270
Hugbart-Laloux, rue Cervantès, 15	26-3-45	3 ^e »	180

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 25 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Chefs de bureau. Tableau annuel
d'avancement**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;
Vu le procès-verbal de la réunion, en date du 26 Avril, de la
Commission consultative du tableau d'avancement pour
l'emploi de Chef de bureau ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont inscrit au tableau annuel d'avancement
de grade à l'emploi de Chef de bureau :

- M. Tiers, inspecteur d'hygiène, 1^{er} bureau de la 5^e division ;
M^{mes} Lemaire commis-secrétaire, Secrétariat général ;
Legrand, commis-secrétaire, Secrétariat général, service du
personnel ;
Quin, commis-secrétaire, Secrétariat général ;
MM. Thibaut, commis-secrétaire, 1^{er} Bureau, 3^e division ;
Paquier, commis-secrétaire, 3^e Bureau, 3^e division ;
Lefebvre, dessinateur d'études, bureau de dessin ;
Devos, commis-secrétaire, Service de la Voie Publique.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé
de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 27 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat général. Nomination.
Chef de bureau. M^{me} Casin**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Casin, Chef de Bureau, affectée au Secrétariat général, Service de la Dactylographie, est mutée en la même qualité au Service de l'Economat, en remplacement de M. Picot.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 27 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 5^e division. Chef de bureau.
Nomination. Rémy Tiers**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux, article 13 ;

Vu notre arrêté de ce jour, instituant le tableau d'avancement à l'emploi de Chef de bureau ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Rémy Tiers, inspecteur d'hygiène, est nommé Chef du 1^{er} Bureau de la 5^e division, en remplacement de M. Claie.

ARTICLE 2. — Compte tenu de l'intérim qu'il a assuré depuis le 1^{er} Janvier 1942 et de la situation qui lui est faite en application de la délibération du Conseil municipal en date du 22 Mars 1945, M. Tiers est versé dans la 1^{re} classe de son emploi, au traitement annuel de 36.000 frs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Janvier 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 27 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^e division. Chef de bureau.

Nomination. Marguerite Lemaire

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux, article 13 ;

Vu le procès-verbal de la réunion, en date du 26 Avril, de la Commission Consultative du tableau d'Avancement à l'emploi de Chef de bureau ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Marguerite Lemaire, commis-secrétaire affectée au Secrétariat général de la Mairie, est nommée Chef du 4^e Bureau de la 3^e division (emploi sans titulaire).

ARTICLE 2. — Pour tenir compte de la fonction de Chef de bureau qu'elle a assurée officiellement au Service municipal de chômage, du 1^{er} Janvier 1933 au 31 Janvier 1936, M^{me} Lemaire est versée dans la 3^e classe de son emploi, au traitement annuel de 29.300 frs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Avril 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 27 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat général. Chef de bureau.

Nomination. Fernande Legrand

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux, article 13 ;

Vu notre arrêté de ce jour, instituant le tableau annuel d'avancement pour l'emploi de Chef de bureau ;

Vu l'arrêté en date du 31 Décembre 1941 portant réorganisation des Services municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Fernande Legrand, commis secrétaire affectée au Secrétariat général, est nommée Chef de bureau du personnel.

ARTICLE 2. — Compte tenu de l'intérim qu'elle a assuré depuis le 1^{er} Janvier 1942 et de la situation qui lui est faite en application de la délibération du Conseil municipal en date du 22 Mars 1945, M^{me} Legrand est versée dans la 3^e classe de son emploi, au traitement annuel de 29.300 frs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Janvier 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 27 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat général. Chef de bureau.

Nomination. Georgette Quin

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux, article 13 ;

Vu notre arrêté de ce jour, instituant le tableau annuel d'avancement pour l'emploi de Chef de bureau ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Georgette Quin, commis secrétaire affectée au Secrétariat général, est nommée Chef de bureau de la Dac-

tylographie, en remplacement de M^{me} Casin, appelée à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M^{me} Quin est versée dans la 4^e classe de son emploi, au traitement annuel de 26.000 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 27 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^e division. Chef de bureau.

Nomination. Emile Thibaut

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux, article 13 ;

Vu notre arrêté de ce jour instituant le tableau annuel d'avancement pour l'emploi de Chef de bureau ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Emile Thibaut, commis-secrétaire affecté à la 3^e division, est nommé Chef de 1^{er} Bureau de la 3^e division, en remplacement de M. Bigot.

ARTICLE 2. — Compte tenu de l'intérim qu'il a assuré depuis le 1^{er} Mars 1943 et de la situation qui lui est faite en application de la délibération du Conseil municipal en date du 22 Mars 1945, M. Thibaut est versé dans la 4^e classe de son emploi au traitement annuel de 26.000 frs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Mars 1943.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Mai 1945

Hôtel de Ville, le 27 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^e division. Chef de bureau.

Nomination. Louis Paquier

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux, article 13 ;

Vu notre arrêté de ce jour instituant le tableau annuel d'avancement pour l'emploi de Chef de bureau ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Louis Paquier, commis-secrétaire affecté à la 3^e division, est nommé Chef du 3^e bureau de la 3^e division, en remplacement de M. Leroux, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — Compte tenu de l'intérim qu'il a assuré depuis le 1^{er} Avril 1944 et de la situation qui lui est faite en application de la délibération du Conseil municipal en date du 22 Mars 1945, M. Paquier est versé dans la 4^e classe de son emploi au traitement annuel de 26.000 frs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Avril 1944.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 27 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Dessin. Chef de bureau.

Nomination. Arthur Lefebvre

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut des fonctionnaires municipaux, article 13 ;
Vu notre arrêté de ce jour, instituant le tableau annuel d'avancement pour l'emploi de Chef de bureau ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Arthur Lefebvre, dessinateur d'études, est nommé Chef de bureau au service du Dessin, en remplacement de M. Lecat.

ARTICLE 2. — Compte-tenu de sa situation actuelle et de l'intérim qu'il a assuré depuis le 1^{er} Novembre 1944 en qualité de Chef de bureau, M. Lefebvre est versé dans la 2^e classe de son emploi, au traitement annuel de 32.600 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 27 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Suspension de traitement.

Henri Cretal

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Henri Cretal affecté au Service des Transports en qualité de Chauffeur appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 9 Mai 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**PREFECTURE DU NORD. — Convocation des collèges électoraux
Municipaux**

Le Préfet du Nord, Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,

Vu la loi du 5 Avril 1884 sur l'organisation municipale ;

Vu les tableaux de la population officielle du département, annexés au décret du 25 Décembre 1936, lesdits tableaux, insérés au Recueil des actes administratifs de la Préfecture, année 1937, page 17 et suivantes, faisant connaître le nombre de Conseillers municipaux à élire par commune, d'après le chiffre de la population municipale totale ;

Vu la loi du 29 Juillet 1913 modifiée et complétée par la loi du 31 Mars 1914 ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote ainsi que la sincérité des opérations électorales ;

Vu les lois des 20 Mars 1914 et 2 Avril 1932 tendant à réglementer l'affichage électoral ;

Vu la loi du 31 Mars 1914 ayant pour objet de réprimer les actes de corruption dans les opérations électorales ;

- Vu la loi du 8 Juin 1923 complétée par la loi du 20 Juillet 1928 et relative à la distribution des bulletins de vote et circulaires électorales ;
- Vu l'article 7 de la loi du 20 Mars 1924 concernant la distribution des cartes électorales ;
- Vu le décret du 5 Novembre 1926 sur la décentralisation et la déconcentration administratives ;
- Vu la loi du 12 Janvier 1928 rendant éligibles au Conseil municipal les membres du personnel enseignant des écoles primaires supérieures ;
- Vu la loi du 9 Avril 1929 relative à l'éligibilité des directeurs des Services vétérinaires ;
- Vu la loi du 8 Janvier 1930 abrogeant le 4^e alinéa de l'article 32 de la loi du 5 Avril 1884 ;
- Vu l'ordonnance du 21 Avril 1944 portant organisation des pouvoirs publics en France après la libération, modifiée par les ordonnances des 12 Août, 3 Novembre 1944, 2 Février et 6 Avril 1945 ;
- Vu l'ordonnance du 18 Décembre 1944 tendant à organiser le vote par correspondance des réfugiés ;
- Vu l'ordonnance du 10 Mars 1945 portant dérogation provisoire à l'article 12 de la loi du 10 Août 1871 et à l'article 30 de la loi du 5 Avril 1884 ;
- Vu l'ordonnance du 14 Mars 1945 relative au vote dans les élections municipales et cantonales des Français et Françaises musulmans Algériens, résidant en France continentale depuis le 3 Septembre 1938 ;
- Vu le décret du 14 Mars 1945 fixant pour l'année 1945 les conditions d'inscription sur les listes électorales des Français et Françaises musulmans Algériens résidant en France continentale depuis le 3 Septembre 1938 ;
- Vu l'ordonnance du 17 Mars 1945 relative à l'éligibilité des militaires de réserve ;

Vu le décret n° 45-498 du 27 Mars 1945 portant fixation de la date de convocation des collèges électoraux municipaux ;

Sur la proposition du Secrétaire général du Nord ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — Les électeurs et électrices des communes du département du Nord, à l'exception de celles dont la liste figure au paragraphe 2 du présent article, sont convoqués le Dimanche 29 Avril 1945 à l'effet de procéder à l'élection des membres du Conseil municipal provisoire de leur commune.

En application des articles 1, 2 et 3 du décret susvisé du 27 Mars 1945, les élections n'auront pas lieu dans les 26 communes ci-après de l'arrondissement de Dunkerque :

Armbouts-Cappel ;	Hoymille ;
Bergues ;	Leffrinckoucke ;
Bierne ;	Les Moères ;
Bray-Dunes ;	Loon-Plage ;
Cappelle-la-Grande ;	Malo-les-Bains ;
Coudekerque ;	Mardyck ;
Coudekerque-Branche ;	Petite-Synthe ;
Dunkerque ;	Rosendael ;
Fort-Mardyck ;	Saint-Pol-sur-Mer ;
Ghyvelde ;	Spycker ;
Grand-Fort-Philippe ;	Teteghem ;
Grande-Synthe ;	Uxem ;
Gravelines ;	Zuydcoote.

Des arrêtés ultérieurs fixeront les dates de convocation des collèges électoraux pour ces communes.

ARTICLE 2. — Les élections auront lieu d'après les listes électorales arrêtées le 28 Février 1945.

Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 Février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste arrêtée le 28 Février 1945, publieront cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau contenant les dites modifications.

ARTICLE 3. — Le scrutin sera ouvert dans toutes les communes à la Mairie, à huit heures et fermé à dix-huit heures.

Les exceptions feront, s'il y a lieu, l'objet d'un arrêté spécial pour chaque commune. Pour les communes sectionnées et celles où il est nécessaire d'établir plusieurs bureaux de vote, les lieux de réunion ont été indiqués par arrêtés spéciaux.

ARTICLE 4. — Des cartes électorales seront distribuées aux électeurs, par les soins de MM. les Maires, dans les huit jours qui précèdent l'élection. Des mesures spéciales reprises ci-après règlent les modalités de vote par correspondance des réfugiés.

Les cartes dont le titulaire ne pourra être touché feront retour à la mairie.

Elles y seront conservées à la disposition des intéressés jusqu'au jour inclus de l'élection, si la mairie se trouve constituer, dans cette commune, la section unique de vote.

Dans les communes où existent, au contraire, plusieurs sections de vote, les cartes qui n'ont pas touché leur titulaire seront remises au bureau de vote de la section. Elles y resteront également à la disposition des intéressés.

Mais, dans l'un et l'autre cas, elles ne pourront être délivrées à l'intéressé que sur le vu de pièces d'identité, ou bien sur la présentation de l'intéressé et l'authentification de son identité par deux témoins inscrits sur les listes de la section de vote.

Procès-verbal de cette opération sera dressé, signé par le titulaire et, le cas échéant, par les témoins et paraphé par le bureau.

ARTICLE 5. — Dès la publication du présent arrêté, les réfugiés doivent demander, par lettre recommandée en franchise, au Maire de la commune où ils sont inscrits, leur carte électorale

Cet envoi leur est fait sans délai, par lettre recommandée en franchise et comprend, outre la carte électorale, une enveloppe destinée à recevoir le bulletin de l'intéressé.

Pour la transmission de leur suffrage, les électeurs placent leur bulletin de vote sous l'enveloppe électorale que leur a fait parvenir le Maire. Ils insèrent cette enveloppe et leur carte électorale dans une deuxième enveloppe portant la mention « Elections » qu'ils adressent par lettre recommandée en franchise au Maire de la commune où ils sont inscrits.

Les plis conservés par le bureau de poste destinataire jusqu'au jour du scrutin inclus, sont apportés par un des agents des postes

dans la salle même du vote après le commencement des opérations. Ils sont remis au Président du bureau, qui en donne décharge d'après la forme employée usuellement pour les lettres recommandées.

Le Président ouvre chaque pli, donne publiquement connaissance au bureau de la carte électorale qu'il contient et après émarquage, met aussitôt dans l'urne, pour être dépouillé avec les autres, l'enveloppe renfermant le bulletin.

ARTICLE 6. — Le vote aura lieu sous enveloppe et au moyen d'isoloirs.

Le dépouillement du scrutin suivra immédiatement la clôture.

ARTICLE 7. — Les électeurs et électrices convoqués voteront par bulletin de liste comprenant autant de noms qu'il y a de conseillers à élire dans chaque localité. Il n'y aura d'exceptions que pour les communes divisées en sections électorales municipales par le Conseil général du Nord, dans sa session ordinaire d'Octobre 1939. Pour ces communes, des arrêtés spéciaux sont intervenus pour indiquer le nombre de conseillers à élire par section d'après le nombre des électeurs inscrits.

ARTICLE 8. — Les bureaux de vote sont présidés par le Maire, les Adjoint, les Conseillers municipaux, dans l'ordre du tableau et, en cas d'empêchement, par des électeurs désignés par le Maire.

Les deux plus âgés et les deux plus jeunes électeurs présents à l'ouverture du scrutin, sachant lire et écrire, rempliront les fonctions d'assesseurs. Le Secrétaire sera désigné par le Président et par les assesseurs ; dans les délibérations du bureau il n'a que voix consultative. Trois membres du bureau, au moins, devront être présents pendant tout le cours des opérations.

Le Président a seul la police de l'assemblée. Cette assemblée ne peut s'occuper d'autres objets que de l'élection qui lui est attribuée. Toute discussion, toute délibération lui sont interdites.

ARTICLE 9. — Le bureau juge provisoirement les difficultés qui s'élèvent sur les opérations de l'assemblée. Ses décisions sont motivées.

Les décisions du bureau et les réclamations présentées avant la clôture des opérations sont insérées au procès-verbal, les pièces et les bulletins qui s'y rapportent y sont annexés après avoir été paraphés par le bureau.

Dans chaque section de vote, lors de la clôture du scrutin, les cartes non retirées sont comptées par le bureau, paraphées par le

président, mises sous pli cacheté et apportées à la mairie, avec le procès-verbal des opérations qui les mentionne nominativement.

ARTICLE 10. — Le nombre des membres du Conseil municipal à élire par commune, calculé d'après le chiffre officiel de la population municipale totale de la commune, tel qu'il est constaté au *dénombrement rendu exécutoire à partir du 1^{er} Janvier 1937* est, aux termes de l'article 10 de la loi du 5 Avril 1884 :

De 10	membres	dans les communes de	500	habitants et au-dessous
De 12	«	dans celles de	501 à 1.500	habitants
De 16	«	«	1.501 à 2.500	«
De 21	«	«	2.501 à 3.500	«
De 23	«	«	3.501 à 10.000	«
De 27	«	«	10.001 à 30.000	«
De 30	«	«	30.001 à 40.000	«
De 32	«	«	40.001 à 50.000	«
De 34	«	«	50.001 à 60.000	«
De 36	«	«	60.001 et au-dessus.	

ARTICLE 11. — Nul n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a réuni :

1° la majorité absolue des suffrages exprimés ; 2° un nombre de suffrages égal au quart de celui des électeurs inscrits. Au deuxième tour de scrutin, l'élection a lieu à la majorité relative, quel que soit le nombre des votants. Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de suffrages, l'élection est acquise au plus âgé.

ARTICLE 12. — En cas de deuxième tour de scrutin, l'Assemblée électorale est de droit convoquée pour le Dimanche 13 Mai 1945 aux mêmes lieux et heures. Dans les communes où il sera nécessaire d'y procéder, MM. les Maires feront aussitôt après le premier scrutin, toutes les publications nécessaires.

ARTICLE 13. — Sont éligibles au Conseil municipal, sauf les restrictions visées ci-après, tous les électeurs de la commune et les citoyens inscrits au rôle des contributions directes ou justifiant qu'ils devaient y être inscrits au 1^{er} Janvier 1945, âgés de vingt-cinq ans accomplis.

Toutefois, le nombre des conseillers qui ne résident pas dans la commune au moment de l'élection ne peut excéder le quart des membres du Conseil. S'il dépasse ce chiffre, la préférence est déter-

minée suivant les règles fixées par l'article 49 de la loi du 5 Avril 1884.

Les femmes sont, en application de l'article 17 de l'ordonnance du 21 Avril 1944, électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes.

Les militaires de réserve rappelés sous les drapeaux sont éligibles, conformément à l'ordonnance susvisée du 17 Mars 1945, mais ne sont pas admis au vote.

ARTICLE 14. — Les incapacités, inéligibilités et incompatibilités sont déterminées par les articles 31, 32, 33, 34 et 35 de la loi du 5 Avril 1884 modifiée par la loi du 12 Janvier 1928 ; l'article 18 de l'ordonnance du 21 Avril 1944 modifié par l'ordonnance du 6 Avril 1945 l'ordonnance du 29 Février 1945 complétant l'ordonnance du 26 Décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale.

ARTICLE 15. — MM. le Secrétaire général du Nord, les Sous-Préfets, les Maires, Présidents de Délégations municipales ou spéciales, sont chargés d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans toutes les communes.

Cet arrêté sera, en outre, inséré au Recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Lille, le 10 Avril 1945

Le Préfet du Nord,

R. VERLOMME.

**Décret du 27 Mars 1945 portant fixation de la date de convocation
des collèges électoraux municipaux**

Le Gouvernement provisoire de la République Française ;

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur ;

Vu l'ordonnance du 3 Juin 1934 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 Juin et 4 Septembre 1944 ;

Vu l'ordonnance du 21 Avril 1944 portant organisation des pouvoirs publics en France après la libération, modifiée par les ordonnances des 12 Août et 3 Novembre 1944 et par l'ordonnance du 2 Février 1945 ;

Vu l'ordonnance du 10 Mars 1945 portant dérogation provisoire à l'article 12 de la loi du 10 Août 1871 et à l'article 30 de la loi du 5 Avril 1884 ;

DECRÈTE :

ARTICLE 1. — Les élections des conseils municipaux provisoires des communes où l'établissement des listes électorales sera terminé le 13 Avril 1945 sont fixées au 29 Avril 1945, pour le premier tour de scrutin, et au 13 Mai 1945 pour le deuxième tour, pour tous les départements où l'établissement des listes électorales sera terminé dans la plus grande partie des communes.

ARTICLE 2. — Les arrêtés préfectoraux de convocation des collèges électoraux détermineront la liste des communes dans lesquelles auront lieu les scrutins aux dates fixées par l'article 1^{er} du présent décret.

ARTICLE 3. — Des décrets ultérieurs fixeront les dates de convocation des collèges électoraux pour les communes dans lesquelles les scrutins n'auront pu avoir lieu aux dates fixées par l'article 1^{er} du présent décret.

ARTICLE 4. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

Fait à Paris, le 27 Mars 1945

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République Française :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. TIXIER.

HYGIENE. — Statistique sanitaire du mois d'Avril 1945

I. — RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

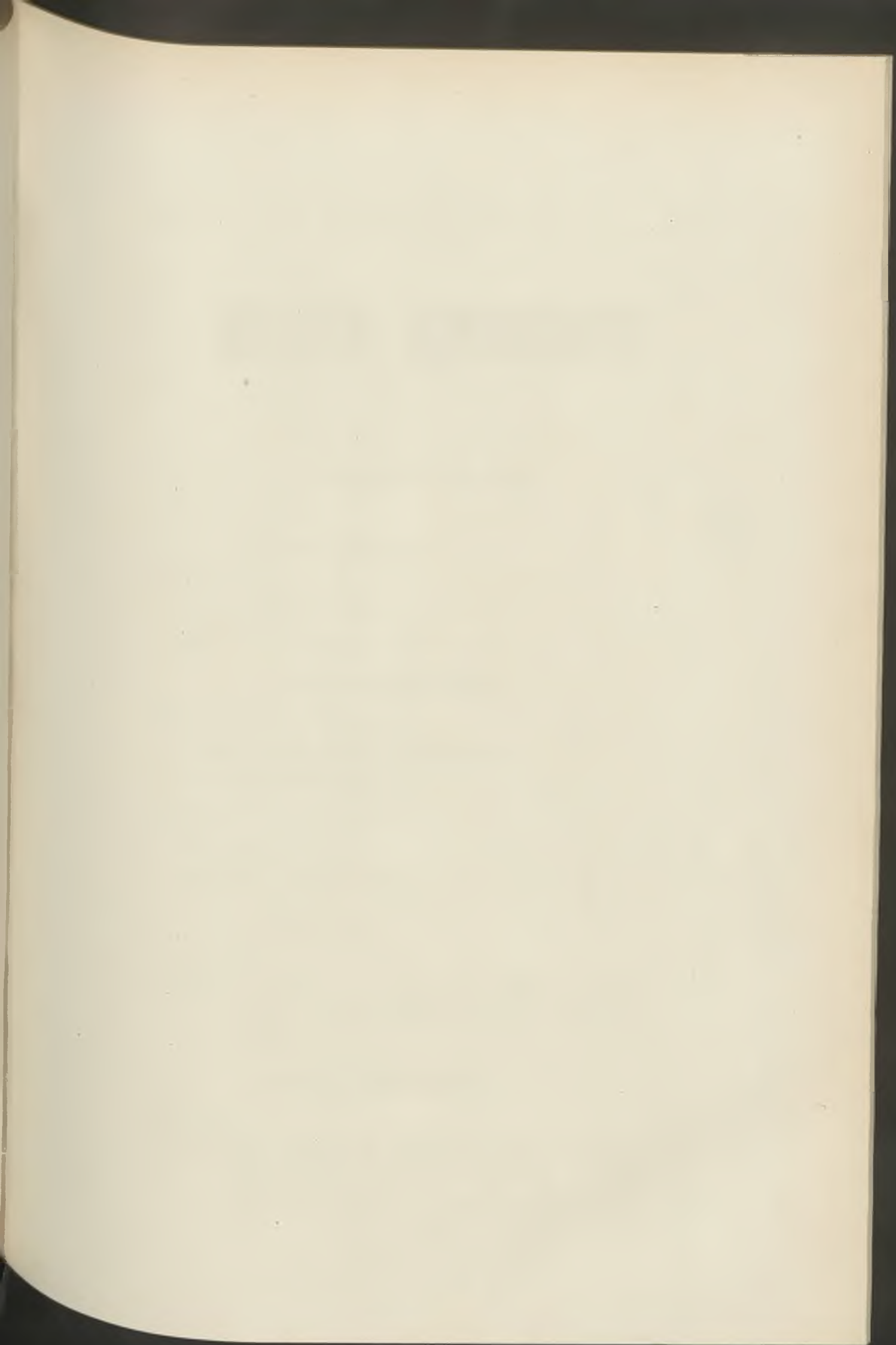
MARIAGES	DIVORCES	NAISSANCES			MORTS-NÉS			DÉCÉS (mort-nés non compris)	ENFANTS MIS EN NOURRICE		
		Mort-nés non compris							NÉS dans la commune		NÉS hors de la commune
		Légitimes	Illégitimes	Total	Légitimes	Illégitimes	Total		PLACÉS dans la commune	PLACÉS hors de la commune	placés dans la commune
158	17	358	90	448	9	3	12	392	»	»	»

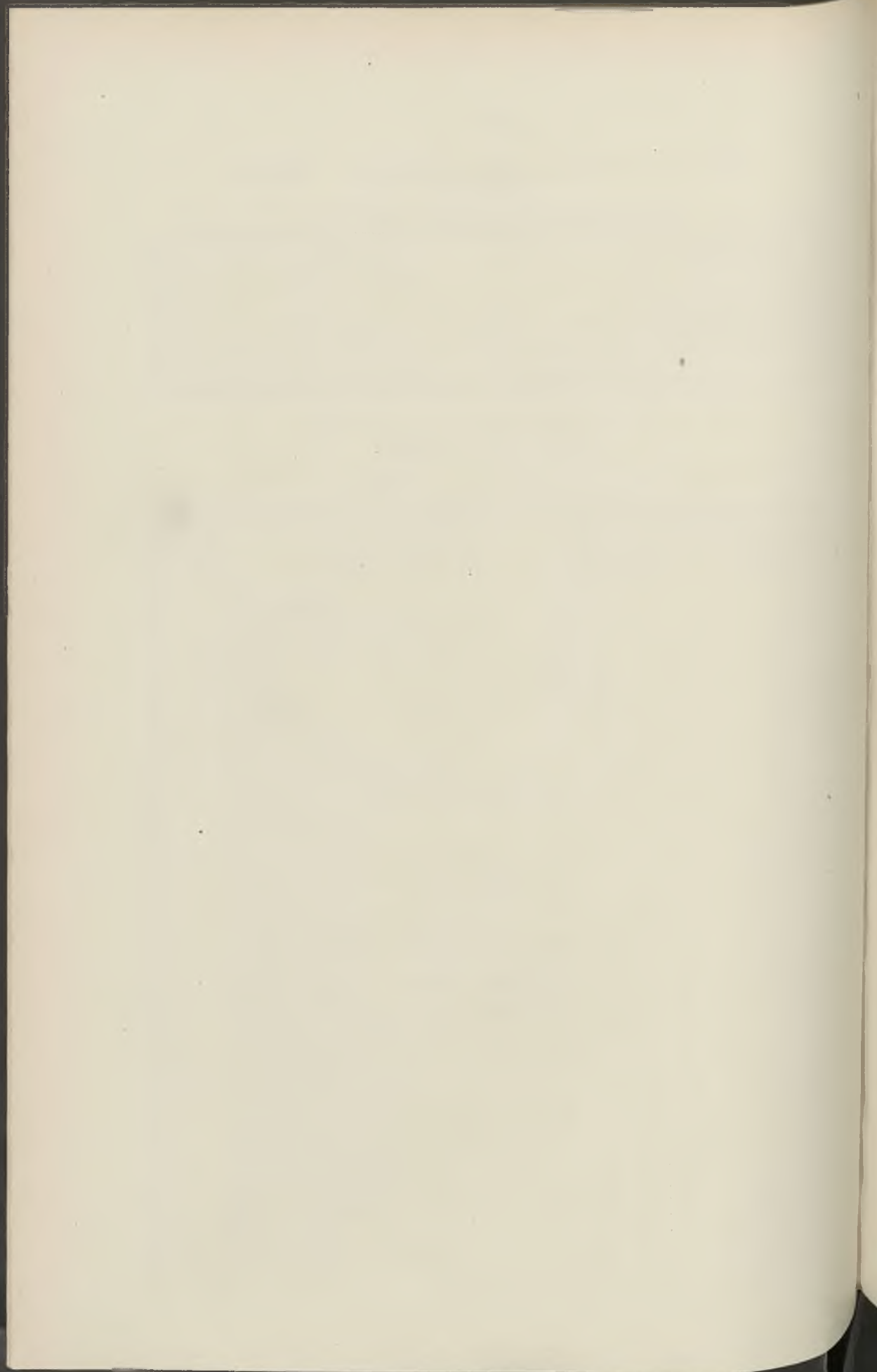
II. — RÉPARTITION DES DÉCÈS PAR CAUSE ET PAR AGE

(Morts-nés non comptés)

(Ce tableau doit comprendre tous les décès sans exception survenus sur le territoire de la commune).

NUMÉROS d'ordre	CAUSES DE DÉCÈS <i>Nomenclature internationale</i>	MOINS de 1 AN	De 1 à 19 ans	De 20 à 39 ans	De 40 à 59 ans	De 60 ans et au delà	TOTAUX
1	Fièvre typhoïde	»	»	»	»	»	»
2	ou paratyphoïde (Typhus abdominal)	»	»	»	»	»	»
3	Typhus exanthématique	»	»	»	»	»	»
4	Fièvre et Cachexie paludéennes	»	»	»	»	»	»
5	Variole	»	»	»	»	»	»
6	Rougeole	»	»	»	»	»	»
7	Scarlatine	»	»	»	»	»	»
8	Coqueluche	3	1	»	»	»	4
9	Diphtérie et Croup	»	2	»	»	»	2
10	Grippe	»	»	»	»	»	»
11	Choléra asiatique	»	»	»	»	»	»
12	Entérite cholériforme	»	»	»	»	»	»
13	Autres maladies épidémiques	»	»	»	»	»	»
14	Tuberculose de l'appareil respiratoire	»	2	9	6	1	18
15	Tuberculose des méninges ou du système nerveux central	»	1	»	»	»	1
16	Autres tuberculoses	»	»	»	3	3	6
17	Cancer et autres Tumeurs malignes	»	»	»	10	19	29
18	Méningite simple	»	»	»	1	»	1
19	Hémorragie et Ramolissement du cerveau ..	»	»	1	5	22	28
20	Maladies du cœur (non compris angine de poitrine)	»	»	2	2	25	29
21	Bronchite aiguë (y compris les bronchites sans épithète de moins de 5 ans)	»	»	»	»	1	1
22	Bronchite chronique (y compris les bronchites sans épithète de 5 ans et plus)	»	»	»	1	2	3
23	Pneumonie	»	»	»	»	3	3
24	Autres Affections de l'appareil respiratoire (Phtisie exceptée)	3	5	»	6	15	29
25	Affections de l'estomac (Cancer excepté)	»	»	»	1	»	1
26	Diarrhée et Entérite (Au-dessous de deux ans)	10	1	»	»	»	11
27	Appendicite et Typhlite	»	»	»	»	1	1
28	Hernie. Obstruction intestinale	»	»	1	»	1	2
29	Cirrhose du foie	»	»	»	3	1	4
30	Néphrite aiguë ou chronique	»	»	»	2	4	6
31	Tumeurs non cancéreuses et autres affections des organes génitaux de la femme	»	»	»	»	»	»
32	Septicémie puerpérale (Fièvre, Péritonite, Phlébite puerpérales)	»	»	1	»	»	1
33	Autres Accidents puerpéraux de la grossesse et de l'accouchement	»	»	2	»	»	2
34	Débilité congénitale et Vices de conformation	4	»	1	»	»	5
35	Sénilité	»	»	»	»	11	11
36	Morts violentes (suicide excepté)	»	3	2	2	5	12
37	Suicide	»	»	»	»	2	2
38	Autres Maladies	2	5	4	21	31	63
	Maladie inconnue ou mal définie	3	»	3	5	6	17
	TOTAUX	25	20	26	68	153	292





BULLETIN ADMINISTRATIF

SOMMAIRE

Conseil Municipal :

Délégation :

Elections. Georges Ghys	442
Modifications. Broux-Coquart	452

Administration Municipale :

Code des arrêtés municipaux :

Articles 815-816 et 817. Modifications	419
Article 408. Modification	422

Adjointe :

Délégations	438
Délégations. Jours de réception	452

Baux :

Prise en bail :

Parcelle de terre à Annappes et à Mons-en-Barœul	396
Locaux. Ancienne recette municipale. Augustin Laurent	394

Administrations Diverses :

Pensions :

Recensement général des internés, déportés, disparus, tués, blessés, réformés, prisonniers capturés après Juillet 1940	397
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Voirie :

Voie publique :

Interdiction de circulation rue Lottin entre rue St-Sauveur et rue Lalo	412
Interdiction de circulation. Rue Victor Renard	413
Interdiction de circulation. Rue de Flers	448

Enseignement des Beaux-Arts :

Conservatoire :

Nomination. René Dhaene	411
-------------------------------	-----

Œuvres Diverses :

Prime à la natalité :

Exercice 1945. Bénéficiaires	435
Exercice 1945. 1 ^{re} fraction. Bénéficiaires	436

Régie municipale :

Membres. Nominations. M ^{me} Tytgat. MM. Doyennette et Bauer	421
-----------------------------------------------------------------------------	-----

Secteur charbonnier :

Participation des communes. 1 ^{er} Janvier au 31 Mars 1945	426
---------------------------------------------------------------------	-----

Dépenses :

Régisseur :

Fête des Mères. Maurice Ryckebusch	457
------------------------------------------	-----

HYGIENE :

Statistique sanitaire :

Mois de Mai 1945	456
------------------------	-----

Protection de la santé publique :

Vaccination et revaccination antivariolique	399
---------------------------------------------------	-----

Services Municipaux :

Cadre principal :

Généralités :

Promotions. Tous services et divisions	443
Commission consultative du personnel. Membres. Nominations	414

Première division :

Nomination. Richard Ledoux	415
----------------------------------	-----

Deuxième division :

Affectation. Jean Chimot	442
Congé avec solde. André Pat	414
Congé avec solde. Renouvellement. Simon Grulois	447

Troisième division :

Affectation. Pierre Delattre	416
Révocation. Henri Hof	396
Révocation. Marius Lasauté	438

Quatrième division :

Nominations à titre provisoire. Moniteurs et Monitrices d'Education physique	418
------------------------------------------------------------------------------------	-----

Cinquième division :

Médecin. Doctoresse Dubuisson	434
Congé sans solde. Blanche Ryckebusch	441

Sapeurs-pompiers :

Nominations	454-455
Suspension de traitement. Albert Cazé	417
Démission. Paul Tacquet	417

Cadre Auxiliaire :

Généralités :

Promotions. Tous services et divisions	439
Salaires. Agents mineurs	446

Secrétariat général :

Nominations : Roland Devergnies	421
Blondiau Michel	444

Economat :

Nomination. Jeanne Moorthamer	449
-------------------------------------	-----

Première division :

Suspension de traitement. Paul Bonnez	429
---------------------------------------------	-----

Deuxième division :

Nominations :	
Alfred Cremmery	450
Georges Canler	449
Maurice Feys	447
Gustave Lippens	445
André Villette	416

Promotions :

Auguste Vandenberghe	430
Pierre Van Weydeweldt	430

Démissions :

Georges Layen	445
Albert Tournemine	431
Daniel Carpentier	430
Abrogation d'arrêté. Henri Aubert	450

Troisième division :

Suspension de traitement. Claude Engrand	429
------------------------------------------------	-----

Quatrième division :

Nominations. Blanche Detender	432
-------------------------------------	-----

Cinquième division :

Suspension de traitement. Roger Legrus	428
Démission. M ^{me} Georgette Lecompte	456

Caisse des Retraites :

Admissions à la retraite :

André Franck	440
M ^{me} Bocquet	432

Liquidations de pensions :

Louis Manchin	451
Veuve Jeanne Claessens	409
Veuve Alphonse Deruez	408
Veuve Henri Dhennin	406
Veuve Alphonse Leignel	402
Veuve Léonce Baron	401
Enfants Fino	403

Révision de pension :

Emile Parent	410
--------------------	-----

Rappel de versements :

Autorisation. Marie-Thérèse Chambon	433
-------------------------------------------	-----

PRISE EN BAIL. — Laurent. Ancienne Recette Municipale

du 31 Mai 1945

Convention par laquelle la Ville accorde à M. Augustin Laurent, à Lille, la location d'une partie des bâtiments de l'ancienne Recette municipale, place Rihour, pour une durée de 18 ans consécutifs à compter du 1^{er} Janvier 1945, moyennant un loyer annuel de 4.000 francs nets de charges, enregistrement requis pour 3 ans

Enregistré le 1^{er} Juin 1945, volume 74 B, n° 900.

Entre les soussignés,

M. Denis Cordonnier, Maire de Lille, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Lille, en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 22 Mars 1945 approuvée par M. le Préfet du Nord, le 4 Avril 1945 ;

d'une part,

et M. Augustin Laurent, demeurant à Lille

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

M. Cordonnier es-qualité accorde par les présentes à titre de bail à loyer à M. Laurent qui accepte une partie des bâtiments de l'Ancienne Recette municipale, place Rihour, comprenant au rez-de-chaussée trois pièces, à l'entresol quatre pièces, au premier étage, deux pièces.

Durée de la location

Le bail est consenti pour une durée de dix-huit années entières et consécutives à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Conditions

La location est faite aux conditions suivantes que M. Laurent s'engage à exécuter et accomplir sans pouvoir prétendre à aucune indemnité ni diminution de loyer mais au contraire à peine de tous dépens et dommages intérêts dans le cas de non exécution de l'une quelconque des dites clauses.

1° M. Laurent prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent sans pouvoir élever aucune réclamation.

2° Il entretiendra les locaux et les installations de façon à les remettre en fin de bail dans l'état où ils se trouvaient lors de l'entrée

en jouissance. Un état des lieux, sera dressé contradictoirement en double exemplaire.

3° M. Laurent ne pourra faire de changement de distribution qu'avec l'accord écrit de la Ville et après avoir pris l'engagement de remettre en fin de location, les lieux loués dans leur état primitif si la Ville l'exige. Il laissera le cas échéant, à l'expiration du bail, tous les embellissements et améliorations qu'il aurait pu apporter dans les locaux, sans réclamer aucune indemnité.

4° La Ville prendra à sa charge toutes les réparations tant locatives que propriétaires. M. Laurent supportera sans pouvoir faire aucune réclamation, toutes les grosses réparations qui deviendraient nécessaires à l'immeuble même si elles duraient plus de quarante jours.

5° M. Laurent sera responsable des dommages qui viendraient à se produire par suite d'incendies causés par le fait de son occupation.

Loyer

Le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel de quatre mille francs nets de charges payable par trimestre et à terme échu entre les mains et à la Caisse de M. le Receveur municipal.

Frais

Les frais de timbre et d'enregistrement des présentes seront supportés par M. Laurent qui s'y oblige.

L'enregistrement est requis pour trois ans.

Dont acte,

Fait et signé en double à Lille. le

31 Mai 1945

LAURENT.

CORDONNIER.

Enregistré à Lille et admis le 1-6-1945

n° 900 vol. 74 B Reçu : 120 frs

**PRISE EN BAIL. — Parcelles de terre à Annappes
et Mons-en-Barœul**

des 27 Mars et 12 Mai 1945

Avenant au bail passé entre la Ville et le Bureau de Bienfaisance le 7 Octobre 1942, pour résiliation à la date du 30 Septembre 1944, de la location des parcelles de terre sises à Annappes et Mons-en-Barœul. Le bail est maintenu pour les parcelles de 37 a 96 ca à Fâches-Thumesnil et 46 a 38 ca à Marcq-en-Barœul, moyennant un loyer annuel de 2.108 frs 50 pour 3, 6 ou 9 années à compter du 1^{er} Octobre 1941.

Enregistré le 30 Mai 1945, volume 74 A, n° 997.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^e division. Révocation. Hof Henri

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

3^e DIVISION

4^e BUREAU

Le Préfet du Nord, Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance du 27 Juin 1944, relative à l'épuration administrative sur le territoire de la France métropolitaine ;

Vu l'ordonnance du 11 Décembre 1944 modifiant certaines dispositions de celle du 27 Juin 1944 ;

Vu la circulaire n° 37 de M. le Ministre de l'Intérieur en date du 10 Octobre 1944 concernant les modalités d'application de l'ordonnance précitée du 27 Juin 1944 ;

Vu les propositions de l'Administration municipale en date du 12 Janvier 1945 ;

Vu mon arrêté en date du 15 Février 1945 constatant la nullité de l'arrêté de M. le Maire de Lille en date du 19 Septembre 1944 portant suspension de M. Hof Henri, Chef de division à la Mairie ;

Vu mon arrêté en date du 15 Février 1945 portant suspension de l'intéressé dans le cadre des dispositions de l'ordonnance précitée du 27 Juin 1944 ;

Vu l'avis émis au cours de ses séances des 23 Février et 9 Mars 1945, par la Commission d'épuration du personnel des Collectivités locales de l'arrondissement de Lille, statuant sur le cas de M. Hof, et concluant à la révocation de l'intéressé en raison de son attitude durant l'occupation ;

Vu le dossier de l'affaire ;

Vu, en date du 15 Mars 1945, les observations de l'intéressé sur les faits retenus contre lui ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — M. Hof Henri, Chef de division à la Mairie de Lille, est révoqué de ses fonctions avec maintien des droits à pension.

ARTICLE 2. — Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le Maire de Lille chargé d'en assurer l'exécution ainsi que la notification à l'intéressé.

Fait à Lille, le 15 Mai 1945

Le Préfet du Nord,

R. VERLOMME.

ADMINISTRATIONS DIVERSES. — Pensions. Recensement des internés, déportés, disparus, tués, blessés, réformés, prisonniers capturés après Juillet 1940

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés

PRÉFECTURE DU NORD
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET
RÉFUGIÉS

Appel à la Population

RECENSEMENT GENERAL

des internés, déportés, travailleurs déportés, disparus, tués, blessés, réfugiés, prisonniers capturés après Juillet 1940

Il est rappelé qu'un Recensement général des prisonniers, internés, déportés, travailleurs déportés, disparus, tués, blessés et ré

fugiés a été rendu obligatoire par un décret en date du 16 Janvier 1945.

Il a pour but en particulier :

— de faciliter la tâche des Organismes chargés de l'Aide aux victimes de la guerre et à leur famille.

— de donner aux services compétents la possibilité de délivrer aux intéressés et à leur famille les pièces officielles nécessaires à *l'établissement des dossiers d'allocations, d'indemnités et pensions.*

— d'apporter l'aide nécessaire aux réfugiés et de faciliter le retour à leur foyer.

Le Recensement s'applique aux catégories suivantes :

— Prisonniers de guerre capturés postérieurement à Juillet 1940, au cours des campagnes d'Afrique, d'Italie, depuis le débarquement ou sur tous autres théâtres d'opérations de guerre. (Les prisonniers capturés de Septembre 1939 à Juillet 1940 ayant déjà été recensés).

- | | | |
|-----------------------------------------------|---|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| - Internés, déportés
politiques et raciaux | } | Absents, libérés, évadés ou décédés |
| - Travailleurs déportés | | |
| - Disparus | } | Au cours de faits de guerre, de résistance
ou par bombardements de Septembre
1939 à la fin des hostilités |
| - Tués | | |
| - Blessés | | |
| - Réfugiés | | |

Les familles des intéressés ou eux-mêmes, le cas échéant, sont priées de se présenter à la Mairie munies des pièces suivantes : Livret de famille ou bulletin de naissance de l'absent — Dernière lettre de l'Absent portant indication de son adresse en Allemagne — Dernier bordereau de salaire (si possible pour les internés, déportés, photographie récente de l'Absent) — ainsi que tout autre pièce susceptible de fournir des renseignements complémentaires.

En cas d'absence de la famille, les employeurs ou amis sont priés de se présenter à sa place.

Dans le Département du Nord, le Recensement aura lieu du 17 Mai 1945 au 16 Juin 1945.

**HYGIENE. — Protection de la santé publique. Vaccination et
revaccination antivariolique**

VILLE DE LILLE

Protection de la Santé Publique (Loi du 15 Février 1902)

VACCINATION ET REVACCINATION

ANTIVARIOLIQUE

Le Maire de la Ville de Lille a l'honneur d'informer ses administrés que des *Séances de Vaccination gratuites* auront lieu aux jours, heures et endroits indiqués ci-après :

LIEUX DES OPÉRATIONS VACCINALES	JOURS DES SÉANCES		HEURES DES SÉANCES
	de Vaccination	de Révision	
Ecole Turgot, rue du Fg-des-Postes, 88....	Lundi 28 Mai	Lundi 4 Juin	16 h.
» Rabelais, rue du Faubourg-d'Arras ..	Mercredi 30 Mai	Mercredi 6 Juin	»
» Jeanne Maillotte, rue V. Duruy, 3 ..	Mardi 29 Mai	Mardi 5 Juin	»
» Alfred-de-Musset, rue Guillaume-Tell, 2			
» Léon Trulin, avenue Verhaeren	Lundi 28 Mai	Lundi 4 Juin	»
» Cabanis, rue Cabanis, 1	Mardi 29 Mai	Mardi 5 Juin	»
» Berthelot, rue de Bohin, 12	Mercredi 30 Mai	Mercredi 6 Juin	»
» Anatole-France, r. Alphonse-Leroy, 13	Vendredi 1 ^{er} Juin	Vendredi 8 Juin	»
» M ^{me} Roland, rue Saint-Gabriel, 95 ...	Lundi 28 Mai	Lundi 4 Juin	»
» Montesquieu, rue de Bouvines, 71 ...	Mardi 29 Mai	Mardi 5 Juin	»
» Maintenon, rue du Port, 20 bis	Mercredi 30 Mai	Mercredi 6 Juin	»
» Littré, place de l'Arbonnoise, 12	Lundi 28 Mai	Lundi 4 Juin	»
» Arago, boulevard Victor-Hugo, 133 ..	Mardi 29 Mai	Mardi 5 Juin	»
» de Jussieu, square Dutilleul, 4	Mardi 29 Mai	Mardi 5 Juin	»
» Carnot, square Ruault, 12	Mercredi 30 Mai	Mercredi 6 Juin	»
» Ampère, rue Jules Guesde, 73	Lundi 28 Mai	Lundi 4 Juin	»
» privée de filles, rue des Pyramides, 11	Mercredi 30 Mai	Mercredi 6 Juin	»
» Condorcet, rue Alphonse-Colas, 3	Mardi 29 Mai	Mardi 5 Juin	»
» Pascal, façade de l'Esplanade, 50 ...	Lundi 28 Mai	Lundi 4 Juin	»
	Mardi 29 Mai	Mardi 5 Juin	»

Il croit utile de leur rappeler les articles 6 et 27 de la loi du 15 Février 1902 :

ARTICLE 6. — La vaccination antivariolique est obligatoire au cours de la *première année* de la vie, ainsi que la *revaccination* au cours de la *onzième* et de la *vingt et unième années*,

Les parents ou tuteurs sont tenus personnellement de l'exécution de ladite mesure.

.....
ARTICLE 27. — Sera puni des peines portées à l'article 471 du Code pénal quiconque aura commis une contravention aux prescriptions de l'article 6 ci dessus :

Les parents ou tuteurs ne seront pas obligés de recourir au service gratuit ; ils sont libres de satisfaire à leur obligation en déposant à la Mairie, Bureau d'Hygiène, un certificat constatant la vaccination ou la revaccination de leurs enfants, avec la date et le résultat de ces opérations, délivré par le médecin ou la sage-femme qui les aura pratiquées.

NOTA. — Si la loi du 15 Février 1902 et le règlement d'Administration publique du 27 Juillet 1903 ont limité à l'âge de la majorité l'obligation vaccinale, il ne s'ensuit pas que l'opération pratiquée au plus tard à cet âge, soit un gage de préservation assurée pour le reste de l'existence. Dans l'intérêt même de la santé publique, le Maire recommande à ses administrés de profiter des séances gratuites qui vont avoir lieu dans la commune.

Hôtel de Ville, le 14 Avril 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

(1) Article 471 du Code pénal. — Seront punis d'amende, depuis 5 jusqu'à 60 francs inclusivement.

.....
15, ceux qui auront contrevenu aux règlements faits par l'autorité administrative et ceux qui ne se seront pas conformés aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale en vertu des articles 3 et 4, titre IX, de la loi du 16-24 Août 1790 et de l'article 46, titre I, de la loi du 19-22 Juillet 1791.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.

Veuve Léonce Baron

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

Messieurs,

M. Baron Léonce, Directeur de Salle de 1^{re} classe, en retraite depuis le 1^{er} Février 1911 est décédé à Lille le 14 Mars 1945.

La pension annuelle qui lui était servie avait été fixée à 2.193 frs 36 lors de la délibération du Conseil municipal du 7 Mars 1911 et portée à 7.184 frs par la révision homologuée en sa séance du 8 Février 1944.

L'épouse née Noémi-Alia Laurent sollicite une pension de reversion.

Vu les extraits des registres de l'Etat-Civil constatant :

1° — que la dame Noémi-Alia Laurent est née à Ransert (Pas-de-Calais) le 3 Août 1873 ;

2° — que ladite dame Laurent et M. Baron ont contracté mariage le 11 Mai 1895 ;

3° — que M. Baron est décédé le 14 Mars 1945.

Vu le certificat constatant :

1° — que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;

2° — qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Baron-Laurent ;

Le règlement de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements Publics de la Ville, article 23 duquel il résulte :

Que M^{me} V^{ve} Baron a droit à la moitié de la pension de son mari, soit : 7.184 frs : 2 = 3.592 frs.

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 15 Mars 1945, lendemain du décès de M. Baron, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Veuve Alphonse Leignel**

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

Messieurs,

M. Leignel Alphonse-Joseph, commis principal de 1^{re} classe ex-Receveur d'Octroi, né à Lille le 3 Juillet 1900 est décédé à Lille le 16 Avril 1945 laissant sa veuve née Pérot Yvonne qui sollicite la liquidation de pension à laquelle elle a droit conformément aux dispositions de l'article 23 du Règlement de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Tributaire de ladite Caisse depuis le 16 Septembre 1923, M. Leignel comptait au moment de son décès : dix-sept ans et neuf mois de Services civils actifs, trois ans et neuf mois de services sédentaires, deux ans de service militaire légal, soit ensemble : vingt trois ans et six mois de services effectifs ouvrant droit à pension avec un traitement moyen de 22.760 frs pendant les trois dernières années.

Ci-après la liquidation de la pension qui eut été attribuée à M. Leignel en conformité des dispositions de l'article 18, paragraphe 3 du Règlement.

Services civils actifs

Dix-sept ans : 17/50 de 22.760	7.738 frs
Neuf mois : 9/12 de 1.50 de 22.760	341 frs

Services civils sédentaires

Trois ans : 3/60 de 22.760	1.138 frs
Neuf mois : 9/12 de 1/60 de 22.760	284 frs

Services militaires

Deux ans : 2/50 de 22.760	910 frs
---------------------------------	---------

Total 10.411 frs

Vu les extraits des registres de l'Etat-Civil constatant :

1° que la dame Pérot Yvonne est née à Sens (Yonne) le 4 Juillet 1900 ;

2° que ladite dame Pérot et M. Leignel ont contracté mariage le 8 Juin 1925 ;

3° que M. Leignel est décédé le 16 Avril 1943.

Vu le certificat constatant :

1° que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;

2° qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Leignel Pérot.

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville (art. 23 par. 1) duquel il résulte que M^{me} V^{ve} Leignel a droit à une pension égale à la moitié de la retraite d'invalidité qu'aurait obtenue le mari le jour de son décès soit :

$$10.411 : 2 = 5.205 \text{ Frs}$$

soit un chiffre ramené au multiple de 4 = 5.204 frs.

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 17 Avril 1945, lendemain du décès de M. Leignel, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.

Enfants Fino

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

Messieurs,

M. Fino Georges, né à Lomme le 30 Avril 1897, brigadier de Police de 2° classe au Service de la Police régionale d'Etat, est décédé à Lille le 22 Juin 1944 laissant deux enfants mineurs issus du mariage contracté le 25 Mars 1921 avec Prudence-Marie Eeckout, elle-même décédée à Lille le 22 Juin 1944.

M. Fino ayant été employé par la Ville au Service de la Police locale du 1^{er} Avril 1920 au 14 Mars 1942, date à laquelle la Police

municipale a été étatisée ; M. Georges Fino, frère et tuteur des enfants, sollicite de notre part la liquidation d'une pension municipale de retraite à laquelle ils ont droit.

Conformément aux dispositions de l'article 107 de la loi du 31 Décembre 1937 et de la loi du 23 Décembre 1943 relative aux droits à pension du personnel municipal reclassé dans les cadres des Polices régionales d'Etat, nous devons allouer aux enfants mineurs de M. Fino une pension de retraite calculée proportionnellement au temps de service passé à la Ville, soit les 263/290^e du temps de service total (21 ans, 11 mois à la Ville ; 2 ans, 3 mois à l'Etat).

Ci-dessous le détail des services effectifs accomplis par M. Fino lui ouvrant droit à pension :

Services civils « Ville de Lille »	21 ans 11 mois
« « « Etat »	2 ans 3 mois
Service militaire légal	3 ans
Total	27 ans 2 mois

Prise en compte par la Ville des services militaires calculée proportionnellement au temps passé à la Ville :

$$\frac{3 \text{ ans} \times 263}{290} = 2 \text{ ans } 8 \text{ mois}$$

M. Fino ayant joui, pendant ses trois dernières années au service de la Ville, d'un traitement moyen de 18.369 frs, la liquidation de la pension municipale qui lui eut été attribuée s'établit dès lors comme suit :

Services civils

Vingt et un ans	21/50 de 18.369 = 7.714
Onze mois	11/12 de 1/50 de 18.369 = 336

Services militaires

Deux ans	2/50 de 18.369 = 734
Huit mois	8/12 de 1/50 de 18.369 = 244
Total	9.028

Vu les extraits des registres de l'Etat-Civil constatant que :

1° — M. Fino et M^{me} Eeckout ont contracté mariage à Lomme le 25 Mars 1921 ;

2° — De cette union sont issus :

- a) Henri-André Fino, né à Lille le 9-7-1924 ;
- b) René-Armand Fino, né à Lille le 16-9-1925 ;

3° — M^{me} Fino-Eeckout est décédée à Lille le 22 Juin 1944 ;

4° — M. Fino est décédé à Lille le 22 Juin 1944.

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville (article 24) duquel il résulte :

1° que l'enfant Henri-André Fino a droit à la pension de 50 % qui eut été attribuée à la mère par l'article 23, soit :

$$9.028 : 2 = 4.514 \text{ frs}$$

soit un chiffre ramené au multiple de 4 : 4.512 frs jusqu'au 9 Juillet 1945, date à laquelle il atteindra 21 ans.

2° que l'enfant René-Armand Fino a droit à une pension égale à 10 % de la pension du père, soit :

$$\frac{9.028 \times 10}{100} = 902 \text{ frs}$$

soit un chiffre ramené au multiple de 4 : 900 frs jusqu'au 9 Juillet 1945, date à laquelle l'aîné atteindra ses 21 ans.

3° que l'enfant René-Armand Fino aura droit à compter du 10 Juillet 1945, jusqu'au 16 Septembre 1946, date à laquelle il atteindra 21 ans, à la pension de 4.512 frs réservée à l'aîné jusqu'à la majorité de celui-ci.

Nous vous prions de vouloir bien homologuer ces fixations de pensions et en décider le service à compter du 23 Juin 1944, lendemain du décès de M. Fino et de M^{me} Fino-Eeckout, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Veuve Henri Dhennin**

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

Messieurs,

M. Dhennin Henri Louis, gardien de la Paix de 1^{re} classe, né à Lille le 18 Mars 1893, est décédé le 1^{er} Février 1945 à Lille.

M. Dhennin ayant été employé par la Ville au service de la Police locale du 1^{er} Septembre 1919 au 14 Mars 1942, date à laquelle la Police municipale a été étatisée, sa veuve, née Vanpeperstraete Raymonde-Céline, sollicite de notre part la liquidation d'une pension municipale de retraite à laquelle elle a droit conformément aux dispositions de l'article 23 du règlement de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, de l'article 107 de la loi du 31 Décembre 1937 et de la loi du 23 Décembre 1943 relative aux droits à pension du personnel municipal reclassé dans les cadres des Polices régionales d'Etat.

Nous devons donc allouer à l'intéressée une pension de retraite calculée proportionnellement au temps de service passé à la Ville, soit les 270/304^e du temps de service total (22 ans 6 mois à la Ville, 2 ans 10 mois à l'Etat).

Ci-dessous le détail des services effectifs accomplis par M. Dhennin lui ouvrant droit à pension :

Services civils « Ville de Lille »	22 ans 6 mois
« « « Etat »	2 ans 10 mois
Services militaires de guerre	5 ans 8 mois

Prise en compte par la Ville des services militaires calculés proportionnellement au temps passé à la Ville :

$$\frac{5 \text{ ans } 8 \text{ mois} \times 270}{304} = 5 \text{ ans}$$

Bonifications de guerre à servir proportionnellement par la Ville :

$$\frac{7 \text{ ans } 9 \text{ mois} \times 270}{304} = 6 \text{ ans } 10 \text{ mois}$$

M. Dhennin ayant joui pendant ses trois dernières années au service de la Ville d'un traitement moyen de 18.802 frs, la liquidation de la pension municipale qui lui eut été attribuée s'établit dès lors comme suit :

Services civils :

Vingt-deux ans $22/50$ de 18.802 = 8.272 frs
Six mois $6/12$ de $1/50$ de 18.802 = 188 frs

Services militaires :

Cinq ans $5/50$ de 18.802 = 1.880 frs

Bonification pour campagne :

Six ans $6/50$ de 18.802 = 2.256 frs
Dix mois $10/12$ de $1/50$ de 18.802 = 313 frs

Total 12.909 frs

Vu les extraits des registres de l'Etat-Civil constatant :

1° que la dame Vanpeperstraete Raymonde est née à Lille le 24 Novembre 1898 ;

2° que ladite dame Vanpeperstraete et M. Dhennin ont contracté mariage le 3 Avril 1920 ;

3° que M. Dhennin est décédé le 1^{er} Février 1945.

Vu le certificat constatant :

1° que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;

2° qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Dhennin-Vanpeperstraete ;

Le règlement de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, article 23, duquel il résulte que M^{me} V^{ve} Dhennin a droit à une pension égale à 50 % de la retraite d'invalidité qu'aurait obtenue le mari le jour de son décès, soit :

$$12.909 : 2 = 6.454 \text{ frs}$$

soit un chiffre ramené au multiple de 4 : 6.452 frs.

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 2 Février 1945, lendemain du décès de M. Dhennin par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.

Veuve Alphonse Deruez

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

Messieurs,

M. Deruez Alphonse, sapeur-pompier de 1^{re} classe, en retraite depuis le 1^{er} Juillet 1944, est décédé à Lille le 10 Mars 1945.

La pension annuelle qui lui était servie avait été fixée à 11.324 frs lors de votre délibération du 11 Janvier 1945.

L'épouse née Louise-Zénaïde Quenehen sollicite une pension de reversion.

Vu les extraits des registres de l'Etat-Civil constatant :

1° que la dame Louise-Zénaïde Quenehen est née à Hellemmes le 25 Avril 1898 ;

2° que ladite dame Quenehen et M. Deruez ont contracté mariage le 9 Juin 1923 ;

3° que du mariage est issu : René-Arthur Deruez né à Lille le 10 Janvier 1932 ;

4° que M. Deruez est décédé le 10 Mars 1945.

Vu le certificat constatant :

1° que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;

2° qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Deruez Quenehen,

le règlement de la Caisse des Retraites de Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, article 23 duquel il résulte :

1° que M^{me} V^{ve} Deruez a droit à la moitié de la pension de son mari, soit 11.324 : 2 = 5.662 frs

soit un chiffre porté au multiple de 4 : 5.664 frs

2° que René, Arthur Deruez a droit jusqu'à l'âge de 21 ans à une pension temporaire égale à 10 % de la pension visée ci-dessus, soit :

$$\frac{11.324 \times 10}{100} = 1.132 \text{ frs}$$

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien homologuer la fixation de ces pensions et en décider le service à compter du 11 Mars 1945, lendemain du décès de M. Deruez, par prélèvements sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.

Allocation « Vieux travailleurs ». Veuve Jeanne Claessens

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

Messieurs,

Madame V^{re} Claessens, née Vérin Jeanne-Adèle, le 6 Mai 1880 à Lille, ancienne dame-employée principale au Service de la Ville, est titulaire d'une rente annuelle de 3.224 frs servie par la Caisse nationale des Retraites pour la Vieillesse, rente qui a été constituée par le versement à capital aliéné de retenues mensuelles sur son traitement d'activité.

M^{me} V^{re} Claessens, âgée de 65 ans a déposé en nos Services, en Mai 1945, une demande tendant à obtenir le bénéfice des dispositions du décret-loi du 28 Octobre 1941 fixant les aménagements nécessaires pour coordonner les régimes particuliers de retraite avec le régime de l'allocation aux Vieux Travailleurs Salariés.

De ce décret, il résulte d'une part, que les titulaires d'une rente ou d'une retraite de vieillesse ou d'invalidité acquise en vertu du régime particulier de retraite de la Ville ont droit, à l'âge de 65 ans, à l'allocation aux Vieux Travailleurs Salariés suivant le taux fixé par la loi y afférente, déduction faite de la rente qu'ils ont acquise par leurs versements effectués à capital aliéné, d'autre part, que la

charge de ce complément de pension doit être prélevée sur les ressources de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville.

Le complément de pension à servir à M^{me} Claessens s'établit comme suit :

— Taux de l'allocation aux Vieux Travailleurs (loi du 2 Février 1945)	7.200 frs
— A déduire : rente Caisse nationale des Retraites pour la Vieillesse	3.224 frs
— Différence à servir par la Ville	3.976 frs

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de complément de pension et en décider le service par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, à compter du 1^{er} Juin 1945, premier jour du mois qui suit celui au cours duquel M^{me} V^{ve} Claessens a atteint l'âge de 65 ans, conformément aux dispositions de la loi afférente à l'allocation aux Vieux Travailleurs Salariés.

CAISSE DES RETRAITES. — Révision de pension.

Emile Parent

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

Messieurs,

Dans sa séance du 9 Février 1943, le Conseil municipal a liquidé la pension de M. Parent Emile, contrôleur d'octroi de classe exceptionnelle en retraite à compter du 1^{er} Avril 1943 et fixé le montant de cette pension à 30.090 frs.

M. Parent Emile demande aujourd'hui la révision de sa pension en raison de l'augmentation de traitement dont il est bénéficiaire à partir du 1^{er} Janvier 1943.

Cette pension doit être calculée sur un traitement moyen supérieur à celui primitivement établi soit, un nouveau chiffre de 34.877 frs pour les trois dernières années.

Ci-après le nouveau décompte liquidatif :

Services civils :

Vingt-six ans $26/50$ de 34.877 = 18.136 frs
Dix mois $10/12$ de $1/50$ de 34.877 = 581 frs

Services militaires :

Six ans $6/50$ de 34.877 = 4.185 frs
Sept mois $7/12$ de $1/50$ de 34.877 = 406 frs

Bénéfices de campagne :

Huit ans $8/50$ de 34.877 = 5.580 frs
Onze mois $11/12$ de $1/50$ de 34.877 = 639 frs

Total 29.527 frs

Toutefois, le taux de la pension ne pouvant dépasser, en plus du minimum, la valeur de quinze annuités supplémentaires se trouve réduit au maximum ci-après :

Pension minimum d'ancienneté $34.877 : 2 = 17.438$ frs
Annuités supplémentaires $15/50$ de 34.877 = 10.463 frs
Total 27.901 frs

Bonifications pour avoir élevé 3 enfants jusqu'à l'âge de
16 ans 10% de 27.901 = 2.790 frs
soit un chiffre porté au multiple de 4 30.692 frs

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette révision de pension qui prendra effet à compter du 1^{er} Avril 1943, date de départ en retraite de M. Parent.

CONSERVATOIRE. — Classe de trombone. Professeur intérimaire.
Nomination. René Dhaene

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la Convention du 6 Février 1885, concernant l'Ecole de Musique de Lille, succursale du Conservatoire de Paris ;

Vu le règlement de la dite Ecole ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de Monsieur Hennebelle, Professeur de trombone, démissionnaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A titre provisoire et jusqu'au moment où les circonstances permettront de pourvoir à ce poste de façon définitive, M. René Dhaene, demeurant à Marcq-en-Barœul, 36, rue des Eaux, est chargé de l'intérim du cours de trombone, en remplacement de M. Hennebelle, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. René Dhaene recevra à ce titre une indemnité mensuelle fixe non soumise à retenue pour le service de la Caisse des Retraites, de six cents francs pour six heures de cours par semaine majorée des indemnités et suppléments prévus par les règlements en vigueur.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 2 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

VOIE PUBLIQUE. — Rue Lottin, entre rue Saint-Sauveur et rue Lalo.
Circulation des véhicules interdite

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Considérant que le mur de face vers rue Lottin de l'immeuble portant le n° 82, rue Saint-Sauveur, présente un hors d'aplomb important prenant naissance au niveau du 3^e étage pour atteindre 0 m. 25 environ à la pointe du pignon ;

Considérant que l'état du bâtiment dont il s'agit, présente un danger véritable pour la sécurité publique ;

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu la loi du 21 Juin 1898 modifiée par le décret-loi du 30
Octobre 1935 ;

Vu le Code des Arrêtés municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La circulation des véhicules sera interdite jusqu'à nouvel ordre, rue Lottin, partie comprise entre la rue Saint-Sauveur et la rue Lalo.

ARTICLE 2. — Pendant la période d'interdiction, la circulation sera déviée par la rue des Elaques et la rue Wicar.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 3 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**VOIE PUBLIQUE. — Circulation des véhicules interdite,
rue Victor Renard**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le Code des Arrêtés municipaux ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter l'exécution des travaux de pose d'une canalisation, rue Victor Renard ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A partir du 7 Mai 1945 et pendant la durée des travaux, la circulation de tous véhicules sera interdite rue Victor Renard, partie comprise entre la rue Jordaens et la rue Garibaldi

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 4 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Contrôleur des eaux.
Congé avec solde. André Pat**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux, article 24 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de six mois, avec solde, est accordé à M. André Pat, contrôleur des eaux.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 17 Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 4 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**COMMISSION CONSULTATIVE DU PERSONNEL. — Membres.
Nominations**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la décision de l'Administration municipale en date du 9 Avril 1945, portant création d'une Commission consultative chargée de donner son avis sur les questions intéressant le personnel municipal, notamment sur le reclassement, les nouvelles échelles à appliquer, la révision du statut et l'étude des différents cas particuliers ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous la présidence de M. Martin Secrétaire général de la Mairie — M. le Conseiller municipal délégué au personnel pouvant être entendu — membres de la Commission consultative du personnel :

MM. Bomart, inspecteur des services, contrôleur financier ;
Bossard, directeur du service des promenades et jardins ;
Camu, chef de division ;
Claie, chef de la 5^e division ;
Courtheoux, chef des services publics ;

Fauvet, chef du service des bâtiments ;
Lefebvre, chef de la 1^{re} division ;
Vandenhende, chef de la 4^e division ;
Vandewiele, chef adjoint du service de la voie publique ;
Senaffe, secrétaire du syndicat central du personnel municipal ;
Asset, secrétaire de la section des employés ;
Hautcœur, secrétaire de la sous-section des cadres ;
Van Noten, secrétaire de la section des ouvriers ;
Rémy, secrétaire de la section des sapeurs-pompiers ;
Gisselaire, secrétaire du syndicat des auxiliaires ;
Descamps J., trésorier du syndicat des auxiliaires ;
Longat, délégué du personnel auxiliaire ;
Keldermans, idem. ;
Waliaert, idem. ;
Dehaese, idem.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Commis. Déporté libéré.
Richard Ledoux

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Richard Ledoux, commis, déporté libéré, est affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 5 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 3^e division. Commis.
Prisonnier libéré. Pierre Delattre**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Pierre Delattre, commis, prisonnier de guerre libéré, est affecté au 3^e Bureau de la 3^e division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 5 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Propreté publique.
Releveur. Nomination. André Villette**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Sur la proposition de M. le Chef du service de la Propreté publique ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. André Villette, balayeur affecté au Service de la Propreté publique, est promu releveur.

ARTICLE 2. — M. André Villette est versé dans la 2^e classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.000 frs, majoré d'une indemnité familiale locale de 167 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SAPEURS-POMPIERS. — Sapeur-pompier. Démissionnaire.
Paul Tacquet

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-pompiers ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Paul Tacquet, Sapeur-pompier, démissionnaire cesse de faire partie des cadres du Bataillon des Sapeurs-pompiers.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SAPEURS-POMPIERS. — Suspension de traitement. Albert Cazé

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-pompiers ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Albert Cazé, affecté au Bataillon des Sapeurs-pompiers appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 16 Mai 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 11 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 4^e division. Moniteurs et Monitrices
d'éducation physique. M^{lle} Odette Arnould et Madeleine Coris :
M. Lucien Dubois**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

Vu la décision de l'Administration municipale en date du 12
Février 1945 concernant la nomination à titre provisoire,
de moniteurs et monitrices d'éducation physique en atten-
dant l'organisation d'un concours qui aura lieu dans les
trois mois qui suivront la cessation des hostilités ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, à titre provisoire et pour une
période ne pouvant excéder l'expiration du troisième mois suivant
la cessation des hostilités, moniteurs et monitrices d'éducation phy-
sique de 6^e classe au traitement annuel de 15.000 francs.

M^{lle} Arnould Odette, née le 19 Août 1925 ;

M. Dubois Lucien, née le 31 Mars 1913 ;

M^{lle} Goris Madeleine, née le 18 Novembre 1925 ;

ARTICLE 2. — Les agents susvisés bénéficieront du traitement
et des indemnités diverses accordés aux fonctionnaires municipaux

ARTICLE 3. — Leur admission au bénéfice de la Caisse des
Retraites ainsi que leur titularisation ne pourront intervenir que
lorsqu'ils auront subi avec succès les épreuves du concours prévu
par le règlement.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé
de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Mai
1945.

Hôtel de Ville, le 11 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CODE DES ARRETES MUNICIPAUX. — Articles 815, 816 et 817.

Sapeurs-Pompiers. Modifications

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 140 ;

Vu les articles 815, 816 et 817, du Code des arrêtés municipaux fixant le tarif des services spéciaux effectués par le personnel des sapeurs-pompiers ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 22 Mars 1945 approuvée par M. le Préfet du Nord le 13 Avril 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les articles 815, 816 et 817 du Code des arrêtés municipaux sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

SAPEURS-POMPIERS

Article 815 - 1^{re} catégorie.

Services effectués dans les théâtres, casinos, salles de spectacles, établissements cinématographiques et autres établissements similaires, quelle que soit leur dénomination :

Entre 8 h. et minuit, par unité	75 frs
Entre minuit et 6 h., par unité	125 frs

2^e catégorie.

Services effectués dans les dancings, bals, établissements permettant la danse, même gratuite, fêtes dansantes, manifestations et fêtes sportives, cirques, ménageries, cafés, cafés-concerts et autres établissements, ainsi que pour les manifestations ou fêtes de même nature :

a) entre 6 h. et minuit :

Service d'une durée de 4 h. au maximum, par unité	100 frs
Pour chaque heure ou fraction d'heure supplémentaire, par unité	25 frs

b) entre minuit et 6 h. :

Service d'une durée de 4 h. au maximum, par unité 160 frs

Pour chaque heure ou fraction d'heure supplémen-
taire, par unité 40 frs

3^e catégorie.

Services demandés par des particuliers ou des familles pour cérémonies privées, telles que : soirées, mariages, bals, etc...

Service d'ordre pour banquets de sociétés ou groupements, magasins ouverts au public, cérémonies diverses, etc...

a) entre 6 h. et minuit :

Service d'une durée de 3 h. au maximum, par unité 120 frs

Pour chaque heure ou fraction d'heure supplémen-
taire, par unité 40 frs

b) entre minuit et 6 h. :

Service d'une durée de 3 h. au maximum, par unité 180 frs

Pour chaque heure ou fraction d'heure supplémen-
taire, par unité 60 frs

Article 816 - Officiers.

Pour toutes les participations, les tarifs indiqués ci-dessus seront appliqués avec majoration de 21 frs
par service pour l'officier.

Article 817.

Lorsqu'une équipe est dérangée et que le service prévu n'a pas lieu, la moitié du tarif est due aux intéressés.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie et M. le Commandant du corps des sapeurs-pompiers sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

RÉGIE MUNICIPALE D'APPROVISIONNEMENT. — Membres.

Nominations. M^{me} Tytgat, MM. Doyennette et Bauer

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu le Règlement de la Régie municipale d'approvisionnement des services d'Entraide et de Solidarité et de Sauvegarde de la population ouvrière ;

Vu la lettre, en date du 26 Avril 1945, par laquelle M. le Préfet du Nord donne son agrément à la désignation de M^{me} Tytgat et de MM. Doyennette et Bauer, en qualité de membres du Conseil d'Exploitation de la Régie, en remplacement de M. le Chanoine Detrez, de MM. Hermez et Gautier, démissionnaires ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Tytgat, conseiller municipal-déléguée, M. Doyennette, Conseiller municipal et M. Bauer, commerçant, sont nommés membres du Conseil d'Exploitation de la Régie municipale d'approvisionnement des Services d'Entr'aide et de Solidarité et de Sauvegarde de la population ouvrière.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Archives. Coursier. Nomination.

Roland Devergnies

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 28 Janvier 1945 pour le recrutement de jeunes agents ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Roland Devergnies, né le 17 Mars 1928, est nommé coursier affecté au Secrétariat général, en remplacement de M. Robert Pauwels, rayé des cadres.

ARTICLE 2. — M. Roland Devergnies est versé dans la 1^{re} catégorie du personnel auxiliaire, et recevra un salaire mensuel de 2.100 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 14 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CODE DES ARRETES MUNICIPAUX. — Article 408. Modifications

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 15 Février 1902 sur la protection de la santé publique, articles 1 et 2 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 30 Décembre 1925 adoptant un projet de modification de l'article 47 du règlement sanitaire, article 408 du Code des arrêtés municipaux concernant les fosses septiques ;

Vu l'avis favorable donné par le Conseil Départemental d'Hygiène le 23 Août 1944 et ratifié par M. le Préfet du Nord le 28 Septembre 1944 ;

Vu la loi du 22 Mai 1944 rendant obligatoire la déclaration de certains travaux comportant l'exploration du sous-sol ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 2 Novembre 1944 adoptant la modification de l'article 48 du règlement sanitaire, article 409 du Code des Arrêtés municipaux pour tenir compte des prescriptions de la loi sus-visée ;

Vu l'avis favorable du 7 Mars 1945 du Conseil départemental d'Hygiène donnant avis favorable à la modification.

Vu la lettre de M. le Préfet du Nord en date du 20 Avril 1945 ratifiant l'avis émis par le Conseil départemental d'Hygiène sur cette question ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 47 du règlement sanitaire, article 408 du Code des arrêtés municipaux est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Toute maison doit être pourvue d'une fosse d'aisances ou d'une fosse dite « septique ».

Les fosses d'aisances en réparation ainsi que celles nouvellement construites et les fosses septiques ne pourront être mises en service qu'après avoir été visitées par le bureau d'Hygiène et reconnues acceptables.

Les fosses d'aisances seront construites, autant que possible, sans angles rentrants. Ceux-ci ne seront permis qu'autant que tous les compartiments seront facilement accessibles.

Les angles intérieurs devront être effacés par des arrondis. Le fond sera incliné vers un puisard établi au droit du tampon d'extraction.

L'épaisseur des murs des fosses d'aisances en maçonnerie sera de 0 m. 45 cm. au minimum.

Les parois des fosses en béton armé devront avoir au moins 0 m. 11 cm. d'épaisseur.

Les fosses quelle que soit leur capacité ne pourront avoir moins de 1 m. 70 de hauteur sous la clé de voûte. Elles seront recouvertes intérieurement d'une chape imperméable pour assurer leur parfaite étanchéité.

Lorsque la longueur de la fosse dépassera six mètres il sera placé dans la voûte, à la partie la plus éloignée du tampon d'extraction, un châssis en pierre avec tampon mobile d'un diamètre de 0 m. 45 au moins et garni à son centre, d'un anneau de fer.

Il est formellement interdit, à moins d'autorisation spéciale, de faire couler dans la rue, des eaux ayant séjourné dans la fosse d'aisances, même si elles sont claires et sans odeur.

Toute fosse avant d'être comblée sera vidée et curée à fond.

Pour supprimer une fosse d'aisances, il y aura lieu d'en demander l'autorisation au Maire, afin que le Bureau d'Hygiène puisse vérifier les lieux où sont déposés les matériaux. Ceux-ci seront désinfectés avant leur enlèvement.

Il est interdit d'installer et de mettre en service des appareils

d'assainissement dits « fosses septiques » ou tous autres reposant sur les principes de solubilisation et de désintégration des matières excrémentielles par voie biologique, si ces appareils ne sont pas pourvus de dispositifs d'épuration capables de produire des effluents imputrescibles et inodores.

Si ces dernières conditions sont remplies, ces fosses pourront être mises en communication avec les aqueducs, les égouts et canaux sillonnant la commune.

Ces fosses septiques devront satisfaire aux données relatées dans l'instruction du Conseil Supérieur de l'Hygiène approuvée par décision ministérielle du 22 Juin 1925 et dans l'arrêté préfectoral du 12 Octobre 1925.

Les propriétaires désireux d'installer de tels appareils devront, pour chacun d'eux, faire une déclaration à la Mairie (Bureau d'Hygiène).

Cette déclaration écrite devra être accompagnée de la description de l'appareil et de son installation avec plans cotés, (échelle minimum 0 m 02 cm. par mètre) de l'exposé de son fonctionnement et de l'indication du nombre maximum de personne pour l'usage desquelles il est établi.

La dite déclaration sera accompagnée d'un engagement pris par le constructeur vis-à-vis du propriétaire, de veiller à l'entretien, et au bon fonctionnement de l'appareil. Le constructeur pourra se voir substituer pour cet engagement, toute personne ou collectivité dûment agréée à cet effet par l'autorité préfectorale.

Tout appareil de fosse septique dont l'installation aura été autorisée devra porter, en caractères apparents et indélébiles, les indications suivantes fournies et inscrites par le constructeur :

- a) Nom et adresse du constructeur, n° d'ordre ;
- b) Capacité volumétrique de l'appareil ;
- c) Nombre maximum de personnes qu'il peut desservir ;
- d) Date du certificat de mise en service.

Une cuvette spéciale établie à la sortie du compartiment épurateur permettra de puiser l'effluent facilement et à volonté.

La ventilation du compartiment à lits bactériens sera assurée conformément à l'article 399.

Le raccord à l'égout du conduit d'évacuation de l'effluent se fera suivant la prescription de l'article 272 du Code des Arrêtés municipaux.

Les fosses septiques vérifiées avant leur mise en fonction et acceptées par le Bureau d'Hygiène, seront l'objet de la délivrance au propriétaire d'un certificat de mise en service dans les huit jours qui suivront la date de la vérification ».

ARTICLE 2. — L'article 22 du règlement sanitaire, article 383 du Code des arrêtés municipaux est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Tout appareil de puisage ou de prise d'eau sera établi de telle sorte qu'il ne devienne une cause d'humidité pour la construction.

Avant l'exécution des travaux, les propriétaires devront au préalable adresser à M. l'Ingénieur en Chef des Mines la déclaration prescrite par la loi et le décret du 22 Mai 1944, concernant les travaux portant exploration du sous-sol à plus de 10 mètres de profondeur.

ARTICLE 3. — L'article 48 du règlement sanitaire, article 409 du Code des arrêtés municipaux est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Aucune construction neuve ou modification de construction existante ne pourra être entreprise sans autorisation préalable du Maire, ni habitée sans constatation par le Maire de la conformité de l'exécution avec les plans autorisés en accord avec le présent règlement.

A cet effet, le propriétaire devra adresser au Maire une demande en autorisation accompagnée de plans.

1° Les dessins côtés, plans et élévations et façades des projets des travaux à une échelle suffisante qui ne pourra être inférieure à un centimètre par mètre et tous les détails écrits ou dessinés nécessaires à la compréhension du projet.

Les moyens de distribution d'eau potable et d'évacuation d'eaux ménagères, de matières usées et fécales y seront particulièrement indiquées.

2° Un plan d'ensemble à 2 millimètres par mètre indiquant l'emplacement de la construction ou de l'installation et le cas échéant, les constructions les plus rapprochées, en spécifiant la voie et le n° de l'immeuble.

Lorsque la construction ou les modifications comportent des sondages, ouvrages souterrains ou travaux de fouilles dont la profondeur dépassera 10 mètres au-dessous de la surface du sol, le propriétaire devra justifier qu'il a adressé à l'Ingénieur en Chef des Mines la déclaration prévue par la loi et le décret du 22 Mai 1944.

rendant obligatoire la déclaration des levés de mesures géo-physiques et celles de certains travaux comportant exploration du sous-sol.

Toutes les pièces du dossier relatif à la demande du permis de construire seront en double exemplaire, à l'exception de la demande.

Il en sera donné récépissé.

Si les prescriptions réglementaires sont observées, il sera délivré au pétitionnaire une autorisation de construire conformément au dossier produit à l'appui de sa demande.

Si des modifications sont reconnues nécessaires ou s'il y a lieu de refuser l'autorisation, la décision en sera notifiée dans le délai de vingt jours après la date du dépôt des plans.

Les plans déposés seront conservés à la Mairie.

A l'époque de l'achèvement des travaux, le propriétaire est tenu d'en aviser le Maire, de façon à ce que celui-ci puisse faire constater, par tous agents qualifiés, que les règlements ont été observés et que l'habitation peut être autorisée sans inconvénient pour la santé des occupants.

Nul ne pourra s'opposer aux visites et enquêtes des agents dûment mandatés à l'effet de veiller à l'application des prescriptions réglementaires.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera immédiatement en vigueur.

Hôtel de Ville, le 14 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SECTEUR CHARBONNIER. — Participation des communes.
1^{er} Janvier au 31 Mars 1945

Nous, Maire de la Ville de Lille, Président du Secteur Charbonnier de la région de Lille ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 30 Décembre 1942 mettant en application des instructions préfectorales (Bureau Départemental des Charbons c 59/B.C) en date du 14 Février 1942 ;

Vu les décisions des 22 Juin et 15 Décembre 1942 des assemblées de cet organisme, fixant à 0,40 par tonne de charbon reçue la participation de chaque commune aux frais de fonctionnement des services du secteur charbonnier ;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer la participation pécuniaire de chaque commune pour les mois de Janvier à Mars 1945 inclusivement ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La participation des communes adhérentes au secteur charbonnier de la région de Lille est fixée comme suit pour la période du 1^{er} Janvier au 31 Mars 1945.

ETAT DES TONNAGES REÇUS

Désignation	Janvier	Février	Mars	Total	
Lille	8.710	12.331	12.173	33.214	13.285.60
Saint-André	300	319	418	1.037	414.80
Haubourdin	204	689	582	1.475	590.00
Loos	415	841	845	2.101	840.40
La Madeleine ...	801	1.104	994	2.899	1.159.60
Hellemmes	464	629	677	1.770	708.00
Lomme	994	1.186	1.766	3.946	1.578.40
Lambersart	782	860	1.032	2.624	1.049.60
Marquette	241	261	304	806	322.40
Faches-Thumesnil	214	638	439	1.291	516.40
Ronchin	197	634	670	1.501	600.40
Mons-en-Barœul .	286	520	404	1.210	484.00
Marcq-en-Barœul.	745	982	1.733	3.460	1.384.00
Wambrechies	112	158	297	567	226.80
Lezennes	89	147	140	376	150.40
Sequedin	29	54	97	180	78.00
Hallennes-lez-					
Haubourdin ..	45	84	79	208	83.20
Englos	5	16	15	36	14.40
Capinghem	20	14	28	62	24.80
Erquinghem-le-					
Sec	8	6	7	21	8.40
Santes	98	68	205	371	148.40
Escobecques	3	6	5	16	6.40
Lesquin	75	212	240	527	210.80
Beaucamps	14	50	26	90	36.00
	14.803	21.809	23.176	59.788	23.915.20

ARTICLE 2. — Le recouvrement des sommes ci-dessus sera effectué par M. le Receveur municipal. Les sommes reçues seront constatées en recettes au compte ouvert parmi les services Hors-Budget sous le libellé « Secteur Charbonnier de la Région Lilloise ».

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à M. le Percepteur-Receveur municipal.

Hôtel de Ville, le 14 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu et approuvé,

Lille, le 13 Juin 1945

Pour le Préfet :

Le Secrétaire général délégué

G. DOTY.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^e division. Suspension de traitement.

Roger Legrux

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Roger Legrux affecté à la 5^e division, service des Bains, en qualité de maître de nage appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 21 Mai 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 15 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 3^e division. Suspension de traitement
Claude Engrand**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Claude Engrand, affecté à la 3^e division, en qualité d'expéditionnaire, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 21 Mai 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 15 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Suspension de traitement.
Paul Bonnez**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Paul Bonnez, affecté au 4^e Bureau de la 1^{re} division, en qualité de Chef de Centre, appelé sous les drapeaux, cessera de lui être mandaté à partir du 1^{er} Juin 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 15 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Bâtiments.
Ouvriers cimentiers. Promotions. Auguste Vandenberghe et
Pierre Van Weydeveldt

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;
Vu notre arrêté n° 650 en date du 26 Mars 1945 concernant
MM. Vandenberghe et Van Weydeveldt ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — MM. Auguste Vandenberghe et Pierre Van Weydeveldt, ouvriers cimentiers affectés à la 2^e division, service des Bâtiments, sont promus à la 1^{re} classe de leur emploi et recevront un salaire mensuel de 3.400 frs, l'ancienneté dans la classe étant fixée :

- 1^o au 1^{er} Janvier 1944 pour M. Van Weydeveldt ;
- 2^o au 1^{er} Mai 1944 pour M. Vandenberghe.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 16 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Aide-jardinier. Démission.
Daniel Carpentier

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Daniel Carpentier, aide-jardinier affecté au service des Promenades et Jardins, qui a contracté un engagement dans l'Armée, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 22 Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 17 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Propreté publique.

Chantier. Démission. Albert Tournemine

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 3 Mai 1945, par laquelle M. Albert Tournemine, charretier affecté au service de la propreté publique, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Albert Tournemine, charretier affecté au service de la propreté publique, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 5 Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 17 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 4^e division. Concierge. Maison des
Amicales. Nomination. Blanche Detender**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Blanche Detender, née le 19 Mai 1902, est nommée concierge de la Maison des Amicales, en remplacement de M^{me} Pringuez, décédée.

ARTICLE 2. — M^{me} Detender est versée dans la 7^e classe de la première catégorie du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 900 frs pour 1/3 de vacation.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 17 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Admission à la retraite. M^{me} Bocquet

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des fonctionnaires municipaux, article 18 ;

Vu la lettre en date du 23 Février 1945 par laquelle M^{me} Bocquet, bibliothécaire à l'Ecole des Beaux-Arts, sollicite sa mise à la retraite pour raison de santé ;

Vu le procès-verbal de la Commission de Réforme en date du 4 Mai 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Bocquet, bibliothécaire à l'Ecole des Beaux-Arts, est admise à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 26 Mars 1943.

Hôtel de Ville, le 17 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**CAISSE DES RETRAITES. — Rappel de versements. Autorisation.
M^{me} Chambon**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 7 du nouveau Règlement de la Caisse de Retraites des Services municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 25 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années de stage accomplies au service du Département du Nord formulée par M^{me} Chambon Marie-Thérèse, dame-employée principale ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des services municipaux et Etablissements publics de la Ville en sa séance du 11 Mai 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Chambon Marie-Thérèse, dame employée principale, est autorisée à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux années de stage accomplies au Service du Département du Nord du 3 Novembre 1919 au 30 Septembre 1930, soit pour une période de dix ans, dix mois et vingt-huit jours.

M^{me} Chambon ayant été titularisée le 1^{er} Octobre 1930 au traitement annuel de 9.000 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 5.892 frs

ARTICLE 2.4 — Les retenues seront acquittées par des pré-comptes mensuels de 100 francs (cent francs) le premier échéant le 30 Juin 1945, échelonnés sur 10 semestres (autant que d'année entières à valider). A toute époque, l'intéressée pourra se libérer par anticipation, les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 17 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^e division. Contrôle médical scolaire.
Médecin. Doctoresse Dubuisson

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Pendant l'absence, pour raison de santé, de M. le Docteur Wannebroucq, M^{ne} la Doctoresse Dubuisson, domiciliée à Lille, 33, boulevard de la Liberté, est chargée, aux conditions fixées par notre arrêté du 18 Novembre 1942, des fonctions de médecin du Service du Contrôle Médical Scolaire affecté à la 4^e circonscription.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 16 Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 17 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITE. — Exercice 1945.
Bénéficiaires

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 et la délibération du 14 Décembre 1943 approuvée le 8 Janvier 1944 ;

Vu nos arrêtés en date des 10 Mai 1943 et 14 Février 1944 ;

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéficier de la première fraction de la prime communale à la natalité ;

1° — certificat de vie de l'enfant ;

2° — état indiquant la composition de la famille ;

3° — certificat de résidence ;

4° — certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;

5° — certificat de Docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la première fraction de la prime communale à la natalité est accordé à l'ayant-droit ci-après désigné, qui remplit les conditions requises par la délibération du Conseil municipal susvisée :

M^{me}

Verheyne-Jean Simone, 36, rue du Croquet.	4-9-1944	3°	180
-------------------------------------------	----------	----	-----

ARTICLE 2. — Le bénéfice de la deuxième fraction de la prime est accordé aux personnes ci-après désignées qui ont déposé les pièces justificatives :

Delestret-Masureel Alice, 3, rue Eug. Delacroix.	21-2-1944	3°	180
Dekmydt-Petit Marie, rue du Fg-des-Postes, c. Courtecuisse, 5.	16-2-1944	4°	270
De Schynkel-Lhost Rose, 296, rue des Bois-Blancs.	23-4-1944	4°	270
Van Dorpe-Degraeve Raymonde, 26, rue de la Marmora.	12-2-1944	3°	180

Hendrickx-Deswarte Denise, 62, rue Jean-Jaurès.	1-2-1944	3 ^e	180
De Witte-Fiévet Stéphanie, rue Lamarline, 19.	22-2-1944	6 ^e	270
Deloddère-Catelin Victoria, rue Fontaine-del-Saulx, 20.	27-2-1945	6 ^e	270
Torrez-Goubel, Andrée, rue Ducourouble, 12.	8-4-1944	4 ^e	270
George-Barbeau Denise, Cour des Messageries, Gare de Lille.	21-3-1944	3 ^e	180
Fercot-Allienne Elise, rue Beaucourt-Decourchelles, 22.	7-2-1944	6 ^e	270
Vendermersch-Verdonk, Marie-Louise, rue Adolphe-Werquin, 14.	28-2-1944	4 ^e	270

ARTICLE 3. — Monsieur le Secrétaire général de la Mairie et Monsieur le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 17 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITE. — Exercice 1945.

Première fraction. Bénéficiaires

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu la délibération du Conseil municipal au 8-12-42, instituant une prime à la natalité, approuvée par M. le Préfet le 13-2-43 et la délibération du 14-12-43 approuvée le 8-1-44 ;

Vu nos arrêtés en date du 10-5-43 et 14-2-44 ;

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéficier de la 1^{re} fraction de la prime communale à la natalité :

1^o — certificat de vie de l'enfant ;

2^o — état indiquant la composition de la famille ;

3^o — certificat de résidence ;

4^o — certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;

5° — certificat de Docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la première fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants-droits ci-après désignés qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil municipal susvisée :

Vanduile-Lalo Geneviève, rue des Pénitentes, 23.	4-4-1945	3 ^e	180
Libbrecht-Stoch Louise, rue de la Prévoyance, 44.	7-4-1945	4 ^e	270
Duquesnoy-Gruson Maidaigonne, rue et imp. Franklin, 16.	4-4-1945	8 ^e	270
Gillet-Cournolle Lucienne, rue Newton, 26.	2-4-1945	4 ^e	270
Pouchelle-Dooghe Suzanne, rue de la Halloterie, 26.	8-4-1945	7 ^e	270
Hertscen-Demuynck Mathilde, rue Vergniaud, 49.	6-4-1945	3 ^e	180
Bormans-Hochart Albertine, rue Blanche, 54.	8-4-1945	3 ^e	180
Gemine-Loquen Honorine, rue Paul-Bert, 49.	3-4-1945	4 ^e	270
Gallet-Lemaire Marie-Louise, rue Sylvère-Verlulst, 120 bis.	6-4-1945	3 ^e	180
Poissonnier-Lemaire Jeanne, Quai de l'Ouest, c. Darche, 15	21-4-1945	7 ^e	270
D'Hoest-Van de Weghe Julia, rue de Flers, 55.	20-4-1945	3 ^e	180
Wagon-Courcelle Yvonne, rue des Postes, 53.	25-3-1945	3 ^e	180
Capelle-Martinot Lucienne, rue d'Aboukir, 27.	19-3-1945	3 ^e	180
Amondts Agnès, rue de Wattignies, 29 bis.	7-4-1945	4 ^e	270
Rudent Lefebvre Marie-Louise, rue Nicolas-Leblanc, 39.	12-4-1945	3 ^e	180
Vandenburie-Lefebvre Alice, rue Princesse, 50 bis.	14-2-1945	8 ^e	270
Desplanque-Pruvost Marie-Louise, rue de Paris, c. des Bourloires, 2.	15-4-1945	5 ^e	270
Proot-Bourgain Yvonne, rue Paul-Laforgue, 95.	3-4-1945	4 ^e	270
Lameire-Testelin Louise, rue G.-Delory, 98	11-4-1945	3 ^e	180
Knockaert-Callewaert Irma, rue Paul-Lafar, 85.	1-4-1945	5 ^e	270
Ackaert-De Raedt Madel, rue des Bois-Blancs, 108.	27-2-1945	4 ^e	270
Maes-Vinet Raymonde, rue de Wazemmes, 95.	13-4-1945	3 ^e et 4 ^e	180 + 270
Hache-Thon Marie-Antoinette, rue d'Artois, 198.	15-4-1945	3 ^e	180
Défense-Dutailly Georges, rue Louis-Bergot, 10.	8-4-1945	3 ^e	180

ARTICLE 3. — Monsieur le Secrétaire général de la Mairie et Monsieur le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 17 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^e division. Commis. Révocation.

Marius Lasanté

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

Vu la lettre de M. le Préfet du Nord en date du 3 Mai 1945 ;

Vu la loi du 18 Novembre 1939 applicable au personnel des collectivités publiques ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marius Lasanté, commis affecté à la 3^e division, en position de congé sans solde expiré le 31 Août 1944 et non renouvelé, est révoqué de ses fonctions.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1944.

Hôtel de Ville, le 17 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CONSEIL MUNICIPAL. — Délégation à MM. les adjoints

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 82 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les services municipaux non conservés en charge par nous sont délégués comme suit à MM. les adjoints :

- M. Rousseau Alfred : Voie publique - Urbanisme - Grands travaux - Jardins et Promenades ;
- M. Van Wolput : Finances - Services publics exploités en régie ou concédés ;
- M. Claes : Etat-Civil et Cimetières - Cérémonies et Fêtes publiques ;
- M^{me} Tytgat : Assistance - OEuvres Sociales - Alimentation publique ;
- M. Broux - Sécurité - Education Physique et Sports ;
- M. Simonot : Hygiène Publique - Médecine Sociale ;
- M. Lecomte : Bâtiments communaux ;
- M. Coquart : Instruction Publique - Caisse des Ecoles - Bibliothèques - Archives ;
- M. Pierrard : Musées - Ecole des Beaux-Arts - Ecole Régionale d'Architecture ;
- M. Ghys : Elections - Affaires militaires - Organisation du Travail ;
- M^{me} Desrumaux : Adjudications - Contributions ;
- M. Rousseaux Gaston : Personnel municipal.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 19 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Personnel auxiliaire. Tous services et divisions. Promotions

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du personnel auxiliaire est fixé comme suit, à compter du 1^{er} Mai 1945 :

Noms et prénoms	Fonction	Division	Classe	Salaire
<i>Catégorie I</i>				
M. Adouane Saïd	Concierge	1 ^{re}	2 ^e	3.150
<i>Catégorie III</i>				
MM. Druelle Raymond ..	Expéditionn.	Plan	7 ^e	2.900
Smet Victor	»	1 ^{re}	5 ^e	3.100
Van Heuverzwyn Robert	Enquêteur	4 ^e	5 ^e	3.100
M ^{mes} Delecluse Lucie	Expéditionn.	5 ^e	5 ^e	3.000
Delevallée Marie-Th.	»	1 ^{re}	5 ^e	3.000
Desailly Marie- Louise	»	1 ^{re}	5 ^e	3.000
Gilquin Suzanne ...	»	1 ^{re}	5 ^e	3.000
Jacob Raymonde ..	»	4 ^e	5 ^e	3.000
Pouchain Suzanne .	»	1 ^{re}	5 ^e	3.000
Vandecotte Berthe .	»	5 ^e	5 ^e	3.000
<i>Catégorie IV</i>				
M. Dufermont Achille .	Chef de Centre	1 ^{re}	5 ^e	3.300
<i>Catégorie VII</i>				
M. Dupont Emile	Balayeur	P. P.	3 ^e	2.850
M ^{me} Courmont Louise ..	Aide-cuisinière	1 ^{re}	1 ^{re}	2.850

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 19 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Admission à la retraite.
Sapeur-Pompier. André Franck

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des Fonctionnaires municipaux, article 18 ;

Vu la lettre en date du 30 Janvier 1943 par laquelle M. André Franck, Sapeur-pompier, sollicite sa mise à la retraite pour raison de santé ;

Vu le procès-verbal de la Commission de Réforme en date du 4 Mai 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. André Franck, Sapeur-pompier est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 7 Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 22 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^e division. Congé sans solde.

M^{me} Blanche Ryckebusch

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

Vu la lettre en date du 11 Mai 1945 par laquelle M^{me} Blanche Ryckebusch, dame employée principale affectée au 1^{er} Bureau de la 5^e division, sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé sans solde, d'une année, pour convenances personnelles, est accordé à M^{me} Blanche Ryckebusch, dame employée principale, affectée au 1^{er} Bureau de la 5^e division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 22 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CONSEIL MUNICIPAL. — Délégation. Elections. Georges Ghys

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Ghys Georges est délégué pour les affaires intéressant les élections.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Commis. Prisonnier libéré.
Jean Chimot**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jean Chimot, commis aux écritures, prisonnier de guerre libéré, est affecté à la 2^e division service du Plan.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 24 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Personnel titulaire. Tous services et divisions. Promotions

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du personnel titulaire, est fixé comme suit pour le mois de Mai 1945 :

Noms et prénoms	Fonction	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
<i>Contentieux</i>				
M.				
Thomazie Michel ..	Commis	1 ^{re}	16.200	1-5-45
<i>1^{re} Division</i>				
MM.				
Barbot Lucien	Commis princ.	3 ^e	18.600	16-5-45
Rault André	»	2 ^e	19.800	1-5-45
Blaise Léon	Commis	1 ^{re}	16.200	1-5-45
Delcroix Georges ..	»	1 ^{re}	16.200	1-5-45
Delvallé Louis	»	1 ^{re}	16.200	16-5-45
Haus Edouard	»	1 ^{re}	16.200	1-5-45
Ricour Emile	»	1 ^{re}	16.200	1-5-45
Rousseaux Jean ...	»	1 ^{re}	16.200	1-5-45
<i>3^e Division</i>				
MM.				
Depauw Louis	Commis princ.	4 ^e	17.400	1-5-45
Stubbe Ferdinand ..	»	3 ^e	18.600	16-4-45
<i>4^e Division</i>				
M.				
Camus Georges	Commis	1 ^{re}	16.200	1-5-45
<i>Prisonniers de guerre</i>				
MM.				
Boerave Albert	Commis	1 ^{re}	16.200	1-5-45
Menez Georges	»	1 ^{re}	16.200	1-5-45
Mille René	»	1 ^{re}	16.200	1-5-45
Picquette René	»	1 ^{re}	16.200	1-5-45
<i>Service des Transports</i>				
M.				
Ruyschaert Joseph ..	Chauffeur	1 ^{re}	17.400	16-5-45
<i>Sapeur-pompier</i>				
M.				
Leclercq Auguste ..	Sap.-pompier	N. C.	13.800	1-5-45

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 24 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Archives. Coursier. Nomination.

Michel Blondiau

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu le Procès-Verbal du concours qui a eu lieu le 28 Janvier 1945, pour le recrutement de jeunes agents ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Michel Blondiau, né le 6 Mai 1930, est nommé coursier, affecté au Service du courrier, Secrétariat général, en remplacement de M. Gilbert Porte.

ARTICLE 2. — M. Michel Blondiau est versé dans la 1^{re} catégorie du personnel auxiliaire, et recevra un salaire mensuel de 1.540 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 17 Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 24 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Service du Plan. Expéditionnaire.

Démission. Georges Layen

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 15 Mai 1945, par laquelle M. Georges Layen, expéditionnaire affecté au service du Plan, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Georges Layen, expéditionnaire affecté au service du Plan, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 24 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Bâtiments. Chef de chantier. Nomination. Gustave Lippens

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Sur la proposition de M. le Chef du service des Bâtiments ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Gustave Lippens, chef d'équipe affecté au service des Bâtiments, est promu chef de chantier en remplacement de M. Delebre appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Lippens est versé dans la 3^e classe de la catégorie VI du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.650 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 24 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Agents mineurs. Salaires

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le salaire mensuel des agents mineurs ci-après désignés est fixé comme suit à compter du 1^{er} Mai 1945 :

Noms et prénoms	Fonction	Date de naissance	Division	Réduction	Salaire
<i>Catégorie I</i>					
MM.					
Bauduin Raymond	Coursier	15-4-1928	S. G.	25 %	2.100
Degraeve André ..	d°	9-4-1929	S. G.	35 %	1.820
<i>Catégorie VII</i>					
Varholle Alphonse	Manœuvre	3-4-1927	1 ^{re}	10 %	2.520
<i>Catégorie VIII</i>					
Blanquart Robert.	Aide-jardinier	20-4-1927	2 ^e	10 %	2.610
Valangenhove Michel	d°	29-4-1929	2 ^e	35 %	1.885

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 24 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Propreté publique.

Releveur. Nomination. Maurice Feys

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Feys Maurice, balayeur affecté au service de la Propreté publique, est promu releveur.

ARTICLE 2. — M. Feys Maurice est versé dans la 2^e classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.000 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 24 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Congé avec solde.

Renouvellement. Simon Grulois

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux, article 24 ;

Vu nos arrêtés antérieurs accordant un congé de longue durée à M. Simon Grulois, commis ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de trois mois, le congé avec solde accordé à M. Simon Grulois, commis, affecté au service des promenades et jardins.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 17 Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

INTERDICTION DE CIRCULATION. — Rue de Flers

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le Code des Arrêtés municipaux ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter l'exécution des travaux de pose d'une canalisation, rue de Flers ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A partir du 31 Mai 1945 et pendant la durée des travaux, la circulation de tous véhicules sera interdite, rue de Flers.

ARTICLE 2. — Pendant la période d'interdiction la circulation sera déviée par rue La Fontaine.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Expéditionnaire.

Nomination. Georges Canler

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Georges Canler, né le 17 Janvier 1897, est nommé expéditionnaire affecté à la 2^e division, service des transports, en remplacement de M. Pierre Buyens.

ARTICLE 2. — Compte tenu des services civils accomplis à la Défense Passive, M. Canler est versé dans la 6^e classe de la catégorie III du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.000 frs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Mars 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 19 Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Femme de service. Nomination.

Jeanne Moorthamer

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Jeanne Moorthamer, née le 11 Octobre 1920, est nommée femme de service affectée au 2^e Bureau de la 4^e division, en remplacement de M^{me} Guérin, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M^{me} Jeanne Moorthamer, est versée dans la 4^e classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.700 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Propreté publique.
Charretier. Nomination. Alfred Cremmery**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Alfred Cremmery, palefrenier affecté au service de la Propreté publique est nommé charretier, en remplacement de M. Tournemine, démissionnaire.

ARTICLE 2. — Aucun changement n'est apporté dans la situation pécuniaire de l'intéressé.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Transports. Appel sous les drapeaux. Sursis. Abrogation d'arrêté. Henri Aubert

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu notre arrêté en date du 11 Avril 1945 ;

Considérant que M. Henri Aubert, mécanicien affecté au service des transports, appelé sous les drapeaux, a obtenu un sursis ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les dispositions prévues par notre arrêté n° 709 du 11 Avril 1945 sont abrogées.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 30 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension. Louis Manchin

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des fonctionnaires municipaux ;

Vu la lettre en date du 4 Mai 1945 par laquelle M. Louis Manchin, Sapeur-pompier, sollicite sa mise à la retraite ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Louis Manchin, né le 20 Mai 1890, Sapeur-pompier, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CONSEIL MUNICIPAL. — Délégations. Modifications. Adjoints :
Broux et Coquart

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu notre arrêté en date du 19 Mai 1945 relatif aux délégations
de MM. les adjoints ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Notre arrêté en date du 19 Mai 1945, relatif
aux délégations de MM. les adjoints, est modifié ainsi qu'il suit :

.....
M. Broux. — Sécurité - Education Physique et Sports - Caisse des
Ecoles.

M. Coquart. — Instruction publique - Bibliothèques - Archives.
.....

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé
de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 30 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ADMINISTRATION MUNICIPALE. — Adjoints. Délégations.

Jours de réception

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 82 ;

Vu nos arrêtés en dates du 19 Mai 1945 et de ce jour, délè-
guant, ainsi qu'il suit, à MM. les adjoints, les services
municipaux non conservés en charge par nous :

M. Rousseau Alfred : Voie publique - Urbanisme - Grands Travaux
- Jardins et Promenades ;

- M. Van Wolput : Finances - Services publics exploités en régie ou concédés ;
M. Claes : Etat-Civil et Cimetières - Cérémonies et Fêtes publiques ;
M^{me} Tytgat : Assistance - Oeuvres sociales - Alimentation publique ;
M. Broux : Sécurité - Education Physique et Sports - Caisse des Ecoles ;
M. Simonot : Hygiène publique - Médecine sociale ;
M. Lecomte : Bâtiments communaux ;
M. Coquart : Instruction publique - Bibliothèques - Archives ;
M. Pierrard : Musées - Ecole des Beaux-Arts - Ecole régionale d'Architecture ;
M. Ghys : Elections - Affaires militaires - Organisation du Travail ;
M^{me} Desrumaux : Adjudications - Contributions ;
M. Rousseaux Gaston : Personnel municipal ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les jours et heures de réception de MM. les adjoints — pour les affaires ressortissant à leurs délégations — sont fixés ainsi qu'il suit :

L'Officier de l'Etat-Civil se tient à la disposition du public, pour les mariages : les lundi, mardi, mercredi, jeudi, de dix heures trente à onze heures trente ; le samedi, de dix heures à onze heures trente.

M. Alfred Rousseau le lundi, de 8 h. 30 à 9 h. 30 ;

M. Van Wolput le lundi, de 11 h. à 12 heures ;

M. Claes, le vendredi, de 15 h. à 17 heures ;

M^{me} Tytgat, le mardi, de 15 h. à 16 heures ;

M. Broux, le lundi, de 8 h. 30 à 9 h. 30, pour les affaires intéressant la sécurité des établissements ouverts au public et le service de lutte contre l'incendie ;

Le vendredi, de 14 h. à 15 heures, pour ce qui concerne l'Education physique, les sports, les sociétés sportives et les affaires diverses.

M. Simonot, le jeudi, de 17 h. 30 à 18 h. 30 ;

M. Lecomte, le jeudi, de 16 h. à 18 heures ;

M. Pierrard, le mercredi, de 9 h. 30 à 12 h. 30 ;

M. Coquart, le jeudi, de 15 h. à 16 heures ;

M. Ghys, le jeudi, de 15 h. à 17 heures ;

M. Gaston Rousseaux, le mercredi, de 15 h. à 17 heures.

M. le Secrétaire général de la Mairie reçoit, tous les jours, sauf les samedi et dimanche, de quinze à seize heures.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 30 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SAPEURS-POMPIERS. — Sapeurs. Stagiaires. Nominations

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-pompiers ;

Vu l'arrêté de M. le Préfet du Nord en date du 5 Juin 1929 fixant à 150 unités, cadres compris, l'effectif du Corps des Sapeurs-pompiers de Lille ;

Vu, par ailleurs, les lettres de M. le Préfet du Nord en date des 17 Septembre 1942 et 9 Février 1943, 1^{re} division, 1^{er} Bureau, proposent le renforcement des effectifs qu'il estime devoir être fixés à 180 unités ;

AÉRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, à compter du 1^{er} Mai 1945. Sapeurs-pompiers stagiaires :

MM. Jean Berings, né le 26 Novembre 1926 ;

Henri Decuyper, né le 20 Février 1927 ;

Georges Franquart, né le 22 Juillet 1926 ;

Jean Lefort, né le 7 Mars 1926 ;

Georges Leuillette, né le 8 Septembre 1926 ;

Fernand Menin, né le 10 Novembre 1925 ;

Georges Reynaert, né le 1^{er} Octobre 1926 ;

Georges Coupleux, né le 5 Juin 1920.

ARTICLE 2. — Les agents susvisés qui ne sont pas logés, bénéficieront du traitement et des indemnités diverses prévus en faveur des sapeurs-pompiers stagiaires du cadre principal.

ARTICLE 3. — Leur admission au bénéfice de la Caisse des Retraites ainsi que leur titularisation ne pourront intervenir que dans la mesure où la qualité de fonctionnaire aura été reconnue à ces agents par l'approbation de la délibération à intervenir prévue par l'article 3 de la loi du 9 Septembre 1943.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 31 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SAPEURS-POMPIERS. — Sapeurs auxiliaires. Nominations

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les agents ci-après désignés, sont nommés Sapeurs-pompiers du cadre auxiliaire, catégorie IX, à partir du 1^{er} Juin 1945 :

Noms et prénoms	Date de naissance	Classe	Traite-ment	Ancienneté dans la classe compte tenu des Services accom- plis à la Défense Passive
Beauvallet Robert ..	14-7-1919	3 ^e	3.200	1-7-1942
Clipet Marcel	26-8-1924	4 ^e	3.100	1-9-1944
Combe Kléber	15-3-1922	4 ^e	3.100	1-11-1944
Derache Augustin .	19-5-1921	3 ^e	3.200	1-6-1943
Descarpentries E. ..	22-1-1921	3 ^e	3.200	1-2-1943
Godefroy Alfred ...	11-7-1907	4 ^e	3.100	1-3-1944
Grandville Georges .	6-12-1919	3 ^e	3.200	1-3-1943
Hautelard Maurice .	12-2-1921	3 ^e	3.200	1-3-1943
Lecocq Emile	14-9-1921	3 ^e	3.200	1-10-1943
Lesur André	20-11-1920	3 ^e	3.200	1-12-1942
Lys Paul	22-11-1925	Réduc 10 % 4 ^e	2.790 3.100	à partir du 1-12-1945
Poix Georges	20-10-1925	Réduc. 10 % 4 ^e	2.790 3.100	à partir du 1-11-1945
Tierbrood Roger ...	25-12-1921	3 ^e	3.200	1-1-1942
Tomasini René	29-12-1924	4 ^e	3.100	1-1-1945
Weosteen César	8-12-1919	3 ^e	3.200	1-1-1943

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 31 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^e division. Expéditionnaire.

M^{me} Georgette Lecompte

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 12 Mai 1945, par laquelle M^{me} Georgette Lecompte, expéditionnaire affectée à la 5^e division donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Georgette Lecompte, expéditionnaire affectée à la 5^e division, service de la Désinfection, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 31 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**FETE DES MERES. — Remise des dons en espèces. Régisseur.
Ryckebusch Maurice**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 153 ;

Vu l'instruction générale des finances du 20 Juin 1859, article 993 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — En vue de la remise de dons en espèces aux mères de familles lilloises décorées de la Médaille de la Famille Française, remise qui sera faite le 3 Juin 1945 à l'occasion de la Fête des Mères, une avance de Trente huit mille cent francs sera consentie à M. Maurice Ryckebusch, Chef du Service des Cérémonies publiques, à charge par lui de déposer les justifications de dépenses dans le délai de quinze jours.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 31 Mai 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

HYGIENE. — Statistique sanitaire du mois de Mai 1945

I. — RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

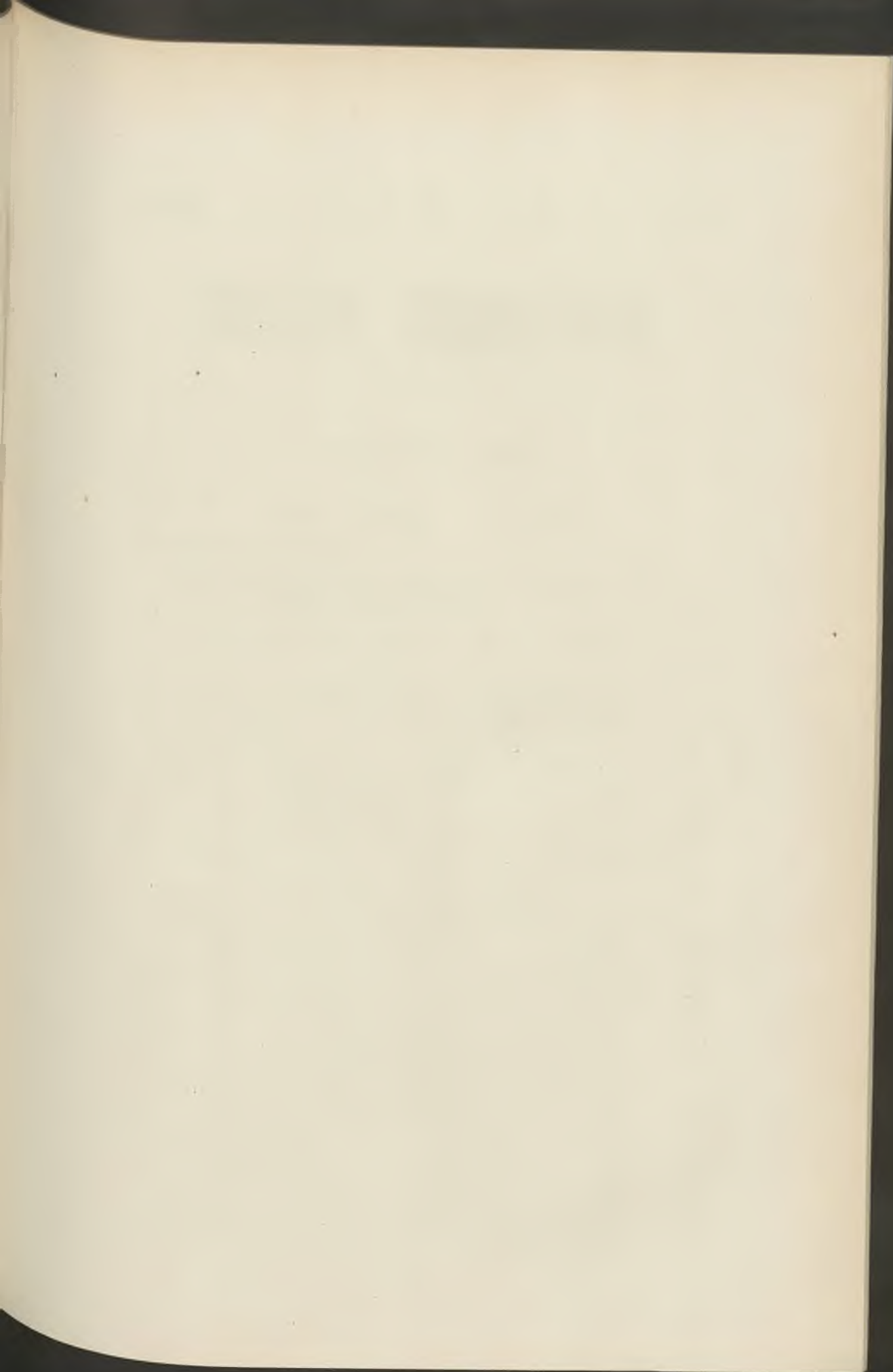
MARIAGES	DIVORCES	NAISSANCES			MORT-NES			DÉCÈS (mort-nés non compris)	ENFANTS MIS EN NOURRICE		
		Mort-nés non compris							NÉS dans la commune		NÉS hors de la commune
		Légi- times	Illégi- times	Total	Légi- times	Illégi- times	Total		PLACÉS hors de la commune	PLACÉS dans la commune	placés dans la commune
116	15	333	86	419	9	1	10	313	2	0	0

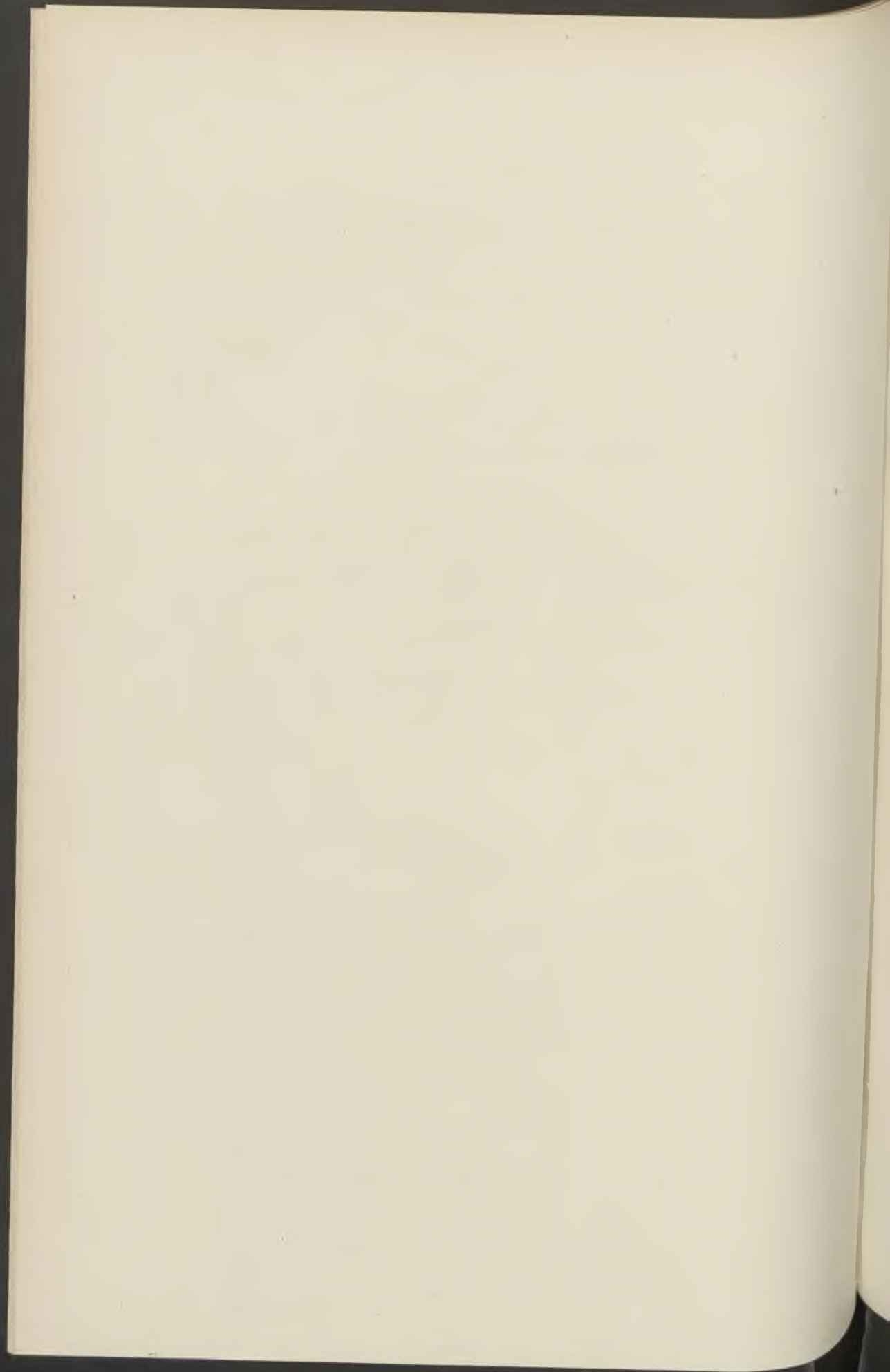
II. — RÉPARTITION DES DÉCÈS PAR CAUSE ET PAR AGE

(Morts-nés non comptés)

(Ce tableau doit comprendre tous les décès sans exception survenus sur le territoire de la commune).

NUMÉROS d'ordre	CAUSES DE DÉCÈS <i>Nomenclature internationale</i>	MOINS de 1 AN	De 1 à 19 ans	De 20 à 39 ans	De 40 à 59 ans	De 60 ans et au delà	TOTAUX
1	Fièvre typhoïde						
	ou paratyphoïde (Typhus abdominal)	"	"	"	"	"	"
2	Typhus exanthématique	"	"	"	"	"	"
3	Fièvre et Cachexie paludéennes	"	"	"	"	"	"
4	Variole	"	"	"	"	"	"
5	Rougeole	"	"	"	"	"	"
6	Scarlatine	"	"	"	"	"	"
7	Coqueluche	"	"	"	"	"	"
8	Diphthérie et Croup	2	2	"	"	"	4
9	Grippe	"	"	"	"	"	"
10	Choléra asiatique	"	"	"	"	"	"
11	Entérite cholériforme	"	"	"	"	"	"
12	Autres maladies épidémiques	"	"	"	"	1	1
13	Tuberculose de l'appareil respiratoire	"	2	7	5	6	20
14	Tuberculose des méninges ou du système nerveux central	"	2	"	"	"	2
15	Autres tuberculoses	"	1	"	"	1	2
16	Cancer et autres Tumeurs malignes	"	"	4	11	26	41
17	Méningite simple	5	3	"	1	"	9
18	Hémorragie et Ramolissement du cerveau	"	"	1	4	17	22
19	Maladies du cœur (non compris angine de poitrine)	"	1	"	7	30	38
20	Bronchite aiguë (y compris les bronchites sans épithète de moins de 5 ans)	"	"	"	"	"	"
21	Bronchite chronique (y compris les bronchites sans épithète de 5 ans et plus)	"	1	"	"	3	4
22	Pneumonie	"	"	"	"	5	5
23	Autres Affections de l'appareil respiratoire (Phthisie exceptée)	7	4	"	2	7	20
24	Affections de l'estomac (Cancer excepté)	"	"	"	2	"	2
25	Diarrhée et Entérite (Au-dessous de deux ans)	13	"	"	"	1	14
26	Appendicite et Typhlite	"	"	"	"	2	2
27	Hernie. Obstruction intestinale	"	"	"	"	3	3
28	Cirrhose du foie	"	"	"	"	1	1
29	Néphrite aiguë ou chronique	1	"	"	2	5	8
30	Tumeurs non cancéreuses et autres affections des organes génitaux de la femme	"	"	"	"	"	"
31	Septicémie puerpérale (Fièvre, Périlonite, Phlébite puerpérales)	"	"	"	"	"	"
32	Autres Accidents puerpéraux de la grossesse et de l'accouchement	"	"	"	"	"	"
33	Débilité congénitale et Vices de conformation	12	1	"	"	"	13
34	Sénilité	"	"	"	"	14	14
35	Morts violentes (suicide excepté)	1	1	7	7	4	20
36	Suicide	"	"	"	1	2	3
37	Autres Maladies	5	3	7	13	19	47
38	Maladie inconnue ou mal définie	"	"	5	6	7	18
	TOTAUX	46	21	31	61	154	313





BULLETIN ADMINISTRATIF

SOMMAIRE

Conseil Municipal :

Commissions municipales :

Institut de médecine légale. Délégations. Docteur Simonot et Docteur Danièle Liégeois	487
Commission des Jardins ouvriers. Membres. Nominations	486
Commission municipale d'admission des demandes de bons d'achat de chaussures. Membres. Nominations	485
Commission spéciale chargée d'examiner les demandes de changements de dénomination des rues. Membres. Nominations	484
Commission municipale de sécurité. Membres. Nominations	483
Commissions cantonales d'assistance. Délégations	482
Commission de discipline des chauffeurs de taxis. Membres. Nominations	481
Commission d'examen des chauffeurs de taxis. Membres. Nominations	480
Commission de surveillance de l'Office municipal d'orientation professionnelle. Membres. Nominations ..	480
Commission de surveillance et de patronage du conservatoire. Modifications d'arrêté	479
Commission de la Dotation Colbrant. Modification. M. Pierrard	478
Commission des Beaux-Arts. Délégation. M. Pierrard .	478
Commission des Beaux-Arts. Membres. Nominations .	477

Délégation :

Liste du Jury pour 1946. M. Ghys	525
----------------------------------------	-----

Administration Municipale :

Code des Arrêtés municipaux :

Abrogations d'arrêtés	507
Article 925. Horaire des ventes sur le carreau des halles centrales	538

Baux :

Prise en bail et résiliation :

Différentes parcelles de terrains :	473
-------------------------------------	-----

Administrations Diverses :

Guerre :

Commission de révision. Formation de la classe 1944	470
-----------------------------------------------------	-----

Finances :

Avis à la population	467
Avis à la population. Echange des billets de banque ...	468

Bâtiments Communaux :

Généralités :

Convention. Achat d'extincteurs	465
---------------------------------------	-----

Voirie :

Voie publique :

Interruption de circulation. Rue du Pont du Lion d'Or .	515
Interruption de circulation. Porte de Gand	499
Interruption de circulation. Rue Gutenberg	490

Enseignement des Beaux-Arts :

Ecole des Beaux-Arts :

Nomination. M. Desreux	519
------------------------------	-----

Conservatoire :

Jury de Concours. Année scolaire 1944-1945	491
--------------------------------------------------	-----

Hospices :

Généralités :

Comité d'Entr'aide en faveur des fonctionnaires des hospices. Membres. Nominations	487
------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Œuvres Diverses :

Prime à la natalité :

1 ^{re} fraction. Bénéficiaires	523-526
Exercice 1945. 1 ^{re} et 2 ^e fraction. Bénéficiaires	521

Régie municipale :

Comité d'exploitation. Membres. Nominations	485
---------------------------------------------------	-----

Recettes :

Régisseurs :

Louis Delecueillerie	498
Ecole de natation de la rue d'Armentières. Louis Delecueillerie	510

Dépenses :

Régisseur :

Maurice Ryckebusch	498
--------------------------	-----

Distribution d'Eau :

Stations de pompages :

Prix de l'énergie électrique. Haute tension	529
---------------------------------------------------	-----

Hygiène :

Statistique sanitaire :

Mois de Juin 1945	545
-------------------------	-----

Abattoirs :

Location d'un local	465
---------------------------	-----

Eclairage :

Energie électrique :

Prix maximum de l'énergie électrique. Haute tension ..	530
Prix maximum de l'énergie électrique. Basse tension ..	532

Gaz :

Prix maximum du mètre cube de gaz. Particuliers et bâtiments communaux	534 à 537
---------------------------------------------------------------------------------	-----------

Police :

Taxis de louage :

Retrait du livret. Chauffeur Lucien Beirnaert	513
Retrait du livret. Chauffeur Lucien Pigache	512
Retrait du livret. Chauffeur Jules Letessier	514

Services Municipaux :

Généralités :

Emploi de chef d'équipe et de jardinier mosaïste. Com- mission consultative	538
Conseil de discipline. Comparution. Arthur Delesalle ..	539
Conseil de discipline. Comparution. Charles Dufour ..	540
Conseil de discipline. Comparution. Madame Barbier ..	541
Conseil de discipline. Comparution. M ^{lle} Barnabé	541

Cadre Principal :

Généralités :

Promotions. Juin 1945	497
-----------------------------	-----

Secrétariat général :

Affectation. Edmond Claes	518
Affectation. Albert Boeraeve	488
Salaire. André Maes	521

Deuxième division :

Congé sans solde. Paul Brienne 517

Troisième division :

Affectation. Emile Clairet 517

Affectation. Paul Dutrieux 508

Cinquième division :

Réintégration. Georges Mahieu 500

Sapeurs-pompiers :

Complément d'arrêté. Marcel Nolf 501

Cadre Auxiliaire :

Généralités :

Promotions 519-525

Salaires. Agents mineurs 508

Secrétariat général :

Démission. Mademoiselle Cécile Frutsaert 543

Première division :

Affectation. Jean Leclercq 505

Congé sans solde. M^{me} Aline Guillain 506

Démission. Madame Paule Dupressoir 516

Abrogation d'arrêté. Paul Bounez 505

Deuxième division :

Nominations :

Edouard Smague 474

Marcel Clément 475

Victor De Ceulemer 476

Joseph Rosiers 495

René Cabaret 495

Albert Bouteman 496

Maurice Gabriels 496

Léon Billiau 496

Edouard Moons	503
Paul Tesse	509
Georges Verbrugghe	509
Jean Bos	511
Maurice Linot	512
Réintégration : Georges Prévost	504
Démissions :	
François Brasdefer	542
Charles Hendryckx	543
<i>Troisième division :</i>	
Congé sans solde. Henri Delecour	489
<i>Quatrième division :</i>	
Mutation. Maurice Foucher	516
Mutation. Louis Casène	504
<i>Cinquième division :</i>	
Nomination. M ^{lle} Desrumaux Marie-Madeleine	509
Nomination. M ^{lle} Lahaine Marie-Thérèse	509
Réintégration. M ^{me} Denise Bernard	502
Congé sans solde :	
M ^{me} Deprauw	489
Maurice Delvau	544
M ^{lle} Marie-Thérèse Pecqueur	476
 Caisse des Retraites :	
<i>Admission à la retraite :</i>	
Etienne Richard	501

ABATTOIRS. — Location d'un local

du 27 Juin 1945

Bail par lequel la Ville accorde à la Société anonyme des Etablissements Bourgeois Verdier et Dufour réunis à Aubervilliers (Seine), 44 à 50, rue de la Haie Cocq, la location d'un local des Abattoirs, destiné au traitement du sang, pour une année, renouvelable, à compter du 1^{er} Août 1944, moyennant un loyer annuel de 3.000 francs plus charges évaluées à 100 francs et impôts évalués au quart du loyer et des charges.

Enregistré le 4 Juillet 1945, volume 75 B n° 60.

BATIMENTS COMMUNAUX. — Convention. Achat d'extincteurs

des 6 et 13 Juin 1945

Avenant à la convention passée avec l'Association des Industriels du Nord de la France, 8, rue de Valmy, pour la vérification des extincteurs d'incendie existant dans les bâtiments communaux. Le prix de chaque vérification est fixé à 24 frs par extincteur et l'importance des frais de vérification est fixée à 6.500 francs par an.

Enregistré le 29 Juin 1945, volume 74 B, n° 1.302.

Entre les soussignés :

M. Jules Claes, adjoint au Maire de Lille demeurant en cette ville ;

Agissant au nom et pour le compte de la Ville de Lille en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 22 Mars 1945 qui sera soumise en même temps que les présentes à l'approbation de M. le Préfet du Nord,

d'une part,

Et Monsieur Emile Dujardin, Directeur général agissant au nom et pour le compte de l'Association des industriels du Nord de la France, établissement dont le siège est à Lille, 8, rue de Valmy,

d'autre part,

Il a été préalablement à la convention, exposé ce qui suit :

EXPOSE

Aux termes d'une convention en date du 23 Juillet 1943, enregistrée à Lille le 16 Septembre 1943 aux droits de cinquante cinq francs l'Association des Industriels du Nord de la France, s'est engagée à assurer la vérification des extincteurs d'incendie existant tant dans les bâtiments communaux que sur les véhicules municipaux et de ceux qui pourront être installés par la suite, moyennant un prix unitaire de 18 frs par extincteur à mousse.

Le Conseil municipal ayant dans sa séance du 22 Mars 1945, décidé de porter le prix à 24 francs par extincteur de quelque type qu'il soit, il est passé l'avenant ci-après :

AVENANT

Pour chaque vérification le prix unitaire sera porté à vingt quatre francs par extincteur.

Cette modification prendra effet à compter du premier Janvier mil neuf cent quarante cinq.

Les frais de timbre et d'enregistrement seront supportés par l'Association des Industriels du Nord de la France et pour la perception de ces droits, les parties évaluent l'importance des frais de vérification à six mille cinq cents francs environ par an.

Dont acte.

Fait et signé en double à Lille, le 6 Juin 1945

A. I. N. F.
Le Directeur général :
S. DUJARDIN.

Pour le Maire de Lille,
L'Adjoint délégué :
S. CLAES.

Enregistré à Lille (s. Ad.) le 29 Juin 1945
n° 1.302 vol. 74 B. R. : 65 frs

Vu et approuvé,
Lille, le 13 Juin 1945

Pour le Préfet :
Le Secrétaire général :
Signé : *Illisible.*

S. *Illisible.*

Pour copie conforme,
Pour le Maire de Lille,
CLAES.

ADMINISTRATIONS DIVERSES. — Finances. Avis à la population

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

A V I S
A LA POPULATION *

RELATIF AUX BILLETS DE BANQUE ET AUX BONS A COURT TERME

Les billets de la Banque de France de 5.000, 1.000, 500, 100 et 50 francs appartenant aux types actuellement en circulation ainsi que les billets de même montant des types émis pour les besoins des troupes alliées en France cessent d'avoir cours légal et pouvoir libératoire à compter du *Lundi 4 Juin 1945*.

Il sera procédé à l'échange de ces billets du *Lundi 4 Juin au Vendredi 15 Juin inclus*.

Pendant la même période, il sera procédé au contrôle ou à l'échange des Bons à court terme désignés ci-après : Bons du Trésor, Bons d'Armement, Bons de la Caisse des Pensions de Guerre, Bons de la Caisse Autonome de la Défense Nationale, Bons de la Défense Nationale, Bons d'Epargne, Bons de la Libération et Bons de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

A l'expiration de cette période, les Bons non présentés seront nuls et sans valeur.

Le dépôt des billets et la présentation des Bons peuvent être effectués à une des caisses suivantes :

Comptables du Trésor : (Paierie générale et Recette Centrale des Finances de la Seine, Trésoreries générales, Recettes des Finances, Recettes-perceptions, Perceptions, Perceptions municipales, Perceptions spéciales).

Bureaux de Poste ;

Tous Comptoirs de la Banque de France ;

Caisses d'Epargne ;

Caisses Régionales de Crédit Agricole ;

Banques, Agents de Change et Courtiers en valeurs mobilières.

Ces Caisses et Etablissements reçoivent les dépôts tous les jours, Dimanche compris.

Les déposants doivent se présenter, munis des pièces suivantes :

1° Pièce d'identité.

2° Carte d'alimentation avec feuille semestrielle de coupons.

(S'ils déposent pour le compte d'autres personnes, ils doivent être munis de la carte d'alimentation de chacune de ces personnes).

Tous les billets et tous les Bons appartenant à une même personne doivent être déposés *en une seule fois*.

Afin de réduire l'attente au guichet, les déposants sont invités :

à effectuer leur dépôt à l'un des guichets mis à leur disposition à proximité de leur domicile et de préférence à la Caisse ou à l'établissement où ils ont un compte ouvert ;

à se présenter dans l'ordre recommandé par les affiches apposées dans les bureaux d'échange ;

à déposer leurs billets de banque classés par coupures et épinglés par liasses de dix.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser aux guichets chargés de recevoir les dépôts.

ADMINISTRATIONS DIVERSES. — Finances. Avis à la population.

Echange des Billets de Banque

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS A LA POPULATION

ECHANGE DES BILLETS DE BANQUE

Les billets de la Banque de France de 5.000, 1.000, 500, 100 et 50 francs appartenant aux types actuellement en circulation ainsi que les billets de même montant des types émis pour les besoins des troupes alliées en France cessent d'avoir cours légal et pouvoir libératoire à compter du Lundi 4 Juin 1945.

Il sera procédé également au contrôle ou à l'échange des bons à court terme désignés ci-après :

Bons du Trésor - Bons d'Armement - Bons de la Caisse des Pensions de Guerre - Bons de la Caisse autonome de la Défense Nationale - Bons de la Défense Nationale - Bons d'Epargne - Bons de la Libération - Bons de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Ces opérations auront lieu : du *Lundi 4 Juin au Vendredi 15 Juin inclus*, notamment aux Caisses ci-après :

Trésorerie Générale, 32, rue Basse.	Crédit du Nord, 2 et 2 bis, boulevard Victor-Hugo.
Recette perception de Lille-Sud et Facultés, 316, rue Solférino.	Crédit du Nord, 137, rue P.-Legrand.
Perception de Lille-Amendes, 5, rue Jeanne d'Arc.	Banque Dupont et C ^{ie} , 61, rue Esquermoise.
Perception de Lille-Sud-Est, 4, rue Denis-Godefroy.	Crédit Commercial de France, 13, square Jussieu.
Perception de Lille-Sud-Ouest, 115, rue Colbert.	Banque J. Joire, 101, rue Nationale.
Perception de Lille-Nord-Ouest, 38, rue de la Barre.	Lloyds and National Provincial Foreign Bank Ltd, 29, rue Esquermoise.
Perception de Lille-Hellemmes, 9, rue Berthollet.	Crédit Lyonnais, 28, rue Nationale.
Perception Lille-St-Maurice, 29, rue du Château.	Crédit Lyonnais, 236, rue Léon-Gambetta.
Perception de Saint-André, 84, rue Ste-Catherine.	Société Générale, 51, rue Nationale.
Recette Perception Municipale, Mairie de Lille.	Société Générale, 119, r. P.-Legrand.
Perception Spéciale des Hospices Civils de Lille, 41, rue de la Barre.	Société Générale, 179, rue Léon-Gambetta.
Recette Principale. St-Martin.	Comptoir National d'Escompte de Paris, 96, rue Nationale.
Bureaux des P. T. T. (Lille)	Banque Populaire industrielle et Commerciale, 41, rue de l'Hôpital-Militaire.
Bourse.	Banque Pajot et Martin, 29, rue Faidherbe.
Chambre des Comptes.	Banque Scalbert, 32, place du Concert.
Vauban.	Banque Scalbert, 43, rue Masséna.
Esquermes.	Banque Scalbert, 1, r. St-Sébastien.
Moulins.	Banque Scalbert, rue du Molinel.
Fives.	Banque Scalbert, 172, rue Pierre-Legrand.
St-Maurice.	Banque A. Callens, 60, boulevard de la Liberté.
Banque de France, rue Royale.	B. N. C. I., 85, rue Nationale.
Caisse d'Epargne, 34, rue Nicolas-Leblanc.	Banque A. Joire, 24, rue des Ponts-de-Comines.
Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lille, 7, rue de Tenremonde.	Comptoir Financier A. Picavet, 96, rue de l'Hôpital-Militaire.
Crédit du Nord, 12, rue Jean-Roisin.	Crédit du Nord, Bureau des Abattoirs.
Crédit du Nord, 80, rue de Paris.	Crédit du Nord, Bureau des Halles Centrales.
Crédit du Nord, 42, rue Royale.	
Crédit du Nord, 323, r. L.-Gambetta.	

Pour les autres localités, les échanges seront effectués aux bureaux des Percepteurs, des Receveurs des Postes et aux guichets des banques locales.

Il est instamment recommandé aux intéressés de s'adresser aux guichets fonctionnant dans leur résidence ou, à défaut, dans les villes voisines, sièges de bureaux d'échange.

Les guichets d'échange seront ouverts tous les jours y compris le Dimanche 10 Juin de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures 30.

Les déposants sont invités à remettre leurs billets de banque classés par coupures et épinglés par liasses de dix.

Les pharmaciens, commerçants en alimentation, les entreprises de transport, devront continuer à accepter pendant les six premiers jours de l'échange les anciens billets jusqu'aux coupures de 1.000 francs comprises. Ils ne devront pas rendre d'anciens billets à leurs clients, mais utiliser à cet effet les nouveaux billets qu'ils pourront se procurer dans les conditions habituelles en opérant des retraits à leur compte de dépôts de fonds.

**ADMINISTRATIONS DIVERSES. — Guerre. Commission de
Révision. Formation de la Classe 1944**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — Département du Nord

COMMISSION DE REVISION

FORMATION DE LA CLASSE 1944

Le Préfet du Nord, Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi du 31 Mars 1928 sur le recrutement de l'armée ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 Avril 1945 concernant la formation de la classe 1944 ;

Sur la proposition du Secrétaire général du Nord ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — Les opérations des Commissions de Révision pour l'examen des jeunes gens nés entre le 1^{er} Janvier 1924 et le 31 Décembre 1924 sont fixées ainsi qu'il suit :

PREMIÈRE COMMISSION

Cantons	Lieux de visite	Dates	Heures d'ouverture
Lille (Nord)	Mairie	Mercredi 20 Juin	8 h.
Lille (Est)	"	Mercredi 20 "	10 h.
Lille (Sud-Ouest)	"	Mercredi 20 "	14 h.
La Bassée	Ecole de garçons	Jeudi 21 "	8 h. 30
Lille (Nord-Est)	Mairie	Jeudi 21 "	14 h.
Quesnoy-sur-Deûle	"	Vendredi 22 "	8 h.
Lille (Sud)	"	Vendredi 22 "	14 h.
Lille (Sud-Est)	"	Samedi 23 "	8 h.
Armentières	Ecole de garçons rue Gambetta	Lundi 25 "	8 h.
Etrangers au département	Mairie de Lille	Lundi 25 "	14 h.
Hazebrouck (Nord)	Mairie	Mardi 26 "	8 h.
Hazebrouck (Sud)	"	Mardi 26 "	10 h.
Merville	"	Mardi 26 "	14 h.
Bourbourg	"	Mercredi 27 "	8 h.
Gravelines	"	Mercredi 27 "	10 h.
Bergues	"	Mercredi 27 "	14 h.
Hondschoote	"	Jeudi 28 "	8 h.
Steenvoorde	"	Jeudi 28 "	10 h.
Bailleul (Nord-Est)	"	Jeudi 28 "	14 h. 30
Bailleul Sud-Ouest)	"	Jeudi 28 "	16 h.
Wormhoudt	"	Vendredi 29 "	9 h.
Cassel	"	Samedi 30 "	8 h.
Roubaix (Est)	"	Lundi 2 Juillet	8 h.
Roubaix (Ouest)	"	Lundi 2 "	14 h.
Lannoy	"	Mardi 3 "	14 h.
Cysoing	Ecole Maternelle	Mercredi 4 "	8 h. 30
Lille (Centre)	Mairie	Jeudi 5 "	8 h.
Haubourdin	"	Jeudi 5 "	14 h.
Lille (Ouest)	"	Vendredi 6 "	8 h.
Pont-à-Marcq	"	Vendredi 6 "	14 h.
Seclin	Salle des Fêtes	Samedi 7 "	8 h.
Etrangers au Département	Mairie de Lille	Samedi 7 "	14 h.
Tourcoing (Nord)	Mairie	Lundi 9 "	8 h.
Tourcoing (Sud)	"	Lundi 9 "	14 h.
Roubaix (Nord)	"	Mardi 10 "	8 h.
Toucoing (Nord-Est)	"	Mardi 10 "	14 h.
Séance de clôture	Mairie de Lille	Vendr. 20 "	8 h. 30

DEUXIÈME COMMISSION

Cambrai (Ouest)	Mairie	Mercredi 20 Juin	8 h.
Cambrai (Est)	"	Mercredi 20 "	14 h.
Clary	"	Jeudi 21 "	8 h.
Le Cateau	"	Jeudi 21 "	14 h.
Marcoing	"	Vendredi 22 "	8 h. 30
Carnières	"	Samedi 23 "	8 h. 30
Solesmes	"	Lundi 25 "	8 h. 30
Douai (Nord)	Mairie	Mardi 26 "	8 h.
Douai (Ouest)	"	Mardi 26 "	14 h.
Arleux	"	Mercredi 27 "	8 h. 30
Douai (Sud)	"	Jeudi 28 "	8 h.
Marchiennes	"	Jeudi 28 "	14 h.
Orchies	"	Vendredi 29 "	8 h. 30

TROISIÈME COMMISSION

Cantons	Lieux de visite	Dates	Heures d'ouverture
Denain	Mairie	Mercredi 20 Juin	7 h. 30
Bouchain	"	Mercredi 20 "	14 h.
Valenciennes (Sud)	"	Jeudi 21 "	8 h.
Condé	"	Jeudi 21 "	14 h.
Valenciennes (Est)	"	Vendredi 22 "	8 h.
Saint-Amand (rive droite)	Ecole de garçons	Vendredi 22 "	14 h.
Saint-Amand (rive gauche)	"	Vendredi 22 "	17 h.
Valenciennes (Nord)	Mairie	Samedi 23 "	7 h. 30
Le Quesnoy (Est)	Mairie	Lundi 25 "	8 h. 30
Le Quesnoy (Ouest)	"	Lundi 25 "	10 h.
Avesnes (Nord)	"	Mardi 26 "	8 h.
Avesnes (Sud)	"	Mardi 26 "	10 h.
Landrecies	"	Mardi 26 "	14 h.
Trélon	"	Mercredi 27 "	8 h.
Solre-le-Château	"	Mercredi 27 "	14 h.
Maubeuge (Nord)	"	Jeudi 28 "	8 h.
Maubeuge (Sud)	"	Jeudi 28 "	14 h.
Bavai	"	Vendredi 29 "	8 h. 30
Berlaimont	"	Vendredi 29 "	14 h. 30

ARTICLE 2. — Le présent arrêté sera publié et affiché immédiatement dans toutes les communes du département du Nord. Aucune convocation individuelle ne sera adressée aux intéressés. Cet avis comporte convocation.

ARTICLE 3. — MM. les Maires devront assister aux opérations.

ARTICLE 4. — MM. le Secrétaire général du Nord, les sous-Préfets, les Maires, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lille, le 9 Juin 1945

R. VERLOMME.

AVIS IMPORTANT

Les jeunes gens qui désirent être examinés par la Commission Médicale devront en faire la demande écrite qui sera déposée à la Préfecture pour les Conscri ts résidant dans l'arrondissement de Lille et à la sous-Préfecture pour ceux des autres arrondissements.

Les jeunes gens résidant dans un département autre que celui où ils ont été recensés sont autorisés à se présenter devant la Commission de révision du lieu de leur résidence. A cet effet, ils doivent

adresser une demande écrite à la Préfecture du département d'inscription. Ils devront se présenter à la séance réservée à l'examen des « étrangers au département ».

Aucun ajourné ne devra se présenter devant les Commissions de révision de la classe 1944.

Aux termes de l'article 23 de la loi du 31 Mars 1928, il ne peut être accordé de sursis d'incorporation en temps de guerre. Aucune demande de sursis ne sera examinée par les commissions de révision.

L'attention des jeunes gens est appelée sur les dispositions de l'antépénultième alinéa de l'article 19 de la loi du 31 Mars 1928 qui prévoit la convocation quinze jours avant la date normale d'appel de la classe des jeunes gens qui ne se présentent pas devant la Commission de révision ou ne s'y sont pas représentés.

**BAUX. — Prise en bail et résiliation. Différentes parcelles
de terrains**

VILLE DE LILLE

BUREAU DE BIENFAISANCE

Entre les soussignés :

MM. Bué, Bianchi, Camu, Picavet, Vanlaton et M^{me} Tytgat, agissant en qualité de membres de la Commission Administrative du Bureau de Bienfaisance de Lille, en vertu de délibération de ladite Commission en date du 26 Septembre 1944 et du 28 Novembre 1944,

d'une part,

et M. Jules Claes, conseiller municipal, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Lille, en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 22 Mars 1945,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. — Le bail du 7 Octobre 1942 consenti à la Ville de Lille par le Bureau de Bienfaisance pour une période de trois, six, neuf années, avec effet du 1^{er} Octobre 1941, pour différentes

parcelles de terrains, est résilié à la date du 30 Septembre 1944 en ce qui concerne les terres suivantes :

1° 2 ha 03 a 02 ca à Annapes, reprise au cadastre sous le n° 984 de la section C ;

2° 1 ha 34 a 12 ca à Mons-en-Barœul, reprise au cadastre sous le n° 874 pour une superficie de 43 a 75 ca et sous le n° 989 pour une superficie de 90 a 39 ca ;

3° 60 a 26 ca à Hellemmes, reprise au cadastre section U, sous le n° 1783 p pour une superficie de 35 a 06 et sous le n° 1766 pour une superficie de 25 a 20.

ARTICLE 2. — Il demeure valable, aux mêmes clauses et conditions pour les terres suivantes :

1° 37 a 96 ca à Fâches-Thumesnil, reprise au cadastre sous le n° 96 de la section B ;

2° 46 a 38 ca à Marcq-en-Barœul, reprise au cadastre sous le n° 2518 de la section B.

Le loyer annuel dû pour ces deux parcelles est fixé à Deux mille cent huit francs cinquante (2.108,50).

Fait et signé en triple à Lille,

Le 28 Novembre 1944
Signé : Bué, Picavet, Bianchi,
Tytgat, Camu Vanlaton.

Le 27 Mars 1945
Pour le Maire de Lille,
L'Adjoint délégué :
Signé : CLAES.

Reçu à la Mairie de Lille
Le 12 Mai 1945

Pour le Maire de Lille,
L'Adjoint délégué :
Signé : CLAES.

Vu, Lille le 12 Avril 1945
Pour le Préfet
Le Secrétaire général délégué

Enregistré à Lille (A. Adm.) le 30 Mai 1945 n° 997, Volume 74 A. Reçu 63 francs.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.
Releveur. Nomination. Edouard Smague

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Edouard Smague, balayeur affecté au service de la Propreté publique, est promu releveur.

ARTICLE 2. — M. Edouard Smague est versé dans la 4^e classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire, et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 1^{er} Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.
Palefrenier. Nomination. Marcel Clément**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Clément, né le 19 Janvier 1912, est nommé palefrenier, affecté au service de la Propreté publique, en remplacement de M. Alfred Cremmery, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Marcel Clément est versé dans la 4^e classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire, et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 1^{er} Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division. Congé sans solde.

M^{lle} Marie-Thérèse Pecqueur

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 17 Mai 1945 par laquelle M^{lle} Marie-Thérèse Pecqueur, aide-médico sociale affectée à la 5^e division, sollicite un congé sans solde de quatre mois ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé sans solde de quatre mois est accordé à M^{lle} Marie-Thérèse Pecqueur, aide-médico sociale affectée à la 5^e division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 1^{er} Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Grands travaux. Commis.

Nomination. Victor De Ceuleneer

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Victor De Ceuleneer, expéditionnaire. détaché au Service des Grands Travaux, est promu commis.

ARTICLE 2. — M. De Ceuleneer est versé dans la 5^e classe de la catégorie V du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.450 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 4 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

COMMISSION DES BEAUX-ARTS. — Membres. Nominations

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence et, par délégation, sous la présidence de M. Pierrard, adjoint délégué aux Beaux-Arts, membres de la Commission des Beaux-Arts :

MM. Broux, Adjoint au Maire ;

Claes, Adjoint au Maire ;

Simonot, Adjoint au Maire ;

Doyennette, Conseiller municipal ;

M^{me} Coïba, Conseiller municipal.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

COMMISSION DES BEAUX-ARTS. — Délégation. M. Pierrard

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de l'Ecole des Beaux-Arts ;

Vu l'arrêté n° 63 du 26 Juin 1942 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'arrêté n° 63 du 26 Juin 1942, nommant les membres de la Commission de Surveillance et d'Administration de l'Ecole des Beaux-Arts, est modifié comme suit :

« Sont nommés sous notre présidence et, par délégation, sous la présidence de M. Pierrard, Adjoint délégué aux Beaux-Arts... »

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

DOTATION COLBRANT. — Commission. Modification. M. Pierrard

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le testament de M. Louis-Alexis Colbrant ;

Vu l'arrêté du 26 Juin 1942, nommant les membres de la Commission de la Dotation Colbrant ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'arrêté du 26 Juin 1942, nommant les membres de la Commission de la Dotation Colbrant, est modifié comme suit :

« Sont nommés, sous notre présidence et, par délégation sous la présidence de M. Pierrard, adjoint délégué aux Beaux-Arts... »

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE. — Modification d'arrêté.

Commission de Surveillance et de Patronage

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu l'article 4 du règlement du Conservatoire de Musique de Lille ;

Vu notre arrêté en date du 29 Janvier 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Notre arrêté en date du 29 Janvier 1945 est modifié comme suit.

« Sont nommés sous notre présidence, membres de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire de Musique... »

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

OFFICE MUNICIPAL D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE. —
Commission de Surveillance. Membres. Nominations

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 55 ;
Vu notre arrêté en date du 20 Novembre 1944 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Notre arrêté en date du 20 Novembre 1944, nommant les membres de la Commission de Surveillance de l'Office municipal d'Orientation professionnelle, est modifié comme suit :

« Sont nommés, sous notre présidence et, par délégation, sous la présidence de M. Coquart, adjoint délégué à l'Instruction publique, membres de la Commission de Surveillance de l'Office municipal d'Orientation professionnelle :

MM. Lecomte, Adjoint au Maire ;
Simonot, Adjoint au Maire ;
De Becker, Conseiller municipal ;
M^{me} Dumanoir, Conseiller municipal ;
MM. Régnier, Conseiller municipal ;
Wilson, Conseiller municipal.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

COMMISSION D'EXAMEN DES CHAUFFEURS DE TAXIS. —
Membres. Nominations

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu les articles 166 à 190 du Code des Arrêtés municipaux réglementant le stationnement et la circulation des taximètres automobiles et, notamment, l'article 171 concernant la Commission d'Examen ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence et, par délégation, sous la présidence de M. Van Wolput, adjoint délégué aux Services publics, membres de la Commission d'Examen des Chauffeurs de taxis :

MM. Soulié, Conseiller municipal ;
le Commissaire Central de Police ou son représentant ;
le Docteur Parmentier, du Service Médical municipal ;
Delfosse, délégué du Syndicat des Chauffeurs de taxis ;
Théry, délégué du Syndicat des Chauffeurs de taxis.

Est adjoint à cette Commission, à titre consultatif :

M. Courtheoux, ingénieur, Chef des Services publics.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

COMMISSION DE DISCIPLINE DES CHAUFFEURS DE TAXIS. —

Membres. Nominations

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu les articles 166 à 190 du Code des Arrêtés municipaux réglementant le stationnement des taximètres automobiles et, notamment, l'article 180 concernant la Commission de Discipline des chauffeurs de taxis ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés sous notre présidence et, par délégation, sous la présidence de M. Van Wolput, adjoint délégué aux Services publics, membres de la Commission de Discipline des Chauffeurs de taxis :

MM. Broux, Adjoint au Maire ;
Lussiez, Conseiller municipal ;
Soulié, Conseiller municipal ;
le Commissaire Central de Police ou son représentant ;
Delfosse, délégué du Syndicat des Chauffeurs de Taxis :
Beaurepaire, « «
Théry, « «
Botte, « «

Est adjoint à cette Commission, à titre consultatif, M. Courthéoux, ingénieur, Chef des Services publics.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Juin 1945

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

COMMISSIONS CANTONALES D'ASSISTANCE. — Délégations

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu le décret-loi du 30 Octobre 1935, modifié par le décret du 17 Juin 1938 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont délégués pour siéger aux Commissions cantonales d'Assistance, MM. les Conseillers municipaux ci-après désignés :

Cantons	Titulaires	Suppléants
Centre et Sud-Ouest ..	M ^{me} Tytgat	M. Janssens
Est et Nord-Est	M. Broux	M. Doyennette
Sud et Sud-Est	M. Lecomte	M. Régnier
Nord et Ouest	M. Mercier	M ^{me} Jeanne Leroy

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

COMMISSION MUNICIPALE DE SECURITE. — Membres.

Nominations

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le décret du 7 Février 1941 concernant la protection contre l'incendie des bâtiments ou locaux recevant du public ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés sous notre présidence et par délégation sous la Présidence de M. Broux, Adjoint délégué à la Sécurité membres de la Commission municipale de Sécurité :

MM. Martin, Secrétaire général de la Mairie ;
Rufin, Commandant du Corps des Sapeurs-pompiers ;
Evrard, Commissaire Central de Police ;
Fauvet, ingénieur, Chef du Service des bâtiments municipaux ;

M^{lle} Liégeois, Docteur en Médecine, inspectrice adjointe à la Santé et à l'Assistance ;

MM. Vincent, inspecteur du Travail ;
Dufay, ingénieur de la Compagnie Continentale du Gaz ;
Courthéoux, ingénieur, Chef des Services publics ;
Defretin, ingénieur délégué de l'Association des Industriels du Nord de la France ;
Hermez, Président de la Chambre Syndicale des Directeurs de Salles de Spectacles de Lille et de sa banlieue ;
Vasseur, Chef électricien des Théâtres municipaux ;
Bauer, Lieutenant du cadre des Sapeurs-pompiers volontaire.

A titre consultatif : M. le Chef de la 5^e division, qui assurera les fonctions de secrétaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**COMMISSION SPECIALE CHARGÉE D'EXAMINER
LES DEMANDES DE CHANGEMENTS DE DENOMINATION
DE RUES. — Membres. Nominations**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence et par délégation, sous la présidence de M. Rousseau, adjoint délégué à la Voie publique, membres de la Commission spéciale chargée d'examiner les demandes de changement de dénomination de rues :

MM. Pierrard, Adjoint délégué aux Beaux-Arts ;
Martin, Secrétaire général de la Mairie ;
Dubuisson, architecte D. P. L. G.

Est adjoint à cette Commission, à titre consultatif :

M. Alhant, Chef du Service de l'Urbanisme et du Plan.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**RÉGIE MUNICIPALE. — Comité d'exploitation. Membres.
Nominations**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu le règlement de la Régie municipale d'approvisionnement des Services d'Entr'aide et de Solidarité et de Sauvegarde de la population ouvrière ;

Vu la lettre, en date du 26 Avril 1945, par laquelle M. le Préfet du Nord donne son agrément à la désignation de M^{me} Tytgat et de MM. Doyennette et Bauer, en qualité de membres du Conseil d'Exploitation de la Régie, en remplacement de M. le Chanoine Détrez et de MM. Hermez et Gautier, démissionnaires ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Tytgat, Adjointe déléguée à l'alimentation publique, M. Doyennette, Conseiller municipal, et M. Bauer, commerçant, 131, rue Jacquemars-Giélée, sont nommés membres du Conseil d'Exploitation de la Régie municipale d'approvisionnement des Services d'Entr'aide et de Solidarité et de Sauvegarde de la population ouvrière.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**COMMISSION MUNICIPALE D'ADMISSION DES DEMANDES DE
BONS D'ACHAT DE CHAUSSURES. — Membres. Nominations**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu la loi du 3 Janvier 1941 et l'arrêté ministériel de même date, relatifs au Ravitaillement en chaussures de la population ;

Vu les instructions de M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et du Travail ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés sous notre présidence et, par délégation, sous la présidence de M^{me} Tytgat, adjointe déléguée à l'alimentation publique membre de la Commission municipale d'admission des demandes de bons d'achat de chaussures prévue la législation en vigueur :

MM. Doyennette, Conseiller municipal ;

Bauer, commerçant, 131, rue Jacquemars-Giélée ;

Perche, receveur des P. T. T. en retraite, 17, rue Royale, membres du Conseil d'Exploitation de la Régie municipale d'approvisionnement des Services d'Entr'aide et de Solidarité.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

COMMISSION DES JARDINS OUVRIERS. — Membres. Nominations

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence et, par délégation, sous la présidence de M^{me} Tytgat, Adjointe déléguée aux Œuvres Sociales, membres de la Commission des Jardins ouvriers :

MM. Peeters, Conseiller municipal ;

Delmarquette ;

François Gustave ;

Jacobs Jean Bte ;

Godinot Paul ;

Van Wynsberghe Marceau.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

INSTITUT DE MEDECINE LEGALE. — Délégations.

Docteur Simonot et Docteur M^{lle} Danièle Liegeois

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont désignés pour représenter la Ville au sein du Conseil d'Administration de l'Institut de Médecine légale :

M. le Docteur Simonot, Adjoint au Maire ;

M^{lle} le Docteur Danièle Liégeois, Conseiller municipal.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**COMITE D'ENTR'AIDE EN FAVEUR DES PENSIONNAIRES DES
HOSPICES. — Membres. Nominations**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence, membres du Comité d'Entr'aide en faveur des pensionnaires des Hospices :

MM. Ghys, Adjoint au Maire ;
Rousseaux, Adjoint au Maire ;
M^{me} Tytgat, Adjoint au Maire ;
MM. Boone, Conseiller municipal ;
Peeters, Conseiller municipal ;
M^{me} Coïba, Conseiller municipal ;
MM. Martin, Secrétaire général de la Mairie ;
Cousin, Administrateur des Hospices ;
Saint-Venant, Administrateur des Hospices ;
Bouchery, Commissaire général de la Foire Commerciale ;
Ronse, Président de la Chambre Syndicale des Débitants
de Tabac ;
M^{me} Rachel Lempereur, Directrice d'Ecole.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé
de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat général.

Prisonnier de guerre rapatrié. Affectation. Albert Boerave

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des Fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Albert Boeraeve, commis aux écritures,
prisonnier de guerre rapatrié, est affecté au Secrétariat général.
Service du Contentieux.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé
de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er}
Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 6 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^{me} Division. Congé sans solde

Henri Delecour

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 29 Mai 1945 par laquelle M. Henri Delecour, comptable affecté à la 3^e division, sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé d'un an, sans solde, est accordé à M. Henri Delecour, comptable affecté à la 3^e division.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé, M. Delecour ne pourra réintégrer ses fonctions qu'autant qu'une vacance d'emploi existera dans le service et sous réserve d'un avis favorable émis par l'Administration municipale à la demande que devra formuler l'intéressé, en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 5 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division. Congé sans solde.

M^{me} Deprouw

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 30 Mai 1945 par laquelle M^{me} Deprouw, Secrétaire d'administration affectée à la 5^e division, sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de trois mois, sans solde, est accordé à M^{me} Deprouw, Secrétaire d'administration affectée à la 5^e division.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé, M^{me} Deprouw ne pourra réintégrer ses fonctions qu'autant qu'une vacance d'emploi existera dans le service et sous réserve d'un avis favorable émis par l'Administration municipale à la demande que devra formuler l'intéressée, en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 10 Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 5 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

INTERDICTION DE CIRCULATION — Rue Gutenberg

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Le Code des Arrêtés municipaux ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter l'exécution des travaux de pose d'une canalisation, rue Gutenberg ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A partir du 12 Juin 1945 et pendant la durée des travaux, la circulation de tous véhicules sera interdite, rue Gutenberg.

ARTICLE 2. — Pendant la période d'interdiction la circulation sera déviée par les rues de Rivoli, Cabanis et de la Convention.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 7 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CONSERVATOIRE. — Jury de Concours. Année scolaire 1944-1945

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la Convention du 6 Février 1885, concernant l'Ecole de
Musique de Lille, Succursale du Conservatoire National
de Paris ;

Vu l'article II du Règlement de la dite Ecole ;

Vu la décision de l'Administration municipale en date du 4
Juin 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés membres des Jurys des concours pour l'année scolaire 1944-1945 :

HARMONIE

M^{me} Thieffry, Professeur de musique, 92, rue Masséna, Lille

MM. Malaquin, 3, rue de la Pépinière, Lambersart.

Marcellin, Directeur du Conservatoire de Tourcoing.

Desenclos, Directeur du Conservatoire de Roubaix.

Dautricourt, Sous-Chef de Musique au 43^e R. I. Lille.

SOLFÈGE

MM. Bernast, Artiste musicien, 37, rue d'Antin, Lille.

Dufour, Artiste musicien, 3, rue d'Artagnan, Lille.

Marichez, Directeur de chorale, 6, place Sébastopol,
Lille.

Vermaere, Artiste musicien, 16, rue du Dr Legay, La
Madeleine.

M^{mes} Comyn-Taupin, Professeur de musique, 43, rue Kléber,
Hellemmes.

Levat-Stequelbout, Professeur de musique, 26, rue Ma-
rengo, Lille.

Vasseur-Naxem, Professeur de musique, 5 place Sébasto-
pol, Lille.

Francine Ruckebusch, 16, avenue Emile-Zola, Lille.

Georgette Malbernart, 7, avenue de la Liberté, Mons-en-
Barœul.

CHANT

- MM Blanchard, Répétiteur à la Chorale municipale, Lille.
Hennehelle, Artiste lyrique, 18, boulevard de Cambrai, Roubaix.
Houbron, 1, boulevard Papin, Lille.
Lecomte, Artiste lyrique, 40, rue des Fleurs, Mons-en-Barœul.
Marichez, Directeur de chorale, 6, place Sébastopol, Lille.
Vuillaume, 17, rue Marais, Lille.
- M^{mes} Bertou-Monnier, 24, place Philippe-Lebon, Lille.
Fagnien, Cantatrice, avenue Jules-Guesde, Templemars.
- M. Jomin Paul, Lauréat du Conservatoire, 18, rue Neuve, Lille.

DICTION ET DECLAMATION

- MM. Boutelou, Artiste dramatique, 64, rue Faidherbe, Lille.
Carton, Critique musical, Voix du Nord, place du Général de Gaulle.
R. Cayez, Rédacteur critique musical au « Nord-Eclair », rue Faidherbe.
Farcaz, Artiste dramatique, 271, rue des Postes, Lille.
Kah, Avocat, 70, rue Colbert, Lille.
Valdelièvre, 60 bis, rue du Long-Pot, Lille.
Vuillaume, 17, rue Marais, Lille.
- M^{me} Vercamen, Artiste dramatique, 58, boulevard de la Liberté, Lille.
- M. Maurice Lecomte, 40, rue des Fleurs, Mons-en-Barœul.
- M^{me} Coiba-Devernay, ex-Directrice d'Ecole, place Wicar, Lille.

PIANO

- MM. Bazelis, Membre de la Commission de Surveillance, 12, rue Saint-André, Lille.
Scribe-Thiriez, 28, rue de l'Arc, Lille.
Seutin, Professeur au Conservatoire de Roubaix.
Jean Cau, 45, rue de Bourgogne, Lille.
Malaquin, 3, rue de la Pépinière, Lambersart.
Desenclos, Directeur du Conservatoire de Roubaix.

- M^{mes} Dubois-Morant, 7, rue de l'Hôpital-Militaire, Lille.
Maillard, Professeur de musique, 116, rue Colbert, Lille.
Thieffry, 92, rue Masséna, Lille.
Ghys-Clot, 34, rue de Turenne, Lille.

ORGUE

- MM. Bazelis, Membre de la Commission de Surveillance, 12, rue Saint-André, Lille.
Descamps, organiste, 14, rue de Fleurus, Lille.
Jougllet, organiste, 9, place Simon-Vollant, Lille.
Scribe-Thiriez, 28, rue de l'Arc, Lille.
Wallet, organiste, 7, rue Etienne-Dolet, Lille.
Jean Cau, 45, rue de Bourgogne, Lille.
Desenclos, Directeur du Conservatoire de Roubaix.
Marcellin, Directeur du Conservatoire de Tourcoing.

VIOLON et ALTO

- MM. Callant, Professeur de musique, 12, rue Léonard-Danel, Lille.
Desrousseaux, 278, rue Solferino, Lille.
Dubocquet, 112, rue Pierre-Legrand, Lille.
Ducamp, 35, avenue Germaine, La Madeleine.
Marissal, rue de la Louvière, 5, Lille.
Verschueren, 15, rue du Docteur-Roux, Annappes.
Verline, 125, boulevard Vauban, Lille.
Vanderdonck, rue du fg des Postes, 7, Lille.
Alfred Delesalle, 20, rue du Midi, Ronchin.
M^{me} Levat-Stequelbout, 26, rue Marengo, Lille.

VIOLONCELLE et CONTREBASSE

- MM. Desrousseaux, 278, rue Solferino, Lille.
Destop, 170, avenue Carnot, Wattrelos.
Dufour, 3, rue d'Artagnan, Lille.
Glineur, Professeur au Conservatoire de Valenciennes.
Monsuez, 11, rue Delcenserie, Marcq-en-Barœul.
Mayaire, 22 bis, rue Gauthier-de-Châtillon, Lille.
Pouchain, Métropolis, rue Grande-Chaussée, Lille.
Vantourout, 11, rue du Molinel, Lille.
Vermaere, 16, rue du Dr Legay, La Madeleine.

INSTRUMENTS A VENT

CUIVRES

- MM. Defer, Directeur de l'Ecole de Musique d'Armentières.
Roux Louis, 80 bis, rue Racine, Lille.
Depaepe, 57, rue de Marquette, La Madeleine.
Desouter, 3, rue Pline, Lille.
François, 72, rue Lafontaine, La Madeleine.
Goube, 5, rue de la Monnaie, Lille.
Housieaux, 3, rue d'Artagnan, Lille.
Rumpteau, 36, rue Albert-Samain, Lille.
Bernast, 37, rue d'Antin, Lille.
Malaquin, 3, rue de la Pépinière, Lambersart.
Leclercq, Professeur au Conservatoire de Roubaix.

BOIS

- MM. Bernast, 37, rue d'Antin, Lille.
Capelle, 122, rue Meurein, Lille.
Carette Albert, Professeur au Conservatoire de Tourcoing, 116, rue Raspail, Tourcoing.
Carpentier Achille, Professeur au Conservatoire de Roubaix, 10, rue des Fabricants, à Roubaix.
Cornil, 43, rue Jean-Jaurès, Lille.
Dupuis, 66, rue Léon-Gambetta, Lille.
Lotterie, Directeur du Conservatoire de Musique d'Arras
Rousse Henri, Chef de musique, à Le Quesnoy.
Roussel, 44, rue Félix-Faure à La Madeleine.
Malaquin, 3, rue de la Pépinière, Lambersart.
Geysen, 16, rue de la Bassée, Lille.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 7 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Téléphoniste intérimaire.

Nomination. Joseph Rosiers

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Sur la proposition de M. le Chef du Service Electrique ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Pendant l'absence de M. Jean Wanaverbecq, appelé sous les drapeaux, M. Joseph Rosiers, terrassier ordinaire affecté au Service de la Voie publique, est chargé d'assurer les fonctions de téléphoniste.

ARTICLE 2. — M. Rosiers est versé dans la 7^e classe de la catégorie IV du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.100 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.

Releveur. Nomination. René Cabaret

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. René Cabaret, né le 29 Avril 1924, est nommé releveur, affecté au service de la Propreté publique.

ARTICLE 2. — M. René Cabaret est versé dans la 4^e classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.
Releveurs. Nominations. Albert Bouteman et Maurice Gabriels**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

IL EST ARRÊTÉ :

ARTICLE 1. — MM. Albert Bouteman, né le 8 Avril 1901, et Maurice Gabriels, né le 25 Avril 1914, sont nommés releveurs affectés au service de la Propreté publique.

ARTICLE 2. — MM. Albert Bouteman et Maurice Gabriels, sont versés dans la 4^e classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire, et recevront un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique
Balayeur. Nomination. Léon Billiau**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1. — M. Léon Billiau, né le 6 Juillet 1901 est nommé balayeur affecté au service de la Propreté publique en remplacement de M. Goossens, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Léon Billiau est versé dans la 4^e classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire, et recevra un salaire mensuel de 2.800 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Personnel titulaire. Promotions.
Juin 1945**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du personnel titulaire, est fixé comme suit pour le mois de Juin 1945 :

Noms et prénoms	Fonction	Classe	Traite- ment	Ancienneté dans la classe
<i>Contentieux :</i> Dailly Edmond ...	Commis principal	3 ^e	18.600	16-6-1945
<i>Cimetières :</i> Lecomte Georges ..	Fossoyeur	2 ^e	16.200	1-6-1945
<i>1^{re} Division :</i> Duribreux Louis ..	Commis secrétaire	4 ^e	20.000	1-6-1945
<i>Service des Jardins :</i> Marquis Jacques ..	Surveillant général	3 ^e	29.300	1-6-1945
<i>Services Publics :</i> Piette Georges	Commis principal	3 ^e	18.600	16-6-1945
<i>4^e Division :</i> Verhaeghe René ..	Concierge	2 ^e	14.640	1-6-1945
<i>Pesage :</i> Vignacq Arsène ..	Commis	1 ^{re}	16.200	1-6-1945
<i>Collecte des droits de place :</i> Mittenaert René ..	Commis	1 ^{re}	16.200	1-6-1945
<i>Sapeur-Pompier :</i> Andry Robert	Sapeur-Pompier	3 ^e	15.000	1-6-1945

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 8 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

DEPENSES. — Régisseur. Maurice Ryckebusch

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 153 ;

Vu l'instruction générale des finances du 20 Juin 1859, article 993 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — En vue de permettre le paiement des prix attribués par la Ville aux Sociétés prenant part aux jeux populaires organisés à l'occasion des Fêtes Communales des 10 et 11 Juin et le règlement des divers frais d'organisation, une avance de vingt deux mille francs sera consentie à M. Maurice Ryckebusch, Chef du Service des Fêtes, à charge par lui de déposer les justifications de dépenses dans le délai de quinze jours.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 9 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**RECETTES. — Régisseur. Ecole de Natation rue d'Armentières.
Nomination. Louis Delcueillerie**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 94 ;

Vu l'arrêté du 15 Février 1899, approuvé par M. le Préfet,
le 31 Mars suivant, concernant la perception par tickets

Vu la délibération du 23 Décembre 1937, approuvée par M. le
Préfet le 24 du même mois fixant les tarifs des perceptions
à faire à l'Ecole de Natation ;

Considérant que ces perceptions doivent être faites sur place
par un régisseur spécial ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Louis Delcueillerie est nommé, à titre temporaire, régisseur-comptable de l'Ecole de Natation de la rue d'Armentières, à partir du 15 Juin 1945 et chargé, à ce titre, de faire la perception par tickets pour le compte et sous la surveillance de M. le Receveur municipal, des sommes dues à la Ville. Il sera placé sous l'autorité immédiate de M. Vandenberghe, Régisseur général des piscines municipales.

ARTICLE 2. — M. Delcueillerie versera tous les huit jours et plus souvent si c'est nécessaire, le montant de ses perceptions à la Recette municipale. Il présentera, à chaque versement, les tickets restant en sa possession.

ARTICLE 3. — Les titres de recettes seront établis dans la forme réglementaire.

ARTICLE 4. — Le régisseur est dispensé de fournir un cautionnement.

ARTICLE 5. — M. le Secrétaire général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

VOIRIE. — Interruption de circulation. Porte de Gand

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le Code des Arrêtés municipaux ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter l'exécution des travaux de remise en état de la porte de Gand ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A partir du 19 Juin 1945 et pendant la durée des travaux, la circulation de tous véhicules sera interdite, sous la voûte de droite, côté sortie de la porte de Gand.

ARTICLE 2. — Pendant la période d'interdiction, la circulation s'effectuera, dans les deux sens, par la voûte centrale.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 14 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division. Congé sans solde.

Réintégration. Georges Mahieu

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

Vu la lettre en date du 26 Mars 1945 par laquelle M. Georges Mahieu, Commis principal, en congé sans solde, sollicite sa réintégration dans les services municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Georges Mahieu, Commis principal, en congé sans solde, est réintégré dans les services municipaux.

ARTICLE 2. — M. Mahieu est affecté à la 5^e division, service de la désinfection.

ARTICLE 3. — M. Mahieu est maintenu dans la 1^{re} classe de son emploi au traitement annuel de 21.000 frs, l'ancienneté dans la classe étant reportée au 16 Juillet 1944.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 14 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Admission à la retraite.

Etienne Richard

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Etienne Richard, Chef peseur, né le 28 Juin 1885, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 14 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SAPEURS-POMPIERS. — Complément d'arrêté. Marcel Nolf

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-pompiers ;

Vu l'arrêté de M. le Préfet du Nord en date du 5 Juin 1929 fixant à 150 unités, cadres compris, l'effectif du Corps des Sapeurs-pompiers de Lille ;

Vu, par ailleurs, les lettres de M. le Préfet du Nord en date des 17 Septembre 1942 et 9 Février 1943, 1^{re} division, 1^{er} Bureau, proposant le renforcement des effectifs qu'il estime devoir être fixés à 180 unités ;

Vu notre arrêté n° 43 en date du 31 Mai 1945 portant nomination de Sapeurs-pompiers stagiaires ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Notre arrêté susvisé est complété comme suit :

.....
M. Marcel Nolf, né le 14 Octobre 1926,
.....

Le reste sans changement.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 14 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division, Sténo-dactylographe.
Réintégration. M^{me} Denise Bernard**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Madame Denise Bernard, Sténo-dactylographe est réintégrée dans les Services municipaux.

ARTICLE 2. — Madame Bernard est affectée au 1^{er} Bureau de la 5^e division.

ARTICLE 3. — Madame Bernard est maintenue dans la 5^e classe de son emploi, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Août 1944.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 14 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.

Balayeur. Nomination. Edouard Moons

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Edouard Moons, né le 19 Avril 1902 est nommé balayeur affecté au service de la Propreté publique, en remplacement de M. Smaggue appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Edouard Moons est versé dans la 4^e classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.800 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 14 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Promenades et Jardins.
Réintégration. Georges Prévost

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Georges Prévost, ex-veilleur de nuit à la Régie municipale, est réintégré dans les Services municipaux.

ARTICLE 2. — M. Prévost est affecté au Service des Promenades et Jardins en qualité de garde municipal, en remplacement de M. Léon Lagache, réintégré dans la Police d'Etat.

ARTICLE 3. — Compte-tenu de ses services antérieurs, M. Prévost est versé dans la 6^e classe de la catégorie II du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.000 frs.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 3 Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 14 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division. Mutation. Louis Casene

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Louis Casène, terrassier ordinaire affecté au Service de la Voie publique, prisonnier de guerre libéré, est muté à la 4^e division en qualité de surveillant du terrain de jeux du Progrès Social.

ARTICLE 2. — M. Casène est versé dans la 2^e classe de la première catégorie du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.150 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 14 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division. Prisonnier de guerre libéré. Affectation. Jean Leclercq

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jean Leclercq, expéditionnaire, prisonnier de guerre libéré, est affecté au 4^e Bureau de la 1^{re} division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 14 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division. Abrogation d'arrêté.

Paul Bonnez

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu notre arrêté en date du 15 Mai 1945 ;

Considérant que M. Paul Bonnez, Chef de centre affecté au 4^e Bureau de la 1^{re} division appelé sous les drapeaux, a été renvoyé dans ses foyers ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les dispositions prévues par notre arrêté n° 820 du 15 Mai 1945 sont abrogées.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 14 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division. Congé sans solde.

M^{me} Aline Cuillain

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 30 Mai 1945, par laquelle M^{me} Aline Guillain, expéditionnaire affectée au 3^e Bureau de la 1^{re} division, sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé sans solde de six mois, est accordé à M^{me} Aline Guillain, expéditionnaire affectée au 3^e Bureau de la 1^{re} division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 14 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Abrogations d'arrêtés

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 Septembre 1939 approuvée par M. le Préfet du Nord le 23 Octobre 1939, stipulant qu'il sera fait application aux agents des services municipaux appelés ou rappelés en activité du fait de l'état de guerre, des dispositions adoptées ou à adopter par l'Etat en faveur de ses agents ;

Vu nos arrêtés antérieurs suspendant le traitement de divers agents auxiliaires appelés ou rappelés sous les drapeaux ou ayant contracté un engagement ;

Vu l'Instruction Ministérielle du 26 Mars 1945 fixant la situation des fonctionnaires et agents des administrations publiques sous les drapeaux ;

Considérant qu'il y a lieu, dès lors, d'abroger les dispositions de nos arrêtés susvisés ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont considérées, jusqu'à nouvel ordre, comme nulles et non avenues les dispositions reprises par nos arrêtés n^{os} 545, 548, 549, 550, 555, 554 du 28 Février, 576, 577, 578 du 7 Mars, 667, 668 du 28 Mars, 689 du 6 Avril, 711 du 11 Avril, 732 du 16 Avril, 781 du 28 Avril, 805 du 11 Mai, 818 et 819 du 15 Mai 1945 concernant MM. Van Muer, aide-électricien, Leroux, machiniste, Lebert et Weens, sapeurs-pompiers, Wanaverbecq, téléphoniste, Jones, chauffeur, Stichelbout, enquêteur, Boin, manoeuvre, Crombet, chef d'atelier, Masse et Cochez, sapeurs-pompiers, Bert, expéditionnaire, Niele, manoeuvre, Renard, expéditionnaire, Grétal, chauffeur, Caze, sapeur-pompier, Legrux, maître de nage, et Engrand, expéditionnaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 14 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^{me} Division. Prisonnier de guerre libéré. Affectation. Paul Dutrieux

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Paul Dutrieux, commis principal, prisonnier de guerre libéré, est affecté au 3^e Bureau de la 3^e division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 15 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Agents mineurs. Salaires

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le Salaire mensuel des agents mineurs ci-après désignés, est fixé comme suit à compter du 1^{er} Juin 1945 :

Noms et prénoms	Fonction	Date naiss.	Division	Réduction	Salaire
<i>Catégorie I :</i>					
Dufresne Emile	Coursier	29-5-1928	S. G.	25 %	2.100
Bapaume René	»	13-5-1930	S. G.	45 %	1.540
<i>Catégorie III :</i>					
Lefebvre Liliane	Expédit.	9-5-1928	1 ^{re}	25 %	2.100
<i>Catégorie VII :</i>					
Cambier Alexandre ..	Manceuv.	13-5-1929	Jardins	35 %	1.820

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 15 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Propreté publique.
Releveurs. Nominations. Paul Tesse et Georges Verbrugghe**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Paul Tesse, né le 28 Janvier 1913, et M. Georges Verbrugghe, né le 29 Octobre 1919, sont nommés releveurs affectés au service de la Propreté publique.

ARTICLE 2. — MM. Paul Tesse et Georges Verbrugghe sont versés dans la 4^e classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire, et recevront un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division. Aides médico-sociales
Nominations. M^{lles} Marie-Magdeleine Desrumaux et Marie-Thérèse
Lahaine**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lles} Marie-Magdelaine Desreumaux, née le 26 Août 1905 et Marie-Thérèse Lahaine, née le 15 Octobre 1916, infirmières du Service de la Défense passive, sont nommées aides Médico-Sociales affectées au 2^e Bureau de la 5^e division.

ARTICLE 2. — Compte-tenu des services accomplis à la Défense passive, M^{lles} Desreumaux et Lahaine sont versées dans la 5^e classe de la catégorie IV du personnel auxiliaire et recevront un salaire mensuel de 3.200 frs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Juillet 1944 pour M^{lle} Lahaine et au 1^{er} Avril 1945 pour M^{lle} Desreumaux.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 16 Février 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

RECETTES. — Régisseur. Ecole de Natation

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1854, article 94 ;

Vu l'arrêté du 15 Février 1899, approuvé par M. le Préfet, le 31 Mars suivant, concernant la perception par tickets ;

Vu les délibérations des 13 Avril et 20 Juillet 1943 approuvées par M. le Préfet les 16 Avril et 29 Juillet 1943, fixant les tarifs des perceptions à faire à l'Ecole de Natation ;

Considérant que ces perceptions doivent être faites sur place par un régisseur spécial ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Louis Delcueillerie est nommé, à titre temporaire régisseur de l'Ecole de Natation de la rue d'Armentières, à compter du 18 Juin 1945 et chargé, à ce titre, de faire la perception par tickets pour le compte et sous la surveillance de M. le

Receveur municipal des sommes dues à la Ville. Il sera placé sous l'autorité immédiate de M. Vandenberghe, Régisseur général des piscines municipales.

ARTICLE 2. — M. Delcueillerie versera tous les huit jours et plus souvent si c'est nécessaire, le montant de ses perceptions à la Recette municipale. Il présentera, à chaque versement, les tickets restant en sa possession.

ARTICLE 3. — Les titres de recettes seront établis dans la forme réglementaire.

ARTICLE 4. — En raison du peu d'importance des opérations, le régisseur est dispensé de fournir un cautionnement.

ARTICLE 5. — M. le Secrétaire général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 16 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Promenades et Jardins.

Garde municipal. Nomination. Jean Bos

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jean Bos, balayeur affecté au Service de la Propreté publique, est nommé garde municipal au Service des Promenades et Jardins, en remplacement de M. Eloï Rohart, réintégré dans la Police d'Etat.

ARTICLE 2. — M. Bos est versé dans la 6^e classe de la catégorie II du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.000 frs majorée d'une indemnité familiale locale de 83 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 11 Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICE MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Promenades et Jardins
Garde municipal. Nomination. Maurice Linot

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Maurice Linot, terrassier ordinaire affecté au Service de la Voie publique, est nommé garde municipal au Service des Promenades et Jardins, en remplacement de M. Auguste Descamps, réintégré dans la Police d'Etat.

ARTICLE 2. — M. Linot, est versé dans la 5^e classe de la catégorie II du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.100 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

TAXIS DE LOUAGE. — Chauffeur. Retrait du livret. Lucien Pigache

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le Code des Arrêtés municipaux, notamment les articles 166 à 190, réglementant la profession de chauffeurs de taxis ;

Vu le procès-verbal de la Commission de discipline des chauffeurs de taxis réunie le 15 Juin 1945 ;

Considérant que le chauffeur Pigache Lucien, en refusant de conduire un voyageur et en maintenant au stationnement sa voiture qui était retenue, a commis des infractions aux dispositions des articles 175 et 179 du Code des Arrêtés municipaux ;

Considérant que les chauffeurs doivent respecter strictement les règlements en vigueur ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le livret de chauffeur est retiré à Pigache Lucien pour une période de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Ce livret devra être remis à M. le Commissaire Central de Police.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie de Lille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 19 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

TAXIS DE LOUAGE. — Chauffeur. Retrait du livret. Louis Beirnaert

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le Code des Arrêtés municipaux, notamment les articles 166 à 190, comportant règlement de la profession de chauffeurs de taxis ;

Vu le procès-verbal de la Commission de discipline des chauffeurs de taxis, réunie le 15 Juin 1945 ;

Considérant que le chauffeur Beirnaert Louis a été désigné au début de l'occupation, par l'autorité allemande, pour reprendre par priorité l'exercice de la profession — que l'intéressé reconnaît qu'un officier allemand ait pu intervenir en sa faveur ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le livret de chauffeur et le permis de stationner sur le territoire de la Ville de Lille sont retirés au chauffeur Beirnaert Louis pour une période de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le livret de chauffeur sera remis à M. le Commissaire Central de Police.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 19 Juin 1945

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

TAXIS DE LOUAGE. — Chauffeur. Retrait du livret. Jules Letessier

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le Code des Arrêtés municipaux, notamment les articles 166 à 190, comportant le règlement de la profession de chauffeur de taxis ;

Vu le procès-verbal de la Commission de discipline des chauffeurs de taxis, réunie le 15 Juin 1945 ;

Considérant : 1° qu'il est reproché au chauffeur Letessier Jules d'avoir été désigné par l'autorité allemande pour reprendre, au début de l'occupation, par priorité, l'exercice de sa profession ; 2° de s'être rendu coupable, le 10 Avril 1945, de majoration de tarif au préjudice d'un prisonnier de guerre rapatrié ;

Considérant que tous les chauffeurs doivent respecter strictement les règlements en vigueur ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le livret de chauffeur et le permis de stationner sur le territoire de la Ville de Lille sont retirés au chauffeur Letessier Jules pour une période de :

Un an, pour le premier cas ;

Cinq ans, pour le deuxième cas.

Ces deux peines s'ajouteront l'une à l'autre sans confusion.

Le livret de chauffeur sera remis à M. le Commissaire Central de Police.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 19 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

INTERRUPTION DE CIRCULATION. — Rue du Pont du Lion-d'Or

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le Code des Arrêtés municipaux ;

Considérant qu'il importe de faciliter les travaux de pose d'une canalisation rue du Pont du Lion-d'Or ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A dater de la publication du présent arrêté, et pendant toute la durée des travaux, la circulation de tous les véhicules : 1° est interdite rue du Pont du Lion-d'Or, dans la partie comprise entre les rues de Bouvines et de Flers ; 2° sera déviée par les rues de Flers, de la Gaîté, de la Phalecque et Guillaume-Werniers.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera transmis à M. le Commissaire Central.

Hôtel de Ville, le 20 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division. Surveillant de terrain
de jeux. Mutation. Maurice Foucher**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Maurice Foucher, balayeur affecté au Service de la Propreté publique, est muté à la 4^e division, en qualité de surveillant du terrain de jeux de la rue du Chevalier-Français.

ARTICLE 2. — M. Foucher est versé dans la 3^e classe de la première catégorie du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.050 frs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 11 Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 21 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division. Expéditionnaire.
Démission. Paule Dupressoir**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 22 Mai 1945, par laquelle M^{me} Paule Dupressoir, expéditionnaire affectée au 4^e Bureau de la 1^{re} division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Paule Dupressoir, expéditionnaire affectée au 4^e Bureau de la 1^{re} division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 16 Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 21 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Voie publique.

Congé sans solde. Paul Brienne

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

Vu la lettre en date du 9 Juin 1945 par laquelle M. Paul Brienne, commis affecté au Service de la Voie publique, sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé d'un mois, sans solde, est accordé à M. Paul Brienne, commis affecté au Service de la Voie publique.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 21 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^{me} Division. Prisonnier de guerre libéré. Affectation. Emile Clairet

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu, la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu, le statut des fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Emile Clairet, commis aux écritures, prisonnier de guerre libéré, est affecté au 3^e Bureau de la 3^e division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat général.

Prisonnier de guerre rapatrié. Affectation. Edmond Claes

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Edmond Claes, commis aux écritures, prisonnier de guerre, rapatrié, est affecté au Secrétariat général, service du personnel.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Ecole des Beaux-Arts.

Professeur. Nomination. M. Desreux

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la décision du Conseil d'Administration en date du 4 Juin 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Desreux, mètreur-vérificateur, expert agréé, est nommé, à titre provisoire et jusqu'à nouvel ordre, Professeur du cours de métré à l'Ecole des Beaux-Arts de Lille à partir du 1^{er} Octobre 1945.

ARTICLE 2. — M. Desreux recevra pour deux heures de cours par semaine, un traitement annuel de 5.000 frs.

ARTICLE 3. — A partir du 1^{er} Octobre 1946, il recevra pour quatre heures de cours hebdomadaires, un traitement annuel de 10.000 frs.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Personnel auxiliaire. Promotions

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du personnel auxiliaire, est fixé comme suit, à compter du 1^{er} Juin 1945 :

Noms et prénoms	Fonction	Division	Classe	Salaire
<i>Catégorie II :</i>				
Gruart Gaston	Magasinier	S. G.	6 ^e	3.000
<i>Catégorie III :</i>				
Adias André	Expéditionn.	1 ^{re}	7 ^e	2.900
Coquart Emile	Enquêteur	4 ^e	5 ^e	3.100
Deschenacker Gaston .	Expéditionn.	1 ^{re}	5 ^e	3.100
Lemoine Paul	»	Plan	7 ^e	2.900
Maerten Georges	»	4 ^e	7 ^e	2.900
Robache Emile	»	1 ^{re}	4 ^e	3.200
Demora M.-Madeleine .	»	1 ^{re}	6 ^e	2.900
Douay Marguerite	»	1 ^{re}	5 ^e	3.000
Hadou Lucienne	»	1 ^{re}	5 ^e	3.000
Hocquemghem Madel. .	»	1 ^{re}	5 ^e	3.000
<i>Catégorie IV :</i>				
Bernard Pierre	Chef du centre	1 ^{re}	5 ^e	3.300
<i>Catégorie V :</i>				
Herbaut Jean	Commis	S. G.	4 ^e	3.550
Mestag Claude	»	Etat-Civil	5 ^e	3.450
Raick Théodore	»	3 ^e	5 ^e	3.450
Delefosse Yvonne	»	3 ^e	5 ^e	3.350
Dumont Cécile	»	1 ^{re}	5 ^e	3.350
Fauvergue Georgette ..	»	Etat-Civil	5 ^e	3.350
<i>Catégorie VII :</i>				
Descamps Camille	Manœuvre	Diderot	3 ^e	2.850
Desmarets Emile	Veilleur de nuit	S. G.	3 ^e	2.850
Herzin Albert	»	Voie Publ.	3 ^e	2.850
Clément Josée	Femme de Ser.	S. G.	1 ^{re}	1.425
				($\frac{1}{2}$ vacation)
Cornu Julienne	»	4 ^e	1 ^{re}	2.850
Desmarescaux Marcelle	»	S. G.	4 ^e	2.700
Dherville Valentine ...	»	S. G.	3 ^e	2.750
<i>Catégorie VIII :</i>				
Bar Georges	Releveur	P. P.	3 ^e	2.950
Goussin Marcel	A. Jardinier	Jardins	3 ^e	2.950
Polvèche Marcel	A. Paveur	Voie Publ.	3 ^e	2.950
Verdoy Jean	»	»	4 ^e	2.900
<i>Catégorie X :</i>				
Dousselaere Emile	Désinfecteur	5 ^e	3 ^e	3.350

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 22 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Archives. Coursier. Salaire.

André Maes

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le salaire de M. André Maes, coursier affecté au Secrétariat général, Service du Courrier, né le 10 Juin 1929, est porté à 2.100 francs à partir du 1^{er} Juillet 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 22 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITE. — Exercice 1945.

Première et deuxième fraction. Bénéficiaires

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;
Vu la délibération du Conseil municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 ;
Vu notre arrêté en date du 10 Mai 1943 ;
Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéficier de la 1^{re} fraction de la prime communale à la natalité :

- 1^o — certificat de vie de l'enfant ;
- 2^o — état indiquant la composition de la famille ;
- 3^o — certificat de résidence ;

4° — certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;

5° — certificat de Docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la première fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants-droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil municipal susvisée :

M^{mes}

Fichten-Delcourte, rue Bourignon, 21	5-11-1944	3 ^e enf.	180
Varoux Suzanne, rue St-Gabriel, 1	4-10-1944	4 ^e »	270

ARTICLE 2. — Le bénéfice de la deuxième fraction de la prime est accordé aux personnes ci-après désignées qui ont déposé les pièces justificatives :

Barbry-Besson, rue Cantelou, 51	30-4-1944	11 ^e »	270
Beurain-Lejeune, rue Dumont d'Urville	18-3-1944	9 ^e »	270
Becque-Lely, 7, rue de Brigode	8-4-1944	3 ^e »	180
Bigny-Jonckière, rue Pascal, 28	26-3-1944	5 ^e »	270
Bossuyt-Laloy, rue B. Decourchelles, 23	27-4-1944	3 ^e »	180
Brabant-Cronie, rue Alphonse-Mercier, 26	20-5-1944	4 ^e »	270
Blanquart-Compagnie, rue Bois-Blancs, 148 ..	10-4-1944	6 ^e »	270
Comyn-Lutun, rue Buisson, c. Franchomme, 3	14-3-1944	5 ^e »	270
Couellant-Dumont, rue d'Iéna, 79	27-3-1944	3 ^e »	180
Delannoy-Pouplier, rue des Postes, 75 - 1 ^{er} Et.	9-2-1944	5 ^e »	270
Delannoy-Saint Michel, rue D. Verhaeghe, 45.	11-3-1944	5 ^e »	270
Denise-Bourdon, rue E.-Doyennette, 49	8-3-1944	4 ^e »	270
Dubois-Logie, rue S. Verhulst, 138 bis	23-5-1944	4 ^e »	270
Dubouquet-Catteau, Bd d'Alsace, P ⁿ St-Joseph, 3	3-4-1944	8 ^e »	270
Duchossois-Dupré, rue Mazagran, 38	7-5-1944	5 ^e »	270
Ducrocq-Bodin, rue Thumesnil, 8	27-3-1944	6 ^e »	270
Etchepare-Leleu, rue d'Arcole, 26	21-3-1944	6 ^e »	270
Fies-Delporte, rue Druelle, 2	28-2-1944	3 ^e »	180
Gérard-Roess, rue Ed. Vaillant, 10	16-5-1944	9 ^e »	270
Gérard-Brunaux, rue d'Arcole, c. St-Michel, 4	27-5-1944	5 ^e »	270
Godefroy-Delhay, rue Desrousseaux, 3	7-4-1944	3 ^e »	180
Gonnet-Hennote, rue Garibaldi, 54	5-5-1944	3 ^e »	180
Goujard-Bovoy, rue Lafontaine, c. Gruelle, 16	4-5-1944	4 ^e »	270
Gaignon-Berthier, rue Mazagran, c. Somer-			
linck, 2	28-1-1944	3 ^e »	180
Grincourt-Tournois, rue Pliné, 3 bis	14-3-1944	5 ^e »	270
Hallart-Pouille, rue des Postes, c. Peséz, 1 ...	10-3-1944	5 ^e »	270
Joffroy-Boutruille, rue Ste-Catherine, 17	11-4-1944	3 ^e »	180
Laheyne-Lienard, rue St-Jacques, 2	1-4-1944	3 ^e »	180
Lamérand-Grimber, rue Gavarni, 11	21-4-1944	11 ^e »	270
Lebrocquy-Villion, rue de la Halloterie, 20 bis.	12-3-1944	5 ^e »	270
Lefebvre-Cuvelier, rue Traversière, 1	10-4-1944	4 ^e »	270
Leroux-Mansuet, rue des Pénitentes, 23	20-3-1944	7 ^e »	270

L'Herminez-Ryckbosch, rue des Hannetons, 37	16-5-1944	3 ^e	»	180
Mahieu-Demory, rue des Ateliers, 1	23-2-1944	3 ^e	»	180
Mahon-Delbecque, rue des Myosotis, 26	10-2-1944	4 ^e	»	270
Merchier-Tyrion, rue Canteleu, c. Fauchille, 13	8-4-1944	4 ^e	»	270
Nyffels-Schiettecatte, rue S. Verhulst, 133	16-5-1944	7 ^e	»	270
Pante-Delecroix, rue Flamen, 22 bis	28-3-1944	3 ^e	»	180
Planchez-Holys, rue Mexico, 50	26-3-1944	3 ^e	»	180
Salembier-Gournay, rue Solférino, 165	29-3-1944	4 ^e	»	270
Santens-Héras, place Vanœnacker, 21	29-4-1944	5 ^e	»	270
Séghers-Legrand, rue de Buffon, 26	19-4-1944	4 ^e	»	270
Valli-Thomas, rue Duhem, c. Hourrieiz, 14	9-5-1944	3 ^e	»	180
Vanhoutte-Hanard, rue Bois d'Annapes, 63 ..	19-2-1944	3 ^e	»	180
Vanooteghem-Leroy, rue d'Austerlitz, 62	22-4-1944	3 ^e	»	180
Verhèque-Caboche, rue Dubrunfaut, 10	17-2-1944	5 ^e	»	270

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 22 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITE. — Exercice 1945.

Première fraction. Bénéficiaires

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 ;

Vu notre arrêté en date du 10 Mai 1943 ;

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéficier de la première fraction de la prime communale à la natalité :

1° — certificat de vie de l'enfant ;

2° — état indiquant la composition de la famille ;

3° — certificat de résidence ;

4° — certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;

5° — certificat de docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales :

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la première fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants-droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil municipal susvisée :

M ^{mes}			
Arents-Lucas, rue Massilon, 8	22-1-1945	3 ^e enf.	180
Bastien-Mansuet, rue Pierre-Legrand, 9	11-4-1945	7 ^e »	270
Begel-Arneult, rue de Turenne, 35	13-4-1945	6 ^e »	270
Birlouet-Mariage, rue de Thumesnil, 14	27-5-1945	3 ^e »	180
Blicq-Tachon, rue des Bouchers, 34	10-4-1945	4 ^e »	270
Blondiau-Wybo, rue Ed-Vaillant, 33	16-4-1945	9 ^e »	270
Blyweert-Smets, rue St-Omer, cour Donain, 2 ..	26-4-1945	4 ^e »	270
Bolle-Labiau, rue St-Jacques, 2	13-5-1945	5 ^e »	270
Bouillet-Raes, rue Fombelle, 23	16-5-1945	3 ^e »	180
Boutry-Henault, rue Gosselet, 1	14-4-1945	3 ^e »	180
Delvinquier-Maes, r. Montesquieu, c. St-Louis, 8	15-5-1945	3 ^e »	180
Dennau-Sadaune, rue Trévisse, c. Moderne, 6 ..	27-4-1945	3 ^e »	180
Druelle-Fauconnier, rue Pline, 23	31-5-1945	3 ^e »	180
Dupont-Arduin, rue Francisco-Ferrer, 39	1-5-1945	7 ^e »	270
Formaux-Coquelle, rue L. Bergot, 13	14-5-1945	3 ^e »	180
Gammel-Delattre, rue St-Luc, 174	8-4-1945	4 ^e »	270
Grundrick-Deweireld, rue A. Barbès, 23	7-5-1945	3 ^e »	180
Hennion-Het, rue des Célestines, 1	7-3-1945	3 ^e »	180
Labarre-Delonnette, pl. Philippe-Lebon, 15	12-5-1945	3 ^e »	180
Legrand-Tjoen, quai de l'Ouest, 58	4-5-1945	4 ^e »	270
Lenglart-Deja, rue Fémy, 11	14-5-1945	3 ^e »	180
Leroy-Lelièvre, rue Bossuet, 6	14-5-1945	5 ^e »	270
Ludet-Wojeik, rue des Postes, 225	14-4-1945	4 ^e »	270
Minet-Lezala, rue Claude-Lorrain, 18	24-4-1945	3 ^e »	180
Montagne-Vandevoorde, rue d'Arcole, 41	2-5-1945	8 ^e »	270
Poissonnier-Helsens, rue du Ballon, 38	15-5-1945	4 ^e »	270
Segers-Vermaut, rue de Condé, 30	21-5-1945	8 ^e »	270
Sengulen-Leclercq, rue Chaplin, 82	14-5-1945	3 ^e »	180
Tournai-Bulteau, rue Hop. St-Roch, 14	4-5-1945	4 ^e »	270
Turpain-Bouquet, rue de Flers, c. St-Pierre, 6	1-2-1945	3 ^e »	180
Vanderstraeten-Naverat, rue de la Plaine, 53 ..	22-5-1945	4 ^e »	270
Verdier-Dekoninck, rue Louis-Bergot, 31	24-4-1945	4 ^e »	270
Violet-Drode, rue de Wazemmes, 20	21-4-1945	4 ^e »	270
Warielle-Chatelet, rue d'Austerlitz 90	12-5-1945	3 ^e »	180

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 22 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CONSEIL MUNICIPAL. — Délégation. Liste du jury pour 1946.
Ghys

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 21 Novembre 1872, article 12 ;
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 82 ;

ARRÊTONS :

M. Ghys, adjoint au Maire, est délégué pour dresser la liste des jurés de l'année 1946.

Hôtel de Ville, le 21 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Personnel auxiliaire. Promotions

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE I. — Le tableau d'avancement de classe du personnel auxiliaire, est fixé comme suit, à compter du 1^{er} Juillet 1945 :

Noms et Prénoms	Fonction	Division	Classe	Salaire
<i>Catégorie I</i>				
MM.				
Dejonghe Augustin	Gardien cimet.	Cimetières	2 ^e	3.150
<i>Catégorie III</i>				
Dehaese Michel	Expédition ^{re}	3 ^e	5 ^e	3.100
Dupont Roger	d ^o	d ^o	7 ^e	2.900
Verstiggelen Alfred	d ^o	d ^o	5 ^e	3.100
Mmes				
Bauet Jeanne	d ^o	d ^o	5 ^e	3.000
Cuvelier Marcelle	d ^o	S. G.	5 ^e	3.000
Descamps Solange	d ^o	1 ^{re}	6 ^e	2.900
Dumortier Roberte ...	d ^o	1 ^{re}	5 ^e	3.000
Dutailly Georgette	d ^o	1 ^{re}	5 ^e	3.000
Lasseau Andrée	d ^o	1 ^{re}	5 ^e	3.000
Leleu Marguerite	d ^o	3 ^e	6 ^e	2.900
Marcourt Julienne	d ^o	1 ^{re}	5 ^e	3.000
Picard Jacqueline	d ^o	3 ^e	7 ^e	2.800
Vagner Blanche	d ^o	Etat-Civil	5 ^e	3.000

Noms et Prénoms	Fonction	Division	Classe	Salaire
<i>Catégorie IV</i>				
Faucompré Juliette ...	Aide méd.-soc.	5 ^e	5 ^e	3.200
<i>Catégorie V</i>				
Rousseau Berthe	Commis d ^o	Etat-Civil 4 ^e	5 ^e	3.350
Porreye Fernande			5 ^e	3.350
<i>Catégorie VI</i>				
MM.	Secét. Adm ^{on}	S. G.	6 ^e	3.600
Vercouttre Gabriel				
<i>Catégorie VII</i>				
Mensiez Charles	Veilleur de nuit	S. G.	1 ^{re}	2.950
M ^{me}	Femme de serv.	S. G.	2 ^e	2.800
Palstermans Marthe ..				
<i>Catégorie X</i>				
M.	Désinfecteur	5 ^e	3 ^e	3.350
Lallemant René				

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 25 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME A LA NATALITE. — 1^{re} fraction. Bénéficiaires

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 8 Décembre 1942,
instituant une prime à la natalité approuvée par M. le
Préfet le 13 Février 1943 ;

Vu notre arrêté en date du 10 Mai 1943 ;

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéficier de la première fraction de la prime communale à la natalité :

1^o — certificat de vie de l'enfant ;

2^o — état indiquant la composition de la famille ;

- 3° — certificat de résidence ;
 4° — certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;
 5° — certificat de docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants-droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil municipal sus-visée, rappel pour augmentation de taux.

M ^{mes}			
Beudelot-Lepot Angèle, rue H.-Kolb, 78	23-9-1944	3 ^e enf.	40
Benoit-Jamois Yvonne, rue des Myosotis, 15 ..	2-9-1944	4 ^e »	60
Cabuil-Tiberghien Mad. rue Turgot, 109	8-9-1944	3 ^e »	40
Colié-Letellier Julienne, rue Degland, 24, cour St-Laurent, 6	6-9-1944	6 ^e »	60
Conard-Van Geel Elise, rue des Postes, 169	3-9-1944	4 ^e »	60
Cordara-Poirier Simone, rue Voltaire, 3	11-9-1944	3 ^e »	40
Danès-Vandorme Alice, rue de Pologne, 125 ..	3-9-1944	4 ^e »	60
Debosque-Chevalier Célestine, rue des Stations, 64	25-9-1944	4 ^e »	60
Delaruelle-Bauduin Germ. rue J.-Jaurès, 58, c. Crombez, 5	1-9-1944	3 ^e »	40
Gerrebout-Riem Simone, rue de la Halle, 41 ..	26-9-1944	6 ^e »	60
Henocque-Lambin Aline, rue Justice, c. Palin, 5	18-9-1944	6 ^e »	60
Lemaire-Dussotier Raymonde, rue St-André, 77.	18-9-1944	5 ^e »	60
Marchand-Ghys Clotilde, rue Philippe-de-Comines, 12	29-9-1944	8 ^e »	60
Marescaux-Martel Alphonsine, rue G.-Werniers, 54	6-9-1944	6 ^e »	60
Margat-Castel Denise, rue de Condé, 34	29-9-1944	4 ^e »	60
Masson-Brasseur Léonie, Place A.-Tacq, 6 ...	6-9-1944	6 ^e »	60
Menez-Quehen Marcelle, rue Princesse, 26	24-9-1944	3 ^e »	40
Monseur-Botendael Jeanne, rue Gosselin 16 ...	29-9-1944	6 ^e »	60
Sapin-Delacroix Suzanne, rue D.-Bondues, 48.	28-9-1944	4 ^e »	60
Dejonghe-Duthillieux Denise, rue Ch-Colomb 29.	28-9-1944	3 ^e »	40
Dervaux-Debuyser Julienne, rue D.-Verhaeghe, 62	21-9-1944	10 ^e »	60
Fobert-Dekeyser Augusta, rue A.-Comte, 50 ..	7-9-1944	7 ^e »	60
Gente-Cordoue Blanche, rue Fénelon, 28	25-9-1944	4 ^e »	60
Bernard-De Groot Laure, rue A.-Werquin, c. Lenfant, 10	28-10-1944	4 ^e »	60
Carnoy-Dernoncourt Palmyre, rue Fg-de-Roubaix, 145	8-10-1944	3 ^e »	40
Catel-Delbroucq Gabrielle, rue d'Angleterre, 11.	18-10-1944	4 ^e »	60
Debruyne-Pettrizzi Elisabeth, rue de Seclin, 19.	7-10-1944	4 ^e »	60
Demagny-Truffin Marcelle, rue des Célestines, 31	24-10-1944	3 ^e »	40
Devaux-Martin Angèle, rue Malsence, 61	4-10-1944	4 ^e »	60

De Wilde-Dautriche Eugénie, r. Princesse, 52 ^{bis} .	9-10-1944	4 ^e »	60
Dierkens-Beaurain Jeanne, rue Philadelphie, 16	9-10-1944	3 ^e »	40
Dobrenel-Simonet Françoise, rue Roland, 25	12-10-1944	3 ^e »	40
Dumont-Hanzelin Raymonde, rue Mexico, 46	3-10-1944	3 ^e »	40
Ferrand-Tavernier Zoé, rue B.-de-Perthes, 85	25-10-1944	3 ^e »	40
Fontaine-Decommière Jeanne, rue Stappaert, 6.	5-10-1944	3 ^e »	40
Forestier-Varlet Georgette, rue de Rivoli, 29	17-10-1944	4 ^e »	60
Ghys-Morel Lucienne, rue F.-Millet, 24	3-10-1944	5 ^e »	60
Lalau-Levecq Raymonde, rue Ste-Catherine, 67.	19-10-1944	5 ^e »	60
Legros-Defives Andrée, rue de la Louvrière, 134.	17-10-1944	3 ^e »	40
Moncheaux-Herent Emilie, rue Jean-sans-Peur, 120	24-10-1944	3 ^e »	40
Monfait-Desclaux Alfréda, rue Molinel, 108	3-10-1944	5 ^e »	60
Pressé-Brogniart Adèle, rue D.-Rochereau prol., 25	2-10-1944	5 ^e »	60
Richard-Colin Léa, rue Ed.-Vaillant, 32	5-10-1944	5 ^e »	60
Van Trichtveldt-Bécuwe, Bernadette, rue Roland, 51	16-10-1944	4 ^e »	60
Verlet-Sansen M.-L., 140, quai de l'Ouest	31-10-1944	7 ^e »	60
Vuyistèke-Nollet Julie, 197, rue d'Iéna	3-10-1944	4 ^e »	60
Appelghem-Vannoorenberghe, 73, rue d'Emmerin	24-9-1944	3 ^e »	40
Despierre-Bodelle M., 11, rue Berthollet	21-9-1944	3 ^e »	40
Alderweireldt-Arnoys A., 2, rue A.-Casse	30-10-1944	3 ^e »	40
Duchatel-Morel Odette, 62, rue de la Plaine,	25-10-1944	3 ^e »	40
Glissoux-Defretin A., 129, rue de Douai	2-10-1944	4 ^e »	60
Petit-Lembrez Agnès, 33 ^{bis} , rue St-Eloi	27-10-1944	3 ^e »	40
Place-Parmentier Agnès, 51, rue de Cassel	25-10-1944	3 ^e »	40
Zeude-Vanden Bulcke Mg., 5, rue Carpeaux	9-10-1944	4 ^e »	60
Reernart-Guerlus Mad. 27, rue Ed.-Vaillant	23-11-1944	8 ^e »	60
Benoit-Denoyelle Mgte, rue Denfert-Rochereau prolongée	9-11-1944	4 ^e »	60
Boussemart Berthe Henriette, rue Verhaeren, P ^{on} 4, n ^o 206	23-11-1944	3 ^e »	40
Cardon-Hardon Victoria, rue Fg-de-Roubaix, 1, cour Béhague	11-11-1944	4 ^e »	60
Courmont-Lemaers Emélie, 12, r. Fg-de-Béthune	12-11-1944	3 ^e »	40
Crépin-Sulmon M.-Ant., 101, bd Vauban	12-11-1944	8 ^e »	60
Delobel-Brie Esther, 85, rue d'Emmerin	13-11-1944	5 ^e »	60
Devrient-Denneulin V., 20 ^{bis} , rue Voltaire	17-11-1944	3 ^e »	40
Galbrun-Sadaune Hélène, 25, rue Rabelais	22-11-1944	4 ^e »	60
Hoogstoel-Lobry Loetitia, 5, rue de Bailleul	19-11-1944	4 ^e »	60
Horen-Rever Madeleine, 2 ^{bis} , rue des Sarrazins	3-11-1944	4 ^e »	60
Lecluse-De Dyn Yvonne, 142, av. de Bretagne	9-11-1944	3 ^e »	40
Legrain-Grière Juliette, 6, rue des Vieux-Murs.	12-11-1944	6 ^e »	60
Légrand-Broux M.-Th., 24, rue Justice	2-11-1944	3 ^e »	40
Mercier-Het Raymonde, 18, rue du G.-Gérard	15-11-1944	8 ^e »	60
Pareit-Brunel Ghislaine, rue de Thumesnil, 3, c. Heirault	4-11-1944	5 ^e »	60
Piedanna-Vercagne Vict., rue Montaigne, 4, c. Watteau	7-11-1944	4 ^e »	60
Plisson-Moulard Carmen, bd de Metz Bt 239	2-11-1944	5 ^e »	60
Tobot-Farin Rolande, 33, rue Ed. Bailleux	7-11-1944	3 ^e »	40
Vannier-Schamp Suzanne, 47, r. E.-Doyennette.	7-11-1944	3 ^e »	40
Dubus-Dewilde Marcelle, 14, r. des B.-Rappes.	18-9-1944	5 ^e »	60

Prensier-Ackaert Simone, 100, rue des Bois-Blaancs	10-9-1944	9 ^e »	60
Taverniez-Thierin, Alice, 22, r. de la Halloterie.	24-9-1944	4 ^e »	60
Tison-Van Cauvenberg C., 17, rue Caventou ..	12-9-1944	3 ^e »	40
Chandon-Lemaire Olga, rue Baudin, 17, c. Parent	19-10-1944	7 ^e »	60
Obled-Masion Magdeleine, 22, rue d'Anvers ...	31-10-1944	4 ^e »	60
Roman-Thibault Adrienne, rue Baudin, 17, c. Parent	18-10-1944	6 ^e »	60
Leroy-Verdonck Carmen, 24, r. Chateaubriand.	23-11-1944	3 ^e »	40
Strohbe-Dubrunfaut Sophie, 4, rue Lequenne ..	19-11-1944	10 ^e »	60
Turblin Cappe Lucie, 12, rue du Magasin	25-11-1944	4 ^e »	60
Cauberghe-Dussautois F. 127, rue P.-Lafargue.	3-12-1944	6 ^e »	60
Descamps-Sedin Yvonne, 23, rue L.-Bergot ...	1-12-1944	7 ^e »	60
Géré-Deuninck Armande, 30, rue des Robleds ..	9-12-1944	8 ^e »	60
Hennebutte-Leriche, M.-M., 8, rue V.-Tilmant.	26-12-1944	4 ^e »	60
Kestelot-Delecroix N., 21 ^{bis} , rue J.-Guesde	26-12-1944	6 ^e »	60
Lemai-Derache Hortense, rue de Cantelieu, 2, c. Godart	19-12-1944	6 ^e »	60
Lippens-Roye Jeanne, 174, rue Colbert	22-12-1944	4 ^e »	60
Monclerc-Doucepain Ch., 3, rue La Bruyère ..	3-12-1944	3 ^e »	40
Pannetrat-Dompsin Rose, 24, rue du Ballon ..	26-12-1944	4 ^e »	60
Pierre-Leclercq Odette, 73, rue de Lannoy	27-12-1944	3 ^e »	40
Soubite-Buchon Victoire, 48, rue St-Sauveur ..	12-12-1944	6 ^e »	60
Verfaillie-Branswyck M., 196, rue des Postes ..	3-12-1944	4 ^e »	60
Dereck-Magot Marcelle, 12, rue M.-Mortier	11-11-1944	3 ^e »	40
Rasson-Daubignu Renée, 43, rue Boloduc	9-11-1944	8 ^e »	60
Schiavoni-Portra A. 102 ^{bis} , rue S.-Verhulst	14-11-1944	9 ^e »	60
Comte-Neirinck Germaine, 5, place Genevières	1-12-1944	3 ^e »	40
Manière-Simons, 111, rue J.-Guesde	23-12-1944	3 ^e »	40
Meesseman-Delohel Irène, 25, rue Monge	11-12-1944	3 ^e »	40

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie et M. le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 25 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

STATIONS DE POMPAGES. — Prix de l'énergie électrique.

Haute tension

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 94 ;

Vu le traité d'abonnement pour les fournitures de l'énergie électrique nécessaire aux besoins du Service des Eaux

(forages et pompages) en date du 7 Octobre 1940 et la délibération du Conseil municipal en date du 30 Décembre 1940, approuvée le 10 Mars 1941 ;

Vu les circulaires de M. le Sous-Secrétaire d'Etat des Mines, de l'Electricité et des combustibles liquides, en dates des 19 et 22 Juillet 1937 ;

Vu l'arrêté 11.618 paru au B. O. S. P. du 20 Avril 1945 fixant la valeur des index électriques haute tension à :

637 pour le 3^e trimestre de 1944

705 pour le 4^e trimestre de 1944

879 pour le 1^{er} trimestre de 1945

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le prix de base s'ajoutant à la prime fixe déterminée par le contrat du 7 Octobre 1940, ci-dessus rappelé, pour former l'ensemble du prix de l'énergie électrique haute tension fournie au Service des Eaux (forages et pompages) est fixé à :

	Prix de base	Correction	Prix net arron.
3 ^e trimestre 1944	0,31	0.4235	0 Fr. 73
4 ^e trimestre 1944	0,31	0.4983	0 Fr. 81
1 ^{er} trimestre 1945	0,31	0.6897	1 Fr.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIX MAXIMUM DE L'ENERGIE ELECTRIQUE. — Haute tension

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 94 ;

Vu la concession pour la distribution de l'énergie électrique en date du 24 Juin 1925, approuvée le 17 Février 1926, et l'avenant à cette concession en date du 14 Février 1933, approuvé le 13 Mars 1934 ;

Vu le décret du 13 Septembre 1934 ;

Vu l'arrêté 11.618 paru au B.O.S.P. du 20 Avril 1945, fixant l'index électrique *Haute tension* à :

637 pour le 3^e trimestre 1944

705 pour le 4^e trimestre 1944

879 pour le 1^{er} trimestre 1945

Vu la lettre du 3 Août 1937 de la Compagnie Continentale du Gaz, portant réduction du coefficient de variation applicable au tarif maximum haute tension ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le prix maximum de l'énergie électrique *Haute tension* est fixé comme suit pour :

Puissance souscrite	Pr. de base	Majoration	Prix total	Arrondi à
---------------------	-------------	------------	------------	-----------

Prix des particuliers - 3^e trimestre 1944

Jusqu'à 10 kva ...	0.36	0.7452	1.1052	1 Fr. 11
De 11 à 25 » ...	0.235	»	1.0802	1 Fr. 08
De 26 à 50 » ...	0.31	»	1.0552	1 Fr. 06
De 51 à 100 » ...	0.30	»	1.0452	1 Fr. 05
De 101 à 200 » ...	0.285	»	1.0302	1 Fr. 03
De 201 à 500 » ...	0.26	»	1.0052	1 Fr. 01
Plus de 500 » ...	0.24	»	0.9852	0 Fr. 99

Fournitures à la Ville sur son territoire - 3^e trimestre 1944

Jusqu'à 10 kva ...	0.42912	0.5688	0.99792	1 Fr. 00
De 11 à 25 » ...	0.40912	»	0.97792	0 Fr. 98
De 26 à 50 » ...	0.38912	»	0.95792	0 Fr. 96
De 51 à 100 » ...	0.38112	»	0.94992	0 Fr. 95
De 101 à 200 » ...	0.36912	»	0.93792	0 Fr. 94
De 201 à 500 » ...	0.34912	»	0.91792	0 Fr. 92
Plus de 500 » ...	0.33312	»	0.90192	0 Fr. 90

Prix des particuliers - 4^e trimestre 1944

Jusqu'à 10 kva ...	0.36	0.8258	1.1868	1 Fr. 19
De 11 à 25 » ...	0.335	»	1.1618	1 Fr. 16
De 26 à 50 » ...	0.31	»	1.1368	1 Fr. 14
De 51 à 100 » ...	0.30	»	1.1268	1 Fr. 13
De 101 à 200 » ...	0.285	»	1.1118	1 Fr. 11
De 201 à 500 » ...	0.26	»	1.0868	1 Fr. 09
Plus de 500 » ...	0.24	»	1.0668	1 Fr. 07

Puissance souscrite	Pr. de base	Majoration	Prix total	Arrondi à
---------------------	-------------	------------	------------	-----------

Fournitures à la Ville sur son territoire - 4^e trimestre 1944

Jusqu'à 10 kva ...	0.42912	0.6504	1.07952	1 Fr. 08
De 11 à 25 » ...	0.40912	»	1.05952	1 Fr. 06
De 26 à 50 » ...	0.38912	»	1.03952	1 Fr. 04
De 51 à 100 » ...	0.38112	»	1.03152	1 Fr. 05
De 101 à 200 » ...	0.36912	»	1.01952	1 Fr. 02
De 201 à 500 » ...	0.34912	»	0.99952	1 Fr. 00
Plus de 500 » ...	0.33312	»	0.98352	0 Fr. 98

Prix des particuliers - 1^{er} trimestre 1945

Jusqu'à 10 kva ...	0.36	1.0356	1.3956	1 Fr. 40
De 11 à 25 » ...	0.335	»	1.3706	1 Fr. 37
De 26 à 50 » ...	0.31	»	1.3456	1 Fr. 35
De 51 à 100 » ...	0.30	»	1.3356	1 Fr. 34
De 101 à 200 » ...	0.285	»	1.3206	1 Fr. 32
De 201 à 500 » ...	0.26	»	1.2956	1 Fr. 30
Plus de 500 » ...	0.24	»	1.2756	1 Fr. 28

Fournitures à la Ville sur son territoire - 1^{er} trimestre 1945

Jusqu'à 10 kva ...	0.42912	0.8592	1.28832	1 Fr. 29
De 11 à 25 » ...	0.40912	»	1.26832	1 Fr. 27
De 26 à 50 » ...	0.30912	»	1.24832	1 Fr. 25
De 51 à 100 » ...	0.38112	»	1.24032	1 Fr. 24
De 101 à 200 » ...	0.38912	»	1.22832	1 Fr. 23
De 201 à 500 » ...	0.34912	»	1.20832	1 Fr. 21
Plus de 500 » ...	0.33312	»	1.19232	1 Fr. 19

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIX MAXIMUM DE L'ENERGIE ELECTRIQUE. — Basse tension

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 94 ;

Vu la concession pour la distribution de l'énergie électrique avec la Compagnie Continentale du Gaz, en date du 24 Juin 1925, approuvée par décret du 17 Février 1926, et l'avenant à cette concession, en date du 14 Février 1933, approuvé le 13 Mars 1934 ;

Vu le décret du 13 Septembre 1934, la circulaire ministérielle du 15 Septembre 1934, le décret du 16 Juillet 1935 ;

Vu l'arrêté 11.618 paru au B.O.S.P. du 20 Avril 1945, fixant à 1.476 l'index électrique *Basse tension* ;

Vu la lettre du 5 Juillet 1937 de la Compagnie Continentale du Gaz, portant réduction du coefficient de variation applicable à la force motrice basse tension ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les prix maxima de l'énergie électrique *Basse tension* sont fixés comme suit à partir du 1^{er} Avril 1945 :

ECLAIRAGE :

Particuliers le kwh. : 3 fr. 70
Bâtiments communaux « 3 fr. 07
Services publics : Etat et Département « 3 fr. 64

FORCE MOTRICE :

Particuliers.

Puissances souscrites	Pour une utilisation annuelle	
	Inférieure à 1.000 h.	Egale ou supér. à 1.000
Jusque 5 Kw	2 Fr. 69	2 Fr. 69
Plus de 5 Kw	2 Fr. 69	2 Fr. 65
Bâtiments communaux		
Jusque 5 Kw	2 Fr. 59	2 Fr. 51
Plus de 5 Kw	2 Fr. 55	2 Fr. 47
Services Publics : Etat et Département		
Jusque 5 Kw	2 Fr. 66	2 Fr. 58
Plus de 5 Kw	2 Fr. 61	2 Fr. 54

ECLAIRAGE DES VOIES PUBLIQUES DE LA VILLE :

1° de l'allumage à 24 heures le kwh : 2 fr. 50

2° de 24 heures à l'extinction « 1 fr. 38

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**PRIX MAXIMUM DU METRE CUBE DE GAZ. — Particuliers et
bâtiments communaux**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 94 ;

Vu la concession pour la distribution du gaz, en date du 9
Juillet 1932, approuvée le 29 Octobre 1932 et l'avenant
à cette concession, en date du 14 Avril 1938, approuvé
le 31 Mai 1938 ;

Vu l'arrêté de M. le Commissaire régional de la République à
Lille, en date du 26 Septembre 1944, rendant applicable
pour la distribution de Lille les dispositions de l'arrêté du
19 Octobre 1943 ;

Vu l'arrêté 10.687 paru au B. O. S. P. du 5 Janvier 1945
autorisant l'application des formules du cahier des charges
dans la limite d'une majoration de 6,8 % par rapport
aux prix résultant de l'application de l'arrêté 6.555 ;

Vu les arrêtés des 16 Mai 1944, concernant la récupération de
la taxe de péréquation, et 11 Septembre 1944, concer-
nant le supplément de prix pour le gaz à l'eau dit Cour-
rière Kuhlmann ;

Vu les délibérations du Conseil municipal des 23 Décembre
1937, instituant une taxe de 8 % sur les consommations
pour le chauffage et l'éclairage, et 11 Janvier 1943, ins-
tituant une taxe de 1 % sur les ventes au détail ;

Vu la lettre de la Compagnie continentale du Gaz, en date du
12 Janvier 1945 ;

Prenant pour base du 1^{er} Juin au 30 Novembre 1944 :

1° le prix moyen de la tonne de charbon gras T. V. 20/25
soit : 288 frs 89 ;

2° le salaire horaire moyen des agents de la Compagnie, soit :
17 frs 07 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les prix maximum du mètre cube de gaz, toutes taxes comprises, sont fixés comme suit à compter du 20 Janvier 1945 :

Particuliers	1 fr. 75
Bâtiments communaux	1 fr. 17

ARTICLE 2. — La taxe de 8 % ne sera pas applicable lorsqu'il s'agira de l'éclairage public ou de consommations à caractère nettement industriel.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**PRIX MAXIMUM DU METRE CUBE DE GAZ. — Particuliers et
bâtiments communaux**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 94 ;

Vu la concession pour la distribution du gaz en date du 9 Juillet 1932, approuvée le 29 Octobre 1932 et l'avenant à cette concession, en date du 14 Avril 1938, approuvé le 31 Mai 1938 ;

Vu l'arrêté n° 11.596, paru au B. O. S. P. du 20 Avril 1945 permettant l'application des formules des cahiers des charges dans la mesure où les prix en résultant ne sont pas supérieurs à 157 % des prix précédants ou de 250 % des prix au 1^{er} Septembre 1939 ;

Vu les arrêtés des 16 Mai 1944 concernant la récupération de la taxe de péréquation sur les charbons, et du 8 Janvier 1945 concernant le prix du gaz à l'eau dit Courrières-Kuhlmann ;

Vu les délibérations du Conseil municipal, du 23 Décembre 1937 instituant une taxe de 8 % sur les consommations pour le chauffage et l'éclairage et du 22 Janvier 1945, fixant à 1.50 % la taxe sur les ventes au détail ;

Vu la lettre de la Compagnie continentale du Gaz, en date du 14 Mai 1945 ;

Prenant pour base du 1^{er} Juin au 30 Novembre 1944 :

1° le prix moyen de la tonne de charbon gras T. V. 20/25, soit : 288 frs 89 ;

2° le salaire horaire moyen des agents de la Compagnie, soit : 17 frs 07 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les prix maximum du mètre cube de gaz, toutes taxes comprises, sont fixés comme suit pour les consommations relevées postérieurement au 29 Avril 1945 :

Particuliers 2 fr. 06

Bâtiments communaux 1 fr. 37

ARTICLE 2. — La taxe de 8 % ne sera pas applicable lorsqu'il s'agira de l'éclairage public ou de consommation à caractère nettement industriel.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIX MAXIMUM DU METRE CUBE DE GAZ. — Particuliers et bâtiments communaux

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 94 ;

Vu la concession pour la distribution du gaz en date du 9 Juillet 1932, approuvée le 29 Octobre 1932 et l'avenant à cette concession, en date du 14 Avril 1938, approuvé le 31 Mai 1938 ;

Vu l'arrêté n° 11.596, paru au B. O. S. P. du 20 Avril 1945 permettant l'application des formules des cahiers des charges dans la mesure où les prix en résultant ne sont pas supérieurs à 157 % des prix précédents ou de 250 % des prix au 1^{er} Septembre 1939 ;

Vu les arrêtés des 16 Mai 1944 concernant la récupération de la taxe de péréquation sur les charbons, et du 8 Janvier 1945 concernant le prix du gaz à l'eau dit Courrières-Kuhlmann ;

Vu les délibérations du Conseil municipal, du 23 Décembre 1937 instituant une taxe de 8 % sur les consommations pour le chauffage et l'éclairage et du 22 Janvier 1945, fixant à 1.50 % la taxe sur les ventes au détail ;

Vu la lettre de la Compagnie continentale du Gaz en date du 14 Mai 1945 ;

Prenant pour base du 1^{er} Juin au 30 Novembre 1944 :

1° le prix moyen de la tonne de charbon gras T. V. 20/25, soit 288 frs 89 ;

2° le salaire horaire moyen des agents de la Compagnie, soit 17 frs 07 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les prix maximum du mètre cube de gaz, toutes taxes comprises, sont fixés comme suit pour les consommations relevées postérieurement au 29 Avril 1945 :

Particuliers 2 fr. 06

Bâtiments communaux 1 fr. 37

ARTICLE 2. — La taxe de 8 % ne sera pas applicable lorsqu'il s'agira de l'éclairage public ou de consommation à caractère nettement industriel.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Emploi de chef d'équipe et de
jardinier mosaïste. Commission consultative**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel ouvrier ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence et par délégation sous la présidence de M. Rousseaux, adjoint délégué au personnel, membres de la Commission Consultative appelée à donner son avis sur le tableau d'avancement pour l'emploi de chef d'équipe et de jardinier mosaïste au Service des promenades et jardins.

MM. Martin, Secrétaire général de la Mairie ;
Bossard, Directeur du Service des promenades et jardins ;
Vandewiele, Chef adjoint du Service de la Voie publique ;
Van Noten et Goval, délégués de l'Organisation syndicale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CODE DES ARRETES MUNICIPAUX. — Article 925.

Horaire des ventes sur le carreau des Halles Centrales

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884 ;
Vu notre arrêté du 5 Octobre 1944 ;
Vu l'avis de la Commission municipale des Halles et Marchés
en date du 20 Juin 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A compter du 1^{er} Juillet 1945, l'article 925 du Code des Arrêtés municipaux est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ARTICLE 925. — Les ventes sur le carreau des Halles Centrales ont lieu tous les jours de sept heures à dix heures trente pendant les mois de Mars, Avril, Mai, Juin, Juillet, Août et Septembre.

Les ventes ont lieu tous les jours, sauf le Lundi, de huit heures à dix heures trente pendant les mois d'Octobre, Novembre, Décembre, Janvier et Février.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CONSEIL DE DISCIPLINE. — Comparution. Arthur Delesalle

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence et par délégation sous la présidence de M. Gaston Rousseaux, Adjoint-délégué au personnel, membres du Conseil de Discipline appelé à statuer sur la sanction disciplinaire à infliger à M. Arthur Delesalle, déféré devant ledit Conseil.

MM. Martin, Secrétaire général de la Mairie ;

Claie, Chef de la 5^e division ;

M^{lle} Garemin, Chef de Bureau, Service du Contentieux ;

MM. Sénaffe et Hans, délégués de l'organisation syndicale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CONSEIL DE DISCIPLINE. — Comparution. Charles Dufour

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut des fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence et par délégation sous la présidence de M. Gaston Rousseaux, adjoint délégué au personnel, membres du Conseil de Discipline appelé à statuer sur la sanction disciplinaire à infliger à M. Charles Dufour, déféré devant le dit Conseil ;

MM. Martin, Secrétaire général de la Mairie ;

Claie, Chef de la 5^e division ;

M^{lle} Garemin, Chef de Bureau, Service du Contentieux ;

MM. Dudermel et Van Noten, délégués de l'Organisation syndicale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CONSEIL DE DISCIPLINE. — Comparution. M^{me} Barbier

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence et par délégation sous la présidence de M. Gaston Rousseau, Adjoint délégué au personnel, membres du Conseil de Discipline, appelé à statuer sur la sanction disciplinaire à infliger à M^{me} Barbier, déférée devant le dit Conseil :

MM. Martin, Secrétaire général de la Mairie ;

Claie, Chef de la 5^e division ;

M^{lle} Garemin, Chef de Bureau Service du Contentieux ,

MM. Gisselaire et Descamps, délégués de l'Organisation syndicale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CONSEIL DE DISCIPLINE. — Comparution. M^{lle} Suzanne Barnabé.

Commis auxiliaire

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence et par délégation sous la présidence de M. Gaston Rousseaux, Adjoint délégué au personnel, membres du Conseil de Discipline, appelé à statuer sur la sanction disciplinaire à infliger à M^{lle} Suzanne Barnabé, déférée devant ledit Conseil ;

MM. Martin, Secrétaire général de la Mairie ;
Claie, Chef de la 5^e division ;

M^{lle} Garemin, Chef de Bureau, Service du Contentieux ;

MM. Gisselaire et Descamps, délégués de l'Organisation syndicale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Aide-paveur. Démission.
François Brasdefer

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 12 Juin 1945 par laquelle M. François Brasdefer, aide-paveur affecté au Service de la Voie publique, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. François Brasdefer, aide-paveur, affecté au Service de la Voie publique, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 13 Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 29 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat général. Contentieux.
Démission. M^{lle} Cécile Frutsaert

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;
Vu la lettre en date du 8 Juin 1945, par laquelle M^{lle} Cécile Frutsaert, expéditionnaire affectée au Secrétariat général, service du Contentieux, donne sa démission ;

ARRÊTONS : .

ARTICLE 1. — M^{lle} Cécile Frutsaert, expéditionnaire affectée au Secrétariat général, Service du Contentieux, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 17 Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 29 Juin 1945

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

SERVICE MUNICIPAUX. — Cimetière. Fossoyeur. Démission.
Charles Hendryckx

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le statut du personnel auxiliaire ;
Vu la lettre en date du 7 Juin 1945, par laquelle M. Charles Hendryckx, fossoyeur affecté au cimetière de l'Est, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Charles Hendryckx, fossoyeur affecté au cimetière de l'Est, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 8 Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 29 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division. Congé sans solde.

Maurice Delvau

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 18 Juin 1945 par laquelle M. Maurice Delvau, expéditionnaire affecté au 2^e Bureau de la 5^e division, sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de six mois, sans solde, est accordé à M. Maurice Delvau, expéditionnaire affecté au 2^e Bureau de la 5^e division.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé, M. Delvau ne pourra réintégrer ces fonctions qu'autant qu'une vacance d'emploi existera dans le service et sous réserve d'un avis favorable émis par l'Administration municipale à la demande que devra formuler l'intéressé, en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Juin 1945

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

HYGIENE. — Statistique sanitaire du mois de juin 1945

I. — RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

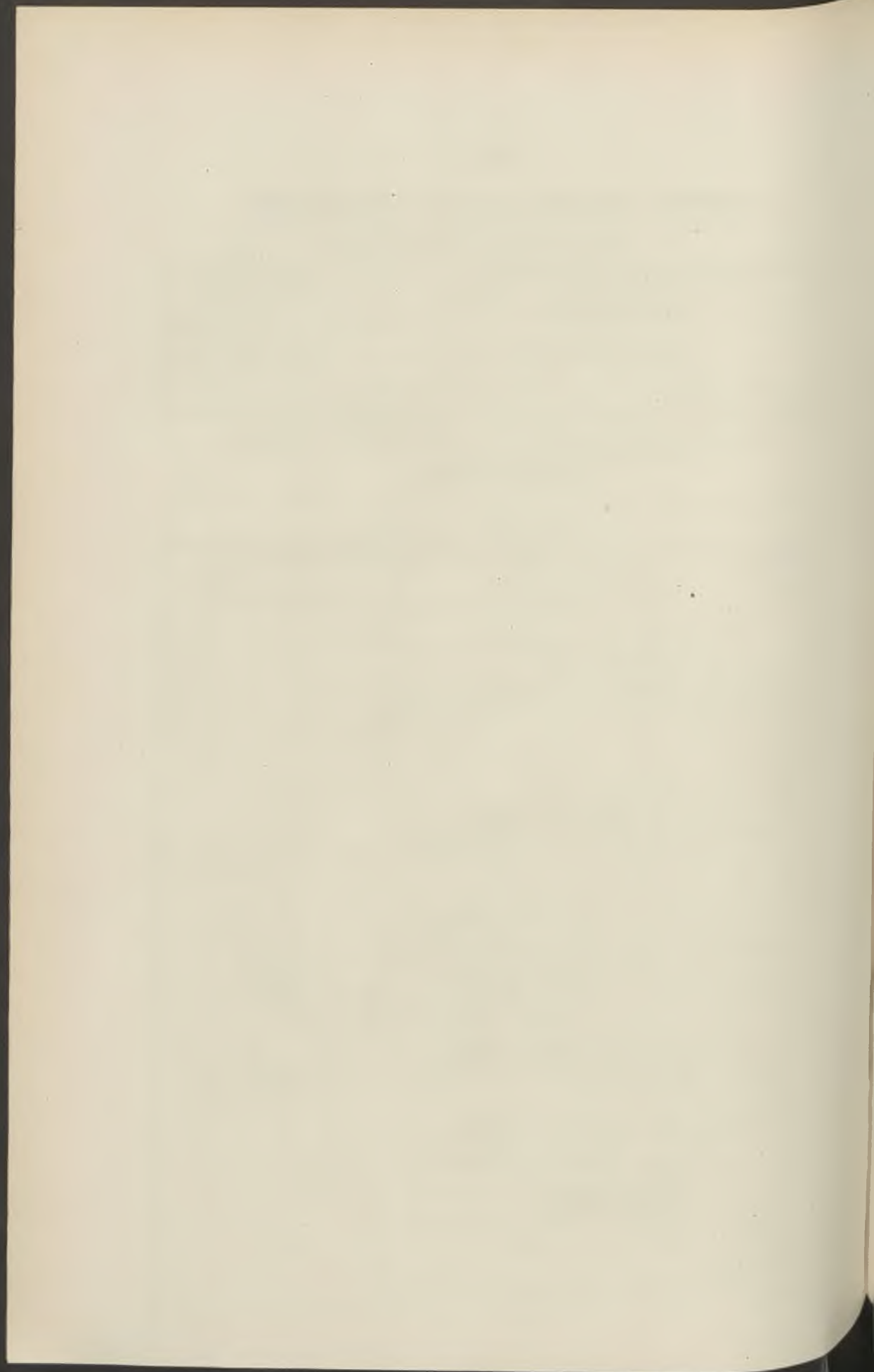
MARIAGES	DIVORCES	NAISSANCES			MORT-NES			DECES (mort nés non compris)	ENFANTS MIS EN NOURRICE		
		Mort-nés non compris			Légitimes	Illégitimes	Total		NÉS dans la commune		NÉS hors de la commune placés dans la commune
		Légitimes	Illégitimes	Total					PLACÉS hors de la commune	PLACÉS dans la commune	
152	26	330	62	392	7	3	10	276	1	3	0

II. — RÉPARTITION DES DÉCÈS PAR CAUSE ET PAR AGE

(Mort-nés non comptés)

(Ce tableau doit comprendre tous les décès sans exception survenus sur le territoire de la commune).

NUMÉROS d'ordre	CAUSES DE DECES <i>Nomenclature internationale</i>	MOINS de 1 AN	De 1 à 19 ans	De 20 à 39 ans	De 40 à 59 ans	De 60 ans et au delà	TOTAUX
1	Fièvre typhoïde	"	"	"	"	"	"
2	ou paratyphoïde (Typhus abdominal)	"	"	"	"	"	"
3	Typhus exanthématique	"	"	"	"	"	"
4	Fièvre et Cachexie paludéennes	"	"	"	"	"	"
5	Variole	"	"	"	"	"	"
6	Rougeole	"	"	"	"	"	"
7	Scarlatine	"	"	"	"	"	"
8	Coqueluche	"	"	"	"	"	"
9	Diphtérie et Croup	2	1	"	"	"	3
10	Grippe	"	"	"	"	"	"
11	Choléra asiatique	"	"	"	"	"	"
12	Entérite cholériforme	"	"	"	"	"	"
13	Autres maladies épidémiques	1	"	"	"	"	1
14	Tuberculose de l'appareil respiratoire	"	2	6	9	3	20
15	Tuberculose des méninges ou du système nerveux central	"	1	1	1	"	3
16	Autres Tuberculoses	"	1	2	"	1	4
17	Cancer et autres Tumeurs malignes	"	"	1	12	27	40
18	Méningite simple	1	"	"	"	"	1
19	Hémorragie et Ramolissement du cerveau ..	"	"	1	1	10	12
20	Maladies du cœur (non compris angine de poitrine)	"	"	2	5	29	36
21	Bronchite aiguë (y compris les bronchites sans épithète de moins de 5 ans)	1	"	"	"	"	1
22	Bronchite chronique (y compris les bronchites sans épithète de 5 ans et plus)	"	"	"	"	1	1
23	Pneumonie	"	"	"	"	"	"
24	Autres Affections de l'appareil respiratoire (Phtisie exceptée)	5	1	1	4	12	23
25	Affections de l'estomac (Cancer excepté)	"	"	"	4	1	5
26	Diarrhée et Entérite (Au-dessous de deux ans) ..	18	3	"	"	"	21
27	Appendicite et Typhlite	"	"	"	"	1	1
28	Hernie, Obstruction intestinale	"	"	2	4	"	6
29	Cirrhose du foie	"	"	"	1	"	1
30	Néphrite aiguë ou chronique	"	"	"	3	5	8
31	Tumeurs non cancéreuses et autres affections des organes génitaux de la femme	"	"	"	"	"	"
32	Septicémie puerpérale (Fièvre, Péritonite, Phlébite puerpérales)	"	"	1	"	"	1
33	Autres Accidents puerpuraux de la grossesse et de l'accouchement	"	"	1	"	"	1
34	Débilité congénitale et Vices de conformation ..	4	"	"	"	"	4
35	Sénilité	"	"	"	"	8	8
36	Morts violentes (suicide excepté)	"	3	5	2	4	14
37	Suicide	"	"	1	3	2	6
38	Autres Maladies	2	2	2	10	23	39
	Maladie inconnue ou mal définie	"	"	5	4	7	16
	TOTAUX	34	14	31	63	134	276



BULLETIN ADMINISTRATIF

SOMMAIRE

	Page
Administration Municipale :	
<i>Code des arrêtés municipaux :</i>	
Article 278. Modifications	585
Articles 524 à 557. Modifications	594
Articles 558-559-560-561. Modifications	588
Article 1.030. Modifications	579
Administrations Diverses :	
<i>Agriculture :</i>	
Lutte contre le doryphore	567
<i>Reconstruction et Urbanisme :</i>	
Travaux topographiques en vue de l'établissement du projet d'aménagement Communal	553
Enseignement des Beaux-Arts :	
<i>Ecole des Beaux-Arts :</i>	
Professeur. Cours supérieur de sculpture. Concours sur titres	580
Professeur de dessin. Concours sur titres	578
Nomination. M. Omer Lecroart	583
Professeur Debate	581
Professeur. Georges Gorrier	582
Professeur. Gaston Molière	584
Démission. Paul Lenglar	584

Ecole Régionale d'Architecture :

Professeur de Chimie et de Physique. Nomination Robert Picoux	612
Professeur de Chimie et de Physique. Démission. Bartel	612

Conservatoire :

Commission de Surveillance et de Patronage. Membres. Nominations	615
Professeur. M. Legrand	607

Œuvres diverses :

Prime à la natalité :

1 ^{re} fraction. Bénéficiaires	590
1 ^{re} et 2 ^{me} fraction. Bénéficiaires	592

Fondation Boucher de Perthes :

Attribution de prime. M ^{lle} René Pontois	571
-----------------------------------------------------------	-----

Dépenses :

Régisseurs :

Pierre Hibon	562
Gaston Lemaire	620
Fondation Boucher de Perthes. Lerouge	572

Hygiène :

Statistique Sanitaire :

Mois de Juillet 1945	621
----------------------------	-----

Vidange des fosses d'aisances :

Injonction. M. Defrennes	608
--------------------------------	-----

Police :

Voie Publique :

Immeuble menaçant ruine. Mise en demeure. 18 rue Balzac	600
Immeuble menaçant ruine. 18 rue Balzac. Mise en demeure. Evacuation Demaen	602

Services Municipaux :

Généralités :

Tous Services et Divisions. Promotions	568
Service des Fêtes. Réorganisation. Prise en charge par l'Etat-Civil	609
Expéditionnaires. Recrutement. Jury de Concours ..	573
Expéditionnaires. Recrutement. Programme du Con- cours	555

Cadre Principal :

Secrétariat Général :

Secrétaire Général Adjoint. Nomination. M. Emile Lefebvre	616
Affectation. Fernand Looten	560
Mutation. André Looten	568
M ^{me} Odette Bonamis	586

Première Division :

Affectation. Raymond Dernoncourt	614
Commis. Reclassement. Lionet	610

Deuxième Division :

Nominations :

Ernest Wassen	617
Lucien Jacquemont	587

Affectation :

René Mille	559
Léon Sergeant	565
Démission. Lucien Jacquemont	605
Congé avec demi-solde. Henri Bart	557

Troisième Division :

Affectations :

Alfred Dollé	559
Lucien Descamps	577
Jules Levragne	614

Quatrième Division :

Nominations :

Jean Baptiste Lionet	558
Roger Van Hagendoren	571
Affectation. Georges Menez	560

Cinquième Division :

Congé sans solde. Renouvellement. René Godart	593
----------------------------------------------------	-----

Police :

Abrogation d'arrêté. Georges Blicquit	564
---------------------------------------------	-----

Octroi :

Remboursement de Cautionnement à l'Etoile Com- merciale	603
------------------------------------------------------------------	-----

Sapeurs-Pompiers :

Nominations diverses	615
----------------------------	-----

Cadre Auxiliaire :

Secrétariat Général :

Affectation. André Lawrent	563
Démissions :	
Marcel Richez	604
Jean Keerle	606

Première Division :

Affectation. André Cézard	566
Nomination. Lucien Harinek	619
Réintégrations :	
Jean Lefebvre	570
Louis Vanghehuchten	611
Démissions :	
Victor Cuvillon	605
M ^{lle} Cécile Delecourt	607
Congé sans solde. M ^{me} Lionet	561

Deuxième Division :

Nominations :

Henri François	619
Emile Sory	619
Arsène Bauwens	618
André Vereruyse *	586
Alphonse Andrianssens	563
Alfred Diérendonck	576
Démission. Marcel Leignel	556
Congé sans solde. Jules Verhaeghe	566

Troisième Division :

Congé sans solde. M ^{lle} Suzanne Barnabé	557
----------------------------------------------------------	-----

Quatrième Division :

Nominations :

Arthur Meunier	613
Albert Testelin	610
Démission. Robert Darrigrand	569

**ADMINISTRATIONS DIVERSES. — Reconstruction
et Urbanisme**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DU NORD**

3^{me} Division
3^{me} Bureau

Objet : LILLE

Travaux topographiques en
vue de l'établissement du pro-
jet d'aménagement communal.

Le Préfet du Nord,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la dépêche en date du 18 Juin 1945 de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme tendant à l'intervention d'un arrêté préfectoral autorisant M. Marché, géomètre à Lille, 180 rue d'Artois, titulaire d'un contrat passé avec l'Etat pour l'établissement du plan topographique de la Commune de Lille, à pénétrer dans les propriétés privées sises dans cette commune pour y exécuter des opérations topographiques nécessaires à l'établissement dudit plan destiné à l'étude du projet d'aménagement de cette localité qui doit être dressé selon les dispositions de l'acte dit « loi d'Urbanisme du 15 Juin 1945 ».

Vu l'acte dit loi n° 374 du 6 Juillet 1945 fixant les dispositions relatives à l'exécution, sur la propriété privée, de travaux de triangulation, d'arpentage ou de nivellement pour le compte de l'Etat, des Départements et des Communes ainsi qu'à l'installation et à la conservation des bornes, repères et balises ainsi qu'à l'établissement d'infrastructures et de signaux élevés ;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 29 Décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

Considérant qu'il importe de faciliter l'exécution des travaux topographiques prévus au contrat passé entre Monsieur

le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, agissant au nom et pour le compte de l'Etat et M. Marché, géomètre à Lille, 180 rue d'Artois, qui sont nécessaires à l'établissement du plan d'aménagement de la Ville de Lille ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — M. Marché, géomètre à Lille, 180 rue d'Artois, ainsi que les opérateurs appelés à le seconder pour la réalisation des travaux topographiques prévus au contrat intervenu au nom et pour le compte de l'Etat entre M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme et M. Marché sont délégués dans les droits détenus par l'Administration en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 29 Décembre 1892 pour pénétrer dans les propriétés privées.

En exécution de cette délégation, M. Marché géomètre à Lille et les opérateurs appelés à le seconder sont autorisés à procéder à toutes les opérations de levé de plan, de nivellement et autres que pourrait exiger l'établissement du plan topographique de Lille et à pénétrer à cet effet dans les propriétés privées, même closes, sises sur le territoire de la Commune de Lille.

ARTICLE 2. — Chacun des agents chargés de procéder aux études dont il s'agit sera muni d'exemplaire du présent arrêté qui devra être présenté à toute réquisition.

ARTICLE 3. — Il est interdit de pénétrer dans les maisons d'habitation.

ARTICLE 4. — L'introduction des opérateurs susvisés dans les propriétés privées et closes ne pourra avoir lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 1^{er} de la loi du 29 Décembre 1892, inséré à la suite du présent arrêté.

ARTICLE 5. — Les dispositions prévues par l'article 1^{er} du présent arrêté seront périmées de plein droit si elles ne sont pas suivies d'exécution dans les six mois de sa date.

ARTICLE 6. — Ampliation du présent arrêté sera adressée :

1°) à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme pour notification à M. Marché à qui l'Administration a délégué ses droits ;

2°) à M. le Maire de Lille, chargé d'en assurer l'exécution, notamment en ce qui concerne la publication et l'affichage en

la forme ordinaire et la notification aux propriétaires de terrain clos.

Lille, le 26 Juin 1945.

Pour le Préfet du Nord,

Le Conseiller de Préfecture délégué,

LUZY.

pour expédition conforme.

Le Chef de Division délégué,

DELANNOY.

Extrait de la loi du 29 Décembre 1892.

ARTICLE 1. — Les Agents de l'Administration ou les personnes auxquelles elle délègue ses droits ne peuvent pénétrer dans les propriétés privées pour y exécuter les opérations nécessaires à l'étude des projets de travaux publics civils ou militaires, exécutés pour le compte de l'Etat, des départements ou des communes, qu'en vertu d'un arrêté préfectoral indiquant les communes sur les territoires desquels les études doivent être faites. L'arrêté est affiché à la Mairie de ces communes au moins dix jours avant et doit être représenté à toute réquisition.

L'introduction des Agents de l'Administration ou des particuliers à qui elle délègue ses droits ne peut être autorisée à l'intérieur des maisons d'habitation ; dans les autres propriétés closes, elle ne peut avoir lieu que cinq jours après notification au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété.

A défaut de gardien connu, demeurant dans la commune, le délai ne court qu'à partir de la notification au propriétaire faite en la Mairie ; le délai expiré, si personne ne se présente pour permettre l'accès, lesdits agents ou particuliers peuvent entrer avec l'assistance du Juge de Paix.

Il ne peut être abattu d'arbres fruitiers, d'ornements ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur leur valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires pour l'évaluation des dommages.

A la fin de l'opération, tout dommage causé par les études

est réglé, entre le propriétaire et l'Administration, dans les formes indiquées par la loi du 22 Juillet 1889.

Pour copie conforme,
Pour le Maire de Lille,
L'Adjoint délégué
J. CLAES.

SERVICES MUNICIPAUX. — Expéditionnaires.
Recrutement. Programme du concours.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un concours pour le recrutement d'expéditionnaires aura lieu à l'Hôtel de Ville le vendredi 13 Juillet 1945.

ARTICLE 2. — Ce concours est réservé uniquement aux jeunes agents du cadre auxiliaire âgés de 18 ans au moins au 30 Juin 1945, ayant suivi assidûment le cours supérieur de formation professionnelle.

ARTICLE 3. — Les épreuves de ce concours, qui seront cotées de 0 à 20, comprendront :

Épreuves écrites :

	<i>Coefficient</i>
Orthographe	2
Écriture (la dictée servant de composition d'écriture)	1
Calcul	1
Composition française	3

Épreuves orales portant sur une question de :

Morale	1
Histoire	1
Géographie	1

Pour être admis à participer aux épreuves orales, les candidats devront avoir obtenu au moins 92 points aux épreuves écrites, toute note inférieure à 12 en composition française, à 10 en orthographe, et à 5 en écriture et en calcul, étant éliminatoire.

Pour être déclarés admissibles à l'emploi d'expéditionnaire, les candidats devront avoir totalisé au moins les 2/3 des points, soit 132 points.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 2 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Propreté publique.
Balayeur. Démission. Marcel Leignel.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Leignel, balayeur affecté au Service de la Propreté Publique, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 2 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 3e division. Congé sans solde.
M^{lle} Suzanne Barnabé.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 25 Juin 1945 par laquelle M^{lle} Suzanne Barnabé, Commis auxiliaire affectée au 3^{me} Bureau de la 3^{me} Division, sollicite un congé sans solde pour raison de santé ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de trois mois, sans solde, est accordé à M^{lle} Suzanne Barnabé, Commis auxiliaire affectée au 3^{me} Bureau de la 3^{me} Division.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé, M^{lle} Barnabé ne pourra réintégrer ses fonctions qu'autant qu'une vacance d'emploi existera dans le service et sous réserve d'un avis favorable émis par l'Administration Municipale à la demande que devra formuler l'intéressée, en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 2 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2e division. Promenades
et jardins. Ouvrier paveur. Congé avec demi-solde. Henri Bart.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 24 ;

Vu nos arrêtés antérieurs accordant un congé de longue durée à M. Henri Bart, Ouvrier paveur détaché au Service des Promenades et Jardins ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de trois mois, avec demi-traitement, est accordé à M. Henri Bart, Ouvrier paveur détaché au Service des Promenades et Jardins.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 2 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^e division. Commis.

Nomination. Jean-Baptiste Lionet.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu les 29 Janvier et 12 Mars 1939, pour l'emploi de commis aux écritures ;

Vu notre arrêté du 31 Mars 1939, entérinant le tableau de classement du dit concours ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jean-Baptiste Lionet, né à Denain le 7 Décembre 1914, est nommé commis aux écritures stagiaire, en remplacement numérique de M. Joly, retraité.

ARTICLE 2. — M. Lionet est versé dans la 4^{me} classe de son emploi, au traitement annuel de 12.600 francs.

ARTICLE 3. — M. Lionet est affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division, Service des Enquêtes.

ARTICLE 4. — M. Lionet est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux, toutefois sa titularisation n'interviendra qu'à l'expiration d'un stage minimum de six mois, et dans les conditions fixées par le statut du personnel municipal.

ARTICLE 5. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 4 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Promenades et jardins. Prisonnier de guerre libéré. Affectation. René Mille.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. René Mille, commis aux écritures, Prisonnier de guerre libéré, est affecté au Service des Promenades et Jardins.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est, chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 4 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^e division. Commis principal. Prisonnier de guerre libéré. Affectation. Alfred Dolle.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Alfred Dolle, Commis-principal, Prisonnier de guerre libéré, est affecté au 3^{me} bureau de la 3^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 4 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^e division. Commis. Prisonnier de guerre libéré. Affectation. Georges Menez.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Georges Menez, Commis aux écritures, Prisonnier de guerre libéré, est affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division, Service des Enquêtes.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 4 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Contentieux. Commis. Prisonnier de guerre libéré. Affectation. Fernand Looten.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Fernand Looten, Commis aux écritures, Prisonnier de guerre libéré, est affecté au Secrétariat Général. Service du Contentieux.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 4 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Expéditionnaire.

Congé sans solde. M^{me} Lionet.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 29 Juin 1945 par laquelle M^{me} Lionet, expéditionnaire affectée au 3^{me} Bureau de la 1^{re} Division, sollicite un congé sans solde.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de trois mois, sans solde, est accordé à M^{me} Lionet, expéditionnaire affectée au 3^{me} Bureau de la 1^{re} Division.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé, M^{me} Lionet ne pourra réintégrer ses fonctions qu'autant qu'une vacance d'emploi existera dans le service et sous réserve d'un avis favorable émis par l'Administration Municipale à la demande que devra formuler l'intéressée, en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 4 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

DEPENSES. — Régisseur. Pierre Hibon.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 153 ;

Vu l'instruction générale des Finances du 20 Juin 1859, article 993 ;

Vu la reprise d'activité et la réorganisation du service des Grands Travaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est nommé régisseur de dépenses pour l'année 1945, en remplacement de M. D'Hoossche, M. Pierre Hibon, commis principal, pour le paiement des salaires des ouvriers occupés à l'exécution des grands travaux. Une somme égale au montant des rôles de salaires sera mise à sa disposition.

En outre, deux avances de 5.000 francs et de 25.000 francs lui seront consenties pour lui permettre : la première, l'achat au comptant de l'outillage et de matériaux nécessaires au fonctionnement du service des grands travaux ; la seconde, le paiement des ouvriers venant à quitter le chantier dans le courant d'une quinzaine.

En cas d'absence, M. Hibon sera remplacé par M. Lévrague, chef de bureau.

ARTICLE 2. — M. Hibon est tenu de régulariser son avance à la Recette Municipale dans les trois jours qui suivent le paiement des salaires.

ARTICLE 3. — Le régisseur est assujetti à la réalisation d'un cautionnement de 150.000 francs qui pourrait être garanti par l'Association Française de Cautionnement Mutuel.

ARTICLE 4. — Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} Juillet 1945.

ARTICLE 5. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 4 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Contentieux. Rédacteur
auxiliaire. Prisonnier de guerre libéré. Affectation.
André Laurent.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. André Laurent, rédacteur auxiliaire, prisonnier de guerre libéré, est affecté au Secrétariat Général, Service du Contentieux.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 4 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Promenades
et jardins. Garde municipal. Nomination. Alphonse Adrianssens.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Alphonse Adrianssens, balayeur affecté au Service de la Propreté Publique, est nommé garde municipal au Service des Promenades et Jardins, en remplacement de M. Gaston Ruelle, réintégré dans la Police d'Etat.

ARTICLE 2. — M. Adrianssens est versé dans la 7^{me} classe de la catégorie II du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 4 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Abrogation d'arrêté.

Georges Blicquit.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu l'arrêté de notre prédécesseur en date du 28 Janvier 1942 suspendant de ses fonctions M. Georges Blicquit, Gardien de la paix ;

Vu la demande par laquelle M. Blicquit sollicite le mandatement du salaire dont il a été ainsi privé pendant la période du 2 Février au 14 Mars 1942 ;

Considérant que l'examen du dossier et des renseignements complémentaires qui ont été recueillis il résulte que M. Blicquit a fait, à l'époque susvisée, l'objet d'une mesure d'incarcération par la police allemande pour falsification de cartes d'identité ;

Considérant que les cartes dont il s'agit étaient destinées à des Français et que l'intéressé a fait, par ailleurs, l'objet d'une mesure de réintégration dans la Police Régionale d'Etat ;

Vu l'ordonnance du 4 Juillet 1943 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'arrêté en date du 28 Janvier 1942 suspendant M. Georges Blicquit de ses fonctions est rapporté.

ARTICLE 2. — Il sera fait application à M. Blicquit des dispositions de l'article 6 de l'ordonnance susvisée en ce qui concerne, notamment le montant des salaires qui lui sont ainsi dûs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 6 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Voirie.

Contrôleur. Léon Sergeant.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu l'arrêté de M. le Préfet du Nord en date du 13 Juin 1945 prononçant la rétrogradation de M. Léon Sergeant, Chef de Bureau de la Mairie, dans l'emploi de contrôleur de voirie, fonction administrative qu'il occupait antérieurement à sa nomination comme chef de bureau ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 23 Avril 1945 approuvée par M. le Préfet le 25 Mai 1945, portant modification de l'échelle des traitements du personnel municipal titulaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Léon Sergeant, Chef de bureau affecté au Secrétariat particulier, est rétrogradé dans l'emploi de contrôleur de voirie.

ARTICLE 2. — M. Léon Sergeant est versé dans la 1^{re} classe de son emploi, au traitement annuel de 28.000 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Mars 1943.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 6 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2e division. Promenades
et jardins. Congé sans solde. Jules Verhaeghe.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 30 Juin 1945 par laquelle M. Jules Verhaeghe, manœuvre spécialisé affecté au service des Promenades et Jardins, sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé sans solde de 15 jours est accordé à M. Jules Verhaeghe, manœuvre spécialisé affecté au service des Promenades et Jardins.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 4 Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 6 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Expéditionnaire.
Prisonnier de guerre libéré. Affectation. André Cezard.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. André Cézard, coursier au Secrétariat Général, Prisonnier de guerre libéré, est nommé expéditionnaire affecté au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, en remplacement de M^{lle} Jeanne Betremieux.

ARTICLE 2. — M. Cézard est versé dans la 6^{me} classe de la

catégorie III du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.000 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 6 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ADMINISTRATIONS DIVERSES. — Agriculture.

Lutte contre le doryphore.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 92 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 Janvier 1942 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Toute personne cultivant la pomme de terre sur le territoire de la Ville de Lille : a) est tenue de rechercher la présence éventuelle du Doryphore dans ses cultures. Dès qu'elle l'a constatée, elle doit en aviser le Président du Syndicat de défense, ou à son défaut le Maire qui avertit d'urgence le Directeur des Services Agricoles ; b) doit détruire les œufs, larves et adultes du doryphore, dès leur apparition dans les cultures, d'abord par un ramassage soigné, puis par des traitements arsenicaux.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 6 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Personnel titulaire.

Tous services et divisions. Promotions.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du personnel titulaire, est fixé comme suit pour le mois de Juillet 1945 :

Noms et Prénoms	Fonction	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
Grands Travaux				
M. Levrague Paul	Chef de bureau	1 ^{re}	36.000	16 Juillet 1945.
Services Publics				
M. Martin Léon	Commis principal	3 ^{me}	18.600	16 Juillet 1945.
3^{me} Division				
MM. Agache Marceau ..	Peseur	1 ^{re}	15.240	1 ^{er} Juillet 1945.
Delattre Pierre	Commis principal	4 ^{me}	17.400	1 ^{er} Juin 1945.
4^{me} Division				
M. Degrave Léon	Concierge	4 ^{me}	13.560	1 ^{er} Juillet 1945.
M ^{me} Hecquet Marguerite	Professeur (alto)	7 ^{me}	7.500 (6 h.)	1 ^{er} Juillet 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 6 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat général.

Personnel. Mutation. André Looten.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. André Looten, commis principal affecté au 3^{me} Bureau de la 3^{me} Division, est muté en la même qualité au Secrétariat général service du personnel.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 9 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^e division. Enquêteur.

Démission. Robert Darrigrand.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 12 Juin 1945, par laquelle M. Robert Darrigrand, enquêteur affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division, donne sa démission.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Robert Darrigrand, enquêteur affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 25 Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 9 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Expéditionnaire.
Réintégration. Jean Lefebvre.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Considérant que M. Jean Lefebvre, entré dans les Services Municipaux le 20 Septembre 1940, chauffeur au service des Transports, a cessé son service en Août 1943 pour ne pas répondre à un ordre de réquisition qui lui avait été adressé par le S.T.O.

Qu'il a été réintégré dans les services à la date du 1^{er} Février 1945 ;

Qu'il y a lieu, en conséquence, de tenir compte, pour la détermination de son salaire actuel, du temps de service qu'il a accompli antérieurement à sa réquisition.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jean Lefebvre né le 8 Juin 1922, est réintégré dans les Services Municipaux à compter du 1^{er} Février 1945 en qualité d'expéditionnaire affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, Service des Elections.

ARTICLE 2. — M. Lefebvre est versé dans la 6^{me} classe de la catégorie III du Personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.000 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Juillet 1944.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 9 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^e division.

Institut Denis-Diderot. Ouvrier instructeur.

Nomination. Roger Van Hagendoren.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la lettre de M. le Ministre de l'Education Nationale en date du 31 Mai 1945.

Sur la proposition de M. le Directeur de l'Institut Denis-Diderot.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Roger Van Hagendoren, né à Lille le 8 Mai 1920, est nommé, à titre provisoire, ouvrier instructeur « dessinateur lithographe » à l'Institut Denis-Diderot, en remplacement de M. Monnatte, décédé.

ARTICLE 2. — M. Van Hagendoren sera assimilé pour son service aux ouvriers instructeurs et recevra une indemnité, payable mensuellement — non soumise à retenue pour le service de la Caisse des Retraites — calculée au taux horaire de 40 francs 60.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 9 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**FONDATION BOUCHER DE PERTHES. — Attribution
de prime. M^{lle} Renée Pontois.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu le legs fait à la Ville par M. Boucher de Perthes, accepté par le Conseil municipal le 23 Juillet 1874 et approuvé par le décret du 23 Juillet 1876 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 30 Octobre 1891 qui donne au Maire seul le droit d'attribuer les primes de la dite fondation ;

Vu le budget des dépenses pour 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La prime de 550 francs de la fondation Boucher de Perthes est attribuée à :

M^{lle} Renée Pontois, 19 ans, employée, demeurant, 44, rue du Long-Pot, cour Delbart, 5, qui se dévoue d'une manière admirable pour son père aveugle et ses petits frère et sœur dont elle est le seul soutien.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 9 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**FONDATION BOUCHER DE PERTHES. — Paiement
de la prime. Comptable spécial. Lerouge.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu l'instruction générale des Finances du 20 Juin 1889, article 993 ;

Vu le budget de 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Lerouge, Chef de bureau, est nommé, sous la surveillance de M. le Receveur municipal, comptable spécial chargé du paiement de la prime de la Fondation Boucher de Perthes.

Il lui sera alloué à cet effet une somme de 550 francs.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 9 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Expéditionnaires.

Recrutement. Jury de concours.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence, membres du jury, chargé de juger les épreuves du concours qui aura lieu le 12 Juillet 1945 pour le recrutement d'expéditionnaires :

MM. Rousseaux, Adjoint délégué au Personnel ;

Martin, Secrétaire Général de la Mairie ;

Vandenhende, chef de la 4^{me} Division ;

Duhayon, Chef de bureau, service des Archives et du Courrier ;

Cuvillier et Fontaine, professeurs des cours municipaux de Formation Professionnelle ;

Pouchain, Chef de Centre et Jules Descamps, commis délégués du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 9 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Tous services et divisions.

Promotions.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 13 Avril 1943, modifiée par celle du 11 Juillet 1944 et approuvée par M. le Préfet du Nord le 1^{er} Août 1944, portant création de classes exceptionnelles ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les agents municipaux ci-après désignés, sont promus à la classe exceptionnelle :

Noms et prénoms	Grade	Classe except.	Traitement nouveau	Point de départ de la promotion
<i>1^{re} Division</i>				
MM.				
Bosmans Jean	Commis principal	»	22.500	1 ^{er} Mars 1943.
Baillet Alfred	Commis principal	»	22.500	1 ^{er} Mars 1943.
Decoopman Louis	Commis principal	»	22.500	1 ^{er} Mars 1943.
Dyseryn Daniel	Commis principal	»	22.500	1 ^{er} Février 1945.
Faucompré Arthur	Commis principal	»	22.500	1 ^{er} Janvier 1943.
Lemaire Gaston	Commis principal	»	22.500	1 ^{er} Décembre 1943.
Lemille Georges	Commis principal	»	22.500	1 ^{er} Janvier 1943.
Lucidarme J.-Baptiste ..	Commis principal	»	22.500	1 ^{er} Janvier 1943.
Pérignon Lucien	Commis principal	»	22.500	1 ^{er} Novembre 1943.
<i>Abattoirs</i>				
Spetebroot Marcel	Commis principal	»	22.500	1 ^{er} Mars 1943.
<i>Service du Dessin</i>				
Delannoy André	Dessinateur	»	28.000	1 ^{er} Septembre 1943.
<i>Service de la Voie Publique</i>				
Dernoncourt Raymond ..	Commis principal	»	22.500	1 ^{er} Janvier 1943.
Lacquemant Paul	Surv. de travaux	»	22.500	1 ^{er} Mars 1943.
Lefief Léon	Surv. de travaux	»	22.500	1 ^{er} Mars 1943.
Parsy Georges	Surv. de travaux	»	22.500	1 ^{er} Janvier 1943.
<i>3^{me} Division</i>				
Leroux Jules	Chef de Bureau	»	40.000	1 ^{er} Décembre 1944.
Bailleul Achille	Commis principal	»	22.500	1 ^{er} Mars 1943.
Cluytens Georges	Commis principal	»	22.500	1 ^{er} Juillet 1943.
Crépin Etienne	Commis principal	»	22.500	1 ^{er} Mars 1943.
Leignel Alphonse	Commis principal	»	22.500	1 ^{er} Mars 1943.

Noms et prénoms	Grade	Classe except.	Traitement nouveau	Point de départ de la promotion
<i>4^{me} Division</i>				
Vandenhende Jean	Chef de Division	»	55.000	1 ^{er} Juin 1944.
Lallau Raymond	Chef de Bureau	»	40.000	1 ^{er} Mars 1945.
Rykebusch Maurice	Chef de Bureau	»	40.000	1 ^{er} Septembre 1944.
Gaujac Edmond	Directeur du Conservatoire	1 ^{er} échelon 2 ^{me} échelon	55.000 60.000	1 ^{er} Janvier 1943. 16 Juillet 1945.
Leuridan Marcel	Commis principal	2 ^{me} échelon	22.500	1 ^{er} Mars 1943.

<i>5^{me} Division</i>				
Cousin César	Commis principal	1 ^{er} échelon	22.500	1 ^{er} Juillet 1944.
Duflot Léon	Chef de Bureau	»	40.000	1 ^{er} Mars 1943.

Prisonnier rapatrié

Barré Eugène	Commis principal		22.500	1 ^{er} Décembre 1944.
--------------------	------------------	--	--------	--------------------------------

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 9 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Commis.

Nomination. Marcel Vandendaele.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Sur la proposition de M. le Chef de la 1^{re} Division, en date du 14 Juin 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Vandendaele, magasinier affecté au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, est nommé Commis, en remplacement de M. Thellier, décédé.

ARTICLE 2. — M. Vandendaele est versé dans la 7^{me} classe de la catégorie V du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.250 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Economat. Dactylographe.
M^{lle} Cécile Wagnon.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Cécile Wagnon, Dame employée affectée au Secrétariat Général, Service de la Dactylographie, est mutée, en la même qualité, au Service de l'Economat.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 10 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Couvreur.
Situation administrative. Alfred Dierendonck.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu notre arrêté en date du 2 février 1945, rétablissant dans leur situation administrative les agents municipaux réfractaires au service obligatoire du travail ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Alfred Dierendonck, Couvreur affecté au Service des Bâtiments, agent réfractaire au service obligatoire du travail et déporté, est rétabli dans la situation administrative telle qu'elle se comportait à la date de sa cessation de fonctions.

ARTICLE 2. — M. Dierendonck bénéficiera, en conséquence des dispositions prévues par l'article 6 de l'ordonnance du 4 Juillet 1943 en ce qui concerne notamment le mandatement de son salaire.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 11 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^e division. Commis principal.
Prisonnier de guerre libéré. Affectation. Lucien Descamps.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Lucien Descamps, Commis principal, Prisonnier de guerre libéré, est affecté au 3^{me} Bureau de la 3^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 11 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ECOLE DES BEAUX-ARTS. — Professeur de dessin.
Concours sur titres.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de l'Ecole des Beaux-Arts, article 8 ;

La décision de l'Administration Municipale en date du 4 Juin 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un concours sur titres est ouvert à l'Ecole des Beaux-Arts pour la nomination d'un professeur de dessin pour le cours élémentaire qui devra s'ouvrir en Octobre prochain dans le quartier de Moulins-Lille.

ARTICLE 2. — Les candidats devront être majeurs et libérés du service militaire. Ils devront produire un extrait de leur acte de naissance, une pièce justificative de leur nationalité française, un extrait de leur casier judiciaire, un certificat de résidence et la copie certifiée conforme de leurs titres et références.

ARTICLE 3. — Les candidatures et pièces annexes devront être déposées au Secrétariat Général de la Mairie de Lille, Service du Personnel, avant le 15 Septembre 1945.

ARTICLE 4. — Le candidat désigné au terme du concours prendra possession de son emploi le 1^{er} Octobre 1945.

ARTICLE 5. — Le professeur sera nommé à titre provisoire, il ne pourra être titularisé qu'après un délai d'un an.

ARTICLE 6. — Le traitement annuel afférent à cet emploi sera basé sur celui de la 2^{me} catégorie pour 10 heures de cours hebdomadaire (50 % de l'échelon 14 C) soit 37.000 francs en 6^{me} classe et 63.000 francs en 1^{re} classe.

ARTICLE 7. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CODE DES ARRETES MUNICIPAUX. — Article 1.030.

Modifications.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu le code des arrêtés municipaux ;

Vu notamment l'arrêté municipal en date du 27 Septembre 1941 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 22 Mars 1945, approuvée par M. le Préfet du Nord le 18 Avril 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 1030 du Code des arrêtés municipaux est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 1.030. — Les ventes en gros à l'amiable des légumes et des fruits se feront exclusivement au marché des Halles Centrales. Elles auront lieu sur le terre-plein des Halles Centrales et sur tous les autres emplacements qui seraient ultérieurement désignés par arrêté municipal.

Elles ne pourront être faites que par des marchands en gros patentés, inscrits au Registre du Commerce, munis de la carte professionnelle et les producteurs accompagnant leurs marchandises et vendant eux-mêmes sans le concours d'aucun intermédiaire. A cet effet les négociants en gros seront tenus de justifier à toute réquisition de l'origine de la marchandise ainsi que du prix d'achat. Les producteurs devront être en possession d'un certificat du Maire de leur résidence indiquant le genre de culture exploitée et sa superficie.

Afin d'évaluer le volume des transactions, tous les producteurs et négociants devront, à chaque marché, déclarer au Bureau de police des Halles la nature et la quantité des marchandises déposées par eux sur le carreau.

Toutes les marchandises déposées sur le Carreau doivent être mises en vente sans que le négociant ou le producteur puisse invoquer que celle-ci est retenue ou achetée.

En aucun cas et sous aucun prétexte, les négociants ou producteurs ne pourront faire de dépôts de marchandises aux abords des Halles, dans les débits de boissons ou leurs dépen-

dances, ni entrer de colis dans les cafés avoisinant le marché en gros sous prétexte de les peser.

Les négociants en maison ayant façade sur le Carreau des Halles sont considérés comme étant sur le Carreau et tenus aux règles sus-indiquées au même titre que les négociants qui vendent sur le terre-plein. Ils doivent observer l'horaire fixé par les règlements pour la durée d'ouverture du marché. Cependant, si la vente aux grossistes et demi-grossistes n'était pas terminée à la clôture du marché, cette vente pourrait se continuer à l'intérieur des établissements des négociants visés.

Les négociants ayant leurs magasins dans les rues avoisinant le Carreau seront tenus à vendre leurs marchandises sur le Carreau des Halles.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Commissaire Central de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ECOLE DES BEAUX-ARTS. — Professeur.
Cours supérieur de sculpture. Concours sur titres.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de l'Ecole des Beaux-Arts, article 8 ;

Vu la décision de l'Administration municipale en date du 4 Juin 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un concours sur titres est ouvert à l'Ecole des Beaux-Arts de notre ville pour la nomination d'un professeur pour le cours supérieur de sculpture.

ARTICLE 2. — Les candidats devront être majeurs et libérés du service militaire. Ils devront produire : 1° un extrait de leur acte de naissance ; 2° une pièce justifiant de leur nationalité française ; 3° un extrait de leur casier judiciaire ; 4° un certi-

ficat de résidence ; 5° des copies certifiées conformes de leurs titres et références de toute nature.

ARTICLE 3. — Les candidats âgés de plus de trente ans ne seront nommés que pour une période correspondante au nombre d'années qui les sépareront au jour de leur entrée en fonctions du moment où ils atteindront soixante ans d'âge.

ARTICLE 4. — Les candidatures et pièces annexées devront être déposées au Secrétariat Général de la Mairie, Service du Personnel, avant le 15 Septembre 1945, dernier délai.

ARTICLE 5. — Le professeur désigné au terme du concours prendra possession de son emploi le 1^{er} Octobre mil neuf cent quarante cinq.

ARTICLE 6. — Le professeur sera nommé à titre provisoire, il ne pourra être titularisé qu'après un délai d'un an.

ARTICLE 7. — Le traitement annuel afférent à cet emploi sera basé sur 16 heures de cour hebdomadaires en 1^{re} Catégorie et pourra s'élever à 74.000 francs en 6^{me} classe et 135.000 francs en 1^{re} classe.

ARTICLE 8. — Les candidats se mettront en rapport avec la Direction de l'Ecole des Beaux-Arts pour tous renseignements complémentaires.

ARTICLE 9. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Juillet 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

ECOLE DES BEAUX-ARTS. — Ecole des Beaux-Arts.
Professeur du cours d'Arts décoratifs. Reprise de fonctions.
M. Debatte.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la décision de la Commission d'Administration et de

Surveillance de l'Ecole des Beaux-Arts en date du 28 Mars 1945 ;

Vu la décision de l'Administration Municipale en date du 4 Juin 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Debatte, professeur du Cours d'Arts décoratifs, rentré de captivité, reprendra ses fonctions le 1^{er} Octobre 1945. A partir de cette date, il effectuera 16 heures de cours hebdomadaire de 1^{re} catégorie.

ARTICLE 2. — M. Debatte percevra un salaire annuel de 20.200 francs correspondant à la troisième classe de l'emploi, le point de départ de l'avancement dans la classe étant fixé au 16 Octobre 1943.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 13 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Cours d'arts
décoratifs. Professeur intérimaire. Cessation de fonctions.
Georges Gorrier.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la décision de la Commission d'Administration et de Surveillance de l'Ecole des Beaux-Arts, en date du 28 Mars 1945 ;

Vu la décision du Conseil d'Administration en date du 4 Juin 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Georges Gorrier, professeur intérimaire du cours d'Arts décoratifs remplaçant M. Debatte, prisonnier de guerre, cessera ses fonctions à partir du 30 Septembre 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 13 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Professeur
du cours de construction. Nomination. Omer Lecroart.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de l'Ecole des Beaux-Arts, article 8 ;

Vu la décision de l'Administration Municipale en date du
4 Juin 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Omer Lecroart, Architecte D. P. L. G., professeur du Cours de Construction à l'Ecole Régionale d'Architecture, est nommé à titre provisoire, professeur du cours de Construction de l'Ecole des Beaux-Arts, en remplacement de M. Lenglard, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Lecroart entrera en fonction le 1^{er} Octobre 1945. Il effectuera 3 heures de cours hebdomadaires dans la catégorie des cours spéciaux non classés, et percevra un salaire annuel de 7.500 francs, non soumis à retenue pour la Caisse des Retraites.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 13 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Professeur
du cours de construction. Démission. Paul Lenglard.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de l'Ecole des Beaux-Arts, article 8 ;

Vu la décision de l'Administration Municipale en date du
4 Juin 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Paul Lenglard, professeur du cours de
Construction à l'Ecole des Beaux-Arts, démissionnaire cessera
ses fonctions à partir du 30 Juin 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est
chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet le
30 Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 13 Juillet 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

**ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Cours d'aquarelle.
Croquis. Technique du décor. Professeur. Cessation de fonctions.
Gaston Molière.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la décision de la Commission Administrative de l'Ecole
des Beaux-Arts en date du 28 Mars 1945 ;

Vu la décision de l'Administration Municipale du 4 Juin
1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Gaston Molière, professeur retraité, main-
tenu en activité, des cours d'Aquarelle, Croquis, Technique du
décor, cessera ses fonctions à partir du 30 Septembre 1945 ;

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet le 30 Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 13 Juillet 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

CODE DES ARRETES MUNICIPAUX. — Article 278.

Modifications.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 94 ;

Vu le Code des Arrêtés Municipaux, art. 278 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 22 Mars 1945, approuvée par M. le Préfet du Nord, le 21 Juin 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'antépénultième alinéa de *l'article 278* du Code des Arrêtés municipaux est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Réfection des trottoirs :

en pavés	160 francs le m ²
en carreaux ou dalles	260 francs le m ²
en asphalte	300 francs le m ²
en béton	125 francs le m ²
en terre avec couche de scories ou graviers	20 francs le m ²

Réfection des chaussées :

ordinaires, pavées sur sable	75 francs le m ²
en pavés mosaïques sur fondation en béton	170 francs le m ²
en béton	110 francs le m ²
macadamisées ou goudronnées	190 francs le m ²

Réfection des bordures de trottoirs :

d'une largeur au plus égale à 0 m. 15 ..	50 francs le m.
d'une largeur supérieure à 0 m. 15 , , , , ,	65 francs le m.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 13 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Propreté publique.
Releveur. Nomination. André Vercruysse.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. André Vercruysse, né le 28 Janvier 1915. est nommé releveur affecté au service de la Propreté Publique.

ARTICLE 2. — M. André Vercruysse, est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire. et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Dactylographe. Nomination.
M^{me} Odette Bonamis.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 9 Mai 1942 pour le recrutement de dames-employées ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Odette Bonamis, née le 18 Octobre 1917, est nommée dame-employée affectée au Secrétariat Général, Service de la Dactylographie, en remplacement de M^{me} Cécile Wagnon, appelée à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M^{me} Bonamis est versée dans la 4^{me} classe de son emploi au traitement annuel de 12.600 francs, traitement porté à 14.000 francs en application de la délibération du Conseil Municipal en date du 23 Avril 1945, M^{me} Bonamis est, en outre, autorisée à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires municipaux.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 16 Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Commis. Calqueur.
Nomination. Lucien Jacquemont.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu les 7 et 27 Juin 1942 pour l'emploi de commis-calqueur ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Lucien Jacquemont, né à Lille le 20 Avril 1920, est nommé commis-calqueur affecté au Bureau de Dessin, en remplacement de M. Victoire, décédé.

ARTICLE 2. — M. Jacquemont est versé dans la 4^{me} classe de son emploi au traitement annuel de 12.600 francs traitement porté à 14.000 francs en application de la délibération du Conseil municipal en date du 23 Avril 1945. M. Jacquemont est, en outre, autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 18 Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CODE DES ARRETES MUNICIPAUX. — Articles 558, 559, 560 et 561. Bains municipaux. Modifications.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 183 ;

Vu le décret du 30 Juillet 1937 prescrivant d'assurer l'équilibre financier des services publics exploités en régie par les départements et communes ;

Vu les articles 558-559-560-561 du Code des arrêtés municipaux fixant le tarif des bains ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 Juin 1945 approuvée par M. le Préfet du Nord le 7 Juillet 1945, modifiant le tarif des bains.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les articles 558-559-560 et 561 du Code des Arrêtés Municipaux sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Article 558. — Les tarifs appliqués dans les établissements municipaux de bains sont fixés comme suit :

Bains douches	5 francs
Bains baignoires	10 francs
Bains piscines	10 francs
Bains sulfureux	20 francs
Ceinture de natation Location	4 francs
Gardiennage de bicyclette	2 francs
Dépôt d'objets à la caisse	2 francs

La location de ceinture ne se fait que contre remise de gage.

Leçons de natation :

élémentaire carte de 3 leçons entrée non

comprise

	35 francs
--	-----------

Abonnements — Cartes de 10 bains :

Bains douches	45 francs
Bains baignoires	90 francs
Bains piscines	90 francs

Article 559. — Les tarifs des entrées à prix réduits accordés dans les établissements de bains municipaux sont les suivants :

Bains piscines :

a) individuels :

Etudiants	8 francs
Scolaires de moins de 16 ans	7 francs
Militaires — hommes de troupe	7 francs

b) collectifs :

Tarif réduit applicable à divers groupements : organismes scolaires ou parascolaires, publics ou privés, groupements de jeunes, services de la police d'Etat venant en groupe d'au moins 10 unités aux jours et heures indiqués par l'Administration municipale (par unité) 6 francs

Bains baignoires et bains douches :

a) individuels :

Bains baignoires :	
scolaires de moins de 16 ans	6 francs
Bains douches :	
scolaires de moins de 16 ans	3 francs

Les tarifs réduits indiqués ci-dessus ne sont pas applicables les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 560. — Reprendre l'article 560 mais en portant 3.000 francs au lieu de 2.500.

Article 561. — Les tarifs appliqués à l'école de natation de plein air, rue d'Armentières sont ainsi fixés :

Entrée simple (visiteurs)	8 francs
Entrée avec bain, cabine et vestiaire compris	
en semaine	8 francs
le dimanche	10 francs

Leçons de natation (entrée non comprise) :

Elémentaire la carte de 3 leçons	35 francs
Nage sportive la carte de 3 leçons	45 francs

Location de ceinture de natation	4 francs
Gardiennage de bicyclette	2 francs
Dépôt d'objets à la caisse	2 francs

N.B. — Les ceintures de natation ne sont louées que contre remise de gage.

Tarifs réduits :

Applicables aux membres des comités d'entreprise, aux mutilés, aux scolaires, aux nageurs sportifs ou militaires, à la Police d'Etat et aux groupements de jeunesse :

tarif individuel	5 francs
tarif réduit pour groupes comprenant au moins 10 unités	3 francs

Ces tarifs réduits ne sont pas applicables les samedis, dimanches et jours fériés. Elles donnent droit à la cabine et au dépôt des vêtements au vestiaire.

Les bénéficiaires du tarif réduit accordé aux groupes comprenant au moins 10 unités ne seront admis qu'aux jours et heures préalablement fixés par le Régisseur de l'Etablissement après entente avec les dirigeants de leur groupement.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 21 Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 17 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITE. —
Première fraction. Bénéficiaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 ;

Vu notre arrêté en date du 10 Mai 1943 ;

Vu les pièces produites par les ayants droit à l'effet de bénéficier de la première fraction de la prime communale à la natalité :

- 1°) certificat de vie de l'enfant ;
- 2°) état indiquant la composition de la famille ;
- 3°) certificat de résidence ;
- 4°) certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;
- 5°) certificat de docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la première fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil municipal susvisée :

Mmes					
Deconinck-Gallebaut	80 bis rue Racine.	8 Juin 1945.	3 ^{me}		180,00
Delaire-Verhaege	92 rue de Cantelieu.	12 Juin 1945.	4 ^{me}		270,00
Depecker-Van de Meersche	20 rue des Pivoines.	16 Juin 1945.	4 ^{me}		270,00
Desjardin-Wallard	Rue P.-Légrand, Imp. Dewas.	18 Juin 1945.	3 ^{me}		180,00
Dewinck-Debacker	143 rue St-Verhulst.	24 Mai 1945.	3 ^{me}		180,00
Dietrich-Lecocq	35 rue d'Ennetières.	7 Juin 1945.	7 ^{me}		270,00
Drusch-Baquet	98 rue du Fg de Roubaix.	31 Mars 1945.	4 ^{me}		270,00
Drusch-Baquet	98 rue du Fg de Roubaix.	31 Mars 1945.	5 ^{me}		270,00
Galmace-Delgutte	66 rue Arago.	24 Juin 1945.	5 ^{me}		270,00
Haufrecht-Tison	18, rue Lamarek.	19 Mars 1945.	3 ^{me}		180,00
Henry-Bonnaud	105 rue Colbert.	14 Juin 1945.	3 ^{me}		180,00
Hiroux-Carpentier	85 bis rue d'Austerlitz.	16 Juin 1945.	5 ^{me}		270,00
Janssens-Caux	15 rue Hop., cour St-Roch.	19 Mai 1945.	3 ^{me}		180,00
Kuyile-Vandevivre	19 rue de Rivoli prol.	27 Mai 1945.	4 ^{me}		270,00
Lemaire-Saint-Hubert	16, quai de l'Ouest.	21 Mai 1945.	3 ^{me}		180,00
Lehier-Delerville	18 rue Parrayon.	19 Juin 1945.	3 ^{me}		180,00
Quarghi-Vache	Rue des Bouchers, cour N.-D. 12	31 Mai 1945.	3 ^{me}		180,00
Provost-Deblaere	6 rue Van Dyck.	29 Mai 1945.	3 ^{me}		180,00
Quinzebilles-Rerycke	71, rue d'Artois.	12 Juin 1945.	6 ^{me}		270,00
Sabre-Baudelet	56, rue St-Verhulst.	21 Juin 1945.	3 ^{me}		180,00
Seigneur-Dubois	19 rue Fourmentel.	30 Janvier 1945.	5 ^{me}		270,00
Vandeputte-Gayot	230 rue Verhaeren.	26 Mai 1945.	3 ^{me}		180,00
Vercoutter-Mauderick	9 rue du Magasin.	8 Juin 1945.	5 ^{me}		270,00
Witholz-Bonnet	22, rue des Robleds.	15 Juin 1945.	4 ^{me}		270,00

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 17 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITE. —

Première et deuxième fractions. Bénéficiaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 ;

Vu notre arrêté en date du 10 Mai 1943 ;

Vu les pièces produites par les ayants droit à l'effet de bénéficier de la première fraction de la prime communale à la natalité :

- 1°) certificat de vie de l'enfant ;
- 2°) état indiquant la composition de la famille ;
- 3°) certificat de résidence ;
- 4°) certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;
- 5°) certificat de docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la première fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil municipal susvisée :

Mmes			
Dotte-Guérin	11 rue de la Source.	31 Décembre 1944.	5 ^{me}
Pollart-Dubois	40 rue du Bois-Saint-Sauveur.	10 Novembre 1944.	5 ^{me}
Selosse-Martel	25 rue de Thionville.	10 Novembre 1944.	5 ^{me}

ARTICLE 2. — Le bénéfice de la deuxième fraction de la prime est accordé aux personnes ci-après désignées qui ont déposé les pièces justificatives :

Mmes			
Barboul-Dewilde	13 rue d'Arras.	23 Juin 1944.	4 ^{me}
Barthélemy-Duthilleul	93, rue Meurein.	10 Mai 1944.	3 ^{me}
Bécue-Maniez	37 rue Ed.-Doyennette.	21 Février 1944.	7 ^{me}
Bosman-Dombien	54 rue du Dr Verhaeghe.	18 Mai 1944.	8 ^{me}
Carneau-Mille	44 rue de Poids.	15 Mars 1944.	5 ^{me}
Chartrer-Olivier	1 place Antoine-Tacq.	27 Juin 1944.	6 ^{me}
Clarisse-Vandekerckove	38 rue E.-Vandenberghe.	22 Mai 1944.	11 ^{me}
Dubar-Lejeune	8, rue des Urbanistes.	2 Juin 1944.	5 ^{me}
Gentot-Bernard	9, rue Saint-Michel.	3 Juin 1944.	4 ^{me}
Lailler-Larivière	rue Coustou, imp. Sainte-Marie.	15 Mai 1944.	5 ^{me}

<i>Mmes</i>					
Maquet-Beurain.	Rue Malsence, cour Samain, 45.	6 Mai 1944.	3 ^{me}	180,00	
Maquet-Beurain.	Rue Malsence, cour Samain, 45.	6 Mai 1944.	4 ^{me}	270,00	
Mondet-Steyaert	6 rue Raspail.	5 Mai 1944.	3 ^{me}	180,00	
Noël Marthe	11 rue Fombelle.	7 Mai 1944.	3 ^{me}	180,00	
Oosterlinek-Vanautrève	Rue Manuel, c. François, 1.	15 Juin 1944.	5 ^{me}	270,00	
Pauwels-Castan	26 rue Fontaine del Saulx.	21 Février 1944.	3 ^{me}	180,00	
Richard-Prévost	62 avenue Butin.	29 Avril 1944.	5 ^{me}	270,00	
Scieux-Arnoult	41 rue du Buisson.	21 Mai 1944.	4 ^{me}	270,00	
Tournai-Bulteau	Rue Hôp. Saint-Roch, c. Legros	15 Mai 1944.	3 ^{me}	180,00	
Vandamme-Biache	2 avenue Roseraie.	2 Mars 1944.	6 ^{me}	270,00	
Verburgh-Lehotcq	25, rue Ducourouble.	22 Juin 1944.	3 ^{me}	180,00	
Waleckx-Massenhove	4, avenue de la Roseraie.	28 Mai 1944.	4 ^{me}	270,00	

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 17 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^e division. Congé sans solde.
Renouvellement. René Godart.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la lettre en date du 10 Juillet 1945, par laquelle M. René Godart, commis-secrétaire affecté au 1^{er} Bureau de la 5^{me} Division, sollicite le renouvellement de son congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de trois mois, le congé sans solde accordé à M. René Godart, commis-secrétaire affecté au 1^{er} Bureau de la 5^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 15 Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 17 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CODE DES ARRETES MUNICIPAUX. — Articles 524 à 557.
Police des mœurs. Modifications.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97, paragraphes 3 et 6 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 28 Juin 1945, décidant :

a) le retrait à partir du 1^{er} Octobre 1945 de toutes les autorisations accordées antérieurement aux tenancières des maisons de tolérance ;

b) l'interdiction d'ouverture et d'exploitation de toute maison, quelle que soit son appellation, dans laquelle on facilite la prostitution ;

Vu les articles 524 à 557 du Code des Arrêtés Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les articles 524 à 557 du Code des arrêtés municipaux sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

CHAPITRE VII

Police des mœurs

SECTION I

Mesures générales

Article 524. — L'ouverture et l'exploitation de toute maison de prostitution sont interdites.

Est réputée maison de prostitution, tout lieu où l'on organise, favorise, facilite ou tolère, sciemment ou habituellement la prostitution d'autrui, y compris les maisons dites de passe ou de rendez-vous.

Tous arrêtés antérieurs autorisant la tenue et l'exploitation de maisons de tolérance sont rapportés.

Article 525. — Il est également interdit :

a) de commanditer une maison de prostitution ou d'en partager les profits ;

b) à tout propriétaire ou locataire principal de louer ou sous-louer ou de mettre de façon quelconque à la disposition d'autrui, un immeuble ou une portion d'immeuble pour être utilisé comme maison de prostitution ou en sachant qu'il sera utilisé dans ce but ; la continuation de la location après que le bailleur a eu connaissance de cet usage fait de la chose louée, est également interdite ;

c) Il est aussi interdit de mettre des chambres ou véhicules à la disposition de personnes de l'un ou de l'autre sexe en sachant qu'ils seront utilisés pour la prostitution, que cette mise à disposition soit effectuée à titre gratuit ou honoreux.

Article 526. — Il est interdit dans les débits de boissons, de salons de thé, crémeries et établissements analogues :

a) d'employer à la devanture des vitres ou carreaux opaques, des rideaux non transparents ou des doubles rideaux, des écrans, des caisses d'arbustes ou autres dispositifs rendant impossible ou malaisé de voir de l'extérieur ce qui se passe à l'intérieur de l'établissement ;

b) de recevoir des consommateurs ou les personnes qui les accompagnent dans d'autres salles que celles où le public a accès indistinctement ainsi que dans des salles d'arrière magasin ou à l'étage qui ne peuvent être surveillées de l'extérieur. Toutefois, les associations régulièrement constituées peuvent tenir séance dans ces salles et leurs membres peuvent y consommer à cette occasion ;

c) de laisser un membre quelconque du personnel, soit s'asseoir auprès des clients, soit consommer avec eux.

Article 527. — 1°) Il est interdit à quiconque dans un lieu public ou accessible au public, comme en tout endroit visible d'un lieu public ou accessible au public, d'inviter une personne mineure à la prostitution.

2°) dans les mêmes lieux, il est interdit, en choquant les mœurs ou les convenances, d'inviter une personne à la prostitution ou dans un dessein contraire à la pudeur d'importuner une personne.

Article 528. — 1°) Aucun débitant de boissons à consommer sur place ne peut organiser dans son établissement des concerts de musique instrumentale ou vocale, temporaire ou occasionnelle, non plus que des spectacles ou divertissements quelconques, sans autorisation préalable du maire ;

2° Il est interdit aux propriétaires, directeurs ou gérants, de recevoir ou de conserver plus de trente minutes après la fin du concert, spectacle ou divertissement, qui ne doit pas être plus tardive que l'heure de fermeture obligatoire des débits, les artistes, ce terme désignant dans le présent article : les chanteurs, musiciens et artistes de tout genre, ayant participé à un titre quelconque au spectacle, concert ou divertissement ;

3°) Il est interdit au débitant de loger ou de nourrir les artistes dans l'établissement ou ses dépendances, ou d'intervenir d'une façon quelconque dans la question du logement ou de la nourriture desdits artistes ;

4°) Les artistes ne devront avoir aucun contact avec le public, dont ils seront séparés soit par leur situation sur une estrade surélevée d'au moins un mètre, soit par une balustrade fixe et pleine d'au moins un mètre de hauteur ;

5°) Les artistes ne sont admis dans l'établissement et ses dépendances que pendant la durée des répétitions et celle du concert, de l'audition du spectacle ou du divertissement ;

6°) Les répétitions auront toujours lieu hors la présence de tout public ;

7°) Durant les représentations et à leur issue, les artistes ne pourront pénétrer dans la partie de la salle affectée au public, que ce soit pour consommer ou pour tout autre motif, et réciproquement le public ne pourra pénétrer dans les locaux réservés aux artistes qui devront disposer de pièces séparées par sexe pour se costumer et se déshabiller, s'ils ne se présentent pas au public dans leurs vêtements ordinaires ;

8°) Les quêtes, loteries et tombolas sont expressément interdites à l'occasion de ces auditions, concerts, divertissements ou spectacles, même si les quêtes sont faites et les billets de loteries ou tombolas placés par d'autres que les artistes ;

9°) Les artistes ne paraîtront et ne demeureront sur la scène ou dans la partie de la salle qui en tient lieu, que pendant le temps strictement nécessaire à l'exécution de la partie du programme qui leur incombe.

Article 529. — Les danses et bals publics sont interdits dans les débits de boisson à consommer sur place. Elles ne peuvent être autorisées que dans les salles de danse absolument indépendantes de la salle servant de débit de boissons et dans les conditions fixées par l'article 760 du Code des Arrêtés Municipaux.

Les danses et bals publics demeureront de toute façon interdits dans tous les lieux qui ont été consacrés à la débauche, tant que cinq années ne se seront pas écoulées depuis la fermeture du lieu de débauche.

L'entrée dans les salles de danse ou sur les emplacements de danse est interdite aux mineurs de moins de 16 ans non accompagnés par leurs parents.

SECTION II

Des filles publiques

Article 530. — Sont réputées filles publiques toutes filles ou femmes vivant notoirement de prostitution.

Article 531. — Toute fille publique sera inscrite au Bureau central de police sur un registre matricule où elle recevra le numéro à reproduire sur son livret. Elle ne pourra se livrer à la prostitution sans avoir obtenu et retiré un livret portant autorisation et indiquant son signalement. Le livret contiendra, en outre, un extrait du présent règlement et des cases destinées à constater les visites médicales.

Les inscriptions d'office pour cause de prostitution clandestine seront prononcées par le Commissaire central, après avis du Maire.

Lorsque le service des mœurs se trouvera en présence d'une prostituée mineure, il en rendra compte immédiatement au Commissaire central, qui, après avis du Maire, fera les recherches nécessaires et prendra les mesures convenables pour ramener la fille à une vie régulière.

Article 532. — Toute fille arrêtée sous prévention de prostitution clandestine sera, dans les vingt-quatre heures, conduite au dispensaire et visitée par le médecin de service. Si elle est reconnue atteinte de maladie vénérienne, elle sera conduite sans délai à l'Hôpital et inscrite d'office. A sa sortie de l'Hôpital, elle sera admise, si elle le réclame, aux moyens de défense prescrits ci après.

Article 533. — Au moment de leur déclaration, lecture est donnée aux filles publiques des dispositions réglementaires auxquelles elles sont soumises. Si elles persistent dans leur intention, le livret leur est remis, après constatation de leur état de santé, par le médecin du dispensaire.

Chaque fois qu'une fille change de demeure elle est tenue de faire une nouvelle déclaration à la police.

Article 534. — Il est interdit aux filles publiques :

- 1°) de se montrer en public avec une mise indécente et de manière à se faire reconnaître ;
- 2°) de séjourner dans les cafés, cabarets, estaminets, salles de danse ou autres lieux publics ;
- 3°) d'attirer ou d'exciter les passants par gestes ou paroles,

de se montrer aux portes ou aux fenêtres des maisons où elles sont logées ;

4°) de recevoir et de retenir des mineurs de l'un ou de l'autre sexe, ou des filles non inscrites ;

5°) de loger ailleurs que dans les endroits désignés ou acceptés par la police, de loger chez un débitant de boissons ou un logeur, d'avoir deux lits dans une même chambre ;

6°) de circuler sur les promenades et sur les remparts ;

7°) de se placer au théâtre ailleurs qu'aux endroits désignés par la police ;

8°) de paraître sur la voie publique après minuit en toute saison.

Les filles publiques qui ne se soumettent pas aux prescriptions du présent règlement, celles qui sont trouvées sur la voie publique en état d'ivresse manifeste, sont mises à la disposition du Commissaire Central, qui prend à leur égard telle mesure que de droit, sans préjudice des poursuites à diriger contre elles, pour délits ou contraventions de droit commun.

Article 535. — Toute fille publique qui demande sa radiation du registre de la prostitution doit justifier de ses moyens d'existence ou prouver qu'elle est réclamée soit par sa famille, soit par une personne honorablement connue et en position de lui fournir les moyens de vivre sans retomber dans la débauche.

Elle ne sera dispensée de la visite sanitaire qu'après sa radiation.

SECTION III

Visites sanitaires

Article 536. — Toutes les filles publiques inscrites sur le registre matricule de la police des mœurs sont tenues de subir deux fois par semaine aux jours et heures fixés par l'Administration Municipale, la visite sanitaire opérée par les médecins municipaux. Cette visite a lieu au dispensaire de la Ville situé 17 Boulevard du Maréchal Vaillant.

Article 537. — Les prostituées exerçant une profession dont elles tirent des ressources normales et celles mariées dont le conjoint est absent et qui, à ces titres, ne sont pas soumises à la formalité de la mise en carte seront astreintes à un contrôle sanitaire, soit par un médecin de l'Administration, soit par un médecin de leur choix. Les visites seront au moins hebdomadaires et comporteront, chaque fois, des examens bactériolo-

giques et sérologiques. Leurs résultats seront consignés sur un certificat que l'intéressée devra pouvoir présenter à tout moment. Les prostituées des catégories visées par le présent article qui ne se soumettraient pas à ces visites ou qui y manqueraient trop souvent sans prouver qu'elles ont changé d'existence pourront être mises en carte.

Article 538. — Quatre docteurs en médecine désignés par le Maire sont chargés du service sanitaire des filles publiques.

Ils sont payés par la Ville et ne doivent percevoir aucune autre rétribution.

Deux médecins assistent simultanément aux visites sanitaires. Les visites sont organisées de telle façon que chaque équipe de médecins ne visite pas régulièrement les mêmes femmes.

Article 539. — Les visites sanitaires et leur contrôle ne doivent s'effectuer qu'avec le concours des inspecteurs de la police délégués par M. le Commissaire Central qui doivent être porteurs de la liste des filles à visiter, laquelle est signée par les médecins de service après qu'ils y ont consigné le résultat de leurs visites.

En aucun cas, le personnel de la police ne doit être admis dans les salles de visite pendant la durée des examens. Le contrôle policier doit s'effectuer à l'entrée et à la sortie dans des locaux distincts de ceux du service médical.

Article 540. — Les filles sont tenues de représenter leur livret au moment de la visite afin de justifier leur identité.

Chaque visite est constatée par l'un des médecins visitant sur les livrets dont les filles publiques doivent toujours être munies.

Article 541. — Indépendamment des visites périodiques, il pourra en être fait de spéciales toutes les fois qu'une femme sera soupçonnée de maladie. Ces visites seront faites par un seul des médecins en exercice, sur réquisition de la police.

Article 542. — Les filles reconnues atteintes de maladies contagieuses sont envoyées immédiatement à l'Hôpital où elles restent en traitement jusqu'à ce que leur sortie soit ordonnée par les médecins de l'établissement. Dans aucun cas, elles ne peuvent se faire traiter à domicile.

Article 543. — Le service de la police des mœurs avisera le

maire de toutes les entrées à l'Hôpital, l'avis indiquera notamment le nom, les prénoms, l'âge, le domicile de l'hospitalisée, et la date de son admission.

SECTION IV

Sanctions

Article 544. — Toutes infractions aux dispositions qui précèdent feront l'objet de procès-verbaux qui seront dressés à la charge des délinquants et auxquels il sera donné telle suite que de droit.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} Octobre 1945 et dont une ampliation sera transmise, en vue de son application, à M. le Commissaire Central de Police de Lille.

Hôtel de Ville, le 17 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

IMMEUBLE MENAÇANT RUINE. — 18, rue Balzac.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'ordonnance en date du 31 Mai 1945 par laquelle M. le Juge de Paix du 3^{me} arrondissement judiciaire de la Ville de Lille a nommé M. Auguste Corbeau, architecte, 3 Avenue Germaine à La Madeleine, expert chargé d'examiner l'état du bâtiment portant le n° 18, rue Balzac et de déterminer le caractère et l'imminence du péril que présente cette construction ;

Vu le rapport de l'expert dressé le 29 Juin et concluant ainsi qu'il suit : « Il en résulte que cette maison devenant un danger public est à démolir sans délai ».)

Considérant que l'état du bâtiment dont il s'agit présente un danger véritable pour la sécurité publique et notamment pour celle des occupants, que d'après le rapport susvisé, il y a péril imminent ;

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu la loi du 21 Juin 1898 modifiée par le décret-loi du 30 Octobre 1935 ;

Vu le Code des Arrêtés Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Il est enjoint à M^{me} Alice Delecourt 55 bis, rue Jacquemars-Giélée à Lille ; M. Léon Ruby, 210 Boulevard Beaurepaire à Roubaix, M^{lle} Denise Leleu, 18 rue de Bouvines à Orchies ; MM. Albert Leleu, 14 rue de Bellain à Orchies. Raymond Leleu, 18 rue de Bouvines à Orchies ; M^{me} Octave Eeckhoudt, 31 rue des Fabriques à Bruxelles (Belgique) ; M^{me} Caerels, 8 rue Linthout à Bruxelles-Schaerbeek (Belgique) ; M^{me} Brandebourg-Rigault, 20 rue du Tage à Paris (13^e) ; A. Rigault, 87 rue des Poilus à Malo-les-Bains ; M^{me} V^{ve} Dericksen, 20 rue de Bellain à Orchies ; M^{mes} Boileau, 47 place du Centre à Guingamp (Côtes-du-Nord) ; Madame Ladureau, Petite rue à Ecaillon par Montigny-en-Ostrevent ; M. Pierre Eeckhoudt, Hôtel Printania, avenue de la Mer à Malo-les-Bains ; Madame De Craecke, 53 rue Jeanne d'Arc à Lille ; MM. Jérôme Eeckhoudt, Café de la Cité rue de la Glacière à Rosendaël ; Gaston Clément 6 rue des Renardieres à Puteaux (Seine), Jules Herbault à Bourseguen Commune de Bourneau (Vendée) ; Madame Chatoussat, 60 boulevard Victor-Hugo à Dunkerque ; MM. Honoré Eeckhoudt, 15 rue Lacharrière à Paris ; Gaston Eeckhoudt, 5 Quai de Gascogne à Paris ; M^{me} Gaste, 43 rue Albert Joly à Versailles (Seine-et-Oise) copropriétaires de l'immeuble sis à Lille, 18 rue Balzac, d'avoir dans le délai de quinze jours qui suivra la notification du présent arrêté, à faire réparer ou démolir le dit immeuble.

ARTICLE 2. — Dans le cas où les intéressés refuseraient de se conformer à cette injonction, ils nous feront connaître le nom de l'expert qu'ils auront choisi pour procéder contradictoirement à la constatation de l'état du bâtiment et dresser rapport.

ARTICLE 3. — Si, à l'expiration du délai imparti les intéressés n'ont pas fait cesser le péril et faute par eux de désigner un expert, il sera passé outre et le rapport susvisé de M. A. Corbeau architecte-expert de l'Administration, sera transmis au Conseil de Préfecture.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des intéressés dans la forme réglementaire.

Hôtel de Ville, le 18 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu,

Lille, le 3 Août 1945.

Pour le Préfet

Le Chef de Division délégué,

Signé : Illisible.

IMMEUBLE MENAÇANT RUINE. — Rue Balzac, 18.

Mise en demeure. Evacuation Demaen.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'ordonnance en date du 31 Mai 1945 par laquelle M. le Juge de Paix du 3^{me} arrondissement judiciaire de la Ville de Lille a nommé M. Auguste Corbeau, architecte, 3 Avenue Germaine à La Madeleine, expert chargé d'examiner l'état du bâtiment portant le n° 18, rue Balzac et de déterminer le caractère et l'imminence du péril que présente cette construction ;

Vu le rapport de l'expert dressé le 29 Juin et concluant ainsi qu'il suit :

« Il en résulte que cette maison devenant un danger public est à démolir sans délai ».

Considérant que l'état du bâtiment dont il s'agit présente un danger véritable pour la sécurité publique et notamment pour celle des occupants, que d'après le rapport susvisé, il y a péril imminent :

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu la loi du 21 Juin 1898 modifiée par le décret-loi du 30 Octobre 1935 ;

Vu le Code des Arrêtés Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Il est enjoint à M. Demaen d'avoir à évacuer sans délai, l'immeuble qu'il occupe 18, rue Balzac.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé dans la forme réglementaire.

Hôtel de Ville, le 18 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu et Approuvé :

Lille, le 30 Juillet. 1945

Pour le Préfet

Le Chef de Division délégué,

Signé : Illisible.

**OCTROI. — Remboursement cautionnement octroi
à l'Etoile Commerciale.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu les lois, décrets et ordonnances qui régissent les octrois ;

Vu le décret du 9 Juillet 1912, portant que les règlements d'octroi peuvent exiger, pour l'admission en la qualité d'entrepôtitaire d'octroi la présentation d'une caution solvable ou, à défaut, le versement d'un cautionnement dont le montant est déterminé par le Maire ;

Vu le règlement local de l'Octroi qui subordonne la faculté de l'entrepôt, soit à la présentation d'une caution solvable, soit au versement d'un cautionnement fixé par le Maire ;

Considérant que la Société Anonyme l'Etoile Commerciale dont le siège est à Paris boulevard Haussmann n° 103, assure le cautionnement collectif des entrepositaires d'octroi de la Ville de Lille, autres que les entrepositaires de boissons, après constitution en titres de rente ou autres valeurs, d'un cautionnement de dix mille francs ;

Considérant qu'à la suite de la suppression de l'Octroi à compter du 28 Février 1943, le compte d'entrepôt ouvert aux négociants et industriels entrepositaires d'octroi adhérents à la dite Société, a été cloturé et qu'aucun de ces entrepositaires d'octroi n'est, à l'heure actuelle, redevable de droits d'octroi envers la Ville de Lille ;

Considérant dès lors que le cautionnement précité n'a plus sa raison d'être et que la Société sus indiquée est fondée dans sa demande de restitution du cautionnement qu'elle avait constitué à la Caisse des Dépôts et Consignations.

ARRÊTONS :

ARTICLE UNIQUE. — La Caisse des Dépôts et Consignations est autorisée à rembourser à l'Etoile Commerciale la somme de dix mille francs montant du cautionnement qu'elle avait constitué en Vingt Obligations des Chemins de Fer P.L.M. de 500 francs 3 % anciennes.

Ce versement a fait l'objet d'un récépissé délivré à la Caisse des Dépôts et Consignations à Paris, le 12 Octobre 1920 sous le n° 7.778.

Hôtel de Ville, le 18 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Archives. Coursier.

Démission. Marcel Richez.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 6 Juillet 1945, par laquelle M. Marcel Richez, coursier, affecté au service du Courrier, Secrétariat général, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Richez, coursier affecté au service du courrier, Secrétariat général, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 7 Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Expéditionnaire.
Démission. Victor Cuvillon.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Victor Cuvillon, expéditionnaire affecté au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 9 Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Commis. Calqueur.
Démission. Lucien Jacquemont.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la lettre en date du 11 Juillet 1945 par laquelle M. Lucien

Jacquemont, Commis-calqueur affecté au Bureau de Dessin, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Lucien Jacquemont, Commis-calqueur affecté au Bureau de Dessin, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel municipal.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Août 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Archives. Coursier.

Démission. Jean Keerle.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 12 Juillet 1945, par laquelle M. Jean Keerle, Coursier affecté au Secrétariat Général, Service du Courrier, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jean Keerle, coursier affecté au Secrétariat Général, Service du Courrier, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 13 Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**CONSERVATOIRE. — Classe de hautbois. Professeur
intérimaire. Cessation de fonctions. M. Legrand.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885, concernant l'Ecole de
Musique de Lille, succursale du Conservatoire National de
Paris ;

Vu le règlement de la dite Ecole ;

Considérant :

a) que M. Legrand, Professeur intérimaire de la classe de
hautbois, accomplit son service militaire et que partant son
mandat d'intérimaire a cessé d'exister ;

b) qu'il n'y a pas lieu de désigner un remplaçant, le Conser-
vatoire étant en vacances jusqu'au 1^{er} Octobre prochain ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Legrand, actuellement sous les drapeaux,
cessera de percevoir l'indemnité mensuelle qui lui était allouée
en tant que professeur intérimaire de la classe de hautbois.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est
chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à
partir du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Juillet 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Expéditionnaire.
Démission. M^{lle} Cécile Delecourt.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre, en date du 7 Juillet 1945, par laquelle M^{lle}
Cécile Delecourt, expéditionnaire affectée au 4^{me} bureau de la
1^{re} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Cécile Delecourt, expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 26 Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 23 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

HYGIENE. — Fosse d'aisances. Rue Léon-Gambetta, 148.
Injonction Deffrennes.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu l'article 3 de la loi du 15 Février 1902 sur la protection de la sante publique ;

Vu l'article 36 du règlement Sanitaire, article 397 du Code des arrêtés municipaux, qui prescrit que les fosses d'aisances seront rigoureusement étanches ;

Considérant que par suite du mauvais état du cimentage des parois intérieures de la fosse d'aisances de l'immeuble situé rue Léon-Gambetta 148, les matières fécales s'infiltrèrent au travers des murailles et se répandent dans la cave, ce qui constitue un grave danger pour la Santé Publique ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — En raison de l'insalubrité grave que présentent les déversements de matières fécales dans une cave par suite du manque d'étanchéité de la fosse d'aisances de l'immeuble situé rue Léon-Gambetta 148, appartenant à M. Deffrennes, Avenue Pereire 16 à Asnières (Seine), il y a urgence à exécuter les travaux ci-après.

Vider, curer à fond et recimenter la fosse d'aisances. Après l'exécution des travaux, cette fosse ne pourra être remise en service qu'après avoir été visitée et reconnue parfaitement étanche par un agent du Service d'Hygiène.

ARTICLE 2. — Le présent arrêté sera transmis à M. le Préfet en vue de l'exécution immédiate de ces travaux dans les conditions fixées par l'article 3 de la loi du 15 Février 1902.

Hôtel de Ville, le 23 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Services des Fêtes.

Réorganisation. Prise en charge par l'Etat-Civil.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu notre arrêté en date du 31 Décembre 1941 fixant la répartition et les attributions des différents services municipaux ;

Vu notre arrêté en date du 28 Février 1945 fixant, jusqu'à nouvel ordre, les attributions de M. Camu, ex-directeur de l'Octroi ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Jusqu'à nouvel ordre et en attendant la réorganisation des Services Municipaux, le service des Fêtes sera rattaché au service de l'Etat-Civil, et pris en charge par le chef de bureau de ce dernier service, sous la direction effective de M. Camu, Chef de Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 13 Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 24 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division.
Reclassement. Commis. Lionet.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu notre arrêté en date du 4 Juillet 1945 portant nomination de M. Jean-Baptiste Lionet, Commis aux écritures stagiaire ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 23 Avril 1945, approuvée par M. le Préfet du Nord le 25 Mai 1945, relative au reclassement du Personnel Municipal dans les échelles types ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Lionet, commis aux écritures stagiaire, est versé dans la 3^{me} classe de son emploi au traitement annuel de 14.000 francs.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 25 Juillet 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^e division.
Institut Denis-Diderot. Albert Testelin

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu notre arrêté en date du 2 Février 1945, rétablissant dans leur situation administrative les agents municipaux réfractaires au service obligatoire du travail ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Albert Testelin, Manœuvre affecté à l'Institut Diderot, agent réfractaire au service obligatoire du travail

et déporté, est rétabli dans la situation administrative telle qu'elle se comportait à la date de sa cessation de fonctions.

ARTICLE 2. — M. Testelin bénéficiera, en conséquence, des dispositions prévues par l'article 6 de l'ordonnance du 4 Juillet 1943 en ce qui concerne notamment le mandatement de son salaire.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 25 Juillet 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Abattoirs.

- **Rétablissement de situation. Louis Vanghehuchten.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu notre arrêté en date du 2 Février 1945, rétablissant dans leur situation administrative les agents municipaux réfractaires au service obligatoire du travail ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Louis Vanghehuchten, ouvrier aux abattoirs, Agent réfractaire au service obligatoire du travail, est rétabli dans la situation administrative telle qu'elle se comportait à la date de sa cessation de fonctions.

ARTICLE 2. — M. Vanghehuchten bénéficiera, en conséquence, des dispositions prévues par l'article 6 de l'Ordonnance du 4 Juillet 1943 en ce qui concerne notamment le mandatement de son salaire.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 25 Juillet 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

**ECOLE REGIONALE D'ARCHITECTURE. — Professeur
de chimie et de physique. Démission Bartel.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la lettre en date du 20 Avril 1945 par laquelle M. Bartel, Professeur de Chimie et de Physique à l'Ecole Régionale d'Architecture de Lille, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La démission de M. Bartel, Professeur de Chimie et de Physique à l'Ecole Régionale d'Architecture de Lille, est acceptée à compter du 28 Février 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 25 Juillet 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

**ECOLE REGIONALE D'ARCHITECTURE. — Professeur
de chimie et de physique. Nomination. Robert Picoux.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de l'Ecole Régionale d'Architecture agréée par M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, suivant arrêté du 26 Novembre 1942 paru au Journal Officiel du 10 Décembre 1942 ;

Vu le budget dudit établissement approuvé le 5 Avril 1943 par M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale ;

Vu la lettre en date du 20 Avril 1945 par laquelle M. Bartel, professeur de Chimie et de Physique à l'Ecole Régionale d'Architecture donne sa démission.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Robert Picoux, Professeur agrégé de Physique et Chimie au Lycée Faidherbe, est nommé professeur du cours de Physique et Chimie à l'Ecole Régionale d'Architecture de Lille, en remplacement de M. Bartel, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Picoux recevra pour 35 heures de cours, une indemnité annuelle non soumise à retenue de 7.000 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Juillet 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^e division. Grand Théâtre.

Machiniste. Nomination. Arthur Meunier.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Arthur Meunier, releveur affecté au Service de la Propreté Publique, est muté au Grand-Théâtre en qualité de machiniste.

ARTICLE 2. — Aucune modification n'est apportée dans la situation pécuniaire de M. Meunier.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Juillet 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division.

Affectation. Raymond Dernoncourt.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Raymond Dernoncourt, commis aux écritures, prisonnier de guerre libéré, est affecté au 1^{er} Bureau, 1^{re} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 25 Juillet 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^e division.

Affectation. Jules Levrague.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jules Levrague, Commis Principal, prisonnier de guerre libéré, est affecté au 3^{me} Bureau, 3^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 25 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**CONSERVATOIRE. — Commission de surveillance
et de patronage. Membres. Nominations.
Bazelis et Looten. Vermaere.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu l'article 4 du règlement du Conservatoire ;
Vu l'arrêté n° 60 du 5 Juin 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — MM. Bazelis et Looten sont maintenus dans leurs fonctions de Membres de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire pour une nouvelle période de trois années arrivant à expiration le 27 Juillet 1948.

ARTICLE 2. — M. le Docteur Defaux est remplacé à partir du 28 Juillet 1945, par M. Vermaere, ancien Membre de la Commission de Surveillance et de Patronage, dont les pouvoirs expireront le 27 Juillet 1948.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SAPEURS-POMPIERS. — Sapeurs stagiaires.
Nominations diverses.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;
Vu l'arrêté de M. le Préfet du Nord en date du 5 Juin 1929 fixant à 150 unités, cadres compris, l'effectif du Corps des Sapeurs-Pompiers de Lille ;

Vu par ailleurs, les lettres de M. le Préfet du Nord, en date des 17 Septembre 1942 et 9 Février 1943, 1^{re} Division, 1^{er} Bureau, proposant le renforcement des effectifs qu'il estime devoir être fixés à 180 unités.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, à compter du 16 Juillet 1945, Sapeurs-Pompiers stagiaires :

MM. Bulleteau Fernand, né le 5 Mars 1922,
Bruyer Raymond, né le 22 Août 1922,
Defay Julien, né le 25 Janvier 1922,
Michel Gaston, né le 14 Juillet 1922,
Noterman Emile, né le 19 Novembre 1914.

ARTICLE 2. — Les Agents susvisés qui ne sont pas logés, bénéficieront du traitement et des indemnités diverses prévus en faveur des Sapeurs-Pompiers stagiaires du cadre principal.

ARTICLE 3. — L'Admission au bénéfice de la Caisse des Retraites ainsi que leur titularisation ne pourront intervenir que dans la mesure où la qualité de fonctionnaire aura été reconnue à ces Agents par l'approbation de la délibération à intervenir prévue par l'article 3 de la loi du 9 Septembre 1943.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 27 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat général.
Secrétaire général adjoint. Nomination. Emile Lefebvre.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Emile Lefebvre, Chef de Division est nommé Secrétaire Général Adjoint, en remplacement de M.

Fernand Martin nommé antérieurement Secrétaire Général de la Mairie.

ARTICLE 2. — Pour tenir compte de la situation qui lui était faite dans le grade de Chef de Division (y compris bonification pour services militaires), M. Emile Lefebvre est versé dans la 4^{me} classe de son nouvel emploi, au traitement annuel de 72.000 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 16 Avril 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Août 1945.

Hôtel de Ville, le 27 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Service des Fêtes.

Commis. Nomination. Ernest Waessen.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la décision de l'Administration Municipale en date du 15 Janvier 1945 portant intégration du Personnel de l'Octroi dans le cadre des Commis et Commis Principaux titulaires ;

Considérant que M. Ernest Waessen, qui assure en fait, à notre entière satisfaction les fonctions de Commis aux écritures auxiliaire au service des Logements, avait été classé au concours pour le recrutement de Préposés d'Octroi, ainsi qu'il résulte du Procès-verbal établi le 3 Juillet 1938 à l'issue de ce concours ;

Qu'il semble équitable, dans ces conditions, d'étendre à son profit, le bénéfice de la mesure qui a été prise en faveur des Agents de l'Octroi ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A titre personnel et exceptionnel, M. Ernest Waessen est nommé commis aux écritures du cadre titulaire, affecté au service des Fêtes.

ARTICLE 2. — M. Ernest Waessen est versé dans la 4^{me} classe de son emploi, au traitement annuel de 12.600 francs, porté à 14.000 francs par décision du Conseil Municipal du 23 Avril 1945.

ARTICLE 3. — M. Ernest Waessen est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Promenades et jardins. Garde municipal. Nomination. Arsène Bauwens.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 13 Octobre 1942, approuvée par M. le Préfet du Nord le 4 Novembre 1942, portant création de l'emploi de garde municipal au Service des Promenades et Jardins ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Arsène Bauwens, balayeur affecté au Service de la Propreté Publique est nommé garde municipal au Service des Promenades et Jardins ;

ARTICLE 2. — M. Bauwens est versé dans la 6^{me} classe de la catégorie II du Personnel Auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.000 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Economat. Magasinier.
Nomination. Lucien Harinck.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Lucien Harinck, manutentionnaire, prisonnier de guerre libéré, est promu magasinier, affecté au Service de l'Economat.

ARTICLE 2. — M. Harinck est versé dans la 6^{me} classe de la catégorie II du personnel Auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.000 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Promenades
et jardins. Gardes municipaux. Nominations.
Henri François et Emile Sory.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — MM. Henri François et Emile Sory, balayeurs affectés au Service de la Propreté Publique, sont nommés gardes municipaux au Service des Promenades et Jardins, en remplacement numérique du Brigadier Lemaire, réintégré dans la Police d'Etat et de M. Jules Boivin, retraité.

ARTICLE 2. — MM. François et Sory sont versés dans la 6^{me} classe de la catégorie II du Personnel Auxiliaire et recevront un salaire mensuel de 3.000 francs, majoré d'une indemnité familiale locale fixée à 167 francs pour M. François et à 83 francs pour M. Sory.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

DEPENSES. — Régisseur.

Concours des jardins ouvriers de 1945. Gaston Lemaire.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 53 ;

Vu l'instruction Générale des Finances du 26 Juin 1889, article 993 ;

Vu le budget de l'exercice 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Gaston Lemaire est nommé, sous la surveillance de M. le Receveur Municipal, comptable spécial chargé du paiement des prix en espèces attribués aux lauréats du concours de Jardins Ouvriers « 1945 ».

Il lui sera alloué à cet effet, une somme de 33.500 francs.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie, M. le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 31 Juillet 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

HYGIÈNE. — Statistique sanitaire du mois de Juillet 1945.

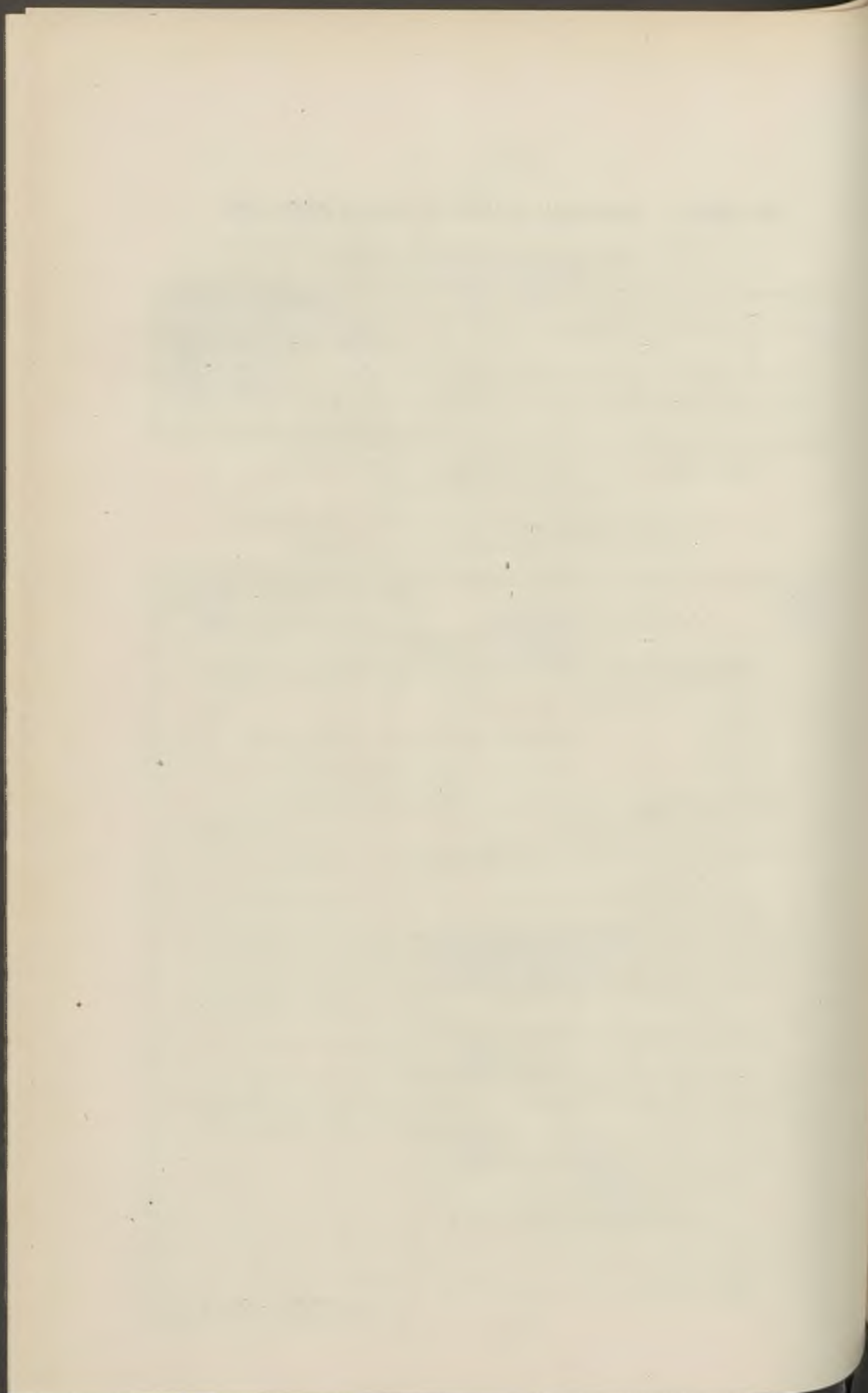
I. — RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

MARIAGES	DIVORCES	NAISSANCES (mort-nés non compris)			MORT-NÉS			DÉCÈS (mort-nés non compris)	ENFANTS MIS EN NOURRICE		
		Légitimes	Illégitimes	Total	Légitimes	Illégitimes	Total		NÉS dans la commune PLACES hors de la commune	NÉS hors de la commune PLACES dans la commune	NÉS hors de la commune placés dans la commune
177	25	391	86	477	17	1	18	249	+	2	1

II. — RÉPARTITION DES DÉCÈS PAR CAUSE ET PAR AGE
(MORT-NÉS NON COMPTÉS)

(Ce tableau doit comprendre tous les décès sans exception survenus sur le territoire de la commune)

NUMÉROS d'ordre	CAUSES DE DÉCÈS (Nomenclature internationale)	MOINS de 1 AN	De 1 à 19 ans	De 20 à 39 ans	De 40 à 59 ans	De 60 ans et au delà	TOTAUX
1	Fièvre typhoïde ou paratyphoïde (Typhus abdominal)	»	»	»	»	»	»
2	Typhus exanthématique	»	»	1	»	»	1
3	Fièvre et Cachexie paludéennes	»	»	»	»	»	»
4	Variole	»	»	»	»	»	»
5	Rougeole	»	»	»	»	»	»
6	Scarlatine	»	»	»	»	»	»
7	Coqueluche	2	»	»	»	»	2
8	Diphtérie et Croup	»	1	»	»	»	1
9	Grippe	»	»	»	»	»	»
10	Choléra asiatique	»	»	»	»	»	»
11	Entérite cholériforme	»	»	»	»	»	»
12	Autres maladies épidémiques	»	»	»	»	»	»
13	Tuberculose de l'appareil respiratoire	1	»	5	5	2	13
14	Tuberculose des méninges ou du système nerveux central	1	2	»	1	»	4
15	Autres Tuberculoses	»	»	1	»	1	2
16	Cancer et autres Tumeurs malignes	»	»	»	15	21	36
17	Méningite simple	3	1	1	»	»	5
18	Hémorragie et Ramollissement du cerveau	1	»	»	1	10	12
19	Maladies du cœur (non compris angine de poitrine)	»	»	3	3	20	26
20	Bronchite aiguë (y compris les bronchites sans épithète de moins de 5 ans)	»	»	»	»	»	»
21	Bronchite chronique (y compris les bronchites sans épithète de 5 ans et plus)	»	»	»	»	»	»
22	Pneumonie	»	»	»	3	2	5
23	Autres affections de l'appareil respiratoire (Phtisie exceptée)	3	1	2	1	8	15
24	Affections de l'estomac (Cancer excepté)	»	»	»	1	»	1
25	Diarrhée et Entérite (au-dessous de deux ans)	23	1	»	»	»	24
26	Appendicite et Typhlite	»	1	»	»	»	1
27	Hernie, Obstruction intestinale	»	1	»	1	5	7
28	Cirrhose du foie	»	»	»	»	»	»
29	Néphrite aiguë ou chronique	»	1	»	1	5	7
30	Tumeurs non cancéreuses et autres affections des organes génitaux de la femme	»	»	»	1	»	1
31	Septicémie puerpérale (Fièvre, Péritonite, Phlébite puerpérales)	»	»	»	»	»	»
32	Autres accidents puerpéraux de la grossesse et de l'accouchement	»	»	1	»	»	1
33	Débilité congénitale et Vices de conformation	10	»	»	»	»	10
34	Sénilité	»	»	»	»	14	14
35	Morts violentes (suicide excepté)	»	5	2	1	3	11
36	Suicide	»	»	»	1	1	2
37	Autres maladies	4	2	7	9	16	38
38	Maladie inconnue ou mal définie	»	1	2	3	4	10
	TOTAUX	48	17	25	47	112	249



BULLETIN ADMINISTRATIF

SOMMAIRE

Pages

Administration Municipale :

Code des Arrêtés Municipaux :

Abrogations d'arrêtés	676
Article 59. Modifications	684

Fêtes et Cérémonies :

Foires et Kermesses :

Foire de Septembre 1945. Interdiction de circulation	659
Foire-Attractions 1945. Installations de terrasses. Autorisations	675

Braderies :

Braderie du 3 Septembre 1945. Interdiction de circulation	684
-----------------------------------------------------------------	-----

Harmonie Municipale :

Trésorier. Nomination. Eugène Foucart	656
---------------------------------------------	-----

Police Administrative :

Etat-Civil :

Médecins. Indemnités. Nouveaux taux	639
Médecin. Remplacement. Docteur Robert Cordonnier	639

Voirie :

Egoûts :

Curage d'un puits. Rue des Meuniers 64. Injonction. Delgutte	640
-----------------------------------------------------------------------	-----

Enseignement des Beaux-Arts :

Ecole des Beaux-Arts :

Professeur de dessin. Traitement annuel	636
Rectification d'arrêté. Debatte	629

Conservatoire :

Nominations de Professeurs. Concours	663
--------------------------------------------	-----

Bibliothèques :

Bibliothèques de prêt :

Régisseur. Nomination. Léon Luce	651
----------------------------------------	-----

Œuvres diverses :

Prime à la natalité :

1 ^{re} fraction. Bénéficiaires	660
2 ^{me} fraction. Bénéficiaires	661

Secteur Charbonnier :

Participation des Communes. Période du 1 ^{er} Avril au 30 Juin 1945	637
---------------------------------------------------------------------------------------	-----

Dépenses :

Régisseur :

Collège Baggio. Nomination. Fontaine	670
--------------------------------------------	-----

Distribution d'eau :

Bains :

Commission chargée d'étudier tous projets de cré- ation de piscines Municipales. Membres. Nominations	674
----------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Hygiène :

Statistique sanitaire :

Mois d'Août 1945	690
------------------------	-----

Désinfection :

Injonction. M ^{me} Antonini. 20 rue des Robleds	688
----------------------------------------------------------------	-----

Eclairage :

Energie électrique :

Prix maxima de l'énergie électrique basse tension à partir du 1 ^{er} Avril 1945	649
------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Gaz :

Prix maxima du mètre cube de gaz à la date du 20 Juillet 1945	673
---------------------------------------------------------------------	-----

Police :

Lieux ouverts au public :

Salles de danse :

Rue du Faubourg de Roubaix 6 « Le Lido ». Autorisation d'exploitation. Beudaert	652
Avenue de Dunkerque 209. Autorisation d'exploitation. Gallier	653
Rue de Bouvines 6. Autorisation d'exploitation. Leleu	654
Rue Léon Gambetta 282. Autorisation d'exploitation. Laigle	655

Voie Publique :

Divagation des chiens. Interdiction	640
Immeuble menaçant ruine. Rue Esquermoise 28-30	
Mise en demeure. M ^{me} V ^{ve} Liège. M ^{me} V ^{ve} Deroubaix	657

Services Municipaux :

Généralités :

Tous Services et Divisions. Promotions	635
Agents Mineurs. Salaires ..	635

Cadre Principal :

Secrétariat Général :

Suspension de fonctions :

M. Florin	647
M. Thomazie	647

Première Division :

Congé avec solde. Renouvellement. Lemille	629
-------------------------------------------------	-----

Deuxième Division :

Mutation. François Lecomte	665
Congé avec solde. Renouvellement. André Pat	630
Congé sans solde. Henri Devrière	665

Troisième Division :

Affectations :

Marcel Verstraete	650
Lucien Alavoine	634
René Picquette	634

Sapeurs-Pompiers :

Nominations :

Marcel Alloo	648
Paul Glorian	648
Raymond Vanhulle	648
Démission. Alfred Godefroy	666

Cadre Auxiliaire :

Secrétariat Général :

Nominations :

Marcel Dupond	703
Robert Godtschalek	686
Maurice Deligne	687
Henri Vaillant	646
André Cayzele	688
Point de départ d'arrêté. Jean Keerle	632

Démissions :

M ^{le} Louillet	659
M ^{le} Corbé	659
M ^{me} Hurez	659

Première Division :

Nominations :

Germaine Vanhove	667
Adolphe Dubureq	645
François De Backer	646

Démissions :

• Madeleine Vernet	675
Jean Lefebvre	643

Deuxième Division :

Nominations :

Robert Vande Rosieren	668
Théodore Deletete	669
Gaston Verstraete	669
Marcel Van Oost	670
Louis Dassonville	685

Démissions :

Victor Gravelin	642
Jules Delobel	643
Congé sans solde. Albert De Nève	631

Quatrième Division :

Démissions :

Michel Dehaese	644
Jean Crinon	704

Cinquième Division :

Annulation d'arrêté. M ^{me} Raingeval Alfrédine	667
----------------------------------------------------------------	-----

Démissions :

M ^{me} Faucompré	633
M ^{lle} Chauvière	644

Congés sans solde :

M ^{me} Raingeval —	632
Renouvellement. M ^{me} Deprouw	672

Caisse des Retraites :

Admissions à la Retraite :

Edouard Leroi	630
Louis Deleau	651
Fernand Martin	671

Liquidations de pensions :

Martin Fernand	691
V ^{re} Lefebvre Marcel	692
M ^{me} Bocquet Pauline	693
V ^{re} Durot Alphonse	694
V ^{re} Marescaux Victor	695
Hubert Camille	696
V ^{re} Cochez	698
Franck André	699
Manchin Louis	700
V ^{re} Vandereruyssen	701
Isnard Félix	702

**SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Congé avec solde.
Renouvellement. Lemille.**

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 24 ;

Vu nos arrêtés antérieurs accordant un congé de longue durée à M. Lemille, Commis principal ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. Est renouvelé, pour une durée de trois mois, le congé avec solde accordé à M. Lemille, commis principal affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 21 Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 1^{er} Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**ECOLE DES BEAUX-ARTS. — Cours d'arts décoratifs.
Rectification d'arrêté. Debatte.**

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu notre arrêté n° 251 du 13 Juillet 1945 portant reprise de fonctions de M. Debatte, prisonnier de guerre rapatrié, au poste de professeur du Cours d'Arts décoratifs à l'Ecole des Beaux-Arts ;

Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée dans le calcul de son traitement ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 2 de notre arrêté du 13 Juillet 1945 est modifié comme suit :

M. Debatte percevra un salaire annuel de trente deux mille deux cents francs (32.200) (au lieu de 20.200) correspondant à la troisième classe de l'emploi ; le point de départ de l'avancement dans la classe étant fixé au 16 Octobre 1943.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 2 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Congé avec solde.
Renouvellement. André Pat.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 24 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de trois mois, le congé avec solde, accordé à M. André Pat, Contrôleur des Eaux.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 17 Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 6 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**CAISSE DES RETRAITES. — Admission à la retraite.
Edouard Leroi.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de la Caisse de Retraites des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Edouard Leroi, né le 22 Août 1885, Charretier affecté au Service de la Propreté Publique, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 6 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Congé sans solde.

Albert De Neve.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 21 Juillet 1945, par laquelle M. Albert De Neve, menuisier affecté au service de la Propreté Publique, sollicite un congé sans solde d'un mois ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé sans solde d'un mois est accordé à M. Albert De Neve, menuisier affecté au service de la Propreté Publique.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 17 Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 6 Août 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Archives. Coursier.
Point de départ d'arrêté. Jean Keerle.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;
Vu notre arrêté en date du 20 Juillet 1945 concernant la
démission de M. Jean Keerle, Coursier affecté au Secrétariat
Général, Service du Courrier ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les dispositions de notre arrêté susvisé prennent effet à compter du 25 Juillet 1945 et non du 13 comme il a été indiqué par erreur.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 6 Août 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Congé sans solde.
M^{me} Raingeval Alfrédine.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;
Vu la lettre en date du 16 Juillet 1945 par laquelle Madame Raingeval, Assistante Médico-Sociale Diplômée affectée au Service Médico-Social du Personnel Municipal, sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé d'un an, sans solde, est accordé à M^{me} Raingeval, Assistante Médico-Sociale Diplômée affectée au Service Médico-Social du Personnel Municipal.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé, M^{me} Raingeval ne pourra réintégrer ses fonctions qu'autant qu'une vacance d'emploi existera dans le service et sous réserve d'un avis favorable émis par l'Administration Municipale à la demande que devra formuler l'intéressée, en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 15 Août 1945.

Hôtel de Ville, le 6 Août 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^e division. Aide médico-sociale.

Démission. M^{me} Faucompré.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 16 Juillet 1945 par laquelle M^{me} Faucompré, Aide-Médico-Sociale affectée au Service Médico-Social du Personnel Municipal, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Faucompré, Aide-Médico-Sociale affectée au Service Médico-Social du Personnel Municipal, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 15 Août 1945.

Hôtel de Ville, le 6 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 3^e division. Commis principal.
Affectation. Lucien Alavoine.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Lucien Alavoine, Commis Principal, Prisonnier de guerre libéré, est affecté au 1^{er} Bureau de la 3^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Août 1945.

Hôtel de Ville, le 6 Août 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 3^e division. Commis.
Affectation. René Picquette.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. René Picquette, Commis aux écritures, Prisonnier de guerre libéré, est affecté au 3^{me} Bureau de la 3^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Août 1945.

Hôtel de Ville, le 6 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Agents mineurs. Salaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le salaire mensuel des agents mineurs ci-après désignés, est fixé comme suit à compter du 1^{er} Août 1945 :

Noms et prénoms	Fonction	Affectation	Date de naissance	Réduction	Salaire
Baro René	Coursier	S. G.	21 Juillet 1929.	35 %	1.820,—
Hacart Edmond	Coursier	S. G.	5 Juillet 1927	10 %	2.520,—
Sézille Claude	Coursier	S. G.	22 Juillet 1929.	35 %	1.820,—
Delannoy Denis	Coursier	4 ^{me} Division	31 Juillet 1928.	25 %	2.100,—

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 6 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Tous services et divisions.

Promotions.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du personnel auxiliaire est fixé comme suit, à compter du 1^{er} Août 1945 ;

Noms et prénoms	Fonction	Affectation	Classe	Salaire
Catégorie I				
Marchand Lucien	Gardiennement cimetière	Serv. Cimetière	4 ^{me}	2.950
Catégorie III				
Blancart Raymonde	Expéditionnaire	1 ^{re} Division	5 ^{me}	3.000
Lemoine Paul	Expéditionnaire	Plan	7 ^{me}	2.900
Brisse Maria	Expéditionnaire	1 ^{re} Division	5 ^{me}	3.000
Caucheteux Marthe	Expéditionnaire	1 ^{re} Division	7 ^{me}	2.800
Dehaghe Germaine	Expéditionnaire	1 ^{re} Division	7 ^{me}	2.800
Delahousse M.-Louise	Expéditionnaire	1 ^{re} Division	5 ^{me}	3.000
Deaneulin Marguerite ..	Expéditionnaire	2 ^{me} Division	5 ^{me}	3.000
Pottier Jeanne	Expéditionnaire	1 ^{re} Division	5 ^{me}	3.000
Vienne Elvire	Expéditionnaire	1 ^{re} Division	6 ^{me}	2.900
Catégorie V				
Peeters Hortense	Sténo-Dact.	1 ^{re} Division	2 ^{me}	3.650
Defer Paulette	Commis	1 ^{re} Division	5 ^{me}	3.350
				ancienneté fixée au 1 ^{er} Juillet 1945
Catégorie VIII				
Van Daelen Henri	Releveur	P. P.	3 ^{me}	2.950
Catégorie IX				
Lopez Maurice	Paveur	Voie Publique	3 ^{me}	3.200
Catégorie IV				
Torcheux Denise	Aide Médico Sociale	5 ^{me} Division	6 ^{me}	3.100

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 6 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ECOLE DES BEAUX-ARTS. — Professeur de dessin. Traitement annuel.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de l'Ecole des Beaux-Arts ;

Vu la décision de l'Administration Municipale en date du
4 Juin 1945 ;

Vu notre arrêté n° 250 en date du 12 Juillet 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 7 de notre arrêté n° 250 en date du 12 Juillet 1945 est modifié comme suit :

Le traitement annuel afférent à cet emploi sera basé sur 16 heures de cours hebdomadaires en 1^{re} catégorie. Il s'échelonnara entre 72.000 francs et 135.000 francs dès que l'autorité supérieure aura approuvé le projet de relèvement des traitements adoptés par l'administration municipale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 6 Août 1945..

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SECTEUR CHARBONNIER. — Participation des communes.
Période du 1^{er} Avril au 30 Juin 1945.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Président du Secteur Charbonnier de la région de Lille ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 30 Décembre 1942 mettant en application des instructions préfectorales (Bureau Départemental des Charbons c 59/B.O.) en date du 14 Février 1942 ;

Vu les décisions des 22 Juin et 15 Décembre 1942 des assemblées de cet organisme, fixant à 0,40 par tonne de charbon reçue la participation de chaque commune aux frais de fonctionnement des services du secteur charbonnier ;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer la participation pécuniaire de chaque commune pour les mois d'Avril à Juin 1945, inclusivement ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La participation des communes adhérentes au secteur charbonnier de la région de Lille est fixée comme suit pour la période du 1^{er} Avril au 30 Juin 1945 :

État des tonnages reçus

Désignation	Avril	Mai	Juin	Total	
Lille	5.994	3.333	4.921	14.248	5.699,20
Saint-André	144	113	122	385	154,—
Haubourdin	211	202	159	572	228,80
Loos	347	238	638	1.268	507,20
La Madeleine	702	405	400	1.507	602,80
Hellemmes	280	160	203	643	257,20
Lomme	551	493	593	1.637	654,80
Lambersart	458	306	424	1.188	475,20
Marquette	156	92	208	456	182,40
Fâches-Thumeuil	247	139	131	517	206,80
Ronchin	169	140	68	377	150,80
Mons-en-Barœul	78	185	185	448	179,20
Marcq-en-Barœul	259	326	494	1.079	431,60
Wambrechies	119	90	132	341	136,40
Lezennes	43	23	40	106	42,40
Sequedin	18	16	11	45	18,00
Hallennes-lez-Haubourdin	35	32	18	85	34,00
Englos	3	3	4	10	4,00
Capinghem	15	7	4	26	10,40
Erquinghem-le-Sec	4	3	1	8	3,20
Santes	192	85	63	340	136,00
Escobecques	2	3	1	6	2,40
Lesquin	105	68	3	176	70,40
Beaucamps	27	5	22	54	21,60
	10.159	6.473	8.890	25.522	10.208,80

ARTICLE 2. — Le recouvrement des sommes ci-dessus sera effectué par M. le Receveur municipal. Les sommes reçues seront constatées en recettes au compte ouvert parmi les services Hors Budget sous le libellé « Secteur Charbonnier de la Région Lilloise ».

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à M. le Percepteur-Receveur municipal.

Hôtel de Ville, le 7 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ETAT-CIVIL. — Médecins. Indemnités. Nouveaux taux.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 22 Mars 1945,
approuvée par M. le Préfet le 19 Avril suivant ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'indemnité allouée aux médecins chargés du service de l'Etat-Civil est porté à 9.000 francs par an à compter du 1^{er} Janvier 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 8 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ETAT-CIVIL. — Médecin.
Remplacement Docteur Robert Cordonnier.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la délibération du Conseil municipal du 22 Mars 1945 ;

Vu notre arrêté en date du 8 Août 1945, fixant à 9.000 francs par an l'indemnité allouée aux Médecins de l'Etat-civil ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. le Docteur Robert Cordonnier, 11 rue du Marché qui a remplacé du 13 au 31 Juillet 1945 inclus M. le Docteur Vanderhaghen, médecin de l'Etat civil dans les 6^{me} et 9^{me} circonscriptions, recevra l'indemnité prévue par notre arrêté susvisé.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 9 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**EGOUTS. — Curage d'un puits. Rue des Meuniers, 64.
Injonction Delgutte.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 3 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la Santé Publique ;

Vu l'article 1^{er} du Règlement Sanitaire article 362 du Code des Arrêtés Municipaux qui prescrit que les habitations seront munies de moyens d'évacuation des eaux pluviales, des eaux ménagères et des matières usées ;

Considérant que le faux puits qui assure l'évacuation des eaux usées et pluviales des immeubles situés rue des Meuniers 64, Cour Coulon, est envasé et que les eaux restent stagnantes au droit des habitations ce qui constitue un grave danger pour la Santé Publique ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — En raison du grave danger que présente la stagnation des eaux usées à proximité des habitations situées rue des Meuniers 64, Cour Coulon, appartenant à M. Delgutte, 33 rue Jean-Jacques Rousseau à Mons-en-Barœul, il y a urgence à exécuter les travaux ci-après :

Curer à vif fond le faux puits situé dans la cour et nettoyer à fond les cuvettes de décantation de façon à assurer l'évacuation rapide et régulière des eaux pluviales et ménagères.

ARTICLE 2. — Le présent arrêté sera transmis à M. le Préfet en vue de l'exécution immédiate de ces travaux dans les conditions fixées par l'article 3 de la loi du 15 Février 1902.

Hôtel de Ville, le 9 Août 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

**POLICE DE LA VOIE PUBLIQUE. — Divagation des chiens.
Interdiction.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu la loi du 21 Juin 1898 sur le Code rural et le décret du

6 Octobre 1904 portant règlement d'Administration Publique pour l'exécution de ladite loi ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 Avril 1903, interdisant la divagation des chiens dans toute l'étendue du département du Nord ;

Vu l'article 80 du Code des Arrêtés Municipaux relatifs au tarif de la fourrière ;

Considérant qu'un chien se trouvant sur le territoire de Lomme a été reconnu atteint de rage ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Tous les chiens circulant sur la voie publique devront être muselés ou tenus en laisse pendant un délai de deux mois à partir de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 2. — Pendant ce délai, il est interdit aux propriétaires de se dessaisir de leurs chiens ou de les conduire hors de leur résidence, si ce n'est pour les abattre. Dans ce cas ils seront tenus d'en faire la déclaration à la Mairie.

ARTICLE 3. — Les prescriptions du présent arrêté ne sont pas applicables aux chiens de berger ou de bouvier, qui sont admis à circuler librement, mais uniquement pour l'usage auquel ils sont employés.

ARTICLE 4. — Seront immédiatement abattus les chiens et chats mordus ou roulés par un animal enragé ou ayant été en contact avec lui. Lorsque des chiens ou des chats auront mordu des personnes et qu'il y aura lieu de craindre l'existence de la rage, ils seront si l'on peut s'en saisir sans les abattre, placés en observation sous la surveillance d'un vétérinaire sanitaire requis par le Maire ou désigné par le propriétaire ou conduits à la fourrière municipale et placés pendant tout le temps reconnu nécessaire, mais en tous cas, pendant cinq jours, au moins, sous la surveillance du vétérinaire inspecteur qui, suivant le diagnostic qu'il portera, en demandera l'abatage ou signera leur exeat.

ARTICLE 5. — Les chiens errants et tous ceux qui seront trouvés sur la voie publique ou dans les champs non munis d'un collier portant le nom et le domicile de leur maître, seront conduits à la fourrière et abattus après un délai de 48 heures s'ils n'ont point été réclamés et si le propriétaire est inconnu. Les chiens avec collier ou portant la marque de leur maître,

qui seront trouvés sur la voie publique ou dans les champs seront également conduits à la fourrière et abattus seulement après un délai de huit jours francs.

ARTICLE 6. — Lorsque les chiens conduits en fourrière pourront être remis à leur propriétaire, ces derniers seront tenus d'accepter les frais de conduite, de nourriture et de garde, d'après le tarif fixé par nous, sans préjudice du procès-verbal de contravention qui sera dressé à leur charge.

ARTICLE 7. — Les contraventions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux et déférés aux tribunaux compétents.

ARTICLE 8. — Le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera immédiatement exécutoire.

Hôtel de Ville, le 9 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Propreté publique.
Charretier. Démission. Victor Gravelin.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre, par laquelle M. Victor Gravelin, charretier affecté au service de la Propreté Publique donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Victor Gravelin, charretier affecté au service de la Propreté Publique, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 5 Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Propreté publique.
Démission. Jules Delobel.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;
Vu la lettre en date du 27 Juillet 1945, par laquelle M. Jules Delobel, charretier au service de la Propreté Publique, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jules Delobel, charretier affecté au Service de la Propreté Publique, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Août 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Expéditionnaire.
Démission. Jean Lefebvre.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;
Vu la lettre en date du 31 Juillet 1945 par laquelle M. Jean Lefebvre, expéditionnaire affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division donne sa démission.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jean Lefebvre, expéditionnaire affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Août 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Août 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 5^e division. Assistante
médico-sociale. Démission. M^{lle} Madeleine Chauvière.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 21 Juillet 1945 par laquelle M^{lle} Madeleine Chauvière, Assistante Médico-Sociale Diplômée, affectée au 2^{me} Bureau de la 5^{me} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Madeleine Chauvière, Assistante Médico-Sociale diplômée affectée au 2^{me} Bureau de la 5^{me} Division, démissionnaire cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Août 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 4^e division. Enquêteur.
Démission. Michel Dehaese.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 1^{er} Août 1945 par laquelle M. Michel Dehaese, enquêteur affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Michel Dehaese, Enquêteur affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division, appelé sous les drapeaux et libéré temporairement, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Août 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Cimetières.
Gardien. Nomination. Adolphe Duburcq.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Adolphe Duburcq, Manœuvre affecté au Service des Promenades et Jardins, est nommé gardien au cimetière de l'Est, en remplacement de M. Ghesquière, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Duburcq est versé dans la 5^{me} classe de la 1^{re} catégorie du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Août 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Archives. Coursier.
Nomination. Henri Vaillant.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 28 Janvier 1945, pour le recrutement de jeunes agents ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Henri Vaillant, né le 28 Novembre 1930, est nommé coursier affecté au service du Courrier, Secrétariat Général, en remplacement de M. Marcel Richez, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Henri Vaillant est versé dans la 1^{re} catégorie du Personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 1.120 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 3 Août 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Août 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division. Cantines scolaires.
Magasinier. Nomination. François De Backer.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. François De Backer, manœuvre affecté au Service des Cantines scolaires, est nommé magasinier en remplacement de M. Vandendaele, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. De Backer est versé dans la 7^{me} classe de

catégorie II du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Août 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat général.
Suspension de fonctions. MM. Thomazie et Florin.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu le décret du 18 Novembre 1939 relatif au régime disciplinaire applicable en temps de guerre au personnel des collectivités publiques ;

Vu la lettre en date du 28 Juillet 1945 par laquelle M. le Directeur des Centres Sanitaires de Lille et Roubaix nous signale des manquements graves dont se sont rendus coupables MM. Thomazie et Florin, commis, actuellement rappelés sous les drapeaux, et nous fait part du désir manifesté par M. le Préfet du Nord de procéder à la révocation des intéressés ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — En attendant qu'il ait été statué sur leur cas par l'autorité militaire MM. Thomazie et Florin, commis, sont suspendus de leurs fonctions, sans traitement.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 6 Juillet 1945, date à laquelle les intéressés ont été mis aux arrêts.

Hôtel de Ville, le 10 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SAPEURS-POMPIERS. — Sapeurs stagiaires.

Nominations. Marcel Alloo, Paul Glorian, Raymond Vanhulle.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

Vu l'arrêté de M. le Préfet du Nord en date du 5 Juin 1929 fixant à 150 unités, cadres compris, l'effectif du Corps des Sapeurs-Pompiers de Lille ;

Vu par ailleurs, les lettres de M. le Préfet du Nord en date des 17 Septembre 1942 et 9 Février 1943, 1^{re} Division, 1^{er} Bureau, proposant le renforcement des effectifs qu'il estime devoir être fixés à 180 unités ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, à compter du 1^{er} Août 1945, sapeurs-pompiers stagiaires :

MM. Marcel Alloo, né le 26 Décembre 1914,

Paul Glorian, né le 14 Mars 1908,

Raymond Vanhulle, né le 27 Décembre 1914.

ARTICLE 2. — Les agents susvisés qui ne sont pas logés, bénéficieront du traitement et des indemnités diverses prévues en faveur des sapeurs-pompiers stagiaires du cadre principal.

ARTICLE 3. — L'admission au bénéfice de la Caisse des Retraites ainsi que leur titularisation ne pourront intervenir que dans la mesure où la qualité de fonctionnaire aura été reconnue à ces agents par l'approbation de la délibération à intervenir prévue par l'article 3 de la loi du 9 Septembre 1943.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 10 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ECLAIRAGE. — Energie électrique à basse tension.

Prix maxima à partir du 1^{er} Avril 1945.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 94 ;

Vu la concession pour la distribution de l'énergie électrique avec la Compagnie Continentale du Gaz, en date du 24 Juin 1925, approuvée par décret du 17 Février 1926 et l'avenant à cette concession, en date du 14 Février 1933, approuvé le 13 Mars 1934 ;

Vu le décret du 13 Septembre 1934, la circulaire ministérielle du 15 Septembre 1934, le décret du 16 Juillet 1935 ;

Vu l'arrêté 11.618 paru au B.O.S.P. du 20 Avril 1945, fixant à 1.476 l'index électrique Basse Tension ;

Vu la lettre du 5 Juillet 1937 de la Compagnie Continentale du Gaz, portant réduction du coefficient de variation applicable à la force motrice Basse Tension ;

Vu la lettre de M. le Préfet du Nord, en date du 1^{er} Août 1945, relative à une réduction de 10 % sur le prix des particuliers en faveur des administrations de l'Etat et du département ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les dispositions de notre arrêté du 26 Juin 1945 sont abrogées et remplacées par celles ci-dessous :

Les prix maxima de l'énergie électrique Basse Tension sont fixés comme suit à partir du 1^{er} Avril 1945 :

Eclairage :

Particuliers	le kwh 3 frs 70
Bâtiments communaux	le kwh 3 frs 07
Services Publics : Etat et Département..	le kwh 3 frs 33

Force Motrice :

Puissance souscrite	Pour une utilisation annuelle	
	Inférieure à 1.000 h.	Egale ou supérieure à 1.000 h.
Particuliers :		
Jusque 5 kw.	2 frs 69	2 frs 69
plus de 5 kw.	2 frs 69	2 frs 65
Bâtiments Communaux :		
Jusque 5 kw.	2 frs 59	2 frs 51
plus de 5 kw.	2 frs 55	2 frs 47
Services Publics :		
Etat et Département :		
Jusque 5 kw.	2 frs 42	2 frs 42
plus de 5 kw.	2 frs 42	2 frs 39

Éclairage des Voies Publiques de la Ville :

- 1°) de l'allumage à 24 heures le kw. 2 frs 50
 2°) de 24 heures à l'extinction le kw. 2 frs 38

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 10 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^e division. Commis principal.
Affectation. Marcel Verstraete.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Verstraete, Commis Principal, Prisonnier de guerre libéré, est affecté au 3^{me} Bureau de la 3^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 28 Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Admission à la retraite.

Louis Deleau.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Louis Deleau, né le 25 Septembre 1885, Chef du 1^{er} Bureau à la 1^{re} Division, atteint par la limite d'âge est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Août 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

BIBLIOTHEQUES DE PRET. — 4^{me} division. Régisseur.

Nomination. Léon Luce.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu notre arrêté en date du 28 Octobre 1925, portant réorganisation des bibliothèques de prêt ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la Mairie ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Luce Léon, Directeur de l'Ecole Condorcet, est nommé, à titre provisoire, à compter du 1^{er} Juillet 1945, régisseur de la bibliothèque de prêt installée à l'Ecole Littré, Place de l'Arbonnoise, en remplacement de M. Girardot, qui a cessé ses fonctions le 1^{er} Avril dernier.

ARTICLE 2. — M. Luce recevra une indemnité annuelle de quatre mille huit cents francs non soumise à retenue, payable mensuellement.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 14 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

POLICE DES LIEUX OUVERTS AU PUBLIC. —

Salle de danse, rue du Faubourg-de-Roubaix, 6, « Le Lido ».

Autorisation d'exploitation. Beudaert.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le décret du 7 Février 1941 concernant la protection contre l'incendie dans les bâtiments ou locaux recevant du public, article 275 ;

Vu la demande présentée par M. Beudaert et tendant à obtenir l'autorisation d'organiser des séances de danse dans son établissement situé 6, rue du Faubourg-de-Roubaix ;

Vu l'avis de la Commission de Sécurité exprimé lors de sa réunion du 3 août 1945 ;

Vu le Code des Arrêtés Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Beudaert est autorisé à donner des séances de danse dans son établissement situé 6, rue du Faubourg-de-Roubaix et dénommé « Le Lido ».

ARTICLE 2. — L'intéressé devra se conformer aux prescriptions du décret du 7 Février 1941 relatif à la protection contre l'incendie dans les établissements ou locaux recevant du public. Il devra également faciliter les visites qui seront faites dans son établissement au moins deux fois chaque année en application de l'article 267 du dit décret.

ARTICLE 3. — Pour des raisons de sécurité nationale et de moralité publique, un agent de police en tenue, rétribué par le bénéficiaire de la présente autorisation, sera présent pendant les séances de danse.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Commissaire Central de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 16 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

POLICE DES LIEUX OUVERTS AU PUBLIC. —

Salle de danse, Avenue de Dunkerque, 209.

Autorisation d'exploitation. Gallier.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le décret du 7 Février 1941, concernant la protection contre l'incendie dans les bâtiments ou locaux recevant du public, article 275 ;

Vu la demande présentée par M. Gallier et tendant à obtenir l'autorisation d'organiser des séances de danse dans une salle existant derrière son établissement situé 209, Avenue de Dunkerque ;

Vu l'avis exprimé par la Commission Municipale de sécurité lors de sa réunion du 3 Août 1945 ;

Vu le Code des arrêtés municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Gallier est autorisé à donner des séances

de danse dans une salle située derrière son établissement, 209, avenue de Dunkerque.

ARTICLE 2. — L'intéressé devra se conformer aux prescriptions du décret du 7 Février 1941 relatif à la protection contre l'incendie dans les établissements au locaux recevant du public. Il devra également faciliter les visites qui seront faites dans son établissement au moins deux fois chaque année en application de l'article 267 du dit décret.

ARTICLE 3. — Pour des raisons de sécurité nationale et de moralité publique, un agent de police en tenue, rétribué par le bénéficiaire de la présente autorisation sera présent pendant la séance de danse.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Commissaire Central de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 16 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

POLICE DES LIEUX OUVERTS AU PUBLIC. —

Salle de danse, rue de Bouvines, 6.

Autorisation d'exploitation. Leleu.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le décret du 7 Février 1941, concernant la protection contre l'incendie dans les bâtiments ou locaux recevant du public, article 275 ;

Vu la demande présentée par M. Leleu et tendant à obtenir l'autorisation d'organiser des séances de danse dans son établissement situé 6, rue de Bouvines ;

Vu l'avis de la Commission Municipale de sécurité exprimé lors de sa réunion du 3 Août 1945 ;

Vu le Code des arrêtés municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Leleu est autorisé à donner des séances de danse dans son établissement situé, 6, rue de Bouvines et dénommé « Fiviana Dancing ».

ARTICLE 2. — L'intéressé devra se conformer aux prescriptions du décret du 7 Février 1941 relatif à la protection contre l'incendie dans les établissements ou locaux recevant du public. Il devra également faciliter les visites qui seront faites dans son établissement au moins deux fois chaque année en application de l'article 267 du dit décret.

ARTICLE 3. — Pour des raisons de sécurité nationale et de moralité publique, un agent de police en tenue, rétribué par le bénéficiaire de la présente autorisation, sera présent pendant la séance de danse.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Commissaire Central de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 16 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

POLICE DES LIEUX OUVERTS AU PUBLIC.

Salle de danse, rue Léon-Gambetta, 282.

Autorisation d'exploitation. Laigle.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le décret du 7 Février 1941, concernant la protection contre l'incendie dans les bâtiments ou locaux recevant du public, article 275 ;

Vu la demande présentée par M. Laigle et tendant à obtenir l'autorisation d'organiser des séances de danse dans une salle existant derrière son établissement situé, 282, rue Léon-Gambetta ;

Vu l'avis exprimé par la Commission Municipale de sécurité lors de sa séance du 3 Août 1945 ;

Vu le Code des arrêtés municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Laigle est autorisé à donner des séances de danse dans une salle située derrière son établissement, 282, rue Léon-Gambetta.

ARTICLE 2. — L'intéressé devra se conformer aux prescriptions du décret du 7 Février 1941 relatif à la protection contre l'incendie dans les établissements ou locaux recevant du public. Il devra également faciliter les visites qui seront faites dans son établissement au moins deux fois chaque année en application de l'article 267 du dit décret.

ARTICLE 3. — Pour des raisons de sécurité nationale et de moralité publique, un agent de police en tenue, rétribué par le bénéficiaire de la présente autorisation, sera présent pendant la séance de danse.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Commissaire Central de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 16 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

HARMONIE MUNICIPALE. — Trésorier.

Nomination. Eugène Foucart.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Règlement de la Musique Municipale ;

Vu notre arrêté n° 1625 du 1^{er} Juin 1945 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 22 Mars 1945 portant relèvement des indemnités au personnel de fonctionnement de l'Harmonie Municipale ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Foucart Eugène, est nommé trésorier de l'Harmonie Municipale en remplacement de M. Jules Laine, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Foucart recevra une indemnité annuelle de 1.200 (douze cents francs) non soumise à retenue au profit de la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Avril 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

TRAVAUX. — Immeuble rue Esquermoise, 28 et 30.

Mise en demeure. M^{me} veuve Liège et Deroubaix.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'ordonnance en date du 25 Juillet 1945 par laquelle M. le Juge de Paix du deuxième arrondissement judiciaire de la Ville de Lille a nommé M. Auguste Corbeau, architecte, 3, avenue Germaine à La Madeleine, expert chargé d'examiner l'état des bâtiments portant les n^{os} 28 et 30, rue Esquermoise et de déterminer le caractère et l'imminence du péril que présentent ces constructions ;

Vu le rapport de l'expert dressé le 6 Août 1945 et spécifiant que :

« Le mur mitoyen est constitué en briques cuites au bois. Il est complètement désorganisé dans la hauteur du rez-de-chaussée, comme si on l'avait coupé en deux dans le sens de l'axe longitudinal.

« Le mur en façade ne comporte que des piliers en grés qui sont nettement détachés du reste de la maçonnerie.

« Le pilier en grés situé à l'angle de la maison portant le n^o 28 est nettement déversé du côté de l'extérieur.

« Le mur est bouclé à la hauteur du premier étage où il présente un hors d'aplomb nettement accentué. »

Considérant que l'état des bâtiments dont il s'agit, présente un danger véritable pour la sécurité publique ; que, d'après le rapport susvisé, il y a péril urgent ;

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu la loi du 21 Juin 1898 modifiée par le décret loi du 30 Octobre 1935 ;

Vu le Code des arrêtés municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} veuve Liège demeurant à La Madeleine, 15, avenue Saint-Maur, propriétaire de l'immeuble portant le n° 28, rue Esquermoise et M^{me} veuve Deroubaix, demeurant à Lille, 9, rue du Curé-Saint-Etienne, propriétaire de l'immeuble portant le n° 30, rue Esquermoise sont mises en demeure d'avoir ;

1° Dans le délai de huit jours, qui suivra la notification du présent arrêté, à faire reconstruire le mur séparant les immeubles sis 28 et 30, rue Esquermoise.

2° A faire procéder immédiatement et sans délai aux travaux d'étalement permettant la consolidation et la préservation de ces deux immeubles.

ARTICLE 2. — Dans le cas où M^{me} veuve Liège et M^{me} veuve Deroubaix refuseraient de se conformer à cette injonction, elles nous feront connaître le nom de l'expert qu'elles auront respectivement choisi pour procéder contradictoirement à la constatation de l'état des bâtiments et dresser rapport.

ARTICLE 3. — Si, à l'expiration du délai imparti, M^{me} veuve Liège et M^{me} veuve Deroubaix, n'ont pas fait cesser le péril et faute par elles de désigner un expert, il sera passé outre et le rapport susvisé de M. Corbeau, architecte-expert de l'Administration, sera transmis au Conseil de Préfecture.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M^{me} veuve Liège et M^{me} veuve Deroubaix dans la forme réglementaire.

Hôtel de Ville, le 17 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Interprète. Démissions.

M^{lle} Louillet ; M^{me} Hurez et M^{lle} Corbe.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Christiane Louillet, Interprète, M^{me} Clotilde Hurez et M^{lle} Jeanne Corbe, expéditionnaires, affectées au service des Interprètes, démissionnaires, cessent de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 17 Août 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

FETES ET CEREMONIES. — Foire-Attractions de Septembre.

**Interdiction de circulation. Avenue Cuvier
et Allée des Marronniers.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La circulation des chevaux, voitures, automobiles, bicyclettes et autres véhicules est interdite à partir du 22 Août 1945 et pendant toute la durée de la Foire-Attractions, Avenue Cuvier et Allée des Marronniers.

ARTICLE 2. — Le stationnement des chevaux, voitures, automobiles, bicyclettes et autres véhicules est interdit à partir du 22 Août 1945 et pendant toute la durée de la Foire-Attractions, Avenue Mathias-Delobel, fraction comprise entre le pont de la Citadelle et le passerelle Solférino,

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée en triple exemplaire à M. le Préfet.

Hôtel de Ville, le 20 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITE. — Exercice.

Première fraction. Bénéficiaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 et du 11 Juillet 1944 approuvée le 19 Août 1944 ;

Vu nos arrêtés en date du 10 Mai 1943, et du 14 Février 1944 ;

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéficier de la première fraction de la prime communale à la natalité :

- 1° Certificat de vie de l'enfant ;
- 2° Etat indiquant la composition de la famille ;
- 3° Certificat de résidence ;
- 4° Certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;
- 5° Certificat de docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la première fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants-droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil Municipal susvisée :

Mmes				
Bomme-Fontanie	Rue de Thumeril, 14.	1er Juillet 1945.	5me	270,—
Boulanghien-Helmer	Rue au Péterinck, 10.	1er Juillet 1945.	5me	270,—
Candas-Duvette	Rue de Puébla, 25.	8 Juillet 1945.	5me	270,—
Candas-Duvette	Rue de Puébla, 25.	8 Juillet 1945.	4me	270,—
Carpentier-Cliquennoy	Rue d'Esquermes, cour Potié, 8.	19 Juillet 1945.	3me	180,—
Coolens-Watermolen	Rue Mahieu, 11.	9 Juillet 1945.	4me	270,—
Cornet-Lemaire	Rue du Prieuré, 4.	4 Juillet 1945.	9me	270,—
Cossey-Degraeve	Rue Manuel, 112.	4 Juillet 1945.	3me	180,—
Deceene-Gillis	Rue Masséna, 80.	8 Juillet 1945.	5me	270,—
Deffranes-Loucheur	Rue Saint-Druon, 15.	7 Juillet 1945.	7me	270,—
Deleens-Ruysschaert	Rue de Thumesnil, 25.	2 Juillet 1945.	5me	270,—
Depestel Joachim	Rue G. Cavaignac, 28.	12 Juillet 1945.	8me	270,—
Dorchies-Leblon	Rue du Fg des Postes, 115.	2 Juin 1945.	4me	270,—
Dupré-Verhuggen	Quai de l'Ouest, 35.	2 Juillet 1945.	10me	270,—
Eies-Delporte	Rue Druelle, 2.	25 Juin 1945.	4me	270,—
Gadenne-Monnier	Rue Saint-André, 103.	24 Juin 1945.	3me	180,—
Genevriez-Tellier	Boulevard V.-Hugo, 175.	15 Juillet 1945.	7me	270,—
Guerin-Canler	Rue Monge, 5.	4 Juillet 1945.	3me	180,—
Haimaille-Leroux	Rue Manuel, 61 bis.	18 Juin 1945.	3me	180,—
Knapczyk-Dziarnowski	Rue Ch-Quint, 16.	29 Mars 1945.	4me	270,—
Landsheere-Guilluy	Rue d'Austerlitz, 72.	24 Mars 1945.	5me	270,—
Lebon-Chopin	Rue Philippe-de-Comines, 8.	24 Juillet 1945.	5me	270,—
Leclaire-Baert	Rue de Rivoli, 116.	12 Juin 1945.	3me	180,—
Libault-Schouten	Rue G. Cavaignac, 6.	3 Juillet 1945.	5me	270,—
Loridan-Le Berre	Rue du Fg-de-Roubaix, cour De Kisch, 7.	5 Juillet 1945.	8me	270,—
Pouchain-Boulanger	Rue Négrier, 83.	3 Juillet 1945.	6me	270,—
Rasseneur-Bollens	Rue du Fg d'Arras, 326.	5 Juillet 1945.	4me	270,—
Reynaert-Allard	Rue du Pôle-Nord, 56.	14 Juillet 1945.	7me	270,—
Rielland-Delmotte	Rue de Condé, 124.	24 Juillet 1945.	4me	270,—
Rolland-Colas, dit Baudelaire ..	Rue Charles-de-Muyssaert, 16.	10 Mars 1945.	5me	270,—
Rolant-Piereuse	Rue des Stations, 155.	11 Juillet 1945.	3me	180,—
Schmit-Nachtergaele	Rue d'Arras, 145.	25 Juillet 1945.	5me	270,—
Smaque-Nachtergaele	Av. Peuple-Belge, 48 bis.	14 Juin 1945.	3me	180,—
Verbecque-Séville	Rue Traversière, 1.	24 Juin 1945.	3me	180,—
Vérin-Deltonne	Rue Denfert-Rochereau, 10.	11 Juin 1945.	5me	270,—
Zisseler-Merland				

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 20 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME COMMUNALE A LA NATALITE. — Exercice.
Deuxième fraction. — Bénéficiaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille ;

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 8 Décembre 1942

instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 et du 11 Juillet 1944, approuvée le 19 Août 1944 ;

Vu notre arrêté en date du 10 Mai 1943, et du 14 Février 1944 ;

Vu les pièces produites par les ayants-droit à l'effet de bénéficier de la première fraction de la prime communale à la natalité :

- 1° Certificat de vie de l'enfant ;
- 2° Etat indiquant la composition de la famille ;
- 3° Certificat de résidence ;
- 4° Certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;
- 5° Certificat de docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la deuxième fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants-droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil Municipal susvisée :

Mmes			
Butin-Lagache	Rue de Bailleul, 12.	19 Juin 1944.	5me
Chabeau-Gellinck	Rue Malsence, 86.	19 Juillet 1944.	8me
Couvez-Seys	Rue Magenta, 28.	7 Juin 1944.	7me
Defurne-Haemeryck	Rue Saint-André, 186.	6 Juillet 1944.	5me
Deloos-Ruysschaert	Rue de Thumesnil, c. Hallard, 6.	8 Juin 1944.	4me
Delval-Grave	Rue Jacquemars-Giélée, 106.	21 Juin 1944.	4me
Derozier-Duthilleul	Rue de la Plaine, 63.	19 Juillet 1944.	3me
Djemoni-Prévost	Rue de Wazemmes, 9.	13 Juin 1944.	5me
Everaer-Dussart	Rue des Pénitentes, 3 bis.	24 Mars 1944.	6me
Glorieux-Lepla	Rue Bailleul, cour Deldal, 9.	13 Juin 1944.	5me
Hiroux-Maes	Rue Paul-Lafargue, 9.	18 Juillet 1944.	7me
Houbron-Pille	Rue du Gard, 10.	22 Juillet 1944.	3me
Laby-Bouquet	Rue Malsence, 88.	5 Juillet 1944.	5me
Lepez-Dorchies	Rue J. Breton, c. Desmottes, 32.	6 Juin 1944.	11me
Lepoutre-Potteeuw	Rue Guillaume-Werniers, 56.	8 Mars 1944.	3me
Letierce-Deweird	Rue d'Ennetières, 6.	26 Juillet 1944.	3me
Brignon-Vande Velde	Rue d'Artois, 5.	6 Juin 1944.	4me
Vanneste-Brassart	Boulevard Montebello, 151.	19 Mai 1944.	3me
Verbrugge-Noullez	Rue Cabanis, Pav. Caséville, 46	17 Juin 1944.	4me

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 20 Août 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

CONSERVATOIRE. — Nominations de professeurs. Concours.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

La Convention du 6 Février 1885, concernant l'Ecole de Musique de Lille, succursale du Conservatoire National de Paris ;

L'article 5 du règlement de la dite école ;

La décision de l'Administration Municipale en date du 16 Juillet 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un concours sur titres est ouvert au Conservatoire de Musique de Lille, à tout candidat français des deux sexes en vue de pourvoir aux postes de Professeur des cours ci-après :

1° *Solfège* :

- a) 4 cours du jour ;
- b) 2 cours du soir.

2° *Instruments* :

- a) Piano supérieur et préparatoire ;
- b) Orgue ;
- c) Violon supérieur et préparatoire ;
- d) Violon supérieur ;
- e) Alto ;
- f) Violoncelle supérieur ;
- g) Contrebasse ;
- h) Harpe ;
- i) Cor ;
- j) Trombone ;
- k) Clarinette ;
- l) Flûte ;
- m) Saxophone.

3° *Harmonie*.

4° *Chant*.

5° *Piano-accompagnement*.

ARTICLE 2. — La durée minima des cours est de six heures par semaine. Les traitements sont rémunérés à l'heure année

dont les taux font actuellement l'objet d'une révision en vue d'une augmentation substantielle.

ARTICLE 3. — Les candidats devront être âgés de 21 ans au moins, de 45 ans au plus ; toutefois, des dérogations à ces dispositions pourront être faites en faveur des candidats qui, n'ayant pas atteint l'âge réglementaire ou l'ayant dépassé, posséderaient des qualités artistiques ou des titres suffisants pour remplir dignement l'emploi.

ARTICLE 4. — Les candidats devront produire : 1° un extrait de leur acte de naissance ; 2° une pièce justifiant de leur nationalité française ; 3° un extrait de leur casier judiciaire ; 4° les originaux (à défaut des copies certifiées conformes) de leurs titres et références de toute nature ; 5° un certificat médical attestant qu'ils ne sont atteints d'aucune infirmité ou maladie pouvant nuire à l'exercice de leurs fonctions. Les candidats, s'ils sont reçus, devront cependant subir la visite médicale du Médecin-Contrôleur municipal.

ARTICLE 5. — Les candidatures et les pièces annexes devront être adressées au Secrétariat Général de la Mairie avant le 20 Septembre dernier délai.

ARTICLE 6. — En cas d'équivalence des titres ou tout autre motif créant des difficultés d'appréciation, il serait recouru à un concours d'exécution dont la date et les modalités seraient portées à la connaissance des candidats.

ARTICLE 7. — Les titulaires des classes d'instruments auront un pupitre réservé à l'orchestre des Théâtres Municipaux, dont la rémunération mensuelle sera de 7.500 francs pour les solistes, en principe toute l'année ; ils feront partie de la Société des Concerts du Conservatoire et seront rétribués au cachet ; ils devront obligatoirement tenir ces deux emplois et ne pourront en être dispensés que par autorisation spéciale du Maire.

ARTICLE 8. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 20 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Congé sans solde.
Henri Devrière.**

Nous, Maire de la Ville de Lille ;

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la lettre en date du 8 Août 1945 par laquelle M. Devrière Henri, mécanicien-ajusteur du Service des Eaux, sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé sans solde de six mois est accordé, pour des raisons personnelles, à M. Henri Devrière, mécanicien-ajusteur du Service des Eaux.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé M. Devrière ne pourra réintégrer ses fonctions qu'autant qu'une vacance d'emploi existera dans le service et sous réserve d'un avis favorable émis par l'Administration Municipale à la demande que devra formuler l'intéressé, en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 22 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Charretier.
Mutation. François Lecomte.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Lecomte François, paveur affecté au Ser-

vice de la Voie Publique, est muté sur sa demande au Service de la Propreté Publique en qualité de charretier.

ARTICLE 2. — M. François Lecomte est versé dans la 4^{me} classe de son nouvel emploi au traitement annuel de 16.000 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Décembre 1941.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à partir du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 22 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SAPEURS-POMPIERS. — Sapeur auxiliaire. Démission.

Alfred Godefroy.

Nous, Maire de la Ville de Lille ;

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon de Sapeurs-Pompiers ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Alfred Godefroy, Sapeur-Pompier auxiliaire, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du Bataillon des Sapeurs-Pompiers.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 9 Août 1945.

Hôtel de Ville, le 22 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} division.
Cuisinière. Nomination. Germaine Vanhove.

Nous, Maire de la Ville de Lille ;
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Germaine Vanhove, aide-cuisinière, affectée au 3^{me} Bureau de la 1^{re} Division, est nommée cuisinière en remplacement de M^{me} Rachel Masson, rayée des cadres.

ARTICLE 2. — M^{me} Vanhove est versée dans la 4^{me} classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.800 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Août 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Août 1945.

Hôtel de Ville, le 22 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^e division.
Annulation d'arrêté. M^{me} Raingeval Alfrédine.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;
Vu notre arrêté n° 349 en date du 6 Août 1945, accordant un congé sans solde d'un an à M^{me} Alfrédine Raingeval, assistante médico-sociale ;
Vu la lettre en date du 9 Août 1945 par laquelle l'intéressée sollicite l'annulation de son congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont considérées comme nulles et non avenues,

les dispositions prises par notre arrêté n° 349 en date du 6 Août 1945 accordant un congé sans solde d'une année à M^{me} Alfrédine Raingeval, assistante médico-sociale, affectée à la 5^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 22 Août 1945.

Le Maire de Lille

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Propreté publique.
Balayeur. Nomination. Robert Vande Rosieren.

Nous, Maire de la Ville de Lille ;

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Robert Vande Rosieren, né le 10 Mars 1899, est nommé balayeur affecté au Service de la Propreté Publique, en remplacement de M. Sory, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Robert Vande Rosieren est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.300 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Août 1945.

Hôtel de Ville, le 22 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Propreté publique.
Balayeur. Nomination. Théodore Deletete.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Théodore Deletete, né le 15 Mai 1914, est nommé balayeur affecté au service de la Propreté Publique, en remplacement de M. Deziter, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Théodore Deletete est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire, et recevra un salaire mensuel de 2.800 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Août 1945.

Hôtel de Ville, le 22 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Propreté publique.
Balayeur. Nomination. Gaston Verstraete.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Gaston Verstraete, né le 4 Juillet 1903, est nommé balayeur affecté au Service de la Propreté Publique, en remplacement de M. Hoornaert, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Gaston Verstraete est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire, et recevra un salaire mensuel de 2.800 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Août 1945.

Hôtel de Ville, le 22 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Propreté publique.
Balayeur. Nomination. Marcel Van Oost.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Van Oost, né le 6 Janvier 1915 est nommé balayeur affecté au service de la Propreté Publique, en remplacement de M. Denu, atteint par la limite d'âge.

ARTICLE 2. — M. Marcel Van Oost est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.800 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Août 1945.

Hôtel de Ville, le 22 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**DEPENSES. — Régisseur. Nomination.
Collège technique Baggio. Fontaine.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 153 ;

Vu l'instruction générale des Finances du 20 Juin 1859, article 993 ;

Vu notre arrêté n° 434 en date du 27 Janvier 1945 désignant les régisseurs de dépenses pour l'année 1945 ;

Considérant que l'avance consentie à M. Fontaine, directeur du Collège technique de garçons est insuffisante ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 1 de notre arrêté sus visé est modifié comme suit : sont nommés régisseurs de dépenses pour l'année 1945 M. Fontaine, directeur du Collège technique de garçons, pour le paiement des achats au comptant et des menues dépenses de l'Ecole. Une somme de 5.000 francs sera mise à sa disposition.

En cas d'absence, M. Fontaine sera remplacé par M. De Caluwe, Econome de l'Institut Denis Diderot.

ARTICLE 2. — Il n'est rien modifié aux autres dispositions de l'arrêté.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 22 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Admission à la retraite.

Fernand Martin.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des Fonctionnaires municipaux ;

Vu la lettre en date du 8 Août 1945, par laquelle M. Fernand Martin, Secrétaire Général de la Mairie, demande à faire valoir ses droits à la retraite à partir du 1^{er} Octobre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Fernand Martin, Secrétaire Général de la Mairie, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à partir du 1^{er} Octobre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 22 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Congé sans solde.

Renouvellement. M^{me} Alix Deprouw.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu notre arrêté en date du 5 Juin 1945 n° 74, accordant un congé sans solde de trois mois à M^{me} Alix Deprouw, Secrétaire d'administration affectée à la 5^{me} Division ;

Vu la lettre en date du 4 Août 1945, par laquelle M^{me} Alix Deprouw sollicite le renouvellement de son congé ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de trois mois, le congé sans solde accordé à M^{me} Alix Deprouw, Secrétaire d'administration affectée à la 5^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 10 Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 22 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**ECLAIRAGE. — Prix maxima du mètre cube de gaz
à la date du 20 Juillet 1945.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 94,

Vu la concession pour la distribution du gaz en date du 9 Juillet 1932, approuvée le 29 Octobre 1932 — l'avenant à cette concession, en date du 14 Avril 1938, approuvé le 31 Mai 1938 ;

Vu l'arrêté n° 11.596, paru au B.O.S.P. du 20 Avril 1945, permettant l'application des formules des cahiers des charges dans la mesure où les prix en résultant ne sont pas supérieurs à 157 % des prix précédents ou de 250 % des prix au 1^{er} Septembre 1939 ;

Vu les arrêtés du 16 Mai 1944 concernant la récupération de la taxe de péréquation sur les charbons, du 8 Janvier 1945 concernant le prix du gaz à l'eau dit Courrière-Kuhlmann ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal du 23 Décembre 1937 instituant une taxe de 8% sur les consommations pour le chauffage et l'éclairage, du 22 Janvier 1945 fixant à 1,50 % la taxe sur les ventes au détail ;

Vu la lettre de la Compagnie Continentale du Gaz, en date du 20 Juillet 1945 ;

Prenant pour base du 1^{er} Décembre 1944 au 31 Mai 1945 :

- 1°) le prix moyen de la tonne de charbon gras T. V. 20/25, soit 378 francs 62 ;
- 2°) le salaire horaire moyen des agents de la Compagnie, soit 23 francs 79 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les prix maxima du mètre cube de gaz, toutes taxes comprises, sont fixés comme suit pour les consommations relevées à partir du 20 *Juillet 1945* :

Particuliers	2 francs 66
Bâtiments communaux	1 franc 74

ARTICLE 2. — La taxe de 8 % ne sera pas applicable lorsqu'il s'agira de l'éclairage public ou de consommation à caractère nettement industriel.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 23 Août 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

**DISTRIBUTION D'EAU. — Commission chargée d'étudier
tous projets de création de piscines municipales.
Membres. Nominations.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est formée sous notre présidence et, par délégation, sous la présidence de M. Broux, Adjoint aux Sports, une Commission chargée d'étudier tous projets de création de piscines municipales, notamment rue du Molinel, et de faire à cet égard toutes propositions et suggestions utiles à l'Administration Municipale.

ARTICLE 2. — Sont nommés membres de cette Commission :

MM. Lecomte, Adjoint aux Bâtiments,
Simonot, Adjoint à l'Hygiène,
Van Wolput, Adjoint aux Finances,
Claie, Chef de la 5^{me} Division,
Fauvet, Ingénieur-Chef du Service des Bâtiments,
Vandenhende, Chef de la 4^{me} Division,
Cailliau, Architecte au Service des Bâtiments,
Houriez, Directeur départemental de l'Education physique et des Sports,
Legros, Secrétaire de la Natation à la F.S.G.T.,
Cordier, Secrétaire du Comité des Flandres de la F.F.N.,
Deparmentier, Président des « Nageurs Lillois »,
Merchez, Président des « Pupilles de Neptune »,
Vandenberghe, directeur des piscines municipales,
Decueillerie, professeur de natation.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 25 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**FOIRE-ATTRACTIONS 1945. — Installation des terrasses.
Autorisations.**

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 94 ;

Vu le Code des Arrêtés Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Par dérogation aux dispositions de l'article 113, les cafetiers dont les établissements sont situés aux abords de l'esplanade pourront être autorisés, à titre exceptionnel et seulement pendant la durée de la Foire-Attractions de 1945, à installer des terrasses sur des trottoirs de moins de 3 mètres de largeur, à la condition qu'un espace suffisant soit réservé pour la circulation des piétons.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée en triple exemplaire à M. le Préfet.

Hôtel de Ville, le 25 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Economat. Femme de service.
Démission. Madeleine Vernet.**

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la lettre en date du 16 Août 1945 par laquelle Madame Madeleine Vernet, femme de service affectée à l'économat, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Madame Madeleine Vernet, femme de service affectée à l'Economat, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du Personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 27 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ADMINISTRATION MUNICIPALE. — Code des arrêtés municipaux. Abrogation d'arrêtés.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97, paragraphe 3 et 6 ;

Vu la loi du 11 Avril 1908 interdisant la prostitution des mineures ;

Vu la loi du 1^{er} Octobre 1917, article 10, sur l'ivresse publique et la Police des Débits de boissons ;

Vu les instructions de M. le Ministre de l'Intérieur en date du 3 Juillet 1929 tendant à assurer le meilleur contrôle sanitaire de la prostitution par la réorganisation des Dispensaires de salubrité ;

Vu la loi du 2 Mars 1943 contre les souteneurs ;

Vu la circulaire de M. le Secrétaire Général à la Santé en date du 6 Septembre 1944 relative au contrôle sanitaire de la prostitution ;

Vu la circulaire du 5 Mars 1945 de M. le Ministre de l'Intérieur relative à la répression de la prostitution clandestine ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 Juin 1945 décidant :

a) le retrait, à partir du 1^{er} Octobre 1945, de toutes les autorisations accordées antérieurement aux tenancières des maisons de tolérance ;

b) l'interdiction d'ouverture et d'exploitation de toute maison, quelle que soit son appellation, dans laquelle on facilite la prostitution ;

Vu les articles 524 à 557 du Code des arrêtés municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les articles 524 à 557 du Code des Arrêtés municipaux sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

CHAPITRE VII

Police des mœurs

SECTION I

Mesures générales

Article 524. — L'ouverture et l'exploitation de toute maison de la prostitution sont interdites.

Est réputée maison de prostitution, tout lieu où l'on organise, favorise, facilite ou tolère, sciemment ou habituellement la prostitution d'autrui, y compris les maisons dites de passe ou de rendez-vous.

Tous arrêtés antérieurs autorisant la tenue et l'exploitation de maisons de tolérance sont rapportés.

Article 525. — Il est également interdit :

a) de commanditer une maison de prostitution ou d'en partager les profits ;

b) à tout propriétaire ou locataire principal de louer ou sous-louer ou de mettre de façon quelconque à la disposition d'autrui, un immeuble ou une portion d'immeuble pour être utilisé comme maison de prostitution ou en sachant qu'il sera utilisé dans ce but ; la continuation de la location après que le bailleur a eu connaissance de cet usage fait de la chose louée, est également interdite ;

c) il est aussi interdit de mettre des chambres ou véhicules à la disposition de personnes de l'un ou de l'autre sexe en sachant qu'ils seront utilisés pour la prostitution, que cette mise à disposition soit effectuée à titre gratuit ou onéreux.

La loi du 2 Mars 1943 contre les souteneurs sera appliquée, le cas échéant, aux propriétaires exploitant les maisons de débauche.

Article 526. — Il est interdit dans les débits de boissons, de salons de thé, crémeries et établissements analogues :

a) d'employer à la devanture des vitres ou carreaux opa-

ques, des rideaux non transparents ou des doubles rideaux, des écrans, des caisses d'arbustes ou autres dispositifs rendant impossible ou malaisé de voir à l'extérieur ce qui se passe à l'intérieur de l'établissement ;

b) de recevoir des consommateurs ou des personnes qui les accompagnent dans d'autres salles où le public a accès indistinctement ainsi que dans des salles d'arrière-magasin ou à l'étage qui ne peuvent être surveillées de l'extérieur. Toutefois, les associations régulièrement constituées peuvent tenir séance dans ces salles et leurs membres peuvent y consommer à cette occasion ;

c) de laisser un membre quelconque du personnel, soit s'asseoir auprès des clients, soit consommer avec eux.

Article 527. — 1°) Il est interdit à quiconque dans un lieu public ou accessible au public, comme en tout endroit visible d'un lieu public ou accessible au public, d'inviter une personne mineure à la prostitution ;

2° Dans les mêmes lieux, il est interdit, en choquant les mœurs ou les convenances, d'inviter une personne à la prostitution ou dans un dessein contraire à la pudeur d'importuner une personne.

Article 528. — 1°) Aucun débitant de boissons à consommer sur place ne peut organiser dans son établissement des concerts de musique instrumentale ou vocale, temporaire ou occasionnelle, non plus que des spectacles ou divertissements quelconques, sans autorisation préalable du maire ;

2°) Il est interdit aux propriétaires, directeurs ou gérants, de recevoir ou de conserver plus de trente minutes après la fin du concert, spectacle ou divertissement, qui ne doit pas être plus tardive que l'heure de fermeture obligatoire des débits, les artistes, ce terme désignant dans le présent article : les chanteurs, musiciens et artistes de tout genre, ayant participé à un titre quelconque au spectacle, concert ou divertissement ;

3°) Il est interdit au débitant de loger ou de nourrir les artistes dans l'établissement ou ses dépendances, ou d'intervenir d'une façon quelconque dans la question du logement ou de la nourriture desdits artistes ;

4°) Les artistes ne devront avoir aucun contact avec le public, dont ils seront séparés, soit par leur situation sur une estrade surélevée d'au moins un mètre, soit par une balustrade fixe et pleine d'au moins un mètre de hauteur ;

5°) Les artistes ne sont admis dans l'établissement et ses dépendances que pendant la durée des répétitions et celle du concert, de l'audition du spectacle ou du divertissement ;

6°) Les répétitions auront toujours lieu hors la présence de tout public ;

7°) Durant les représentations et à leur issue, les artistes ne pourront pénétrer dans la partie de la salle affectée au public, que ce soit pour consommer ou pour tout autre motif, et réciproquement le public ne pourra pénétrer dans les locaux réservés aux artistes qui devront disposer de pièces séparées par sexe pour se costumer et se déshabiller, s'ils ne se présentent pas au public dans leurs vêtements ordinaires ;

8°) Les quêtes, loteries et tombolas sont expressément interdites à l'occasion de ces auditions, concerts, divertissements ou spectacles, même si les quêtes sont faites et les billets de loteries ou tombolas placés par d'autres personnes que les artistes ;

9°) Les artistes ne paraîtront et ne demeureront sur la scène ou dans la partie de la salle qui en tient lieu, que pendant le temps strictement nécessaire à l'exécution de la partie du programme qui leur incombe.

Article 529. — Les danses et bals publics sont interdits dans les débits de boissons à consommer sur place. Elles ne peuvent être autorisées que dans les salles de danse absolument indépendantes de la salle servant de débit de boissons et dans les conditions fixées par l'article 760 du Code des Arrêtés Municipaux.

Les danses et bals publics demeureront de toute façon interdits dans tous les lieux qui ont été consacrés à la débauche, tant que cinq années ne se seront pas écoulées depuis la fermeture du lieu de débauche.

L'entrée dans les salles de danse ou sur les emplacements de danse est interdite aux mineurs de moins de 16 ans non accompagnés par leurs parents.

SECTION II

Des filles publiques

Article 530. — Sont réputées filles publiques toutes filles ou femmes vivant notoirement de prostitution.

Article 531. — Toute fille publique sera inscrite au Bureau central de Police sur un registre matricule où elle recevra le

numéro à reproduire sur son livret. Elle ne pourra se livrer à la prostitution sans avoir obtenu et retiré un livret portant autorisation et indiquant son signalement. Le livret contiendra, en outre, un extrait du présent règlement et des cases destinées à constater les visites médicales.

Les inscriptions d'office pour cause de prostitution clandestine seront prononcées par le Commissaire central, après avis du Maire.

Lorsque le service des mœurs se trouvera en présence d'une prostituée mineure, il en rendra compte immédiatement au Commissaire central qui, après avis du Maire, fera les recherches nécessaires et prendra les mesures convenables pour ramener la fille à une vie régulière.

Les filles âgées de moins de 18 ans, qui en manifesteraient le désir, ne pourront en aucune façon être inscrites. Dans le cas où elles seront convaincues de prostitution et où la famille ne sera pas en mesure de les reprendre et de les en empêcher, ces filles seront soumises à un examen sanitaire, puis déférées à un tribunal correctionnel pour enfants suivant la procédure déterminée par la loi du 24 Mars 1921.

Les mineures âgées de 18 à 21 ans et les femmes mariées ne pourront être inscrites volontairement ou d'office qu'après que leur père, mère, tuteur ou mari, auront été invités à intervenir et à défaut par eux d'avoir usé, dans le délai d'un mois, des moyens en leur pouvoir.

Article 532. — Toute fille arrêtée sous prévention de prostitution clandestine sera, dans les vingt-quatre heures, conduite au dispensaire et visitée par le médecin de service. Si elle est reconnue atteinte de maladie vénérienne, elle sera conduite sans délai à l'Hôpital et inscrite d'office. A sa sortie de l'Hôpital, elle sera admise, si elle le réclame, aux moyens de défense prescrits ci-après.

Article 533. — Au moment de leur déclaration, lecture est donnée aux filles publiques des dispositions réglementaires auxquelles elles sont soumises. Si elles persistent dans leur intention, le livret leur est remis, après constatation de leur état de santé, par le médecin du dispensaire.

Chaque fois qu'une fille change de demeure, elle est tenue de faire une nouvelle déclaration à la police.

Article 534. — Il est interdit aux filles publiques :

1^o) de se montrer en public avec une mise indécente et de manière à se faire reconnaître ;

2^o) de séjourner dans les cafés, cabarets, estaminets, salle de danse ou autres lieux publics ;

3^o) d'attirer ou d'exciter les passants par gestes ou paroles, de se montrer aux portes ou aux fenêtres des maisons où elles sont logées ;

4^o) de recevoir ou de retenir des mineurs de l'un ou de l'autre sexe, ou des filles non inscrites ;

5^o) de circuler sur les promenades et sur les remparts ;

6^o) de se placer au théâtre ailleurs qu'aux endroits désignés par la police ;

7^o) de paraître sur la voie publique après minuit en toute saison.

Les filles publiques qui ne se soumettent pas aux prescriptions du présent règlement, celles qui sont trouvées sur la voie publique en état d'ivresse manifeste, sont mises à la disposition du Commissaire central, qui prend à leur égard telle mesure que de droit, sans préjudice des poursuites à diriger contre elles, pour délits ou contraventions de droit commun.

Article 535. — Toute fille publique qui demande sa radiation du registre de la prostitution, doit justifier de ses moyens d'existence, ou prouver qu'elle est réclamée par sa famille ou par une personne honorablement connue et en position de lui fournir les moyens de vivre sans retomber dans la débauche.

L'intéressée continuera à passer une visite sanitaire par semaine deux mois après sa radiation ; cet examen pourra, sur la demande de cette dernière, avoir lieu en dehors des visites officielles.

SECTION III

Visites sanitaires

Article 536. — Toutes les filles publiques inscrites sur le registre matricule de la police des mœurs sont tenues de subir trois fois par semaine, aux jours et heures fixés par l'Administration Municipale, la visite sanitaire opérée par les médecins municipaux. Cette visite a lieu au dispensaire de la Ville situé 17 Boulevard du Maréchal-Vaillant.

Ces visites sanitaires comporteront au moins un examen bactériologique par semaine et un examen sérologique par mois.

Tout certificat sanitaire non délivré par le service officiel, ne pourra être pris en considération.

Article 537. — Les prostituées exerçant une profession dont elles tirent des ressources normales et celles mariées dont le conjoint est absent et qui, à ces titres, ne sont pas soumises à la formalité de la mise en carte, seront astreintes, au moins une fois par semaine, à un contrôle sanitaire. Les femmes soumises à ce contrôle pourront se rendre, pour y être examinées :

a) soit dans un service hospitalier public distinct de l'établissement affecté aux prostituées officielles ;

b) soit chez un médecin spécialiste agréé.

Les visites de contrôle devront obligatoirement être complétées, une fois par semaine, par un examen bactériologique et une fois par mois, par un examen sérologique. Leurs résultats seront consignés sur un certificat que les intéressées devront pouvoir présenter à tout moment.

Les prostituées des catégories visées par le présent article, qui ne se soumettraient pas à ces visites, ou qui y manqueraient trop souvent, sans prouver qu'elles ont changé d'existence, pourront être mises en carte.

Article 538. — Quatre docteurs en médecine désignés par le Maire sont chargés du service sanitaire des filles publiques. Ils sont payés par la Ville et ne doivent percevoir aucune autre rétribution.

Deux médecins assistent simultanément aux visites sanitaires. Les visites sont organisées de telle façon que chaque équipe de médecins ne visite pas régulièrement les mêmes femmes.

Article 539. — Les visites sanitaires et leur contrôle ne doivent s'effectuer qu'avec le concours des inspecteurs de la police délégués par M. le Commissaire Central qui doivent être porteurs de la liste des filles à visiter, laquelle est signée par les médecins de service après qu'ils y ont consigné le résultat de leurs visites .

En aucun cas, le personnel de la police ne doit être admis dans les salles de visite pendant la durée des examens. Le

contrôle policier doit s'effectuer à l'entrée et à la sortie dans des locaux distincts de ceux du service médical.

Article 540. — Les filles sont tenues de représenter leur livret au moment de la visite afin de justifier leur identité ;

Chaque visite est constatée par l'un des médecins visitant sur les livrets dont les filles publiques doivent toujours être munies.

Article 541. — Indépendamment des visites périodiques, il pourra en être fait de spéciales toutes les fois qu'une femme sera soupçonnée de maladie. Ces visites seront faites par un seul des médecins en exercice, sur réquisition de la police.

Article 542. — Les filles reconnues atteintes de maladies contagieuses sont envoyées immédiatement à l'Hôpital où elles restent en traitement jusqu'à ce que leur sortie soit ordonnée par les médecins de l'établissement. Dans aucun cas, elles ne peuvent se faire traiter à domicile.

Article 543. — Le service de la police des mœurs avisera le Maire de toutes les entrées à l'Hôpital, l'avis indiquera notamment le nom, les prénoms, l'âge, le domicile de l'hospitalisée, et la date de son admission.

SECTION IV

Sanctions

Article 544. — Toutes infractions aux dispositions qui précèdent feront l'objet de procès-verbaux qui seront dressés à la charge des délinquants et auxquels il sera donné telle suite que de droit.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} Novembre 1945 et dont une ampliation sera transmise, en vue de son application, à M. le Commissaire Central de Police de Lille.

Hôtel de Ville, le 27 Août 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

CODE DES ARRETES MUNICIPAUX. — Article 59.
Circulation et stationnement des véhicules. Modifications.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le Code des Arrêtés Municipaux, article 59 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les dispositions reprises à l'article 59 du Code des Arrêtés Municipaux, et relatives à la circulation et au stationnement des véhicules rue de l'Hôpital-Militaire, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Rue de l'Hôpital-Militaire :

1°) sens unique vers la rue Nationale entre la Place de Béthune et la rue Georges Maertens ;

2°) stationnement interdit, côté numéros pairs, du Square Morisson à la rue Nationale ;

3°) stationnement réservé aux voitures militaires, côté n°s impairs, au droit de l'hôpital.

ARTICLE 2. — L'article 59 du Code des Arrêtés Municipaux est complété par les dispositions suivantes :

Contour de l'Hôtel de Ville :

Sens unique de la rue du Palais Rihour, vers la rue Jean Roisin.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée, en triple exemplaire, à M. le Préfet.

Hôtel de Ville, le 27 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

FETES ET CEREMONIES. — Braderie.

Interdiction de circulation.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, articles 94 et 97 ;

Considérant qu'il importe de prévenir les accidents susceptibles de résulter de l'important mouvement de foule que provoque la fête annuelle de la Braderie ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La circulation et le stationnement des chevaux voitures, tramways, automobiles, bicyclettes et autres véhicules sont interdits, le lundi 3 Septembre 1945 jusqu'à treize heures, dans les voies ci-après : rues de Paris et du Molinel - tronçon compris entre les rues de Paris et de Tournai - place de Béthune, rues de Béthune, du Sec Arembault, Neuve, place Général de Gaulle, rues des Sept Agaches, des Manneliers, l'Aidherbe, des Chats Bossus, de la Grande Chaussée, de la Bourse, place du Théâtre, rues Esquermoise - tronçon compris entre la rue Basse et la Place du Général de Gaulle - et Nationale - partie limitée par le boulevard de la Liberté et la place Général de Gaulle.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^e division. Propreté publique.

Charretier. Nomination. Louis Dassonville

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Louis Dassonville, né le 25 Août 1925, est nommé charretier, affecté au service de la Propreté Publique, en remplacement de M. Victor Gravelin, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Louis Dassonville est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire, et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Archives. Coursier.
Nomination. Robert Godtschalck.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 28 Janvier 1945, pour le recrutement de jeunes gens ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Robert Godtschalck, né le 27 Novembre 1930 est nommé coursier, affecté au service du Courrier, Secrétariat Général, en remplacement de M. Jean Keerle, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Robert Godtschalck est versé dans la 1^{re} catégorie du personnel auxiliaire, et recevra un salaire mensuel de 1.120 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 21 Août 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Archives. Coursier.
Nomination. Maurice Deligne.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 28 Janvier 1945, pour le recrutement de jeunes agents ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Maurice Deligne, né le 4 Novembre 1930, est nommé coursier affecté au service du courrier, Secrétariat Général, en remplacement de M. Albert Beurrier, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Maurice Deligne est versé dans la 1^{re} catégorie du personnel auxiliaire, et recevra un salaire mensuel de 1.120 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 22 Août 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Août 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat général.
Expéditionnaire. Nomination. André Cayzeele.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu le procès verbal du concours qui a eu lieu les 12 et 21
Juillet 1945 pour l'emploi d'expéditionnaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. André Cayzeele, Coursier détaché au
Secrétariat Général, Service du Personnel, né le 4 Décembre
1927, est nommé expéditionnaire affecté au Secrétariat Général,
Service du Personnel en remplacement numérique de M. Jean
Crinon, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Cayzeele est versé dans la catégorie III
du Personnel Auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.175
francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est
chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à
partir du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Août 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

HYGIENE. — Désinfection.

Injonction M^{me} Antonini, 20, rue des Robleds.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 449 du Code des Arrêtés Municipaux ;

Considérant que le logement habité par M^{me} Antonini au
2^{me} étage de l'immeuble n° 20 de la rue des Robleds, est en état
de grande malpropreté ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Il est enjoint à M^{me} Antonini de faire procéder au lavage à l'eau crésulée du logement qu'elle occupe au 2^{me} étage de l'immeuble n° 20 rue des Robleds, et de faire désinfecter sa literie à la Station municipale de Désinfection, 12 rue Maracci.

ARTICLE 2. — Un délai de trois jours à dater de la notification du présent arrêté lui est accordé pour faire effectuer ces travaux.

ARTICLE 3. — Faute par M^{me} Antonini d'obtempérer à cette injonction dans le délai fixé, les travaux seront effectués d'office à ses frais et risques.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie, M. le Chef de la 5^{me} Division, M. le Commissaire Central de Police, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 31 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

HYGIENE. — Statistique sanitaire du mois d'Août 1945.

I. — RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

MARIAGES	DIVORCES	NAISSANCES			MORT-NÉS			DÉCÈS mort-nés non compris	ENFANTS MIS EN NOURRICE		
		mort-nés non compris)			Légi- times	Illégi- times	Total		NÉS dans la commune		NÉS hors de la commune placés dans la commune
		Légi- times	Illégi- times	Total					PLACÉS hors de la commune	PLACÉS dans la commune	
236	20	356	56	412	9	1	10	272	2	3	0.

II. — RÉPARTITION DES DÉCÈS PAR CAUSE ET PAR AGE

(MORT-NÉS NON COMPRIS)

(Ce tableau doit comprendre *tous les décès sans exception*
survenus sur le territoire de la commune).

NUMÉROS d'ordre	CAUSES DE DÉCÈS Nomenclature internationale	MOINS de 1 An	De 1 à 19 Ans	De 20 à 39 Ans	De 40 à 59 Ans	De 60 Ans et au delà	TOTAUX
1	Fièvre typhoïde ou paratyphoïde (Typhus abdominal)	»	»	»	»	»	»
2	Typhus exanthématique	»	»	»	»	»	»
3	Fièvre et Cachexie paludéennes	»	»	»	»	»	»
4	Variole	»	»	»	»	»	»
5	Rougeole	»	»	»	»	»	»
6	Scarlatine	»	»	»	»	»	»
7	Coqueluche	2	»	»	»	»	2
8	Diphtérie et Croup	»	»	»	»	»	»
9	Grippe	»	»	»	»	»	»
10	Choléra asiatique	»	»	»	»	»	»
11	Entérite cholériforme	»	»	»	»	2	2
12	Autres maladies épidémiques	»	»	»	»	»	»
13	Tuberculose de l'appareil respiratoire	1	1	6	10	3	21
14	Tuberculose des méninges ou du système nerveux central	»	1	3	»	1	5
15	Autres Tuberculoses	»	»	3	12	24	39
16	Cancer et autres Tumeurs malignes	»	»	1	»	»	2
17	Méningite simple	1	»	»	3	10	13
18	Hémorragie et Ramollissement du cerveau	»	»	»	»	»	»
19	Maladies du cœur (non compris angine de poitrine)	»	»	1	2	20	23
20	Bronchite aiguë (y compris les bronchites sans épithète de moins de 5 ans)	»	»	»	»	1	1
21	Bronchite chronique (y compris les bronchites sans épithète de 5 ans et plus)	»	»	»	1	3	4
22	Pneumonie	»	»	1	»	1	2
23	Autres Affections de l'appareil respiratoire (Phtisie exceptée)	2	2	»	»	6	10
24	Affections de l'estomac (Cancer excepté)	»	»	»	1	1	2
25	Diarrhée et Entérite (au-dessous de deux ans)	29	2	»	»	»	31
26	Appendicite et Typhlite	»	»	1	»	»	1
27	Hernie, Obstruction intestinale	»	»	»	»	1	6
28	Cirrhose du foie	»	»	1	»	5	6
29	Néphrite aiguë ou chronique	»	»	»	»	»	»
30	Tumeurs non cancéreuses et autres affections des organes génitaux de la femme	»	»	»	»	»	»
31	Septicémie puerpérale (Fièvre, Péritonite, Phlébite puerpérales)	»	»	»	»	»	»
32	Autres accidents puerpéraux de la grossesse et de l'accouchement)	»	»	1	»	»	1
33	Débilité congénitale et Vices de conformation	8	»	»	»	13	21
34	Sénilité	»	»	»	»	9	9
35	Morts violentes (suicide excepté)	»	3	1	3	»	7
36	Suicide	»	»	1	1	28	30
37	Autres Maladies	3	9	8	9	2	31
38	Maladie inconnue ou mal définie	1	1	4	2	2	10
Totaux		47	19	32	44	130	272

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.

Martin Fernand

M. Martin Fernand, Secrétaire Général de la Mairie, né le 2 Juillet 1884 à Marchiennes (Nord), sollicite la liquidation de sa pension de retraite à compter du 1^{er} Octobre 1945.

Tributaire de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements publics de la Ville depuis le 1^{er} Avril 1911, M. Martin comptera au 30 Septembre 1945 : trente quatre ans et six mois de services effectifs ouvrant droit à pension avec un traitement moyen de 101.229 francs pendant les trois dernières années.

Ci-après la liquidation établie en conformité des dispositions de l'article 12 du Règlement :

Services civils

trente-quatre ans :	34/60 de 101.229 =	57.363 frs
six mois :	6/12 de 1/60 de 101.229 =	843 frs
	Total =	58.206 frs

Rabatement et retranchements progressifs
(article 30 du Règlement)

de 30.000 à 40.000 =	5.000	
de 40.000 à 55.000 =	10.000	
de 55.000 à 58.206 =	2.404	17.404 frs
	Reste =	40.802 frs

Bonification pour séjour en pays envahi

quatre ans :	4/50 de 101.229 =	8.098 frs
un mois :	1/12 de 1/50 de 101.229 =	168 frs
	Total =	49.068 frs

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 1^{er} Octobre 1945, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Le Maire de Lille,
Président,
D. CORDONNIER.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Veuve Lefebvre Marcel.**

M. Lefebvre Marcel-Louis, ouvrier paveur de 1^{re} classe, né à Wattignies le 25 Novembre 1889, est décédé à Wattignies le 5 Avril 1945 laissant sa veuve, née Vandenneuck Marguerite, qui sollicite la liquidation de pension à laquelle elle a droit, conformément aux dispositions de l'article 23 du Règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Tributaire de ladite Caisse depuis le 1^{er} Avril 1914, M. Lefebvre comptait au moment de son décès : vingt six ans de services civils, deux ans de service militaire obligatoire et quatre ans et onze mois de services militaires de guerre, soit ensemble, trente-deux ans et onze mois de services effectifs ouvrant droit à pension, avec un traitement moyen de 19.184 francs pendant les trois dernières années.

Ci-après la liquidation de la pension qui eut été attribuée à M. Lefebvre en conformité des dispositions de l'article 18 (§ 3 du règlement) :

<i>Services civils</i>			
Vingt-six ans :	26/60 de 19.184 =	8.313 frs	
<i>Services militaires</i>			
Six ans :	6/50 de 19.184 =	2.302 frs	
Onze mois :	11/12 de 1/50 de 19.184 =	351 frs	
<i>Bénéfices de campagnes</i>			
Huit ans :	8/50 de 19.184 =	3.069 frs	
Deux mois :	2/12 de 1/50 de 19.184 =	63 frs	
Total =		14.098 frs	

Vu les extraits des registres de l'Etat-Civil constatant :

- 1°) que la dame Vandenneuck Marguerite est née à Wattignies le 3 Avril 1895 ;
- 2°) que ladite dame Vandenneuck et M. Lefebvre ont contracté mariage le 10 Janvier 1920 ;
- 3°) que du mariage sont issues :
 - a) Anna Lefebvre née à Wattignies le 17 Mai 1925 ;
 - b) Simone Lefebvre née à Wattignies le 10 Septembre 1929 ;
- 4°) que M. Lefebvre est décédé le 5 Avril 1945 ;

Vu le certificat constatant :

- 1°) que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;
- 2°) qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Lefebvre-Vandenbeuck ;

Vu le règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville (article 23) duquel il résulte :

- 1°) que M^{me} V^{ve} Lefebvre a droit à une pension égale à la moitié de la retraite d'invalidité qu'aurait obtenue le mari le jour de son décès soit :

$$14.098 : 2 = 7.049 \text{ francs}$$

soit un chiffre ramené au multiple de 4 : 7.048 francs

- 2°) que Anna Lefebvre et Simone Lefebvre ont droit chacune jusqu'à l'âge de 21 ans à une pension temporaire égale à 10% de la pension visée ci-dessus soit :

$$\frac{14.098 \times 10}{100} = 1.409 \text{ francs}$$

soit un chiffre ramené au multiple de 4 : 1.408 francs.

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien homologuer la fixation de ces pensions et en décider le service à compter du 6 Avril 1945, lendemain du décès de M. Lefebvre, par prélèvement sur les fonds de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Le Maire de Lille.

Président,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.

M^{me} Bocquet Pauline.

M^{me} Bocquet née Delobel Pauline, bibliothécaire à l'Ecole des Beaux-Arts, née le 9 Juin 1897, à Lambersart a été admise, pour raison de santé à faire valoir ses droits à pension de retraite à compter du 26 Mars 1943, par notre arrêté du 17 Mai 1945.

Tributaire de la Caisse des Retraites des Services Municipi-

paux et Etablissements Publics de la Ville depuis le 1^{er} Janvier 1923, M^{me} Bocquet comptait au 25 Mars 1943, vingt-deux ans et deux mois de services ouvrant droit à pension, compte tenu, conformément aux dispositions de l'article 8 du règlement d'une bonification de deux ans pour avoir eu deux enfants.

M^{me} Bocquet ayant bénéficié d'un traitement moyen de 13.483 francs pendant les trois dernières années a droit, en conformité des dispositions de l'article 18 du règlement à une pension pour invalidité constatée par la Commission de Réforme en sa séance du 4 Mai 1945, calculée comme suit :

Services civils

Vingt deux ans : 22/60 de 13.483	4.943 francs
Deux mois : 2/12 de 1/60 de 13.483	37 francs
	<hr/> 4.980 francs

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 26 Mars 1943, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Le Maire de Lille,
Président,
D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Veuve Durot Adolphe.

M. Durot Adolphe, surveillant de cimetière de 1^{re} classe, en retraite depuis le 1^{er} Mai 1939, est décédé à Lille le 26 Mai 1945.

La pension annuelle qui lui était servie avait été fixée à 5.534 francs 30 lors de la délibération du Conseil Municipal du 28 Juillet 1939 et portée à 7.244 francs par la révision homologuée en sa séance du 8 Février 1944.

L'épouse, née Constantine Vincent, sollicite une pension de reversion.

Vu les extraits des registres de l'Etat-Civil constatant :

1°) que la dame Constantine Vincent est née le 21 Août 1869 à Haubourdin ;

2°) que ladite dame Vincent et M. Durot ont contracté mariage le 12 Janvier 1889 ;

3°) que M. Durot est décédé le 26 Mai 1945.

Vu le certificat constatant :

1°) que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;

2°) qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Durot-Vincent ;

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, article 23, duquel il résulte :

que M^{me} V^e Durot a droit à la moitié de la pension de son mari,

soit : $7.244 : 2 = 3.622$ francs

Soit un chiffre ramené au multiple de 4 : 3.620 francs.

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 27 Mai 1945, lendemain du décès de M. Durot, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Le Maire de Lille,

Président,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.

Veuve Marescaux Victor.

M. Marescaux Victor, préposé d'Octroi de 1^{re} classe, en retraite depuis le 1^{er} Septembre 1931, est décédé à Lille le 2 Avril 1945.

La pension annuelle qui lui était servie avait été fixée à 8.385 francs 20 lors de la délibération du Conseil Municipal du 21 Juillet 1931 et portée à 11.636 francs par la révision homologuée en sa séance du 8 Février 1944.

L'épouse, née Marie-Louise Vanhove, sollicite une pension de reversion.

Vu les extraits des registres de l'Etat-Civil constatant :

1°) que la dame Marie-Louise Vanhove est née le 15 Mars 1885 à Helchin (Belgique) ;

2°) que ladite dame Vanhove et M. Marescaux ont contracté mariage le 8 Septembre 1906 ;

3°) que M. Marescaux est décédé le 2 Avril 1945.

Vu le certificat constatant :

1°) que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;

2°) qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Marescaux-Vanhove ;

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, article 23, duquel il résulte :

que M^{me} V^{ve} Marescaux a droit à la moitié de la pension de son mari, soit :

$$11.636 : 2 = 5.818 \text{ francs}$$

soit un chiffre ramené au multiple de 4 : 5.816 francs

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 3 Avril 1945, lendemain du décès de M. Marescaux, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Le Maire de Lille,

Président,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES — Liquidation de pension.

Hubert Camille.

M. Hubert Camille, né à Poix du Nord le 6 Septembre 1898, gardien de la Paix de 1^{re} classe au service de la Police Régionale d'Etat a été admis, par l'Etat, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 16 Avril 1945.

M. Hubert ayant été employé par la Ville au service de la Police locale du 1^{er} Août 1920 au 14 Mars 1942, date à laquelle

la Police Municipale a été étatisée, sollicite de notre part la liquidation d'une pension municipale de retraite.

Conformément aux dispositions de l'article 107 de la loi du 31 décembre 1937 et de la loi du 23 Décembre 1943 relative aux droits à pension du personnel municipal reclassé dans les cadres des Polices Régionales d'Etat, nous devons allouer à l'intéressé une pension de retraite calculée proportionnellement au temps de service passé à la Ville, soit les 259/296^e du temps de service total (21 ans 7 mois à la Ville, 3 ans 1 mois à l'Etat).

Ci dessous, le détail des services effectifs accomplis par M. Hubert lui ouvrant droit à pension :

Services civils « Ville de Lille »	=	21 ans 7 mois
Services civils « Etat »	=	3 ans 1 mois
Service militaire légal	=	3 ans
		<hr/>
		27 ans 8 mois

Prise en compte par la Ville, des services militaires, calculés proportionnellement au temps passé à la Ville :

$$\frac{3 \text{ ans} \times 259}{296} = 2 \text{ ans } 7 \text{ mois}$$

L'intéressé ayant joui, pendant ses trois dernières années, au Service de la Ville, d'un traitement moyen de 18.369 francs, la liquidation de la pension municipale à lui attribuer s'établit dès lors comme suit :

Services civils

Vingt et un ans :	21/50 de 18.369 =	7.714 francs
Sept mois :	7/12 de 1/50 de 18.369 =	214 francs

Services militaires

Deux ans :	2/50 de 18.369 =	734 francs
Sept mois :	7/12 de 1/50 de 18.369 =	214 francs

8.876 francs

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 16 Avril 1945, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Le Maire de Lille,

Président,

D. CORDONNIER.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Veuve Cochez Jean-Baptiste.**

M. Cochez Jean-Baptiste, Inspecteur des gardiens de la paix, en retraite depuis le 1^{er} Août 1926 est décédé à Lille le 4 Juin 1945.

La pension annuelle qui lui était servie avait été fixée à 4.942 francs 24 lors de la délibération du Conseil municipal du 11 Mai 1926 et portée à 15.832 francs par la révision homologuée en sa séance du 8 Février 1944.

L'épouse, née Marie, Mélanie Masquelier sollicite une pension de reversion.

Vu les extraits des registres de l'Etat-Civil constatant :

1°) que la dame Marie, Mélanie Masquelier est née le 13 Août 1874 à Willems (Nord) ;

2°) que ladite dame Masquelier et M. Cochez ont contracté mariage le 17 Décembre 1908 ;

3°) que M. Cochez est décédé le 4 Juin 1945.

Vu le certificat constatant :

1°) que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;

2°) qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Cochez-Masquelier ;

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, article 23, duquel il résulte :

Que Madame veuve Cochez a droit à la moitié de la pension de son mari soit :

$$15.832 : 2 = 7.916 \text{ francs.}$$

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 5 Juin 1945, lendemain du décès de M. Cochez par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Le Maire de Lille,
Président,
D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.

Franck André.

M. Franck André, Victor, sapeur-pompier de 1^{re} classe, né le 17 Février 1899 à Froncles (Haute-Marne) a été admis, pour raisons de santé, à faire valoir ses droits à pension de retraite, à partir du 7 Mai 1945 par notre arrêté du 22 Mai 1945.

Tributaire de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville depuis le 1^{er} Mai 1926, M. Franck comptait au 6 Mai 1945 : dix-neuf ans de services civils et trois ans de services militaires de guerre, soit au total vingt-deux ans de services effectifs ouvrant droit à pension avec un traitement moyen de 21.154 francs pendant les trois dernières années, se décomposant comme suit :

Traitement moyen :	18.055 francs
Avantages en nature :	3.099 francs
Total :	21.154 francs

Conformément aux dispositions de l'article 18 (3^{me} alinéa) du règlement, M. Franck a droit à une pension pour invalidité constatée par la Commission de Réforme en sa séance du 4 Mai 1945, calculée comme suit :

Services civils

Dix-neuf ans : $19/50$ de 21.154 = 8.038 francs

Services militaires

Trois ans : $3/50$ de 21.154 = 1.269 francs

Bénéfices de campagne

Neuf mois : $9/12$ de $1/50$ de 21.154 = 317 francs

Total : 9.624 francs

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 7 Mai 1945, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Le Maire de Lille,
Président,
D. CORDONNIER.

**CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Manchin Louis.**

M. Manchin Louis, sapeur-pompier de 1^{re} classe, né à Troyes (Aube) le 20 Mai 1890 atteint par la limite d'âge, a été admis par notre arrêté du 30 Mai 1945 à faire valoir ses droits à la retraite à partir du 1^{er} Juin 1945.

Tributaire de la Caisse des Retraites des Services Municipaux depuis le 1^{er} Décembre 1922, M. Manchin comptait au 31 Mai 1945 : vingt-deux ans et six mois de services civils, quatre ans et quatre mois de services militaires de guerre, soit ensemble : vingt-six ans et dix mois de services effectifs ouvrant droit à pension avec un traitement moyen de 22.291 francs pendant les trois dernières années, se décomposant comme suit :

Traitement	19.062 francs
Avantages en nature	3.229 francs
	<u>22.291 francs</u>

Ci-après la liquidation établie en conformité des dispositions de l'article 12 du règlement :

Services civils

Vingt-deux ans :	22/50 de 22.291 =	9.808 francs
Six mois :	6/12 de 1/50 de 22.291 =	222 francs

Services militaires

Quatre ans :	4/50 de 22.291 =	1.783 francs
Quatre mois :	4/12 de 1/50 de 22.291 =	148 francs

Bénéfices de campagnes

Sept ans :	7/50 de 22.291 =	3.120 francs
------------	------------------	--------------

Total = 15.081 francs

Soit un chiffre ramené au multiple de 4 : 15.080 francs

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 1^{er} Juin 1945, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Le Maire de Lille,
Président,
D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Veuve Vandercruyssen Léonard.

M. Vandercruyssen Léonard, ancien gardien de musée au Palais des Beaux Arts, est décédé à Lille, le 7 Mai 1945.

En tant qu'ancien fonctionnaire municipal, M. Vandercruyssen était titulaire :

1°) D'une rente annuelle de 600 francs servie par la C.N. R.V., rente qui avait été constituée à cet organisme par le versement à capital aliéné de retenues mensuelles sur son traitement d'activité ;

2°) D'un complément de pension représentant la différence entre la rente précitée et le taux de l'allocation aux Vieux Travailleurs salariés et servi par la Ville, en conformité des dispositions de l'article 21 bis du règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville et du décret-loi du 28 Octobre 1941.

Ce complément accordé par délibération du Conseil Municipal du 9 Août 1943 et fixé primitivement à 4.000 francs, avait été porté par suite de révision en vertu de l'ordonnance du 2 Février 1945 à 8.600 francs lors de votre délibération du 9 Mars 1945, et se décomposait comme suit :

Allocation fixe	7.200 francs
Majoration pour conjoint à charge	2.000 francs
Total	9.200 francs
A déduire : rente C.N.R.V.	600 francs
Complément à servir	8.600 francs

M^{me} veuve Vandercruyssen née Bosier Hermance, Sophie, sollicite le bénéfice des dispositions de l'article 4 de l'ordonnance du 2 Février 1945, qui dispose que :

« En cas de décès du titulaire d'une allocation « Vieux Travailleurs Salariés », la veuve à charge qui n'est pas elle-même bénéficiaire d'une allocation principale ou d'une pension au titre d'un régime de prévoyance reçoit, si elle est âgée d'au moins soixante-cinq ans, à compter de la date à laquelle elle atteint cet âge, un secours viager égal à la moitié de l'allocation du défunt, à la condition que le mariage ait été contracté avant que celui-ci ait atteint l'âge de soixante ans ».

Aux termes d'un arrêté interministériel du 1^{er} Juin 1942, les veuves susceptibles de bénéficier de ces dispositions doivent adresser leur demande accompagnée des pièces d'usage au Service qui a liquidé l'allocation de leur conjoint.

Vu les extraits des registres de l'Etat-Civil constatant :

1°) que la dame Bosier Hermance, Sophie, est née le 26 Juillet 1876 à Lille ;

2°) que ladite dame Bosier et M. Vandercruyssen ont contracté mariage le 26 Juillet 1897 ;

3°) que M. Vandercruyssen est décédé le 7 Mai 1945.

Vu le certificat constatant :

a) que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ;

b) qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Vandercruyssen-Bosier ;

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville (article 21 bis) et l'ordonnance du 2 Février 1945 (article 4) desquels il résulte :

Que Madame veuve Vandercruyssen a droit à la moitié de l'allocation dont son mari était bénéficiaire, soit :

$$7.200 : 2 = 3.600 \text{ francs}$$

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 8 Mai 1945, lendemain du décès de M. Vandercruyssen, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Le Maire de Lille,

Président :

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Liquidation de pension.
Isnard Félix.

M. Isnard Félix, commis-secrétaire principal de 1^{re} classe au Bureau de Bienfaisance né le 27 Janvier 1885 à Lille, atteint par la limite d'âge, sollicite la liquidation de sa pension de retraite à partir du 1^{er} Juillet 1945.

En fonctions depuis le 1^{er} Avril 1920, M. Isnard fut titulaire de la Caisse des Retraites des Hospices, puis affilié à la

Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville à compter du 1^{er} Juillet 1944. M. Isnard comptait au 30 Juin 1945 vingt-cinq ans et trois mois de services civils et deux mois de services militaires de guerre, soit ensemble : vingt-cinq ans et cinq mois de services effectifs ouvrant droit à pension, avec un traitement moyen de : 23.929 francs pendant les trois dernières années.

Ci-après, la liquidation établie en conformité des dispositions de l'article 15 du règlement s'agissant pour M. Isnard d'une pension proportionnelle en raison du temps de services inférieur à 30 années :

Services civils

Vingt-cinq ans : $25/60$ de 23.929 = 9.970 francs
Trois mois : $3/12$ de $1/60$ de 23.929 = 99 francs

Services militaires

Deux mois : $2/12$ de $1/50$ de 23.929 = 79 francs

Bonification pour campagne

Trois mois : $3/12$ de $1/50$ de 23.929 = 119 francs

Total = 10.267 francs

Soit un chiffre porté au multiple de 4 : 10.268 francs

Nous vous prions de vouloir bien homologuer cette fixation de pension et en décider le service à compter du 1^{er} Juillet 1945, par prélèvement sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville.

Le Maire de Lille,

Président,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat général.

Coursier. Nomination. Marcel Dupond.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 28 Janvier 1945, pour le recrutement de jeunes agents ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Dupond, né le 4 Mai 1929, est nommé coursier affecté au Service du Courrier, Secrétariat Général, en remplacement de M. André Cayzele, nommé expéditionnaire.

ARTICLE 2. — M. Marcel Dupond est versé dans la 1^{re} catégorie du Personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 1.820 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 24 Août 1945.

Hôtel de Ville, le 31 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 4^e division. Expéditionnaire.
Démission. Jean Crinon.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 6 Juin 1945, par laquelle M. Jean Crinon, expéditionnaire affecté au 1^{er} bureau de la 4^{me} division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

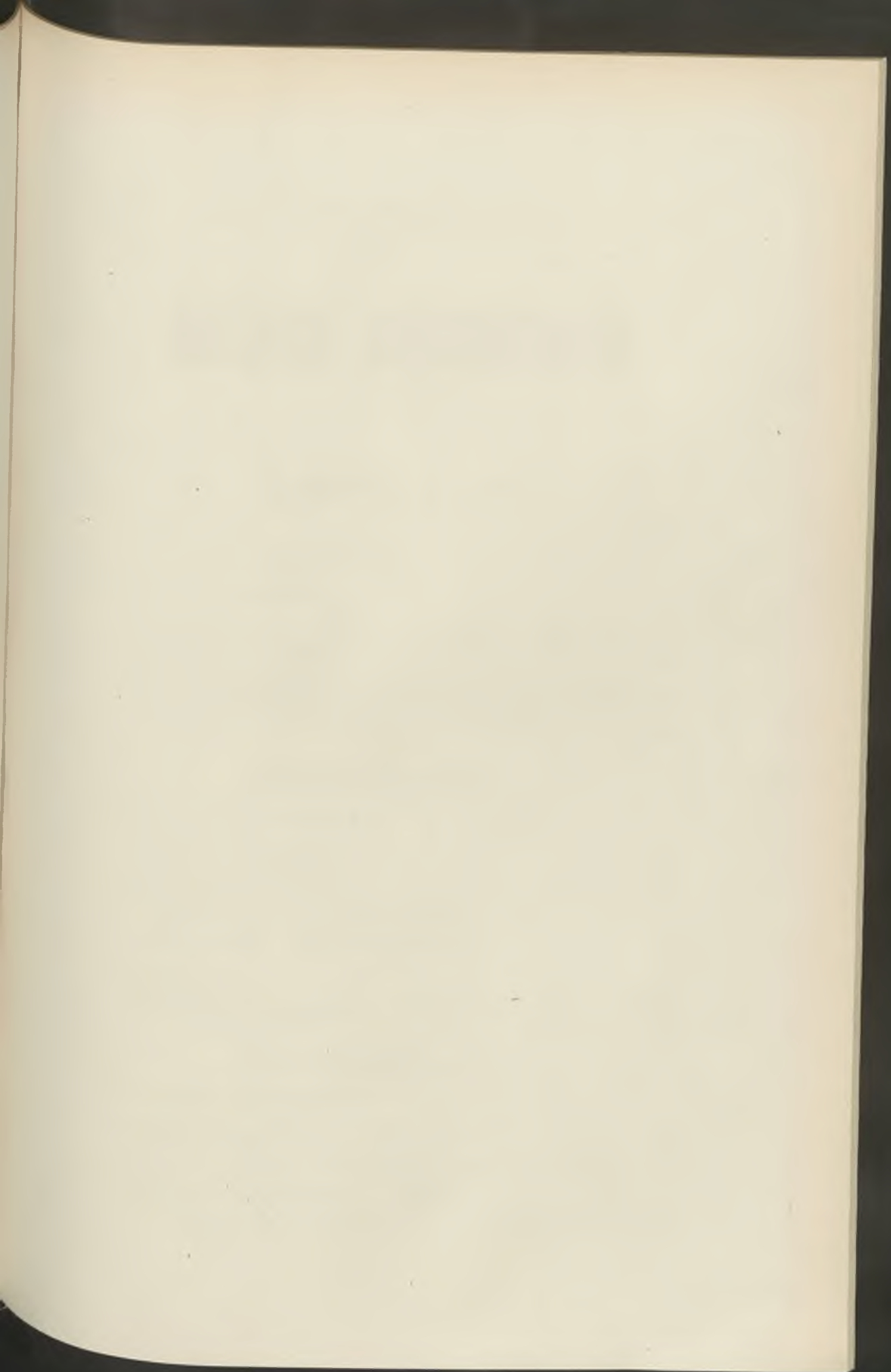
ARTICLE 1. — M. Jean Crinon, expéditionnaire affecté au 1^{er} bureau de la 4^{me} division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du Personnel auxiliaire.

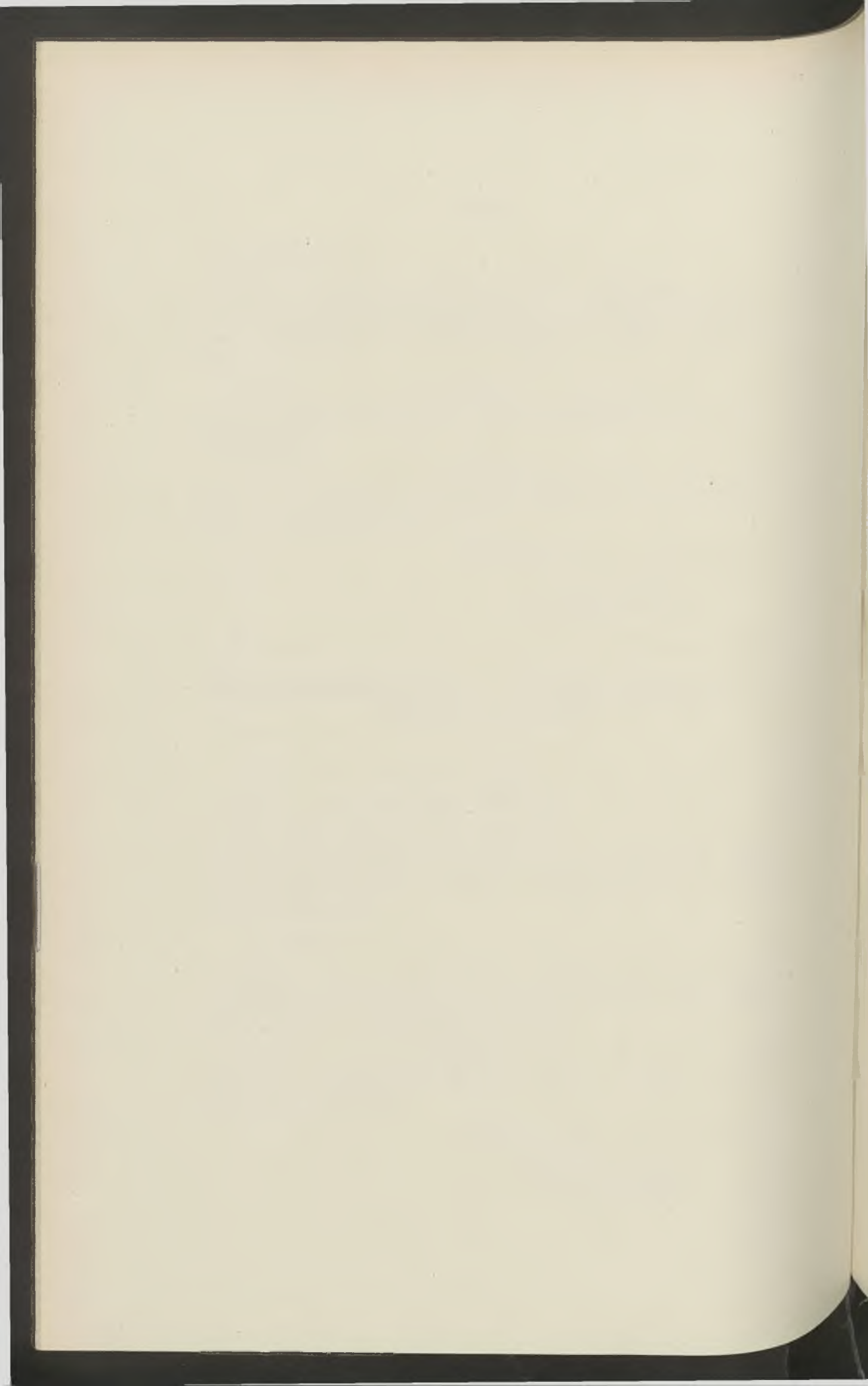
ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 9 Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 31 Août 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.





BULLETIN ADMINISTRATIF

SOMMAIRE

Pages

Conseil Municipal :

Commissions Municipales :

Commission Municipale pour la lutte anti-vénérienne
Membres. Nominations 768

Commission chargée d'étudier tous projets de création
de piscines municipales. Membre. Nomination. Paul
Lambert 799

Administration Municipale :

Code des Arrêtés Municipaux :

Article 30. Modifications 713

Article 534. Abrogation 814

Articles 1.133 et 1.134. Abrogations 778

Articles 1.066 à 1.088. Abrogations 719

Adjoints :

M^{me} Martha Desrumaux 747

Fêtes et Cérémonies :

Clique Municipale Scolaire :

Directeur. Nomination. Charles Demaret 804

Secrétaire-Trésorier. Nomination. Victor De Baere .. 806

Moniteur. Nomination. M. De Rudder 806

Professeurs. Nominations 807

Police Administrative :

Elections :

Affichage. Emplacements	739
-------------------------------	-----

Etat-Civil :

Docteur Gosselin	804
Docteur Tajchner	715
Docteur Cordonnier	715
Docteur Blond Fils	805

Cours Municipaux :

Contremaîtres :

Fixation des traitements	793
--------------------------------	-----

Œuvres diverses :

Prime à la natalité :

1 ^{re} fraction. Bénéficiaires	798
-----------------------------------------------	-----

Hygiène :

Statistique Sanitaire :

Mois de Septembre 1945	816
------------------------------	-----

Eclairage :

Energie électrique :

Prix maxima de l'énergie électrique. Basse tension ..	737
-------------------------------------------------------	-----

Police :

Voie Publique :

Divagation des chiens. Abrogation d'arrêté	770
Interdiction de circulation. Place du Général De Gaulle, rues Nationale, Gauthier de Chatillon, de Valmy	777

Mœurs :

Maisons de Tolérance :

Rue de l'A.B.C. n° 1. Retrait d'autorisation	784
Rue de l'A.B.C. n° 2. Retrait d'autorisation	785
Rue de l'A.B.C. n° 3. Retrait d'autorisation	783

Rue de l'A.B.C. n° 5. Retrait d'autorisation	781
Rue de l'A.B.C. n° 6. Retrait d'autorisation	786
Rue de l'A.B.C. n° 7. Retrait d'autorisation	780
Rue de l'A.B.C. n° 8. Retrait d'autorisation	782
Rue de l'A.B.C. n° 13. Retrait d'autorisation	788
Rue de l'A.B.C. n° 22. Retrait d'autorisation	787

Services Municipaux :

Généralités :

Tous Services et Divisions. Promotions	792
Emploi d'Inspecteur d'Hygiène. Concours	716-718
Honorariat. Fernand Martin	713
Conseil de discipline. Membres. Nominations	771
Commission Consultative. Membres. Nominations ..	805

Cadre Principal :

Secrétariat Général :

Démission. M ^{me} Odette Bonamis	764
Annulation d'arrêté. MM. Thomazie et Florin	774

Première Division :

Réintégration. M ^{me} Mercier	801
----------------------------------------------	-----

Deuxième Division :

Charles Janssens	803
------------------------	-----

Nominations :

Ernest Crombez	792
André Vermeersch	775

Congés avec solde :

Jules Dezitter	742
Renouvellement. Simon Grulois	742

Congé avec demi-solde. Henri Bart	743
-----------------------------------------	-----

Congé sans solde. Gontran Dehaynin	775
------------------------------------------	-----

Quatrième Division :

Affectation. Jules Rousselle	800
Promotion. Jules Rousselle	794
Congé sans solde. Jean Lionet	810

Cinquième Division :

Congé sans solde. Renouvellement. René Godart	801
----------------------------------------------------	-----

Sapeurs-Pompiers :

Titularisations	776
Promotions	738-741

Cadre Auxiliaire :

Secrétariat Général :

Nominations :

René Duquesnoy	746
René Devinne	808

Démisions :

Roger Huyghe	797
M ^{me} Alice Debruyne	768
André Jenny	767
Edmond Hacart	745

Salaire. André Declerck	747
Salaire. Pierre Demanne	746

Première Division :

Jules Vercamer	795
----------------------	-----

Nominations :

Jean Favre	790
Julien Féron	789
Jacques Sohier	789
M ^{lle} Agneray	765

Démisions :

M ^{me} Lionet	813
Paul Bonnez	763

Révocation. M. Elleboode	744
<i>Deuxième Division :</i>	
Henri Bahier	814
Michel Briche	797
Nominations :	
Adolphe Dufour	811
Elie Reynaert	812
Mutation. Léon Talman	808
Démissions :	
Marcel Descarpentrie	810
Charles Dubar	811
Congés sans solde :	
Renouvellement. Jules Lainé	802
M ^{me} Dumoulin	744
Suspension de fonctions. Gustave Chatelet	767
<i>Quatrième Division :</i>	
Nominations :	
Maria Augez	795
Simone Lecuyer	796
Démissions. Jean Bonamis	791
Congé sans solde. Gaston Laheyne	766
<i>Cinquième Division :</i>	
Démissions :	
M ^{lle} Miklaszewska	765
M ^{lle} Dusausoy	813
Caisse des Retraites :	
<i>Versements rétroactifs :</i>	
Autorisations :	
Dutrieux Hubert	761
Van Opbrocke	760

Mahieu Georges	759
Castelain Louis	758
Waessen Ernest	757
Brienne Paul	756
Crespel Robert	755
Carnoy Georges	753
Duparcq Henri	752
Alleweireldt	751
Delesalle	750
Hénocq Gustave	749
Lefief Léon	748
Lemay Georges	762
<i>Admission à la retraite :</i>	
Leclercq Hector	809

SERVICES MUNICIPAUX. — Généralités. Honorariat.
Fernand Martin.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Considérant que M. Fernand Martin, Secrétaire Général de la Mairie a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} Octobre 1945 ;

Vu les services exceptionnels rendus par ce fonctionnaire depuis le 1^{er} Avril 1914, date de son entrée dans les cadres du Personnel Municipal, et notamment en sa qualité de Secrétaire Général adjoint, puis de Secrétaire Général de la Mairie de Lille ;

ARRÊTONS :

Article unique. — L'honorariat est conféré à M. Fernand Martin, Secrétaire général de la Mairie de Lille, à partir du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 1^{er} Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CODE DES ARRETES MUNICIPAUX. — Article 30.
Modifications.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 133 ;

Vu la loi du 15 Février 1902, article 1 et 26 ;

Vu le décret du 10 Juillet 1906 portant réglementation d'administration publique sur les conditions d'organisation et de fonctionnement des Services de désinfection ;

Vu notre arrêté du 27 Janvier 1911 approuvé par M. le Préfet le 28 Juin 1911 fixant le tarif des taxes applicables aux désinfections opérées par le Service municipal ;

Vu notre arrêté du 26 Janvier 1942 portant relèvement des taxes applicables aux opérations de désinfection ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 2 Août 1945 approuvée par M. le Préfet le 16 Août 1945 portant relèvement des taxes applicables aux opérations de désinfection opérées sans obligation légale ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 30 de notre arrêté du 26 Janvier 1942 est modifié comme suit :

Article 30. B. — Désinfections et désinsectisations opérées sans qu'il y ait obligation légale.

1°) Désinfections opérées pour les maladies contagieuses énumérées dans le décret du 16 Février 1905 et pour lesquelles la déclaration et la désinfection sont facultatives :

a) 3 % de la valeur locative annuelle.

Maximum 50 francs par pièce.

b) *Chambres d'hôtel, loges, etc...*

Maximum 50 francs par pièce.

2°) Autres désinfections et désinsectisations :

a) 3 % de la valeur locative annuelle.

Maxima 70 francs par pièce pour les loyers annuels supérieurs à 4.000 francs, et 50 francs par pièce pour les loyers annuels inférieurs à 4.000 francs.

3°) Chambres d'hôtel, de domestiques ou d'ouvriers logés par leurs patrons, loges de concierges, etc...

50 francs par pièce.

4°) Désinfection séparée d'objets de literies ou autres :

a) Objets amenés et repris à la station de désinfection :

Objets pesant moins de 5 kgs, pièce 10 francs,

De 5 à 20 kgs, pièce : 20 francs,

Plus de 20 kgs : 20 francs pour chaque tranche de 20 kgs ou fraction de ce poids en supplément.

b) Objets enlevés et rapportés à domicile par les soins du service municipal :

Objets pesant moins de 5 kgs, pièce : 25 francs,

De 5 à 20 kgs, pièce : 40 francs,

Plus de 20 kgs : 40 francs pour chaque tranche de 20 kgs ou fraction de ce poids en supplément.

5°) Etablissements scolaires et charitables :

- a) Où la fréquentation ou le séjour sont gratuits : gratuit.
- b) Où la fréquentation est payante : 50 francs par 100 m³ à désinfecter.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'application du présent arrêté qui entrera en vigueur le 15 Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 4 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

POLICE ADMINISTRATIVE. — Etat-Civil. Docteur Tajchner.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 22 Mars 1945 ;

Vu notre arrêté en date du 8 Août 1945 fixant à 9.000 francs par an l'indemnité allouée aux Médecins de l'Etat-Civil ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. le Docteur Tajchner, 127 Boulevard Montebello qui a remplacé du 1^{er} au 31 Août 1945 inclas M. le Docteur Gosselin, médecin de l'Etat-Civil dans la 1^{re} Circonscription, recevra l'indemnité prévue par notre arrêté susvisé.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Septembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

**POLICE ADMINISTRATIVE. — Etat-Civil.
Docteur Cordonnier.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 22 Mars 1945 ;

Vu notre arrêté en date du 8 Août 1945 fixant à 9.000 francs par an l'indemnité allouée aux Médecins de l'Etat-Civil ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. le Docteur Robert Cordonnier, 11 rue du Marché, qui a remplacé du 12 Août au 1^{er} Septembre 1945 inclus M. le Docteur Blond Fils dans les 3^{me} et 4^{me} circonscriptions, recevra l'indemnité prévue par notre arrêté susvisé.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Généralités.

Emploi d'Inspecteur d'Hygiène. Concours.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un concours pour l'emploi d'Inspecteur d'Hygiène, réservé au personnel titulaire, aura lieu à l'Hôtel de Ville, les 27 Octobre et 3 Novembre 1945.

ARTICLE 2. — Les épreuves du concours comprendront :

Cotation

A. — *Instruction Générale :*

Une dictée	20
Deux problèmes	20
Ces épreuves seront de la force du brevet élémentaire.	

B. — *Examen pratique :* Application du règlement sanitaire :

1°) Visite d'un logement insalubre ;

Rapport énumérant a) les diverses causes d'insalubrité constatées ; b) la nature des travaux à exécuter pour y remédier ?	20
2°) Examen des plans en vue de l'octroi du permis de bâtir	20
3°) Récolement d'une construction autorisée par permis de bâtir - Rapport succinct sur les modifications apportées aux plans ayant servi de base à l'autorisation	20
C. — Cinq questions posées sur les matières ci-après énumérées :	
1°) Application du règlement Sanitaire Municipal (2 questions)	20
2°) Notions générales sur les textes légaux et réglementaires ci-après :	
Loi du 15 Février 1902 sur la protection de la Santé Publique, article 1-3-11-12-14 (modifiés par le décret du 24 Mai 1938 rendu applicable à toutes les communes par la loi du 23-12-1941) 15 à 18 quater et 27.	
Loi d'urbanisme du 15 Juin 1943 - Article 82 à 91 relatifs à la création et au développement des groupes d'habitation et des lotissements à usage d'habitation - articles 92 à 94 applicables aux lotissements sur lesquels la construction à usage d'habitation est interdite - articles 95 à 106 sur le permis de bâtir.	
Loi du 22 Juillet 1912 relative à l'assainissement des voies privées.	
Loi du 15 Mai 1930 relative à l'assainissement d'office et au classement d'office des voies privées de Paris rendue applicable à Lille par décret du 21 Janvier 1939.	
Lois des 19 Décembre 1917 et 20 avril 1932 relatives aux établissements dangereux, insalubres et incommodes.	
(3 questions)	30
Les réponses écrites aux questions de cette partie du concours remplaceront l'examen oral.	

Pour être classé, le candidat devra obtenir
au minimum les 2/3 des points.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est
chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 6 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Généralités.
Emploi d'Inspecteur d'Hygiène. Concours.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un concours pour l'emploi d'Inspecteur
d'Hygiène réservé aux agents municipaux titulaires, anciens
prisonniers de guerre, aura lieu à l'Hôtel de Ville, les 27 Octo-
bre et 3 Novembre 1945.

ARTICLE 2. — Les épreuves du concours comprendront :

A. — *Instruction générale* :

	<i>Cotation</i>
Une dictée	20
Deux problèmes	20
Ces deux épreuves seront de la force du brevet élémentaire.	

B. — *Examen pratique* : Application du règlement
sanitaire :

1°) Visite d'un logement insalubre	20
Rapport énumérant : a) les diverses causes d'in- salubrité constatées ; b) la nature des travaux à exécuter pour y remédier.	
2°) Examen de plans en vue de l'octroi du permis de bâtir	20
3°) Récolement d'une construction autorisée par permis de bâtir. Rapport succinct sur les modifi-	

cations apportées aux plans ayant servi de base
à l'autorisation 20

Pour être classé le candidat devra obtenir au minimum les
3/5 des points.

L'agent qui sera nommé Inspecteur d'Hygiène sera astreint
à accomplir un stage de trois mois afin qu'il puisse acquérir
la valeur professionnelle exigée. A l'expiration de ce stage, il
sera éventuellement procédé à sa titularisation.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est
chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 6 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CODE DES ARRETES MUNICIPAUX. —

Articles 1.066 et 1.088. Abrogations.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, articles 97 et 133 ;

Vu le décret du 7 Février 1941 concernant la protection
contre l'incendie des bâtiments ou locaux recevant du public ;

Vu l'avis exprimé par la Commission Municipale de Sécurité
dans sa réunion du 23 Mars 1945 ;

Vu les articles 1066 à 1088 du Code des arrêtés municipaux
concernant les Fêtes Publiques ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 19 Décembre
1944 approuvée par M. le Préfet le 22 Janvier 1945 fixant les
droits de place pour la Foire-attraction d'hiver ;

Vu la délibération du 22 Mars 1945 approuvée par M. le
Préfet le 4 Avril 1945 fixant les droits de place pour la Foire-
attraction de Pâques ;

Vu la délibération du 28 Juin 1945 approuvée par M. le
Préfet le 27 Juillet 1945 fixant les droits de place dans les
kermesses, fêtes de quartier et à la Foire-attraction d'Août-
Septembre.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les articles 1066 à 1088 du Code des Arrêtés Municipaux sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

8^{me} Partie

Fêtes Publiques

I. — FOIRES et KERMESSES

A. — Calendrier des fêtes foraines.

Article 1066. — Les foires-attractions et kermesses annuelles, autorisées sur le territoire de la Ville de Lille, auront lieu aux endroits et époques ci-après :

I. — Kermesses de quartiers : durée quatre jours, du samedi après-midi au mardi soir.

Avril

Quatrième dimanche :

Quartier de Fives ;

Dernier dimanche :

Quartier de la Porte des Postes.

Mai

Premier dimanche :

Saint-Maurice, intra-muros ;

Deuxième dimanche :

Kermesse du Broquelet : place Sébastopol ;

Rue du Grand Balcon, Quartier des Bois-Blancs ;

Troisième dimanche :

Place Jacquart ; boulevard de l'Usine ; rues du Long-Pot et adjacentes ;

Quatrième dimanche :

Rue Pierre Legrand et place du Prieuré.

Juin

Premier dimanche :

Quartier Vauban ;

Deuxième dimanche :

Quartier d'Esquermes ;

Troisième dimanche :

Quartier du Sacré-Cœur ; rue Solférino, Places Verte et Antoine Taeq ;

Quatrième dimanche :

Quartier Saint-Etienne ; rue de l'Hôpital-Militaire et place de l'Arsenal ;

Dernier dimanche :

Kermesse de la rue Saint-Luc. La kermesse de la rue Saint-Luc aura lieu le dernier dimanche de juin lorsque la kermesse de Moulins-Lille - fixée au dimanche qui suit le 28 Juin - viendra en Juillet. Elle aura lieu le premier dimanche de Juillet lorsque la kermesse de Moulins-Lille tombera en Juin.

Juillet

Dimanche qui suit le 28 Juin :

Quartier de Moulins-Lille ;

Deuxième dimanche :

Quartier Saint-André ;

Troisième dimanche :

Quartiers Saint-Michel, du Pont de Canteleu, Avenue de Dunkerque, entre le Pont de Canteleu et la rue Lequeux ; du nouveau Saint-Sauveur ;

Quatrième dimanche :

Quartiers de La Madeleine et du Faubourg de Béthune ;

Dernier dimanche :

Quartier du Buisson.

Août

Premier dimanche :

Quartier de Wazemmes ;

Deuxième dimanche :

Quartiers Sainte-Catherine, Faubourg du Sud ;

Kermesse du 15 Août :

Rues Eugènes Jacquet et adjacentes ;

Le dimanche précédant la foire d'Août :

Quartier Saint-Sauveur.

Octobre

Premier dimanche :

Place Jacques Febvrier ;

Troisième dimanche :

Rue Pierre Legrand ;

Quatrième dimanche :

Quartier des Dix-huit Ponts ;

Dimanche suivant le quatrième dimanche d'octobre :

Quartier des Habitations à Bon Marché du Faubourg des Postes.

Novembre

Deuxième dimanche :

Quartier des Habitations à Bon Marché du Faubourg d'Arras ;

Quatrième dimanche :

Kermesse de la rue Arago - angle des rues Arago et d'Artois.

II. — a) Kermesse Saint Louis : Durée onze jours ; deuxième dimanche précédent le dimanche Gras ou, lorsque cette date coïncide avec le dimanche de clôture de la Foire d'Hiver, dimanche précédant le dimanche Gras, dans ce dernier cas durée de quatre jours. Emplacement désigné : Mont de Terre et rues adjacentes.

b) Kermesse du Mardi-Gras et de la Mi-Carême : durée onze jours du samedi après-midi précédant ces fêtes au mardi soir de la semaine qui les suit.

Emplacements désignés : places Wicar, des Quatre-Chemins, Vanhœnacker, square Henri Ghesquière.

III. — Foire-attractions de Pâques.

Foire de Pâques, dimanche des Rameaux et pour une durée de quinze jours, au boulevard des Ecoles.

Sauf indication contraire, pour les kermesses et la foire-attractions de Pâques, la distribution des places aux forains s'effectue le mardi qui précède chaque kermesse, à quatorze heures trente, et, quand ce jour est férié, le mercredi.

IV. — Grande Foire-attractions annuelle.

Dernier dimanche d'Août, au Champ de Mars et à l'Esplanade pour une durée de vingt-neuf jours.

V. — Foire-attractions d'Hiver.

Dimanche précédant Noël ou Noël lorsque cette fête tombe un dimanche, pour une durée de vingt-neuf jours, place de la République.

Pour la grande foire-attractions annuelle d'Août-Septembre

et la foire-attractions d'hiver les forains sont avisés par lettre des jours et heures de la distribution.

Il ne pourra être autorisé aucun emplacement en dehors des endroits et dates fixés ci-dessus.

B. — Droits de place

Article 1067. — 1°) Kermesse et Fêtes de quartiers.

(Délibération du Conseil Municipal du 28 Juin 1945 approuvée par M. le Préfet le 27 Juillet 1945).

Pour la durée d'une semaine au plus, emplacements jusqu'à cinq mètres de profondeur par mètre courant de façade	8.00
De cinq à dix mètres de profondeur, par mètre courant de façade	10.00
Au-delà de dix mètres de profondeur	15.00
Pour chaque semaine ou fraction de semaine en plus de la première	moitié du tarif ci-dessus

2°) Foire - Attraction de Pâques.

(Délibération du Conseil Municipal du 22 Mars 1945 approuvée par M. le Préfet le 4 Avril 1945).

Emplacements jusqu'à 5 mètres de profondeur par mètre courant de façade	60.00
Emplacements au-delà de 5 mètres de profondeur par mètre carré	15.00
Manèges au-dessous de 8 mètres de diamètre par mètre courant de diamètre	75.00
Manèges de 8 mètres jusque 13 mètres de diamètre par mètre courant de diamètre	150.00
Manèges au-dessus de 13 mètres de diamètre par mètre courant de diamètre	200.00
Pour chaque semaine de prolongation ou partie de semaine	moitié du tarif ci-dessus

3°) Foire-Attraction d'Août-Septembre.

(Délibération du Conseil Municipal du 28 Juin 1945 approuvée par M. le Préfet le 27 Juillet 1945).

Marchands de pâtisseries, pommes de terre

frites, bimbeloteries, tirs, jeux de massacre, jeux d'adresse, tourniquets, marchands de pain d'épices, articles de Paris et divers, jusqu'à cinq mètres de profondeur, par mètre courant de façade	100.00
Emplacements de plus de cinq mètres de profondeur par mètre carré	20.00
Installations marchandes dans les loges construites par l'entrepreneur de la Ville par mètre courant de façade	80.00
Fritures-buvettes, par mètre carré	50.00
Étalages en plein air de porcelaines, faïences, verroteries, poteries, émaillés et autres objets autorisés, par mètre carré	35.00
Cirques de saltimbanques, en toile, y compris cirques de singes, petits chevaux et similaires jusqu'à 25 mètres de diamètre	6.000.00
Au-dessus de 25 mètres jusqu'à 40 mètres de diamètre	12.000.00
Cirques en bois ou de même importance sous bâche, jusqu'à 40 mètres de diamètre, au Champ de Mars ou à l'Esplanade	70.000.00
Manèges au-dessous de 7 mètres de diamètre	1.000.00
Manèges de 7 à 10 mètres de diamètre	2.500.00
Manèges de 11 à 13 mètres de diamètre	4.000.00
Manèges de 14 à 16 mètres de diamètre	7.000.00
Manèges de 17 à 20 mètres de diamètre	9.200.00
Manèges au-dessus de 20 mètres de diamètre	12.000.00

Pour chaque semaine de prolongation 1/4 du tarif ci-dessus ou partie de semaine.

4°) Foire - Attraction d'Hiver.

(Délibération du Conseil Municipal du 19 Décembre 1944 approuvée par M. le Préfet le 22 Janvier 1945).

Emplacements jusqu'à 5 mètres de profondeur par mètre courant de façade	60.00
Emplacements de plus de 5 mètres de profondeur, le mètre carré	15.00

Manèges au-dessous de 8 mètres de diamètre, par mètre courant de diamètre	75.00
Manèges de 8 mètres jusque 13 mètres de dia- mètre par mètre courant de diamètre	150.00
Manèges au-dessus de 13 mètres de diamètre, par mètre courant de diamètre	200.00

Pour chaque semaine de prolongation ou partie
de semaine, le quart du tarif ci-dessus.

C. — Dispositions générales

Article 1.068. — Les forains doivent, personnellement, s'établir sur les emplacements qui leur sont désignés et y exploiter le métier pour lequel la demande a été adressée. L'Administration peut les déplacer, lorsqu'elle le juge utile, jusqu'au jour annoncé pour l'ouverture de la foire. La Ville disposera des emplacements non occupés le jeudi matin précédant l'ouverture. En aucun cas, les forains ne peuvent être admis à réclamer des places de faveur ou des places qu'ils auraient occupées précédemment, même en se fondant sur les habitudes ou usages suivis à Lille.

Une autorisation spéciale détermine l'emplacement et les dimensions des étalages mobiles à établir.

Article 1.069. — Sont permises les loteries tenues par les forains actuellement en possession d'état, organisant loyalement et sans fraude des loteries de menus objets, lorsque le prix maximum des billets n'excède pas cinq francs.

A chaque tour de loterie, la valeur d'achat des lots ne doit dépasser 150 francs ; toutefois, le cumul des lots pourra permettre le choix d'articles d'une valeur d'achat de 750 francs. Les forains sont donc autorisés à exposer des objets d'une valeur maximum de 750 francs et des lots intermédiaires.

Il est interdit d'attribuer comme lots, des articles d'horlogerie ou de bijouterie : couverts argentés, montres-bracelets, etc... du gibier ou animaux, morts ou vivants, des liqueurs ou autres boissons alcooliques et, en général, tous articles d'alimentation soumis au régime de la carte ou contingentés, y compris les conserves de toute nature.

De même, est interdite la mise en loterie de tous les articles vestimentaires, de lingerie ou autres pour lesquels sont exigés des points.

Ne sont pas compris dans cette prohibition : les fétiches, poupées de Paris, coussins, vins d'appellation contrôlée, articles de poterie, de verrerie, de parfumerie, de bimbeloterie, les confiseries libres, les billets entiers ou dixièmes de la Loterie Nationale, pour autant que les forains aient souscrit la déclaration spéciale de vente prévue à cet effet.

L'attribution des lots en argent est formellement interdite de même que la pratique des lots rejouables ou remboursables.

Les tickets ne doivent être échangés que contre des marchandises de valeur correspondante.

Les forains ne peuvent vendre ou donner en paiement de leurs jeux les jetons et anneaux servant de contre-marques.

Les joueurs ne doivent viser qu'en déposant une pièce de monnaie sur le ou les numéros choisis par eux.

Aucun de ces jeux ne peut être établi qu'à l'endroit expressément désigné sur le champ de foire ou l'emplacement de la kermesse.

La vente d'articles d'horlogerie et bijouterie en platine, or, argent, nickel, titre Fix, etc... est également interdite. Seule est autorisée la vente des articles de bijouterie dits « Articles de Paris ».

Il est interdit d'exposer sur les rayons des baraques ou de mettre dans les plateaux des tournants, des lots non susceptibles d'être vendus ou gagnés par les joueurs.

En cas d'infraction aux présentes dispositions, les contrevenants devront à la première réquisition, cesser de faire jouer ; ils seront de plus exclus de la foire ou de la kermesse, indépendamment de toutes poursuites dont ils pourront être l'objet en vertu de la loi du 21 mai 1836 ; ils seront passibles des peines prévues aux articles 475 et 477 du Code Pénal.

De plus, tout forain, convaincu par jugement de s'être prêté à des jeux d'argent, se verra interdire son exploitation ; mention en sera faite sur son livret de forain ou, à défaut, sur son récépissé de déclaration à la Préfecture.

Les dispositions qui précèdent ne devront profiter qu'aux seuls commerçants et industriels ayant satisfait aux obligations de la loi du 16 Juillet 1912.

Article 1.070. — L'installation des établissements dénommés musées anatomiques est interdite.

Article 1.071. — L'usage dans les fêtes foraines, de sirènes,

sifflets ou autres instruments particulièrement bruyants est interdit.

Tous autres instruments de musique ou d'appel, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des établissements forains et non visés par l'alinéa précédent, devront cesser de fonctionner à vingt-quatre heures, les samedis, dimanches, fêtes et veilles de fêtes et à vingt-deux heures trente les autres jours.

La puissance ou la direction des instruments de musique ou d'appel devra, du reste, être réglée de manière qu'au moment où la constatation sera faite, aucun son venant de ces appareils ou instruments ne soit perçu au delà d'un rayon de soixante mètres, compté à partir de l'établissement forain qui les utilisera.

En outre, dans les établissements, manèges ou attractions faisant usage de phonographes à amplificateurs, les pavillons de ces instruments seront placés à la partie supérieure de l'installation et tournés de manière que le son soit dirigé verticalement contre le sol.

Lorsque, par suite de la construction spéciale de l'établissement, il sera impossible d'adopter cette disposition, le pavillon de l'appareil devra avoir son axe incliné à 45 degrés vers le sol, afin qu'en aucun cas le son ne puisse frapper directement les immeubles voisins ou les installations voisines.

D. — Foire annuelle

Article 1.072. — Le champ de foire est établi dans les allées de l'Esplanade et de la Citadelle.

Les emplacements à occuper étant limités, par la largeur des allées et le besoin d'assurer les dégagements, l'Administration se réserve le droit de n'admettre qu'un nombre limité d'établissements de grandes dimensions, en fonction des nécessités du plan rationnel de la foire.

La présence des forains est obligatoire pendant les quatre premiers dimanches sous peine de sanction à l'égard de ceux d'entre eux qui quitteraient le Champ de Foire avant cette date.

Article 1.073. — Aucun étalage ne peut se faire sur des caisses, tables ou bancs placés en avant des boutiques.

Une autorisation spéciale détermine l'emplacement et les dimensions des étalages mobiles à établir.

Article 1.074. — Les arcs-boutants des grands établissements installés sur le Champ de Mars ne pourront dépasser l'alignement des arbres situés du côté du canal ; il ne pourra en être établi en avant à moins d'autorisation expresse.

Article 1.075. — Il est interdit, pendant la durée de la foire, de stationner sur le pont Napoléon, sur le pont et la passerelle du Ramponneau.

De passer sur les chemins de halage et de contre-halage ; d'y placer des piquets ou des arcs-boutants ; d'y faire des dépôts d'aucune sorte. Les constructeurs des baraques des marchands, qui conduisent leur matériel par eau, pourront toutefois déposer leurs matériaux en partie et à leurs risques et périls. sur le chemin de contre-halage, aux endroits qui leur seront indiqués, mais cette autorisation pourra leur être retirée lorsqu'il y aura lieu.

Les accès aux puisards sont interdits pendant la durée de la foire.

Article 1.076. — La circulation des voitures et des cavaliers est interdite 15 jours avant l'ouverture de la foire et jusqu'à la clôture de celle-ci dans les allées de l'Esplanade et l'allée des Marronniers.

Les cavaliers et les voitures se rendant au Bois de la Deûle ou revenant de cette promenade pourront passer par le pont du Petit-Paradis et emprunter la chaussée pavée de l'Esplanade.

La circulation des chevaux, voitures et bestiaux est interdite dans les allées et autres emplacements occupés par les établissements de la foire. Les voitures chargées de bois et autres matériaux nécessaires à l'édification de ces établissements ne peuvent circuler que sur les chaussées pavées ou empierrées. Les matériaux sont transportés à bras de ces chaussées à pied-d'œuvre.

Article 1.077. — Les matériaux sont déposés sur les emplacements où les établissements doivent être édifiés. Il est expressément défendu de les placer sur les terrains gazonnés et de les appuyer même momentanément contre les arbres, les talus, les haies, les bancs, les barrières et les candélabres.

Il est interdit de fixer des clous dans les arbres, d'y suspendre quelque objet que ce soit, et de replier ou couper les branches, d'étendre du linge, des étoffes, etc... sur les haies ou les

barrières d'enceinte, de faire des trous autres que ceux nécessaires pour la fixation des piquets d'amarre.

Article 1.078. — Quand les boutiques ne sont pas construites au moyen de panneau d'assemblage, les planches de la toiture doivent présenter à la face inférieure une saillie régulière de 15 à 20 centimètres au plus.

II. — SECURITE

I. — Dispositions générales

Article 1.079. — Les propriétaires d'établissements forains qui désirent exploiter leur attraction sur les champs de foire et de kermesse de la Ville de Lille, devront observer les prescriptions générales et particulières ci-après concernant la sécurité générale.

L'autorisation d'exploiter ne leur sera accordée qu'après avis de la Commission de Sécurité. A cet effet, un agent technique de la Ville sera à leur disposition dès le jeudi précédant l'ouverture de la foire ou kermesse, pour leur donner toutes indications utiles. La visite des établissements par la Commission de Sécurité se fera le samedi après-midi précédant l'ouverture de la foire.

Pour les installations importantes, si les forains désirent des garanties, la Commission de Sécurité pourra faire un premier examen d'après plans ou indications écrites fournis par les intéressés avant expédition ou montage de leur établissement.

Article 1.080. — Défense est faite aux forains en général, d'habiter sur les champs de foire, de s'y livrer à des soins ou occupations domestiques, de coucher dans les voitures, baraques, loges, cirques, etc... d'y avoir du feu, d'y déposer ou conserver des matières inflammables, d'y allumer même des poêles, réchauds, terrines, chaufferettes, etc... Les directeurs de cirque ou de ménageries ne peuvent conserver la nuit, que le personnel indispensable à la garde des animaux.

Les voitures servant à l'habitation ou aux usages domestiques, devront être pourvues d'extincteurs à mousse en bon état de fonctionnement.

II. — Protection contre l'incendie

Article 1.081. — Il est interdit aux forains de rendre les bouches d'incendie inaccessibles ou inutilisables.

Les établissements forains qui utilisent les liquides inflammables (essence, pétrole, alcool, etc...) pour l'éclairage, pour le chauffage ou pour la production de la force motrice, ne devront pas posséder en dépôt une quantité de liquides inflammables supérieure à la consommation d'une journée. Cette réserve devra d'ailleurs être contenue dans des bidons hermétiquement bouchés et former stock isolé. Du sable en quantité suffisante sera déposé à proximité des bidons pour parer à tout commencement d'incendie.

Les forains dont les établissements possèdent des cheminées ou conduits d'évacuation de fumées (roulotte, cuisinières, appareils de chauffage, générateur à vapeur chauffé au charbon, etc...) devront rendre leur installation fumivore et faire en sorte que des étincelles ne puissent sortir de ces conduits.

Lorsque l'éclairage sera obtenu au moyen d'appareils à flamme nue (gaz, essence surpressée, alcool, acétylène, etc...) ils devront munir ces appareils de petits chapeaux fumivores de façon à éviter complètement un échauffement des parties de l'installation situées au-dessus et à proximité immédiate de chaque appareil.

Chaque établissement devra posséder un moyen pour combattre efficacement et rapidement un commencement d'incendie. Ce dispositif sera constitué *au minimum par deux extincteurs du type à mousse de 10 litres*. La Commission de Sécurité pourra élever ce minimum suivant l'importance de l'établissement à protéger. *Ces appareils seront tenus constamment en bon état d'entretien et de charge et devront être vérifiés deux fois par an, la preuve de cette opération devra être fournie avant l'ouverture de toute foire ou kermesse.*

Chaque voiture devra également être pourvue d'un extincteur.

Dans le cas particulier d'établissements possédant des appareils de chauffage (fritures diverses, etc...) ceux-ci devront être isolés complètement des cloisons, tentures, etc... et des lieux réservés au public par des cloisons incombustibles ; les conduits de fumée devront passer à une distance de seize centimètres au moins de toute pièce de bois ou tenture.

Les établissements possédant des moteurs à explosion, devront faire le nécessaire pour que ces appareils soient silencieux dans la mesure du possible, avec échappement des gaz

brûlés dans des pots spéciaux supprimant le bruit et écartant tout danger d'incendie.

Les établissements dans lesquels le public est appelé à stationner (musées, théâtres, manèges, salons, etc...) devront indiquer d'une manière apparente « *Par ordre de police, il est défendu de fumer* ».

Les générateurs de gaz acétylène devront être en bon état de marche. Les forains employant des appareils à vapeur devront se conformer aux prescriptions du décret du 22 Avril 1926 relatif à ces appareils ; le procès-verbal de la dernière visite de ces appareils sera exigé avant l'ouverture.

III. — *Protection contre les accidents*

Article 1.082. — Il sera toujours ménagé un espace libre d'au moins 25 centimètres entre les baraques et les arbres ou les haies. En aucun cas, les baraques ne pourront toucher les branches des arbres. Les faîtes des baraques ne pourront atteindre les branches des arbres. Lorsque les auvents seront levés, des chaînes de fer solidement fixées les maintiendront à 2 mètres au moins au-dessus du sol. Les enseignes des boutiques devront être placées à une hauteur minimum de 2 mètres 50.

Article 1.083. — Les établissements importants, tels que théâtres, cirques, etc... seront solidement établis avec des banquettes et gradins bien rigides, escaliers avec mains courantes pour éviter les chutes du public. Ces planchers seront maintenus constamment en bon état et devront pouvoir résister à une surcharge de X kilogs par mètre carré. L'inclinaison de ces planchers ne devra pas dépasser 10 c/m. de pente par mètre.

A. — *Jeux de balançoires*

Article 1.084. — a) Le métier sera protégé par une suffisante barrière d'interdiction l'entourant complètement, avec passage en façade principale, de manière à ce que les nacelles en action ne puissent atteindre aucune personne stationnant aux abords immédiats du métier.

Le stationnement du public à l'intérieur du métier sera interdit pendant le jeu des balançoires.

b) Une traverse de bois devra être installée de telle façon que les balançoires dans leur course, ne puissent faire de chaque côté un angle supérieur à 60°.

c) Les balançoires devront être séparées par une barrière

suffisamment longue de façon à ce que les personnes qui viennent de quitter une balançoire ne soient pas exposées à être blessées par une autre balançoire.

B. — *Ménageries et exhibitions d'animaux*

Article 1.085. — a) Toute exhibition d'animaux qui pourrait constituer un danger pour le public ou les artistes, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation spéciale adressée au Maire.

b) Les animaux féroces ne pourront être exhibés que dans des cages construites de manière à résister aux efforts des animaux et à s'opposer à leur évasion.

c) Une barrière suffisamment solide sera placée en avant des cages à une distance d'un mètre au moins, pour empêcher le public de s'approcher des animaux.

d) Il sera établi, au devant des portes qui donnent accès aux dompteurs dans les cages, un tambour d'entrée de petites dimensions ; ce tambour sera construit comme les cages et sera disposé de manière qu'à aucun moment la porte du tambour vers l'extérieur et la porte de la cage ne puissent être ouvertes simultanément.

e) Les écuries ne pourront être établies que dans des locaux séparés des autres parties de l'établissement. Il ne pourra y être conservé que les pailles et fourrages strictement nécessaires à la consommation journalière.

IV. — *Moyens d'évacuation*

Article 1.086. — Les établissements dans lesquels le public est appelé à stationner devront posséder des sorties suffisantes pour permettre l'évacuation rapide du public situé à l'intérieur. Ces sorties devront toujours être bien libres et non encombrées de chaises, de bureaux de contrôle. Il sera ici fait application stricte des articles 78 à 84 du décret du 7 Février 1941.

V. — *Prescriptions particulières aux établissements forains possédant une installation électrique pour la force motrice ou l'éclairage*

Article 1.087. — A - Tensions admises.

On ne mettra en œuvre que des tensions n'excédant pas 250 volts par rapport à la terre.

Toutefois, pour des applications spéciales, des tensions plus

élevées pourront être utilisées, par exemple s'il est employé des appareils sonores, des tubes à gaz lumineux, mettant en jeu des hautes tensions, à condition que ces installations répondent aux prescriptions du paragraphe G ci-après.

B. — *Alimentation générale*

Les organes principaux de production de l'énergie, de commande de contrôle doivent être situés dans un local ou un emplacement seulement accessible au personnel qualifié pour sa manœuvre et son entretien. Un incident de fonctionnement s'y produisant ne devra, autant que possible, pas pouvoir se propager là où se trouve le public ni empêcher l'évacuation de celui-ci ou l'organisation des secours.

En tout cas, on devra prévoir les appareils nécessaires pour isoler complètement l'installation. Pour cela il sera monté un interrupteur général, bien en évidence, et facilement manœuvrable. Cet appareil sera du type sous coffret robuste, autant que possible en fonte. La protection générale sera assurée, tout de suite après l'interrupteur général par des coupe-circuits du type calibré. Ces dispositifs pourront être avantageusement placés dans le coffret précédent. L'emploi de coffret disjoncteur à boutons poussoirs et boîtier isolant est recommandé pour cet usage, en remplacement de l'interrupteur et ses coupe-circuits.

Les installations dérivées seront conçues de façon qu'un dérangement survenant à l'une de leurs parties n'ait pas de répercussion sur l'ensemble.

A cet effet, les lignes d'alimentation aboutissant aux lampes ou aux moteurs seront dérivées sur le branchement général ci-dessus par l'intermédiaire d'une protection assurée *sur tous les conducteurs*.

L'ensemble de cet appareillage sera disposé sur un tableau central placé dans le local ou emplacement indiqué ci-dessus. Pour la constitution de ce panneau, le bois ne sera pas admis en principe.

Les connexions à l'arrière seront accessibles, et disposées clairement (il est recommandé de monter des panneaux à charnières).

Dans le cas de raccordement au secteur, le branchement initial devra être constitué par un câble sous gaine caoutchouc de 7 m/m. de section au minimum.

Si l'alimentation se fait par voie souterraine, les conduc-

teurs seront placés dans des fourneaux à résistance mécanique et recouverts d'une couche minimum de 3 c/m. de terre.

C. — *Canalisations*

Les canalisations posées à demeure doivent être protégées contre les détériorations mécaniques. Elles seront donc posées sous tubes, ou sous coffrage en bois.

Les tubes seront isolateurs armés. Dans les coffrages, les canalisations seront sur poulies porcelaine du type haut, les conducteurs étant à distance suffisante l'un de l'autre. Il est interdit d'attacher les lignes à des clous ou de les tourner autour de pièces en bois.

Les conducteurs eux-mêmes seront d'un isolement le meilleur possible. Il est interdit de les réunir en paquet avec des ficelles ou autre lien, tout excédent de fil doit être enroulé sur touret.

Les conducteurs souples ne sont admis que pour raccorder des appareils transportables aux canalisations posées à demeure. Ils comporteront en principe, une enveloppe de cuir placée sur la gaine de caoutchouc enrobant les conducteurs.

Là où le public a accès, toute pièce conductrice portée par rapport à la terre à une tension supérieure à 24 V en courant alternatif ou 50 volts en courant continu doit être hors d'atteinte.

Les raccordements des conducteurs entre eux et avec les appareils seront effectués de façon à assurer des contacts sûrs et durables. *Les épissures, soudées ou non, sont interdites.* Cette disposition ne faisant pas obstacle à l'emploi de soudures pour rendre solidaires les différents brins d'un même conducteur, à l'endroit d'une connexion, ou à l'emploi de cosses soudées. celles-ci ont leur soudure soustraite à tout effort de traction ou de torsion.

D. — *Appareillage de protection des conducteurs contre les surchargés*

Les coupe-circuits ou disjoncteurs seront de calibre convenable pour assurer la protection contre les effets d'un échauffement anormal provenant d'une surcharge ou de court-circuit. Ils devront pouvoir couper l'intensité de court-circuit sans projection de matières en fusion ni formation d'arcs durables. Les coupe-circuits installés en des emplacements autres que

celui prévu au 1^{er} alinéa de l'article 2 seront d'un modèle tel que la fusion du fusible ait lieu en vase clos et que le remplacement du fusible puisse s'effectuer sous tension et sans danger. Les autres seront aussi avantageusement de ce type. En tout état de cause, ils devront être au moins sous cartouche. Il est également recommandé d'employer des modèles dits « infraudables », et en aucun cas, on ne pourra admettre le remplacement de fusible par un élément de courant nominal plus élevé que celui qui est prévu. Le fusible coupe-circuit du branchement initial devra être calibré fourni et posé par la compagnie fournissant le courant électrique.

E. — *Appareils dégageant de la chaleur en grande quantité comme des rhéostats, les lampes à arc.*

Ces appareils ne doivent pas se trouver près de cloisons en bois ou tentures à moins d'en être séparés par une tôle suffisante pour l'évacuation de la chaleur ou mieux par une feuille d'amiante.

Toutes dispositions doivent être prises pour empêcher la projection des particules incandescentes de charbon provenant des lampes à arc.

F. — *Machineries*

Toutes les machineries seront placées hors de portée du public. Elles ne seront accessibles qu'au personnel qualifié. Tous les appareils de manœuvre seront munis de poignées en matière isolante ou isolées. La protection devra être assurée pour chaque machine dans les mêmes conditions que ci-dessus.

G. — *Montages spéciaux*

Les appareils sonores, les tubes à gaz lumineux ne peuvent mettre en jeu des tensions excédant 250 volts que si toutes les dispositions sont prises pour assurer la sauvegarde du public. Dans les emplacements où celui-ci a accès les pièces sous tension doivent être hors d'atteinte. Un parfait isolement et un montage impeccable seront exigés. On devra prendre toutes dispositions pour se prémunir contre les conséquences possibles d'un défaut d'isolement.

H. — *Eclairage de sécurité et de panique*

Il est recommandé de disposer d'un éclairage continuant à fonctionner ou entrant en fonctionnement en cas de manque de

l'éclairage normal, pour assurer l'évacuation du public sans danger.

I. — *Entretien*

Les installations doivent être maintenues constamment en état d'entretien et de bon isolement. Si l'importance de l'installation le justifie, le maire, après avis de la Commission pourra prescrire que l'exploitation et l'entretien soient confiés à un agent compétent celui-ci devant si cela est nécessaire être présent pendant toutes les heures d'ouverture de l'établissement.

J. — *Vérification*

Le Maire pourra à tout moment prescrire que les installations électriques soient vérifiées dans les formes prescrites à l'avant dernier alinéa de l'article 261 du décret du 7 Février 1941. Des résultats de cette vérification découleront après avis de la Commission de Sécurité, l'autorisation d'ouverture ou le retrait de celle-ci.

Nota. — Les prescriptions qui sont données dans le présent règlement le sont à titre indicatif. ils sont généraux et ne peuvent dispenser les propriétaires de répondre aux recommandations spéciales que la Commission de Sécurité pourrait formuler lors de son passage.

VI. — *Hygiène*

Article 1.088. — Toutes les mesures que l'hygiène exige doivent être prises par les forains, en conséquence, ils doivent nettoyer journellement leurs boutiques et établissements, balayer le devant de l'emplacement occupé et apporter le produit de nettoyage avant 7 heures du matin aux endroits qui leur seront désignés, pour être repris par les voitures du Service de la Voirie. Les directeurs des ménageries doivent avoir terminé les soins particuliers de propreté qu'exige cette catégorie d'établissements avant 7 heures, un second nettoyage devra être fait avant le soir, pendant le temps que ce travail exigera, l'établissement sera fermé.

Le produit des nettoyages est déposé dans un coffre luté, fermé hermétiquement et il est transporté aussitôt aux dépôts de fumiers de la Ville. Les déjections sont reçues dans des tinettes que les intéressés font relever chaque jour.

Les écuries des cirques doivent être également tenues avec

le plus grand soin de propreté et les fumiers sont régulièrement enlevés chaque matin avant 7 heures.

L'administration se réserve de prendre toutes les mesures que pourrait réclamer l'hygiène publique en raison de l'état sanitaire notamment en cas d'épidémie dans la ville ou les pays alentour, de faire évacuer les ménageries, cirques et autres établissements exhibitions, présentant quelque danger pour la santé publique, et s'il y a lieu la totalité des champs de Foire.

Toutes les baraques ou boutiques des divers champs de foire doivent être démolies et complètement enlevées, huit jours au plus après la clôture.

Aussitôt après l'enlèvement, les forains devront procéder au nettoyage complet de l'emplacement qui leur était affecté. ils devront porter le produit du nettoyage aux endroits désignés, pour être repris par les voitures du Service de la Voirie.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 7 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ECLAIRAGE. — Energie électrique.

Prix maxima de l'énergie électrique, basse tension.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 94 ;

Vu notre arrêté en date du 10 Août 1945, fixant les prix maxima de l'énergie électrique Basse Tension à partir du 1^{er} Avril 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le dernier alinéa de l'article premier de notre arrêté sus-visé est rectifié de la manière suivante :

Éclairage des Voies Publiques de la Ville :

- 1°) de l'allumage à 24 heures le Kw 2 frs 50
- 2°) de 24 heures à l'extinction le Kw 1 fr. 38

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 10 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Sapeurs-Pompiers. Promotions.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

Vu le rapport en date du 25 Août 1945 de M. le Capitaine Serrure, Commandant p. i. le corps des Sapeurs-Pompiers ;

Vu l'arrêté de M. le Préfet du Nord en date du 5 Juin 1929 fixant à 150 unités, cadres compris, l'effectif du Corps des Sapeurs-Pompiers de Lille.

Vu par ailleurs, les lettres de M. le Préfet du Nord en date des 17 Septembre 1942 et 9 Février 1943, 1^{re} Division, 1^{er} Bureau, proposant le renforcement des effectifs qu'il estime devoir être fixés à 180 unités ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — MM. Behaegel Ernest, Compagnie Emile et Victor Roosemont, Sapeurs-Pompiers de 2^{me} classe, sont promus sapeurs-Pompiers de 1^{re} classe de 5^{me} échelon, au traitement annuel de 18.960 francs.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 15 Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

POLICE ADMINISTRATIVE. — Elections.
Affichage. Emplacements.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, articles 92 et 94 ;

Vu les lois du 20 Mars 1914, 2 Avril 1932 et du 20 Mars 1936 ;

Vu l'Ordonnance du 20 Août 1945 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 Septembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un emplacement spécial égal pour chaque candidat aux élections cantonales de 1945, sera réservé aux lieux ci-dessous désignés pour l'apposition des affiches électorales.

Numeros des bureaux		Composition	Lieu de réunion des élections
1 ^{er}	Bureau A	Canton Centre	Bureau de Bienfaisance, rue de Fossés 31.
1 ^{er}	Bureau B	» »	Ancienne Recette Municipale, Place Rihour.
2 ^{me}	» A et B	» »	Ecole de Jussieu, Square Dutilleul, 4.
2 ^{me}	» C	» »	Ecole Sophie Germain, Boulevard de la Liberté 97.
3 ^{me}	» A-B et C	» »	Ecole Lavoisier, rue des Stations 72.
3 ^{me}	» D	» »	Ecole Gounod, rue des Stations 70.
4 ^{me}	» A-B-C-D	» »	Ecole Rollin, rue du Marché 58.
5 ^{me}	» A et A 1	Canton Sud-Ouest	Ecole Vauban, place Catinat.
5 ^{me}	» B et B 1	» »	Ecole Alfred de Musset, rue Guillaume Tell.
5 ^{me}	» B 2	» »	Ecole Jean Jaurès, rue Guillaume Tell.
5 ^{me}	» A-A 1 et B	» »	Ecole Ampère, rue Jules Guesde 73.
6 ^{me}	» B 1 et B 2	» »	Ecole Fombelle, rue Paul Lafargue 91.
6 ^{me}	» C et C 1	» »	Ecole Renan, rue du Transvaal 2.
6 ^{me}	» C 2	» »	Ecole Jean-Bart, rue du Général de Wett 2.
7 ^{me}	» A-B-C	» »	Ecole Littré, place de l'Arbonnoise 12.
7 ^{me}	» D-E-F	» »	Ecole Mme de Staël, rue Fulton 23.
8 ^{me}	» A et A 1	Canton Sud	Ecole Arago, boulevard Victor Hugo 133.
8 ^{me}	» A 2 et B	» »	Ecole Victor Hugo, boulevard Victor Hugo 135.
8 ^{me}	» B 1 et B 2	» »	Ecole Jacquart, rue de Wazemmes 51.
8 ^{me}	» C	» »	Ecole Turgot, rue du Général de Wett.
9 ^{me}	» A et A 1	» »	Ecole Victor Duruy, rue Victor Duruy.
9 ^{me}	» A 2	» »	Ecole Jeanne Maillotte, rue Victor Duruy.
9 ^{me}	» B et B 1	» »	Ecole Montaigne, rue Fénelon 55.
9 ^{me}	» C et C 1	» »	Ecole Buffon, rue Fénelon 57.
9 ^{me}	» D	» »	Groupe scolaire - Côté garçons, rue du Faubourg d'Arras.
10 ^{me}	» A et B	» »	Ecole Pasteur, rue Solfrino 246.
10 ^{me}	» C et D	» »	Ecole Michelet, rue Fabry 18.
11 ^{me}	» A et B	Canton Sud-Est	Ecole Carnot, rue Molière.
12 ^{me}	» A et B	» »	Justice de Paix, rue de la Clef.

Numéro des bureaux			Composition	Lieu de réunion des élections
13 ^{me}	»	A et A 1	Canton Est	Ecole George Sand, rue Malsence 24.
13 ^{me}	»	B	»	Ecole Brasseur, rue Porret 1.
14 ^{me}	»	A et B	»	Ecole Récamier, rue Frédéric Mottez 4.
14 ^{me}	»	C	»	Ecole Ruault, rue Frédéric Mottez 2.
15 ^{me}	»	A et A 1	Canton Nord-Est	Ecole Dupleix, rue Dupleix 23.
15 ^{me}	»	A 2	»	Cantine scolaire, rue Vantroyen 13.
15 ^{me}	»	B et B 1	»	Ecole Anatole France, rue Alphonse Leroy.
15 ^{me}	»	B 2	»	Ecole Jules Simon, rue du Buisson 122.
16 ^{me}	»		»	Petit Lycée, rue Saint Jacques 20.
17 ^{me}	»	A et A 1	»	Ecole Montesquieu, rue de Bouvines 71.
17 ^{me}	»	B-B 1 et B 2	»	Ecole Louis Blanc, rue Guillaume Werniers 91.
17 ^{me}	»	C-C 1 et C 2	»	Ecole Berthelot, rue Bohin 21.
18 ^{me}	»	A	Canton Nord	Conservatoire, place du Concert 2.
18 ^{me}	»	B et C	»	Ecole Jenner, rue Alphonse Colas 1.
19 ^{me}	»	A et B	»	Ecole Lamartine, avenue du Peuple Belge 15.
19 ^{me}	»	C	»	Ecole Diderot, rue Saint Sébastien 5.
20 ^{me}	»	A et B	Canton Ouest	Ecole Lamennais, rue Léonard Danel 60.
21 ^{me}	»	A et B	»	Ecole Jean-Jacques Rousseau, rue Princesse 101.

ARTICLE 2. — L'affichage électoral est également autorisé aux emplacements suivants :

- Ancien Gymnase, Place Philippe de Girard (Canton Centre)
- Ecole de Natation, mur sur rue de la Digue (Canton Centre)
- Ecole Chateaubriand, rue du Port (Canton Centre)
- Marché de la Nouvelle Aventure, côté droit, en façade sur rue Léon Gambetta (Canton Centre)
- Ecole Baggio, rue Corneille (Canton Centre)
- Ecole Voltaire, rue de Colmar (Canton Sud)
- Ecole Jean Macé, rue Gosselet (Canton Sud)
- Cantines Scolaires, rue Fénelon (Canton Sud)
- Ecole Camille Desmoulins, Boulevard Victor Hugo (Canton Sud)
- Clôture de la Cantine Scolaire, rue Pierre Legrand 265 (Canton Nord-Est)
- Dépotoir, rue du Béguinage (Canton Nord)
- Halle aux Sucres, sur rue de la Halle (Canton Nord)

ARTICLE 3. — Tout affichage relatif à l'élection, même par affiches timbrées, est interdit en dehors de ces emplacements ou sur les emplacements réservés aux autres candidats.

ARTICLE 4. — Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois.

ARTICLE 5. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 10 Septembre 1945.

Le Maire de Lille

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Sapeurs-Pompiers. Promotions.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

Vu les rapports en date des 9 Août et 24 Septembre 1945 de M. le Capitaine Serrure, Commandant p. i. le Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

Vu l'arrêté de M. le Préfet du Nord en date du 5 Juin 1929 fixant à 150 unités, cadres compris, l'effectif du Corps des Sapeurs-Pompiers de Lille ;

Vu, par ailleurs, les lettres de M. le Préfet du Nord en date des 17 Septembre 1942 et 9 Février 1943, 1^{re} Division, 1^{er} Bureau proposant le renforcement des effectifs qu'il estime devoir être fixés à 180 unités ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont promus :

1^o) Caporal-chef de 4^{me} échelon au traitement annuel de 60.012 francs :

MM. Tietard Edmond et Tacquet Paul.

2^o) Caporal de 4^{me} échelon au traitement annuel de 58.680 frs :

MM. Dubo Edmond, Lemang Octave, Cochez Edouard, Baussart Marcel, Chaval Marcel, Dumortier Georges, Moreau Olivier, Hasselweiller Théodore, Pattyn Charles, Laloy Gaston, Lapaille Charles, Biervoye Alphonse, Flips Jean, Blanquaert Marcel, Lemaire Adolphe, Compagnie Emile, Behaegel Ernest et Roosemont Victor.

3^o) Caporal de 3^{me} échelon au traitement annuel de 55.260 frs.:

M. Darou Maurice.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Congé avec solde. Jules Dezitter.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 24 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de six mois, avec solde, est accordé à M. Jules Dezitter, Commis principal affecté au Service de la Propreté Publique.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Juin 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Congé avec solde. Renouvellement. Simon Grulois.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 24 ;

Vu nos arrêtés antérieurs accordant un congé de longue durée à M. Simon Grulois, commis ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de trois mois, le congé avec solde accordé à M. Simon Grulois, commis affecté au Service des Promenades et Jardins.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 17 Août 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Septembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Congé avec demi-solde. Henri Bart.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 24 ;

Vu nos arrêtés antérieurs accordant un congé de longue durée à M. Henri Bart, ouvrier paveur détaché au Service des Promenades et Jardins ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de trois mois, avec demi-traitement, est accordé à M. Henri Bart, ouvrier paveur détaché au Service des Promenades et Jardins.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Congé sans solde. M^{me} Dumoulin.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 7 Août 1945 par laquelle M^{me} Dumoulin, Expéditionnaire affectée au Service de l'Etat-Civil, sollicite un congé sans solde pour raison de santé ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de trois mois, sans solde, est accordé, pour raison de santé, à M^{me} Dumoulin, Expéditionnaire affectée au Service de l'Etat-Civil.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé, M^{me} Dumoulin ne pourra réintégrer ses fonctions qu'autant qu'une vacance d'emploi existera dans le service et sous réserve d'un avis favorable émis par l'Administration Municipale à la demande que devra formuler l'intéressée en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 16 Août 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Septembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.
Révocation. M. Elleboode.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu le rapport en date du 13 Août 1945 par lequel M. le Chef du 3^{me} Bureau de la 1^{re} Division signale les faits délictueux dont s'est rendu coupable M. Elleboode, employé auxiliaire

chargé de la répartition des denrées dans les cantines et restaurants ;

Vu la déclaration écrite en date du 14 Août 1945 par laquelle M. Elleboode reconnaît la totalité des faits qui lui sont reprochés et qui sont repris dans le rapport sus-visé ;

Considérant, par ailleurs, que M. Elleboode a manifesté l'intention de quitter l'Administration Municipale sans attendre la sanction qui pourrait intervenir après avis du Conseil de Discipline, et qu'il a effectivement cessé tout service à la date du 14 Août 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Elleboode, employé auxiliaire affecté au 3^m Bureau de la 1^{re} Division, est révoqué de ses fonctions.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 14 Août 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat Général.
Démission. Edmond Hacart.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 27 Août 1945, par laquelle Monsieur Edmond Hacart, coursier affecté au Secrétariat Général, Service du courrier, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Edmond Hacart, coursier affecté au Secrétariat Général, service du Courrier, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du Personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Septembre 1945.

Le Maire de Lille
D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat Général.
Nomination. René Duquesnoy.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 28 Janvier 1945, pour le recrutement de jeunes agents ;

ARTICLE 1. — M. René Duquesnoy, né le 11 Mars 1928 est nommé coursier, affecté au Secrétariat Général, Service du Courrier, en remplacement de M. Edmond Hacart, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. René Duquesnoy est versé dans la 1^{re} catégorie du Personnel auxiliaire, et recevra un salaire mensuel de 2.100 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 27 Août 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Septembre 1945.

Le Maire de Lille.
D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat Général.
Salaire. Pierre Demanne.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le salaire mensuel de M. Pierre Demanne, coursier affecté au Secrétariat Général, Service du Courrier, né le 21 Août 1929, est porté à 1.820 francs à compter du 1^{er} Septembre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 10 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat Général.
Salaire. André Declerck.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le salaire mensuel de M. André Declerck, né le 9 Août 1927, coursier affecté au Secrétariat Général, Service du Courrier, est porté à 2.520 francs à compter du 1^{er} Septembre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 10 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ADMINISTRATION MUNICIPALE. — Adjoints.
M^{me} Martha Desrumaux.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu notre arrêté du 30 Mai 1945 fixant les jours et heures de

réception de MM. les Adjoints, pour les affaires ressortissant à leurs délégations ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Notre arrêté du 30 Mai 1945 est complété comme suit :

M^{me} Martha Desrumaux, le jeudi, de 16 h. à 18 h. 30.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 11 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.
Autorisation. Léon Lefief.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 5 du nouveau Règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat passées au service de la Ville de Lille, formulée par M. Lefief Léon, Surveillant de Travaux ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 27 Août 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Lefief Léon, Surveillant de Travaux, est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 16 Août 1919 au 15 Juillet 1923, soit pour une période de : trois ans, onze mois.

M. Lefief Léon ayant été titularisé le 16 Juillet 1924, au

traitement annuel de 5.300 francs, le montant du **rappel** à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 1.246 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de cent quatre francs, le premier échéant le 31 Octobre 1945, échelonnés sur 12 mois. A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation, les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.
Autorisation. Gustave Hénocq.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 5 du nouveau Règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat passées au service de la Ville de Lille formulée par M. Hénocq Gustave, Jardinier de 3^{me} classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 27 Août 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Hénocq Gustave, Jardinier de 3^{me} classe, est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues

afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 1^{er} Septembre 1928 au 10 Octobre 1932 soit pour une période de : quatre ans, un mois et dix jours.

M. Hénocq ayant été titularisé le 10 Octobre 1932 au traitement annuel de 9.000 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 2.220 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de 93 francs, le premier échéant le 31 Octobre 1945, échelonnés sur 4 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation, les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.
Autorisation. Delesalle.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu les articles 5 et 7 du nouveau Règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat et de stage passées au Service de la Ville et de l'Etat formulée par M. Delesalle Arthur, Commis Principal de 3^{me} classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la

Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 27 Août 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Delesalle Arthur, Commis principal de 3^{me} classe est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires et de stage rendus à la Ville du 22 Juillet 1919 au 31 Octobre 1920 et à l'Etat du 3 Novembre 1920 au 14 Novembre 1923, soit pour une période de : quatre ans, trois mois, vingt et un jours.

M. Delesalle Arthur ayant été titularisé le 16 Novembre 1923 au traitement annuel de 5.000 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 1.293 francs.

ARTICLE 2. — La retenue sera acquittée par un précompte effectué sur le traitement d'Octobre 1945 de l'intéressé.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.
Autorisation. Alleweireldt.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 7 du nouveau Règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années de stage passées au Service de l'Etat formulée par M. Alleweireldt Robert, commis principal de 1^{re} classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la

Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 27 Août 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Alleweireldt Robert, Commis principal de 1^{re} classe est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services de stage rendus à l'Etat du 1^{er} Janvier 1920 au 28 Avril 1925, soit pour une période de : cinq ans, trois mois et vingt-huit jours.

M. Alleweireldt Robert ayant été titularisé le 1^{er} Mai 1925 au traitement annuel de 5.400 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 1.727 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de 96 francs, le premier échéant le 31 Octobre 1945, échelonnés sur 18 mois. A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation, les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.
Autorisation. Henri Duparcq.

Nous, Maire de la Ville de Lille ;

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 7 du nouveau Règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années de stage passées au Service de l'Etat formulée par M. Duparcq Henri, Commis principal de 1^{re} classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 27 Août 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Duparcq Henri, Commis principal de 1^{re} classe est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services de stage rendus à l'Etat du 12 Août 1919 au 31 Mars 1922 soit pour une période de : deux ans, sept mois et dix-neuf jours.

M. Duparcq Henri ayant été titularisé le 1^{er} Avril 1922, au traitement annuel de 5.000 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée, s'élève à 791 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de 396 francs, le premier échéant le 31 Octobre 1945, échelonnés sur 2 mois. A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation, les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.
Autorisation. Georges Carnoy.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 7 du nouveau Règlement de la Caisse de

Retraites des Services Municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années de stage passées au service de l'Etat, formulée par M. Carnoy Georges, Commis principal de 2^{me} classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 27 Août 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Carnoy Georges, Commis principal de 2^{me} classe est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services de stage rendus à l'Etat du 23 Novembre 1926 au 31 Décembre 1930 soit pour une période de : quatre ans, un mois et huit jours.

M. Carnoy ayant été titularisé le 1^{er} Janvier 1931 au traitement annuel de 9.000 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée, s'élève à 2.217 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de 93 francs, le premier échéant le 31 Octobre 1945, échelonnées sur 4 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation, les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.
Autorisation. Robert Crespel.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 5 du nouveau Règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat formulée par M. Crespel Robert, Commis principal de 1^{re} classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 27 Août 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Crespel Robert, Commis principal de 1^{re} classe, est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la ville du 17 Décembre 1919 au 30 Avril 1922 soit pour une période de : deux ans, quatre mois et quatorze jours.

M. Crespel Robert ayant été titularisé le 16 Novembre 1923 au traitement annuel de 5.000 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée, s'élève à 712 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de 120 francs, le premier échéant le 31 Octobre 1945, échelonnés sur 6 mois. A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation, les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.
Autorisation. Paul Brienne.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 7 du nouveau Règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années de stage passées au service de l'Etat, formulée par M. Brienne Paul, Commis principal de 4^{me} classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 27 Août 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Brienne Paul, Commis principal de 4^{me} classe, est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services de stage rendus à l'Etat du 1^{er} Avril 1932 au 4 Mai 1935, soit pour une période de : trois ans, un mois et quatre jours.

M. Brienne ayant été titularisé le 1^{er} Mai 1936, au traitement annuel de 9.000 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée, s'élève à 1.671 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de 93 francs, le premier échéant le 31 Octobre 1945, échelonnés sur 3 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation, les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.
Autorisation. Ernest Waessem.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 5 du nouveau Règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliarat formulée par M. Waessem Ernest, Commis de 4^{me} classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 27 Août 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Waessem Ernest, Commis de 4^{me} classe est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 22 Février 1942 au 31 Décembre 1944 soit pour une période de : deux ans, dix mois et neuf jours.

M. Waessem ayant été titularisé le 1^{er} Janvier 1945 au traitement annuel de 14.000 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée, s'élève à 2.401 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de 200 francs, le premier échéant le 31 Octobre 1945, échelonnés sur 2 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation, les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.

Autorisation. Louis Castelain.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 5 du nouveau Règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat formulée par M. Castelain Louis, charretier au Service de la Propreté Publique ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 27 Août 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Castelain Louis, charretier de 1^{re} classe est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la ville du 20 Août 1923 au 30 Avril 1937 soit pour une période de treize ans, huit mois et onze jours.

M. Castelain ayant été titularisé le 16 Novembre 1936 au traitement annuel de 12.000 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 9.862 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de 127 francs, le premier échéant le 30 Avril 1945, échelonnés sur 13 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation, les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.

Autorisation. Georges Mahieu.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 5 du nouveau Règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliariat formulée par M. Mahieu Georges, Commis Principal de 1^{re} classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 27 Août 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Mahieu Georges, Commis principal de 1^{re} classe est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 28 Décembre 1910 au 31 Août 1919 soit pour une période de : huit ans, huit mois et trois jours.

M. Mahieu ayant été titularisé le 1^{er} Septembre 1919, au traitement annuel de 4.200 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 2.186 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de 547 francs, le premier échéant le 31 Octobre 1945. échelonnés sur 4 mois. A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation, les sommes non encore

exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.

Autorisation. M. Van Opbrocke.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 5 du nouveau Règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années d'auxiliarat formulée par M. Van Opbrocke Arthur, charron de 2^{me} classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 27 Août 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Van Opbrocke Arthur, charron de 2^{me} classe est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 1^{er} Août 1929 au 31 Mai 1937 soit pour une période de : sept ans et dix mois.

M. Van Opbrocke ayant été titularisé le 1^{er} Juin 1937 au traitement annuel de 11.000 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 5.170 francs.

ARTICLE 2. — Les retenues seront acquittées par des précomptes mensuels de 124 francs, le premier échéant le 31 Octobre 1945, échelonnés sur 7 semestres (autant que d'années entières à valider). A toute époque, l'intéressé pourra se libérer par anticipation, les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite, sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.
Autorisation. M. Dutrieux Hubert.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 7 du nouveau Règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation d'années de stage passées au service de l'Octroi de la Ville d'Armentières, formulée par M. Dutrieux Hubert, Commis de 2^{me} classe ;

Vu la lettre du 16 Mai 1945 de M. le Maire d'Armentières déclarant que la Commune d'Armentières consent à reverser au profit de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville de Lille, les retenues effectuées sur le traitement de M. Dutrieux lorsqu'il était employé de la Ville d'Armentières ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 27 Août 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Dutrieux Hubert, Commis de 2^{me} classe, est autorisé à faire entrer en compte dans la détermination de ses droits à pension, les années qu'il a accomplies au Service de la Ville d'Armentières, du 1^{er} Janvier 1939 au 31 Janvier 1941.

ARTICLE 2. — Les retenues exercées sur son traitement pendant cette période seront reversées par la Ville d'Armentières au profit de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville de Lille.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Versements rétroactifs.
Autorisation. Georges Lemay.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 40 du nouveau Règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944, permettant aux agents municipaux tributaires de la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse, de demander leur affiliation à la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, étant entendu qu'ils devront :

1°) avoir encore à accomplir au moins dix années de services à compter du 23 Mars 1944 pour atteindre l'âge requis pour obtenir une pension d'ancienneté, c'est-à-dire qu'ils ne devront pas être âgés de plus de cinquante ans, s'ils font partie du cadre sédentaire et de quarante cinq ans s'ils font partie du cadre actif ;

2°) à partir du jour où aura été rétroactivement fixée la date de leur affiliation à la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, verser, au profit de cette Caisse, le montant de la retenue des premiers

douzièmes dans les conditions qui leur auraient été imposées s'ils avaient été constamment tributaires de la dite Caisse.

Vu la délibération du Conseil Municipal du 23 Décembre 1936 portant de 5 à 6 % le taux de la retenue effectuée sur les traitements au profit de la Caisse des Retraites et supprimant le versement du premier douzième à compter du 1^{er} Octobre 1936 ;

Vu la lettre de M. le Préfet du 17 Novembre 1937 portant notification de l'approbation ministérielle donnée à la délibération précitée ;

Vu la demande d'affiliation à la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville formulée par M. Lemay Georges, Téléphoniste de 1^{re} classe.

Vu l'avis favorable émis par la Commission Mixte de la dite Caisse lors de sa séance du 27 Août 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Georges Lemay, Téléphoniste de 1^{re} classe est autorisé à verser à la Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, la somme de 892 francs, montant du premier douzième du traitement de 10.700 francs dont il était bénéficiaire au 30 Septembre 1936.

ARTICLE 2. — La retenue sera acquittée par un précompte effectué sur le traitement d'octobre 1945 de l'intéressé.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.
Démission. Paul Bonnez.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire :

Vu la lettre en date du 28 Août 1945 par laquelle M. Paul

Bonnez, Chef de centre affecté au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Paul Bonneze, Chef de centre affecté au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat Général.
Démission. M^{me} Odette Bonamis.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la lettre en date du 1^{er} Septembre 1945 par laquelle M^{me} Odette Bonamis, Dame-employée affectée au Secrétariat Général, Service de la Dactylographie, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Odette Bonamis, dame-employée affectée au Secrétariat Général, Service de la Dactylographie, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel municipal.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 15 Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.

Démission. M^{lle} Miklaszewska.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 1^{er} Septembre 1945 par laquelle M^{lle} Jeanne Miklaszewska, Assistante Médico-Sociale Diplômée affectée au 2^{me} Bureau de la 5^{me} Division, donne sa démission.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Jeanne Miklaszewska, Assistante Médico-Sociale Diplômée affectée au 2^{me} Bureau de la 5^{me} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Nomination. M^{lle} Agneray.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Jeanne Agneray, Expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, est nommée Chef de centre, en remplacement de M. Paul Bonnez, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M^{lle} Agneray est versée dans la 6^{me} classe de la catégorie IV du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.100 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Congé sans solde. Gaston Laheyne.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 27 Août 1945 par laquelle M. Gaston Laheyne, Enquêteur affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division, sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de six mois, sans solde, est accordé à M. Gaston Laheyne, Enquêteur affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé, M. Laheyne ne pourra réintégrer ses fonctions qu'autant qu'une vacance d'emploi existera dans le service et sous réserve d'un avis favorable émis par l'Administration Municipale à la demande que devra formuler l'intéressé, en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 15 Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Suspension de fonctions. Gustave Chatelet.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Août 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Ouvrier ;
Vu le rapport de M. le Directeur du Cimetière du Sud en
date du 17 Août 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — En attendant la décision à intervenir de la
part de l'autorité judiciaire, M. Gustave Chatelet, Fossoyeur
affecté au Cimetière du Sud, est suspendu de ses fonctions sans
traitement.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est
chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à
compter du 16 Août 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat Général.
Démission. André Jenny.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. André Jenny, Interprète-Chef affecté au
Secrétariat Général, démissionnaire, cesse de faire partie des
cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est
chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à
partir du 16 Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 13 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat Général.
Démission. M^{me} Alice Debruyne.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Alice Debruyne, Interprète affectée au Secrétariat Général, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 16 Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 13 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CONSEIL MUNICIPAL. — Commission Municipale
pour la lutte antivénérienne. Membres. Nominations.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 Juin 1945 décidant l'institution d'une Commission d'Etudes ayant pour mission de mettre au point et de proposer les moyens à employer pour :

- a) intensifier la lutte antivénérienne ;
- b) combattre la débauche et plus particulièrement la prostitution.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre Présidence, Membres de la Commission d'Etudes chargée de mettre au point et de proposer les moyens à employer pour intensifier la lutte anti-

vénerienne, combattre la débauche et plus particulièrement la prostitution :

- M. l'Adjoint Simonot, délégué à l'Hygiène ;
- M. le Secrétaire général de la Mairie ;
- M. le Directeur régional de la Santé et de l'Assistance ;
- M. le Délégué régional à la Famille ;
- M. Miquet, chargé de mission de M. le Ministre de l'Education Nationale à la Direction des Mouvements de Jeunesse et d'Education Populaire ;
- M. le Docteur Gervois, Inspecteur de la Santé ;
- M. le Commissaire central de Police ;
- M. le Secrétaire général des Hospices civils de Lille ;
- M. le Professeur Emile Bertin, Délégué du Conseil Départemental du Nord de l'Ordre National des Médecins ;
- M. le Docteur Lucien Coppens, Président du Syndicat médical de Lille ;
- M. le Médecin Colonel Chabanier, Directeur du Service de santé militaire de la 1^{re} Région ;
- M. le Docteur Guilbert, Médecin de l'Institut médico pédagogique d'Armentières ;
- M. le Professeur Huriez, Professeur de clinique dermatosyphilitique à la Faculté de Médecine ;
- M. le Docteur Dumont, Assistant de M. le Docteur Bertin dans le service de lutte antivénérienne ;
- M. le Docteur Lucien Lafrance ;
- M. Roye, Secrétaire de la Chambre syndicale des employés de Lille, Délégué de l'Union locale des Syndicats ouvriers de Lille ;
- M^{me} Deryckere, Assistante sociale pour la lutte antivénérienne à la Direction régionale de la Santé ;
- M. le Chef de la 5^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 14 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**POLICE. — Voie Publique. Divagation des chiens.
Abrogation d'arrêté.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu la loi du 21 Juin 1893 sur le Code rural et le décret du 6 Octobre 1904 portant règlement d'Administration Publique pour l'exécution de ladite loi ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 Avril 1903, interdisant la divagation des chiens dans toute l'étendue du département du Nord ;

Vu l'article 80 du Code des Arrêtés Municipaux relatifs au tarif de la fourrière ;

Vu notre arrêté en date du 9 Août 1945 prescrivant en son article I que tous les chiens circulant sur la voie publique devront être muselés ou tenus en laisse pendant un délai de deux mois à partir de la publication dudit arrêté ;

Considérant qu'un chien soupçonné de rage a de nouveau été signalé le 10 Septembre 1945 sur le territoire de la Ville de Lille et que par suite des dispositions doivent être prises pour réglementer pendant une nouvelle durée de deux mois au moins les conditions dans lesquelles les chiens devront être autorisés à circuler dans notre Ville ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Notre arrêté du 9 Août 1945 réglementant les conditions dans lesquelles les chiens peuvent être autorisés à circuler dans la Ville est prorogé jusqu'au 10 Novembre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera immédiatement exécutoire.

Hôtel de Ville, le 14 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Généralités.
Conseil de discipline. Membres. Nominations.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés sous notre présidence et par délégation sous la présidence de M. Gaston Rousseaux, adjoint délégué au Personnel, membres du Conseil de Discipline, appelé à statuer sur la sanction disciplinaire à infliger à M. Charles Kuntz, déféré devant ledit Conseil.

M. Lefebvre, Secrétaire Général adjoint de la Mairie ;
M. Claie, Chef de la 5^{me} Division ;
M^{me} Garemin, Chef de Bureau, Service du Contentieux ;
MM. Van Noten et Albert Bar, Délégués de l'Organisation Syndicale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 15 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Généralités.
Conseil de discipline. Membres. Nominations.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés sous notre présidence et par délégation sous la présidence de M. Gaston Rousseaux, adjoint délégué au Personnel, membres du Conseil de Discipline, appelé

à statuer sur la sanction disciplinaire à infliger à M. Marcel Neuville, déféré devant ledit Conseil :

M. Lefebvre, Secrétaire Général adjoint de la Mairie ;

M. Claie, Chef de la 5^{me} Division ;

M^{lle} Garemin, Chef de Bureau, service du Contentieux ;

MM. Van Noten et Albert Bar, Délégués de l'Organisation Syndicale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 15 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Généralités.
Conseil de discipline. Membres. Nominations.**

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés sous notre présidence et par délégation sous la présidence de M. Gaston Rousseaux, adjoint délégué au Personnel, membres du Conseil de Discipline, appelé à statuer sur la sanction disciplinaire à infliger à M^{me} Destur, déférée devant ledit Conseil :

M. Lefebvre, Secrétaire Général adjoint de la Mairie ;

M. Claie, Chef de la 5^{me} Division ;

M^{lle} Garemin, Chef de Bureau, service du Contentieux ;

MM. Gisselaire et Jules Descamps, Délégués de l'Organisation Syndicale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 15 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Généralités.
Conseil de discipline. Membres. Nominations.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés sous notre présidence et par délégation sous la présidence de M. Gaston Rousseaux, adjoint délégué au Personnel, membres du Conseil de Discipline, appelé à statuer sur la sanction disciplinaire à infliger à M. Arthur Delesalle, déféré devant ledit Conseil :

M. Lefebvre, Secrétaire Général adjoint de la Mairie ;
M. Claie, Chef de la 5^{me} Division ;
M^{lle} Garemin, Chef de Bureau, Service du Contentieux ;
MM. Senaffe et Hans, Délégués de l'Organisation Syndicale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 15 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Généralités.
Conseil de discipline. Membres. Nominations.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés sous notre présidence et par délégation sous la présidence de M. Gaston Rousseaux, adjoint délégué au Personnel, membres du Conseil de Discipline, appelé à statuer sur la sanction disciplinaire à infliger à M. Pierre Jardez, déféré devant ledit Conseil :

M. Lefebvre, Secrétaire Général adjoint de la Mairie ;
M. Claie, Chef de la 5^{me} Division ;
M^{lle} Garemin, Chef de Bureau, Service du Contentieux ;
MM. Senaffe et Hans, Délégués de l'Organisation Syndicale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 15 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat Général.
Annulation d'arrêté. MM. Thomazie et Florin.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu notre arrêté en date du 10 Août 1945 suspendant de leurs fonctions, sans traitement, MM. Thomazie et Florin, Commis ;

Vu la lettre en date du 5 Septembre 1945 par laquelle M. le Directeur des Centres Sanitaires de Lille et Roubaix signale que l'autorité militaire, à la suite des faits signalés le 28 Juillet 1945, « n'a pris contre MM. Thomazie Michel et Florin Albert aucune mesure de licenciement des cadres de l'armée » ;

Considérant dès lors qu'aucun fait ne peut être retenu à la charge des intéressés motivant, sur le plan administratif, une sanction disciplinaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Notre arrêté en date du 10 Août 1945 suspendant de leurs fonctions, sans traitement, MM. Thomazie et Florin, est rapporté.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 15 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Nomination. André Vermeersch.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu le Procès-verbal du concours qui a eu lieu les 23, 24, 25 et 30 Juin 1942 pour l'emploi de dessinateur d'études ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 2 Août 1945 approuvée par M. le Préfet du Nord le 23 Août 1945, portant application du coefficient 3 aux échelles de traitements du personnel municipal ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. André Vermeersch, Dessinateur, est nommé Dessinateur d'Etudes, en remplacement de M. Arthur Lefebvre, promu Chef de bureau.

ARTICLE 2. — M. Vermeersch est versé dans la 4^{me} classe de son emploi au traitement annuel de 99.000 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 17 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Congé sans solde. Contran Dehaynin.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la lettre en date du 4 Septembre 1945 par laquelle M. Contran Dehaynin, Commis principal affecté à la 2^{me} Division, Service des Transports, sollicite un congé sans solde pour convenances personnelles ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de six mois, sans solde, est accordé à M. Gontran Dehaynin, Commis principal, affecté à la 2^{me} Division. Service des Transports.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à partir du 24 Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 17 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Sapeurs-Pompiers.
Titularisations.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

Vu nos arrêtés numéros 2.656 et 2.756 des 25 Novembre et 15 Décembre 1943, numéros 195 et 235 des 14 et 28 Novembre 1944, numéros 503 et 564 des 14 et 28 Février 1945, portant nomination de MM. André Haidon, Eugène Toulotte, Roger Boterdael, Emilien Declercq, Charles Coutsiers, Joseph Laurent, Maurice Masse, Emile Monnet, Marcel Dodre, Gaston Muselet et Charles Deconninck, sapeurs-pompiers stagiaires, sans qu'ils puissent prétendre au bénéfice de la Caisse des Retraites et de la titularisation en vertu de l'application des dispositions de la loi du 9 Septembre 1943 ;

Vu l'ordonnance du 17 Mai 1945 portant abrogation de la loi du 9 Septembre 1943 ;

Vu la lettre de M. le Préfet du Nord en date du 6 Août 1945 nous autorisant à procéder à la régularisation de la situation des agents remplissant les conditions exigées par le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — MM. André Haidon, Eugène Toulotte, Roger Boterdael, Emilien Declercq, Charles Coutsiers, Joseph Lau-

rent, Maurice Masse, Emile Monnet, Marcel Dodre, Gaston Muselet et Charles Deconninck, Sapeurs-Pompiers stagiaires, sont titularisés dans leur emploi.

ARTICLE 2. — Les agents sus-visés sont autorisés à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux à compter du jour de leur entrée en fonction. Pour les avantages en nature dont ils bénéficient, ils effectueront à la Caisse des Retraites des versements calculés sur la base de 1/5 de leur traitement pour la période comprise entre leur date d'entrée et le 30 Juin 1944 et de 1/10 à compter du 1^{er} Juillet 1944.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 17 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

POLICE. — Voie Publique. Interdiction de circulation.
Place Général-de-Gaulle, Rues Nationale,
Gauthier-de-Châtillon, de Valmy.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le programme de la Fête de clôture des Camps de Vacances ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La circulation et le stationnement des chevaux, des véhicules et installations de toute nature seront interdits, Samedi 22 Septembre 1945 :

1°) Place Général-de-Gaulle, à partir de quatorze heures et pendant toute la durée de la revue des enfants des Camps de vacances ;

2°) Rue Nationale, boulevard de la Liberté, partie comprise entre la rue Nationale et la rue de Valmy, place de la République, pendant le défilé qui suivra la cérémonie indiquée ci-avant ;

3°) Rues Gauthier-de-Châtillon, de Valmy, partie comprise entre le boulevard de la Liberté et la rue Gauthier-de-Châtillon, à partir de seize heures quinze et pendant la durée de la collation qui sera servie aux enfants des Camps de vacances dans le square des Beaux-Arts et rue de Valmy.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 17 Septembre 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

CODE DES ARRETES MUNICIPAUX. —

Articles 1.133 et 1.134. Abrogations.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, articles 97 et 133 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 29 Août 1945, approuvée le 10 Septembre suivant par M. le Préfet du Nord ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les articles 1.133 et 1.134 du Code des Arrêtés Municipaux fixant le tarif des droits de sépulture et des concessions de terrains dans les cimetières sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

I. — Travaux de Sépulture. - Droits divers.

a) *Sépultures :*

Fosse pour adulte à 1 m. 50 de profondeur	140
Supplément par approfondissement de 0 m. 50	90
Fosse pour enfant à 1 m. 50 de profondeur	70
Supplément par approfondissement de 0 m. 50	50
Croix provisoire	65
Exhumation sans réinhumation d'un corps inhumé à 1 m. 50 de profondeur	300

Supplément pour la même opération effectuée à une plus grande profondeur, par 0 m. 50	90
Exhumation et réinhumation sur place d'un corps inhumé à 1 m. 50 de profondeur	200
Supplément pour la même opération effectuée à une plus grande profondeur par 0 m. 50	90
Inhumation d'un corps dans un caveau ou dans un sarcophage	200
Transport d'un corps à l'intérieur du cimetière	100
Détérioration d'allée résultant de l'inhumation d'un corps dans un caveau ou dans un sarcophage comportant une ouverture latérale	200
h) <i>Autorisation d'ouverture d'un caveau ou d'un sarcophage</i>	200
c) <i>Caveau d'attente :</i>	
Taxe d'occupation, premier mois	300
Les mois suivants, par jour	10
Mise en case d'un corps au caveau d'attente	200
Retrait d'un corps du caveau d'attente	200
d) <i>Terrassement pour pose de sarcophage :</i>	
Adultes	
Sarcophage simple à 1 m. 60 de profondeur	240
Sarcophage simple à 2 m. 30 de profondeur	420
Sarcophage simple à 3 m. de profondeur	580
Sarcophage double à 2 m. 30 de profondeur	460
Sarcophage double à 3 m. de profondeur	620
Sarcophage triple à 3 m. de profondeur	700
Enfants	
Sarcophage simple à 1 m. 60 de profondeur	140
Sarcophage simple à 2 m. de profondeur	200
Sarcophage simple à 2 m. 50 de profondeur	300
e) <i>Taxe supplémentaire pour sarcophage posé dans les concessions de 30 ans et 100 ans :</i>	
Adultes	
Sarcophage simple	350
Sarcophage double	450
Sarcophage triple	600
Enfants	300

f) *Terrassement pour découvrir un sarcophage* : (voir d)

g) *Terrassement pour caveau en maçonnerie* :

Prix à établir suivant les dimensions proposées et acceptées par les concessionnaires et calculées d'après les prix de terrassement et transport de terre.

Jusqu'à 1 m. 50 de profondeur, le mètre cube	60
De 1 m. 50 à 3 mètres, le mètre cube	110
De 3 m. à 4 m. 50, le mètre cube	170

h) *Taxe d'admission des corps venant de l'extérieur* :

Concession de 30 ans	1.500
Concession de 100 ans	3.000
Concession perpétuelle	9.000

II. - Concessions

1° Concession de 15 ans, le mètre carré	250
2° Concession de 30 ans, le mètre carré	660
Superposition, le mètre carré	330
5° Concession centenaire, le mètre carré	7.000
Superposition, le mètre carré	3.500
4° Concession perpétuelle, le mètre carré	10.000
Superposition, le mètre carré	5.000

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 18 Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 17 Septembre 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

POLICE. — Mœurs. Maison de tolérance, rue de l'A.B.C. n° 7.
Retrait d'autorisation.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97, paragraphe 3 et 6 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 Juin 1945,
décidant :

- a) le retrait à partir du 1^{er} Octobre 1945, de toutes les autorisations accordées antérieurement aux tenancières des maisons de tolérance ;
- b) l'interdiction d'ouverture et d'exploitation de toute maison, quelle que soit son appellation, dans laquelle on facilite la prostitution ;

Vu notre arrêté du 17 Juillet 1945 modifiant en conséquence les articles 524 à 557 du Code des arrêtés municipaux et stipulant notamment que des arrêtés antérieurs autorisant la tenue et l'exploitation des maisons de tolérance sont rapportés.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'autorisation de tenir une maison de tolérance, rue de l'A.B.C. n° 7 accordée à Madame Del Riso Fidélia par arrêté municipal du 21 Décembre 1933 est rapportée.

En conséquence ladite maison de tolérance devra être fermée au plus tard le 1^{er} Novembre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} Novembre 1945 et dont une ampliation sera transmise en vue de son application à M. le Commissaire Central de police de Lille.

Hôtel de Ville, le 18 Septembre 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

POLICE. — Mœurs. Maison de tolérance rue de l'A.B.C. n° 5.

Retrait d'autorisation.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97, paragraphes 3 et 6 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 Juin 1945, décidant :

- a) le retrait à partir du 1^{er} Octobre 1945, de toutes les autorisations accordées antérieurement aux tenancières des maisons de tolérance ;

- b) l'interdiction d'ouverture et d'exploitation de toute maison, quelle que soit son appellation, dans laquelle on facilite la prostitution ;

Vu notre arrêté du 17 Juillet 1945 modifiant en conséquence les articles 524 à 557 du Code des arrêtés municipaux et stipulant notamment que des arrêtés antérieurs autorisant la tenue et l'exploitation des maisons de tolérance sont rapportés ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'autorisation de tenir une maison de tolérance Rue de l'A.B.C., n° 5 accordée à M^{me} Berect Jeanne par arrêté municipal du 15 Février 1930 est rapportée.

En conséquence, ladite maison de tolérance devra être fermée au plus tard le 1^{er} Novembre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} Novembre 1945 et dont une ampliation sera transmise en vue de son application à M. le Commissaire central de police de Lille.

Hôtel de Ville, le 18 Septembre 1945.

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

POLICE. — Mœurs. Maison de tolérance rue de l'A.B.C. n° 8.
Retrait d'autorisation.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97, paragraphes 3 et 6 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 Juin 1945, décidant :

- a) le retrait à partir du 1^{er} Octobre 1945, de toutes les autorisations accordées antérieurement aux tenancières des maisons de tolérance ;
- b) l'interdiction d'ouverture et d'exploitation de toute maison, quelle que soit son appellation, dans laquelle on facilite la prostitution ;

Vu notre arrêté du 17 Juillet 1945 modifiant en conséquence les articles 524 à 557 du Code des arrêtés municipaux et stipulant notamment que des arrêtés antérieurs autorisant la tenue et l'exploitation des maisons de tolérance sont rapportés ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'autorisation de tenir une maison de tolérance rue de l'A.B.C., n° 8 accordée à M^{me} Heraele Georgette par arrêté municipal du 29 Août 1939 est rapportée.

En conséquence, ladite maison de tolérance devra être fermée au plus tard le 1^{er} Novembre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} Novembre 1945 et dont une ampliation sera transmise en vue de son application à M. le Commissaire central de police de Lille.

Hôtel de Ville, le 18 Septembre 1945

Le Maire de Lille :

D. CORDONNIER.

**POLICE. — Mœurs. Maison de tolérance rue de l'A.B.C. n° 3.
Retrait d'autorisation.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97, paragraphes 3 et 6 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 Juin 1945, décidant :

- a) le retrait à partir du 1^{er} Octobre 1945, de toutes les autorisations accordées antérieurement aux tenancières des maisons de tolérance ;
- b) l'interdiction d'ouverture et d'exploitation de toute maison, quelle que soit son appellation, dans laquelle on facilite la prostitution ;

Vu notre arrêté du 17 Juillet 1945 modifiant en conséquence les articles 524 à 557 du Code des arrêtés municipaux et stipulant notamment que des arrêtés antérieurs autorisant la tenue et l'exploitation des maisons de tolérance sont rapportés ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'autorisation de tenir une maison de tolérance rue de l'A.B.C., n° 3 accordée à M^{me} Martin Marie par arrêté municipal du 24 Novembre 1942 est rapportée.

En conséquence, ladite maison de tolérance devra être fermée au plus tard le 1^{er} Novembre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} Novembre 1945 et dont une ampliation sera transmise en vue de son application à M. le Commissaire central de police de Lille.

Hôtel de Ville, le 18 Septembre 1945.

Le Maire de Lille

D. CORDONNIER.

**POLICE. — Mœurs. Maison de tolérance rue de l'A.B.C. n° 1.
Retrait d'autorisation.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97, paragraphes 3 et 6 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 Juin 1945, décidant :

- a) le retrait à partir du 1^{er} Octobre 1945, de toutes les autorisations accordées antérieurement aux tenancières des maisons de tolérance ;
- b) l'interdiction d'ouverture et d'exploitation de toute maison, quelle que soit son appellation, dans laquelle on facilite la prostitution ;

Vu notre arrêté du 17 Juillet 1945 modifiant en conséquence les articles 524 à 557 du Code des arrêtés municipaux et stipulant notamment que des arrêtés antérieurs autorisant la tenue et l'exploitation des maisons de tolérance sont rapportés ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'autorisation de tenir une maison de tolérance rue de l'A.B.C., n° 1 accordée à M^{me} Michot Léonie par arrêté municipal du 19 Février 1925 est rapportée.

En conséquence, ladite maison de tolérance devra être fermée au plus tard le 1^{er} Novembre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} Novembre 1945 et dont une ampliation sera transmise en vue de son application à M. le Commissaire central de police de Lille.

Hôtel de Ville, le 18 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**POLICE. — Mœurs. Maison de tolérance rue de l'A.B.C. n° 2.
Retrait d'autorisation.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97, paragraphes 3 et 6 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 Juin 1945, décidant :

- a) le retrait à partir du 1^{er} Octobre 1945, de toutes les autorisations accordées antérieurement aux tenancières des maisons de tolérance ;
- b) l'interdiction d'ouverture et d'exploitation de toute maison, quelle que soit son appellation, dans laquelle on facilite la prostitution ;

Vu notre arrêté du 17 Juillet 1945 modifiant en conséquence les articles 524 à 557 du Code des arrêtés municipaux et stipulant notamment que des arrêtés antérieurs autorisant la tenue et l'exploitation des maisons de tolérance sont rapportés ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'autorisation de tenir une maison de tolérance rue de l'A.B.C. n° 2 accordée à M^{me} Baechler Marcelle par arrêté municipal du 30 Janvier 1945 est rapportée.

En conséquence, ladite maison de tolérance devra être fermée au plus tard le 1^{er} Novembre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} Novembre 1945 et dont une ampliation sera transmise en vue de son application à M. le Commissaire central de police de Lille.

Hôtel de Ville, le 18 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**POLICE. — Mœurs. Maison de tolérance rue de l'A.B.C. n° 6.
Retrait d'autorisation.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97, paragraphes 3 et 6 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 Juin 1945, décidant :

- a) le retrait à partir du 1^{er} Octobre 1945, de toutes les autorisations accordées antérieurement aux tenancières des maisons de tolérance ;
- b) l'interdiction d'ouverture et d'exploitation de toute maison, quelle que soit son appellation, dans laquelle on facilite la prostitution ;

Vu notre arrêté du 17 Juillet 1945 modifiant en conséquence les articles 524 à 557 du Code des arrêtés municipaux et stipulant notamment que des arrêtés antérieurs autorisant la tenue et l'exploitation des maisons de tolérance sont rapportés ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'autorisation de tenir une maison de tolérance rue de l'A.B.C., n° 6 accordée à M^{me} Siraut Christiane par arrêté municipal du 26 Mars 1941 est rapportée.

En conséquence, ladite maison de tolérance devra être fermée au plus tard le 1^{er} Novembre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} Novembre 1945 et dont une ampliation sera transmise en

vue de son application à M. le Commissaire central de police de Lille.

Hôtel de Ville, le 18 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**POLICE. — Mœurs. Maison de tolérance rue de l'A.B.C. n° 22.
Retrait d'autorisation.**

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97, paragraphes 3 et 6 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 Juin 1945, décidant :

- a) le retrait à partir du 1^{er} Octobre 1945, de toutes les autorisations accordées antérieurement aux tenancières des maisons de tolérance ;
- b) l'interdiction d'ouverture et d'exploitation de toute maison, quelle que soit son appellation, dans laquelle on facilite la prostitution ;

Vu notre arrêté du 17 Juillet 1945 modifiant en conséquence les articles 524 à 557 du Code des arrêtés municipaux et stipulant notamment que des arrêtés antérieurs autorisant la tenue et l'exploitation des maisons de tolérance sont rapportés ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'autorisation de tenir une maison de tolérance rue de l'A.B.C., n° 22 accordée à M^{me} Laborier Célestine par arrêté municipal du 4 Août 1934 est rapportée.

En conséquence, ladite maison de tolérance devra être fermée au plus tard le 1^{er} Novembre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} Novembre 1945 et dont une ampliation sera transmise en vue de son application à M. le Commissaire central de police de Lille.

Hôtel de Ville, le 18 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**POLICE. — Mœurs. Maison de tolérance rue de l'A.B.C. n° 13.
Retrait d'autorisation.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97, paragraphes 3 et 6 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 Juin 1945, décidant :

- a) le retrait à partir du 1^{er} Octobre 1945, de toutes les autorisations accordées antérieurement aux tenancières des maisons de tolérance ;
- b) l'interdiction d'ouverture et d'exploitation de toute maison, quelle que soit son appellation, dans laquelle on facilite la prostitution ;

Vu notre arrêté du 17 Juillet 1945 modifiant en conséquence les articles 524 à 557 du Code des arrêtés municipaux et stipulant notamment que des arrêtés antérieurs autorisant la tenue et l'exploitation des maisons de tolérance sont rapportés ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'autorisation de tenir une maison de tolérance rue de l'A.B.C., n° 13 accordée à M^{me} Leclercq Juliette par arrêté municipal du 13 Mars 1919 est rapportée.

En conséquence, ladite maison de tolérance devra être fermée au plus tard le 1^{er} Novembre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} Novembre 1945 et dont une ampliation sera transmise en vue de son application à M. le Commissaire central de police de Lille.

Hôtel de Ville, le 18 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Nomination. Jacques Sohier.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu les 12 et 21
Juillet 1945 pour l'emploi d'expéditionnaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jacques Sohier, né le 4 Décembre 1927,
Coursier affecté au Secrétariat Général, Service du Courrier,
est nommé expéditionnaire au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, en
remplacement numérique de M^{lle} Cécile Frutsaert, démission-
naire ;

ARTICLE 2. — M. Jacques Sohier est versé dans la catégorie
III du Personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de
2.175 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est
chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à
compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Nomination. Julien Féron.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu les 12 et 21
Juillet 1945 pour l'emploi d'expéditionnaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Monsieur Julien Feron, né le 14 **Juillet 1927**, Coursier affecté au Secrétariat Général, Service du Courrier, est nommé expéditionnaire au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, en remplacement numérique de M. Maurice Delvau, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Julien Féron, agent mineur marié, est versé dans la catégorie III du Personnel auxiliaire, et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Nomination. Jean Favre.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu les 12 et 21 Juillet 1945 pour l'emploi d'expéditionnaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Monsieur Jean Favre, né le 15 Janvier 1927, Coursier affecté au Secrétariat Général, Service du Courrier, est nommé expéditionnaire au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, en remplacement numérique de M^{lle} Cécile Delecourt, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Jean Favre est versé dans la catégorie III

du Personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.610 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Démission. Jean Bonamis.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 11 Septembre 1945 par laquelle M. Jean Bonamis, Commis auxiliaire affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. -- M. Jean Bonamis, Commis auxiliaire affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir du 16 Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Septembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Nomination. Ernest Crombez

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 2 Août 1945 approuvée par M. le Préfet du Nord le 23 Août 1945, portant application du coefficient 3 aux échelles de traitements du personnel municipal ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Ernest Crombez, Garde Municipal affecté au Service des Promenades et Jardins, est nommé Brigadier des Gardes de Bois et de Jardins, en remplacement du brigadier Lemaire, réintégré dans la Police d'Etat.

ARTICLE 2. — M. Crombez est versé dans la 4^{me} classe de son emploi et recevra un traitement annuel de 61.500 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Septembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Généralités.
Tous Services et Divisions. Promotions.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du personnel auxiliaire est fixé comme suit pour le mois de Septembre 1945 :

Nom et Prénom	Fonction	Division	Classe	Traitement
Catégorie I				
Newsonne Eugène	Garçon de bureau	S. G.	1 ^{re}	3.250
Catégorie II				
Didelot Félicien	Magasinier	4 ^{me}	6 ^{me}	3.000
Catégorie III				
Bart Edgar	Expéditionnaire	3 ^{me}	5 ^{me}	3.100
Engrand Claude	Expéditionnaire	3 ^{me}	6 ^{me}	3.000
Bérat Lucienne	Expéditionnaire	4 ^{me}	6 ^{me}	2.900
Faussart Suzanne	Expéditionnaire	1 ^{re}	5 ^{me}	3.000
Joachim Simone	Expéditionnaire	1 ^{re}	5 ^{me}	3.000
Marchand Andrée	Expéditionnaire	1 ^{re}	5 ^{me}	3.000
Mecoen Gisèle	Expéditionnaire	1 ^{re}	6 ^{me}	2.900
Dubois Marguerite	Expéditionnaire	1 ^{re}	5 ^{me}	3.000
				(ancienneté fixé au 1.6.1945)
Rachelbonm Marie	Expéditionnaire	1 ^{re}	6 ^{me}	2.900
Catégorie IV				
Gruyelle Liliane	A. Médico Social.	5 ^{me}	6 ^{me}	3.100
Catégorie V				
Gabert Pauline	Commis	3 ^{me}	5 ^{me}	3.350
Catégorie VII				
Soupage Blanche	Femme de Service	4 ^{me}	1 ^{re}	2850
Catégorie VIII				
Gudde Paul	Releveur	2 ^{me}	3 ^{me}	2.950
Niele Jacques	Aide-jardinier	2 ^{me}	3 ^{me}	2.950
Catégorie X				
Nachtergaele François ..	Désinfecteur	5 ^{me}	3 ^{me}	3.350

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 19 Septembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

COURS MUNICIPAUX. — Contremaîtres et Contremaîtresses Fixation de Traitements

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 2 Août

1945 approuvée par M. le Préfet du Nord le 29 Août 1945, relative à l'application du Décret n° 45 - 1024 du 14 Mai 1945 aux traitements des contremaîtres et maîtresses d'atelier nationalisés et non nationalisés des Ecoles pratiques ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les traitements des contremaîtres et maîtresses d'atelier nationalisés et non nationalisés des Ecoles pratiques, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} Février 1945 :

Nom	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
M. Facon	2 ^{me}	108.000 frs	1 ^{er} Septembre 1945
M ^{lle} Lauwerie	2 ^{me}	108.000 frs	1 ^{er} Février 1944
M. Pacaux	1 ^{re}	120.000 frs	1 ^{er} Juillet 1943
M. Moreux	1 ^{re}	120.000 frs	1 ^{er} Juillet 1943
M ^{lle} Leperle	1 ^{re}	120.000 frs	1 ^{er} Juillet 1943
M ^{lle} Wasse	1 ^{re}	120.000 frs	1 ^{er} Juillet 1943
M ^{lle} Derache	1 ^{re}	120.000 frs	1 ^{er} Juillet 1943
M ^{lle} Vasseur	1 ^{re}	120.000 frs	1 ^{er} Juillet 1943

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 20 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division

Promotion. Jules Rousselle

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jules Rousselle, commis principal affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division, est promu à la 3^{me} classe de son emploi au traitement de 18.600 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Mai 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division. Jules Vercamer.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Considérant que M. Jules Vercamer, manœuvre, est entré au service des Porcheries municipales le 1^{er} Octobre 1940 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'ancienneté dans la classe de M. Jules Vercamer, manœuvre affecté au 3^{me} Bureau de la 1^{re} Division, est reportée au 1^{er} Octobre 1942.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 20 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division

Nomination. M^{me} Maria Augez.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Marie Augez, née le 7 Septembre 1909, est nommée femme de service affectée au 2^{me} Bureau de la 4^{me} Division, en remplacement de M^{me} Carlier, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M^{me} Maria Augez est versée dans la 4^{me} classe de la catégorie VII du Personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.700 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Septembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division

Nomination. M^{me} Simone Lecuyer.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Simone Lecuyer, née le 5 Janvier 1909, est nommée femme de service affectée au 2^{me} Bureau de la 4^{me} Division en remplacement de M^{me} Cointrel, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M^{me} Simone Lecuyer est versée dans la 4^{me} classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire, et recevra un salaire mensuel de 2.700 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Septembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat Général.

Démission. Roger Huyghe

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 12 Septembre 1945, par laquelle M. Roger Huyghe, coursier affecté au Secrétariat Général, Service du Courrier, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Roger Huyghe, coursier affecté au Secrétariat Général, Service du Courrier, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du Personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 12 Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Michel Briche.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le salaire mensuel de M. Michel Briche, né le 20 Juin 1929, manoeuvre affecté au service des Promenades et Jardins, est porté à 1.820 francs.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 20 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

PRIME A LA NATALITÉ. — 1^{re} fraction. Bénéficiaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 et du 11 Juillet 1944, approuvée le 19 Août 1944 ;

Vu notre arrêté en date du 10 Mai 1943 ;

Vu les pièces produites par les ayants droit à l'effet de bénéficier de la 1^{re} fraction de la prime communale à la natalité :

- 1°) certificat de vie de l'enfant ;
- 2°) état indiquant la composition de la famille ;
- 3°) certificat de résidence ;
- 4°) certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;
- 5°) certificat de docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la 1^{re} fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants droit ci-après désignés qui remplissent les conditions requises par les délibérations du Conseil Municipal susvisées :

Mmes					
Cieren-Chocreaux	.....	rue Solférino 228	4 Août 1945	4 ^{me}	270
Clément-Bauche	.....	Rue du Faubourg des Postes 146	20 Mai 1945	4 ^{me}	270
Cousin-Boureau	.....	quai de l'Ouest 33	28 Mai 1945	13 ^{me}	180
Daubresse-Franchescini	.....	rue Caventou 17	13 Juillet 1945	3 ^{me}	270
Degez-Helbot	.....	place A. Thomas 3	12 Août 1945	6 ^{me}	270
Delettré-Boucher	.....	rue d'Iéna 63 bis	17 Août 1945	6 ^{me}	270
Delos-Godtschalek	.....	rue E. Doyennette 1	17 Août 1945	5 ^{me}	270

Mmes					
Depienne-Legrain	rue du Soleil Levant 3	22 Juillet 1945	5me	270	
Devulder-Delespierre	rue Michel Ange 44	27 Juillet 1945	4me	270	
Doignies-Mignotte	boulevard d'Alsace Pav. Saint-Vincent	24 Août 1945	7me	270	
Dubois-Dhennin	rue du Marais Lomme 122	19 Août 1945	3me	180	
Dumont-Lapaille	rue de Poids 51	5 Août 1945	7me	270	
Eeckelot-Lambin	quai de l'Ouest 103	21 Avril 1945	3me	180	
Everaer-Dussart	rue des Pénitentes 3 bis	25 Mai 1945	7me	270	
Faussart-Delacenserie	rue des Stations 177	16 Juillet 1945	3me	180	
Godefroy-Dhem	place Wicar 2 bis	18 Août 1945	4me	270	
Gontier-Joulin	rue Jordaens 78	20 Août 1945	3me	180	
Lecchantre-Craeynest	rue Paul Lafargue 117	4 Août 1945	4me	270	
Lecomte-Fournier	rue du Pont Neuf 18	12 Juillet 1945	6me	270	
Lenglez-Leclercq	rue P. Curie 7	16 Août 1945	3me	180	
Logeon-Beauduin	rue des Postes 228	8 Août 1945	4me	270	
Lourdel-Demersseman	rue J. d'Arc 97	21 Août 1945	3me	180	
Malherbe-Paireau	rue de Lannoy 111	24 Août 1945	6me	270	
Mullier-Defontaine	rue des 3 Mollettes 35	11 Juin 1945	4me	270	
Nina-Pourplanque	rue des Bateliers, baraq. DCA 2	16 Août 45	5me	270	
Noiret-Camart	rue de Flandre 78	21 Août 1945	6me	270	
Nonnon-Pardoel	rue du Faubourg d'Arras 356	10 Août 1945	5me	270	
Rypert-Carton	rue P. L. Courrier 1.	13 Août 1945	9me	270	
Saint Léger-Thieffry	rue du Calvaire 15	22 Mai 1945	3me	180	
Spitaels Mathilde	rue du Crédit Municipal 6	22 Juillet 1945	6me	270	
Steelandt-Pintelon	rue L. Senault 14	8 Août 1945	4me	270	
Tosin-Van Lancker	rue du Faubourg des Postes, cour Courtecuisse 7	8 Août 1945	6me	270	
Vanden Dorpe-Ravez	rue Balzac, cour Poupaert 9	27 Août 1945	10me	270	
Vanhulle-Deyredk	rue de Pologne 18	28 Août 1945	7me	270	
Van Seuninghen-Métayer	rue de l'Espérance 8	15 Juillet 1945	3me	180	
Vey-Blanquart	rue Verhaeren 172	18 Août 1945	3me	180	
Wahl-Dépret	rue Faraday 30	25 Juillet 1945	7me	270	
Debut-Tack	rue D. Verhaeghe 49	27 Août 1945	5me	270	
Descamps-Moncheaux	rue de la Vignette 29	14 Avril 1945	9me	270	
Vande Weghe-Pollet	rue Jemmapes, cour Boisseau	14 Juin 1945	6me	270	

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général et M. le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 20 Septembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

CONSEIL MUNICIPAL. — Commission chargée d'étudier tous projets de création de piscines municipales. Membre.
Nomination. Paul Lambert.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu notre arrêté du 25 Août 1945 constituant une Commis-

sion chargée d'étudier des projets de création de piscines municipales ;

Vu la lettre en date du 14 Septembre 1945 de M. Cordier, Secrétaire général de la Fédération française de natation, nous informant que ses occupations professionnelles et sportives ne lui permettent pas de faire partie de la Commission susvisée et proposant pour le remplacer, M. Paul Lambert, 57 rue Condorcet à Tourcoing ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Paul Lambert, 57 rue Condorcet à Tourcoing, membre du Comité des Flandres de la natation et Secrétaire de la Commission sportive, est nommé - en remplacement de M. Cordier Secrétaire général de la Fédération française de natation - membre de la Commission chargée d'étudier les Projets de création de piscines municipales.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division
Affectation. Jules Rousselle.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jules Rousselle, Commis principal, prisonnier de guerre libéré, est affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 5 Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 21 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.
Congé sans solde. Renouvellement. René Godart.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;
Vu la lettre en date du 7 Septembre 1945, par laquelle M.
René Godart, Commis secrétaire affecté au 1^{er} Bureau de la
5^{me} Division, sollicite le renouvellement de son congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de trois mois,
le congé sans solde accordé à M. René Godart, commis secrétaire affecté au 1^{er} Bureau de la 5^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est
chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à partir
du 15 Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 21 Septembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.
Réintégration. M^{me} Mercier.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;
Vu la lettre en date du 1^{er} Août 1945 par laquelle Madame
Mercier, Dame-employée principale, en congé sans solde, sollicite sa réintégration ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Mercier, dame-employée principale, en
congé sans solde, est réintégrée dans les Services Municipaux
à compter du 1^{er} Septembre 1945.

ARTICLE 2. — M^{me} Mercier est affectée au 3^{me} Bureau de la 1^{re} Division.

ARTICLE 3. — M^{me} Mercier est versée dans la 2^{me} classe des Commis secrétaires principaux, au traitement annuel de 64.500 francs compte tenu de l'interruption de service, le point de départ de l'ancienneté dans la classe est fixé au 16 Juin 1943.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Congé sans solde. Renouvellement. Jules Lainé.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 7 Septembre 1945 par laquelle M. Jules Lainé, Commis auxiliaire affecté au Service des Bâtiments, sollicite le renouvellement de son congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de huit mois, le congé sans solde accordé à M. Jules Lainé, Commis auxiliaire affecté au Service des Bâtiments.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à compter du 1^{er} Août 1945.

Hôtel de Ville, le 21 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Charles Janssens.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu le rapport en date du 10 Juin 1944 par lequel M. le Chef des Bâtiments propose de reclasser dans la catégorie des ouvriers qualifiés M. Charles Janssens, considéré comme manœuvre alors qu'il exerce en fait les fonctions de menuisier charpentier ;

Vu notre arrêté n° 3.299 en date du 26 Juin 1944 portant reclassement de M. Janssens dans la catégorie IX du personnel auxiliaire ;

Vu notre arrêté n° 330 du 3 Janvier 1945 portant reclassement de divers agents du personnel auxiliaire compte tenu des observations formulées par M. le Préfet du Nord au sujet de l'application de l'article 8 ou de l'article 9 des arrêtés des 17 et 18 Avril 1944 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Notre arrêté n° 330 du 3 Janvier 1945 est rapporté en ce qui concerne M. Charles Janssens, menuisier charpentier affecté au service des Bâtiments.

ARTICLE 2. — En conséquence, les dispositions prévues par notre arrêté n° 3.299 du 26 Juin 1944 sont applicables à M. Janssens.

ARTICLE 3. — En outre, M. Janssens est promu à la 1^{re} classe de son emploi au salaire mensuel de 3.400 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Février 1944.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

FÊTES ET CÉRÉMONIES. — Clique Municipale Scolaire.
Directeur. Nomination. M. Charles Demaret.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 Août 1945
portant reconstitution de la Clique Municipale Scolaire

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Charles Demaret est nommé directeur de la Clique Municipale Scolaire. Il recevra à ce titre, une indemnité annuelle de 4.800 francs non soumise à retenue au profit de la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 21 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

POLICE ADMINISTRATIVE. — Etat-Civil. Docteur Gosselin.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 22 Mars 1945 ;

Vu notre arrêté en date du 8 Août 1945, fixant à 9.000 francs par an l'indemnité allouée aux Médecins de l'Etat-civil ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. le Docteur Gosselin, 107, Boulevard Victor Hugo qui a remplacé du 3 au 10 Septembre 1945 inclus M. le Docteur Blond père, dans la 15^{me} circonscription recevra l'indemnité prévue par notre arrêté susvisé.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 24 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

POLICE ADMINISTRATIVE. — Etat-Civil.
Docteur Blond Fils.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 22 Mars 1945 ;

Vu notre arrêté en date du 8 Août 1945, fixant à 9.000 francs par an l'indemnité allouée aux Médecins de l'Etat-civil ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. le Docteur Blond fils, 3, place Richebé qui a remplacé du 12 au 19 Septembre 1945 inclus, M. le Docteur Robert Cordonnier dans les 10^{me} et 11^{me} circonscriptions recevra l'indemnité prévue par notre arrêté susvisé.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 24 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Généralités.
Commission Consultative. Membres. Nominations.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires municipaux, article 13 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés sous notre présidence, et par délégation, sous la présidence de Monsieur Rousseaux, Adjoint délégué au Personnel, membres de la Commission consultative appelée à donner son avis sur le tableau d'avancement pour l'accession au grade de Chef de Division :

M. Lefebvre, Secrétaire Général-Adjoint de la Mairie ;

M. Camu, Chef de Division ;

M. Alhant, Chef de Bureau ;

MM. Senaffe et Courthéoux, délégués par l'Organisation Syndicale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 25 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**FÊTES ET CÉRÉMONIES. — Clique Municipale Scolaire.
Secrétaire-Trésorier. Nomination. Victor De Baere.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 Août 1945 portant reconstitution de la Clique Municipale Scolaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Victor De Baere, Commis à la 4^{me} Division, est nommé Secrétaire-Trésorier à la Clique Municipale Scolaire. Il recevra à ce titre une indemnité annuelle de 3.600 francs non soumise à retenue au profit de la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**FÊTES ET CÉRÉMONIES. — Clique Municipale Scolaire.
Moniteur. Nomination. M. De Rudder.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 Août 1945 portant reconstitution de la Clique Municipale Scolaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. De Rudder, 9, rue de l'Hopital Saint-Roch à Lille est nommé moniteur à la Clique Municipale Scolaire. Il recevra à ce titre une indemnité annuelle de 3.000 francs non soumise à retenue au profit de la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**FÊTES ET CÉRÉMONIES. — Clique Municipale Scolaire.
Professeurs. Nominations.**

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 Août 1945 portant reconstitution de la Clique Municipale Scolaire :

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés professeurs de la Clique Municipale scolaire :

MM. Charles Demaret, 30, rue Durnerin à Lille ;

Jean Delavalle, 60, rue Maire Becquart à Lomme ;

Julien Cocheteux, 50, rue Poissonnier à Lomme.

ARTICLE 2. — MM. Demaret, Delavalle et Cocheteux recevront à ce titre une indemnité annuelle de 18.000 francs non soumise à retenue au profit de la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Mutations. Léon Talman.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Léon Talman, fossoyeur affecté au Cimetière de l'Est, est muté en la même qualité au Cimetière du Sud, en remplacement numérique de M. Chatelet.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Septembre 1945.

Le Maire de Lille

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat Général.

Nomination. René Dewinne.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 28 Janvier 1945, pour le recrutement de jeunes agents ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. René Dewinne, né le 2 janvier 1929, est nommé coursier affecté au Secrétariat Général, service du Courrier, en remplacement de M. Roger Huyghe, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. René Dewinne est versé dans la 1^{re} catégorie du Personnel auxiliaire, et recevra un salaire mensuel de 1.820 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Admission à la retraite.
Hector Leclercq.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la lettre en date du 20 Septembre 1945 par laquelle M. Hector Leclercq, expéditionnaire affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, demande à faire valoir ses droits à la retraite.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Hector Leclercq, expéditionnaire affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division né le 18 Octobre 1885, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division

Congé sans solde. Jean Lionet.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la lettre en date du 18 Septembre 1945 par laquelle M. Jean Lionet, Commis aux écritures stagiaire affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division, sollicite un congé sans solde pour convenances personnelles ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé d'un an, sans solde, pour convenances personnelles, est accordé à M. Jean Lionet, Commis aux écritures stagiaire, affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 9 Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Démission. Marcel Descarpenterie.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Descarpenterie, Charretier affecté au service de la Propreté Publique, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Démission. Charles Dubar.

Nous Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 18 Septembre 1945, par laquelle M. Charles Dubar, releveur affecté au service de la Propreté Publique, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Charles Dubar, releveur affecté au service de la Propreté Publique, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 20 Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Nomination. Adolphe Dufour.

Nous, Maire de la Ville de Lille :

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Adolphe Dufour, né le 15 Mai 1910, est nommé releveur affecté au service de la Propreté Publique, en remplacement de M. Charles Dubar, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Adolphe Dufour est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 20 Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Nomination. Elie Reynaert.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Elie Reynaert, né le 17 Janvier 1897, est nommé balayeur affecté au service de la Propreté Publique, en remplacement de M. Emile Sory, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Elie Reynaert, est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VII du Personnel Auxiliaire, et recevra un salaire mensuel de 2.800 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division. Démission.
M^{me} Lionet

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 18 Septembre 1945 par laquelle
M^{me} Lionet, expéditionnaire affectée au 3^{me} Bureau de la 1^{re}
Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Lionet, Expéditionnaire affectée au 3^{me}
Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie
des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est
chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à
partir du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Septembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division. Démission.
M^{lle} Dusauso.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 18 Septembre 1945 par laquelle
M^{lle} Christiane Dusauso, Assistante Médico-Sociale Diplômée
affectée au 2^{me} Bureau de la 5^{me} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Christiane Dusauso, Assistante Médico-
Sociale Diplômée affectée au 2^{me} Bureau de la 5^{me} Division,
démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel
auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division. Henri Bahier.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Monsieur Henri Bahier, né le 3 Octobre 1880, balayeur affecté au service de la Propreté Publique, atteint par la limite d'âge, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CODE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX. — Article 534.
Abrogation.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97, paragraphes 3 et 6 ;

Vu notre arrêté du 17 Juillet 1945 modifiant les articles 524 à 557 du Code des arrêtés municipaux ;

Considérant qu'il est indispensable que les Services de Police aient connaissance du lieu de domicile des Filles publiques et qu'il est dès lors nécessaire de modifier et de compléter à cet effet l'article 534 du Code des arrêtés municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 534 du Code des arrêtés municipaux est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 534. — Il est interdit aux filles publiques :

1°) de se montrer en public avec une mise indécente et de manière à se faire reconnaître.

2°) De séjourner dans les Cafés, cabarets, estaminets, salles de danse ou autres lieux publics.

3°) D'attirer ou d'exciter les passants par gestes ou paroles ; de se montrer aux portes et aux fenêtres des maisons où elles sont logées ;

4°) De recevoir et de retenir des mineurs de l'un ou de l'autre sexe, ou des filles non inscrites ; de loger chez un débitant de boissons ou un logeur et d'avoir deux lits dans une même chambre.

Elles doivent, d'autre part, faire connaître à M. le Commissaire central de police le lieu de leur domicile, celui-ci ne pouvant en aucun cas être affecté à la prostitution ; en cas de changement d'adresse, elles sont tenues d'en faire la déclaration à la Police ;

5°) De circuler sur les promenades et sur les remparts ;

6°) De se placer au théâtre ailleurs qu'aux endroits désignés par la police ;

7°) De paraître sur la voie pulique après minuit en toute saison ;

Les filles publiques qui ne se soumettent pas aux prescriptions du présent règlement, celles qui sont trouvées sur la voie public en état d'ivresse manifeste, sont mises à la disposition du Commissaire central, qui prend à leur égard telle mesure que de droit, sans préjudice des poursuites à diriger contre elles, pour délits ou contraventions de droit commun.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} Octobre 1945 et dont une ampliation sera transmise en vue de son application à M. le Commissaire Central de Police de Lille.

Hôtel de Ville, le 29 Septembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

HYGIÈNE. — Statistique Sanitaire. Mois de Septembre 1945.

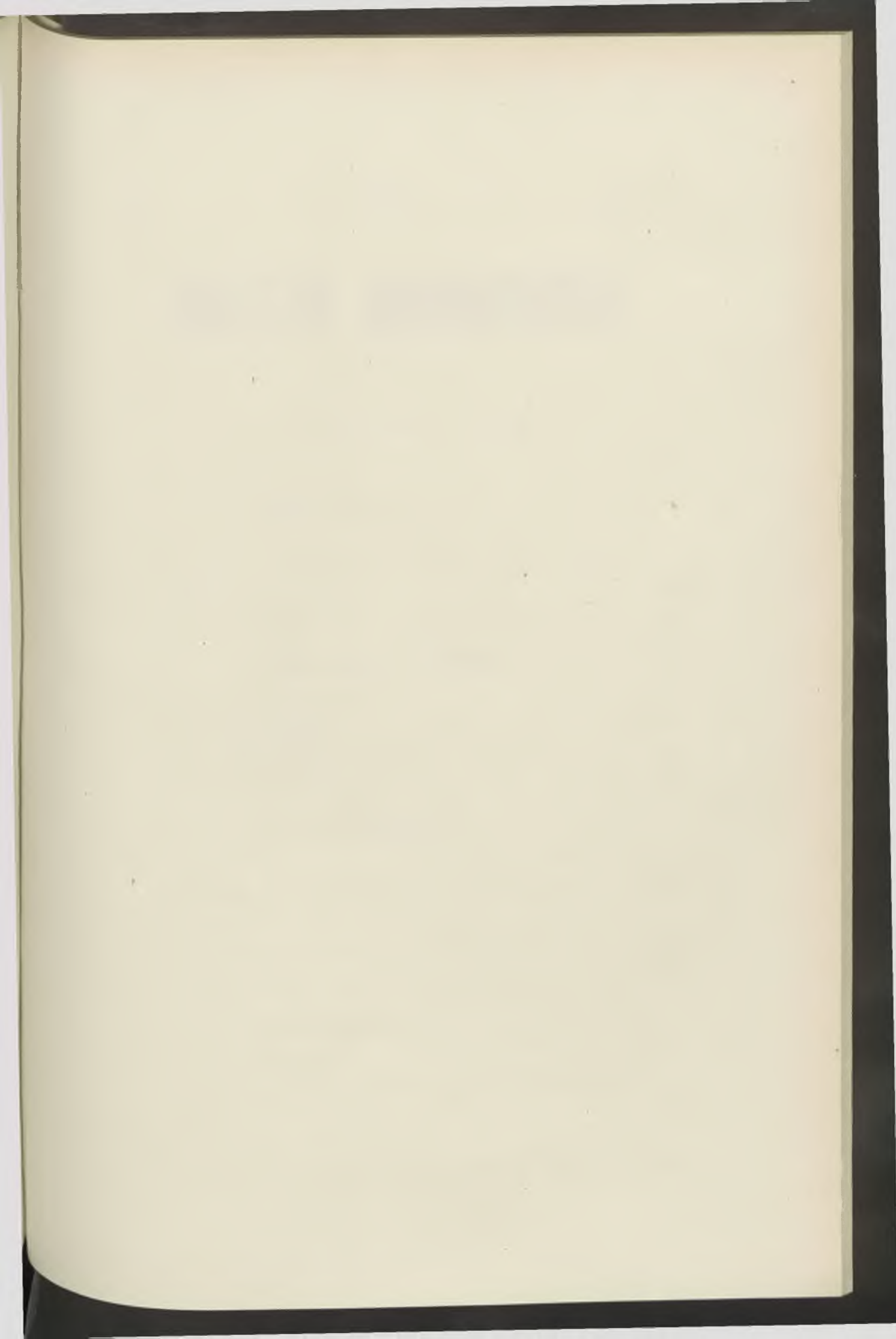
I. — RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

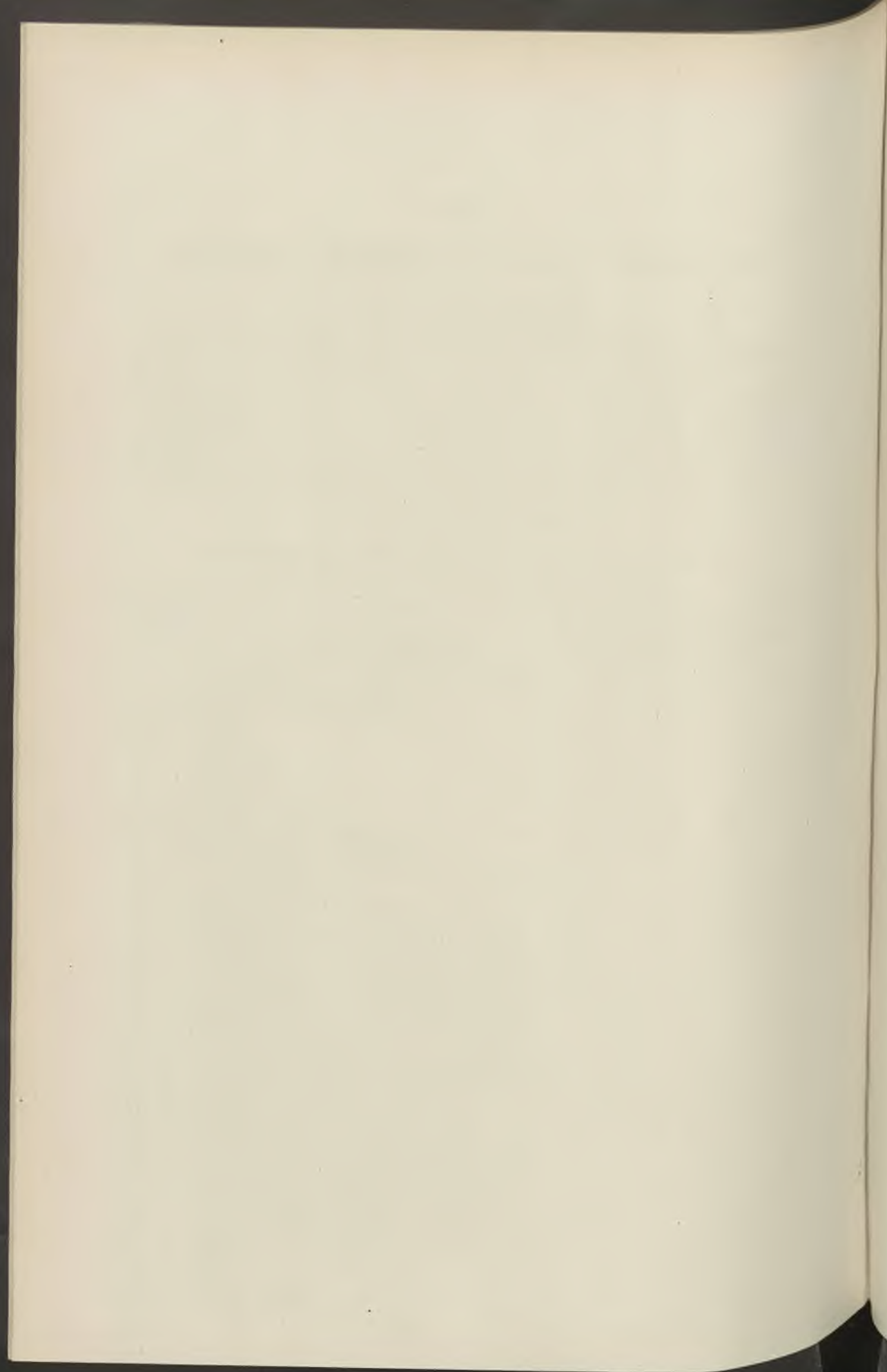
MARIAGES.	DIVORCES	NAISSANCES (mort-nés non compris)			MORT-NÉS			DÉCÈS mort-nés non compris	ENFANTS MIS EN NOURRICE		
		Légitimes	Illégitimes	Total	Légitimes	Illégitimes	Total		NÉS dans la commune PLACÉS hors de la commune	NÉS hors de la commune PLACÉS dans la commune	NÉS dans la commune
297	17	362	66	428	11	1	12	253	2	0	0

II. — RÉPARTITION DES DÉCÈS PAR CAUSE ET PAR AGE (MORT-NÉS NON COMPRIS)

(Ce tableau doit comprendre *tous les décès sans exception*
survenus sur le territoire de la commune).

NOMÉROS d'ordre	CAUSES DE DÉCÈS Nomenclature Internationale	MOINS de 1 AN	De 1 à 19 Ans	De 20 à 39 Ans	De 40 à 59 Ans	De 60 Ans et au delà	TOTAUX
1	Fièvre typhoïde ou paratyphoïde (Typhus abdominal)	0	1	»	»	»	1
2	Typhus exanthématique	»	»	»	»	»	»
3	Fièvre et Cachexie paludéennes	»	»	»	»	»	»
4	Variole	»	»	»	»	»	»
5	Rougeole	»	»	»	»	»	»
6	Scarlatine	»	»	»	»	»	»
7	Coqueluche	»	»	»	»	»	»
8	Diphtérie et Croup	1	»	»	»	»	1
9	Grippe	»	»	»	»	»	»
10	Choléra asiatique	»	»	»	»	»	»
11	Entérite cholériforme	»	»	»	»	»	»
12	Autres maladies épidémiques	»	»	»	»	»	»
13	Tuberculose de l'appareil respiratoire	0	1	12	5	1	19
14	Tuberculose des méninges ou du système nerveux central	»	4	1	»	»	5
15	Autres Tuberculoses	»	»	»	»	»	»
16	Cancer et autres Tumeurs malignes	»	1	1	11	22	35
17	Méningite simple	4	3	»	»	»	7
18	Hémorragie et Ramollissement du cerveau	»	»	»	1	18	19
19	Maladies du cœur (non compris angine de poitrine)	»	»	»	3	12	15
20	Bronchite aiguë (y compris les bronchites sans épithète de moins de 5 ans)	2	»	»	»	»	2
21	Bronchite chronique (y compris les bronchites sans épithète de 5 ans et plus)	»	»	»	1	»	1
22	Pneumonie	»	»	»	1	2	3
23	Autres Affections de l'appareil respiratoire (Phtisie exceptée)	4	3	1	4	11	23
24	Affections de l'estomac (Cancer excepté)	»	»	»	1	1	2
25	Diarrhée et Entérite (au-dessous de deux ans)	20	1	»	»	»	21
26	Appendicite et Typhlite	»	»	1	»	»	1
27	Hernie, Obstruction intestinale	»	1	1	1	2	5
28	Cirrhose du foie	»	»	»	»	1	1
29	Néphrite aiguë ou chronique	»	»	»	»	2	2
30	Tumeurs non cancéreuses et autres affections des organes génitaux de la femme	»	»	»	»	1	1
31	Septicémie puerpérale (Fièvre, Péritonite, Phlébite puerpérales)	»	»	»	1	»	1
32	Autres accidents puerpéraux de la grossesse et de l'accouchement)	»	»	»	»	»	»
33	Débilité congénitale et Vices de conformation	3	»	»	»	»	3
34	Sénilité	»	»	»	»	7	7
35	Morts violentes (suicide excepté)	»	1	4	2	4	11
36	Suicide	»	»	1	1	2	4
37	Autres Maladies	»	5	4	8	29	49
38	Maladie inconnue ou mal définie	1	2	4	3	4	14
	Totaux	38	23	30	43	119	253





BULLETIN ADMINISTRATIF

SOMMAIRE

Pages

Conseil Municipal :

Commissions :

Commission Municipale des Fêtes. Membres. Nominations	846
Jury de concours. Membres. Nominations	853

Administration Municipale :

Code des Arrêtés Municipaux :

Article 4. Modification	865
Article 1.066. Modifications	851
Article 918. Abrogation	842

Police Administrative :

Elections :

Affichage. Emplacements	856
-------------------------------	-----

Etat-Civil :

Docteur André Legrand	827
Docteur Vincent	827

Bibliothèques :

Bibliothèque Municipale :

Concours pour le recrutement d'un bibliothécaire adjoint	830
----------------------------------------------------------------	-----

Bibliothèque de prêt :

Régisseur. Nomination. Maurice Millon	861
---------------------------------------------	-----

Enseignement des Beaux-Arts :

Ecole des Beaux-Arts :

Professeurs. Reclassement	862
---------------------------------	-----

Ecole Régionale d'Architecture :

M. Lys	877
--------------	-----

Conservatoire :

Professeur Defer	859
Réintégration. M. Van Coppenolle	858
Réintégration. M. Léon Plessier	858

Cours Municipaux :

Cours Municipaux Professionnels :

Année scolaire 1945-1946. Etat du Personnel	876
---------------------------------------------------	-----

Œuvres diverses :

Prime à la Natalité :

1 ^{re} fraction. Bénéficiaires	833 et 873
2 ^{me} fraction. Bénéficiaires	838

Secteur charbonnier :

Participation des Communes	874
----------------------------------	-----

Finances :

Recettes :

Régiseur. Nomination. Victor Rousselle	871
----------------------------------------------	-----

Alimentation :

Prisée de la Saint-Rémy :

Prix légal du blé	843
-------------------------	-----

Hygiène :

Statistique Sanitaire :

Mois d'Octobre 1945	855
---------------------------	-----

Prophylaxie antivénérienne :

Commission d'Etudes. Nomination. Docteur André Verhaeghe	867
----------------------------------------------------------------	-----

Fosses d'Aisance :

Mise en demeure. Rue Anatole France 30-32-34 865

Services Municipaux :

Généralités :

Tous Services et Divisions. Promotions 850

Jury de concours d'Inspecteurs d'Hygiène. Membres.

Nominations 830

Cadre principal :

Secrétariat Général :

Secrétaire Général. Nomination. M. Léon Grangeon 852

Suspension de fonctions. Thomazie et Florin 825

Première Division :

Inscription au tableau annuel d'avancement :

Félicien Hauteœur 841

Chef de Division. Nomination. Félicien Hauteœur .. 842

Chef de Bureau. Nomination. Lucien Devos 872

Congé avec solde. Renouvellement. M. Lemille 853

Congé sans solde. Raymond Dernoncourt 823

Deuxième Division :

Mutation. M^{me} Pauline Dujardin 860

Troisième Division :

Rétrogradation. M. Jardez 861

Quatrième Division :

Moniteurs et Monitrices d'Education Physique. Nominations 868

Nominations. Léon Thellier et Georges Pottier 841

Mutation. Henri De Backer 833

Traitement. M. Peeters 848

Congé sans solde. Lucien Braque 860

Sapeurs-Pompiers :

Promotions 840

Nominations 823

Nomination. Marcel Haidon 824

Cadre auxiliaire :

Secrétariat Général :

Salaire. Eugène Looek	828
Démission. Jean Corbelin	869

Première Division :

Nomination. Marcel Glibert	867
Nomination. M ^{lle} Andréa Serive	832
Promotion. Jacques Renard	829
Démission. M ^{me} Denise Desrumaux	831

Deuxième Division :

Nomination. Jean Lafosse	832
Nomination. Pierre Montois	870
Nomination. Alphonse Van Mullem	870
Congé sans solde. Léon Kestelyn	828

Quatrième Division :

Réintégration. M ^{me} Isabelle Destur	845
Congé sans solde. M ^{me} Marchand. Houvenaeghel	849

Cinquième Division :

Congé sans solde. Francis Dubois	846
Congé sans solde. M ^{lle} Cécile Delerue	849

Caisse des Retraites :

Autorisation de Versements :

Hubert Dutrieux	826
-----------------------	-----

Admission à la Retraite :

Georges Lemille	844
-----------------------	-----

SERVICES MUNICIPAUX. — Sapeurs-Pompiers.
Nominations.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les agents ci-après désignés sont nommés sapeurs-pompiers stagiaires de 2^{me} classe 1^{er} échelon, au traitement annuel de 39.600 francs :

Nom et Prénom	Date de naissance	Date d'entrée
MM. Laurent Adolphe ..	18 Décembre 1914	15 Septembre 1945
Vansteene Camille...	18 Mars 1914	15 Septembre 1945
Singier Georges....	16 Mai 1914	1 ^{er} Octobre 1945

ARTICLE 2. — Les agents sus-visés sont autorisés à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux à compter du jour de leur entrée en fonction ; toutefois, leur titularisation ne pourra intervenir qu'à l'expiration d'un stage de six mois et dans les conditions fixées par le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers. En outre, pour les avantages en nature dont il seront appelés à bénéficier, ils effectueront à la Caisse des Retraites des versements calculés sur la base de 1/10^{me} de leur traitement.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 1^{er} Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.
Congé sans solde. Raymond Dernoncourt.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la lettre en date du 21 Septembre 1945 par laquelle M. Raymond Dernoncourt, Commis aux écritures affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, sollicite un congé sans solde pour convenances personnelles ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé d'un an, sans solde, pour convenances personnelles, est accordé à M. Raymond Dernoncourt. Commis aux écritures affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 1^{er} Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Sapeur-Pompier.

Nomination. Marcel HAIDON

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 29 Août 1945 approuvée par M. le Préfet du Nord le 20 Septembre 1945, relative au relèvement des traitements du personnel auxiliaire ouvrier ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Haidon, né le 4 Janvier 1920, Garde municipal affecté au Service des Promenades et Jardins, est nommé sapeur-pompier du cadre auxiliaire à compter du 15 Septembre 1945.

ARTICLE 2. — M. Haidon est versé dans la 2^{me} classe de son emploi, 1^{er} échelon, et recevra un traitement annuel de 39.600 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 1^{er} Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat Général.

Suspension de fonctions. MM. Thomazie et Florin.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux :

Vu notre arrêté en date du 15 Septembre 1945 qui rapporte celui du 10 Août 1945 par lequel MM. Thomazie et Florin sont suspendus de leurs fonctions, sans traitement.

Considérant que les intéressés ont été mis en état d'arrestation le 17 Septembre 1945 et qu'ils ont été incarcérés à la prison de Loos le même jour ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont considérées comme nulles et non avenues, les dispositions prises par notre arrêté du 15 Septembre 1945 susvisé concernant MM. Thomazie et Florin.

ARTICLE 2. — En conséquence, ces agents sont suspendus à nouveau de leurs fonctions, sans traitement, en attendant la décision à intervenir tant par l'autorité judiciaire que par le Conseil de Discipline.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 3 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**CAISSE DES RETRAITES. — Autorisation de versements.
Hubert Dutrieux.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'article 5 du nouveau règlement de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville, approuvé par décret du 23 Mars 1944 ;

Vu le décret du 3 Mai 1939 fixant le délai de paiement des retenues rétroactives ;

Vu la demande de validation de services d'auxiliariat formulée par M. Dutrieux Hubert, Commis de 2^{me} classe ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission mixte de la Caisse de Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville en sa séance du 27 Août 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Dutrieux Hubert, Commis de 2^{me} classe, est autorisé à effectuer le rappel de versements des retenues afférentes aux services auxiliaires rendus à la Ville du 1^{er} Février 1941 au 30 Juin 1941, soit une période de cinq mois.

M. Dutrieux ayant été titularisé le 1^{er} Juillet 1941, au traitement annuel de 12.600 francs, le montant du rappel à effectuer à raison de 6 % l'an pour la période sus-indiquée s'élève à 315 francs.

ARTICLE 2. — La retenue sera acquittée par un précompte effectué sur la mensualité de Novembre 1945 du traitement de l'intéressé.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 6 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

POLICE ADMINISTRATIVE. — Etat-Civil.

Docteur Vincent.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 22 Mars 1945 ;

Vu notre arrêté en date du 8 Août 1945 fixant à 9.000 francs par an l'indemnité allouée aux Médecins de l'Etat-Civil ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. le Docteur Vincent, 32 rue d'Antin, qui a remplacé du 1^{er} au 3 Octobre 1945 inclus, Monsieur le Docteur Tajchner dans la 8^{me} Circonscription recevra l'indemnité prévue par notre arrêté susvisé.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 9 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

POLICE ADMINISTRATIVE. — Etat-civil.

Docteur André Legrand.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 22 Mars 1945 ;

Vu notre arrêté en date du 8 Août 1945 fixant à 9.000 francs par an l'indemnité allouée aux Médecins de l'Etat-Civil ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. le Docteur Robert Cordonnier, 11 rue du Marché, qui a remplacé du 4 au 8 Octobre 1945 inclus, M. le Docteur André Legrand dans la 12^{me} circonscription, recevra l'indemnité prévue par notre arrêté susvisé.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 9 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat Général.
Salaire. Eugène Loock.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le salaire mensuel de M. Eugène Loock, né le 22 Juillet 1929, coursier affecté au Secrétariat Général, service du Courrier, est fixé à 1.820 francs.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à 1^{er} Août 1945.

Hôtel de Ville, le 9 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Congé sans solde. Léon Kestelyn.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 26 Septembre 1945 par laquelle M. Léon Kestelyn, balayeur affecté au Service de la Propreté Publique, sollicite un congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé d'un mois, sans solde est accordé à M. Léon Kestelyn, balayeur affecté au service de la Propreté Publique.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 8 Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 9 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division

Promotion. Jacques Renard.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jacques Renard, expéditionnaire affecté au 3^{me} Bureau de la 1^{re} Division, est promu à la 6^{me} classe de la catégorie III du Personnel Auxiliaire, au salaire mensuel de 3.000 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Juin 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 9 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Généralités. Jury de concours d'inspecteur d'Hygiène. Membres. Nominations.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence et par délégation sous la présidence de M. Gaston Rousseaux, Adjoint Délégué au Personnel, membres du jury chargé de juger les épreuves du concours pour l'emploi d'inspecteur d'hygiène qui aura lieu à l'Hôtel de Ville, les 27 Octobre et 3 Novembre 1945 :

M. Lefebvre, Secrétaire Général Adjoint de la Mairie ;

M. Claie, Chef de la 5^{me} Division ;

M. Thiers, Chef de Bureau au Service d'Hygiène.

MM. Delebecq et Lanckman, Délégués de l'Organisation Syndicale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 10 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

BIBLIOTHEQUES. — Bibliothèque Municipale.
Concours pour le recrutement d'un bibliothécaire adjoint.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un concours sur titres et références, réservé aux agents des deux sexes, aura lieu à l'Hôtel de Ville pour le recrutement d'un bibliothécaire adjoint à la Bibliothèque Municipale.

ARTICLE 2. — Les candidats au dit emploi devront être obligatoirement soit licenciés ès-lettres ou ès-sciences, soit Docteurs en Droit. La préférence sera donnée à ceux possédant en outre le diplôme de bibliothécaire.

ARTICLE 3. — Les candidats devront être âgés de 21 ans au moins et de 30 ans au plus au 31 Décembre 1945. Pour les agents du sexe masculin, cette limite d'âge pourra être reculée d'une durée égale à celle passée sous les drapeaux, en sus du temps réglementaire.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 11 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Démission. M^{me} Denise Desrumaux.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Denise Desrumaux, femme de service affectée à l'Economat, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Nomination. M^{lle} Andréa Scrive.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Andréa Scrive, née le 16 Mai 1913, est nommée femme de service affectée à l'Economat, en remplacement de M^{me} Madeleine Vernet, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M^{lle} Andréa Scrive est versée dans la 4^{me} classe de la catégorie VII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.700 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Nomination. Jean Lafosse.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 13 Octobre 1942, n° 306, portant création d'emploi de garde municipal ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jean Lafosse, manœuvre spécialisé affecté au service de la Voie Publique, est nommé garde municipal au service des Promenades et Jardins.

ARTICLE 2. — M. Jean Lafosse, est versé dans la 5^{me} classe de la catégorie II du Personnel Auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 3.100 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Mutation. Henri De Backer.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Henri De Backer, Commis principal affecté au 2^{me} Bureau de la 4^{me} Division, est muté en la même qualité au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à partir du 15 Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ŒUVRES DIVERSES. — Prime à la natalité.

1^{re} fraction. Bénéficiaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 8 Décembre 1942

instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 et du 22 Mars 1945, approuvée le 2 Juillet 1945 ;

Vu notre arrêté en date du 10 Mai 1943 ;

Vu les pièces produites par les ayants droit à l'effet de bénéficier de la 1^{re} fraction de la prime communale à la natalité :

- 1°) certificat de vie de l'enfant ;
- 2°) état indiquant la composition de la famille ;
- 3°) certificat de résidence ;
- 4°) certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;
- 5°) certificat de docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la 1^{re} fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil Municipal susvisée : rappel pour augmentation du taux.

Mmes				
Carton-D'Engremont	rue L. Senault 20.	14 Janvier 1945	3 ^{me}	110
Chatelain-Wavrant	rue d'Arcole 41.	10 Janvier 1945	5 ^{me}	140
Coulot-Geeraert	boulevard de Metz 220.	19 Janvier 1945	7 ^{me}	140
Delval-Dewilde	rue d'Ally 72.	27 Janvier 1945	8 ^{me}	140
Duttilleul-Hendrickx	rue Cabanis, Pon Casseville 37.	25 Janvier 1945	5 ^{me}	140
Gentot-Robain	rue du Curé Saint-Sauveur 46.	21 Janvier 1945	4 ^{me}	140
Lair-Minon	rue Hip. Lefebvre 40.	2 Janvier 1945	5 ^{me}	140
Lair-Minon	rue Hip. Lefebvre 40.	2 Janvier 1945	6 ^{me}	110
Parsy-Le Ven	rue de Lannoy.	8 Janvier 1945	3 ^{me}	110
Samain-Dassonville	rue Georges Bizet 26.	16 Janvier 1945	3 ^{me}	110
Vande Ghinsle-Lapgemain	rue de la Plaine 17.	3 Janvier 1945	3 ^{me}	140
Vanhée-Wyffels	rue de la Digue 3.	24 Janvier 1945	4 ^{me}	
Caplier-Obin	rue du Général A. de la Bourdonnaye 89.	9 Janvier 1945	4 ^{me}	80
Creton-Fertein	rue d'Hazebrouck 5.	10 Janvier 1945	3 ^{me}	70
Vve Depierre-Verproest	rue des Poissonceaux, cour des Trépassés 30.	19 Janvier 1945	8 ^{me}	80
Depoorter-Couvez	rue Magenta 17.	19 Janvier 1945	5 ^{me}	70
Dennuyer-Baele	rue Turgot 73.	28 Janvier 1945	3 ^{me}	80
Lefebvre-Cafmeyer	rue du Bois 172.	24 Janvier 1945	4 ^{me}	
Leignel-Gammelin	rue de Wattignies, imp Lambest 18.	13 Janvier 1945	5 ^{me}	80
Martel-Despinoy	rue Saint-André 33.	27 Janvier 1945	3 ^{me}	70
Semet-Van den Abeele	rue Auber 4.	30 Janvier 1945	3 ^{me}	80
Sikorsky-Czaplewski	rue L. Gambetta 397.	13 Janvier 1945	4 ^{me}	70
Berlemont-Moinet	rue A. Dugauquier 10.	4 Février 1945	3 ^{me}	80
Rombre-Schoutten	rue P. Lafargue 27.	9 Février 1945	5 ^{me}	
Cinquin-Rener	rue Robespierre, Notre Chez Nous 2.	6 Février 1945	3 ^{me}	70

Mmes			
Dumez-Delattre	rue de la Halle 1 bis.	21 Février 1945	4me 80
Poire-Camerlynck	rue de la Marmora 10.	10 Février 1945	7me 80
Poorteman-Ameloot	rue Corneille 11.	14 Février 1945	4me 80
Sterckx-Le becq	rue S. Verhulst, Bt 140.	13 Février 1945	3me 70
Vanooteghem-De Martelaere	rue de Thumesnil, c/Lievrault 2.	12 Février 1945	5me 80
Afflard-Frarin	rue V. Tilmant 10.	22 Février 1945	5me 80
Caudrelier-Bonnet	rue de Paris 183.	24 Février 1945	4me 80
Carellier-Wartelle	rue Saint-André 76.	29 Mars 1945	3me 70
Delcourt-Segers	rue P. d'Ondegherst 12.	15 Février 1945	3me 70
Desimpel-Bouquillion	rue de Buffon 33.	23 Mars 1945	5me 80
Devaux-Renault	rue Verlaine 7.	6 Février 1945	9me 80
Dufrenne-Deraedt	rue L. Garreau 37.	28 Janvier 1945	3me 70
Dupriez-Brunin	rue J. Giélee 91.	9 Février 1945	3me 70
Everaere-Brador	rue Comtesse 5.	13 Mars 1945	6me 80
Faitiche-Vandomniele	boulevard M. Vaillant 5.	19 Février 1945	3me 70
Gervois-Clayes	quai de l'Ouest 75.	28 Mars 1945	6me 80
Gillfron-Lemahieu	rue de Trévisse 6.	3 Mars 1945	3me 70
Gottschalk-Dumont	rue de Thumesnil 29.	25 Février 1945	3me 70
Gohier-Lecœuvre	rue Ph. de Comines 75.	23 Février 1945	3me 70
Goret-Sommevelle	rue Verhaeren 245.	19 Février 1945	3me 70
Jeanmaire, dit Carlier-Deleu	rue Doudin 26.	6 Mars 1945	11me 80
Jeanmaire, dit Carlier-Deleu	rue Doudin 26.	6 Mars 1945	12me 80
Kuntz-Ducornait	rue God. Cavaignac 31.	19 Mars 1945	3me 70
Lévêque-Wiart	rue P. Lafargue 61.	16 Mars 1945	5me 80
Lieppe-Le Lay	rue Verhaeren 220.	20 Mars 1945	4me 80
Lorthois-Duyck	rue Ch. de Muysaert 8.	30 Mars 1945	4me 80
Martreux-Gillon	rue Mexico 60.	21 Février 1945	3me 70
Masse-Callet	rue du Nouveau Siècle 15.	19 Février 1945	5me 80
Moulat-Vandenbeuck	rue des Pensées 2.	11 Mars 1945	5me 80
Quekelberghe-Vandewalle	rue de Rouen 1.	25 Février 1945	4me 80
Quertiniez-Mordacq	rue Fg de Roubaix, c/Sainte-Cécile 13 bis.	30 Mars 1945	3me 70
Rondeaux-Deloddère	rue Charles Quint 11.	18 Mars 1945	5me 80
Schittecatte-Hofman	rue E. Vandenberghe, c/Crusoé 4	27 Février 1945	5me 80
Sucche-Deschryver	rue Turgot 31.	10 Mars 1945	3me 70
Sulman-Roman	rue Baudin, cour Parent 7.	1er Février 1945	6me 80
Vander Heyder-Vantighem	rue Ch. Rivière prol. 3.	22 Mars 1945	7me 80
Van Laer-Leignel	rue J.-J. Rousseau 23.	10 Février 1945	3me 70
Van Praët-Aelbrecht	rue de Wazemmes 65.	24 Janvier 1945	3me 70
Vermandel-Ropital	rue de Madagascar 1.	25 Mars 1945	5me 80
Verrier-Gay R.	avenue de Dunkerque 42.	11 Mars 1945	8me 80
Wales-Vermersch	rue Arago 52.	29 Mars 1945	5me 80
Zizi-Vandenbussche	rue de la Baignerie 11.	11 Mars 1945	3me 70
Cavy-Canonne	rue Lamartine 30.	25 Mars 1945	5me 80
Hugbart-Laloux	rue Cervantès 15.	26 Mars 1945	3me 70
Vanduille-Lalo	rue des Pénitentes 23.	4 Avril 1945	3me 70
Libbrecht-Stock	rue de la Prévoyance 44.	7 Avril 1945	4me 80
Duquenoy-Gruson	rue et imp. Franklin, 16.	4 Avril 1945	8me 80
Gillet-Cournolle	rue Newton 26.	2 Avril 1945	4me 80
Ponchelle-Dooghe	rue de la Halloterie 26.	8 Avril 1945	7me 80
Hertsoen-Demuyne	rue Vergniaud 49.	6 Avril 1945	3me 70
Boirmans-Hochart	rue Blanche 54.	8 Avril 1945	3me 70
Geminne-Loquen	rue Paul Bert 49.	3 Avril 1945	4me 80
Gallet-Lemaire	rue S. Verhulst, Bt 120 bis.	6 Avril 1945	3me 70
Poissonnier-Lemaire	quai Ouest 103, cour Darche 15.	21 Avril 1945	7me 80
D'Hoe et-Vande Wèghe	rue de Flers, 55.	20 Avril 1945	3me 70
Wagon-Courcelle	rue des Postes 53.	25 Mars 1945	3me 70
Capelle-Martinot	rue d'Aboukir 27.	19 Mars 1945	3me 70
Arnoudts Agnès	rue de Wattignies 29 bis.	7 Avril 1945	4me 80
Rudent-Lefebvre	rue Nicola Leblanc 39.	12 Avril 1945	3me 70
Vandenburie-Lefebvre	rue Princesse 50 bis.	14 Février 1945	8me 80
Desplanque-Pruvost	rue de Paris, c/Bourloires 2.	15 Avril 1945	5me 80
Proot-Bourgain	rue P. Lafargue 95.	3 Avril 1945	4me 80
Lameire-Testelin	rue G. Delory 98.	11 Avril 1945	3me 70

Mmes

Klockaert-Callewaert	rue P. Lafargue 85.	1er Avril 1945	5me	80
Ackert De Kaedt	rue des Trois Maires 100.	27 février 1945	4me	80
Maes-Vinot	rue de Wazemmes 95.	15 Avril 1945	3me	70
Maes-Vinot	rue de Wazemmes 95.	15 Avril 1945	4me	80
Hacne-Thon	rue d'Artois 118.	15 Avril 1945	3me	70
Arents-Lucas	rue Massillon 8.	22 Janvier 1945	3me	80
Bastien-Alansuet	rue P. Legend 9.	15 Avril 1945	7me	80
Begel-Arnould	rue de Turenne 22.	13 Avril 1945	6me	70
Bersonet-Mariage	rue de Thunuscul 14.	27 Mai 1945	3me	80
Blicq-Tachon	rue de Bouchers 34.	10 Avril 1945	4me	80
Blondiau-Wybo	rue Lat. Vaillant 53.	16 Avril 1945	9me	80
Blyweert-Smets	rue de Saint-Omer 11, c/Donain.	25 Avril 1945	4me	80
Bolle-Labiau	rue Saint-Jacques 2.	15 Mai 1945	5me	70
Bouillet-Raes	rue Fombelle 23.	16 Mai 1945	3me	70
Boutry-Hénault	rue Gossulet 1.	14 Avril 1945	3me	70
Deboinquier-Maes	rue Montespaign, c/Saint-Louis 8.	15 Mai 1945	3me	70
Dennau-Sadaune	rue de Trévise, cour Moderne.	27 Avril 1945	3me	70
Druelle-Fauconnier	rue Pline 23.	31 Mai 1945	3me	80
Dupont-Ardhuin	rue F. Ferrer 39.	1er Mai 1945	7me	70
Formaux-Coquelle	rue L. Bergot 13.	14 Mai 1945	3me	80
Gammelin-Delattre	rue Saint-Luc 174.	8 Avril 1945	4me	70
Grundrick-Deweireld	rue A. Barbier 23.	7 Mai 1945	3me	70
Hennion-Het	rue des Célestines 1.	7 Mars 1945	3me	70
Labarre-Delonnette	place Philippe Lebon 15.	12 Mai 1945	3me	80
Legrand-T'Joen	quai de l'Ouest 58.	4 Mai 1945	4me	70
Lenglart-Déjà	rue Fémy 11.	14 Mai 1945	3me	80
Leroy-Lelièvre	rue Bossuet 6.	14 Mai 1945	5me	80
Ludet-Wojeik	rue des Postes 225.	14 Avril 1945	4me	70
Minet-Lezala	rue Claude Lorrain 18.	24 Avril 1945	3me	80
Montagne-Van de Vourde	rue d'Arcole 41.	2 Mai 1945	8me	80
Poissonnier-Helsens	rue du Ballon 38.	15 Mai 1945	4me	80
Segers-Vermant	rue de Condé 38.	31 Mai 1945	5me	70
Sengulen-Leclercq	rue Chaplin 82.	14 Mai 1945	3me	80
Tournai-Bulteau	rue Hôpital Saint-Roch 14.	4 Mai 1945	4me	70
Turpain-Bouquet	rue de Fiers, c/Saint-Pierre 6.	1er Février 1945	3me	80
Vanderstraeten-Naverat	rue de la Plaine 53.	22 Mai 1945	4me	80
Verdier-Dekonninek	rue Louis Bergot 31.	24 Avril 1945	4me	80
Violet-Drode	rue de Wazemmes 20.	21 Avril 1945	4me	70
Wartelle-Chatelet	rue d'Austerlitz 90.	12 Mai 1945	3me	70
Deconinck-Calfebaut	rue Racine 80 bis.	8 Juin 1945	3me	80
Delaire-Verhaege	rue de Cantelieu 92.	12 Juin 1945	4me	80
Depecker-Van de Meersche	rue des Pivoines 20.	16 Juin 1945	4me	70
De jardin-Wallard	rue P. Legend, imp. Dewas 1.	8 Juin 1945	3me	70
Devinck-Debacker	rue S. Verhulst 143.	24 Mai 1945	3me	80
Dietrich-Lecocq	rue d'Ennetières 35.	7 Juin 1945	7me	80
Drüsch-Baquet	rue du Faubourg de Roubaix 98.	31 Mars 1945	4me	80
Drüsch-Baquet	rue du Faubourg de Roubaix 98.	31 Mars 1945	5me	80
Galmace-Delgutte	rue Arago 66.	24 Juin 1945	5me	70
Haufrecht-Tison	rue Lamarek 18.	19 Mars 1945	3me	70
Henry-Bonnaud	rue Colbert 105.	14 Juin 1945	3me	80
Hiroux-Carpentier	rue d'Austerlitz, 85 bis.	16 Juin 1945	5me	80
Janssens-Caux	rue Hôp. Saint-Roch, c/Saint-Roch 15.	19 Mai 1945	3me	80
Kuyle-Vandevure	rue de Rivoli prol. 19.	27 Mai 1945	4me	70
Lemaire Saint Hubert	quai de l'Ouest 16.	21 Mai 1945	3me	70
Lohier-Delerive	rue Parrayon 18.	19 Juin 1945	3me	70
Ouargh-Vache	rue des Bouchers, cour N.-D. 12.	31 Mai 1945	3me	70
Provoost-Deblaere	rue Van Dyck 6.	29 Mai 1945	3me	80
Quinzebilles-Derycke	rue d'Artois 71.	12 Juin 1945	6me	70
Sabre-Baudelet	rue S. Verhulst 56.	21 Juin 1945	3me	80
Seigneur-Dubois	rue Fourmentel 19.	30 Janvier 1945	5me	70
Vandeputte-Gayot	rue Verhaeren 230.	26 Mai 1945	3me	80
Vercoutter-Manderick	rue du Magasin 9.	8 Juin 1945	5me	80

Maires			
Witholz-Bonnet	rue des Robleds 22.	15 Juin 1945	4 ^{me} 80
Blomme-Fontaine	rue de Thumesnil 14.	1 ^{er} Juillet 1945	5 ^{me} 80
Boulanghien-Helmer	rue au Péterinek 10.	1 ^{er} Juillet 1945	5 ^{me} 80
Candas-Duvette	rue de Puébila 25.	8 Juillet 1945	4 ^{me} 80
Candas-Duvette	rue de Puébila 25.	8 Juillet 1945	5 ^{me} 80
Carpentier-Cliquennoy	rue d'Esquermes, cour Pottier.	19 Juillet 1945	3 ^{me} 70
Coolens-Watermolen	rue Mahieu 11.	9 Juillet 1945	4 ^{me} 80
Cornet-Lemaire	rue du Prieuré 4.	4 Juillet 1945	9 ^{me} 80
Cossey-Degraeve	rue Manuel 112.	4 Juillet 1945	3 ^{me} 70
Decane-Gillis	rue Masséna 80.	8 Juillet 1945	5 ^{me} 80
Deffrasnes-Loucheur	rue Saint-Druon 15.	7 Juillet 1945	7 ^{me} 80
Deboos-Buysschaert	rue de Thumesnil 25.	2 Juillet 1945	5 ^{me} 80
Depestel-Joachim	rue G. Cavaignac 28.	12 Juillet 1945	8 ^{me} 80
Dopchies-Leblanc	rue du Faubourg des Postes 115.	2 Juin 1945	4 ^{me} 80
Dupré-Verbruggen	quai de l'Ouest 35.	2 Juillet 1945	10 ^{me} 80
Eles-Delporte	rue Druelle 2.	25 Juin 1945	4 ^{me} 80
Gadenne-Mounier	rue Saint-André 103.	24 Juin 1945	3 ^{me} 70
Genevriez-Tellier	boulevard Victor Hugo 175.	15 Juillet 1945	7 ^{me} 80
Guérin-Canler	rue Monge 5.	4 Juillet 1945	3 ^{me} 70
Haimaille-Leroux	rue Manuel 61 bis.	18 Juin 1945	3 ^{me} 70
Kuopozyk-Dziarnowski	rue Ch. Quint 16.	29 Mars 1945	4 ^{me} 80
Landsheere-Guilluy	rue d'Austerlitz 72	24 Mars 1945	5 ^{me} 80
Lebon-Chopin	rue Philippe de Comines 8.	24 Juillet 1945	5 ^{me} 80
Lefaire-Baert	rue de Rivoli 116.	12 Juin 1945	3 ^{me} 70
Libault-Schoutten	rue G. Cavaignac 6.	3 Juillet 1945	5 ^{me} 80
Loridan-Le Berre	rue du Faubourg de Roubaix, c/ de Kisch 7.	7 Juillet 1945	8 ^{me} 80
Poulain-Boulanger	rue Négrier 83.	3 Juillet 1945	6 ^{me} 80
Rasseneur-Bollens	rue du Faubourg d'Arras 326.	5 Juillet 1945	4 ^{me} 80
Reynaert-Allard	rue du Pôle Nord 56.	10 Juillet 1945	7 ^{me} 80
Rielland-Delmotte	rue de Condé 124.	24 Juillet 1945	4 ^{me} 80
Rolland-Colas, dit Baudelaire	rue Ch de Muysaert 16.	10 Mars 1945	5 ^{me} 80
Skinu-Piepeuse	rue des Stations 155.	11 Juillet 1945	3 ^{me} 70
Smague-Nachtergaele	rue d'Arras 145.	25 Juillet 1945	5 ^{me} 80
Verbecque-Séville	avenue du Peuple Belge 48 bis.	14 Juin 1945	3 ^{me} 70
Vérin-Seltonne	rue Traversière 1.	24 Juin 1945	3 ^{me} 70
Zisseler-Merland	rue Denfert Rochereau 10.	11 Juin 1945	5 ^{me} 80
Clément Blanche	rue du Faubourg des Postes 146.	20 Mai 1945	4 ^{me} 80
Cousin-Boureau	quai de l'Ouest 33.	28 Mai 1945	13 ^{me} 80
Danhesse-Franceschini	rue Caventou 17.	13 Juillet 1945	3 ^{me} 70
Depienne-Legrain	rue du Soleil Levant 3.	22 Juillet 1945	5 ^{me} 80
Devulder-Delepierre	rue Michel Ange 44.	27 Juillet 1945	4 ^{me} 80
Eckelot-Lambin	quai de l'Ouest 103.	21 Avril 1945	3 ^{me} 70
Everaer-Dussart	rue des Pénitentes 3 bis.	25 Mai 1945	7 ^{me} 80
Fansart-Delacenserie	rue des Stations 177.	16 Juillet 1945	3 ^{me} 70
Lecomte-Fournier	rue du Pont Neuf 18.	12 Juillet 1945	6 ^{me} 80
Mullier-Defontaine	rue des 3 Mollettes 35.	11 Juin 1945	4 ^{me} 80
Saint Léger-Thieffry	rue du Calvaire 13.	22 Mai 1945	3 ^{me} 70
Spitaels Mathilde	rue du Crédit Municipal 6.	22 Juillet 1945	5 ^{me} 80
van Kuningen-Métayer	rue de l'Espérance 8.	15 Juillet 1945	3 ^{me} 70
Wahl-Dépret	rue Faraday 30.	25 Juillet 1945	7 ^{me} 80
Descamps-Moncheaux	rue de la Vignette 29.	11 Avril 1945	8 ^{me} 80
Vande Weghe-Pollet	22 rue de Jemmapes, c/Boisseau	14 Juin 1945	6 ^{me} 80

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 11 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ŒUVRES DIVERSES. — Prime à la natalité.
2^{me} fraction. Bénéficiaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 et du 11 Juillet 1944, approuvée le 19 Août 1944.

Vu notre arrêté en date des 10 Mai 1943 et 14 Février 1944 ;

Vu les pièces produites par les ayants droit à l'effet de bénéficier de la 1^{re} fraction de la prime communale à la natalité :

- 1°) certificat de vie de l'enfant ;
- 2°) état indiquant la composition de la famille ;
- 3°) certificat de résidence ;
- 4°) certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;
- 5°) certificat de docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la 2^{me} fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil Municipal susvisée :

Mmes					
Anselin-Debelsunce	.....	rue du Pont Neuf 10 bis.	14 Juin 1944	6 ^{me}	270
Asselin de Willencourt-Gentin.	.....	rue du Port 88.	22 Juin 1944	8 ^{me}	270
Asset-Nowacki	.....	rue J. Giélee 55.	15 Août 1944	4 ^{me}	270
Barbery-Fouant	.....	rue de Cantelau, C/Saint-Joseph			
		c/Menu 5.	10 Avril 1944	4 ^{me}	270
Benoît-Jamois	.....	rue des Myosotis 15,	2 Sep'tembre 1944	4 ^{me}	270
Bodart-Couillet	.....	rue Halévy 49.	16 Août 1944	5 ^{me}	270
Bojarczuk-Kozielska	.....	rue Saint-Druon 41.	15 Juillet 1944	10 ^{me}	270
Boon-Dussot	.....	rue du Metz 15 bis.	11 Août 1944	4 ^{me}	270
Brouwers-Lecocq	.....	rue Eug. Delacroix 6.	21 Août 1944	4 ^{me}	180
Cabuil-Tiberghien	.....	rue Turgot 109.	8 Septembre 1944	3 ^{me}	270
Chassaing-Looten	.....	rue du Rempart 8.	2 Juin 1944	4 ^{me}	270
Chasseur-Boidart	.....	rue Ducornet 5.	28 Mars 1944	5 ^{me}	270
Cochez-Flinois	.....	rue Malakoff 53.	19 Août 1944	8 ^{me}	270
Conard-Van Geel	.....	rue des Postes 173.	3 Septembre 1944	4 ^{me}	270
Coopman-Eskeloot	.....	avenue Butin 74.	2 Août 1944	5 ^{me}	
Dandoy-Casier	.....	rue Boucher de Perthes, cour du			
		Sacré-Cœur.	1 ^{er} Août 1944	5 ^{me}	270
Danes-Vandorme	.....	rue de Pologne 125.	3 Septembre 1944	4 ^{me}	270

Mues			
Dandus-Letienne	boulevard de Metz, Bt 257.	3 Juillet 1944	5 ^{me} 270
Deconnynck-Albrecht	rue S. Verhulst 123 bis.	12 Août 1944	6 ^{me} 270
Decraene-Haustrate	rue du Chauffour 32.	11 Avril 1944	7 ^{me} 270
Defrenne-Bouquet	rue d'Anvers 17.	20 Juillet 1944	8 ^{me} 270
Delattre-Kuhn	boulevard de la Moselle 103.	7 Septembre 1944	3 ^{me} 180
Delattre-Lieken	boulevard Montebello 96.	14 Juillet 1944	3 ^{me} 180
Deligny-Beugnet	rue Manuel 98.	18 Août 1944	3 ^{me} 180
Deswae-Stoffel	rue des Stations 115.	12 Juillet 1944	3 ^{me} 180
Devrièse-Bouquet	rue Ed. Vaillant 56.	20 Août 1944	12 ^{me} 270
D'Halluin-Boutry	boulevard de la Liberté 197.	15 Août 1944	5 ^{me} 270
Dupré-Duribreux	rue de Jemmapes, c/Boisseaux 19.	26 Juillet 1944	5 ^{me} 270
Gherdame-Vandenbilleke	sentier des Dondaines, 11.	29 Juin 1944	4 ^{me} 270
Grossi-Dauchy	rue Malsence 96.	12 Juillet 1944	3 ^{me} 180
Halouin-Bossuyt	rue de la Vignette 35.	11 Juillet 1944	6 ^{me} 270
Hénocque-Lambin	rue de la Justice, c/Palin 5.	18 Septembre 1944	6 ^{me} 270
Hillion-Stienne	rue de la Justice 61, Pon 5, No 43.	1 ^{er} Juin 1944	7 ^{me} 270
Hugon-Verhaeghe	rue A. Comte 26.	15 Février 1944	10 ^{me} 270
Jodts-Mensiez	rue des Poissonceaux, cour des Trépassés 22.	6 Avril 1944	3 ^{me} 180
Knecht-Kestelyn	rue du Pôle Nord 1.	20 Mai 1944	4 ^{me} 270
Lambin-Caucheteux	rue Surcouf 23.	27 Août 1944	8 ^{me} 270
Lesage-Duthoit	rue Fénelon, cour Waljaert 22.	15 Janvier 1944	4 ^{me} 270
Luce-Cuffez	rue d'Arras 162.	2 Février 1944	4 ^{me} 270
Mangin-Baron	rue Champollion, cour Sainte-Marthe 4.	11 Août 1944	10 ^{me} 270
Mangin-Baron	rue Champollion, cour Sainte-Marthe 4.	11 Août 1944	11 ^{me} 270
Margat-Castel	rue de Condé 34.	29 Septembre 1944	4 ^{me} 270
Masson-Brasseur	place A. Tacq 6.	6 Septembre 1944	6 ^{me} 270
Moity-Denweduwen	allée des Dondaines 2.	29 Juin 1944	4 ^{me} 270
Naessens-Peyreron	rue de Flers 38.	10 Juillet 1944	3 ^{me} 180
Pérignon-Becquier	rue des Stations 9 ter.	15 Juin 1944	5 ^{me} 270
Poissonnier-Secq	rue D. Verhaeghe 29.	5 Juillet 1944	3 ^{me} 180
Polfhet-Payen	rue S. Verhulst. Bt 145.	26 Août 1944	6 ^{me} 270
Prensiér-Ackaert	rue des Bois Blancs 100.	10 Septembre 1944	9 ^{me} 270
Salomé-Cnudde	rue des Canonnières 15.	22 Juillet 1944	4 ^{me} 270
Schacht-Lheureux	rue d'Austerlitz 22.	17 Août 1944	4 ^{me} 270
Schrieke-Caron	rue E. Dolet 6.	20 Juillet 1944	3 ^{me} 180
Sniecinski-Dyzers	rue de Wattignies, c/Vanlanton 14.	10 Juillet 1944	6 ^{me} 270
Tassant-Dumont	rue de la Chaude-Rivière, allée du jeu de Boules 5.	3 Janvier 1944	7 ^{me} 270
Vandenberghé-Willot	rue de Boufflers 2.	29 Août 1944	3 ^{me} 180
Wils-Gammelin	rue S. Verhulst, Bt 114.	26 Août 1944	4 ^{me} 270

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 11 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Sapeurs-Pompiers.
Promotions.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

Vu le rapport en date du 24 Septembre 1945 de Monsieur le Capitaine Serrure, Commandant p. i. le Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

Vu l'arrêté de M. le Préfet du Nord en date du 5 Juin 1929 fixant à 150 unités, cadres compris, l'effectif du Corps des Sapeurs-Pompiers de Lille ;

Vu, par ailleurs, les lettres de M. le Préfet du Nord en date des 17 Septembre 1942 et 9 Février 1943, 1^{re} Division, 1^{er} Bureau, proposant le renforcement des effectifs qu'il estime devoir être fixés à 180 unités ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont promus :

- 1^o) Sergent-chef du 8^{me} échelon au traitement annuel de 87.036 francs : M. Folzan Georges ;
- 2^o) Sergent-chef du 6^{me} échelon au traitement annuel de 78.732 francs : M. Honoré Marcel ;
- 3^o) Sergent de 5^{me} échelon au traitement annuel de 70.704 francs : M. Boulinguez Georges.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.
Nominations. Léon Thellier et Georges Pottier.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Léon Thellier, né le 28 Avril 1907, releveur au Service de la Propreté Publique et M. Georges Pottier, né le 3 Février 1914, sont nommés Surveillants de musée stagiaires affectés au Palais des Beaux-Arts, en remplacement de M. Louis Saint Venant Père, retraité et de M. Verdière, décédé.

ARTICLE 2. — MM. Thellier et Pottier sont versés dans la 7^{me} classe de leur emploi au traitement annuel de 39.000 francs.

ARTICLE 3. — MM. Thellier et Pottier sont autorisés à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires municipaux ; toutefois, leur titularisation n'interviendra qu'à l'expiration d'un stage de six mois et dans les conditions prévues par le Statut.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 12 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.
Inscription au tableau annuel d'avancement.
Félicien Hautcœur.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 14 ;
Vu le procès-verbal en date du 5 Octobre 1945 de la réunion

de la Commission Consultative appelée à donner son avis sur le tableau d'avancement pour l'accession au grade de Chef de Division ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est inscrit au tableau annuel d'avancement pour l'emploi de Chef de Division :

M. Félicien Hautœur, Chef de Bureau.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 15 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.
Chef de Division. Nomination. Félicien Hautœur.**

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 14 ;

Vu notre arrêté de ce jour instituant le tableau annuel d'avancement pour l'emploi de chef de Division ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Félicien Hautœur, chef de Bureau, est nommé Chef de Division en remplacement de Monsieur Emile Lefebvre, promu Secrétaire Général Adjoint.

ARTICLE 2. — Compte tenu de ses services militaires, M. Félicien Hautœur est versé dans la 5^{me} classe de son nouveau grade au traitement annuel de 156.000 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Décembre 1942.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 15 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**ADMINISTRATION MUNICIPALE. — Code des Arrêtés
Municipaux. Article 918. Abrogations.**

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 29 Août 1945,
approuvée par M. le Préfet du Nord le 21 Septembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A partir du 1^{er} Octobre 1945, les abonnements
pour le Marché aux légumes des Halles Centrales sont rétablis.

ARTICLE 2. — L'article 918 du Code des Arrêtés Municipaux
est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 918. — Pour les marchands désirant retenir un
emplacement déterminé, l'abonnement sera perçu mensuelle-
ment et d'avance avec un minimum obligatoire de 6 mètres
carés pour une taxe de 18 francs.

Le prix des abonnements sera payable par trimestre, vers
le 15 du premier mois du trimestre.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est
chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 15 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**ALIMENTATION. — Prisée de la Saint-Rémy.
Prix légal du blé.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Attendu que pour le calcul des fermages et loyers payables
à la parité du cours du blé, il n'est plus établi de prisée d'après
les cours des grains des trois marchés les plus voisins du 1^{er}
Octobre, jour de la Saint Rémi ;

Attendu que le prix des céréales est maintenant fixé par
décret ministériel ;

Vu l'Ordonnance du 24 Août 1945 relative au marché des céréales pour la campagne 1945-1946 ;

Vu le Décret du 24 Août 1945 (J.O. du 25 Août, page 5317) ;

Vu la circulaire ministérielle du 20 Novembre 1944 précisant qu'il y a lieu de déduire du prix du blé : la taxe de statistique et la taxe instituée au profit du fond national de solidarité ;

Considérant que sont fixés : à 600 francs le prix du quintal de blé ; à 6 francs par quintal le taux de la taxe de statistique et à 18 francs par quintal le taux au profit du fonds national de solidarité ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le prix légal du blé, applicable à compter du 1^{er} Septembre 1945, est fixé comme suit pour la campagne 1945-1946.

Blé 1^{re} qualité. Poids de base légal à l'hectolitre :

75 k. 500 à 76 k. 499

Le quintal 576 francs

L'hectolitre 438 francs

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 15 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Admission à la retraite.

Georges Lemille.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la lettre en date du 4 Octobre 1945 par laquelle Monsieur Georges Lemille, Commis secrétaire principal affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, sollicite sa mise à la retraite ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Georges Lemille, né le 4 Décembre 1885, commis-secrétaire principal affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à partir du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 16 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Réintégration. M^{me} Isabelle Destur.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la décision de l'administration municipale en date du 1^{er} Octobre 1945 ratifiant l'avis émis par le Conseil de Discipline dans sa séance du 17 septembre 1945 tendant à réintégrer M^{me} Isabelle Destur dans ses fonctions ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Isabelle Destur est réintégrée dans ses fonctions de cuisinière au service de la Caisse des Ecoles ;

ARTICLE 2. — M^{me} Isabelle Destur est versée dans la 1^{re} classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.950 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Mai 1933.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 8 Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.
Congé sans solde. Francis Dubois.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de six mois, sans solde, est accordé à M. Francis Dubois, Maître de nage, affecté à l'établissement de bains du boulevard de la Liberté.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

CONSEIL MUNICIPAL. — Commission Municipale
des Fêtes. Membres. Nominations.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence et, par délégation, sous la présidence de M. l'Adjoint Jules Claes, membres de la Commission Municipale des Fêtes :

MM. Broux, Adjoint au Maire ;
Ghys, Adjoint au Maire ;
Rousseaux G., Adjoint au Maire ;
Peeters, Conseiller Municipal ;
Leblanc, Conseiller Municipal ;
Boone, Conseiller Municipal ;
Lussiez, Conseiller Municipal ;
Roggeman, Conseiller Municipal ;

- MM. Janssens, Conseiller Municipal ;
Bonte Fernand, 38 rue Rabelais ;
Gogez Maurice, 24 Rue Saint-Sauveur ;
Godinot Paul, Concierge aux Abattoirs rue Saint-Sébastien ;
Jacobs Jean-Baptiste, 154 bis rue Saint-Luc ;
Lagache Julien, 11 Boulevard de Lorraine ;
Meunier Arthur, 14 Rue d'Eylau Cour Monchy ;
Sadoine André, 16 rue de la Convention ;
Thuytschaever Henri, 186 Boulevard Victor-Hugo ;
Vanden Boosche Alfred, 72 rue de Wazemmes ;
Vanderbauvede Louis, 240 rue des Postes ;
Vantroost Julien, 123 Avenue de Dunkerque ;
Van Wynsberghe Marceau, Concierge au Cimetière du Sud ;
Camus Maurice, 136 rue Solférino ;
François Gustave, 15 rue Violette ;
Laporte Julien, 56 rue Masséna ;
Ogez Constant, 5 rue Jules Guesde ;
Brice, Président de l'Union des Commerçants de Moulins-Lille, place Déliot ;
Van Hecke, Président de l'Union des Commerçants de la rue d'Iéna, des places Verte et des Quatre-Chemins, 44 rue d'Austerlitz ;
Cibié Jean, 120 rue Paul Lafargue ;
Degryse Edouard, Secrétaire Administratif du S. I. Les Amis de Lille ;
Duguiot Louis, Secrétaire général du Comité du Commerce et des Fêtes de Fives, 72 rue Pierre Legrand ;
Housieaux Georges, Administrateur de la Fédération des Sociétés Musicales du Nord et du Pas-de-Calais, 34 rue du Château ;
Labbe Auguste, chansonnier, Mairie de Lille ;
Lobert Henri, 16 rue de Lyon ;
Masson Jean-Baptiste, Commerçant, 303 rue Léon-Gambetta ;
Ronse Paul, Commerçant, 27 rue d'Artois ;
Van Den Heede, Président de l'Union des Chanteurs, 111, rue du Faubourg de Roubaix ;
Vanbeselaere Victor, Président de l'Union des

Commerçants de la rue Jules Guesde, rue Jules Guesde 68 ;

Vyt Georges, Président de la Société « Les Défenseurs de Lille », rue Réaumur, Villa Jeannette.

ARTICLE 2. — M. Mestdagh, chef du Service des Fêtes, assurera les fonctions de secrétaire de ladite Commission.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 16 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Traitement. M. Peeters.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 2 Août 1945 approuvée par M. le Préfet du Nord le 20 Septembre 1945, régularisant la situation de M. Peeters, ex-concierge de l'Ecole Baggio ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date des 23 Avril 1945 et 2 Août 1945 portant revalorisation des traitements du Personnel Municipal ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Peeters, ex-magasinier de l'Ecole Baggio, est fixé comme suit :

du 1^{er} Juillet 1943 au 31 Janvier 1945 : 20.000 francs
(ancienneté du 1^{er} Juin 1942)

du 1^{er} Février 1945 au 17 Août 1945, date
de son décès : 60.000 francs

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 16 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.

Congé sans solde. M^{lle} Cécile Delerue.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 6 Octobre 1945 par laquelle M^{lle} Cécile Delerue, Infirmière diplômée affectée au 2^{me} Bureau de la 5^{me} Division, sollicite un congé sans solde pour raison de santé ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de six mois, sans solde, est accordé à M^{lle} Cécile Delerue, Infirmière diplômée affectée au 2^{me} Bureau de la 5^{me} Division.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé, M^{lle} Delerue ne pourra réintégrer ses fonctions qu'autant qu'une vacance d'emploi existera dans le service et sous réserve d'un avis favorable émis par l'Administration Municipale à la demande que devra formuler l'intéressée, en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Congé sans solde. M^{me} Marchand-Houvenaeghel.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 26 Septembre 1945 par laquelle M^{me} Marchand-Houvenaeghel, Femme de service affectée au 2^{me} Bureau de la 4^{me} Division, sollicite un congé sans solde pour lui permettre de soigner son enfant ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé d'un an, sans solde, est accordé à M^{me} Marchand-Houvenaeghel, Femme de service affectée au 2^{me} Bureau de la 4^{me} Division.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé, M^{me} Marchand-Houvenaeghel ne pourra réintégrer ses fonctions qu'autant qu'une vacance d'emploi existera dans le service et sous réserve d'un avis favorable émis par l'Administration Municipale à la demande que devra formuler l'intéressée, en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Généralités.

Tous Services et Divisions. Promotions

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du Personnel Auxiliaire est fixé comme suit pour le mois d'Octobre 1945 ;

Nom et prénom	Fonction	Division	Classe	Salaire	Ancienneté dans la classe
Catégorie III					
MM. Blanchard Alexandre	Enquêteur	1re	5me	3.100	1er Octobre 1945
Mmes Celerse Gustave	Enquêteur	4me	5me	3.100	1er Octobre 1945
Capelle Marcelle	Expéditionnaire	1re	5me	3.000	1er Octobre 1945
Hasselweiler Gabrielle ..	Expéditionnaire	S. G.	5me	3.000	1er Octobre 1945
Régnez Simone	Expéditionnaire	1re	6me	2.900	1er Octobre 1945
Catégorie IV					
Delattre Suzanne	A. Médico Social	5me	5me	3.200	1er Octobre 1945
Catégorie V					
Mme Betremieux Yvonne	Commis	4me	5me	3.350	1er Octobre 1945
Delerue Cécile	Inf. diplômée	5me	6me	3.250	1er Octobre 1945
Catégorie VI					
Leroux Janine	A. Soc. diplômée	5me	6me	3.500	1er Octobre 1945
Catégorie VII					
Mme Pluquet Flora	Femme de service	4me	1re	2.850	1er Octobre 1945
Catégorie VIII					
M. Vanhée Paul	Terras. ordinai.	V. P.	3me	2.950	1er Octobre 1945

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 16 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ADMINISTRATION MUNICIPALE. — Code des Arrêtés Municipaux. Article 1.066. Modifications.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, articles 97 et 133 ;

Vu les articles 1.066 à 1088 du Code des Arrêtés Municipaux concernant les Fêtes Publiques ;

Considérant que le calendrier des Fêtes foraines prévoit qu'une ducasse a lieu à l'angle des rues Arago et d'Artois le quatrième dimanche de Novembre ;

Considérant que cet emplacement ne présente aucune possibilité d'installer une kermesse en raison des ouvertures de tranchées-abris qui s'y trouvent ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 1.066 du Code des Arrêtés Municipaux est modifié, pour l'année 1945, en ce sens que la kermesse prévue pour le quatrième dimanche de Novembre à l'angle des rues Arago et d'Artois aura lieu, exceptionnellement, place Vanhoenacker.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 17 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat Général.
Secrétaire Général. Nomination. M. Léon Grangeon.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux :

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Léon Grangeon, né le 15 Juin 1900 au Puy (Haute-Loire) Secrétaire Général de 1^{re} classe de la Mairie de Roubaix, est nommé Secrétaire Général de la Mairie de Lille, en remplacement de M. Martin, retraité.

ARTICLE 2. — M. Grangeon est versé dans la 2^{me} classe de son emploi, au traitement annuel de 321.000 francs.

ARTICLE 3. — M. Grangeon est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 17 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.
Congé avec solde. Renouvellement. M. Lemille.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 24 ;
Vu nos arrêtés antérieurs accordant un congé de longue
durée à M. Lemille, Commis principal ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, jusqu'au 31 Décembre 1945,
le congé avec solde accordé à M. Lemille, commis principal
affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est
chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à
compter du 21 Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CONSEIL MUNICIPAL. — Commission Municipale.
Jury de Concours. Membres. Nominations.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;
Vu la décision de l'Administration Municipale en date du
8 Octobre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, membres du Jury du concours
sur titres qui sera ouvert incessamment pour le recrutement d'un
bibliothécaire adjoint à la Bibliothèque Municipale, les membres
ci-dessous désignés de la Commission de l'Instruction Publique
présidée par M. Coquart, adjoint au Maire :

MM. Broux, adjoint, membre de la Commission de l'Instruction Publique ;

Leconte, adjoint, membre de la Commission de l'Instruction Publique ;

Pierrard, adjoint, membre de la Commission de l'Instruction Publique ;

M^{me} Coiba, Conseillère Municipale, membre de la Commission de l'Instruction Publique ;

MM. Doyennette, Conseiller Municipal, membre de la Commission de l'Instruction Publique ;

Leblanc, Conseiller Municipal, membre de la Commission de l'Instruction Publique ;

Lebon, Conseiller Municipal, membre de la Commission de l'Instruction Publique ;

Leroy G., Conseiller Municipal, membre de la Commission de l'Instruction Publique ;

Lussiez, Conseiller Municipal, membre de la Commission de l'Instruction Publique ;

Mercier, Conseiller Municipal, membre de la Commission de l'Instruction Publique ;

Wilson, Conseiller Municipal, membre de la Commission de l'Instruction Publique ;

La Commission en tant que jury spécial étant élargie par la participation de :

MM. Gaston Rousseaux, adjoint au personnel ;

Pietresson de Saint-Aubin, Archiviste Départemental,
Secrétaire de la Commission de la Bibliothèque Municipale ;

M^{me} Bruchet, Bibliothécaire en Chef de la Bibliothèque Municipale ;

MM. Lefebvre, Secrétaire Général Adjoint de la Mairie ;

Lanckman, Délégué de l'Organisation Syndicale ;

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 18 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

HYGIÈNE. — Statistique sanitaire. Mois d'Octobre 1945.

I. — RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

MARIAGES	DIVORCES	NAISSANCES (mort-nés non compris)			MORT-NÉS			DÉCÈS mort-nés non compris	ENFANTS MIS EN NOURRICE		
		Légitimes	Illégitimes	Total	Légitimes	Illégitimes	Total		NÉS dans la commune PLACÉS hors de la commune	NÉS hors de la commune PLACÉS dans la commune	NÉS dans la commune PLACÉS hors de la commune
173	30	349	68	417	7	4	11	270	0	4	2

II. — RÉPARTITION DES DÉCÈS PAR CAUSE ET PAR ÂGE
(MORT-NÉS NON COMPTÉS)

Ce tableau doit comprendre tous les décès sans exception
survenus sur le territoire de la commune)

NUMÉROS d'ordre	CAUSES DE DÉCÈS (Nomenclature internationale)	MOINS de 4 ANS	De 1 à 19 ANS	De 20 à 39 ANS	De 40 à 59 ANS	De 60 ans et au delà	TOTAUX
1	Fièvre typhoïde ou paratyphoïde (Typhus abdominal)	»	»	»	»	1	1
2	Typhus exanthématique	»	»	»	»	»	»
3	Fièvre et Cachexie paludéennes	»	»	»	»	»	»
4	Variole	»	»	»	»	»	»
5	Rougeole	»	»	»	»	»	»
6	Scarlatine	»	»	»	»	»	»
7	Coqueluche	1	»	»	»	»	1
8	Diphtérie et Croup	1	2	»	»	»	3
9	Grippe	»	»	»	»	1	1
10	Choléra asiatique	»	»	»	»	»	»
11	Entérite cholériforme	»	»	»	»	»	»
12	Autres maladies épidémiques	»	»	»	»	»	»
13	Tuberculose de l'appareil respiratoire	»	»	8	4	5	17
14	Tuberculose des méninges ou du système nerveux central	2	2	»	1	»	5
15	Autres Tuberculoses	»	»	»	»	»	»
16	Cancer et autres Tumeurs malignes	»	»	1	14	31	46
17	Méningite simple	1	»	»	»	1	2
18	Hémorragie et Ramollissement du cerveau	1	»	»	5	14	20
19	Maladies du cœur (non compris angine de poitrine)	»	»	1	6	19	26
20	Bronchite aiguë (y compris les bronchites sans épithète de moins de 5 ans)	»	»	»	»	»	»
21	Bronchite chronique (y compris les bronchites sans épithète de 5 ans et plus)	»	»	»	1	1	2
22	Pneumonie	»	»	»	1	1	2
23	Autres Affections de l'appareil respiratoire (Phtisie exceptée)	»	2	»	2	17	21
24	Affections de l'estomac (Cancer excepté)	»	»	1	1	2	4
25	Diarrhée et Entérite (au-dessous de deux ans)	13	»	»	»	1	14
26	Appendicite et Typhlite	»	1	»	»	»	1
27	Hernie, Obstruction intestinale	»	»	»	»	3	3
28	Cirrhose du foie	»	»	»	»	1	1
29	Néphrite aiguë ou chronique	»	1	»	3	4	8
30	Tumeurs non cancéreuses et autres affections des organes génitaux de la femme	»	»	»	»	»	»
31	Septicémie puerpérale (Fièvre, Péritonite, Phlébite puerpérales)	»	»	»	»	»	»
32	Autres accidents puerpéraux de la grossesse et de l'accouchement)	»	»	»	»	»	»
33	Débilité congénitale et Vices de conformation	6	»	»	»	»	6
34	Sénilité	»	»	»	»	11	11
35	Morts violentes (suicide excepté)	1	1	5	»	6	13
36	Suicide	»	1	»	»	3	4
37	Autres maladies	4	4	10	10	19	47
38	Maladie inconnue ou mal définie	»	»	5	1	3	9
	TOTAUX	30	14	31	49	146	270

**POLICE ADMINISTRATIVE. — Elections. Affichage.
Emplacements.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, articles 92-94 ;

Vu les lois du 20 Mars 1914, 2 Avril 1932 et 20 Mars 1936 ;

Vu les ordonnances n° 45.1837 et 45.1836 du 17 Août 1945 ;

Vu le décret du 28 Septembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un emplacement spécial égal pour chaque liste de candidats aux élections générales de 1945, sera réservé aux lieux ci-dessous désignés pour l'apposition des affiches électorales.

Numéro des bureaux	Composition	Lien et réunion des électeurs
1er Bureau A	Canton Centre	Bureau de Bienfaisance rue des Fossés 31.
1er Bureau B	» »	Anc. Recette Municipale, place Rihour.
2me » A et B	» »	Ecole de Jussieu, square Dutillieu 4.
2me » C	» »	Ecole Sophie Germain, boulevard de la Liberté 97.
3me » A-B et C	» »	Ecole Lavoisier, rue des Stations 72.
3me » D	» »	Ecole Gounod, rue des Stations 70.
4me » A-B-C-D	» »	Ecole Rollin, rue du Marché 58.
5me » A et A 1	Canton Sud-Ouest	Ecole Vauban, place Catinat.
5me » B et B 1	» »	Ecole Alfred de Musset, rue Guillaume Tell.
5me » B 2	» »	Ecole Jean Jaurès, rue Guillaume Tell.
6me » A-A 1 et B	» »	Ecole Ampère, rue Jules Guesde 73.
6me » B 1 et B 2	» »	Ecole Fombelle, rue Paul Lafargue 91.
6me » C et C 1	» »	Ecole Renan, rue du Transvaal 2.
6me » C 2	» »	Ecole Jean Bart, rue du Général Wett 2.
7me » A-B-C	» »	Ecole Littré, place de l'Arbonnoise 12.
7me » D-E-F	» »	Ecole Mme de Staël, rue Fulton 23.
8me » A et A 1	Canton Sud	Ecole Arago, boulevard Victor Hugo 133.
8me » A 2 et B	» »	Ecole Victor Hugo, bd Victor Hugo 135.
8me » B 1 et B 2	» »	Ecole Jacquart, rue de Wazemmes 51.
8me » C	» »	Ecole Turrot, rue du Général de Wett.
9me » A et A 1	» »	Ecole Victor Duruy, rue Victor Duruy.
9me » A 2	» »	Ecole Jeanne Maillotte, rue Victor Duruy.
9me » B et B 1	» »	Ecole Montaigne, rue Fénélon 55.
9me » C et C 1	» »	Ecole Buffon, rue Fénélon 57.
9me » D	» »	Groupe scolaire - Côté garçons, rue du Faubourg d'Arras.
10me » A et B	» »	Ecole Pasteur, rue Solférino 246.
10me » C et D	» »	Ecole Michelet, rue Fabricy 18.
11me » A et B	Canton Sud-Est	Ecole Carnot, rue Molière.
12me » A et B	» »	Justice de Paix, rue de la Clef.
13me » A et A 1	Canton Est	Ecole George Sand, rue Malsence 24.
13me » B	» »	Ecole Brasseur, rue Porret 1.
14me » A et B	» »	Ecole Récamier, rue Frédéric Mottez 4.
14me » C	» »	Ecole Ruault, rue Frédéric Mottez 2.
15me » A et A 1	Canton Nord-Est	Ecole Dupleix, rue Dupleix 26.

Numéro des bureaux	Composition	Lieu et réunion des électeurs
15 ^{me} Bureau A 2	Canton Nord-Est	Cantine scolaire, rue Vantroyen 18.
15 ^{me} » B et B 1	» »	Ecole Anatole France, rue Alphonse Leroy.
15 ^{me} » B 2	» »	Ecole Jules Simon, rue du Buisson 122.
16 ^{me} »	» »	Petit Lycée, rue Saint-Jacques 20.
17 ^{me} » A et A 1	» »	Ecole Montesquieu, rue de Bouvines 71.
		Ecole Louis Blanc, rue Guillaume Werniers 91.
17 ^{me} » B-B 1 et B 2	» »	Ecole Berthelot, rue Bohin 21.
17 ^{me} » B-B 1 et C 2	» »	Conservatoire, place du Concert 2.
18 ^{me} » A	Canton Nord	Ecole Jenner, rue Alphonse Colas 1.
18 ^{me} » B et C	» »	Ecole Lamartine, av. du Peuple Belge 15.
19 ^{me} » A et B	» »	Ecole Didrot, rue Saint-Sébastien 5.
19 ^{me} » C	» »	Ecole Lamennais, rue L. Danel 60.
20 ^{me} » A et B	Canton Ouest	Ecole J.-J. Rousseau, rue Princesse 101.
21 ^{me} » A et B	» »	

ARTICLE 2. — L'affichage électoral est également autorisé aux emplacements suivants :

- Ancien Gymnase, Place Philippe de Girard (Canton Centre)
- Ecole de Natation, mur sur rue de la Digue (Canton Centre)
- Ecole Chateaubriand, rue du Port (Canton Centre)
- Marché de la Nouvelle Aventure, côté droit, en façade sur rue Léon Gambetta (Canton Centre)
- Ecole Baggio, rue Corneille (Canton Centre)
- Ecole Voltaire, rue de Colmar (Canton Sud)
- Ecole Jean Macé, rue Gosselet, (Canton Sud)
- Cantines Scolaires, rue Fénelon (Canton Sud)
- Ecole Camille Desmoulins, Boulevard Victor Hugo (Canton Sud)
- Clôture de la Cantine Scolaire, rue Pierre Legrand 265 (Canton Nord-Est)
- Dépotoir, rue du Béguinage (Canton Nord)
- Halle aux Sucres, sur rue de la Halle (Canton Nord).

ARTICLE 3. — Tout affichage relatif à l'élection, même par affiches timbrées, est interdit en dehors de ces emplacements ou sur les emplacements réservés aux autres candidats.

ARTICLE 4. — Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois.

ARTICLE 5. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 19 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.
Réintégration. Léon Plessier.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Conservatoire National de musique ;

Vu notre arrêté en date du 18 Mars 1940 accordant un congé sans solde à M. Léon Plessier ;

Vu la demande de réintégration formulée par l'intéressé ;

Vu le procès-verbal de la réunion de la Commission de surveillance et Patronage du Conservatoire du 29 Juin 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Léon Plessier, Professeur de la classe de Basson, est réintégré dans ses fonctions.

ARTICLE 2. — M. Léon Plessier sera rémunéré sur la base de 1.300 francs l'heure année correspondant à la 6^{me} classe de son emploi, et ce à raison de six heures de cours par semaine, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Décembre 1941.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 19 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.
Réintégration. M. Van Coppenolle.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Conservatoire National de musique ;

Vu notre arrêté en date du 18 Mars 1940 accordant un congé sans solde à M. Robert Van Coppenolle ;

Vu la demande de réintégration formulée par l'intéressé ;

Vu le procès-verbal de la réunion de la Commission de surveillance et Patronage du Conservatoire du 29 Juin 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Robert Van Coppenolle, Professeur de la classe de Hautbois, est réintégré dans ses fonctions.

ARTICLE 2. — M. Van Coppenolle sera rémunéré sur la base de 1.350 francs l'heure année correspondant à la 5^{me} classe de son emploi, et ce à raison de six heures de cours par semaine, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Octobre 1944.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 19 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.
Professeur Defer.**

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Conservatoire National de musique ;

Vu notre arrêté de ce jour réintégrant M. Léon Plessier dans ses fonctions de Professeur de la classe de Basson ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A compter du 1^{er} Octobre 1945, M. Defer, Professeur Intérimaire de la classe de Basson cessera de recevoir l'indemnité mensuelle qui lui était allouée pour l'enseignement de ce cours

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 19 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Congé sans solde. Lucien Braque.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la lettré en date du 8 Octobre 1945 par laquelle Monsieur Lucien Braque, Commis secrétaire affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division, sollicite un congé sans solde pour convenances personnelles ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de six mois, sans solde, est accordé à M. Lucien Braque, Commis secrétaire affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 22 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Mutation. M^{me} Pauline Dujardin.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Pauline Dujardin, Dame-employée principale affectée au Secrétariat Général, Service de la Dactylographie, est mutée, en la même qualité, à la 2^{me} Division, Service des Bâtiments, en remplacement de M^{me} Lefebvre, affectée au Secrétariat Général.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 22 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

BIBLIOTHÈQUES. — Bibliothèque de prêt. Régisseur.
Nomination. M. Maurice Millon.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu notre arrêté en date du 28 Octobre 1925, portant réorganisation des bibliothèques de prêt ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la Mairie ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Maurice Millon, Directeur de l'Ecole Littré, Place de l'Arbonnoise, est nommé, à compter du 1^{er} Octobre 1945, régisseur de la bibliothèque de prêt installée dans cette école, en remplacement de M. Luce.

ARTICLE 2. — M. Millon recevra une indemnité annuelle de quatre mille huit cents francs, non soumise à retenue, payable mensuellement.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 22 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^{me} Division. Rétrogradation.
M. Jardez.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu l'arrêté de notre prédécesseur en date du 6 Novembre 1942, relevant M. Jardez de ses fonctions de collecteur-chef ;

Vu l'ordonnance du 29 Novembre 1944, visant les fonctionnaires ayant fait l'objet d'une mesure de rétrogradation ;

Vu l'avis émis par la Commission du Conseil de Discipline en date du 26 Septembre 1945 et ratifié par l'Administration Municipale le 18 Octobre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est maintenue la rétrogradation prononcée antérieurement à l'encontre de M. Jardez, collecteur-chef des droits de place. En conséquence, l'intéressé est reversé dans la catégorie des collecteurs de droits de place, emploi assimilé présentement à celui de commis-secrétaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1942.

Hôtel de Ville, le 22 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS.

Ecole des Beaux-Arts. Professeurs. Reclassement.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 2 Août 1945, approuvée par M. le Préfet du Nord le 29 Août 1945, relevant le traitement du personnel enseignant de l'Ecole des Beaux-Arts, et celle en date du 28 Juin 1945 décidant de tenir compte aux agents municipaux, pour le calcul de leur ancienneté de classe, des services militaires qu'ils ont effectués ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Compte tenu des services militaires par eux effectués, les professeurs de l'Ecole des Beaux-Arts sont reclassés comme suit, avec effet du 1^{er} Février 1945 :

Noms	Nature des cours	gorie Caté-	Date d'entrée en fonctions	Classe	Nombre d'heures de cours	Traitement	Ancienneté dans la classe	Observations
Degeldère Emile	Sculpture pratique	II	1er Juin 1925	1re	10	63.000	1er Février 1939	
Descarpentrie Claude	Modelage	II	1er Juin 1925	1re	14	88.200	1er Mars 1933	
Portebois Constant	Dessin préparatoire Wazemmes	II	1er Avril 1922	1re	14	88.200	1er Mars 1935	
Segers Joseph	Dessin du bâtiment	II	1er Novembre 1922	1re	10	63.000	1er Janvier 1931	
Cléty Constant	Peinture	I	16 Février 1936	2me suppl.	16 11	120.000 30.294	16 Décembre 1944	
Bocquet Léonce	Gravure	I	1er Décembre 1932	2me suppl. 1re suppl.	16 4 16 4	120.000 11.016 135 000 11.016	16 Août 1942 16 Août 1945	
Doisy Gaston	Architecture	I I	1er Octobre 1942 1er Octobre 1942	5me 5me	12 16	60.750 81.000	16 Février 1944 16 Février 1944	à compter du 1er Avril 1945, cours porté de 12 à 16 heures.
Lenglart Paul	Architecture	I	1er Octobre 1942	6me	10	45.000	16 Juillet 1942	cours supprimé le 31 Mars 1935.
	Construction	III	1er Octobre 1942	N.C.	3	11.421		Démissionnaire le 30 Juin 1945.
Maurois Pierre	Histoire de l'Art	III	1er Février 1942	N.C.	4	11.736		
Lemoine Gustave	Mathématiques, Géométrie Perspective	III	1er Octobre 1930	N.C.	6	16.524		

Noms	Nature des cours	Caté- gorie	Date d'entrée en fonctions		Nombre de cours d'heures	Traitement	Ancienneté dans la classe	Observations
Costenoble Adolphe	Dessin élémentaire Fives	II	1er Novembre 1944	6me	10	36.000	1er Novembre 1944	
Léeroart Omer	Construction	III	1er Octobre 1945	N.C.	3	11.421		en fonctions le 1er Octobre 1945
Desreux	Métre		1er Octobre 1945	N.C.	2	7.614		en fonctions le 1er Octobre 1945
Debatte Léon	Arts décoratifs	I	16 Février 1936	3me	10	67.500	16 Décembre 1942	
		I	16 Février 1936	3me	16	108.000	16 Décembre 1942	cours porté à 16 h. à compter du 1er Octobre 1945
Gorrier Georges	Arts décoratifs	I	1er Octobre 1940	5me	10	50.625	16 Juillet 1942	cesse fonctions le 30 Septembre 1945.
Blaise Aimé	Sculpture	I	1er Octobre 1922	1re	16	135.000	1er Octobre 1938	Retraité mainte- nu en activité.
Chauleur Joseph	Dessin d'après l'antique soir	II	5 Avril 1917	1re	10	63.000	16 Avril 1932	Retraité mainte- nu en activité.
Dubuisson Marguerite ..	Esthétique générale préparatoire	I	1er Octobre 1933	3me suppl.	16 4	108.000 11.016	1er Juin 1941	Retraité mainte- nu en activité.
Molière Gaston	Aquarelle, croquis, décors	II	1er Novembre 1919	1re	13	81.900	1er Novembre 1934	Retraité mainte- nu en activité. Cesse fonctions le 30 Septembre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 22 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ADMINISTRATION MUNICIPALE.

Code des Arrêtés Municipaux. — Article 4. Modification.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 153 ;

Vu l'instruction générale des Finances du 20 Juin 1859, article 993 ;

Vu notre arrêté n° 436 en date du 27 Janvier 1945 nommant M. Dupareq, commis principal à la 3^{me} Division, régisseur de dépenses ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 4 de notre arrêté n° 436 du 27 Janvier 1945 est modifié comme suit :

« Article 4. — En cas d'absence, M. Dupareq sera remplacé par Monsieur Savels Emile, commis secrétaire principal à la 3^{me} Division ».

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 22 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

HYGIÈNE. — Fosses d'aisances. Mise en demeure.
Rue Anatole France, 30-32-34.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 3 de la loi du 15 Février 1902 sur la protection de la santé publique ;

Vu les articles 36 et 47 du règlement sanitaire, article 397 et 408 du Code des arrêtés municipaux, qui précisent que les fosses dites « septiques » seront rigoureusement étanches et devront être capables de produire des effluents imputrescibles et inodores pour que ces fosses puissent être mises en communication avec les égouts de la Commune ;

Considérant que, par suite du mauvais état des deux fosses septiques « type Bezault » de l'immeuble situé rue Anatole-France, 30-32-34, l'installation de droite évacue dans l'égout de la rue son effluent non épuré et l'installation de gauche dont le raccordement au filtre est bouché, laisse filtrer au travers des parois communiquant avec les caves sur cour les liquides non épurés du compartiment incubateur, ce qui constitue un grave danger pour la santé des occupants et du public ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — En raison du grave danger que présentent pour la santé des occupants de l'immeuble 30-32-34 rue Anatole-France les infiltrations dans les caves des liquides non épurés provenant de la fosse septique de gauche et du danger pour la santé publique de maintenir l'évacuation à l'égout de l'effluent non épuré de la fosse septique de droite du dit immeuble appartenant à M. Doublet-Deheppe, rue des Chats-Bossus 1 à Lille, il y a urgence à exécuter les travaux ci-après :

1°) vider et curer à fond les compartiments incubateurs et épurateurs des deux fosses septiques installées dans l'immeuble et recimenter toutes les parties défectueuses de ces compartiments.

2°) Nettoyer ou remplacer les matériaux filtrants des deux épurateurs, vérifier les canalisations d'arrivée des liquides sur les lits bactériens et assurer leur réparation sur toute la surface des lits.

3°) vérifier les cuvettes de prélèvements et les nettoyer s'il y a lieu ; faire vérifier ensuite les deux installations par le service d'hygiène avant de les remettre en service.

ARTICLE 2. — Le présent arrêté sera transmis à M. le Préfet en vue de l'exécution immédiate de ces travaux, dans les conditions fixées par l'article 3 de la Loi du 15 Février 1902.

Hôtel de Ville, le 22 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.
Nomination. Marcel Glibert.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Glibert, né le 22 Avril 1928 est nommé manœuvre affecté à la Régie Municipale, en remplacement de M. Ghesquière.

ARTICLE 2. — M. Marcel Glibert, est versé dans la catégorie VII du personnel auxiliaire, et recevra un salaire mensuel de 2.100 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Mai 1945.

Hôtel de Ville, le 23 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

HYGIÈNE. — Prophylaxie antivénérienne.
Commission d'Etudes. Nomination. Docteur André Verhaeghe.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu la délibération du conseil municipal du 28 Juin 1945 décidant l'institution d'une Commission d'Etudes ayant pour mission de mettre au point et de proposer les moyens à employer pour :

- a) intensifier la lutte antivénérienne ;
- b) combattre la débauche et plus particulièrement la prostitution ;

Vu notre arrêté du 14 Septembre 1945 nommant les membres de la Commission susvisée ;

Considérant qu'en raison des buts d'éducation populaire inscrite dans le programme des travaux de la Commission d'Etudes, le concours de M. le Docteur André Verhaeghe, Directeur du Centre régional d'éducation sanitaire apparaît nécessaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. le Docteur André Verhaeghe, Directeur du centre régional d'éducation sanitaire est nommé membre de la Commission d'Etudes chargée de mettre au point et de proposer les moyens à employer pour intensifier la lutte antivénérienne, combattre la débauche et plus particulièrement la prostitution.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 24 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Moniteurs et Monitrices d'Education physique. Nominations.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la décision de l'Administration Municipale en date du 12 Février 1945 concernant la nomination, à titre provisoire, de moniteurs et monitrices d'éducation physique en attendant l'organisation d'un concours qui aura lieu dans les trois mois qui suivront la cessation des hostilités ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, à titre provisoire et pour une période ne pouvant excéder l'expiration du troisième mois suivant la cessation des hostilités, moniteur et monitrice d'éducation physique de 6^{me} classe au traitement annuel de 48.000 francs :

M. Borde Victor, né le 10 Février 1914, entré le 1^{er} Octobre 1945 ;

M^{lle} Gisselaire Josiane, née le 23 Septembre 1925, entrée le 16 Octobre 1945.

ARTICLE 2. — Les agents sus-visés bénéficieront du traitement et des indemnités diverses accordés aux Fonctionnaires Municipaux ;

ARTICLE 3. — Leur admission au bénéfice de la Caisse des Retraites ainsi que leur titularisation ne pourront intervenir que lorsqu'ils auront subi avec succès les épreuves du concours prévu par le règlement.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 25 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat Général.
Démission. Jean Corbelin.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 11 Octobre 1945, par laquelle M. Jean Corbelin, coursier affecté au Service du Courrier, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jean Corbelin, coursier affecté au Secrétariat Général, service du Courrier, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Nomination. Pierre Montois.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Pierre Montois, né le 31 Mai 1898, est nommé manœuvre spécialisé, affecté au service de la Propreté Publique, en remplacement de M. Rieu, décédé.

ARTICLE 2. — M. Pierre Montois est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire, et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Nomination. Alphonse Van Mullem.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Alphonse Van Mullem, né le 7 Septembre 1906, est nommé releveur affecté au service de la Propreté Publique, en remplacement de M. Pierre Montois, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Alphonse Van Mullem est versé dans la 4^{me} classe de la catégorie VIII du personnel auxiliaire et recevra un salaire mensuel de 2.900 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 25 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

RECETTES. — Régisseur. Nomination. Victor Rousselle.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 94 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 22 Octobre 1937 approuvée par M. le Préfet le 30 Octobre 1937 ;

Vu notre arrêté du 10 Novembre 1937 fixant le tarif des perceptions à effectuer pour l'ascension du beffroi ;

Considérant que ces perceptions doivent être faites sur place par un régisseur spécial ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Rousselle Victor, commis auxiliaire au service des transports est nommé régisseur de recette à compter du 25 Octobre 1945. Il est chargé, pour le compte et sous la surveillance de M. le Receveur Municipal, d'effectuer la perception des redevances dues pour ascension du beffroi.

ARTICLE 2. — M. Rousselle versera tous les 10 jours le montant de ses perceptions à la Recette Municipale. Il présentera, à chaque versement, les tickets restants en sa possession.

ARTICLE 3. — Les titres de recettes seront établis dans la forme réglementaire.

ARTICLE 4. — Etant donné le montant peu élevé des opérations à effectuer, le régisseur est dispensé de fournir un cautionnement.

ARTICLE 5. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le

Receveur Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 25 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division
Chef de Bureau. Nomination. M. Lucien Devos

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 13 ;

Vu notre arrêté du 27 Avril 1945, instituant le tableau annuel d'avancement pour l'emploi de chef de bureau ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Lucien Devos, rédacteur principal affecté au service de la Voie Publique, est nommé chef de bureau à la 1^{re} Division, en remplacement numérique de M. Sergeant, rappelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Lucien Devos est versé dans la 5^{me} classe de son emploi au traitement annuel de 102.000 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 30 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

ŒUVRES DIVERSES. — Prime à la natalité.
1^{re} fraction. Bénéficiaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal des 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet le 13 Février 1943 et 22 Mars 1945 approuvée le 2 Juillet 1945 ;

Vu nos arrêtés en date des 10 Mai 1943 et 14 Février 1944 ;

Vu les pièces produites par les ayants droit à l'effet de bénéficier de la 1^{re} fraction de la prime communale à la natalité :

- 1°) certificat de vie de l'enfant ;
- 2°) état indiquant la composition de la famille ;
- 3°) certificat de résidence ;
- 4°) certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;
- 5°) certificat de docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la 1^{re} fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil Municipal susvisée :

Mmes				
Berger-Dechappe	rue de Lannoy 76.	18 Août 1945	4 ^{me}	350,—
Boone-Sieuw	rue Condorcet 8.	6 Août 1945	3 ^{me}	350,—
Canipel-Devos	rue du Buisson.	25 Août 1945	4 ^{me}	350,—
	cour Franchomme 2.			
Crémiers-Desrumaux	rue Boucher de Perthes 26.	20 Septembre 1945	5 ^{me}	350,—
Debeer-Lecat	rue Rabelais 10.	16 Septembre 1945	3 ^{me}	250,—
Degobert-Leplat	rue de la Plaine 63.	4 Septembre 1945	3 ^{me}	250,—
Delsinne-Watterlot	rue Turgot 84.	18 Septembre 1945	6 ^{me}	350,—
Derieppe-Carton	avenue de Dunkerque 94.	9 Août 1945	3 ^{me}	250,—
Derishourg-Durondeau	rue P. Lafargue 11.	10 Septembre 1945	4 ^{me}	350,—
Dheygers-Demory	rue Saint-Sébastien 46 bis.	1 ^{er} Septembre 1945	3 ^{me}	250,—
Gavrilloff-Marguay	rue du Ballon 28.	28 Juillet 1945	3 ^{me}	250,—
Grajewski-Desprez	rué A. Werquin, c/Lenfant 6.	8 Septembre 1945	3 ^{me}	250,—
Grimonprez-d'Hérinnes	rue Saint-André 141.	6 Août 1945	4 ^{me}	350,—
Grimonprez-d'Hérinnes	rué Saint-André 141.	6 Août 1945	5 ^{me}	350,—
Hédin-Baillet	rue Adolphe 6.	20 Septembre 1945	6 ^{me}	350,—
Hillion-Stienne	rue de la Justice 61, Pavillon 5,	6 Septembre 1945	8 ^{me}	350,—
	n° 43.			
Hoste-Verstraeten	rue Saint-Amé 56.	18 Septembre 1945	3 ^{me}	250,—

Mmes					
Houzé-Verdru	rue Verhaeren 229.	22	Septembre 1945	4 ^{me}	350,—
Laureyns-Sewaten	rue P. Legrand 272.	12	Septembre 1945	5 ^{me}	350,—
Lercy-Machtelinck	rue du Nouveau Siècle 15.	25	Septembre 1945	6 ^{me}	350,—
Lheureux-Caillaux	rue Brasseur 19.	25	Janvier 1945	3 ^{me}	250,—
Lys-Huyghe	rue d'Isly 80.	23	Septembre 1945	4 ^{me}	350,—
Masereel-Pouille	rue Desaix 13.	21	Septembre 1945	3 ^{me}	250,—
Parsy-Dutillieux	rue et imp. Franklin 14.	11	Septembre 1945	4 ^{me}	350,—
Pattou-Haese	parvis Saint-Michel 14.	3	Septembre 1945	3 ^{me}	250,—
Pépin-Bultez	rue du Ballon 275.	14	Juillet 1945	8 ^{me}	350,—
Premereur-Legrand	rue Jules Guesde 61.	26	Septembre 1945	3 ^{me}	250,—
Sadoine-Manniez	rue Kepler 39.	8	Septembre 1945	4 ^{me}	350,—
Sillard-West	rue Meurein 45.	1 ^{er}	Août 1945	3 ^{me}	250,—
Sillard-West	rue Meurein 45.	1 ^{er}	Août 1945	4 ^{me}	350,—
Tison-Wydau	rue de la Paix d'Utrecht 27.	3	Septembre 1945	4 ^{me}	350,—
Tonetti-Dubreuil	rue Solférino 132 ter.	9	Septembre 1945	4 ^{me}	350,—
Tronel-Berthelet	boulevard de Metz 213.	7	Août 1945	7 ^{me}	350,—
Vanden Hende-Dindeleux	rue S. Verhulst, baraquement 15.	12	Août 1945	7 ^{me}	350,—
Vanlierde-Gratte	Ch. des Vachers 8.	25	Août 1945	7 ^{me}	350,—
Veit-Dewert	rue du bois 204.	2	Août 1945	3 ^{me}	250,—

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 30 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ŒUVRES DIVERSES. — Secteur charbonnier. Participation des Communes.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Président du Secteur Charbonnier de la région de Lille,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 30 Décembre 1942 mettant en application des instructions préfectorales (Bureau Départemental des Charbons c. 59/B.O.) en date du 14 Février 1942 ;

Vu les décisions des 22 Juin et 15 Décembre 1942 des assemblées de cet organisme, fixant à 0,40 par tonne de charbon reçue la participation de chaque commune aux frais de fonctionnement des services du secteur charbonnier ;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer la participation pécuniaire de chaque commune pour les mois de Juillet à Septembre 1945, inclusivement ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La participation des communes adhérentes du secteur charbonnier de la région de Lille est fixée comme suit pour la période du 1^{er} Juillet au 30 Septembre 1945.

Etat des tonnages reçus

Désignation	Juillet	Août	Septembre	Total en tonnes	Sommes
Lille	6.547	6.229	9.426	22.202	8.880,80
Saint-André	199	118	239	556	222,40
Haubourdin	360	242	432	1.034	413,60
Loos	425	722	999	2.146	858,40
La Madeleine	695	511	841	2.047	818,80
Hellemmes	380	413	395	1.188	475,20
Comme	903	648	863	2.414	965,80
Lambersart	621	544	633	1.798	719,20
Marquette	228	445	373	1.046	418,40
Râches-Thumesnil	315	178	369	862	344,80
Ronchin	260	33	395	688	275,20
Mons-en-Barœul	217	266	298	781	312,40
Marcq-en-Barœul	584	450	1.059	2.093	837,20
Wambrechies	94	146	213	453	181,20
Lezennes	77	49	75	201	80,40
Sequedin	29	26	43	98	39,20
Hallennes-lez-Haubourdin	80	52	66	198	79,20
Englos	8	7	17	32	12,80
Capinghem	17	8	26	51	20,40
Erquinghem-le-Sec	9	13	5	27	10,80
Santes	106	69	100	275	110,00
Escobecques	4	2	3	9	3,60
Lesquin	148	76	174	398	159,20
Beaucamps	23	18	12	53	21,20
	12.329	11.265	17.056	40.650	16.260,00

ARTICLE 2. — Le recouvrement des sommes ci-dessus sera effectué par M. le Receveur Municipal. Les sommes reçues seront constatées en recettes au compte ouvert parmi les services Hors Budget sous le libellé « Secteur Charbonnier de la Région Lilloise ».

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à M. le Percepteur-Receveur Municipal.

Hôtel de Ville, le 30 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

COURS MUNICIPAUX. — Cours Municipaux Professionnels.
Année scolaire 1945-46. Etat du Personnel.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 22 Mars 1945 ;

Vu notre arrêté n° 671 du 29 Mars 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'Etat du personnel des Cours Municipaux Professionnels de filles, année scolaire 1945-1946, est arrêté provisoirement comme suit à compter du 1^{er} Octobre 1945 :

Personnel Administratif

M^{lle} d'Estrée Antoinette, Directrice. Traitement annuel :

(2.800 × 12) 33.600 francs

M^{lle} Descamps Eliane, Surveillante Générale :

(2.800 × 9) 25.200 francs

Personnel des Cours Industriels et Commerciaux

a) *Enseignement théorique* : Taux heure-année : 2.800 frs.

Noms et Prénoms	Matières	Nombre d'heures semaine	Indemnités annuelles
M ^{lle} Aurenge Madeleine	Anglais		
	Français	6	16.800
M ^{lle} Bonnel Marcelle	Arithmétique	3	8.400
M ^{me} Vanderberghe	Sténo-dactylo	4	11.200
M ^{lle} Colas Jeanne	Sténo-dactylo	5	14.000
M ^{lle} Delbecq Marcelle	Législation	2	5.600
M ^{lle} Jouanne Clotilde	Géographie		
	Marchandises	4	11.200
M ^{me} Lavigne Simone	Comptabilité	4	11.200
M ^{me} Descarpentries Henriette..	Coupe	2	5.600
M ^{lle} Smagghe Simone	Coupe	4	11.200
M ^{lle} Drumont Marie-Paule ,...	Puériculture	1	2.800
M ^{lle} Dupuich Micheline	Dessin	3	8.400

b) *Enseignement pratique* : Taux heure-année : 2.100 francs.

Noms et Prénoms	Matières	Nombre d'heures semaine	Indemnités annuelles
M ^{me} Descarpentries Henriette..	Couture	2	4.200
M ^{lle} Tilly Andrée	Couture	4	8.400
M ^{lle} Demenge Jacqueline	Lingerie	4	8.400
M ^{lle} Derache Lucie	Broderie	4	8.400
M ^{lle} Vasseur Yvonne	Mode	2	4.200
M ^{lle} Drumont Marie-Paule	Cuisine	4	8.400
M ^{lle} Leperle Fernande	Repassage	2	4.200

ARTICLE 2. — M^{lle} la Directrice des Cours Municipaux Professionnels de filles et M. le Secrétaire Général de la Mairie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 30 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS.

Ecole Régionale d'Architecture. M. Lys.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de l'Ecole Régionale d'Architecture agréé par M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, suivant arrêté du 26 Novembre 1942 paru au Journal Officiel du 10 Décembre 1942 ;

Considérant que M. Lys, démobilisé, a repris ses fonctions de 2^{me} Chef d'Atelier à l'Ecole Régionale d'Architecture ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'indemnité annuelle, non soumise à retenue au profit de la Caisse des Retraites, allouée à M. Lys, 2^{me} Chef d'Atelier de l'Ecole Régionale d'Architecture est fixée à 25.000 francs.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 10 Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 31 Octobre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

BULLETIN ADMINISTRATIF

SOMMAIRE

Pages

Conseil Municipal :

Commission :

Commission Municipale des Fêtes. Nominations 898

Administration Municipale :

Adjointes :

Délégations 888

Déclaration à la population :

Déclaration du Gouvernement Provisoire de la République 910

Baux :

Locations diverses :

Résiliation de bail. Terrains à Fâches-Thumesnil et
Marcq-en-Barœul 885

Fêtes et Cérémonies :

27^{me} Anniversaire de l'Armistice :

Mesures d'ordre 895

Enseignement des Beaux-Arts :

Ecole Régionale d'Architecture :

Professeurs. Nouveaux traitements 936

Directeur. Indemnité annuelle 937

Chefs d'atelier. Indemnité 938

Conservatoire :

Nomination. Directeur par intérim. Bouillard	884
Directeur. Démission Gaujac	891
Jury de concours. Nominations	906
Personnel enseignant. Reclassement	931
Professeur. Nomination Bouillard	939

Enseignement Secondaire :

Lycée Fénelon :

Directrice. Indemnité	898
-----------------------------	-----

Cours Municipaux :

Cours Municipaux Professionnels :

Professeur. M ^{lle} Bonnel	930
-------------------------------------------	-----

Œuvres Diverses :

Prime à la natalité :

1 ^{re} fraction. Bénéficiaires	916
2 ^{me} fraction. Bénéficiaires	915

Finances :

Dépenses :

Régisseurs :

Thibaut	909
Bouillard	908

Hygiène :

Statistique sanitaire :

Mois de Novembre 1945	942
-----------------------------	-----

Police :

Voie Publique :

Immeubles menaçant ruines. 31 et 33 rue de la Vignette	887
-----------------------------------------------------------------	-----

Services Municipaux :

Généralités :

Tous Services et Directions. Promotions	917
Agents mineurs. Traitements	918 et 930
Conseils de discipline. Membres. Nominations ..	902-903 904-905

Cadre Principal :

Secrétariat Général :

Nomination. Antoine Platel	890
----------------------------------	-----

Deuxième Division :

Nomination. Paul Bert	891
Congés avec solde :	
Pat André	885
Grulois Simon	927
Congé avec demi-solde. Bart Henri	928

Troisième Division :

Congé avec solde. Depauw Louis	928
--------------------------------------	-----

Quatrième Division :

Démission. Georges Menez	892
--------------------------------	-----

Cinquième Division :

Concours d'Inspecteurs d'Hygiène. Classement	929
Promotion. Léon Durut	884

Cadre Auxiliaire :

Première Division :

Démissions :	
Gilquin Suzanne (M ^{me})	896
Heurteaux Augustine (M ^{me})	919

Thelliez Madeleine (M ^{lle})	921
Dezaeytydt Marcelle (M ^{me})	921
Vanden Boossche Jeanne (M ^{me})	922
Du Bois Marguerite (M ^{me})	922
Dehague Germaine (M ^{lle})	923

Deuxième Division :

Nominations :

Van Mullem Alphonse	893
Van Oost Marcel	894
Dorchies César	894
Lemai Maurice	899
Dhorne Marcel	900
De Mets Alphonse	901
Leclerc Léopold	901
Dernoncourt Jérôme	934

Promotions :

Lafosse Jean	934
Desieter Désiré	935
Congé sans solde. Delbe Léon	897

Démissions :

Cabaret René	893
Leprêtre Angèle (M ^{me})	897
De Ceuleneer Victor	920

Troisième Division :

Promotion. Menet Marcelle (M ^{lle})	936
Radiation. Bauet (M ^{me})	924

Quatrième Division :

Nomination. Bourdon Renée (M ^{lle})	940
Démission. Verdière Lucienne (M ^{lle})	940

Cinquième Division :

Démissions :

Biarez Elisabeth (M ^{lle})	919
Dekeerschietter Gabrielle (M ^{lle})	924
François Yvonne (M ^{lle})	925

Caisse des Retraites :

Admission à la Retraite :

Paul Lehague	902
Rémy Marcel	926
Verhaeghe Camille	926
Declermortier Jules	939

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.

Promotion. Léon Durut.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut du Personnel Ouvrier ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Léon Durut, Désinfecteur affecté à la 5^{me} Division, est promu brigadier désinfecteur.

ARTICLE 2. — M. Durut est versé dans la 4^{me} classe de son emploi au traitement annuel de 57.000 francs, correspondant au traitement de 19.000 francs dans l'ancienne échelle.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 2 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.

Nomination. Directeur par intérim. Bouillard.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Considérant que M. Gaujac, directeur du Conservatoire National de Musique a donné sa démission et qu'en attendant la nomination de son successeur, il importe d'assurer le bon fonctionnement du service ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Bouillard, Professeur de flûte, est chargé de l'intérim de la direction du Conservatoire National de Musique.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 2 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Congé avec solde. André Pat.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 24 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de trois mois, le congé avec solde accordé à M. André Pat, Contrôleur des Eaux.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 17 Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 2 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

BAUX. — Locations diverses. Résiliation de bail.

Terrains à Fâches-Thumesnil et Marcq-en-Barœul.

VILLE DE LILLE

Bureau de Bienfaisance

Entre les soussignés :

MM. Saint-Venant, Bianchi, Camu, Picavet, Vanlaton et

M^{me} Tytgat, agissant en qualité de membres de la Commission Administrative du Bureau de Bienfaisance de Lille, en vertu de délibérations de ladite Commission en date du 19 Juin et du 21 Août 1945,

d'une part,

Et M. Jules Claes, Adjoint au Maire, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Lille, en vertu de délibérations du Conseil Municipal en date du 2 Août et du 26 Octobre 1945.

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. — Le bail du 7 Octobre 1942 consenti à la Ville de Lille par le Bureau de Bienfaisance pour une durée de trois, six, neuf années, avec effet du 1^{er} Octobre 1941, modifié par avenant du 27 Mars 1945, est résilié à la date du 31 Décembre 1945 en ce qui concerne les terres suivantes pour lesquelles il demeurerait encore valable :

37 a. 96 ca. à Fâches-Thumesnil, reprise au cadastre sous le n° 96 de la section B ;

46 a. 58 ca. à Marcq-en-Barœul, reprise au cadastre sous le n° 2.518 de la section B.

Fait et signé en triple à Lille, le 3 Novembre 1945.

Pour le Maire de Lille,
L'Adjoint Délégué,
CLAES.

Suivent les signatures :

Vanlaton, Saint-Venant, Picavet, Bianchi. Camu.

Enregistré à Lille (A. Adm.) volume 77 A. le 23 Novembre 1945, N° 6. Reçu : trente sept francs, signé : illisible.

Pour copie conforme

Pour le Maire de Lille.

L'Adjoint Délégué,
CLAES.

POLICE. — Voie Publique.

Immeubles menaçant ruines. 31 et 33 rue de la Vignette.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'ordonnance en date du 2 Octobre 1945, par laquelle M. le Juge de Paix du 7^{me} arrondissement judiciaire de la Ville de Lille a nommé M. Auguste Corbeau, Architecte du Gouvernement, 3, avenue Germaine à La Madeleine, expert chargé d'examiner les immeubles numérotés 31 et 33 rue de la Vignette et de déterminer le caractère et l'imminence du péril que présentent ces constructions ;

Vu le rapport de l'expert dressé le 12 Octobre et concluant ainsi qu'il suit :

Ces deux maisons sont dans un état désastreux, beaucoup de pièces ne sont plus habitables, les autres sont malsaines.

La maçonnerie de l'étage supérieur du numéro trente et un menace de tomber malgré les poussards en charpente posés par précaution.

L'état de ces maisons menace la sécurité publique et les habitants sont en danger.

A notre avis, ces deux immeubles sont à démolir de suite.

Considérant que l'état des immeubles dont il s'agit présente un danger véritable pour la sécurité publique et, notamment, pour celle des occupants, que, d'après le rapport susvisé, il y a péril imminent ;

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu la loi du 21 Juin 1898 modifiée par le décret-loi du 30 Octobre 1935 ;

Vu le code des arrêtés municipaux :

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Il est enjoint :

1°) à M. Alfred Vandeputte et aux membres de sa famille vivant avec lui d'avoir à évacuer sans délai l'appartement qu'ils occupent au 2^{me} étage de l'immeuble portant le n° 31 de la rue de la Vignette ;

2°) à M^{me} V^{ve} Cosson et aux personnes vivant éventuellement avec elle d'avoir à évacuer sans délai l'appartement qu'elles occupent au rez-de-chaussée de l'immeuble portant le n° 33 de la rue de la Vignette.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés dans la forme réglementaire.

Hôtel de Ville, le 3 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ADMINISTRATION MUNICIPALE.

Adjoints. Délégations.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 82 :

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Notre arrêté en date du 30 Mai est abrogé.

ARTICLE 2. — Les délégations suivantes concernant les services municipaux sont données à MM. les Adjoints :

M. Rousseau Alfred : Urbanisme - Grands Travaux - Jardins et Promenades - Eaux - Voie Publique (pavage-éclairage-voirie) - Garage et transports municipaux.

M. Van Wolput : Finances.

M. Claes : Etat-Civil et Cimetières - Cérémonies et Fêtes Publiques.

M^{me} Tytgat : Assistance - Œuvres Sociales - Alimentation Publique.

M. Broux : Sécurité - Education Physique et Sports - Caisse des Ecoles.

M. Simonot : Hygiène Publique - Médecine Sociale.

M. Lecomte : Bâtiments communaux.

M. Coquart : Instruction Publique - Bibliothèques - Archives.

M. Pierrard : Musées - Ecole des Beaux-Arts - Ecole Régionale d'Architecture.

M. Ghys : Elections - Affaires militaires - Organisation du Travail.

M^{me} Desrumaux : Adjudications - Contributions.

M. Rousseaux Gaston : Personnel Municipal.

ARTICLE 3. — Nous conservons en charge tous les autres services non mentionnés à l'article précédent.

ARTICLE 4. — Les jours et heures de réception de MM. les Adjoints - pour les affaires ressortissant à leurs délégations - sont fixés ainsi qu'il suit :

L'Officier de l'Etat-Civil se tient à la disposition du public, pour les mariages : les lundi, mardi, mercredi, jeudi, de dix heures trente à onze heures trente ; le samedi, de dix heures à onze heures trente.

M. Alfred Rousseau, le lundi, de 8 heures 30 à 9 heures 30 ;

M. Van Wolput, le lundi, de 11 à 12 heures ;

M. Claes, le vendredi, de 15 à 17 heures ;

M^{me} Tytgat, le mardi, de 15 à 16 heures ;

M. Broux, le lundi, de 8 heures 30 à 9 heures 30, pour les affaires intéressant la sécurité des établissements ouverts au public et le service de lutte contre l'incendie ;

le vendredi, de 14 à 15 heures, pour ce qui concerne l'Education Physique, les sports, les sociétés sportives et les affaires diverses ;

M^{me} Desrumaux, le jeudi, de 16 heures à 18 heures 30 ;

M. Simonot, le jeudi, de 17 heures 30 à 18 heures 30 ;

M. Lecomte, le jeudi, de 16 à 18 heures ;

M. Pierrard, le mercredi, de 9 heures 30 à 12 heures 30 ;

M. Coquart, le jeudi, de 15 à 16 heures ;

M. Ghys, le jeudi, de 15 à 17 heures ;

M. Gaston Rousseaux, le mercredi, de 15 à 17 heures.

M. le Secrétaire général de la Mairie reçoit tous les jours, sauf les samedi et dimanche, de quinze à seize heures.

ARTICLE 5. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 3 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu,

Lille, le 17 Novembre 1945,

Pour le Préfet du Nord,

Le Conseiller de Préfecture Délégué,

Signé : Illisible.

SERVICES MUNICIPAUX. — Secrétariat Général.

Nomination. Antoine Platel.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 2 Août 1945 approuvée par M. le Préfet du Nord le 27 Octobre 1945, portant création du poste de Chef de Cabinet du Maire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Antoine Platel, né le 24 Octobre 1905 à Villers-Brulin (Pas-de-Calais), Secrétaire Général de la Mairie de Saint-Amand, est nommé Chef de Cabinet du Maire.

ARTICLE 2. — M. Platel est versé dans la 3^{me} classe de son emploi au traitement annuel de 142.000 francs. Il bénéficiera, en outre, d'une indemnité pour frais de représentation fixée à 38.000 francs par an et non soumise à retenue au profit de la Caisse des Retraites.

ARTICLE 3. — M. Platel est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 5 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.

Directeur. Démission Gaujac.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Edmond Gaujac, Directeur du Conservatoire National de Musique, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel municipal.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Nomination. Paul Bert.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu les 7 et 27 Juin 1942 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Paul Bert, né le 20 Août 1916, est nommé commis dessinateur affecté au Bureau de Dessin, en remplacement de M. Henocq, promu dessinateur.

ARTICLE 2. — M. Bert est versé dans la 7^{me} classe de son emploi au traitement annuel de 14.000 francs, traitement porté à 42.000 francs en application de la délibération du Conseil Municipal du 2 Août 1945. M. Bert est, en outre, autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Démission. Georges Menez.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Georges Menez, commis secrétaire affecté au 1^{er} Bureau de la 4^{me} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Démission. René Cabaret.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre par laquelle M. René Cabaret, releveur affecté au service de la Propreté Publique, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. René Cabaret, releveur affecté au service de la Propreté Publique, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel Auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 21 Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Nomination. Alphonse Van Mullem.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Alphonse Van Mullem, né le 7 Septembre 1906, est nommé égoutier, au service de la Propreté Publique, en remplacement de M. Montois, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Alphonse Van Mullem, est versé à la 7^{me} classe de son emploi, au traitement annuel de 36.000 francs, majoré des indemnités auxquelles il peut prétendre.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Nomination. Marcel Van Oost.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Van Oost, né le 6 Janvier 1915, est nommé égoutier au service de la Propreté Publique, en remplacement de M. René Cabaret, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Marcel Van Oost est versé à la 7^{me} classe de son emploi, au traitement annuel de 36.000 francs, majoré des indemnités auxquelles il peut prétendre.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Nomination. César Dorchies.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 13 Octobre 1942, n° 306, portant création d'emploi de garde municipal ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. César Dorchies, né le 1^{er} Avril 1904, terrassier ordinaire affecté au service de la Voie Publique, est nommé garde municipal au service des Promenades et Jardins.

ARTICLE 2. — M. César Dorchies est versé dans le 2^me échelon du personnel de service, au traitement annuel de 37.000 francs, majoré des indemnités auxquelles il peut prétendre.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 3 Juillet 1945.

Hôtel de Ville, le 8 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

FÊTES ET CÉRÉMONIES.

27^{me} Anniversaire de l'Armistice. Mesures d'Ordre.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le programme des cérémonies prévues à l'occasion du vingt-septième anniversaire de l'Armistice ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La circulation et le stationnement des véhicules de toute nature seront interdits, dimanche 11 Novembre 1945 :

1° A partir de huit heures trente : place de la République, place Richebé et boulevard de la Liberté — fraction comprise entre les rues Jeanne-d'Arc et de Puébla — durant la prise d'armes qui se déroulera place de la République ;

2° A partir de neuf heures : boulevard de la Liberté — fraction comprise entre la place de la République et la rue Nationale —, rue Nationale, place Général-de-Gaulle, place de Rihour, rues du Palais-Rihour, Jean-Roisin, de l'Hôpital-Mili-

taire, Jean-Sans-Peur, pendant le défilé des troupes et la cérémonie prévue au Monument aux Morts.

ARTICLE 2. — Ces dispositions cesseront d'être en vigueur un quart d'heure après la fin des cérémonies.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 9 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Démission. M^{me} Suzanne Gilquin.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 30 Octobre 1945, par laquelle M^{me} Gilquin, expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Suzanne Gilquin, expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 9 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Démission. M^{me} Angèle Leprêtre.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Angèle Leprêtre, femme de service affectée au service des Bâtiments, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du Personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 3 Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 9 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Congé sans solde. Léon Delbe.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 19 Septembre 1945 par laquelle M. Léon Delbe, Secrétaire d'administration affecté au Service de la Propreté Publique, sollicite le renouvellement de son congé sans solde ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de six mois, le congé sans solde accordé à M. Léon Delbe, Secrétaire d'administration affecté au service de la Propreté Publique.

ARTICLE 2. — A l'expiration de ce congé, M. Delbe ne pourra réintégrer ses fonctions qu'autant qu'une vacance d'emploi

existera dans le service et sous réserve d'un avis favorable émis par l'Administration Municipale à la demande que devra formuler l'intéressé, en vue de sa réintégration.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 25 Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 10 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CONSEIL MUNICIPAL.

Commission Municipale des Fêtes. Nominations.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu notre arrêté n° 570 du 16 Octobre 1945 relatif à la composition de la Commission Municipale des Fêtes ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. René Reubrez, publiciste, 32, boulevard de la Liberté et M. Racul Clément, ingénieur, 14, rue des Vicaires sont nommés membres de la Commission Municipale des Fêtes.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 10 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, — Lycée Fénelon. Directrice. Indemnité.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu l'arrêté de M. le Ministre de l'Education Nationale, en

date du 14 Septembre 1943, décidant l'attribution, à compter du 1^{er} Octobre 1942, d'une indemnité aux chefs d'établissements d'instruction publique chargés de la direction d'un internat qui n'est pas à leur compte ;

Vu le décret n° 45-1864 du 18 Août 1945 portant relèvement du taux des suppléments de traitement et indemnités du personnel de l'enseignement du second degré, notamment l'article 15 relatif à l'indemnité de direction d'internat fixée à 7.500 francs lorsque celui-ci comporte 151 à 200 pensionnaires :

Attendu qu'en vertu de l'article 19 du décret précité, l'effet de la mesure de relèvement est fixé au 1^{er} Février 1945 ;

Considérant que l'internat de notre lycée de jeunes filles comportait, au 1^{er} Octobre 1945, 179 pensionnaires :

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'indemnité de direction d'internat à allouer à M^{me} la Directrice du Lycée de jeunes filles Fénelon est fixée à 7.500 francs par an, à compter du 1^{er} Février 1945.

ARTICLE 2. — Cette indemnité, non soumise à retenue, sera payable par trimestre et imputée sur le budget de l'internat.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 14 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Nomination. Maurice Lemai.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 :

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire :

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Maurice Lemai, né le 22 Mars 1907, est

nommé cantonnier affecté au Service de la Propreté Publique, en remplacement de M. Désiré Desieter, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Maurice Lemai est versé dans la 7^{me} classe de son emploi, au traitement de 36.000 francs, majoré des indemnités auxquelles il peut prétendre.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Nomination Marcel Dhorne.

Nous, Maire de la Ville de Lille.

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 :

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire :

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Dhorne, né le 23 Février 1910, est nommé cantonnier affecté au service de la Propreté Publique, en remplacement de M. Van Oost, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Marcel Dhorne est versé dans la 7^{me} classe de son emploi, au traitement de 36.000 francs majoré des indemnités auxquelles il peut prétendre.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Nomination. Alphonse De Mets.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Alphonse De Mets, né le 3 Août 1909, est nommé cantonnier affecté au service de la Propreté Publique, en remplacement de M. Van Mullem, appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2. — M. Alphonse De Mets est versé dans la 7^{me} classe de son emploi, au traitement annuel de 36.000 francs, majoré des indemnités auxquelles il peut prétendre.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Nomination. Léopold Leclercq.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Léopold Leclercq, né le 28 Février 1898, est nommé cantonnier affecté au service de la Propreté Publique, en remplacement de M. Chéri Lecesne, décédé.

ARTICLE 2. — M. Léopold Leclercq est versé dans la 7^{me} classe de son emploi, au traitement annuel de 36.000 francs, majoré des indemnités auxquelles il peut prétendre.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 16 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Admission à la Retraite.

Paul Lehague.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des Fonctionnaires municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Paul Lehague, né le 6 Septembre 1882, chef d'équipe au Palais des Beaux-Arts, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à partir du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 16 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Conseil de discipline.

Nominations. Membres.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence et par délégation, sous la présidence de M. Gaston Rousseaux, adjoint délégué au Personnel, membres du Conseil de Discipline appelé à statuer sur la sanction disciplinaire à infliger à M^{lle} Gilberte Merchier, expéditionnaire affectée au Service de l'Etat-Civil, déférée devant ledit Conseil :

MM. Lefebvre, secrétaire général adjoint de la Mairie,
Claie, chef de la 5^{me} Division,

M^{lle} Garemin, chef de bureau, Service du Contentieux,

MM. Gisselaire et Jules Descamps, délégués de l'Organisation syndicale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 20 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Conseil de discipline.
Nominations. Membres.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire :

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence et par délégation sous la présidence de M. Gaston Rousseaux, adjoint délégué au Personnel, membres du Conseil de Discipline appelé à statuer sur la sanction disciplinaire à infliger aux 6 agents dont les noms suivent :

M. Kuntz Charles, Garde Municipal au Service des Jardins,
M^{me} Ruelens Marguerite, Cuisinière au Service des Cantines
Scolaires,

M^{me} Delonnette Germaine, ex-aide cuisinière au Service des
Cantines Scolaires,

M. Bolle Louis, ex-manœuvre aux Abattoirs,
M. Troslez Charles, Machiniste au Théâtre Sébastopol,
M. François Henri, Garde Municipal au Service des Jardins, déférés devant ledit Conseil :
MM. Lefebvre, Secrétaire Général Adjoint de la Mairie,
Claie, Chef de la 5^{me} Division,
M^{lle} Garemin, Chef de Bureau, Service du Contentieux,
MM. Van Noten et Gisselaire, Délégués de l'Organisation syndicale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 20 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Conseil de discipline.
Nominations. Membres.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Ouvrier,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence et par délégation sous la présidence de M. Gaston Rousseaux, Adjoint délégué au Personnel. membres du Conseil de Discipline appelé à statuer sur la sanction disciplinaire à infliger à M. Gustave Lhoir, ouvrier paveur, déféré devant ledit Conseil :

MM. Lefebvre, Secrétaire général adjoint de la Mairie,
Claie, Chef de la 5^{me} Division,

M^{lle} Garemin, Chef de Bureau, Service du Contentieux,

MM. Van Noten et Dudermel, Délégués de l'Organisation syndicale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 20 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Conseil de discipline.

Nominations. Membres.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence et par délégation, sous la présidence de M. Gaston Rousseaux, Adjoint Délégué au Personnel, membres du Conseil de Discipline appelé à statuer sur la sanction disciplinaire à infliger à M. Hilaire Sebry, Paveur affecté au Service de la Voie Publique, déféré devant ledit Conseil :

MM. Lefebvre, Secrétaire Général Adjoint de la Mairie,
Claie, Chef de la 5^{me} Division,

M^{lle} Garemin, Chef de Bureau, Service du Contentieux,

MM. Van Noten et Dudermel, Délégués de l'Organisation syndicale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 20 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.
Jurys de concours. Nominations.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la Convention du 6 Février 1885, concernant l'Ecole de Musique de Lille, succursale du Conservatoire National de Paris ;

Vu l'article 5 du règlement de la dite école ;

Vu le P. V. de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire de Lille en date du 25 Septembre 1945, proposant de recourir à des concours d'exécution pour la nomination des professeurs aux postes restant à pourvoir ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés Membres des Jurys des dits concours :

I. — Instruments à vent

Président : M. Jean Devemy, Professeur au Conservatoire de Paris, 12, rue Damrémont, Paris.

Membres : a) *Flûte*

MM. Desenglos, Directeur du Conservatoire de Roubaix ; Bernast, Membre de la Commission de Surveillance, 37, rue d'Antin, Lille ; Dussaussoy, Professeur au Conservatoire de Roubaix.

b) *Clarinette et saxophone* :

MM. Desenglos, Directeur du Conservatoire de Roubaix ; Filleul, Directeur de l'Ecole de Musique de Saint-Omer ; Bernast, 37, rue d'Antin, Lille.

c) *Trombone* :

MM. Hennebelle Paul, Professeur de Trombone en retraite, 54, rue de la Chaude-Rivière, Lille ; Pelleméule, Directeur de l'Harmonie Municipale, 7, rue du Marché, Lille ; Bernast, 37, rue d'Antin, Lille.

d) *Cor* :

MM. Deswarte, ex-Professeur de Cor, 15, rue Daubresse-Mauvies, Mons-en-Barœul ; Pelleméule, 7, rue du Marché, Lille ; Bernast, 37, rue d'Antin, Lille.

II. — Instruments à cordes

Président : M. Raymond Durot, ex-Violon solo des Concerts Colonne, Villa Saouva à Chatel-Guyon (Puy-de-Dôme).

Membres : a) *Contrebasse-Alto* :

M. Marcelin, Directeur du Conservatoire de Tourcoing ; M. Vermaere, Membre de la Commission de Surveillance, 16, rue du Docteur-Legay, à La Madeleine ; M. Verline, Altiste, 125, Boulevard Vauban, Lille.

b) *Violoncelle* :

M. Marcelin, Directeur du Conservatoire de Tourcoing ; M. Vermaere, Membre de la Commission de Surveillance ; M. Monsucz, Membre des Jurys de Violoncelle, 11, rue Delcenserie, à Marcq-en-Barœul.

c) *Violon* :

M. Marcelin, Directeur du Conservatoire de Tourcoing ; M. Vermaere, Membre de la Commission de Surveillance ; M. Vandendoneke, Chef d'Orchestre du Théâtre Sébastopol.

M. Henri Bouillard, Directeur par intérim du Conservatoire de Lille, assiste de droit à toutes les séances.

ARTICLE 2. — M^{me} Decombe, Professeur au Conservatoire de Lille, et M. Cordier, 14, rue Thiers, à Lille, tiendront le piano d'accompagnement.

ARTICLE 3. — MM. Devemy et Durot recevront une vacation journalière de 1.000 francs. Les autres Membres du Jury et les pianistes-accompagnateurs recevront une vacation journalière de 500 francs.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

DÉPENSES. — Régisseur. Bouillard.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 153 ;

Vu l'instruction générale des Finances du 29 Juin 1859, article 993 ;

Vu notre arrêté du 2 Novembre 1945 ;

Considérant qu'une avance est nécessaire au Directeur du Conservatoire pour le paiement au comptant de diverses dépenses de fonctionnement de son service ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Bouillard, directeur par intérim du Conservatoire est nommé régisseur de dépenses pour le paiement au comptant de diverses dépenses inhérentes au fonctionnement de son service, une somme de mille francs (1.000) sera mise mensuellement à sa disposition.

ARTICLE 2. — M. Bouillard rendra compte de l'emploi de son avance à la fin de chaque mois, et tiendra un livre de caisse sur lequel il fera figurer :

- en recettes : les avances qui lui ont été consenties ;
- en dépenses : tous les paiements effectués par ordre de date.

Ce livre, ainsi que le numéraire en caisse et les justifications de dépenses à remettre à la Caisse Municipale devront être présentés à M. le Receveur Municipal et à M. le Chef de la 3^{me} Division, à toute réquisition.

ARTICLE 3. — M. Bouillard est dispensé de fournir un cautionnement.

ARTICLE 4. — En cas d'absence, M. Bouillard sera remplacé par M. Capy commis faisant fonction de secrétaire du Conservatoire.

ARTICLE 5. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

DÉPENSES. — Régisseur. Thibaut.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 153 ;

Vu l'instruction générale des Finances du 20 Juin 1859, article 993 ;

Vu notre arrêté n° 434 en date du 27 Janvier 1945 désignant les régisseurs de dépenses pour l'année 1945 ;

Considérant que l'avance consentie à M. Thibaut Chef au 1^{er} Bureau de la 3^{me} Division, est insuffisante ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 1 de notre arrêté sus-visé est modifié come suit : sont nommés régisseurs de dépenses pour l'année 1945 :

.....
M. Thibaut, Chef au 1^{er} Bureau de la 3^{me} Division, pour l'affranchissement de la correspondance, les menus frais, les dépenses destinées à faciliter le mariage des indigents, les frais de transport et frais divers, une somme de 30.000 francs sera mise à sa disposition.

En cas d'absence, M. Thibaut sera remplacé par Monsieur De Lange, Commis secrétaire principal.

ARTICLE 2. — Il n'est rien modifié aux autres dispositions de l'arrêté.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ADMINISTRATION MUNICIPALE.

Déclaration à la population.

Déclaration du Gouvernement Provisoire de la République.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉCLARATION

DU

Gouvernement Provisoire de la République

faite le 23 Novembre 1945 à l'Assemblée Nationale Constituante
par le Général De Gaulle,

Président du Gouvernement Provisoire de la République,
Ministre de la Défense Nationale.

Mesdames, Messieurs,

Le Gouvernement d'unité nationale que j'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée nationale constituante, marque, quant à sa composition et quant à ses intentions, une victoire de la solidarité française. Cette victoire a été remportée malgré les mille obstacles que dressent devant la nation, et jusqu'au dedans d'elle-même, les conséquences morales et matérielles des événements sans précédent qu'elle a traversés, les conditions intérieures très difficiles où elle se trouve, enfin la situation internationale d'où n'ont encore émergé ni le règlement, ni l'organisation de la paix. Le Gouvernement est donc le résultat et l'on pourrait dire le symbole de cette conciliation entre les tendances majeures de l'opinion, conciliation qui, maintes fois, assura, après de grandes épreuves, l'unité de la France et sans laquelle aujourd'hui risquerait de sombrer sa puissance à peine renaissante.

Par l'élection et la réunion de l'Assemblée nationale constituante, la démocratie a repris ses droits souverains. Mais elle les a repris sur des ruines. Le pays a fait connaître sa volonté de voir rebâtir au plus tôt l'édifice de ses institutions. La France a, de tous temps, entendu que l'Etat fût régi par des lois écrites et précises ; la France, révoltée par les abus dont le régime d'usurpation bâti sur ses malheurs l'avait rendue victime, la France qui, dans l'état où elle est, exècre tout risque de convulsions intérieures, a hâte de voir s'établir le cadre ferme et souple qui garantira à la fois les droits politiques et

sociaux de chacun, le fonctionnement régulier des Assemblées exerçant le pouvoir législatif et celui du contrôle, enfin la responsabilité, la stabilité, l'autorité du pouvoir exécutif.

Mais, quelque limitée que soit la durée du mandat de l'Assemblée et si capitale qu'apparaisse sa tâche constituante, l'adoption des premières réformes que les épreuves de la patrie ont, en quelque sorte, imposées à l'esprit et au cœur de tous les combattants victorieux de la Résistance et qui ont pris le caractère d'une sorte de charte d'avenir les liant les uns aux autres, ne saurait être différée.

Dans ce domaine, le champ est vaste et le temps nous est compté. C'est une raison de plus pour marcher en avant. Le Gouvernement saisira incessamment l'Assemblée de deux projets de loi concernant, l'un la nationalisation du crédit, l'autre celle de l'électricité. Ultérieurement, des projets relatifs à diverses branches d'assurances lui seront également soumis.

D'autre part, la réforme administrative et celle de la fonction publique, déjà commencées d'ailleurs par l'institution toute récente de l'École nationale d'administration, devront être réalisés avant la fin de la législature, de façon qu'une administration renouvelée dans son recrutement, dans son esprit et dans son fonctionnement, diminuée dans ses dimensions par la suppression progressive des contraintes de l'autorité publique sur l'activité des citoyens, mais honorée et encouragée dans ses hautes traditions de dévouement au service de l'État, soit mise en œuvre au plus tôt à l'échelon central et aux échelons locaux. Il n'est pas moins urgent, ni moins nécessaire de procéder à une réforme judiciaire qui simplifie l'appareil, rende plus rapide l'action des tribunaux et garantisse à la magistrature française toute l'indépendance et toute la dignité que doit comporter sa noble et exceptionnelle fonction.

Enfin, il paraît au Gouvernement que l'Assemblée ne saurait achever sa carrière avant d'avoir posé les bases nouvelles de la défense nationale. Le Gouvernement est convaincu que l'ensemble des mesures législatives qu'il proposera à l'Assemblée sur ces différents objets constituera une étape importante dans la voie de la rénovation nationale.

Cependant, rien ne vaudrait et rien même ne serait possible sans le retour du pays à une puissante activité économique. Cette guère nous a coûté la moitié de notre fortune nationale. Tout progrès de niveau de vie, « a fortiori » l'avenir de toute réforme, reposent sur l'accroissement de notre production.

Certes, beaucoup de signes marquent une amélioration par rapport à l'état lamentable où nous avait laissés, à ce point de vue comme à d'autres, la fin de la bataille de France prolongée pendant quatre années. Mais il reste tant à faire !

Le Gouvernement est certain de trouver l'appui de l'Assemblée dans l'action vigoureuse qu'il entend poursuivre pour relever les ruines terribles qu'a subies notre pays et en tirer, tout au moins, l'avantage d'une modernisation pour accroître le rendement du travail national, qu'il s'agisse des mines, de l'industrie ou de l'agriculture, et pour dénouer progressivement les entraves qui, après avoir été les effets de la pénurie, ne doivent pas en devenir les causes. En même temps sera continuée l'exécution du programme de nos importations dans toute la mesure permise par nos accords financiers avec d'autres puissances, notamment les Etats-Unis.

Le génie de notre époque est celui de l'interdépendance. Il exige que chaque mesure particulière ne soit que la partie d'un tout. C'est pourquoi la mise au point du grand plan de notre reconstruction et de notre rénovation, pour ce qui concerne aussi bien le progrès économique que le peuplement ou le développement physique, intellectuel et moral de la France et de l'union française, sera très activement poussée avec le concours de toutes les compétences possibles. Le Gouvernement espère être en mesure de faire connaître à l'Assemblée, dans un délai rapproché, les objectifs qu'il propose pour les prochaines années à l'effort de toute la nation.

Est-il besoin de dire que le plan s'appliquera aux territoires d'outre-mer liés à notre destin ? Tous, notamment ceux d'Indochine, si longtemps séparés de nous, doivent trouver dans la compréhension, l'amitié et l'aide de la France, les conditions et les moyens de leur développement propre vers le progrès et vers la liberté.

Mais, si le rendement de la production est la première des dures réalités qui contiennent l'ardeur des projets, la situation financière de l'Etat constitue assurément la seconde. L'Assemblée en connaîtra le bilan dès que sera, incessamment, déposé devant elle le projet de budget de 1946. Il ne saurait lui échapper quelle importance absolument capitale revêt, pour le crédit public, et, par conséquent, pour la mise en œuvre de toute réforme, l'adoption du budget au terme normal qui est le 31 décembre.

Afin de parer aux circonstances de force majeure, qui, cette année, contrarient l'examen et la discussion du budget, le Gouvernement proposera une procédure susceptible d'en hâter

le vote, tout en réservant le contrôle que l'Assemblée doit exercer sur la justification des dépenses de l'Etat.

Le Gouvernement compte que la compression progressive de celles-ci permettra de remédier d'abord à la situation particulièrement difficile de certaines catégories des agents de nos services publics. Mais son ferme devoir, pour lequel il demande le concours de toute l'Assemblée, est de faire en sorte que la monnaie soit établie sur des bases indiscutables. Cette condition implique que les dépenses n'excèdent à aucun prix les possibilités offertes par les recettes et par le recours sévèrement justifié aux ressources du crédit ; faute de quoi le sort de chacun se trouverait bientôt confondu avec la détresse générale.

S'il est vrai que l'interdépendance des diverses activités est devenue pour un peuple la loi de son existence, elle devient également celle de la vie internationale. La preuve est faite, et à quel prix, que la sécurité et la prospérité de chacun sont directement liées à la sécurité et à la prospérité de tous.

A ce titre, déjà, on ne saurait plus concevoir de paix assurée pour aucun Etat, sans une organisation internationale qui la lui garantisse, du moment qu'il observe les règles. Mais l'apparition sur la scène du monde des possibilités inouïes de l'énergie atomique, soit pour la destruction, soit pour le progrès, fait désormais de l'organisation internationale un impératif catégorique. Faute de s'y conformer, la race humaine serait vouée à des épreuves dont l'imagination est impuissante à mesurer l'étendue.

Est-il besoin de dire que la France est résolue à prendre part de la façon la plus active à la création et au développement des institutions dont les nations unies ont, à San Francisco, jeté les premières bases ? D'autre part, si la conjoncture internationale paraît, aujourd'hui encore, comporter maintes obscurités, notre pays entend s'employer à les éclaircir, dans la mesure où il lui est possible de se faire entendre et comprendre. Il estime, plus fermement que jamais, qu'il est de l'intérêt commun de lui procurer cette audience et c'est dans cette conviction, aussi bien que dans sa volonté de faire valoir ses intérêts, qu'il ne saurait consentir à rien qu'il n'ait eu à approuver, en même temps et sur le même plan que les autres grandes puissances. Placé là où il est, en Europe, en Afrique, en Asie, orienté traditionnellement à la fois vers l'Ouest et vers l'Est, il peut et veut être un lien et, à aucun prix, un enjeu.

Une telle politique n'exclut nullement, bien au contraire, la conclusion d'accords particuliers avec tels ou tels Etats. C'est

ainsi que nous avons conclu, il y aura bientôt un an, avec la Russie soviétique, dont ne nous sépare aucune opposition d'intérêts nationaux, mais qui est, comme nous-mêmes, intéressée au premier chef à empêcher dans l'avenir toute menace germanique, un traité d'alliance à ce sujet.

C'est ainsi que nous tenons, d'une manière essentielle, à maintenir et à développer les relations d'amitié et d'échanges qui nous lient à l'Amérique. C'est ainsi que nous nous efforçons, en ce moment même, de réaliser avec la Grande-Bretagne, dont les intérêts se rencontrent avec les nôtres sur le Rhin — où est la clé de notre avenir comme le secret de notre passé — , en Orient, en Afrique et en Extrême-Orient, l'harmonisation de nos politiques respectives afin qu'un accord réel puisse s'en suivre.

C'est ainsi que nous resserrons avec nos autres voisins de l'Europe occidentale, et avec la Belgique, la Hollande, le Luxembourg, nos liens traditionnels, sans cesser de tendre les mains aux Etats de l'Europe centrale, balkanique et scandinave. C'est ainsi que nous projetons de resserrer, une fois de plus, la trame cruellement déchirée de l'entente avec l'Italie.

C'est ainsi que nous serons prêts à reprendre avec l'Espagne des relations approfondies quand il nous sera possible de la trouver sur notre route qui est celle de la démocratie.

Il n'y a, dans nos efforts, nos projets, parfois nos prétentions, aucune menace pour personne, mais bien la mise en pratique de la coopération.

Telle est la politique qui guide le Gouvernement et pour laquelle il espère tout l'appui de l'Assemblée. Tel est le programme de son action à l'intérieur et au dehors.

Les hommes dont il est composé ont pu être hélas ! comme notre peuple lui-même, âprement divisés par l'effet des événements qui, trop longtemps, ont déchiré le corps et l'âme de la patrie. On n'est pas infailible, quand on est malheureux.

Mais les épreuves de l'abominable invasion et la fierté de la victoire à la fin remportée nous avaient tous, pourtant, rassemblés. Cette unité, renouée en combattant, fut, une fois de plus, le miracle de la France.

Aujourd'hui, nous nous assemblons encore pour travailler, solidairement, à refaire la substance du pays. Car, autant que jamais, il lui faut, pour renaître, le concours de tous ses enfants.

Pour copie conforme :

*Le Président du Gouvernement provisoire de la République,
Ministre de la Défense nationale,*

C. DE GAULLE.

ŒUVRES DIVERSES. — Prime à la natalité.
2^{me} fraction. Bénéficiaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet du Nord le 13 Février 1943 et du 11 Juillet 1944 approuvée le 19 Août 1944.

Vu notre arrêté en date du 10 Mai 1943 ;

Vu les pièces produites par les ayants droits à l'effet de bénéficier de la 1^{re} fraction de la prime communale à la natalité :

- 1°) certificat de vie de l'enfant ;
- 2°) état indiquant la composition de la famille ;
- 3°) certificat de résidence ;
- 4°) certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;
- 5°) certificat de docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la 2^{me} fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil Municipal susvisée :

Mmes				
Agneray-Bremont	.....	rue Copernic 15 bis.	14 Août 1944	6 ^{me} 270,—
Alderweireldt-Arnoys	.....	rue Adolphe Casse 2.	30 Octobre 1944	3 ^{me} 180,—
Appelghem-Vannoorenberghe	..	rue d'Emmerin 73.	24 Septembre 1944	3 ^{me} 180,—
Beaudelot-Lepot	.....	rue H. Kolb 73.	23 Septembre 1944	3 ^{me} 180,—
Bergerat Roger	.....	rue de Wazemmes 64.	1 ^{er} Août 1944	4 ^{me} 270,—
Castelain-Vanholderbèke	.....	rue Pline 27.	2 Juillet 1944	3 ^{me} 180,—
Catel-Delbroucq	.....	rue d'Angleterre 11.	18 Octobre 1944	4 ^{me} 270,—
Chandon-Lemaire	.....	rue Baudin, cour Parent 17.	19 Octobre 1944	7 ^{me} 270,—
Cordara-Poirier	.....	rue Voltaire 3.	11 Septembre 1944	3 ^{me} 180,—
Debruyne-Pétrizzi	.....	rue de Seclin 19.	7 Octobre 1944	4 ^{me} 270,—
Deryckère-Lebrun	.....	rue Saint-Gabriel 103.	28 Août 1944	8 ^{me} 270,—
Dubus-Dewilde	.....	rue Bonnes Rappes 14.	18 Septembre 1944	5 ^{me} 270,—
Ducatez-Carron	.....	rue des Stations, 50.	12 Août 1944	3 ^{me} 180,—
Duchatel-Morel	.....	rue Jules Guesde, Blendecques (P.-de-C.).	25 Octobre 1944	3 ^{me} 180,—
Lebreton-Hellemans	.....	rue J. Hachette 153.	11 Mai 1944	3 ^{me} 180,—
Lemaire-Dussotier	.....	rue Saint-André 77.	18 Septembre 1944	5 ^{me} 270,—
Maquet-Doutriaux	.....	rue Pa'ou 33.	28 Juillet 1944	4 ^{me} 270,—
Parait-Brunel	.....	rue de Thumesnil 3, cour Lievrault.	4 Novembre 1944	5 ^{me} 270,—
Roman-Thibault	.....	rue Baudin, cour Parent 16.	18 Octobre 1944	6 ^{me} 270,—
Sapin-Delaacroix	.....	rue Désiré Bondues 48.	20 Septembre 1944	4 ^{me} 270,—

Mmes			
V ^{ve} Tavernier-Thierin	..... rue de la Halloterie 22.	24 Septembre 1944	4 ^{me} 270,—
Verheye Jean	..... rue du Croquet 36.	4 Septembre 1944	3 ^{me} 180,—
Voisin-Renard	..... rue Bapaume, c/Faidherbe 15.	29 Août 1944	4 ^{me} 270,—
Wache-Traverse	..... rue Louis Faure 3.	19 Juillet 1944	6 ^{me} 270,—
Zeude-Vanden Bulcke	..... rue Carpeaux 5.	9 Octobre 1944	4 ^{me} 270,—

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 24 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ŒUVRES DIVERSES. — Prime à la natalité.

1^{re} fraction. Bénéficiaires.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article 90 de la loi du 5 Août 1884 ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal du 8 Décembre 1942 instituant une prime à la natalité approuvée par M. le Préfet du Nord le 13 Février 1943 et du 22 Mars 1945 approuvée le 2 Juillet 1945.

Vu notre arrêté en date du 10 Mai 1943 ;

Vu les pièces produites par les ayants droits à l'effet de bénéficier de la 1^{re} fraction de la prime communale à la natalité :

- 1°) certificat de vie de l'enfant ;
- 2°) état indiquant la composition de la famille ;
- 3°) certificat de résidence ;
- 4°) certificat de non imposition à l'impôt général sur le revenu ;
- 5°) certificat de docteur attestant que la mère a suivi les consultations prénatales.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le bénéfice de la 1^{re} fraction de la prime communale à la natalité est accordé aux ayants droit ci-après désignés, qui remplissent les conditions requises par la délibération du Conseil Municipal susvisée :

Mmes					
Bauwens-Verhaeghe	.....	rue Pôle Nord, c/Bocquillon 7.	11 Octobre 1945	5me	350.—
Beaumaretz-Stas	.....	rue Trévise, imp. Moderne 5.	17 Octobre 1945	4me	350.—
Bogaert-Binet	.....	rue Saint-Gabriel 107.	7 Octobre 1945	3me	250.—
Bource-Pastural	.....	rue du Transwaal 39, c/Kings-			
		mans 2.	24 Septembre 1945	5me	350.—
Buchet-Géré	.....	rue Lalo 6.	13 Octobre 1945	3me	250.—
Busson-Maton	.....	rue Nicolas Leblanc 39.	18 Octobre 1945	3me	250.—
Deknudt-Tyrou	.....	rue L. Gambetta 124.	16 Octobre 1945	4me	350.—
Derozier-Duthilleul	.....	rue de la Plaine 63.	7 Octobre 1945	4me	350.—
Ducornait-Dallendre	.....	rue Pierre Curie 10.	18 Octobre 1945	5me	350.—
Foutrel-Waresquelle	.....	rue Arras, c/Dujardin 21.	6 Octobre 1945	4me	350.—
Lagache-Lefebvre	.....	rue Corbet 9.	6 Septembre 1945	4me	350.—
Lemay-Hernault	.....	rue P. Lafargue 2, cour Stieve-			
		naert.	17 Octobre 1945	5me	350.—
Leroux-Alliuckx	.....	rue P. Lafargue 24.	16 Octobre 1945	3me	250.—
Macoux-Taverne	.....	rue Malsence 75.	14 Octobre 1945	5me	350.—
Questroy-Gadon	.....	place Antoine Taceq 1.	18 Octobre 1945	4me	350.—
Ruttens-Timmerman	.....	rue Hôpital Saint-Roch 9.	23 Octobre 1945	3me	250.—
Schoreel-Knecht	.....	rue Mexico 5.	15 Septembre 1945	3me	250.—
Suin-Selvais	.....	rue Molière 2.	30 Octobre 1945	3me	250.—
Vandeputte-Sobezak	.....	rue de la Vignette 31.	27 Octobre 1945	3me	250.—
Vanhelder-Conynck	.....	rue Alain de Lille 7.	4 Octobre 1945	3me	250.—
Vanhelder-Conynck	.....	rue Alain de Lille 7.	4 Octobre 1945	4me	350.—
Vinekevlengel-Cresson	.....	rue de Thionville 24.	25 Septembre 1945	3me	250.—

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 24 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX.

Tous Services et Divisions. Promotions.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS ;

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du personnel auxiliaire, est fixé comme suit, pour le mois de Novembre 1945 :

Nom et Prénom	Fonction	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
Secrétariat Général				
M. Vuylstèke Denis	Expéditionnaire	2 ^{me}	39.000	1 ^{er} Novembre 1945
1^{re} Division				
MM. Chatroussat Marcel	Expéditionnaire	3 ^{me}	41.000	1 ^{er} Novembre 1945
Six Fernand	Expéditionnaire	2 ^{me}	39.000	1 ^{er} Novembre 1945
Vanberselaert Michel	Chef de Centre	3 ^{me}	41.000	1 ^{er} Novembre 1945
M ^{mes} Coisne Christiane	Expéditionnaire	3 ^{me}	41.000	1 ^{er} Novembre 1945
Catel Georgina	Expéditionnaire	2 ^{me}	39.000	1 ^{er} Novembre 1945
Jacquet Suzanne	Expéditionnaire	3 ^{me}	41.000	1 ^{er} Novembre 1945
Laurent Aline	Commis	4 ^{me}	43.000	1 ^{er} Novembre 1945
3^{me} Division				
M. Pollet Albert	Expéditionnaire	1 ^{re}	37.000	1 ^{er} Novembre 1945
4^{me} Division				
M ^{mes} Didelot Madelcine	Concierge	2 ^{me}	29.600	1 ^{er} Novembre 1945 (1/2 vac.)
Ternin Simone	Expéditionnaire	2 ^{me}	39.000	1 ^{er} Novembre 1945

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Généralités.

Agents mineurs. Traitements.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement des agents mineurs ci-après désignés, est fixé comme suit, à compter du 1^{er} Décembre 1945 :

Nom et Prénom	Fonction	Affectation	Date de naissance	Traitement
M. Cocu René	Coursier	S. G.	5 Novembre 1929	32.000
M ^{lle} Pasbecq Jeanne	Expéditionnaire	1 ^{re} Division	19 Novembre 1929	33.000

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Démission. M^{me} Augustine Heurtaux.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 31 Octobre 1945, par laquelle M^{me} Augustine Heurtaux, Expéditionnaire affectée au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Augustine Heurtaux, Expéditionnaire affectée au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.

Démission. M^{le} Elisabeth Biarez.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 8 Novembre 1945 par laquelle M^{lle} Elisabeth Biarez, Assistante Médico-Sociale Diplômée d'Etat, affectée au 2^{me} Bureau de la 5^{me} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Elisabeth Biarez, Assistante Médico-Sociale Diplômée d'Etat, affectée au 2^{me} Bureau de la 5^{me} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à partir du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Démission. Victor De Ceuleneer.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 17 Novembre 1945 par laquelle M. Victor De Ceuleneer, Commis affecté au Service des Grands Travaux, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Victor De Ceuleneer, Commis affecté au Service des Grands Travaux, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 17 Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Démission. M^{lle} Madeleine Thelliez.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre par laquelle M^{lle} Madeleine Thelliez, expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Madeleine Thelliez, expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 18 Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Démission. M^{me} Marcelle Dezaeytydt.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre par laquelle M^{me} Marcelle Dezaeytydt, expéditionnaire affectée au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Marcelle Dezaeytydt, expéditionnaire affectée au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 20 Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.
Démission. M^{me} Jeanne Vanden Boosche.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 16 Novembre 1945, par laquelle M^{me} Jeanne Vanden Bossche, expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Jeanne Vanden Bossche, expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.
Démission. M^{me} Marguerite Du Bois.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 1^{er} Novembre 1945, par laquelle M^{me} Marguerite Du Bois, expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Marguerite Du Bois, expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Démission. M^{lle} Germaine Dehague.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 10 courant par laquelle M^{lle} Germaine Dehague, expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Germaine Dehague, expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.

Démission. M^{lle} Gabrielle Dekeerschiet.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 31 Octobre 1945 par laquelle M^{lle} Gabrielle Dekeerschiet, Assistante Chef affectée au 2^{me} Bureau de la 5^{me} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Gabrielle Dekeerschiet, Assistante Chef affectée au 2^{me} Bureau de la 5^{me} Division, démissionnaire cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^{me} Division.

Radiation. M^{me} Bauet.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Considérant que M^{me} Bauet, expéditionnaire affectée à la 3^{me} Division, service des Prestations, n'a pas paru à son service depuis le 12 Novembre, malgré l'invitation qui lui en avait été faite par lettre du 3 courant, comme suite à une demande de congé sans solde qu'elle avait formulée, et à laquelle l'Administration Municipale n'avait pas cru pouvoir réserver une suite favorable ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Bauet, expéditionnaire affectée à la 3^{me} Division, Service des Prestations, est rayée des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 12 Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.

Démission. M^{lle} Yvonne François.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 5 Novembre 1945 par laquelle M^{lle} Yvonne François, expéditionnaire affectée au 2^{me} Bureau de la 5^{me} Division, donne sa démission :

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Yvonne François, expéditionnaire affectée au 2^{me} Bureau de la 5^{me} Division, démissionnaire, cesse de faire partie du cadre du Personnel Auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 5 Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Admission à la Retraite.
Marcel Remy.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux, article 18 ;

Vu la lettre en date du 6 Août 1945 par laquelle M. Marcel Remy, Sapeur-Pompier, sollicite sa mise à la retraite pour raison de santé ;

Vu le procès-verbal de la Commission de Réforme en date du 18 Octobre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Remy, Sapeur-Pompier, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à partir du 4 Février 1946.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Admission à la Retraite.
Camille Verhaeghe.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux, article 18 ;

Vu la lettre en date du 30 Juillet 1945 par laquelle M. Camille Verhaeghe, Désinfecteur, sollicite sa mise à la retraite pour raison de santé ;

Vu le procès-verbal de la Commission de Réforme en date du 18 Octobre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Camille Verhaeghe, Désinfecteur affecté à la 5^{me} Division, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à partir du 25 Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Congé avec solde. Simon Grulois.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 24 ;

Vu nos arrêtés antérieurs accordant un congé de longue durée à M. Simon Grulois, commis ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé, pour une durée de trois mois, le congé avec solde accordé à M. Simon Grulois, commis affecté au Service des Promenades et Jardins.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 17 Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^{me} Division.

Congé avec solde. Louis Depauw.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 24 ;

Vu nos arrêtés antérieurs accordant un congé de longue durée à M. Louis Depauw, commis affecté au 1^{er} Bureau de la 3^{me} Division ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est renouvelé pour une durée de trois mois, le congé avec solde accordé à M. Louis Depauw, commis affecté au 1^{er} Bureau de la 3^{me} Division.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 5 Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Congé avec demi-solde. Henri Bart.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 24 ;

Vu nos arrêtés antérieurs accordant un congé de longue durée à M. Henri Bart, ouvrier paveur détaché au Service des Promenades et Jardins.

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un congé de trois mois, avec demi-traitement est accordé à M. Henri Bart, ouvrier paveur détaché au Service des Promenades et Jardins.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.
Concours d'Inspecteurs d'Hygiène. Classement.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu le règlement du concours pour l'emploi d'Inspecteur d'hygiène ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu les 27 Octobre et 3 Novembre 1945 pour l'accès au dit emploi ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau de classement pour l'emploi d'Inspecteur d'hygiène est établi comme suit :

1^o *Au titre civil* : MM. Damanne et Dupas.

2^o *Au titre Prisonnier de guerre* : MM. Bosier, Chimot et Legros.

Etant entendu que M. Bosier, qui a obtenu les 2/3 des points exigés pour le concours normal, ne sera pas soumis au stage de 3 mois prévu par l'arrêté du 6 Septembre 1945 fixant les conditions du concours réservé aux anciens prisonniers.

ARTICLE 2. — Le présent tableau de classement est valable pour une durée de 2 ans à compter du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Généralités.

Agents mineurs. Traitements.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement des agents mineurs ci-après désignés, est fixé comme suit, à compter du 1^{er} Novembre 1945 :

Nom et prénom	Fonction	Affectation	Date de naissance	Traitement
Procureur André	Coursier	S. G.	19 Octobre 1929	32.000
Delcueillierie C.	Expéditionnaire	1 ^{re} D.	14 Octobre 1929	33.000

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

COURS MUNICIPAUX. — Cours Municipaux Professionnels.

Professeur. M^{lle} Bonnel.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 22 Mars 1945 ;

Vu notre arrêté n° 602 en date du 30 Octobre 1945, portant nomination du personnel des Cours municipaux professionnels de filles ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Bonnel Marcelle est chargée, à dater du 1^{er} Décembre 1945, du cours de sténo-dactylo, en remplacement de M^{lle} Colas Jeanne.

ARTICLE 2. — M^{lle} Bonnel effectuera 5 heures de cours par semaine et sera rétribuée à raison de 2.800 francs l'heure-année.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.

Personnel enseignant. Reclassement.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 29 Août 1945, approuvée par M. le Préfet du Nord, le 19 Septembre 1945 relevant le traitement du personnel enseignant du Conservatoire et celle en date du 28 Juin 1945 décidant de tenir compte aux agents municipaux pour le calcul de leur ancienneté de classe, des services militaires qu'ils ont effectués ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Compte tenu des services militaires par eux effectués, les professeurs du Conservatoire de musique sont reclassés comme suit, avec effet du 1^{er} Février 1945 :

Noms et prénoms	Nature des cours	Nombre d'heures	Classe	Taux annuel	Traitement	Ancienneté dans la classe
Ganjac Edmond	Orchestre	2	1 ^{re}	6.300	12.600	16 Mai 1941
	Histoire	2	1 ^{re}	6.300	12.600	16 Mai 1941
	de la musique	8	1 ^{re}	6.300	50.400	16 Mai 1941
Cottinet Maurice	Harmonie					cesse ses fonctions le 1 ^{er} Nov. 1945
	Diction	12	2 ^{me}	5.700	68.400	1 ^{er} Mai 1942
Delattre Fernand	Diction	12	1 ^{re}	6.300	75.600	1 ^{er} Mai 1945
	Cornet-trompette					
Duriez-Pagant Jeanne ...	jour	6	1 ^{re}	6.300	37.800	1 ^{er} Octobre 1933
	Cornet-trompette	6	1 ^{re}	6.300	37.800	1 ^{er} Octobre 1933
	soir	6	1 ^{re}	6.300	37.800	1 ^{er} Octobre 1933
	piano préparatoire	6	1 ^{re}	6.300	37.800	1 ^{er} Septembre 1938

Noms et prénoms	Nature des cours	Nombre d'heures	Classe	Taux annuel	Traitement	Ancienneté dans la classe
Tallon Adrien	Violoncelle prépar.	6	1re	6.300	37.800	1er Juin 1941
	Violoncelle supér.	6	1re	6.300	37.800	1er Juin 1941 à compter du 16 Mars 1945 rempt. Vannier
Caquant François	Piano préparatoire	6	1re	6.300	37.800	1er Octobre 1933
	Solfège élémentaire	9	1re	6.300	56.700	1er Octobre 1933
Quinsac-Verdier M.Louise	Piano préparatoire	6	1re	6.300	37.800	1er Novembre 1942
	Piano supérieur	6	1re	6.300	37.800	1er Novembre 1942
Van Rechem Edmonde ..	Solfège préparat.	6	1re	6.300	37.800	1er Juin 1937
Cornil Jeanne	Solfège supérieur	6	1re	6.300	37.800	1er Juin 1935
Pellemeule Edmond	Solfège supérieur	6	1re	6.300	37.800	1er Septembre 1935
Ceugnart Rolande	Violon préparat.	6	4me	4.650	27.900	1er Juin 1944
	Violon supérieur	6	4me	4.650	27.900	1er Juin 1944
* Danette Albert	Cor	3	1re	6.300	18.900	16 Septembre 1944
	Cor	6	1re	6.300	37.800	16 Septembre 1944 cours porté à 6 h. le 1er Mars 1945
Coucke Alfred	Contrebasse	6	1re	6.300	37.800	1er Octobre 1928
Lecocq Léon	Orgue	6	5me	4.050	24.300	1er Juillet 1943
Fontaine Elissa	Chant	12	6me	3.600	43.200	1er Novembre 1942
	Chant	12	5me	4.050	48.600	1er Novembre 1945
Decombe Léonie	Piano supérieur	9	5me	4.050	36.450	1er Octobre 1944
Robillard Raymond	Chœurs	4	4me	4.650	18.600	1er Janvier 1943
Defer Maurice	Basson	3	5me	4.050	12.150	1er Juillet 1942
	Basson	6	5me	4.050	24.300	1er Juillet 1942 cours porté à 6 h. le 1er Mars 1945
	Basson	6	4me	4.650	27.900	1er Juillet 1945 cours supprimé le 1er Octobre 1945
	Saxophone	9	5me	4.050	36.450	1er Juillet 1942
	Saxophone	9	4me	4.650	41.850	1er Juillet 1945
Hannart Edmond	Clarinette	9	5me	4.050	36.450	1er Avril 1943
Vannier Roger	Violoncelle supér.	6	6me	3.600	21.600	1er Novembre 1942 remplacé le 16 Mars 1945 par M. Tallon
Legrand Franck	Hautbois	3	6me	3.600	10.800	1er Octobre 1942
	Hautbois	6	6me	3.600	21.600	1er Octobre 1942 cours porté à 6 h. le 1er Mars 1945
						supprimé le 1er Juillet 1945
Hecquet Marguerite	Alto	3	6me	3.600	10.800	1er Juillet 1942
	Alto	6	6me	3.600	21.600	1er Juillet 1942 cours porté à 6 h. le 1er Mars 1945
	Alto	6	5me	4.050	24.300	1er Juillet 1945 cesse ses fonctions le 1er Octobre 1945

Noms et prénoms	Nature des cours	Nombre à débiter	Classe	Taux annuel	Traitement	Ancienneté dans la classe
Vanstaarts Julien	Violon supérieur préparatoire	9 12	1 ^{re} 1 ^{re}	6.300 6.300	56.700 75.600	1 ^{er} Février 1935 1 ^{er} Février 1935 cours porté à 12 h. à compter du 1 ^{er} Mars 1945
Roussel Jacqueline	Musique de chambre	4	1 ^{re}	6.300	25.200	1 ^{er} Février 1935
Gaillard Suzanne	Pianiste accompagnatrice	6	6 ^{me}	3.600	21.600	1 ^{er} Novembre 1942
Cordonnier Simone		6	6 ^{me}	3.600	21.600	1 ^{er} Octobre 1943
Maene René	Harpe	6	6 ^{me}	3.600	21.600	1 ^{er} Octobre 1944
	Trombone	6	4 ^{me}	4.650	27.900	16 Décembre 1944 en fonctions le 1 ^{er} Avril 1945
Van Coppenolle Robert..	Hautbois	6	1 ^{re}	6.300	37.800	1 ^{er} Octobre 1941 reprend ses fonc- tions le 1 ^{er} Octobre 1945
Deswarte Henri	Solfège prép.	6	1 ^{re}	6.300	37.800	1 ^{er} Février 1926
	Solfège prép.	9	1 ^{re}	6.300	56.700	1 ^{er} Février 1926
Renard Henri	Flûte	3	1 ^{re}	6.300	18.900	1 ^{er} Février 1926 cours porté à 6 h. le 1 ^{er} Mars 1945
	Flûte	6	1 ^{re}	6.300	37.800	1 ^{er} Août 1928
	Musique de chambre	4	1 ^{re}	6.300	25.200	1 ^{er} Février 1926 Le cours de musi- que de chambre est suspendu à comp- ter du 1 ^{er} Novem- bre 1945
Plessier Léon	Basson	6	2 ^{me}	5.700	34.200	1 ^{er} Décembre 1943 reprend ses fonc- tions le 1 ^{er} Octobre 1944
Heenebelle Paul	Trombone	6	1 ^{re}	6.300	37.800	1 ^{er} Février 1936 cesse ses fonctions le 1 ^{er} Avril 1945

ARTICLE 2. — Les intéressés bénéficieront en outre, des indemnités et accessoires prévus par notre délibération sus-visée.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Promotion. Jean Lafosse.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la délibération du Conseil Municipal, en date du 29 Août 1945, approuvée par M. le Préfet du Nord le 20 Septembre 1945 et l'état y annexé, portant reclassement du personnel auxiliaire ;

Vu notre arrêté en date du 11 Octobre 1945 nommant M. Jean Lafosse, garde municipal affecté au service des Promenades et Jardins ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jean Lafosse, garde municipal à compter du 1^{er} Octobre 1945 est versé dans le 4^{me} échelon de son emploi, au traitement de 39.000 francs, majoré des indemnités auxquelles il peut prétendre.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 27 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Nomination. Jérôme Dernoncourt.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jérôme Dernoncourt, né le 7 Janvier 1908 est nommé cantonnier au service de la Propreté Publique, en remplacement de M. Bahier, atteint par la limite d'âge.

ARTICLE 2. — M. Jérôme Dernoncourt est versé dans la 7^{me} classe de son emploi, au traitement de 36.000 francs, majoré des indemnités auxquelles il peut prétendre.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 27 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Promotion. Désiré Desieter.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Désiré Desieter, cantonnier au service de la Propreté Publique, est promu serrurier-tôlier affecté au service des Bâtiments.

ARTICLE 2. — M. Désiré Desieter est versé dans la 7^{me} classe de son emploi au traitement de 48.000 francs majoré des indemnités auxquelles il peut prétendre.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Septembre 1945.

Hôtel de Ville, le 27 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^{me} Division.

Promotion. M^{lle} Marcelle Menet.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Mademoiselle Marcelle Menet, affectée à la 3^{me} Division, 4^{me} Bureau, née le 5 Septembre 1927, est versée dans le 1^{er} échelon du personnel de bureau au traitement de 37.000 francs.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 27 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Ecole Régionale
d'Architecture. Professeurs. Nouveaux traitements.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal, en date du 2 Août 1945, approuvée par M. le Préfet du Nord le 5 Novembre 1945, portant relèvement des indemnités allouées au Personnel enseignant de l'Ecole Régionale d'Architecture ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les traitements des professeurs de l'Ecole Régionale d'Architecture ci-après désignés sont fixés comme suit, à compter du 1^{er} Février 1945.

Nom et Prénom	Désignation des cours	Nombre de leçons	Traitement
Deregnaucourt Ferdinand	Théorie de l'Architecture	45	13.500
Deregnaucourt Ferdinand	Stérotomie	35	10.500
Léeroart Omer	Construction	45	13.500
Gaillard Georges	Histoire de l'Art	45	13.500
Gaillard Georges	Histoire de l'Architecture	45	13.500
Lemoine Gustave	Mathématiques	40	12.000
Lemoine Gustave	Géométrie descriptive	35	10.500
Lemoine Gustave	Perspective	30	9.000
Gounon André	Résistance des matériaux	35	10.500
Picoux Robert	Physique-Chimie	35	10.500
			en fonction le 1.10 45
Dufour Constantin	Législation	30	9.000
Lisambert Emile	Comptabilité	25	7.500
Cléty Constant	Dessin ornement et figure	25	7.500
Blaise Aimé	Modelage	25	7.500

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 27 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Ecole Régionale d'Architecture. Directeur. Indemnité annuelle.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 2 Août 1945, approuvée par M. le Préfet du Nord le 5 Novembre 1945, portant relèvement des indemnités allouées au personnel enseignant de l'Ecole Régionale d'Architecture :

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'indemnité annuelle, non soumise à retenue au profit de la Caisse des Retraites, allouée à M. Favier, Directeur de l'Ecole Régionale d'Architecture, est portée à 140.000 francs.

ARTICLE 2. — Est portée à 45.000 francs par an, l'indemnité allouée à M. Favier, pour frais de déplacement.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945.

Hôtel de Ville, le 27 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Ecole Régionale
d'Architecture. Chefs d'atelier. Indemnité.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de l'Ecole Régionale d'Architecture agréé par M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, suivant arrêté du 26 Novembre 1942 paru au Journal Officiel du 10 Décembre 1942 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 2 Août 1945, approuvée par M. le Préfet du Nord le 5 Novembre 1945, portant relèvement des indemnités allouées au personnel enseignant de l'Ecole Régionale d'Architecture ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'indemnité annuelle, non soumise à retenue au profit de la Caisse des Retraites, allouée à MM. Clément et Lys, 1^{er} et 2^{me} chefs d'atelier à l'Ecole Régionale d'Architecture, est portée à 100.000 francs.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Février 1945 pour M. Clément et du 10 Octobre 1945 pour M. Lys.

Hôtel de Ville, le 27 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Admission à la Retraite.
Jules Declermortier.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Bataillon des Sapeurs-Pompiers ;

Vu la lettre en date du 2 Novembre 1945 par laquelle M. Jules Declermortier, Capitaine volontaire au Bataillon des Sapeurs-Pompiers, sollicite sa mise à la retraite ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jules Declermortier, né le 1^{er} Novembre 1878, Capitaine volontaire au Bataillon des Sapeurs-Pompiers, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à partir du 25 Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 27 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.
Professeur. Nomination. Bouillard.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement du Conservatoire National de Musique ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Bouillard, Professeur de flûte de 1^{re} classe au Conservatoire National de Musique, est chargé de l'intérin des cours d'Harmonie (8 heures), d'Histoire de la Musique (2 heures), et de la classe d'Orchestre (2 heures).

ARTICLE 2. — M. Bouillard recevra un traitement annuel de 75.600 francs, non soumis à retenue au profit de la Caisse des Retraites.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 29 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Démission. M^{lle} Lucienne Verdière.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Lucienne Verdière, Commis, affectée à l'Internat du Lycée Fénélon, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 29 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Nomination. M^{lle} René Bourdon.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Renée Bourdon, née le 29 Juillet 1921, est nommée commis affectée à l'Internat du Lycée Fénélon, en remplacement de M^{lle} Lucienne Verdière, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M^{lle} Bourdon est versée dans la catégorie « Personnel de bureau », 1^{er} échelon au traitement de 37.000 fr. majoré des indemnités auxquelles elle peut prétendre.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 29 Novembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

HYGIÈNE. — Statistique Sanitaire. Mois de Novembre 1945.

I. — RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

MARIAGES	DIVORCES	NAISSANCES (mort-nés non compris)			MORT-NÉS			DÉCÈS (mort-nés non compris)	ENFANTS MIS EN NOURRICE		
		Légitimes	Illégitimes	Total	Légitimes	Illégitimes	Total		NÉS dans la commune PLACES hors de la commune	NÉS hors de la commune PLACES dans la commune	NÉS hors de la commune PLACES dans la commune
159	33	346	77	423	12	1	13	300	1	2	0

II. — RÉPARTITION DES DÉCÈS PAR CAUSE ET PAR AGE

(MORT-NÉS NON COMPTÉS)

(Ce tableau doit comprendre tous les décès sans exception survenus sur le territoire de la commune)

NUMÉROS d'ordre	CAUSES DE DÉCÈS (Nomenclature internationale)	MOINS	De 1	De 20	De 40	De	TOTAUX
		de 1 an	à 19 ans	à 39 ans	à 59 ans	60 ans et au delà	
1	Fièvre typhoïde						
	ou paratyphoïde (Typhus abdominal)	»	»	»	»	»	»
2	Typhus exanthématique	»	»	»	»	»	»
3	Fièvre et Cachexie paludéennes	»	»	»	»	»	»
4	Variole	»	»	»	»	»	»
5	Rougeole	»	»	»	»	»	»
6	Scarlatine	»	»	»	»	»	»
7	Coqueluche	1	»	»	»	»	1
8	Diphtérie et Croup	2	1	»	»	»	3
9	Grippe	1	»	»	»	1	2
10	Choléra asiatique	»	»	»	»	»	»
11	Entérite cholériforme	»	»	»	»	»	»
12	Autres maladies épidémiques	»	»	»	»	»	»
13	Tuberculose de l'appareil respiratoire	»	3	9	7	5	24
14	Tuberculose des méninges ou du système nerveux central	»	1	»	»	»	1
15	Autres Tuberculoses	»	»	1	»	1	2
16	Cancer et autres Tumeurs malignes	»	»	»	11	35	46
17	Méningite simple	2	»	1	»	»	3
18	Hémorragie et Ramollissement du cerveau	»	»	1	2	11	14
19	Maladies du cœur (non compris angine de poitrine)	»	»	2	5	27	34
20	Bronchite aiguë (y compris les bronchites sans épithète de moins de 5 ans)	»	»	»	»	2	2
21	Bronchite chronique (y compris les bronchites sans épithète de 5 ans et plus)	»	»	»	1	»	1
22	Pneumonie	»	»	»	»	5	5
23	Autres Affections de l'appareil respiratoire (Phtisie exceptée)	4	2	1	6	20	33
24	Affections de l'estomac (Cancer excepté)	»	»	»	3	»	3
25	Diarrhée et Entérite (Au-dessous de deux ans)	9	»	»	»	1	10
26	Appendicite et Typhlite	»	1	»	»	»	1
27	Hernie, Obstruction intestinale	1	»	»	»	2	3
28	Cirrhose du foie	»	»	»	»	2	2
29	Néphrite aiguë ou chronique	»	1	»	1	3	5
30	Tumeurs non cancéreuses et autres affections des organes génitaux de la femme	»	»	1	»	»	1
31	Septicémie puerpérale, Fièvre, Périlonite, Phlébite puerpérales)	»	»	1	»	»	1
32	Autres accidents puerpéraux de la grossesse et de l'accouchement	»	»	»	1	»	1
33	Débilité congénitale et Vices de conformation	5	»	»	»	»	5
34	Sémité	»	»	»	»	17	17
35	Morts violentes (suicide excepté)	»	1	3	5	2	11
36	Suicide	»	»	»	»	2	2
37	Autres Maladies	4	3	6	12	28	53
38	Maladie inconnue ou mal définie	»	2	3	5	4	14
TOTAUX		29	15	29	59	168	300

BULLETIN ADMINISTRATIF

SOMMAIRE

Pages

Conseil Municipal :

• Commission :

Sous-commission chargée de la vérification de l'exploitation des Théâtres Municipaux. Nominations .. 974

Administration Municipale :

Adjointe :

Délégation 967

Code des Arrêtés Municipaux :

Article 1.087 bis 1009

Modifications :

Articles 206-208-209-210-211 952

Article 824 1013

Article 1001 1014

Abrogation. Article 559 965

Baux :

Locations diverses :

Auberge de la Jeunesse. Avenue Julien Destrée 977

Fêtes et Cérémonies :

Foires et Kermesses :

Foire d'Hiver. Heures d'ouverture 990-1012

Police Administrative :

Etat-Civil :

Médecins. Nominations	1031
Indemnité. Docteur Gosselin	1030
Indemnité. Docteur Cordonnier	1029
Mouvement de la population pendant l'année 1945 ..	1041

Voirie :

Interruption de circulation :

Avenue du Peuple Belge	989
------------------------------	-----

Musées :

Commissions des Musées de Lille :

Membres. Nominations.	1033
----------------------------	------

Théâtre Municipaux :

Généralités :

Sous-commission chargée de la vérification de l'exploitation des Théâtres Municipaux. Nominations ..	974
------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Enseignement des Beaux-Arts :

Ecole des Beaux-Arts :

Commission de Surveillance et d'Administration. Nomination	1015
---------------------------------------------------------------------	------

Conservatoire :

Commission de Surveillance et de Patronage. Nominations	986
---------------------------------------------------------------	-----

Professeurs :

Decombe-Foret (M ^{me})	997
Ceugnart-Castelain (M ^{me})	1000
Cordonnier Simone (M ^{lle})	1001

Defer Maurice	1001
Hannart Edmond	1002
Dhaene René	1003
Vannier Roger	1017
Pellemeule Edmond	1019
Caquant François	1018
Simonnar Paul	1026
Bikelas Hélène (M ^{lle})	999
Verdier Roger	1004
Decarme Jean	1020
Deswarte Charles	1021
Lecocq Pierre	1022
Vervineck Jacqueline (M ^{lle})	1023
Charlet André	1024
Camart Georgette (M ^{lle})	1025
Hazard Robert	1027
Conord Charles	1028
Abrogation d'arrêté. Tallon	1029

Enseignement du 2^{me} degré :

Ecole Jean Macé :

Cantines	1008
----------------	------

Enseignement Technique :

Institut Denis Diderot :

Cantines	1008
----------------	------

Collège Valentine Labbé :

Cantines	1008
----------------	------

Enseignement Primaire :

Inspection Médicale Scolaire :

Médecins. Nominations.	985
-----------------------------	-----

Cours Municipaux :

Cours Municipaux Professionnels :

Etat du Personnel	957
-------------------------	-----

Bureau de Bienfaisance :

Commission Administrative :

Nomination	1007
------------------	------

Statistiques :

Dispensaires. Année 1945	1039
--------------------------------	------

Hospices :

Hospices et Hôpitaux :

Statistique pour 1945	1042
-----------------------------	------

Finances :

Recettes :

Abrogation d'Arrêtés	972
----------------------------	-----

Hygiène :

Statistique sanitaire :

Mois de Décembre 1945	1037
-----------------------------	------

Année 1945	1038
------------------	------

Statistiques :

Année 1945	1039
------------------	------

Transports sanitaires. Année 1945	1040
-----------------------------------------	------

Police :

Voie Publique :

Interruption de circulation. Pont de la Citadelle	974
Taxis de louage. Commissions de discipline ..	950 et 951

Services Municipaux :

Généralités :

Concours pour l'emploi de rédacteurs.	
Programme	961 et 963
Concours pour l'emploi de rédacteurs. Jury	975
Examen professionnel. Jury	976
Tous Services et Directions. Promotions	987
Agents mineurs. Traitements	995 et 1032
Personnel ouvrier. Reclassement	1005
Comptables auxiliaires. Reclassement	1008

Cadre Principal :

Première Division :

Traitement. Serrure Maximilien	992
Congé avec demi-solde. Serrure Maximilien	981

Deuxième Division :

Nominations :

Jansoone Henri	993
Charbonnier Georges	989

Troisième Division :

Congé avec demi-solde. Chambon Germain	981
----------------------------------------------	-----

Quatrième Division :

Nomination. Crombez Odette (M ^{lle})	992
Promotion. Ronse Jules	967

Cinquième Division :

Nominations :

Bosier Gaston	980
Damianne Marcel	979
Promotion : Debut Désiré	968
Congé avec demi-solde. Verhaeghe Camille	982

Sapeurs-Pompiers :

Promotion. Leleu Gustave	988
Congé avec demi-solde. Marcel Remy	991

Cadre Auxiliaire :

Première Division :

Démissions :

Turpin Germaine (M ^{me})	1011
Marcourt Julienne (M ^{me})	994
Vandenbossche Alfred	994
Dupays Georges	983
Hennebicq Renée (M ^{me})	983

Deuxième Division :

Nominations :

Bentein Romanie (M ^{me})	996
Delannoy Simone (M ^{me})	969
Bridel Suzanne (M ^{me})	969

Réintégrations :

Serève Roger	1010
Deherripon Paul	996

Radiations :

Cardon Julia (M ^{me})	1032
Baillon Jean Baptiste	984

Démissions :

Masson Emile	1012
Dufour Alphonse	997
Delbecq Marcel	982
Théron Raymond	973

Quatrième Division :

Promotion. Vielly Georgette (M ^{lle})	1016
Nomination. Vielly (M ^{lle})	971
Démission. Carpentier Raymonde (M ^{me})	970

Caisse des Retraites :

Admission à la retraite :

Denieulin Germaine (M ^{lle})	971
Cramette Gaston	973

**POLICE. — Voie publique. Taxis de louage.
Commission de discipline.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97,

Vu les articles 166 à 190 du Code des Arrêtés municipaux réglementant le stationnement des taximètres automobiles et, notamment l'article 180 concernant la Commission de discipline des chauffeurs de taxis ;

Vu notre arrêté du 5 Juin 1945 nommant les membres de la Commission de discipline des chauffeurs de taxis ;

Vu notre arrêté du 3 Novembre 1945 modifiant les délégations données à MM. les adjoints :

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Notre arrêté en date du 5 Juin 1945 est modifié comme suit :

Sont nommés, sous notre présidence, membres de la Commission de Discipline des Chauffeurs de taxis :

MM. Broux, adjoint au maire ;

Lussiez, conseiller municipal ;

Soulie, conseiller municipal ;

- Le Commissaire Central de Police ou son représentant ;

Delfosse, délégué du Syndicat des chauffeurs de taxis ;

Beaurepaire, délégué du Syndicat des chauffeurs de taxis ;

Thery, délégué du Syndicat des chauffeurs de taxis ;

Botte, délégué du Syndicat des chauffeurs de taxis.

Est adjoint à cette Commission, à titre consultatif :

M. Courthéoux, Ingénieur Chef des Services Publics.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 3 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

POLICE. — Voie publique. Taxis de louage.
Commission de discipline.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu les articles 166 à 190 du Code des Arrêtés Municipaux réglementant le stationnement et la circulation des taximètres automobiles et, notamment, l'article 171 concernant la Commission d'examen ;

Vu notre arrêté du 5 Juin 1945 nommant les membres de la Commission d'examen des Chauffeurs de taxis ;

Vu notre arrêté du 3 Novembre 1945 modifiant les délégations données à MM. les adjoints ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Notre arrêté en date du 5 Juin 1945 est modifié comme suit :

Sont nommés, sous notre présidence, membres de la Commission d'examen des chauffeurs de taxis :

MM. Soulie, Conseiller municipal ;

Le Commissaire Central de Police ou son représentant ;

Le Docteur Parmentier du service médical municipal ;

Delfosse, délégué du Syndicat des chauffeurs de taxis ;

Thery, délégué du Syndicat des chauffeurs de taxis.

Est adjoint à cette Commission, à titre consultatif :

M. Courthéoux, Ingénieur chef des Services Publics.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 3 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ADMINISTRATION MUNICIPALE. — Code des arrêtés Municipaux. Articles 206, 208, 209, 210, 211. Modifications.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu le code des arrêtés municipaux ;

Considérant qu'il importe de faciliter la circulation générale et atténuer la gêne apportée à l'usage normal des voies publiques par la circulation et le stationnement des marchands ambulants ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Les articles 206 et 208 à 211 du code des arrêtés municipaux sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Article 206 (nouveau). — Les marchands ambulants devront satisfaire aux prescriptions suivantes :

a) Ils ne pourront exercer leur activité sur la voie publique — que la marchandise soit offerte sur des voitures automobiles, hippomobiles ou trainées à bras, dans des paniers ou sur des éventaires, etc... — qu'autant qu'ils en auront obtenu l'autorisation de l'autorité compétente ;

b) Ils devront circuler continuellement et passer d'une rue à l'autre. Sauf autorisation spéciale, il leur est interdit de stationner à demeure en aucun point de la voie publique. Toute allée et venue dans une même rue est considérée comme stationnement illicite.

Il leur est également défendu de stationner pour le débit de leur marchandise à moins de vingt mètres d'une boutique de commerçant où se vendent les mêmes denrées.

En outre, dans la première zone, dite du centre, définie et délimitée ci-après, la circulation des colporteurs, marchands ambulants et vendeurs divers en quête d'acheteurs avec des marchandises ou des denrées de quelque nature que ce soit :

1°) Est totalement interdite dans les rues Anatole France, place de Béthune, rues de Béthune, Faidherbe, place de la Gare, square de Jussieu, côté des numéros impairs, rues du Molinel. (trougon compris entre les rues de Paris et de Tournai), Natio-

nale, Neuve. de Paris, des Ponts de Comines (entre les rues de Paris et de la Quenette), du Priez, parvis Saint-Maurice, rues du Sec Arenbault et de Tournai.

2°) Est interdite à partir de treize heures dans les rues de ladite zone.

Le stationnement et l'étalage des produits et marchandises des colporteurs, marchands et vendeurs divers, à l'exception des marchands des quatre-saisons, qui sont régis par les dispositions de l'article 208, pourront être autorisés, dans les limites ci-après, à certains emplacements ne gênant pas la circulation.

A cet effet, le territoire de la Ville est divisé en deux zones :

La première zone, dite du centre, est délimitée par les voies et places suivantes qui y sont incluses, zone dans laquelle les stationnements et étalages sont strictement interdits :

Porte de Roubaix, rues Saint-Hubert, du Vieux Faubourg, des Buisseries, place de la Gare, rues de Tournai, du Molinel, place Richebé, de la République, boulevard de la Liberté, rue de Tenremonde, place de l'Arsenal, rues des Bouchers, de la Barre, Esquermoise, Basse, des Chats Bossus, place du Lion d'Or, rue Saint Jacques, place aux Bleuets, rues des Canonniers, de Roubaix.

La deuxième zone comprend le reste du territoire.

Dans cette zone, des permis de stationnement pourront, sous réserve des nécessités de la circulation, être accordés pour tous endroits, sauf rue Léon Gambetta et dans les traverses des routes nationales et départementales.

c) Ils devront se conformer aux prescriptions du Code de la route, des règlements municipaux, etc... notamment pour ce qui concerne l'observation du sens unique et du sens interdit.

Durant le temps nécessaire à la vente et à la livraison de leur marchandises, les marchands ambulants utilisant des véhicules devront se ranger en bordure du trottoir de manière à ne pas entraver la circulation des voitures ni celle des piétons.

d) Ils ne pourront annoncer bruyamment le prix et la qualité de leur marchandise, ni la vendre, ou même l'offrir, dans un rayon de cent mètres d'un marché couvert.

e) Ils ne pourront en aucun cas laisser sur la voie publique ou ses dépendances, des voitures, des marchandises, des emballages, etc... susceptibles d'entraver la circulation.

f) Toute voiture de vente devra être munie, à sa partie antérieure gauche et de manière apparente, d'une plaque portant les nom et adresse du propriétaire et de la médaille délivrée par le service municipal de la voie publique.

g) Les médailles et permis sont essentiellement personnels et intransmissibles ; ils devront être restitués par les titulaires en cas de cessation de commerce.

h) Les marchands ambulants devront, en temps utile, faire connaître au service municipal de la Voie publique leurs changements de domicile ou de résidence.

i) Les droits de place se règlent à l'avance aux guichets de la Recette municipale (service de la collecte). Il doit être justifié de leur paiement à toute réquisition par la production de la quittance.

j) Un retard de trois mois dans le paiement des droits entraîne la révocation de l'autorisation. Un nouveau titre ne pourra être obtenu qu'après versement intégral des droits dus.

Dans les cas exceptionnels et, notamment, lorsque le défaillant pourra établir que sa carence résulte de l'impossibilité dans laquelle il s'est trouvé de se livrer à l'exercice de son commerce depuis l'interruption des paiements, l'Administration municipale appréciera la valeur des motifs invoqués et fixera le quantum à verser préalablement à la délivrance d'un nouveau permis.

k) Les voitures devront être convenablement éclairées dès la chute du jour.

Article 208 (nouveau). — Le stationnement des marchands des quatre-saisons et l'étalage de leurs produits et marchandises, est régi par les dispositions suivantes :

La Ville de Lille est divisée en deux zones définies et délimitées comme il est indiqué à l'article 206, paragraphe B.

Dans la première zone dite du centre, les stationnements et étalages sont strictement interdits, sauf aux emplacements ci-après, délimités par le service de la Voie publique et sur lesquels les marchands pourront être autorisés à stationner et faire étalage :

a) square Morisson et rue Pierre Dupont ;

b) rue du Molinel, côté des numéros impairs, partie comprise entre les rues Edouard Delesalle et du Plat, et au droit du terrain sis entre les numéros 77 et 85.

Dans la deuxième zone, des permis pourront, sous réserve des nécessités de la circulation, être accordés pour tous endroits, sauf rue Léon Gambetta et dans les traverses des routes nationales et départementales.

Article 209 (nouveau) — Aucun stationnement sur la voie publique ne sera toléré s'il n'est autorisé par permis spécial délivré par l'Autorité municipale.

Les pétitionnaires devront être français, âgés de 18 ans révolus, de bonnes vie et mœurs et compter au moins une année ininterrompue de résidence à Lille. Ils devront produire à l'appui de leur demande :

- un extrait d'acte de naissance ;
- un extrait du casier judiciaire ;
- un certificat de bonnes vie et mœurs n'ayant pas plus de trois mois de date ;
- une notice indiquant leur situation de famille et spécifiant si un ou des membres de leur famille sont, ou non, a) déjà titulaires d'emplacements fixes soit sur les marchés ou autour des marchés, soit sur la voie publique ; b) commerçants tenant magasin ou boutique.

L'autorisation sera

1°) refusée aux pétitionnaires déjà titulaires d'un emplacement fixe soit sur les marchés ou autour des marchés, soit sur la voie publique de même qu'aux commerçants tenant magasin ou boutique ;

2°) retirée aux permissionnaires qui, postérieurement à la date de leurs permis ne rempliraient plus les conditions requises pour l'obtention du titre, le statu quo étant toutefois maintenu pour les permissions accordées antérieurement à la mise en vigueur du présent arrêté.

Il ne pourra être accordé qu'une seule autorisation par famille habitant sous le même toit.

L'octroi et le maintien du permis sont conditionnés par le paiement régulier, chaque trimestre et d'avance, des droits de stationnement.

Si un titulaire d'emplacement fixe négligeait, durant trois mois consécutifs, d'occuper sa place ou s'il travaillait pour autrui, le retrait de l'autorisation serait immédiatement prononcé.

Tout permissionnaire qui, au cours d'un trimestre, renon-

cerait à son droit de stationnement ou à qui l'autorisation aurait été retirée pour quelque raison que ce soit, ne pourrait prétendre au remboursement, même partiel, des sommes par lui versées.

Article 210 (nouveau). — Les marchands des quatre-saisons dûment autorisés à stationner sur la voie publique devront observer les prescriptions suivantes :

a) L'autorisation étant délivrée à titre strictement personnel, et ne pouvant par suite être prêtée, cédée, louée ni vendue, ils devront occuper eux-mêmes l'emplacement assigné ;

b) Ils seront tenus, à toute réquisition des agents de l'autorité, d'exhiber leur médaille et leur permis ;

c) Ils ne pourront s'installer qu'à partir de sept heures aux emplacements attribués, lesquels seront toujours distants d'au moins 20 mètres de l'immeuble d'un commerçant vendant les mêmes produits. La vente devra se terminer à dix-neuf heures, les lieux, soigneusement débarrassés des ordures et balayés, seront rendus à la circulation à vingt heures au plus tard ;

d) Les dépôts de marchandises ou d'emballages vides sur la voie publique et ses dépendances sont formellement interdits sauf au moment de l'installation.

Article 211 (nouveau). — Les dispositions visant le paiement préalable des droits et l'usage personnel du permis, incluses dans les articles 209 et 210, pourront être tempérées en égard aux circonstances, maladie notamment, dont les titulaires d'emplacement sur la voie publique pourraient se prévaloir.

En particulier, les intéressés pourront par décision spéciale à chaque espèce, être autorisés à suppléer par un membre de leur famille habitant, en principe, sous le même toit et satisfaisant aux conditions posées pour l'obtention du permis.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 3 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

Vu, pour accusé réception,
Lille, le 19 Janvier 1946,
Pour le Préfet,
Le Chef de Division Délégué,
Signé : Illisible.

COURS MUNICIPAUX. — Cours municipaux professionnels.
Etat du personnel.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 22 Mars 1945 approuvée par M. le Préfet du Nord le 27 Mars 1945, portant relèvement du taux de l'heure-année allouée au personnel enseignant des Cours Municipaux Professionnels ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Cours Professionnels Municipaux. Garçons :

L'Etat du Personnel des Cours Professionnels Municipaux de garçons (année scolaire 1945-1946) est arrêté provisoirement comme suit à compter du 1^{er} Octobre 1945 :

Personnel Administratif :

MM. Fontaine Henri, Directeur — Traitement annuel :
(2.800 × 12) 33.600 frs

Van De Voorde François, Surveillant Général :
(2.800 × 9) 25.200 frs

Lebleu Armand, Chef de Travaux :
(2.800 × 9) 25.200 frs

ARTICLE 2. — Cours Professionnels Municipaux. Garçons :

A) Personnel enseignant des Cours Industriels :

a) Enseignement théorique : Taux heure-année :
Frs. 2.800.

Matières	Nom et prénoms	Fonctions	Nombre d'heures par semaine	Indemnité annuelle	Observations
Calcul appliqué ..	Parent Alexandre	P.	3	8.400	(IV) jusqu'au 30 Octobre 1945
	Tauizat Aimé	P.	1 1/2	4.200	
	Delcroix Robert	P.	4 1/2	12.600	
Français	Aelvoet Pierre	P.	1 1/2	4.200	
	Astruc Jean	P.	1 1/2	4.200	
Electricité	Poulain Noël	P.	3	8.400	
	Briche Julien	P.	3	8.400	
	Tranchart André	P.	4 1/2	12.600	

Matières	Nom et prénoms	Fonctions	Nombre d'heures par semaine	Indemnité annuelle	Observations
Dessin	Derudder Elie	P.	1 1/2	4.200	(III) jusqu'au 30 Octobre 1945
	Farineaux Marcel	P.	1 1/2	4.200	
	Lanvin Louis	P.	3	8.400	
	Maurette Michel	P.	9	25.200	
	Vandenberghe Léon	P.	9	25.200	
	Van Hagendoren Roger..	P.	3	8.400	
Technologie	Alberty Jean		3	8.400	
		P.			
	Baes Kléber	P.	1 1/2	4.200	
	Beaudonck André	P.	1 1/2	4.200	
	Crombet Gaston	P.	1 1/2	4.200	
	Degand Henri	P.	3	8.400	
	Dewez Marius	P.	1 1/2	4.200	
	Façon Léonard	P.	3	8.400	
	Keerle Charles	P.	1 1/2	4.200	
	Meurant Gabriel	P.	1 1/2	4.200	
	X	P.	1 1/2	4.200	
	Moermans Jean	P.	4	11.200	
Législation	Sillard Marcel	P.	1 1/2	4.200	
	Dedieu	P.	3	8.400	

b) Enseignement pratique : Taux heure-année :

Frs. 2.100.

Matières	Nom et prénoms	Fonctions	Nombre d'heures par semaine	Indemnité annuelle	Observations
Ajustage	Façon Léonard	Contrem.	3	6.300	(I) jusqu'au 30 Octobre 1945
	Goubet Léon	id.	4 1/2	9.450	
	Lachery Roger	id.	4 1/2	9.450	
	Pacaux Albert	id.	4 1/2	9.450	
	Vansteenberghe André ..	id.	9	18.900	
Tournage	Blervacque Maurice	id.	9	18.900	à partir du 15 Octobre 1945 (II) jusqu'au 30 Octobre 1945
	Crombet Gaston	id.	9	18.900	
Automobile	Degand Henri	id.	12	25.200	
Forge, soudure ..	Meurant Gabriel	id.	7 1/2	15.750	
Chaudronnerie ..	Wieme Marcel	id.	7 1/2	15.750	
Electricité	Leflon Daniel	id.	7 1/2	15.750	
Modèlerie	Alberty Jean	id.	6	12.600	
Menuiserie	Caby Félix	id.	4 1/2	9.450	
	Dewez Marius	id.	3	6.300	
	Moreeuw Pierre	id.	7 1/2	15.750	
Compos. typo	Beaudonck André	id.	5 1/2	11.550	
Impres. typo	Sillard Marcel	id.	5 1/2	11.550	
Impres litho	Baes Kléber	id.	5 1/2	11.550	

Modifications intervenues avec effet du 1^{er} Novembre 1945,
sans changement dans le montant de la dépense annuelle :

Ajustage E. P. ..	Vansteenberghé A				
	en remplacement de				
	M. Facon Léonard	Contrem.	3	6.300	(I)
Modèlerie E. P. ..	Caby Félix	Contrem.	1 1/2	3.150	
	Anno Maxime				
	en remplacement de				(II)
	M. Alberty,				
	nommé ENAM, Angers	Contrem.	4 1/2	9.450	
Modèlerie E. T. ..	Caby Félix	P.	1 1/2	4.200	
	Dewez Marius				
	en remplacement de				(III)
	M. Alberty,				
	nommé ENAM, Angers	P.	1 1/2	4.200	
Français E. T. ..	Astruc Jean				
	en remplacement provi-				
	soire de M. Aelvoet				
	en congé de maladie	P.	1 1/2	4.200	(IV)

B) Personnel enseignant des Cours Commerciaux :

Enseignement Théorique. Taux heure-année : Frs. 2.800.

Matières	Nom et prénoms	Fonctions	Nombre d'heures par semaine	Indemnité annuelle	Emargements
Commerce, Compta- bilité, Marchan- dises	Grandet Yves	P.	4	11.200	
Français, Géogra- phie, Correspon- dances commercia- le	Greuzat Antoine	P.	6	16.800	
Commerce, Compta- bilité, Arithmé- tique commercia- le	Lavigne Maurice	P.	4 1/2	12.600	
Commerce, Compta- bilité, Arithmé- tique commercia- le	Lermission Samuel	P.	4 1/2	12.600	
Sténo-dactylo	Payement Gaston	P.	6	16.800	

RECAPITULATION

Personnel administratif (2.800 × 30) 84.000 francs

Personnel, Cours industriels

a) Ens. théorique (2.800 × 77 1/2) 217.000 francs

b) Ens. pratique (2.800 × 115 1/2) 242.550 francs

Personnel, Cours commerciaux (2.800 × 25) 70.000 francs

Total : 613.550 francs

Pour le trimestre Octobre-Décembre 1945 :

$$\frac{613.550 \times 3}{10} = 184.065,66$$

ARTICLE 3. — *Modalités de paiement :*

Les traitements du Personnel des Cours Professionnels calculés sur le taux de l'heure-année sont payés durant l'année scolaire (1^{er} Octobre au 31 Juillet) en 10 mensualités égales.

Les états mensuels de paiement établis et certifiés exacts par le Directeur des Cours, sont payables après approbation de M. le Secrétaire Général de la Mairie.

ARTICLE 4. — *Modifications en cours d'année scolaire :*

Si, en cours d'année scolaire, des modifications doivent intervenir dans la composition, la répartition, l'affectation du Personnel les fonctionnaires remplaçants, figurant ou non parmi le Personnel indiqué aux articles 1 et 2, sont choisis et nommés par le Directeur des Cours.

Ces modifications ne pourront en aucun cas entraîner une dépense supérieure au crédit annuel inscrit au budget municipal au chapitre « Personnel des Cours Professionnels Municipaux ».

ARTICLE 5. — *Absences du Personnel :*

1^{re}) Les autorisations d'absence d'une durée égale ou inférieure à 15 jours sont accordées par le Directeur des Cours sur demande écrite et motivée des intéressés.

Celles d'une durée supérieure à 15 jours sont accordées par M. le Maire de Lille après avis du Directeur des Cours et sur demande écrite et motivée des intéressés.

2^e) Pendant leur absence, quelle qu'en soit la durée, les membres du Personnel ne peuvent recevoir aucun traitement au titre des Cours Municipaux Professionnels. Les heures d'absence sont décomptées sur la base de 1/40 l'heure-année soit : 2.800 : 40.

Les membres absents sont suppléés dans leurs fonctions.

Les suppléants sont choisis et nommés par le Directeur soit parmi le Personnel des Cours, soit en dehors de ce Personnel.

Ils sont rétribués au même taux et dans les mêmes conditions que les titulaires qu'ils remplacent.

ARTICLE 6. — M. le Directeur des Cours Professionnels Municipaux de Garçons de Lille, M. le Secrétaire Général de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 3 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu et Approuvé, conformément
à l'avis favorable émis par
Monsieur le Trésorier Payeur Général,

Lille, le 4 Janvier 1946.

Pour le Préfet du Nord,

Le Secrétaire Général délégué,

Signé : Illisible

**SERVICES MUNICIPAUX. — Concours pour l'emploi
de rédacteurs. Programme.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un concours pour le recrutement de rédacteurs, réservé aux agents municipaux du cadre titulaire comptant au moins 18 ans de services au 31 Décembre 1945, aura lieu à l'Hôtel de Ville le 12 Décembre 1945.

ARTICLE 2. — Ce concours comportera les épreuves suivantes :

<i>Epreuves écrites</i>	<i>Coefficients</i>
a) Rédaction sur un sujet d'ordre général	3
b) Rédaction administrative consistant en la présentation d'un rapport relatif à un dossier dont les pièces constitutives seront fournies	3
c) Rédaction sur une question de service	2

<i>Epreuves orales</i>	<i>Coefficients</i>
a) Interrogations sur le sujet de rédaction d'ordre général	2
b) Interrogations sur le sujet de rédaction se rapportant à la question de service	1

Notation et classement

Il est attribué, à chacune des matières, une valeur numérique exprimée par des chiffres variant de 0 à 20, toute note inférieure à 12 étant éliminatoire. Chacune des notes est multipliée par le coefficient représentant la valeur relative de la partie du programme à laquelle elle se rapporte. La somme des produits donne la totalité des points obtenus pour chaque épreuve.

Pour être admis à participer aux épreuves orales, les candidats devront avoir obtenu un minimum de 106 points aux épreuves écrites.

Nul ne pourra être déclaré admissible au grade de rédacteur s'il n'a obtenu les 2/3 du maximum des points, soit 146 points pour l'ensemble des épreuves.

Les candidatures seront reçues au Secrétariat Général, Service du Personnel, jusqu'au 4 Décembre inclus. Les postulants devront indiquer dans leur demande leur date d'entrée dans les Services Municipaux, les années de services ne comptant éventuellement, pour les agents auxiliaires entrés avant leur majorité, qu'à partir du jour de cette majorité.

Remarque importante. — Les agents qui ne seraient pas admis au concours particulier prévu à leur intention par les précédentes dispositions, ne seront plus à l'avenir admis à se présenter qu'à des concours normaux.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 3 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Concours pour l'emploi
de Rédacteurs. Programme.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un concours pour le recrutement de rédacteurs, — réservé uniquement aux *Agents, ex-prisonniers de guerre et assimilés, qui, titulaires de l'emploi de Commis à la date du 31 Décembre 1942, comptaient au moins, à cette époque, 6 années de présence* — aura lieu à l'Hôtel de Ville le 12 Décembre 1945.

ARTICLE 2. — A titre exceptionnel, et uniquement à l'occasion de cette compétition réservée aux ex-prisonniers de guerre et assimilés, le concours comportera les épreuves suivantes :

<i>Epreuves écrites</i>	<i>Coefficient</i>
a) Rédaction sur un sujet d'ordre général	3
b) Rédaction administrative consistant en la présentation d'un rapport relatif à un dossier dont les pièces constitutives seront fournies	3
c) Rédaction sur une question de service	2
<i>Epreuves orales</i>	
a) Interrogations sur le sujet de rédaction d'ordre général	2
b) Interrogation sur le sujet de rédaction se rapportant à la question de service	1

Notation et classement

Il est attribué à chacune des matières, une valeur numérique exprimée par des chiffres variant de 0 à 20, toute note inférieure à 12 étant éliminatoire. Chacune des notes est multipliée par le coefficient représentant la valeur relative de la partie du programme à laquelle elle se rapporte. La somme des produits donne la totalité des points obtenus pour chaque épreuve.

Pour être admis à participer aux épreuves orales, les candidats devront avoir obtenu un minimum de 106 points aux épreuves écrites.

Nul ne pourra être déclaré admissible au grade de rédacteur s'il n'a obtenu les 2/3 du maximum des points, soit 146 points pour l'ensemble des épreuves.

Des bonifications de points particulières seront accordées, à titre exceptionnel et dans les conditions ci-après, aux candidats ex-prisonniers de guerre et assimilés :

a) bonification variable avec la durée de la captivité et dont le produit s'appliquera aux points obtenus par le candidat à tous les stades du concours, c'est-à-dire qu'il en sera tenu compte dès la première partie.

prisonniers de guerre rapatriés en 1940	1 %
» » » 1 ^{er} semestre 1941..	2 %
» » » 2 ^{me} » 1941..	3 %
» » » 1 ^{er} » 1942..	4 %
» » » 2 ^{me} » 1942..	5 %
» » » 1 ^{er} » 1943..	6 %
» » » 2 ^{me} » 1943..	8 %
» » » 1 ^{er} » 1944..	10 %
» » » 2 ^{me} » 1944..	12 %
» » » en 1945	15 %

b) bonification supplémentaire de 1/2 point par année de service, déduction faite des 6 années exigées pour la participation au concours de rédacteur, cette bonification n'entrant en ligne de compte que pour le classement final des candidats admissibles.

Les candidatures seront reçues au Secrétariat Général, service du Personnel, jusqu'au 4 Décembre inclus. Les postulants devront indiquer dans leur demande, de façon précise ; a) leur date d'entrée dans les Services Municipaux, les années de service ne comptant éventuellement, pour les agents entrés comme auxiliaires avant leur majorité, qu'à partir du jour de cette majorité ; b) la durée exacte et le lieu de leur captivité, ou les raisons leur donnant droit à la priorité réservée au titre de « prisonniers de guerre et assimilés ».

Avis important. — Un concours réservé aux agents municipaux du cadre titulaire comptant plus de 18 ans de services au 31 Décembre 1945 aura lieu le même jour et comportera les mêmes épreuves que celles qui seront imposées pour le présent concours.

Les candidats remplissant à la fois les conditions prévues pour participer aux deux compétitions pourront être admis dans la catégorie où ils auront obtenu le classement le plus

avantageux pour eux, compte tenu des conditions et du nombre de places afférents à chacune des compétitions.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 3 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. C'ORDONNIER.

**ADMINISTRATION MUNICIPALE. — Code des Arrêtés
Municipaux. Abrogation. Article 559.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 183 ;

Vu l'article 559 du Code des arrêtés municipaux ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 Octobre 1945 approuvée par M. le Préfet du Nord le 6 Novembre 1945 concernant l'application d'un tarif réduit pour l'accès aux Bains douches et Bains baignoires municipaux des Assistés du Bureau de Bienfaisance ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 559 du Code des arrêtés municipaux est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 559. — Les tarifs des entrées à prix réduits accordés dans les établissements de bains municipaux, sont les suivants :

Bains piscines :

a) individuels :

Etudiants	8.00
Scolaires de moins de 16 ans	7.00
Militaires, hommes de troupe	7.00

b) collectifs :

Tarif réduit applicable à divers groupements : organismes scolaires ou parascolaires, publics ou privés, groupements de jeunes, services de la police d'Etat venant en groupe d'au moins 10 unités aux

jours et heures indiqués par l'Administration municipale, par unité 6.00

Bains baignoires et Bains douches :

a) scolaires de moins de 16 ans :

Bains baignoires 6.00

Bains douches 3.00

b) Assistés du Bureau de Bienfaisance :

Bains baignoires 1.00

Bains douches 0,50

Les tarifs réduits indiqués ci-dessus ne sont pas applicables les Samedis, dimanches et jours fériés.

En ce qui concerne le tarif applicable aux Assistés du Bureau de Bienfaisance, le bénéfice de ce tarif sera limité aux inscrits dans les seuls Dispensaires du Bureau de Bienfaisance de Lille, et ce aux conditions suivantes :

1°) Un bon donnant droit à des Bains douches ou Bains baignoires à tarif réduit, sera remis une fois par mois par les Dispensaires du Bureau de Bienfaisance aux inscrits qui en feront la demande.

2°) La remise de ce bon sur présentation de la carte d'Assisté et le paiement à la caisse du demi tarif réduit, afférents à chaque catégorie de bains, seront indispensables pour obtenir la délivrance du bon.

3°) Les Bains à tarif réduit ne pourront être délivrés qu'avant 17 heures et à l'exclusion des Samedis, Dimanches et jours de fêtes.

4°) Les bénéficiaires du tarif réduit seront tenus d'apporter leurs serviettes.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 4 Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 4 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu et Approuvé,

Lille, le 12 Décembre 1945.

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général Délégué,

Signé : CHAPEL

ADMINISTRATION MUNICIPALE. — Adjoint. Délégation.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 21 Novembre 1872, article 12 ;

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 82 ;

ARRÊTONS :

M. Ghys, Adjoint au Maire, est délégué pour dresser la liste des jurés de l'année 1947.

Hôtel de Ville, le 4 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu

Lille, le 12 Décembre 1945.

Pour le Préfet,

Le Chef de Division délégué,

Signé : Illisible.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Promotion. Jules Ronse.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la délibération de l'Administration Municipale en date du 23 Avril 1945, approuvée par M. le Préfet le 25 Mai 1945, fixant la nouvelle échelle de traitement du personnel municipal titulaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jules Ronse, Concierge au Conservatoire National de Musique, est promu au grade d'expéditionnaire vague-mestre.

ARTICLE 2. — M. Jules Ronse est versé dans la 1^{re} classe de son nouvel emploi au traitement annuel de 22.000 francs,

porté à 66.000 francs le 1^{er} Février 1945, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 16 Septembre 1939.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Juillet 1943.

Hôtel de Ville, le 5 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.
Promotion. Debut Désiré.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Ouvrier ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 24 Mars 1939 pour l'emploi de chauffeur mécanicien ;

Vu le procès-verbal de la réunion en date du 22 Octobre 1945 de la Commission plénière du personnel, ratifié par l'Administration Municipale du 12 Novembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Désiré Debut, Chauffeur du Cadre secondaire affecté à la Station de Désinfection, est promu chauffeur mécanicien, avec effet du 1^{er} Janvier 1940.

ARTICLE 2. — La situation de M. Debut s'établit comme suit :

	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe	Observations
Au 1 ^{er} Janvier 1940	5 ^{me}	12.600	1 ^{er} Janvier 1940	Compte tenu d'une partie des bonifications. Compte tenu Services mi- litaires et du solde des bonif. Effet pécuniaire limité au 1 ^{er} Août 1942.
	4 ^{me}	13.800	1 ^{er} Novembre 1940	
	3 ^{me}	15.000	1 ^{er} Septembre 1941	
Au 1 ^{er} Juillet 1943	5 ^{me}	18.000	1 ^{er} Septembre 1941	
Au 1 ^{er} Février 1945	5 ^{me}	54.000	1 ^{er} Septembre 1941	
	4 ^{me}	57.000	1 ^{er} Septembre 1945	

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 5 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Nomination. M^{me} Suzanne Bridel.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Suzanne Bridel, née le 30 Janvier 1904, est nommée femme de service affectée au service des Bâtiments, en remplacement de M^{me} Angèle Lepretre, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M^{me} Suzanne Bridel est versé dans la 7^{me} classe de son emploi, au traitement de 36.000 francs, majoré des indemnités auxquelles elle peut prétendre.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 5 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Nomination. M^{me} Simone Delannoy.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 :

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Simone Delannoy, née le 7 Février 1913, est nommée femme de service affectée au service des Bâtiments, en remplacement de M^{me} Denise Desrumaux, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M^{me} Simone Delannoy, est versée dans la 7^{me} classe de son emploi, au traitement annuel de 36.000 francs majoré des indemnités auxquelles elle peut prétendre.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 5 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Démission. M^{me} Raymonde Carpentier.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Raymonde Carpentier, Aide Médico-Sociale affectée au Lycée Fénélon, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 5 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Nomination. M^{lle} Georgette Vielly.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Georgette Vielly, née le 11 Février 1922, est nommée Aide Médico-Sociale affectée au Lycée Fénélon, en remplacement de M^{me} Carpentier, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M^{lle} Vielly est versée dans la catégorie « Personnel de bureau », 1^{er} échelon, au traitement annuel de 37.000 francs, majoré des indemnités auxquelles elle peut prétendre.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 5 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Admission à la retraite.

M^{lle} Germaine Denneulin.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Germaine Denneulin, née le 19 Novembre 1885, Commis secrétaire principale affectée au 2^{me} Bureau de la 3^{me} Division, atteinte par la limite d'âge, est admise à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à partir du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 5 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER

FINANCES. — Recettes. Abrogation d'arrêtés.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu nos arrêtés en date des 27 Juillet et 23 Août 1944 fixant la redevance locative à payer par divers agents municipaux en application de l'arrêté municipal du 26 Mai 1944 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 23 Avril 1945 approuvée par M. le Préfet du Nord le 25 Mai 1945 fixant les nouveaux traitements à allouer au Personnel Municipal ainsi que les catégories d'agents appelés à bénéficier des avantages en nature pour nécessités de service ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont abrogées, avec effet du 1^{er} Juillet 1944, les dispositions reprises par nos arrêtés des 27 Juillet et 23 Août 1944 sus-visés.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 6 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Démission. Raymond Théron.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre de M. Theron Raymond, par laquelle il donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Raymond Théron, manoeuvre affecté au Service des Promenades et Jardins, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 6 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

CAISSE DES RETRAITES. — Admission à la retraite.

Gaston Cramette.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le règlement de la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Gaston Cramette, né le 20 Décembre 1885, Fontainier affecté au Service des Eaux, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à partir du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 6 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**CONSEIL MUNICIPAL. — Sous-Commission chargée
de la vérification de l'exploitation des Théâtres municipaux.
Nominations.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la décision de l'Administration Municipale en date du
26 Novembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés sous notre présidence et, par
délégation, sous la présidence de M. Van Wolput, Adjoint aux
Finances, membres de la Sous-Commission chargée de la
vérification de l'exploitation des Théâtres municipaux :

M. Gaston Rousseaux, Adjoint au Maire :

M^{me} Coiba, Conseillère municipale ;

MM. Leblanc, Conseiller municipal ;

Lussiez, Conseiller municipal.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est
chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 6 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**POLICE. — Voie publique.
Interruption de circulation. Pont de la Citadelle.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Vu la lettre en date du 3 Décembre 1945 par laquelle M.

l'Ingénieur des Ponts et Chaussées fait connaître que les travaux à exécuter pour la réparation du pont de la Citadelle seront prochainement entrepris ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter l'exécution des travaux et prévenir les accidents ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La circulation sera interrompue sur le pont de la Citadelle à partir du 10 Décembre 1945 et pendant toute la durée des travaux de réfection de cet ouvrage.

ARTICLE 2. — Pendant cette interruption la circulation des voitures se fera par le pont du Ramponneau.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 6 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Concours pour l'emploi de rédacteur. Jury.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés, sous notre présidence et par délégation sous la présidence de M. Gaston Rousseaux, Adjoint délégué au Personnel, membres du jury du concours pour le recrutement de rédacteurs, qui aura lieu à l'Hôtel de Ville, le 12 Décembre 1945 :

MM. Lefebvre, Secrétaire Général Adjoint de la Mairie ;
Hautcœur, Chef de la 1^{re} Division ;
Richoux, Chef de Bureau ;
Levrage, Chef de Bureau, Délégué de l'Organisation Syndicale ;
Senaffe, Dessinateur, Délégué de l'Organisation Syndicale.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 7 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Examen professionnel. Jury.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Ouvrier ;

Vu la décision de l'Administration Municipale en date du 12 Novembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Un examen professionnel, en vue de régulariser la situation de M. Roger Vagner, Electricien du Cadre Secondaire, aura lieu à l'Hôtel de Ville, le lundi 10 Décembre 1945.

ARTICLE 2. — Sont nommés, sous notre présidence et par délégation sous la présidence de M. Gaston Rousseaux, Adjoint délégué au Personnel, membres du jury chargé de juger les épreuves dudit examen :

MM. Lefebvre, Secrétaire Général Adjoint de la Mairie ;
Fauvet, Ingénieur T.P.E., Chef du Service des Bâti-
ments ;
Leroy, Chef du Service Electrique ;
Bar Albert, Délégué de l'Organisation Syndicale ;
Van Noten, Délégué de l'Organisation Syndicale.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 7 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**BAUX. — Locations diverses. Auberge de la Jeunesse.
Avenue Julien-Destrée.**

Entre

M. Jules Claes, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Lille, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 23 avril 1945 qui sera soumise en même temps que les présentes à l'approbation de M. le Préfet du Nord,

d'une part,

Et

M. Edouard Denis, demeurant à Lille, 71 rue Roland, faisant fonctions de délégué de l'Union Française des Auberges de Jeunesse,

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

M. Claes es qualité accorde par les présentes à M. Denis qui accepte la location de l'immeuble dénommé Auberge de la Jeunesse ci-après désigné et des terrains avoisinants, le tout couvrant une superficie de mille cinq cent soixante-quatre mètres carrés vingt-trois centimètres carrés, pour la durée de dix-huit années consécutives à compter du 15 Novembre 1945.

Désignation des lieux loués

Cet immeuble situé avenue Julien Destrée, construit sur un terrain de l'Exposition du Progrès Social comporte un rez-de-chaussée et un étage. Le rez-de-chaussée comprend une grande salle de réunion, une salle de lecture, un grand hall, une salle de lecture, un bureau, une salle à manger, deux petites pièces, une cuisine, avec débarras et cabinet de toilette.

Le premier étage comprend trois grands dortoirs, deux salles avec lavabos et douches, et une terrasse.

En ce qui concerne la superficie des terrains concédés toutes réserves sont faites au cas où la réalisation du plan d'aménagement obligerait la Ville à réduire le périmètre des dits terrains.

Conditions de la location

La location est consentie aux clauses et conditions que M. Denis s'oblige à exécuter et accomplir, à peine de tous dépens et dommages-intérêts dans le cas de non-exécution.

1°) M. Denis prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouveront lors de l'entrée en jouissance sans pouvoir exiger aucune modification ou remise en état immédiate.

2°) Il entretiendra de toutes réparations locatives les locaux ainsi que les installations.

Un état des lieux sera dressé contradictoirement en double exemplaire, par un représentant de la Ville et celui de l'Union Française des Auberges.

3°) M. Denis signalera immédiatement à la Ville les dégradations ou accidents de toutes sortes qui pourraient se produire dans l'immeuble loué ; il demeurera responsable des conséquences de toute négligence à ce sujet.

4°) Il ne pourra faire de changement de distribution ni de travaux d'aménagement qu'avec l'accord écrit de la Ville. Les aménagements qui auraient été faits pendant le cours du bail seraient cédés à la Ville sans indemnité.

5°) Il souffrira, sans indemnité, ni diminution de loyer toutes les grosses réparations qui pourraient devenir nécessaires même si ces réparations duraient plus de quarante jours.

6°) Il sera responsable des dommages qui viendraient à se produire à la suite d'incendies survenant dans l'immeuble loué.

7°) Il ne pourra céder ses droits au présent bail sans consentement exprès et par écrit de la Ville.

Loyer

La location est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de mille francs que M. Denis paiera à la Ville, d'avance, par virement au compte chèque postal Lille n° 1.909, de M. le Receveur Municipal.

Frais

Les frais de timbre et d'enregistrement des présentes seront supportés par l'Union Française des Auberges de la Jeunesse.

Dont acte.

Fait et signé en double à Lille, le 8 Décembre 1945.

Enregistré à Lille (A. Adm.) le 4 Janvier 1946 Vol. 77 B.,
N° 995, Reçu trente francs à 1 % (Signé : Illisible).

Pour le Maire de Lille,
L'Adjoint délégué :
signé : J. CLAES

Vu et Approuvé
Lille, le 11 Décembre 1945.
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Délégué,
signé : Illisible.

Pour copie conforme,
Pour le Maire de Lille,
L'Adjoint délégué :
signé : CLAES.

Reçu à la Mairie de Lille,
Le 28 Décembre 1945.
Pour le Maire de Lille,
L'Adjoint délégué :
signé : DESRUMAUX.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.
Nomination. Marcel Damanne.

Nous, Maire de la Ville de Lille,
Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;
Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;
Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu les 27 Octobre
et 3 Novembre 1945 pour l'emploi d'Inspecteur Sanitaire ;
Vu notre arrêté en date du 25 Novembre 1945 fixant le
tableau de classement pour le dit emploi ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Damanne, Commis secrétaire
affecté au 1^{er} Bureau de la 5^{me} Division, est nommé Inspecteur
Sanitaire, en remplacement de M. Inghels, décédé.

ARTICLE 2. — M. Damanne est versé dans la 7^{me} classe de son emploi au traitement annuel de 18.000 francs, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Janvier 1944. Le traitement de M. Damanne est porté à 54.000 francs à compter du 1^{er} Février 1945.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.
Nomination. Gaston Bosier.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu les 27 Octobre et 3 Novembre 1945 pour l'emploi d'Inspecteur Sanitaire ;

Vu notre arrêté en date du 26 Novembre 1945 fixant le tableau de classement pour le dit emploi ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Gaston Bosier, Commis secrétaire principal affecté au Service de la Collecte des Droits de Place, est nommé Inspecteur Sanitaire au 1^{er} Bureau de la 5^{me} Division, en remplacement de M. Tiers, promu chef de bureau.

ARTICLE 2. — M. Bosier est versé dans la 6^{me} classe de son emploi au traitement annuel de 61.500 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 3^{me} Division.

Congé avec demi-solde. Germain Chambon.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 28 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Germain Chambon, Commis secrétaire principal affecté au 3^{me} Bureau de la 3^{me} Division, en position de congé de maladie, bénéficiera du demi-traitement à compter du 23 Octobre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 11 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Congé avec demi-solde. Maximilien Serrure.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 28 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Maximilien Serrure, Commis secrétaire principal affecté au service de l'Etat-Civil, en position de congé de maladie, bénéficiera du demi-traitement à dater du 1^{er} Novembre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 11 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 5^{me} Division.

Congé avec demi-solde. Camille Verhaeghe.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 28 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Camille Verhaeghe, Désinfecteur, en position de congé de maladie, bénéficiera du demi-traitement à compter du 25 Octobre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 11 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Démission. Marcel Delbecq.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 28 Novembre 1945 par laquelle M. Marcel Delbecq, Conducteur de Travaux affecté à la 2^{me} Division, Service des Grands Travaux, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Delbecq, Conducteur de Travaux affecté à la 2^{me} Division, Service des Grands Travaux, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du Personnel Auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à partir du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 11 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Démission. M^{me} Renée Hennebicq.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 21 Novembre 1945, par laquelle M^{me} Renée Hennebicq, expéditionnaire affectée au 2^{me} Bureau de la 1^{re} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Renée Hennebicq, expéditionnaire affectée au 2^{me} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 21 Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Démission. Georges Dupays.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 27 Novembre 1945, par laquelle M. Georges Dupays, expéditionnaire affecté au 2^{me} Bureau de la 1^{re} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Georges Dupays, expéditionnaire affecté au 2^{me} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Radiation. Jean-Baptiste Baillon.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 :

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire :

Considérant que Monsieur Jean-Baptiste Baillon, manœuvre affecté au service des Promenades et Jardins, ne s'est pas présenté à son travail depuis le 22 Octobre après-midi, sans en faire connaître le motif, malgré l'invitation qui lui avait été faite par lettre du 6 Novembre, revenue avec la mention « parti sans laisser d'adresse ».

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jean-Baptiste Baillon, manœuvre affecté au service des Promenades et Jardins, est rayé des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est

chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 22 Octobre 1945 après-midi.

Hôtel de Ville, le 11 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,
D. CORDONNIER.

**ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. — Inspection médicale
scolaire. Médecins. Nominations.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu notre arrêté en date du 18 Novembre 1942 nommant les Médecins Inspecteurs chargés du Contrôle du Service de l'Inspection Médicale Scolaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont maintenus, aux conditions fixées par notre arrêté sus-visé, médecins du service du contrôle médical scolaire, pour une durée d'un an :

1^{re} Circonscription :

M. le Docteur Lorriaux, 19 avenue Bernadette, La Madeleine ;
M. le Docteur Houcke, 38 rue d'Inkermann, Lille ;
M. le Docteur Houlne, 4 rue de la Chambre des Comptes, Lille ;

2^{me} Circonscription :

M. le Docteur Crépin, 5 rue de la Trinité, Lille ;
M. le Docteur Castel, 56 rue du Long Pot, Lille ;
M. le Docteur Rousselle, 19 rue Saint Amand, Lille ;

3^{me} Circonscription :

M. le Docteur Porez, 68 rue Brûle Maison, Lille ;
M. le Docteur Lefebvre, 175 rue Nationale, Lille ;
M. le Docteur Poiteau, 268 boulevard Victor Hugo, Lille ;

4^{me} Circonscription :

M. le Docteur Lebecq, 48 rue des Pyramides, Lille ;
M. le Docteur Costemend, 24 rue d'Anvers, Lille ;
M^{lle} la Doctoresse Dubuisson, 33 boulevard de la Liberté, Lille.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Octobre 1945.

Hôtel de Ville, le 11 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.
Commission de Surveillance et de Patronage. Nomination.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu notre arrêté en date du 13 Mars 1945, nommant M. Bouillard membre de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire de Musique ;

Vu notre arrêté en date du 2 Novembre 1945 chargeant M. Bouillard de l'intérim de la direction du Conservatoire de Musique, en remplacement de M. Gaujac, démissionnaire ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de M. Bouillard au sein de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire de Musique ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Malvina Coiba-Devernay est nommée, à titre provisoire, membre de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire de Musique en remplacement de M. Bouillard, jusqu'au moment de la désignation définitive du Directeur.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 11 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Tous services et Directions.
Promotions.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire :

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le tableau d'avancement de classe du personnel auxiliaire est fixé comme suit, pour le mois de Décembre 1945 :

Nom et Prénom	Fonction	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
1^{re} Division				
MM. Delassus Albert	Enquêteur	3 ^{me}	41.000	1 ^{er} Décembre 1945
Desagher Lucien	Expéditionnaire	3 ^{me}	41.000	1 ^{er} Décembre 1945
Fauquet Edmond	Expéditionnaire	3 ^{me}	41.000	1 ^{er} Décembre 1945
Renard Jacques	Expéditionnaire	3 ^{me}	41.000	1 ^{er} Décembre 1945
Mmes Calonne M.-M.	Expéditionnaire	3 ^{me}	41.000	1 ^{er} Décembre 1945
Castelin Germaine	Expéditionnaire	3 ^{me}	41.000	1 ^{er} Décembre 1945
Delire Marie	Expéditionnaire	3 ^{me}	41.000	1 ^{er} Décembre 1945
Dumont Raphaële	Expéditionnaire	3 ^{me}	41.000	1 ^{er} Décembre 1945
Nevelle Léontine	Expéditionnaire	3 ^{me}	41.000	1 ^{er} Décembre 1945
Polet Aline	Expéditionnaire	3 ^{me}	41.000	1 ^{er} Décembre 1945
Serpaud Denise	Expéditionnaire	2 ^{me}	39.000	1 ^{er} Décembre 1945
Vandenbossche Jeanne	Expéditionnaire	3 ^{me}	41.000	1 ^{er} Décembre 1945
Leignel Denise	Chef de Centre	3 ^{me}	41.000	1 ^{er} Décembre 1945
3^{me} Division				
Mme Dufour Germaine	Chef de Centre	3 ^{me}	41.000	1 ^{er} Décembre 1945
Service du Dessin				
M. Durut Robert	Expéditionnaire	2 ^{me}	39.000	1 ^{er} Décembre 1945
Service des Jardins				
M. Leschaeve Robert	Expéditionnaire	2 ^{me}	39.000	1 ^{er} Décembre 1945
4^{me} Division				
Mme Boutry Antoinette	Surveillante	5 ^{me}	40.000	1 ^{er} Décembre 1945
5^{me} Division				
Mmes Detemmermann Victoria..	Caissière	2 ^{me}	39.000	1 ^{er} Décembre 1945
Lemahieu Jeanne	Aide-médico-sociale	2 ^{me}	19.500	1 ^{er} Décembre 1945 (1/2 vacation)

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 11 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Sapeurs-Pompiers.
Promotion. Gustave Leleu.**

1^{re} Division
2^{me} Bureau

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Sapeurs-Pompiers

PREFECTURE DU NORD

Nomination d'Officiers

Le Préfet du Nord,
Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,

Vu le Décret du 13 Août 1925 ;

Vu les Décrets des 11 Janvier 1927, 30 Novembre 1928 et
11 Août 1937 ;

Vu la proposition de M. le Maire de Lille tendant à conférer
le grade de Commandant Honoraire à M. Gustave Leleu,
actuellement Capitaine Retraité.

Vu l'avis de M. l'Inspecteur Départemental des Services
d'Incendie et de Secours en date du 16 Novembre 1945 ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — M. Gustave Leleu est promu Commandant
Honoraire du Corps de Sapeurs-Pompiers de Lille.

ARTICLE 2. — M. le Maire de Lille est chargé de l'exécution
du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à M.
l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de
Secours du Nord.

Lille, le 12 Décembre 1945.

Le Préfet du Nord.

Pour le Préfet du Nord,

Le Secrétaire Général Délégué

signé : CHAPEL.

Pour copie conforme,

Le Chef de Division Délégué

signé : Illisible

Pour copie conforme,

Pour le Maire de Lille,

L'Adjoint Délégué

signé : CLAES.

**VOIRIE. — Interruption de circulation.
Avenue du Peuple-Belge.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 97 ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter l'exécution des travaux de réfection de l'égout collecteur de l'Avenue du Peuple Belge, côté Ouest, partie comprise entre les rues Comtesse et Alphonse Colas ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La circulation de tous les véhicules est interdite pendant toute la durée des travaux, avenue du Peuple Belge, chaussée ouest, partie comprise entre les rues Comtesse et Alphonse Colas.

ARTICLE 2. — Durant cette période, la circulation sera déviée vers la chaussée est de la même artère.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 13 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu

Lille, le 21 Décembre 1945

Pour le Préfet,

Le Chef de Division Délégué,

signé : Illisible.

**SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.
Nomination. Georges Charbonnier.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 28 Octobre 1938, pour l'emploi de Mètreur-Vérificateur, Chef du Service de la Vérification ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 23 Avril 1945, fixant les nouvelles échelles de traitement transformant l'emploi de mètreur-vérificateur, Chef du Service de la Vérification, en celui de Chef du Bureau de la Vérification ;

Vu la décision de l'Administration Municipale en date du 12 Novembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Georges Charbonnier est nommé Chef du Bureau de la Vérification à la 2^{me} Division en remplacement de M. Hof.

ARTICLE 2. — M. Charbonnier est versé dans la 5^{me} classe de son nouvel emploi et percevra un traitement annuel de 34.000 francs, porté à 102.000 francs, le 1^{er} Février 1945, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 16 Janvier 1944.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 16 Janvier 1944.

Hôtel de Ville, le 17 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

FETES ET CEREMONIES. — Foire d'Hiver.
Heures d'ouverture.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, articles 97 et 133 ;

Vu les articles 1.066 à 1.088 du Code des Arrêtés Municipaux concernant les Fêtes Publiques ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — En raison des restrictions imposées par l'Autorité Supérieure à la consommation de courant électrique, les heures d'ouverture de la Foire d'Hiver qui se tiendra place

le la République, du 23 Décembre 1945 au 20 Janvier 1946, sont fixées ainsi qu'il suit :

les lundis, mardis, mercredis et jeudis de dix huit heures à vingt-deux heures ;

les samedis, dimanches et jours de fêtes, de quatorze heures à vingt-deux heures.

Les établissements forains ne sont pas autorisés à fonctionner le vendredi.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 17 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Sapeurs-Pompiers.

Congé avec demi-solde. Marcel Remy.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 28 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Marcel Remy, Sapeur-Pompier, en position de congé de maladie, bénéficiera du demi-traitement à compter du 4 Novembre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 18 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Traitement. Maximilien Serrure.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux, article 28 ;

Vu notre arrêté n° 726 en date du 11 Décembre 1945 ;

Considérant que M. Maximilien Serrure, commis secrétaire principal affecté au service de l'Etat-Civil, en congé de maladie à 1/2 traitement, a repris son service le 8 Décembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement de M. Maximilien Serrure, commis secrétaire principal affecté au service de l'Etat-Civil, doit être rétabli à compter du 8 Décembre 1945.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 18 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Nomination. M^{lle} Odette Crombez.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu la décision de l'Administration Municipale en date du 12 Novembre 1945 ratifiant le procès-verbal de la Commission de l'Instruction Publique du 25 Octobre 1945 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 23 Avril 1945 approuvée par M. le Préfet du Nord le 4 Octobre 1945, relative à la nomination d'un bibliothécaire adjoint à la Bibliothèque Municipale ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Odette Crombez, née le 5 Juin 1923 à Avesnelles (Nord) est nommée bibliothécaire adjointe à la Bibliothèque Municipale, en remplacement de M^{me} Favières.

ARTICLE 2. — M^{lle} Crombez est versée dans la 6^{me} classe de son emploi et recevra un traitement annuel de 66.000 francs.

ARTICLE 3. — M^{lle} Crombez est autorisée à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Nomination. Henri Jansoone.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut des Fonctionnaires Municipaux ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 15 Mars 1942 pour l'emploi de Conducteur des Travaux de Voirie ;

Vu la décision de l'Administration Municipale en date du 26 Novembre 1945 ratifiant le procès-verbal de la Commission Plénière du Personnel Municipal du 19 Novembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Henri Jansoone, Surveillant de Travaux affecté au service de la Voie Publique, est nommé Conducteur des Travaux de Voirie, en remplacement de M. Portebois.

ARTICLE 2. — M. Jansoone est versé dans la 3^{me} classe de son emploi au traitement annuel de 78.000 francs.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 16 Mars 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Démission. Alfred Vandebossche.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 27 Novembre 1945 par laquelle M. Alfred Vandebossche, Commis affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Alfred Vandebossche, Commis affecté au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Démission. M^{me} Julienne Marcourt.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 1^{er} Décembre 1945 par laquelle M^{me} Julienne Marcourt, Expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, donne sa démission :

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Julienne Marcourt, Expéditionnaire affectée au 4^{me} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à partir du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 18 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Agents mineurs. Traitement.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement annuel de M. Gaston Vanhoutte, né le 12 Décembre 1929, coursier affecté au Secrétariat Général, service du courrier, est fixé à 32.000 francs, à partir du 1^{er} Janvier 1946.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 18 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Nomination. M^{me} Romanie Bentein.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Romanie Bentein, née le 9 Septembre 1906, est nommée femme de service affectée au service des Bâtiments, en remplacement de M^{me} Raymonde Cauchies, décédée.

ARTICLE 2. — M^{me} Romanie Bentein est versée dans la 7^{me} classe de son emploi, au traitement annuel de 36.000 francs, majoré des indemnités auxquelles elle peut prétendre.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 4 Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Réintégration. Paul Deherripon.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Paul Deherripon, Aide-Jardinier affecté au service des Promenades et Jardins, qui avait donné sa démission pour échapper à une mesure de réquisition au titre du service du Travail Obligatoire, est réintégré dans ses fonctions.

ARTICLE 2. — M. Deherripon recevra un traitement annuel de 36.000 francs majoré des indemnités auxquelles il peut prétendre.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Démission. Alphonse Dufour.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Alphonse Dufour, manœuvre affecté au service des Bâtiments, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 11 Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 18 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.

Professeur. M^{me} Decombe-Forêt.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de

Musique de Lille, Succursale du Conservatoire National de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu notre arrêté en date du 7 Octobre 1941 chargeant M^{me} Decombe de la classe supérieure de piano, à titre provisoire ;

Vu le procès-verbal de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire en date du 25 Septembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Decombe née Foret Léonie, née à Paris le 31 Août 1901, est nommée à titre définitif, professeur des classes préparatoire et supérieure de piano au Conservatoire, en remplacement de M. Amour, Démissionnaire.

ARTICLE 2. — Son service comportera un enseignement de 6 heures par semaine pour le piano préparatoire et de 6 heures par semaine pour le piano supérieur avec effet du 1^{er} Novembre 1945.

ARTICLE 3. — M^{me} Decombe-Foret est versée dans la 5^{me} classe de son emploi et recevra à ce titre un traitement annuel de 48.600 francs majoré des indemnités et accessoires prévus par l'échelle des traitements en vigueur, l'ancienneté dans la classe étant ramenée au 1^{er} Octobre 1944.

ARTICLE 4. — M^{me} Decombe est autorisée à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 5. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 19 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.

Professeur stagiaire. M^{lle} Hélène Bikelas.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885, concernant l'Ecole de Musique de Lille, Succursale du Conservatoire National de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 16 Novembre 1945,

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Hélène Bikelas, née le 27 Juillet 1921 à Tours (I. & L.), est nommée professeur stagiaire des classes préparatoire et supérieure de violon au Conservatoire de Musique, en remplacement de M. Vanstaurts, retraité.

ARTICLE 2. — Son service comportera un enseignement de 6 heures par semaine pour le violon préparatoire et de 6 heures par semaine pour le violon supérieur.

ARTICLE 3. — M^{lle} Bikelas recevra à ce titre un traitement annuel de 43.200 francs correspondant à la 6^{me} classe de son emploi et majoré des diverses indemnités et accessoires prévus par l'échelle des traitements en vigueur.

ARTICLE 4. — M^{lle} Bikelas est autorisée à effectuer des versements à la Caissé des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 5. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 19 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.

Professeur. M^{me} Ceugnart-Castelain.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, succursale du Conservatoire National de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu notre arrêté en date du 15 Mars 1943 nommant, à titre provisoire, M^{me} Ceugnart, professeur de violon, classe supérieure ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 16 Novembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Ceugnart née Castelain Rolande le 1^{er} Décembre 1914 à Paris, est nommée, à titre définitif, professeur de la classe supérieure de violon en remplacement de Madame Hecquet.

ARTICLE 2. — M^{me} Ceugnart effectuera 6 heures de cours par semaine et recevra à ce titre un traitement annuel de 27.900 francs correspondant à la 4^{me} classe, auquel viendront s'ajouter les indemnités et accessoires, prévus par l'échelle des traitements en vigueur, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Septembre 1944.

ARTICLE 3. — M^{me} Ceugnart est autorisée à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Agents Municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 19 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.
Professeur. M^{lle} Simone Cordonnier.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, Succursale du Conservatoire de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu notre arrêté en date du 6 Octobre 1944 confiant à M^{lle} Simone Cordonnier, à titre provisoire et jusqu'à nouvel ordre le cours de harpe ;

Vu le procès-verbal de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire en date du 25 Septembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Simone Cordonnier née à Lille le 17 Décembre 1924 est nommée à titre définitif professeur du cours de harpe au Conservatoire.

ARTICLE 2. — Mademoiselle Simone Cordonnier est autorisée à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 19 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.
Professeur. Maurice Defer.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la Convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de

Musique de Lille, succursale du Conservatoire National de de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu notre arrêté en date du 24 Novembre 1942 chargeant à titre provisoire M. Defer du cours de saxophone en remplacement de M. Capelle, décédé ;

Vu notre arrêté en date du 7 Novembre 1944 portant de 6 à 9 heures le cours professé par M. Defer ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 13 Novembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Maurice Defer, né le 20 Août 1907 à Armentières, est nommé à titre définitif professeur de la classe de saxophone au Conservatoire de Musique en remplacement de M. Capelle, décédé.

ARTICLE 2. — M. Maurice Defer est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Agents Municipaux.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 19 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.

Professeur. Edmond Hannart.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la Convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, Succursale du Conservatoire National de de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu notre arrêté en date du 24 Novembre 1942 confiant, à

titre provisoire, le cours de clarinette à M. Hannart en remplacement de M. Capelle, décédé ;

Vu notre arrêté en date du 7 Novembre 1944 portant de 6 à 9 heures, les cours professés par M. Hannart ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 13 Novembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Edmond Hannart, né le 29 Mai 1906 à La Madeleine, est nommé, à titre définitif, professeur de la classe de clarinette du Conservatoire, en remplacement de M. Capelle, décédé.

ARTICLE 2. — M. Edmond Hannart est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Agents Municipaux.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 19 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.

Professeur. René Dhaene.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, succursale du Conservatoire National de de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu notre arrêté en date du 2 Mai 1945 confiant à titre provisoire, le cours de trombone à M. Dhaene ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 14 Novembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. René Dhaene, né à Lille le 15 Août 1906, est nommé, à titre définitif, professeur de la classe de trombone au Conservatoire de Musique, en remplacement de M. Hennebelle, retraité.

ARTICLE 2. — M. René Dhaene est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 19 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.

Professeur stagiaire. Roger Verdier.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la Convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, succursale du Conservatoire National de de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 15 Novembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Roger Verdier, né à Lille le 5 Mai 1913, est nommé professeur stagiaire de la classe d'alto au Conservatoire de Musique, en remplacement de M^{me} Hecquet.

ARTICLE 2. — M. Verdier effectuera 6 heures de cours par semaine et recevra à ce titre un traitement annuel de 21.600 francs, correspondant à la 6^{me} classe de son emploi, auquel viendront s'ajouter les indemnités et accessoires prévus par l'échelle des traitements en vigueur.

ARTICLE 3. — Monsieur Verdier est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 19 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Généralités. Personnel ouvrier.
Reclassement.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 23 Avril 1945, approuvée par M. le Préfet du Nord le 25 Mai 1945, fixant la nouvelle échelle des traitements applicables au personnel municipal titulaire.

Vu la délibération du Conseil Municipal du 25 Août 1945, approuvée le 20 Septembre 1945 fixant les nouveaux salaires du personnel ouvrier auxiliaire et reclassant les intéressés à l'échelon de début de la catégorie correspondante du personnel titulaire.

Considérant qu'il y a lieu, en vue d'opérer ce reclassement compte tenu de la nature de l'emploi exercé et des qualités professionnelles requises, de compléter l'échelle type par l'indication des professions qui, exercées jusqu'à ce jour par du personnel auxiliaire, n'y avaient pas été reprises :

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'échelle des traitements du personnel municipal titulaire, fixée par délibération du 23 Avril dernier est complétée comme suit :

Contremaître machiniste	7 ^{me} classe	54.000	assimil. prop.
	6 ^{me} classe	57.000	Echelle type.
	5 ^{me} classe	63.000	
	4 ^{me} classe	67.000	
	3 ^{me} classe	72.000	
	2 ^{me} classe	78.000	
	1 ^{re} classe	84.000	
Brigadier machiniste	7 ^{me} classe	48.000	Echelle type.
Chef d'équipe (électricien, mécanicien, etc.)	6 ^{me} classe	52.500	
	5 ^{me} classe	57.000	
	4 ^{me} classe	61.500	
	3 ^{me} classe	66.000	
	2 ^{me} classe	72.000	
	1 ^{re} classe	78.000	
Machiniste monteur	7 ^{me} classe	48.000	Ouvrier spécialisé 2 ^{me} catégorie.
Maçon vérificateur	6 ^{me} classe	51.000	
	5 ^{me} classe	54.000	
	4 ^{me} classe	57.000	
	3 ^{me} classe	60.000	
	2 ^{me} classe	63.000	
	1 ^{re} classe	66.000	
Cuisinière	7 ^{me} classe	48.000	Chef ouvrier, 2 ^{me} catégorie (dirige du personnel).
	6 ^{me} classe	51.000	
	5 ^{me} classe	54.000	
	4 ^{me} classe	57.000	
	3 ^{me} classe	60.000	
	2 ^{me} classe	63.000	
	1 ^{re} classe	66.000	
Palefrenier - Horloger remon- teur - Brigadier Propreté Pu- blique - Relèveur de comp- teurs - Manutentionnaire - Lingère	7 ^{me} classe	39.000	Ouvrier qualifié.
	6 ^{me} classe	42.000	
	5 ^{me} classe	45.000	
	4 ^{me} classe	48.000	
	3 ^{me} classe	51.000	
	2 ^{me} classe	55.500	
	1 ^{re} classe	60.000	
Ouvrier et Ouvrière d'entretien	7 ^{me} classe	36.000	Echelle type.
	6 ^{me} classe	37.800	
	5 ^{me} classe	39.600	
	4 ^{me} classe	41.700	
	3 ^{me} classe	43.800	
	2 ^{me} classe	45.900	
	1 ^{re} classe	48.000	
Femme de service	7 ^{me} classe	36.000	Manœuvre sans spécialité.
Balayeuse	6 ^{me} classe	37.000	
Aide-Cuisinière	5 ^{me} classe	38.000	
	4 ^{me} classe	39.000	
	3 ^{me} classe	40.000	
	2 ^{me} classe	41.000	
	1 ^{re} classe	42.000	

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 19 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

BUREAU DE BIENFAISANCE. — Commission. Nomination.

Préfecture du Nord

Cabinet du Préfet

Nous, Préfet du Nord,
Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,

Vu la loi du 21 Mai 1873, modifié par la loi du 5 Août 1879,
concernant la nomination des Membres des Commissions Administratives, des bureaux et Bienfaisance et notamment les articles 1 et 4 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Vanlaton Eugène, Membre de la Commission Administrative du Bureau de Bienfaisance de Lille, est maintenu en fonctions.

ARTICLE 2. — M. Vantalon Eugène sortira d'exercice le 31 Décembre 1949.

ARTICLE 3. — M. le Maire de Lille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

A Lille, le 21 Décembre 1945.

Le Préfet du Nord,
signé : R. VERLOMME.

Pour ampliation :
Le Chef du Bureau du Cabinet,
signé : Illisible.

Pour copie conforme,
Pour le Maire de Lille,
L'Adjoint délégué,
signé : CLAES.

**ENSEIGNEMENT TECHNIQUE. — Institut Diderot
et Collège Valentine Labbé. Cantines.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 94 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26
Octobre 1945, approuvée le 1^{er} Décembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A dater du 1^{er} Octobre 1945, le prix des repas
servis dans les cantines de l'école Jean Macé, de l'Institut
Diderot et du Collège Valentine Labbé, est fixé à 16 francs.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est
chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**SERVICES MUNICIPAUX. — Reclassement.
Comptables auxiliaires.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 9 Mai
1944, portant modification de l'échelle des traitements du per-
sonnel y annexé, établi en conformité des instructions de M. le
Préfet du Nord, en date du 7 Août 1944 ;

Vu la lettre de M. le Préfet du Nord en date du 24 Mars
1945 donnant son accord au reclassement des agents comptables
auxiliaires compte tenu de leur ancienneté effective de service ;

Vu la délibération du 2 Août 1945 portant modification des
salaires du personnel auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — La situation des agents ci-après désignés, comptables auxiliaires, est arrêtée comme suit, avec effet du 1^{er} Janvier 1944 :

Nom	Affectation	Catégorie	Classe	Traitement	Ancienneté dans la classe
M. Delecour	3 ^{me} Division	VI	5 ^{me}	2.900 du 1 ^{er} Janvier 1944 au 31 Août 1944	1 ^{er} Octobre 1943
			4 ^{me}	3.700 du 1 ^{er} Sept. 1944 au 15 Mars 1945	
				43.000 (par an)	1 ^{er} Octobre 1943
M ^{me} Meens	1 ^{re} Division	VI	6 ^{me}	2.650 du 1 ^{er} Janvier 1944 au 31 Août 1944	
				3.500 du 1 ^{er} Sept. 1944 au 31 Déc. 1944	
				3.600	
			5 ^{me}	1 ^{er} Janvier 1945	
			4 ^{me}	43.000 (par an)	1 ^{er} Janvier 1945
				du 15 Mars 1945	

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 21 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ADMINISTRATION MUNICIPALE. — Code des arrêtés municipaux. Article 1.087 bis.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, articles 97 et 133 ;

Vu le décret du 7 Février 1941 concernant la protection contre l'incendie des bâtiments ou locaux recevant du public ;

Vu l'avis exprimé par la Commission municipale de Sécurité dans sa réunion du 23 Mars 1945 ;

Vu les articles 1.066 à 1.088 du Code des arrêtés municipaux concernant les Fêtes Publiques ;

Vu notre arrêté du 7 Septembre 1945 portant réglementation des Foires et Kermesses ;

Vu l'avis exprimé par M. l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — L'article 1.087 du Code des arrêtés municipaux est complété par l'article suivant :

Article 1.087 bis. — Toutes les installations devront être conformes aux dispositions de l'arrêté du ministre des travaux publics et du ministre des P.T.T. en date du 30 Avril 1935 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 26 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Vu pour accusé réception.

Lille. le 29 Janvier 1946.

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général Délégué,

signé : Illisible.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Réintégration. Roger Scrève.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Roger Screve, aide-jardinier, affecté au Service des Promenades et Jardins, qui avait donné sa démission pour échapper à une mesure de réquisition au titre du Service du Travail Obligatoire, est réintégré dans ses fonctions.

ARTICLE 2. — M. Roger Screve, recevra un traitement annuel de 36.000 francs majoré des indemnités prévues en faveur du personnel auxiliaire.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 10 décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 1^{re} Division.

Démission. M^{me} Germaine Turpin.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu la lettre en date du 30 Novembre 1945 par laquelle M^{me} Germaine Turpin, Commis, affectée au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, donne sa démission ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Germaine Turpin, Commis, affectée au 1^{er} Bureau de la 1^{re} Division, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à partir du 27 Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 26 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Démission. Emile Masson.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Emile Masson, manœuvre affecté au Service des Bâtiments, démissionnaire, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Décembre 1945.

Hôtel de Ville, le 27 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

FETES ET CEREMONIES. — Foire d'Hiver.

Heures d'ouverture.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, articles 97 et 133 ;

Vu les articles 1.066 à 1.088 du Code des Arrêtés municipaux concernant les Fêtes publiques ;

Vu notre arrêté du 17 Décembre 1945 fixant les heures d'ouverture de la Foire d'Hiver ;

Vu la décision N° XI, article 2, dernier alinéa, du Directeur répartiteur de l'électricité, en date du 21 Décembre 1945, relative à la consommation de l'énergie électrique par les Etablissements Forains ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont abrogées et remplacées ainsi qu'il suit les dispositions de notre arrêté du 17 Décembre 1945, susvisé ;

Les heures d'ouverture fixées ci-après sont applicables, à partir de ce jour, à la Foire d'Hiver :

de quatorze heures à dix-sept heures trente et de dix-neuf heures trente à vingt-deux heures, chaque jour ouvrable ;

de douze heures à vingt-deux heures, les dimanches et jours fériés.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

Visé le 7 Janvier 1946,

Pour le Préfet,

Le Chef de Division délégué,

signé : Illisible.

ADMINISTRATION MUNICIPALE. — Code des arrêtés municipaux. Modifications. Article 824.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu le code des arrêtés municipaux, article 824 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A partir de la publication du présent arrêté, l'article 824 du Code des Arrêtés Municipaux est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 824. — L'abattoir est ouvert chaque jour, savoir :

En Janvier, Février, Mars, Avril, Novembre et Décembre,

le lundi et le mardi de 7 à 12 heures et de 14 à 16 heures ;

le mercredi et le Jeudi de 7 à 12 heures et de 14 à 17 heures ;

le vendredi de 7 à 12 heures et de 14 à 16 heures ;

le samedi de 7 à 12 heures,

En Mai, Juin, Juillet, Août, Septembre et Octobre,
le lundi et le mardi de 7 à 11 heures et de 14 à 16 heures ;
le mercredi et le jeudi de 6 à 12 heures et de 14 à 17 heures ;
le vendredi de 7 à 12 heures et de 14 à 16 heures ;
le samedi de 7 à 12 heures.

Tout travail d'abatage ou de vente est interdit le samedi à partir de midi et le dimanche. Les jours fériés l'abattoir sera ouvert de 6 à 9 heures.

Un coup de cloche annonce chaque jour, une demi-heure auparavant, la fin du travail.

En dehors des heures fixées ci-dessus, toutes les portes seront fermées et, sauf autorisation spéciale, toute personne trouvée dans l'établissement sera l'objet d'une contravention.

Seuls les animaux dits d'accident pourront être abattus dans un échaudoir particulier réservé au service sanitaire en dehors des heures d'ouverture, après autorisation du Directeur.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**ADMINISTRATION MUNICIPALE. — Code des arrêtés
municipaux. Modifications. Article 1.001.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884 ;

Vu le Code des Arrêtés Municipaux ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — A partir de la publication du présent arrêté, l'article 1.001 du Code des Arrêtés Municipaux est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 1.001. — Le déchargement et la visite sanitaire des

viandes foraines auront lieu aux Halles Centrales aux heures fixées ci-dessous :

En Janvier, Février, Mars, Avril, Novembre et Décembre, le lundi et le mardi, de 7 à 12 heures et de 14 à 16 heures ; le mercredi et le jeudi de 7 à 12 heures et de 14 à 17 heures ; le vendredi de 7 à 12 heures et de 14 à 16 heures ; le samedi de 7 à 12 heures.

En Mai, Juin, Juillet, Août, Septembre et Octobre, le lundi et le mardi de 7 à 11 heures et de 14 à 16 heures ; le mercredi et le jeudi, de 6 à 12 heures et de 14 à 17 heures ; le vendredi de 7 à 12 heures et de 14 à 16 heures ; le samedi de 7 à 12 heures.

Un coup de cloche annonce, chaque jour, une demi-heure auparavant la fin du travail.

Le marché aux viandes foraines des Halles centrales n'a lieu ni le samedi après-midi, ni le dimanche. Toutefois, il aura lieu de 6 à 9 heures les jours fériés.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Commissaire Central de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Ecole des Beaux-Arts. Commission de surveillance et d'Administration.
Nomination.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 :

Vu le règlement de l'Ecole des Beaux-Arts de Lille, article 3 ;

Vu notre arrêté n° 63 en date du 26 Juin 1942 portant nomination des membres de la Commission de Surveillance et d'Administration de l'Ecole des Beaux-Arts ;

Considérant que M. Dehaudt, membre de ladite Commission, actuellement malade, ne peut se déplacer et assister aux réunions ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Borrewater, Sculpteur Décorateur, est nommé, à titre provisoire, membre suppléant de la Commission de Surveillance et d'Administration de l'Ecole des Beaux-Arts.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 4^{me} Division.

Promotion. M^{lle} Vielly.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

Vu notre arrêté n° 713 en date du 5 Décembre 1945, nommant M^{lle} Georgette Vielly, Aide-Médico-Sociale affectée au Lycée Fénelon ;

Considérant que M^{lle} Vielly était occupée à l'Internat Municipal du Lycée Fénelon en qualité de lingère, depuis le 1^{er} Novembre 1942 et qu'il y a lieu de tenir compte de ses années de présence pour la fixation de son traitement ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Vielly, Aide-Médico-Sociale affectée au Lycée Fénelon est versée dans le 2^{me} échelon de la catégorie « Personnel de Bureau » et recevra un traitement annuel de 39.000 francs, majoré des indemnités auxquelles elle peut prétendre, l'ancienneté dans l'échelon étant fixée au 1^{er} Novembre 1944.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 15 Novembre 1945.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.
Professeur. Roger Vannier.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, succursale du Conservatoire National de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu l'arrêté de notre prédécesseur en date du 11 Octobre 1943, confiant à titre provisoire et jusqu'à nouvel ordre le cours supérieur de violoncelle, à M. Roger Vannier ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 15 Novembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Roger Vannier, né le 19 Janvier 1920 à Paris, est nommé à titre définitif professeur de la classe supérieure de violoncelle au Conservatoire de Musique, en remplacement de M^{me} Herson Marcelli, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Roger Vannier effectuera 6 heures de cours par semaine et recevra à ce titre un traitement annuel de 21.600 francs, correspondant à la 6^{me} classe de son emploi, majoré des indemnités accessoires prévues par la réglementation en vigueur. L'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Novembre 1942.

ARTICLE 3. — M. Roger Vannier est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.
Professeur. François Caquant.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, Succursale du Conservatoire National de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu notre arrêté de ce jour confiant le cours de Solfège élémentaire à M. André Charlet ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. François Caquant, professeur de la classe préparatoire de piano au Conservatoire, est chargé du cours de solfège 5 clés, en remplacement de M. Deswarte, retraité.

ARTICLE 2. — M. François Caquant effectuera 6 heures de cours par semaine et recevra à ce titre un traitement annuel de 37.800 francs, correspondant à la 1^{re} classe de son emploi, l'ancienneté dans la classe étant fixée au 1^{er} Octobre 1933. Il percevra en outre les indemnités accessoires prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3. — M. François Caquant est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.

Professeur. Edmond Pellemeule.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, Succursale du Conservatoire National de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu le procès-verbal de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire, en date du 10 Décembre 1945, préconisant le retour à une organisation plus rationnelle des cours d'ensemble par la fusion des deux cours d'ensemble d'instruments à vent et d'instruments à cordes ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Edmond Pellemeule, Professeur de la classe de Solfège supérieur au Conservatoire, est chargé du cours de musique de chambre en remplacement de MM. Bouillard et Vanstaart, retraités.

ARTICLE 2. — M. Edmond Pellemeule effectuera 6 heures de cours par semaine et recevra à ce titre un traitement annuel de 37.800 francs, correspondant à la 1^{re} classe de son emploi, majoré des indemnités accessoires prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3. — M. Edmond Pellemeule est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.

Professeur Stagiaire. Jean Decarme.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, Succursale du Conservatoire National de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu le procès-verbal de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire, en date du 25 Septembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Jean Decarme, né le 8 Février 1921 à Lille, est nommé professeur stagiaire de la classe du soir de solfège, au Conservatoire de Musique, en remplacement de M. Deswarte, retraité.

ARTICLE 2. — M. Jean Decarme effectuera 6 heures de cours par semaine et recevra à ce titre un traitement annuel de 21.600 francs, correspondant à la 6^{me} classe de son emploi, majoré des indemnités accessoires prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3. — M. Jean Decarme est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.

Professeur Stagiaire. Charles Deswarte.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, Succursale du Conservatoire National de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu le procès-verbal de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire, en date du 25 Septembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Charles Deswarte, né le 23 Juin 1913 à Mons-en-Barœul, est nommé professeur stagiaire de la classe de solfège au Conservatoire de Musique, en remplacement de M. Leclercq, démissionnaire.

ARTICLE 2. — M. Charles Deswarte effectuera 6 heures de cours par semaine et recevra à ce titre un traitement annuel de 21.600 francs correspondant à la 6^{me} classe de son emploi, majoré des indemnités accessoires prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3. — M. Charles Deswarte est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille.

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.
Professeur Stagiaire. Pierre Lecocq.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, Succursale du Conservatoire National de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu le procès-verbal de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire, en date du 25 Septembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Pierre Lecocq né le 25 Mars 1905 à Douai, est nommé professeur stagiaire de la classe de Solfège élémentaire 3 clés, au Conservatoire de Musique en remplacement de M^{lle} Gaillard.

ARTICLE 2. — M. Pierre Lecocq effectuera 6 heures de cours par semaine et recevra à ce titre un traitement annuel de 21.600 francs, correspondant à la 6^{me} classe de son emploi, majoré des indemnités accessoires prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3. — M. Pierre Lecocq est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.

Professeur Stagiaire. — M^{lle} Jacqueline Vervinck.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, Succursale du Conservatoire National de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu le procès-verbal de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire, en date du 25 Septembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Jacqueline Vervinck, née le 17 Septembre 1923 à Lille, est nommée professeur stagiaire de la classe de Solfège élémentaire 2 clés, au Conservatoire de Musique en remplacement de M^{lle} Gaillard.

ARTICLE 2. — M^{lle} Jacqueline Vervinck, effectuera 6 heures de cours par semaine et recevra à ce titre un traitement annuel de 21.600 francs, correspondant à la 6^{me} classe de son emploi, majoré des indemnités accessoires prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3. — M^{lle} Jacqueline Vervinck est autorisée à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.

Professeur Stagiaire. André Charlet.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, Succursale du Conservatoire National de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu le procès-verbal de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire, en date du 25 Septembre 1945 ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 12 Novembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. André Charlet, né le 15 Janvier 1919 à Senlis, est nommé professeur stagiaire des classes de Solfège, en remplacement de M. Cacan chargé du cours à 5 clés et professeur de Flûte au Conservatoire de Musique, en remplacement de M. Bouillard retraité.

ARTICLE 2. — Le service de M. André Charlet comprendra : 6 heures de cours par semaine pour la classe de solfège et 6 heures de cours par semaine pour la classe de flûte.

ARTICLE 3. — M. André Charlet recevra à ce titre un traitement annuel de 43.200 francs, majoré des indemnités accessoires prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4. — M. André Charlet est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 5. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.

Professeur Stagiaire. M^{lle} Georgette Camart.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, Succursale du Conservatoire National de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu le procès-verbal de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire, en date du 25 Septembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{lle} Georgette Camart, née le 15 Mars 1921 à Lille, est nommée professeur stagiaire de la classe de Chant au Conservatoire de Musique, en remplacement de Madame Veuve Fontaine.

ARTICLE 2. — M^{lle} Georgette Camart effectuera 12 heures de cours par semaine et recevra à ce titre un traitement annuel de 43.200 francs, correspondant à la 6^{me} classe de son emploi, majoré des indemnités accessoires prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3. — M^{lle} Georgette Camart est autorisée à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.
Professeur. Paul Simonnar.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, Succursale du Conservatoire National de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu le procès-verbal de la Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire en date du 25 Septembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Paul Simonnar, né le 4 Juin 1907 à Valenciennes, est nommé professeur de la classe d'orgue au Conservatoire de Musique, en remplacement de M. Lecocq.

ARTICLE 2. — M. Paul Simonnar effectuera 6 heures de cours par semaine et recevra à ce titre un traitement annuel de 21.600 francs, correspondant à la 6^{me} classe de son emploi, majoré des indemnités accessoires prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3. — M. Paul Simonnar est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.

Professeur Stagiaire. Robert Hazard.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, Succursale du Conservatoire National de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 15 Novembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Robert Hazard, né le 26 Février 1917 à Guémene-Penfao (Loire Inférieure), est nommé professeur stagiaire de la classe de contrebasse au Conservatoire de Musique, en remplacement de M. Couke, retraité.

ARTICLE 2. — M. Robert Hazard effectuera 6 heures de cours par semaine et recevra à ce titre un traitement annuel de 21.600 francs, correspondant à la 6^{me} classe de son emploi, majoré des indemnités accessoires prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3. — M. Robert Hazard est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.
Professeur Stagiaire. Charles Conord.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, Succursale du Conservatoire National de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu le procès-verbal du concours qui a eu lieu le 14 Novembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. Charles Conord, né le 17 Mai 1920 à Blois, est nommé professeur stagiaire de la classe de cor, au Conservatoire de Musique en remplacement de M. Danette.

ARTICLE 2. — M. Charles Conord effectuera 6 heures de cours par semaine et recevra à ce titre un traitement annuel de 21.600 francs correspondant à la 6^{me} classe de son emploi, majoré des indemnités accessoires prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3. — M. Charles Conord est autorisé à effectuer des versements à la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Municipaux.

ARTICLE 4. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS. — Conservatoire.

Abrogation d'arrêté. Tallon.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la convention du 6 Février 1885 concernant l'Ecole de Musique de Lille, Succursale du Conservatoire National de Musique de Paris ;

Vu le règlement de ladite Ecole ;

Vu notre arrêté en date du 26 Mars 1945 confiant, à titre provisoire et pendant la mobilisation de M. Vannier, le cours supérieur de violoncelle à M. Tallon, professeur de la classe préparatoire de violoncelle ;

Vu notre arrêté de ce jour nommant à titre définitif M. Roger Vannier, professeur du cours supérieur de violoncelle ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Est abrogé l'arrêté en date du 26 Mars 1945 confiant à M. Tallon la classe supérieure de violoncelle pendant la mobilisation de M. Vannier.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} Janvier 1946.

Hôtel de Ville, le 28 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

POLICE ADMINISTRATIVE. — Etat-Civil.

Indemnité. Docteur Cordonnier.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 22 Mars 1945 ;

Vu notre arrêté en date du 8 Août 1945 fixant à 9.000 francs par an l'indemnité allouée aux Médecins de l'Etat-Civil ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. le Docteur Robert Cordonnier, 11 rue du Marché, qui a remplacé du 4 Octobre au 31 Décembre 1945 inclus, M. le Docteur Tajchner dans la 8^{me} Circonscription, recevra l'indemnité prévue par notre arrêté susvisé.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 29 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

POLICE ADMINISTRATIVE. — Etat-Civil. Indemnité.

Docteur Gosselin.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 :

Vu la délibération du Conseil Municipal du 22 Mars 1945 ;

Vu notre arrêté en date du 8 Août 1945 fixant à 9.000 francs par an l'indemnité allouée aux Médecins de l'Etat-Civil ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M. le Docteur Gosselin, 109 boulevard Victor Hugo, qui a remplacé du 24 au 29 Décembre 1945 inclus, M. le Docteur André Legrand dans la 12^{me} circonscription, recevra l'indemnité prévue par notre arrêté susvisé.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 29 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER,

POLICE ADMINISTRATIVE. — Etat-Civil. Médecins.
Nominations.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 22 Mars 1945 ;

Vu notre arrêté en date du 8 Août 1945 fixant à 9.000 francs par an l'indemnité allouée aux Médecins de l'Etat-Civil ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés aux conditions fixées par notre arrêté en date du 8 Août 1945, médecins du Service Municipal de l'Etat-Civil, pour l'année 1946 ;

MM. les Docteurs :

Coppens, 51 rue Saint-André, 1^{re} et 2^{me} circonscriptions ;

Blond Fils, 3 Place Richebé, 3^{me} et 4^{me} circonscriptions ;

Vincent, 32 rue d'Antin, 5^{me} et 7^{me} circonscriptions ;

Vanderhaghen, 201 rue du Faubourg de Roubaix, 6^{me} et 9^{me} circonscriptions ;

Robert Cordonnier, 11 rue du Marché, 10^{me} et 11^{me} circonscription ;

André Legrand, 107 rue des Postes, 12^{me} circonscription ;

Tajehner, 127 boulevard Montebello, 13^{me} circonscription ;

Gosselin, 107 boulevard Victor-Hugo, 14^{me} circonscription ;

Blond Père, 22 rue de Fontenoy, 15^{me} circonscription ;

Williatte, 54 rue de la Louvière, 16^{me} et 17^{me} circonscriptions.

ARTICLE 2. — Sont nommés aux mêmes conditions, médecins du service municipal de l'Etat-Civil, à titre temporaire :

MM. les docteurs :

Robert Cordonnier, 11 rue du Marché, 8^{me} circonscription ;

Williatte, rue de la Louvière, 18^{me} circonscription.

ARTICLE 3. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 29 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — Agents mineurs. Traitements.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Le traitement annuel des agents mineurs ci-après désignés est fixé comme suit :

Nom et prénom	Fonction	Division	Date de naissance	Traitement	Point de départ
MM. Depreterre Julien ..	Manœuvre	Jardins	28 Novembre 1929	32.000	1 ^{er} Décembre 1945
Pinte Eugène	Manœuvre	Jardins	24 Octobre 1929	32.000	1 ^{er} Novembre 1945
Colpaert Robert ..	Aide-jardinier	Jardins	11 Août 1929	32.000	1 ^{er} Septembre 1945

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 29 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

SERVICES MUNICIPAUX. — 2^{me} Division.

Radiation. M^{me} Julia Cardon.

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu le Statut du Personnel Auxiliaire ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — M^{me} Julia Cardon, née le 20 Janvier 1881, femme de service affectée au 2^{me} Bureau de la 4^{me} Division, atteinte par la limite d'âge, cesse de faire partie des cadres du personnel auxiliaire.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à partir du 1^{er} Février 1946.

Hôtel de Ville, le 29 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

**MUSÉES. — Commissions des Musées de Lille. Membres.
Nominations.**

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 Avril 1884, article 88 ;

Vu les décisions de l'Administration Municipale en date des
20 Août et 26 Novembre 1945 ;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1. — Sont nommés membres des Commissions des
Musées de Lille :

Commission du Musée de Peinture :

MM. Aynaud Adolphe, Collectionneur, Avenue Parc Monceau
(Avenue Chaland 9 Villa Robert) Lille ;

Baert Albert, Architecte, 7 Avenue Pottier, Lambersart ;

Chauleur Joseph, Peintre, 181 bis rue Solférino, Lille ;

Cléty Constant, Peintre, Professeur à l'Ecole des Beaux-
Arts, 7 rue Benvignat, Lille ;

David Marcel, Membre de la Commission historique du
Département, 122 Boulevard Vauban, Lille ;

Dequesne Albert, Peintre, 211 rue de la Rianderie, Marcq-
en-Barœul ;

Desrumaux Pierre, Peinture, Directeur de l'Ecole des
Beaux-Arts, 54 Avenue Albert 1^{er}, La Madeleine ;

Gaillard, Professeur d'Histoire de l'Art à la Faculté des
Lettres, rue Angellier, Lille ;

Grenier, Professeur à la Faculté des Lettres, rue
Angellier, Lille ;

Jamois Edmond, Peintre, 181 bis rue Solférino, Lille ;

Michon, Libraire, 64 Boulevard de la Liberté, Lille ;

Molière Gaston, Peintre, 119 rue Jules Guesde, Flers-lez-
Lille ;

Trentesaux Jean, Peintre et Collectionneur, 45 rue Léon
Gambetta, Tourcoing ;

Benoit François, Professeur honoraire de la Faculté,
Historien et Critique d'Art ;

Docteur Simonot, Adjoint au Maire.

Commission du Musée Wicar de dessins et Musée de Gravure :

- MM. Crespel Hubert, Membre de la Société des Sciences, Boulevard Carnot, Lille ;
Decroix Marcel, Membre de la Société des Sciences, Rue Nationale 130, Lille ;
Duez Paul, Membre de la Société des Sciences, Recteur de l'Université, 112 rue Meurein, Lille ;
Docteur Potel Georges, Membre de la Société des Sciences, Collectionneur, 183 Boulevard de la Liberté, Lille ;
David Marcel, Membre de la Commission historique du Département ;
Vandalle Maurice, Collectionneur, 39 rue Gounod, Lille ;
M^{me} Coiba, Conseillère Municipale.

Commission du Musée de Sculpture :

- MM. Blaise Aimé, Professeur à l'Ecole des Beaux-Arts, 29 rue Claude Lorrain, Lille ;
Coin Robert, Sculpteur, Directeur de l'Ecole des Beaux-Arts de Tourcoing, 9 rue d'Inkermann, Lille ;
Weerts Fernand, Sculpteur, 31 rue du Quesnelet, Mons-en-Barœul ;
M^{me} Desrumaux Doumer, Sculpteur, 54 Avenue Albert 1^{er}, La Madeleine ;
Dumanoir, Conseillère Municipale ;
M. Gorlier, Pharmacien, 190 rue Gambetta, Lille.

*Commission des Musées d'Archéologie, Jules de Vicq,
des Antiques et de Céramique :*

- MM. Thery Louis, Nunismate, 39 rue de Bourgogne, Lille ;
Crépy Max, Collectionneur, 48 Boulevard de la Liberté, Lille ;
Pietresson de Saint Aubin Pierre, Archiviste du Département, 1, rue du Pont Neuf, Lille ;
Denis du Peage, Collectionneur, 95 rue de Jemmapes, Lille ;
Leclair Edmond, Docteur en Pharmacie, 96 rue Jacquemars Gielée, Lille ;
Docteur Breton André, Collectionneur, 141 Boulevard de la Liberté, Lille ;

Catteau André, Collectionneur, 1 Place du Temple, Lille ;
Duquesnoy Paul, Collectionneur, 19 Boulevard Louis XIV
Lille ;
Grimonprez Léon, Collectionneur, 37 rue Thiers, Lille ;
Louis, Professeur à la Faculté des Lettres, rue Angellier,
Lille ;
Houzé de l'Aulnoit Gérard, Collectionneur, 53 rue Royale,
Lille ;
Scribe Henri, Collectionneur, 8 Squarre Jussieu, Lille ;
Gorlier, Pharmacien, 190 rue Gambetta, Lille ;
M^{me} Liégeois Danielle, Conseillère Municipale.

Commission du Musée Moillet ou d'Ethnographie :

MM. Damour Paul, Président de la Ligue Maritime et Colo-
niale, 364 Avenue de Dunkerque, Lambersart ;
Decroix Marcel, Membre de la Société des Sciences, rue
Nationale 130, Lille ;
Leclair Edmond, Docteur en Pharmacie, 96 rue Jacque-
mars Giélée, Lille ;
Pruvost Pierre, Doyen de la Faculté des Sciences, 23 rue
Gosselet, Lille ;
Coquart, Adjoint au Maire.

Commission du Musée Lillois :

MM. Docteur Benoit Albert, 13 Boulevard Louis XIV, Lille ;
Decroix Marcel, Membre de la Société des Sciences, 130
rue Nationale, Lille ;
Denis du Peage Paul, Collectionneur, 95 rue de Jemmapes,
Lille ;
Grimonprez Léon, Collectionneur, 37 rue Thiers, Lille ;
Dubuisson Emile, Architecte, 22 rue Marais, Lille ;
Leclair Edmond, Docteur en Pharmacie, 96 rue Jacque-
mars Giélée, Lille ;
Pietresson de Saint Aubin, Archiviste du Département,
1, rue du Pont-Neuf, Lille ;
Mercier, Conseiller Municipal.

Commission du Musée d'Histoire Naturelle :

- MM. Defretin, Assistant de Zoologie à la Faculté des Sciences,
14 rue Notre Dame, Ronchin ;
Dehorne, Professeur à la Faculté des Sciences, Boulevard
de la Liberté, Lille ;
Delahaye Emile, rue Alfred de Musset, Lille ;
Gouillart, Assistant de Zoologie à la Faculté des Sciences
50 Avenue des Lilas, Lille ;
Hoquette, Professeur à la Faculté des Sciences, 20 Place
Jeanne d'Arc, Lille ;
Malaquin, Professeur honoraire à la Faculté des Sciences,
Conservateur du Musée, 23 rue Gosselet, Lille ;
Lebon, Conseiller Municipal.

Commission du Musée de Géologie :

- MM. Docteur Barrois Jean, rue des Jardins 20, Lille ;
Corsin, Maître de conférences à la Faculté des Sciences,
76 rue du Pont du Lion d'Or, Lille ;
Dehay Charles, Professeur à la Faculté de Médecine, 1 rue
Jean Bart, Lille ;
Delahaye Emile, Rue Alfred de Musset 35, Lille ;
Pruvost, Professeur à la Faculté des Sciences. Conserva-
teur du Musée, 23 rue Emile Zola, Lille ;
Rousseau, Adjoint au Maire.

*Commission du Musée Commercial, Colonial, Industriel,
Technologique et Agricole :*

- MM. Borrewater Lucien, Sculpteur décorateur, 48 Avenue Fou-
bert, La Madeleine ;
Decroix Marcel, Vice Président de la Société de Géogra-
phie, 130 rue Nationale, Lille ;
Leroy Gabriel, Conseiller Municipal ;
Bernard Etienne, rue Jacquemars Gielée 36, Lille ;
Dransart Fernand, rue de Paris 36, Lille ;
Lombrez Pierre, rue de Valmy 5, Lille.

ARTICLE 2. — M. le Secrétaire Général de la Mairie est
chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le 29 Décembre 1945.

Le Maire de Lille,

D. CORDONNIER.

HYGIÈNE. — Statistique Sanitaire. Mois de Décembre 1945.

I. — RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

MARIAGES	DIVORCES	NAISSANCES (mort-nés non compris)			MORT-NÉS			DÉCÈS (mort-nés non compris)	ENFANTS MIS EN NOURRISSURE		
		Légitimes	Illégitimes	Total	Légitimes	Illégitimes	Total		NÉS dans la commune PLACES hors de la commune	NÉS hors de la commune PLACES dans la commune	NÉS dans la commune PLACES hors de la commune
299	24	394	69	463	8	4	12	355	1	2	0

II. — RÉPARTITION DES DÉCÈS PAR CAUSE ET PAR AGE

(MORT-NÉS NON COMPTÉS)

(Ce tableau doit comprendre tous les décès sans exception survenus sur le territoire de la commune)

NUMÉROS d'ordre	CAUSES DE DÉCÈS (Nomenclature internationale)	MOINS DE 1 AN					De 1 à 19 ans	De 20 à 39 ans	De 40 à 59 ans	De 60 ans et au delà	TOTAUX
		1 an	19 ans	39 ans	59 ans	au delà					
1	Fièvre typhoïde										
2	ou paratyphoïde (Typhus abdominal)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
3	Typhus exanthématique	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
4	Fièvre et Cachexie paludéennes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
5	Variole	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
6	Rougeole	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1
7	Scarlatine	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1
8	Coqueluche	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
9	Diphtérie et Croup	2	2	1	»	»	»	»	»	»	5
10	Grippe	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
11	Choléra asiatique	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
12	Entérite cholériforme	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
13	Autres maladies épidémiques	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
14	Tuberculose de l'appareil respiratoire	»	1	7	7	1	»	»	»	»	16
15	Tuberculose des méninges ou du système nerveux central	1	4	»	»	»	»	»	»	»	5
16	Autres Tuberculoses	»	»	2	1	1	»	»	»	»	4
17	Cancer et autres Tumeurs malignes	»	1	1	15	18	»	»	»	»	35
18	Meningite simple	2	2	2	1	»	»	»	»	»	7
19	Hémorragie et Ramollissement du cerveau	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25
20	Maladies du cœur (non compris angine de poitrine)	»	1	»	8	»	»	»	»	»	47
21	Bronchite aiguë (y compris les bronchites sans épithète de moins de 5 ans)	1	»	»	»	1	»	»	»	»	2
22	Bronchite chronique (y compris les bronchites sans épithète de 5 ans et plus)	»	»	»	2	3	»	»	»	»	5
23	Pneumonie	1	»	»	2	8	»	»	»	»	11
24	Autres Affections de l'appareil respiratoire (Phtisie exceptée)	3	3	1	8	35	»	»	»	»	50
25	Affections de l'estomac (Cancer excepté)	»	»	2	2	»	»	»	»	»	4
26	Diarrhée et Entérite (Au-dessous de deux ans)	6	»	»	»	»	»	»	»	»	6
27	Appendicite et Typhlite	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
28	Hernie, Obstruction intestinale	»	»	1	1	1	»	»	»	»	3
29	Cirrhose du foie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
30	Néphrite aiguë ou chronique	»	»	1	1	8	»	»	»	»	10
31	Tumeurs non cancéreuses et autres affections des organes génitaux de la femme	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
32	Septicémie puerpérale (Fièvre, Péritonite, Phlébite puerpérales)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
33	Autres accidents puerpéraux de la grossesse et de l'accouchement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
34	Débilité congénitale et Vices de conformation	5	1	»	»	»	»	»	»	»	6
35	Sénilité	»	»	»	»	15	»	»	»	»	15
36	Morts violentes (suicide excepté)	1	1	3	3	»	»	»	»	»	11
37	Suicide	»	»	»	1	1	»	»	»	»	2
38	Autres Maladies	3	5	10	15	33	»	»	»	»	66
	Maladie inconnue ou mal définie	2	1	4	2	7	»	»	»	»	16
	TOTAUX	27	24	35	73	196	»	»	»	»	355

HYGIÈNE. — Statistique Sanitaire. Année 1945.

I. — RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

MARIAGES	DIVORCES	NAISSANCES (mort-nés non compris)			MORT-NÉS			DÉCÈS mort-nés non compris	ENFANTS MIS EN NOURRICE		
		Légitimes	Illégitimes	Total	Légitimes	Illégitimes	Total		NÉS dans la commune PLACÉS hors de la commune	NÉS hors de la commune PLACÉS dans la commune	NÉS dans la commune
2096	308	4214	877	5091	119	26	145	3734	18	25	6

II. — RÉPARTITION DES DÉCÈS PAR CAUSE ET PAR ÂGE (MORT-NÉS NON COMPRIS)

(Ce tableau doit comprendre tous les décès sans exception
survenus sur le territoire de la commune).

NUMÉROS d'ordre	CAUSES DE DÉCÈS Nomenclature internationale	MOINS de 1 AN	De 1 à 19 Ans	De 20 à 39 Ans	De 40 à 59 Ans	De 60 Ans et au delà	TOTAUX
1	Fièvre typhoïde ou paratyphoïde (Typhus abdominal)	»	1	»	»	»	1
2	Typhus exanthématique	»	»	1	»	»	1
3	Fièvre et Cachexie paludéennes	»	»	»	»	»	»
4	Variole	»	»	»	»	»	»
5	Rougeole	»	1	»	»	»	1
6	Scarlatine	»	1	»	»	»	1
7	Coqueluche	14	»	»	»	»	14
8	Diphtérie et Croup	10	14	»	»	»	24
9	Grippe	2	»	»	»	5	7
10	Choléra asiatique	»	»	»	»	»	»
11	Entérite cholériforme	»	»	»	»	»	»
12	Autres maladies épidémiques	2	»	»	»	4	6
13	Tuberculose de l'appareil respiratoire	2	19	105	78	35	239
14	Tuberculose des méninges ou du système nerveux central	4	18	9	7	»	38
15	Autres Tuberculoses	»	3	8	8	11	30
16	Cancer et autres Tumeurs malignes	»	2	13	145	306	466
17	Méningite simple	29	15	7	6	1	58
18	Hémorragie et Ramollissement du cerveau	3	»	4	34	199	240
19	Maladies du cœur (non compris angine de poitrine)	3	2	14	56	246	421
20	Bronchite aiguë (y compris les bronchites sans épithète de moins de 5 ans)	15	1	»	1	14	31
21	Bronchite chronique (y compris les bronchites sans épithète de 5 ans et plus)	»	4	»	9	25	35
22	Pneumonie	1	1	1	9	47	59
23	Autres Affections de l'appareil respiratoire (Phtisie exceptée)	96	32	9	62	219	418
24	Affections de l'estomac (Cancer excepté)	»	»	6	22	7	35
25	Diarrhée et Entérite (au-dessous de deux ans)	167	9	»	»	3	179
26	Appendicite et Typhlite	»	3	3	»	4	10
27	Hernie, Obstruction intestinale	1	2	7	7	25	42
28	Cirrhose du foie	»	»	»	5	10	15
29	Néphrite aiguë ou chronique	1	5	3	17	62	88
30	Tumeurs non cancéreuses et autres affections des organes génitaux de la femme	»	»	1	2	4	4
31	Septicémie puerpérale (Fièvre, Péritonite, Phlébite puerpérales)	»	»	4	1	»	5
32	Autres accidents puerpéraux de la grossesse et de l'accouchement)	»	»	5	1	»	6
33	Débilité congénitale et Vices de conformation	73	1	»	»	»	74
34	Sénilité	»	»	»	1	166	167
35	Morts violentes (suicide excepté)	3	27	41	42	68	181
36	Suicide	»	1	4	10	19	34
37	Autres Maladies	48	61	67	144	293	613
38	Maladie inconnue ou mal définie	7	11	53	64	56	191
	Totaux	481	231	365	731	1926	3734

BUREAU DE BIENFAISANCE DE LILLE. — Année 1945.
Statistique des Dispensaires.

Dispensaires	Indigents de toute nature secourus au 31 Décembre 1945			Pensionnés Loi du 14 Juillet 1905	Total des individus
	Chefs de famille	Personnes à charge	Total		
Danel-Werquin	1.053	261	1.314	720	2.034
Fives	680	231	911	521	1.432
Jonville	832	282	1.114	657	1.771
Moulins	651	218	869	485	1.354
Wazemmes	1.156	276	1.432	712	2.144
	4.372	1.268	5.640	3.095	8.735

HYGIÈNE. — Statistiques. Année 1945.

Désinfections effectuées	979
Vaccination antidiphthérique-antitétanique	7.752
Vaccination antivariolique	9.216
dans la 11 ^{me} année	2.431
dans la 21 ^{me} année	2.370
Autorisations de constructions neuves	6
Autorisations de transformations ou reconstructions ..	54
Autorisations de construction de bureaux et ateliers ..	38
Autorisations de reconstruction de bureaux et ateliers	4
Autorisation de construction provisoire	1
Réquisition de docteurs	75
Service des aides ménagères	1.240
Logements insalubres : plaintes	2.122
enquêtes	6.335
dossiers classés	443
Valises d'accouchement	141
Service de sécurité : visites effectuées	166
autorisation d'ouverture	4
fermeture	1

HYGIÈNE. — Transports Sanitaires. Année 1945

Mois	Diurnes	Noc- turnes	Total	Insol- vables	Solva- bles	Somme à recevoir	Sommes perçues
Janvier	825	87	912	221	701	44.581.—	35.820.50
Février	730	78	808	167	641	39.181.—	29.642.—
Mars	705	69	774	172	602	37.893.—	28.346.—
Avril	632	100	732	137	595	38.629.50	28.769.—
Mai	624	95	719	137	582	38.259.50	29.476.50
Juin	638	85	723	127	596	37.726.50	22.084.50
Juillet	601	89	690	118	572	37.842.—	25.908.50
Août	572	80	652	109	543	34.634.50	24.096.—
Septembre	572	82	654	118	536	33.709.—	24.978.50
Octobre	640	81	721	127	594	37.386.—	25.686.—
Novembre	620	80	700	122	578	37.486.50	25.567.—
Décembre	702	82	784	139	645	42.080.—	29.751.—
TOTAUX ..	7.861	1.008	8869	1.684	7.185	459.408.50	330.127.50

ETAT CIVIL

Mouvement de la population pendant l'année 1945

MOIS	Mariages	Divorces	NAISSANCES									DÉCÈS		
			Masculin			Féminin			Totaux		Total général par mois	par sexe		Total par mois
			Légitimes	Illégitimes	Total	Légitimes	Illégitimes	Total	Légitimes	Illégitimes		masc.	fémin.	
Janvier	104	42	184	27	211	156	46	202	340	73	413	210	261	471
Février	104	29	148	37	185	155	32	187	303	69	372	172	174	346
Mars	181	30	178	41	219	174	34	208	352	75	427	152	185	337
Avril	158	17	199	51	250	159	39	198	358	90	448	136	156	292
Mai	116	15	160	49	209	173	37	210	333	86	419	161	152	313
Juin	152	26	176	23	199	154	39	193	330	62	392	152	124	276
Juillet	177	25	198	40	238	193	46	239	391	86	477	124	125	249
Août	236	20	183	27	210	173	29	202	356	56	412	127	145	272
Septembre	237	17	175	30	205	187	36	223	362	66	428	125	128	253
Octobre	173	30	180	30	210	169	38	207	349	68	417	134	136	270
Novembre	159	33	163	38	201	183	39	222	346	77	423	136	164	300
Décembre	299	24	212	34	246	182	35	217	394	69	463	157	198	355
TOTAUX	2.096	308	2.156	427	2.583	2.058	450	2.508	4.214	877	5 091	1.786	1.948	3.734

HOSPICES et HOPITAUX.

Catégories	Existant en Janvier		Entrées			Total des entrées	Total des existants et des entrées	Sorties		
	à l'Hospice	à l'Hôpital	Réelles	Mutations	Retour de l'Hôpital			Réelles	Mutations	Envoi à à l'Hôpital
Hospice Général	1.014	5	2.296	126	55	2.477	3.491	2.037	127	61
Hospice Stappaert	99		25	114	6	145	244	53	150	8
Hospice Franc. Baës	63		10		8	18	86	2		12
Hospice d'Incurables										
Pav. Convalescents										
Mais. A. Lemay	121	5	42	184	26	252	373	31	225	27
Hospice Ganthois	119		942		10	952	1.071	917		21
Hôpital de la Charité		464	7.582			7.582	8.046	7.157		
Hôpital Saint-Sauveur ..		392	8.285			8.285	8.677	7.788		
Centre Anticancéreux ..		40	1.522			1.522	1.562	1.465		
Hôpital Calmette		105	806			806	911	566		
Mais. Maternelle	139		712		223	935	1.074	480		419
Pav. V. Olivier		44	1.737			1.737	1.781	1.716		
Chambres Particulières Saint-Sauveur		11	718			718	729	697		

Statistique pour 1945.

Total des sorties	Décès		Total des radiations	Restant au 31 Décembre		Nombre annuel de journées	Moyenne diurne de la population	Durée moyenne séjour	Proportion de mortalité sur %
	à l'Hospice	à l'Hôpital		à l'Hospice	à l'Hôpital				
225	257	6	2.482	1.009	5	388.530	1.064.466	117.38	7.76
211		2	211	33	2	24.831	68.03	99.92	
14	4	4	8	68		23.989	65.72	307.55	10.25
283	2	3	285	88	3	41.064	112.504	251.926	
938	12		950	121		40.181	110.08	37.87	1.131
7.157		471	7.628		418	158.439	434.079	19.691	5.853
7.788		498	8.286		391	155.246	425.329	17.891	5.739
1.465		33	1.498		64	24.367	66.758	15.599	2.105
566		55	621		290	83.097	145.47	58.58	6.03
899	8		907	167		52.553	143.979	48.932	0.74
1.716		33	1.749		32	22.158	60.706	12.441	1.852
697		17	714		15	9.161	25.09	12.56	2.33

BULLETIN ADMINISTRATIF

DE LA VILLE DE LILLE

ANNÉE 1945

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

- A. — Administration municipale. — Affaires générales. — Administrations diverses.
 - B. — Bâtiments. — Immeubles. — Travaux. — Voirie.
 - C. — Beaux-Arts. — Collections.
 - D. — Enseignement.
 - E. — Assistance. — Etablissements d'intérêt public. — Collectivités. — Personnes morales.
 - F. — Finances.
 - G. — Alimentation. Salubrité. — Sécurité.
 - H. — Services municipaux.
-

THE JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION

PUBLISHED WEEKLY
CHICAGO, ILL., U.S.A.

10

Vol. 10, No. 10, October 10, 1917

Published by the American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Subscription price, \$5.00 per annum in advance. Single copies, 15 cents.

Entered as second-class matter, June 26, 1911. Postpaid.

Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917.

Postmaster: This publication is entered as second-class matter.

Postpaid.

Copyright, 1917, by American Medical Association.

Printed at the Chicago Press, Chicago, Ill.

Published by the American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

A**ADMINISTRATION MUNICIPALE. — AFFAIRES
GÉNÉRALES. — ADMINISTRATIONS DIVERSES**

Pages

Conseil Municipal :*Commissions :*

Commission Municipale de Sécurité. Nominations	18-483
Commission Administrative du Bureau de Bienfaisance. Nominations.	213
Commission Administrative de l'Œuvre des Invalides du Travail. Nomination	225
Commission des Jardins ouvriers. Nominations	486
Commission Municipale d'admission des demandes de bons d'achat de chaussures. Nominations	485
Commission Spéciale chargée d'examiner les demandes de dénomination des rues. Nominations	484
Commissions Cantonales d'Assistance. Délégations..	482
Commission de discipline des Chauffeurs de taxis. Nominations	481
Commission d'examen des Chauffeurs de taxis. Nominations	480
Commission de Surveillance de l'Office Municipal d'Orientation Professionnelle. Nominations	480
Commission de Surveillance et de Patronage du Conservatoire. Modification d'arrêté	479
Commission de la Dotation Colbrant. Modification..	478
Commission des Beaux-Arts. Nominations	477
Commission Municipale pour la lutte anti-vénérienne. Nominations	768
Commission chargée d'étudier tous projets de création de piscines municipales. Nomination	799
Commission Municipale des Fêtes. Nominations..	846-898

	Pages
	—
Sous-Commission chargée de la vérification de l'exploitation des Théâtres Municipaux. Nominations ..	974
Jury de concours. Nominations	853
<i>Délégations :</i>	
Modifications. M. Broux. M. Coquart	452
Elections. M. Ghys	442
Liste du Jury pour 1946. M. Ghys	525
Institut de Médecine Légale. Docteur Simonot et Docteur Danielle Liègeois	487
Administration Municipale :	
<i>Adjoints :</i>	
Délégations. Jours de réception	438-452-888-967
M ^{me} Martha Desrumaux	747
<i>Déclaration à la population :</i>	
Déclaration du Gouvernement Provisoire de la République	910
<i>Code des Arrêtés Municipaux :</i>	
Modifications des articles :	
56 bis	13
59	19-35-317-684
170-180-181-183 et 184	168
815-816 et 817	419
408	422
925	538
278	585
524 à 557	594
558-559-560 et 561	588
1030	579

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

5

	Pages
30	713
4	865
1066	851
1087 bis	1009
206-208-209-210 et 211	952
824	1013
1001	1014
Abrogations d'arrêtés	507-676
Abrogation des articles :	
534	814
1133 et 1134	778
1066 à 1088	719
918	843
559	965

Baux :*Locations diverses :*

Auberge de la Jeunesse. Avenue Julien Destrée	977
----------------------------------------------------	-----

Prise en bail et résiliation :

Parcelles de terre à Amappes et à Mons-en-Barœul	396
Locaux. Ancienne recette municipale. Augustin Laurent	394
Différentes parcelles de terrains	473
Terrains à Fâches-Thumesnil et Marcq-en-Barœul ..	885

Fêtes et Cérémonies :*Braderie :*

Braderie du 3 Septembre. Mesures d'ordre	684
------------------------------------------------	-----

	Pages
<i>Fêtes Nationales :</i>	
XXVII ^e Anniversaire de l'Armistice. Mesures d'ordre	895
<i>Foires et Kermesses :</i>	
Foire de Septembre 1945. Interdiction de circulation	659
Foire-Attractions 1945. Installation de terrasses. Autorisations	675
Foire d'Hiver. Heures d'ouverture	990-1012
<i>Harmonie Municipale :</i>	
Trésorier. Foucart Eugène	656
<i>Clique Municipale Scolaire :</i>	
Directeur. Demaret Charles	804
Secrétaire-Trésorier. De Baere Victor	806
Moniteur. De Rudder	806
Professeurs. Nominations	807
Police Administrative :	
<i>Elections :</i>	
Convocations des Collèges électoraux municipaux—	380-386
Elections municipales et cantonales 1945. Bureaux de vote :	
Canton Lille-Centre	321
Canton Nord	322
Canton Nord-Est	323
Canton Sud	324
Canton Sud-Est	326
Canton Est	327
Canton Ouest	328

	Pages
Canton Sud-Ouest	329
Affichage. Emplacements	338-856-739

Etat Civil :

Médecins. Nominations	1031
Médecins. Indemnités	131-639
Mouvement de la population pendant l'année 1945..	1041

Médecins :

Nomination. Intérim. Indemnité.

Docteur Williatte	240
Docteur Fajchner	283-715
Docteur Cordonnier	639-715-1029
Docteur Gosselin	804-1030
Docteur Legrand	827
Docteur Vincent	827
Docteur Blond Fils	805

Administrations diverses :*Agriculture :*

Lutte contre le doryphore	567
---------------------------------	-----

Guerre :

Recensement des classes : 1919 à 1939	124
1940 à 1946	122
Commission de révision. Formation de la classe 1944	470

Reconstruction et Urbanisme :

Travaux topographiques en vue de l'établissement du projet d'aménagement communal	553
--------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Pensions :

Recensement général des internés, déportés, disparus, tués, blessés, réformés, prisonniers capturés après Juillet 1940	397
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Finances :

Avis à la population	467
Avis à la population. Echange des billets de banque	468

B**BATIMENTS. — IMMEUBLES. — TRAVAUX. — VOIRIE****Bâtiments Communaux :***Généralités :*

Convention. Achat d'extincteurs	465
---------------------------------------	-----

Voies ferrées. Tramways :*Tramways :*

Compagnie des tramways électriques de Lille. Répartition au profit des communes	164
---------------------------------------------------------------------------------------	-----

Immeubles :*Expropriation :*

Vieux-Murs 1 (rue des) Cour à l'Eau. Indemnités à divers	175
Saint-Michel 7 (rue). Indemnité Delgrange Robert..	173
Saint-Sauveur 4 (rue). Indemnité Mulle Henri	171
Dondaines (Sentier des). Indemnités à divers	177
Morts (Chemin des) Cité de l'Argillère. Indemnités à divers	179

Voirie :*Dénomination de Rues :*

Commission spéciale	275
---------------------------	-----

Voie Publique :

Interdiction de circulation :

Jordaens (rue)	282
Lottin (rue)	412
Victor Renard (rue)	413
Flers (rue de)	448
Pont du Lion d'Or (rue du)	515
Porte de Gand	499
Gutenberg (rue)	490
Peuple Belge (avenue du)	989

Egouts :

Curage d'un puits. Meuniers 64 (rue des). Injonction Delgutte	640
------------------------------------------------------------------------	-----

C**BEAUX-ARTS ET COLLECTIONS****Bibliothèques :***Bibliothèque Municipale :*

Concours pour le recrutement d'un bibliothécaire adjoint	830
-------------------------------------------------------------------	-----

Bibliothèques de prêt :

Régisseurs. Nominations : Luce Léon	651
Millon Maurice	861

Musées :*Commissions des Musées de Lille :*

Membres. Nominations	1033
----------------------------	------

Théâtres Municipaux :*Généralités :*

Convention Frady. Avenant	6
Sous-commission chargée de la vérification de l'exploitation des Théâtres Municipaux. Nominations..	974

D**ENSEIGNEMENT****Enseignement des Beaux-Arts :***Ecole des Beaux-Arts :*

Commission de Surveillance et d'Administration.	
Nomination	12-1015
Professeur. Cours supérieur de Sculpture. Concours sur titres	580
Professeur de Dessin. Concours sur titres	578
Professeur de Dessin. Traitement annuel	636
Rectification d'arrêté. Debatte	629
Professeurs. Reclassement	862
Professeurs :	
Nominations. Démissions :	
Doisy	350
Desreux	519
Lécroart Omer	583
Debatte	581
Gorrier Georges	582
Molière Gaston	584
Lenglart Paul	349-584

Ecole Régionale d'Architecture :

Directeur. Indemnité annuelle	937
Professeurs. Nouveaux traitements	936
Chefs d'atelier. Indemnité	938
Professeurs :	
Nominations. Démissions.	
Picoux Robert	612
Bartel	612
Lys	877

Conservatoire :

Commission de Surveillance et de Patronage. Nominations	81-230-231-615-986
Directeur. Démission. Gaujac	891
Directeur par intérim. Nomination. Bouillard	884
Personnel enseignant : Relèvement des traitements	148
Reclassement	931
Cours de violon. Durée des cours. Augmentation....	286
Nomination de professeurs. Concours	663
Jury de concours. Année scolaire 1944-1945	491
Jurys de concours. Nominations	906
Réintégration : Van Coppenolle	858
Plessier Léon	858
Abrogation d'arrêté. Tallon	1029
Professeurs :	
Tallon	281
Dhaene René	411-1003
Legrand	607
Defer	859-1001

	Pages
Bouillard	939
Decombe-Forêt (M ^{me})	997
Ceugnart-Castelain (M ^{me})	1000
Cordonnier Simone (M ^{lle})	1001
Hannart Edmond	1002
Vannier Roger	1017
Caquant François	1018
Pellemeule Edmond	1019
Simonnar Paul	1026
Bikelas Hélène (M ^{lle})	999
Verdier Roger	1004
Decarme Jean	1020
Deswarte Charles	1021
Lecocq Pierre	1022
Vervinck Jacqueline (M ^{lle})	1023
Charlet André	1024
Camart Georgette (M ^{lle})	1025
Hazard Robert	1027
Conord Charles	1028

Enseignement Secondaire :

Lycée Fénelon :

Arrêté ministériel. Bénéficiaires. M ^{lle} Lacroix et M ^{me} Coquant	141
Directrice. Indemnité	898

Ecole Jean Macé :

Cantines	1008
----------------	------

Enseignement Technique :

Institut Denis Diderot :

Cantines	1008
----------------	------

Collège Technique Valentine Labbé :

Cantines	1008
----------------	------

Enseignement Primaire :*Inspection médicale scolaire :*

Médecins. Nominations	132-985
-----------------------------	---------

Cours Municipaux :*Cours Municipaux Professionnels :*

Année scolaire 1944-1945. Professeurs	288
Professeur. Bonnel (M ^{re})	930
Contremaîtres et contremaîtresses. Fixation des traitements	793
Année scolaire 1945-1946. Etat du personnel....	957-876

Cours de formation générale des jeunes agents :

Indemnités. Cuvillier Maurice. Fontaine Adolphe ..	287
----------------------------------------------------	-----

E**ASSISTANCE. — ÉTABLISSEMENTS D'INTÉRÊT PUBLIC
COLLECTIVITÉS. — PERSONNES MORALES****Bureau de Bienfaisance :***Commission Administrative :*

Nomination	1607
------------------	------

Statistique des dispensaires :

Année 1945	1039
------------------	------

Hospices :*Généralités :*

Comité d'Entr'Aide en faveur des fonctionnaires des Hospices. Membres. Nominations	487
------------------------------------------------------------------------------------------	-----

	Pages
<i>Hospices et Hôpitaux :</i>	
Statistique pour 1945	1042
Œuvres diverses :	
<i>Fondation Boucher de Perthes :</i>	
Attribution de prime. M ^{lle} Renée Pontois	571
<i>Hébergement des indigents de passage :</i>	
Convention Kenckerian	211
<i>Prime à la natalité :</i>	
Exercice 1943. Retardataires. 2 ^{me} fraction. Bénéficiaires	22-23-235
Augmentation du taux. Rappels	254
Première fraction. Bénéficiaires	154-156-157-232-234-369-371-435-436-521-523-526-590-592-660-798-853-873-916
Deuxième fraction. Bénéficiaires	368-521-592-661-838-915
<i>Régie Municipale :</i>	
Comité d'exploitation. Membres. Nominations ..	421-485
<i>Secteur Charbonnier :</i>	
Participation des Communes	69-426-637-874

F

FINANCES

Recettes :

Généralités :

Abrogation d'arrêtés	972
----------------------------	-----

Régisseurs :

Légrand	68
Spetebroot Marcel	361
Vandenberghe Charles	362
Lerouge Louis	363
Delcueillierie Louis	498-510
Rousselle Victor	871
Duparcq	79

Dépenses :*Régisseurs :*

Année 1945. Nominations	76
D'Hoossche Jules	78
Lemahieu (M ^{me})	80
Gaujac	236
Rykebusch Maurice	457-498
Hibon Pierre	562
Lemaire Gaston	620
Lerouge Louis	572
Fontaine	670
Thibaut	909
Bouillard	908

G**ALIMENTATION. — SALUBRITÉ. — SÉCURITÉ****Alimentation :***Abattoirs :*

Location de locaux	213-465
--------------------------	---------

	Pages
<i>Prisée de la Saint-Rémy :</i>	
Prix légal du blé	843
Distribution d'Eau :	
<i>Stations de pompage :</i>	
Prix de l'énergie électrique. Haute Tension	529
<i>Bains :</i>	
Commission chargée d'étudier tous projets de création de piscines municipales. Membres. Nominations	799
Hygiène :	
<i>Désinfection. - Désinsectisation :</i>	
Injonctions :	
Bernier, 2 rue Froissart	191
Oswald, 26 rue Basse	165
Rosse, 11 rue d'Armentières	320
Antonini, 20 rue des Robleds	688
<i>Fosses d'aisances :</i>	
Injonction :	
Raimond, 6 rue de Rocroi	166
Pannier, 5 rue du Cirque	343
Defrennes	608
30-32-34 rue Anatole France	865
<i>Prophylaxie antivénérienne :</i>	
Commission d'Etudes. Nomination. D ^r Verhaeghe..	867
<i>Protection de la Santé Publique :</i>	
Vaccination et revaccination antivariolique	399

Statistiques :

Statistiques diverses. Année 1945	1039
Transports sanitaires. Année 1945	1040

Statistique Sanitaire :

Mois de Janvier à Décembre 1945	116-204-310-388-458-545
	621-690-816-855-942-1037
Année 1945	1038

Cimetières :*Cimetière du Sud :*

Agrandissement. Expropriation de terrains. Indemnités. Consorts Coisne	151
------------------------------------------------------------------------------	-----

Eclairage :*Energie électrique :*

Prix maximum. Haute tension	530
Prix maximum. Basse tension	532-649-737

*Gaz :**Prix maximum du mètre cube :*

Tarif des bâtiments communaux	16-163-534- à 537-673
Tarif des particuliers	534 à 537-673

Police :*Lieux ouverts au public :*

Installation d'une friterie. Autorisation. Faubourg de Roubaix 53 (rue du). M ^{me} Mayel	159
Fiches de police. Obligation aux hôteliers et logeurs	316
Salles de danses. Autorisations d'exploitation :	
Faubourg de Roubaix 6 (rue du). Beudaert	652

	Pages
Dunkerque 209 (avenue de). Gallier	653
Bouvines 6 (rue de). Leleu	654
Léon Gambetta 282 (rue). Laigle	655
 <i>Mœurs :</i>	
Maison de tolérance. Autorisation. A. B. C. (rue de l'). M ^{me} Baechler	83
Maisons de tolérance. Retraits d'autorisation :	
A.B.C. 1 (rue de l')	784
A.B.C. 2 (rue de l')	785
A.B.C. 3 (rue de l')	783
A.B.C. 5 (rue de l')	781
A.B.C. 6 (rue de l')	786
A.B.C. 7 (rue de l')	780
A.B.C. 8 (rue de l')	782
A.B.C. 13 (rue de l')	788
A.B.C. 22 (rue de l')	787
 <i>Voie Publique :</i>	
Divagation des chiens. Interdiction	30-355-640
Divagation des chiens. Abrogation d'arrêté	770
Taxis de louage :	
Commission d'examen	214
Commission de discipline	215-950-951
Retrait du livret. Chauffeurs :	
Beirnaert Louis	513
Pigache Lucien	512
Letessier Jules	514
Immeubles menaçant ruines :	
Mises en demeure :	
Bel Air (rue du). Mianné (M ^{me} V ^{ve})	125

	Pages
Baudin (rue) cour Parent 7-8-15. Maene	190
Bel Air 16-18 (rue du). 1 cour Thieffry	127
Balzac 18 (rue). Evacuation Demaen	600-602
Esquermoise 28-30 (rue). Liège (M ^{me} V ^{ve}) Derou- baix (M ^{me} V ^{ve})	657
Vignette 31-33 (rue de la)	887
Interruptions de circulation :	
Jordaens (rue)	253
Général De Gaulle (Place du). Rues Nationale, Gauthier de Châtillon, de Valmy	777
Pont de la Citadelle	974

H

SERVICES MUNICIPAUX

Généralités :

Agents bénéficiaires d'avantages en nature. Modifi- cations	20
Prise en charge. Etat Civil. Cimetières. Foires et Kermesses. Raoul Camu	200
Avenant. Convention André Jenny	122
Réfractaires au S.O.T. Situation administrative	128
Ex-agents de l'octroi. Reclassement. Commis	215
Commission consultative chefs de bureau. Nomina- tions	365
Tableau annuel d'avancement. Chefs de bureau	373
Commission consultative du personnel. Membres. Nominations	414-805
Emploi de chef d'équipe et de jardinier-mosaïste. Commission consultative	538

	Pages
Service des Fêtes. Réorganisation. Prise en charge par l'Etat Civil.....	609
Emplois d'Inspecteurs d'Hygiène. Concours ..	716-718
Honorariat. Fernand Martin	713
Emploi d'Inspecteurs d'Hygiène. concours. Jury	830
Emplois de Rédacteurs. Concours. Programme ..	961-963
Emploi de Rédacteurs. Concours. Jury	975
Examen professionnel. Jury	976
Personnel ouvrier. Reclassement	1005
Comptables auxiliaires. Reclassement.....	1008
Tous Services et Divisions. Promotions....	568-635-792- 850-917-987
Agents mineurs. Salaires	635-918-930
Conseil de discipline :	
Membres. Nominations	771-702-903-904- 905-995-1032
Comparution : Delesalle Arthur	539
Dufour Charles	540
Barbier (M ^{me})	541
Barnabé (M ^{alc})	541
Emploi d'expéditionnaires. Concours. Jury	12-573
Emploi d'expéditionnaires. Concours. Programme..	555
Cadre principal :	
<i>Généralités :</i>	
Tableau complémentaire de Promotions. Année 1944	82
Tous Services et Divisions. Promotions..	67-147-443-497
Tous Services et Divisions. Commis. Nominations..	140
Abrogation d'arrêté. Jules Deroo	29

Secrétariat Général :

Dactylographie. Dames employées. Nominations	153
Secrétaire Général. Nomination. Léon Grangeon	852
Secrétaire Général Adjoint. Nomination. Emile Lefebvre	616
Annulation d'arrêté. Thomazie et Florin	774
Nominations. Promotions. Mutations. Démissions. Traitement :	

Leprêtre Léonce	71
Teilliez Stéphanie	262
Legrand Fernande	375
Quin Georgette	376
Casin (M ^{me})	359-373
Claes Edmond	518
Boeraeve Albert	488
Looten Fernand	560
Bonamis Odette (M ^{me})	586-764
Platel Antoine	890
Looten André	568
Maes André	521

Suspension de fonctions :

Thomazie et Florin	647-825
--------------------------	---------

Congé sans solde :

Muchery René	272
--------------------	-----

Première Division :

Commis. Reclassement. Lionet	610
Inscription au tableau annuel d'avancement. Haut- cœur Félicien	841
Chef de Division. Nomination. Hautcœur Félicien ..	842

	Pages
Nominations. Réintégrations. Mutations. Traitement :	
Ledoux Richard	415
Dernoncourt Raymend	614
Devos Lucien	872
Camu Raoul	199
Mercier (M ^{me})	801
Chatelet Arsène	281
Burggraeve Alfred	281
Serrure Maximilien	992-981
Congé avec solde :	
Lemille Georges	68-361-629-853
Congé sans solde :	
Boursin Pierre	354
Dernoncourt Raymond	823
<i>Deuxième Division :</i>	
Abrogation d'arrêté. Cuvillon Maurice	124
Indemnités de fonctions à divers	283
Nominations. Mutations. Démissions :	
Lefebvre Arthur	379
Chimot Jean	442
Waessen Ernest	617
Jacquemont Lucien	587-605
Mille René	559
Crombez Ernest	792
Vermersch André	775
Bert Paul	891
Jansoone Henri	993

	Pages
Charbonnier Georges	989
Cnudde Marceau	226
Lecomte François	665
Dujardin Pauline (M ^{me})	860
Janssens Charles	803
Sergeant Léon	565
 Congé avec solde :	
Grulois Simon	167-447-927
Pat André	414-630
Dezitter Jules	742
Bart Henri	261-557-743-885-928
 Congé sans solde :	
Dehaynin Gontran	775
Devrière Henri	665
Brienne Paul	517
Cuvillon Maurice	130
Portebois Paul	146
 <i>Troisième Division :</i>	
Reprise de fonctions. Caby Maurice	317
 Nominations. Rétrogradation. Révocations :	
Lemaire Marguerite	375
Paquier Louis	378
Thibaut Emile	377
Delattre Pierre	416
Clairret Emile	517
Dutrieux Paul	508
Dollé Alfred	559

	Pages
Descamps Lucien	577
Levrague Jules	614
Verstraete Marcel	650
Alavoine Lucien	634
Picquette René	634
Jardez	861
Lasante Marius	438
Hof Henri	396
Congé avec solde :	
Depauw Louis	348-928
Chambon Germain	981
Congé sans solde :	
Caby Maurice	8
<i>Quatrième Division :</i>	
Reclassement. Hecquet Léon	7
Moniteurs et Monitrices d'Education Physique.	
Nominations provisoires	366-418-868
Nominations. Promotions. Mutations. Démissions.	
Traitement :	
Lionet Jean-Baptiste	558
Van Hagendoren Roger	571
Menez Georges	560
Rousselle Jules	794-800
Theulier Léon	841
Pottier Georges	841
Crombez Odette (M ^{me})	992
Tallon Pierre	145
Ronse Jules	967

	Pages
Vandenberghe Georgette	64
Piette Edouard	363
De Baecker Henri	833
Masson (M ^{me})	342
Menez Georges	892
Peeters	848
Congé sans solde :	
Lionet Jean	810
Braque Lucien	860
<i>Cinquième Division :</i>	
Médecin. Doctoresse Dubuisson	434
Concours d'Inspecteur d'Hygiène. Classement	929
Nominations. Réintégration. Promotions :	
Tiers Rémy	374
Damanne Marcel	979
Bosier Gaston	980
Mahieu Georges	500
Durut Léon	884
Debut Désiré	968
Congé avec solde :	
Verhaeghe Camille	982
Congé sans solde :	
Rykebusch Blanche	441
Godart René	64-364-593-801
<i>Police :</i>	
Suspension de traitement. Gardin Ferdinand	63
Abrogation d'arrêté. Bliquit Georges	564

	Pages
<i>Octroi :</i>	
Cadres supérieurs. Traitements	357
Remboursement de cautionnement à l'Etoile Commerciale	603
<i>Sapeurs-Pompiers :</i>	
Nominations diverses	454-455-615-823
Titularisations	776
Promotions	738-741-840
Indemnité de logement. Suppression. Boterdael Roger	199
Complément d'arrêté. Nolf Marcel	501
Nominations. Promotions. Démissions. Traitement :	
Dodre Marcel	162
Muselet Gaston	162
Deconynck Charles	203
Descarpentries Marcel	336
Vanhulle Arsène	335
Allo Marcel	648
Glorian Paul	648
Vanhulle Raymond	648
Haidon Marcel	824
Leleu Gustave	988
Van Assche Henri	75
Duquesnoy Théodore	147
Vanderosière Robert	318
Derlyn Achille	334
Tacquet Paul	417
Godefroy Alfred	666
Bulleateau Raymond	71

	Pages
Weens Marcel	196
Lobert Henri	195
Congé avec solde :	
Rémy Marcel	991
Suspension de traitement :	
Masse Elie	285
Cochez Emile	286
Cazé Albert	417

Cadre Auxiliaire :

Généralités :

Tous Services et Divisions. Promotion..	65-186-240-351
Tous Services et Divisions. Reclassement	10-280
Salaires. Agents aux fonctions spéciales	17
Agents mineurs. Salaires. Promotions diverses	188
Nominations de divers secrétaires d'administration	252
Agents mineurs. Salaires	66-238-352

Secrétariat Général :

Suspension de traitement. Bert Jean	320
Point de départ d'arrêté. Keerle Jean	632
Nominations. Démissions. Traitement :	
Debruyne Jean	143
Bapaume René	277
Beurrier Albert	277
Demanne Pierre	277-746
Pauwels Robert	277-359
Schacht Jean	277
Verro Emile	277

	Pages
Huyghe Roger	276-797
Corbelin Jean	347-869
Devergnies Roland	421
Blondiau Michel	444
Laurent André	563
Godtschalek Robert	686
Deligne Maurice	687
Vaillant Henri	646
Dupond Marcel	703
Cayzelle André	688
Duquesnoy René	746
Dewinne René	808
Hecht Georges	139
Blondiau André	137
Pauwels Robert	359
Bertrand	341
Frutsaert Cécile (M ^{lle})	543
Richez Marcel	604
Keerle Jean	606
Lonillet (M ^{lle})	659
Corbé (M ^{lle})	659
Hurez (M ^{me})	659
Debruyne Alice (M ^{me})	768
Jenny André	767
Hacart Edmond	745
Declerck André	747
Loock Eugène	828
Congé sans solde :	
Lebeau France (M ^{lle})	274
Bonamis (M ^{me})	60

Economat :

Nominations :

Depraitre Clémence	202
Goeminne Berthe	202
Degryse Gabrielle	331
Gyde Virginie	331
Moorthamer Jeanne	449
Licenciement d'un vieux serviteur. Lancel Marthe..	357
Congé sans solde. Vernet (M ^{me})	228

Régie Municipale :

Suspension de traitement. Boin Gustave	221
----------------------------------------------	-----

Première Division :

Reclassement. Meens (M ^{me})	334
Abrogation d'arrêté. Bonnez Paul	505

Nominations. Réintégrations. Promotions. Mutations.
Démissions :

Lefebvre Liliane (M ^{lle})	58
Thuytschaever Henri	26
Gisselaire Fernand	25
Deplanque Louis	279
Quintin Charles	279
Delire Marie	278
Tytgat Marceau	332
Talman Léon	333
Dutielt Simone	352
Briffaut Raymond	367
Leclercq Jean	505

	Pages
Cézard André	566
Harinck Lucien	619
Vanhove Germaine	667
Dubureq Adolphe	645
Debacker François	646
Favre Jean	790
Féron Julien	789
Sohier Jacques	789
Agneray (M ^{lle})	765
Glibert Marcel	867
Scrive Andréa (M ^{lle})	832
Lefebvre Jean	570-643
Renard Jacques	829
Boudenoot (M ^{me})	14
Demarescaux (M ^{me})	14
Vandenboosche Alfred	188-994
Dupret Yvonne	181
Dehaese Irène	192
Delporte Emilienne	161
Depasse Geneviève	237
Winchel Denise	337
Rault Gisèle	333
Debove Marie	353
Buyens Pierre	360
Dupressoir Paule (M ^{me})	516
Cuvillon Victor	605
Delecourt Cécile (M ^{lle})	607
Vernet Madeleine	675

	<u>Pages</u>
Lionet (M ^{me})	813
Bonnez Paul	763
Desrumaux Denise (M ^{me})	831
Gilquin Suzanne (M ^{me})	896
Heurteux Augustine (M ^{me})	919
Thelliez Madeleine (M ^{lle})	921
Dezaeytydt Marcelle (M ^{me})	921
Vanden Boossche Jeanne (M ^{me})	922
Du Bois Marguerite (M ^{me})	922
Dehague Germaine (M ^{lle})	923
Malcourt Julianne (M ^{me})	994
Turpin Germaine (M ^{me})	1011
Dupays Georges	983
Hennebicq Renée (M ^{me})	983
Vanghehuchten Louis	611
Vercamer Jules	795
Elleboode	744
Suspension de traitement :	
Renard Jacques	358
Bonnez Paul	429
Congé sans solde :	
Berguerre Marcel	182
Guillain Aline (M ^{me})	506
Lionet (M ^{me})	561
<i>Deuxième Division :</i>	
Abrogation d'arrêté. Aubert Henri	450
Nominations. Réintégrations. Mutations. Promotions. Radiations. Démissions. Traitement :	
Aubert Henri	16

	Pages
Lepus André	21
Delbé Léon	25
Coucke Albert	27
Leignel Marcel	58
Verley Albert	59
Vercruysse Camille	60
Cornille Léon	72
Despicht Emile	72
Bourdier Léon	73
Kuntz Charles	73
Olivier Léon	73
Gallet Armand	74
Decuyper Gustave	84
Rose Norbert	133
Guichard Léon	134
Godefroy André	135
Wattrelot Gabriel	135
Haidon Marcel	136
Storme Achille	136
Leignel Roger	137
Duvauchelle Charles	138-338
Delecroix Auguste	139
Werquin Maurice	143
Meunier Arthur	183-347
Verhaeghe Jules	184
Dorangeville Albert	184
Desmet Roger	185
Chrétien Léon	201

	Pages
Isbled Louis	277
Rieu Fernand	277
Demulder Marcel	264
Durut Robert	264
Tournemine Albert	263-431
Bourdon Oscar	229
Vervenne Marceau	229
Gossens Gaston	227
Leclercq Roger	224
Leclercq Maurice	346
Pénicot Emile	330
Maquet Pierre	331
Van Laecke Pierre	331
Cremmery Alfred	450
Canler Georges	449
Feys Maurice	447
Lippens Gustave	445
Villette André	416
Smague Edouard	574
Clément Marcel	475
De Ceulener Victor	476-920
Rosiers Joseph	495
Cabaret René	495
Bouteman Albert	496
Gabriels Maurice	496
Billiau Léon	496
Moons Edouard	503
Tesse Paul	509

	Pages
Verbrugge Georges	509
Bos Jean	511
Linot Maurice	512
François Henri	619
Sory Emile	619
Bauvens Arsène	618
Vereruyse André	586
Adriaenssens Alphonse	563
Vande Rosieren Robert	668
Deletete Théodore	669
Verstraete Gaston	669
Van Oost Marcel	670-894
Dassonville Louis	685
Dufour Adolphe	811
Reynaert Elie	812
Lafosse Jean	832-934
Montois Pierre	870
Van Mullem Alphonse	870-893
Dorchies César	894
Lemai Maurice	899
Dhorne Marcel	900
De Mets Alphonse	901
Leclerc Léopold	901
Dernoncourt Jérôme	934
Beintein Romanie (M ^{me})	996
Delannoy Simone (M ^{me})	969
Bridel Suzanne (M ^{me})	969
Prévots Georges	504

	Pages
Scrève Roger	1010
Deherripon Paul	996
Carrez Louis	222
Talman Léon	808
Goval André	9
Vandenberghe Auguste	430
Van Weydeweldt Pierre	430
Cramette Isidore	144
Cardon Julia (M ^{me})	1032
Baillon Jean-Baptiste	984
Boulogne Jules	61
Chartres Marcel	84
Cateau Michel	144
Carlier Xavier	166
Hugon Jean	181
Gadenne Alfred	201
Guillouard Ernest	227
Botte Georges	239
Vanlierde Louis	229
Couck Albert	337
Palstermans Pierre	368
Layen Georges	445
Carpentier Daniel	430
Brasdefer François	542
Hendryckx Charles	543
Leignel Marcel	556
Gravelin Victor	642
Delobel Jules	643

	Pages
Descarpentrie Marcel	810
Dubar Charles	811
Cabaret René	893
Leprêtre Angèle (M ^{me})	897
Masson Emile	1012
Dufour Alphonse	997
Delbecq Marcel	982
Théron Raymond	973
Dierondonek Alfred	576
Bahier Henri	814
Briche Michel	797
Goussin Marcel	194
Desrumaux André	197
Wanaverbecq Jean	197
Jones Daniel	198
Dupret Robert	198
Congé sans solde :	
Delbé Léon	192-897
Lainé Jules	319-802
Neslany Eugène	365
Verhaeghe Jules	566
De Nève Albert	631
Dumoulin (M ^{me})	744
Kestelyn Léon	828
Suspension de traitement :	
Buyens Pierre	284
Niele Jacques	345

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

37

Pages

Aubert Henri	344
Crétal Henri	379
Suspension de fonctions :	
Chatelet Gustave	767

Troisième Division :

Rétablissement de situation. Dehaese Michel	189
Indemnité de caisse. Pollet	186-238
Reclassement. Delecour	334
Nominations. Promotions. Radiations. Démissions :	
Menet Marcelle	223-936
Moreau Marcel	224
Debou Ernest	224
Dotte Paul	271
Lefebvre Jacques	182
Bauet (M ^{me})	924
Poquet Gaston	340
Congé sans solde :	
Delecour Henri	489
Barnabé Suzanne (M ^{lle})	557
Suspension de traitement :	
Engrand Claude	429

Quatrième Division :

Nominations. Réintégrations. Promotions. Mutations.
Démissions. Traitement :

Dupont Edmond	62
Binsschinat Léon	75
Saint Léger Marcel	27

	Pages
Durannel Isabelle	8
Fruit Julien	160
Dubrulle Robert	159
Laurent Adolphe	142
Cannesson Théodule	134
Maerten Georges	273
Detender Blanche	432
Meunier Arthur	613
Angez Maria (M ^{me})	795
Lecuyer Simone (M ^{me})	796
Bourdon Renée (M ^{lle})	940
Vielly Georgette (M ^{lle})	1016-971
Destur Isabelle (M ^{me})	845
Thirmon Kléber	14
Sauter Christiane	61
Foucher Maurice	516
Casene Louis	504
Bruyère Marcel	273
Darrigrand Robert	569
Crinon Jean	704
Dehaese Michel	644
Bonamis Jean	791
Verdière Lucienne (M ^{lle})	940
Carpentier Raymonde (M ^{me})	970
Leroux René	195
Rocha José	194
Van Moer Jean	193
Testelin Albert	610

	Pages
Congé sans solde :	
Laheyne Gaston	766
Marchand-Houvenaeghel (M ^{me})	849
Suspension de traitement :	
Stichelbout Jean	221
Crombet Gaston	222
Gerstner Claude	265
Régnier Roger	345
<i>Cinquième Division :</i>	
Annulation d'arrêté. Raingeval Alfrédine (M ^{me})	667
Nominations. Réintégrations. Mutations. Démissions.	
Traitement :	
Torcheux Denise	21
Cnudde Valentine	15
Desreumaux Marie-Magdeleine (M ^{lle})	509
Lahaine Marie-Thérèse (M ^{lle})	509
Bernard Denise (M ^{me})	502
François Yvonne	10-925
Massenhove Jean	161
Lecompte Georgette (M ^{me})	456
Faucompré (M ^{me})	633
C'hauvière Madeleine (M ^{lle})	644
Miklaszewska (M ^{lle})	765
Dusausoy (M ^{lle})	813
Biarez Elisabeth (M ^{lle})	919
Dekeerschietter Gabrielle (M ^{lle})	924
Choquel Jules	196

	Pages
<i>Congé sans solde :</i>	
De Bruyn Odette	85
Biarez Elisabeth	132
Kerkhove Daniel	319
Deprouw (M ^{me})	489-672
Delvau Maurice	544
Pecqueur Marie-Thérèse (M ^{lle})	476
Raingeval (M ^{me})	632
Dubois Francis	846
Delerue Cécile (M ^{lle})	849
<i>Suspension de traitement :</i>	
Legrux Roger	428
Caisse des Retraites :	
<i>Généralités :</i>	
Anciens agents municipaux retraités par la Caisse Nationale. Complément de pension. « Vieux travailleurs ».	299
Commission mixte	292
<i>Admission à la retraite :</i>	
Baussart Albert	28
Kolh Antoine	28
Franck André	440
Bocquet (M ^{me})	432
Richard Etienne	501
Leroi Edouard	630
Deleau Louis	651
Martin Fernand	671
Leclercq Hector	809

	Pages
Lemille Georges	844
Lehague Paul	902
Rémy Marcel	926
Verhaeghe Camille	926
Declermortier Jules	839
Denneulin Germaine (M ^{lle})	971
Cramette Gaston	973

Liquidation de pension :

Bosier Alfred	114
Dancoine Jules	112
Lecuppre Charles	111
Rongveaux Alexandre (Veuve)	110
Ronse Edmond (Veuve)	108
Deruez Alphonse	107
Colin Gustave (Veuve)	103
Foubert Alfred (Veuve)	101
Honoré Roland (Veuve)	100
Duez Oscar	98
Waghemaecker Gaston	97
Touzé Paul (Veuve)	96
Hidoux Victor (Veuve)	95
Deconinck Gustave	93
Picot Léon	92
Delebassée Charles (Veuve)	90
Doutrelong Alfred	89
Joly Désiré	88
Debroeck Arthur (Veuve)	87
Cnudde Henri (Veuve)	86

	Pages
Derieppe Alfred	106
Totelet Eloi	105
Baussart Albert	308
Briche Ernest (Veuve)	306
Leconte François (Veuve)	305
Comère Julien	304
Dewattine Aimable (Veuve)	303
Delcambre Florent (Veuve)	302
Mouraux Léon (Veuve).....	301
Teielynck Maria	275
Manchin Louis	451
Claessens Jeanne (Veuve)	409
Deruez Alphonse (Veuve)	408
Dhennin Henri (Veuve)	406
Leignel Alphonse (Veuve)	402
Baron Léonce (Veuve)	401
Enfants Fino	403
Martin Fernand	691
Lefebvre Marcel (Veuve)	692
Bocquet Pauline (M ^{me})	693
Durot Alphonse (Veuve)	694
Marescaux Victor (Veuve)	695
Hubert Camille	696
Cochez (Veuve)	698
Franck André	699
Manchin Louis	700
Vandereruyssen (Veuve)	701
Isuard Félix	702

Rappel de versements :

Autorisation. Chambon Marie-Thérèse	433
-------------------------------------------	-----

Révision de pension :

Dorchies Emilien	94
Parent Emile	410
Bénéficiaires divers	297

Versements :

Autorisations :

Bomart Paul	242
Hof Henri	243
Rossé Paul	244
Hugot Christiane	225
Desquiens Andrée	246
Broutin Fernande	247
Louvet Huguette	248
Boulangier Agnès	249
Wagnon Cécile	250
Évans Georgette	251
De Muynck Yvonne	266
Dujardin Pauline	267
Polaert Yvonne	268
Leblanc Jeanne	269
Carlier Gustave	270
Dutrieux Hubert	826

Versements rétroactifs :

Autorisations :

Goossens Adolphe	57
------------------------	----

	Pages
Simoens Georges	55
Trouvaert Paul	54
Farvacques Albert	53
Dubreucq Marcel	52
Leniaert Victor	51
Marquis Jacques	50
Lefebvre Emile	49
Rosselle Jules	48
Castelain Camille	47
Herin Paul	46
Pat André	32
Rault André	33
Dutrieux Hubert	761
Van Opbrocke	760
Mahieu Georges	759
Castelain Louis	758
Waessen Ernest	757
Brienne Paul	756
Crespel Robert	755
Carnoy Georges	753
Duparcq Henri	752
Alleweireldt	751
Delesalle	750
Hénocq Gustave	749
Lefief Léon	748
Lemay Georges	762

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

A battoirs. — (Voir **B** Bâtiments communaux et **G** Alimentation).

Abreuvoir. — (Voir **G** Distribution d'eau).

Acquisition d'immeubles. — (Voir **B** Immeubles).

Adjudications. — (Voir à l'objet de l'adjudication et **H** Adjudications et Marchés).

Administrations diverses. — (Voir **A**).

Administration municipale. — (Voir **A**).

Adresses. — (Voir **A** Conseil municipal).

Affaires Etrangères. — (Voir **A** Administrations diverses).

Affichage. — (Voir **A** Police administrative).

Alignements, percements. — (Voir **B** Voirie).

Alimentation. — (Voir **G**).

Aqueducs. — (Voir **B** Voirie).

Arbre de Noël. — (Voir **E** Sociétés).

Architectes. — (Voir **B** Bâtiments communaux).

Archives. — (Voir **C**).

Arrosage. — (Voir **B** Voirie).

Asile de nuit. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Assistance publique. — (Voir **E**).

Associations. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Assurances. — (Voir **B** Bâtiments).

Automobiles. — (Voir **G** Police).

Autorisation d'ester. — (Voir **A** Contentieux).

- B**ains. — (Voir **B** et **G**).
- Baladeurs. — (Voir **G** Police).
- Bâtiments communaux. — (Voir **B**).
- Bascules. — (Voir **G** Alimentation).
- Baux. — (Voir **A**).
- Bibliothèque. — (Voir **B** Bâtiments communaux et **G**).
- Bois de chauffage (Voir **B** Bâtiments communaux).
- Boîtes aux lettres. — (Voir **A** Administrations diverses).
- Bornes-fontaines. — (Voir **G** Distribution d'eau).
- Bornes postales. — (Voir **A** Administrations diverses).
- Bourse du Travail. — (Voir **B** Bâtiments communaux et **E** (Euvres diverses)).
- Bow-windows. — (Voir **B** Voirie et **F** Recette).
- Budgets. — (Voir **F**).
- Bureaux. — (Voir **H** Services municipaux).
- Bureau de Bienfaisance. — (Voir **B** Bâtiments communaux et **E**).
- Bureau de postes. — (Voir **A** Administrations diverses).
- C**aisse de Chômage. — (Voir **A** Police administrative et **E** (Euvres diverses)).
- Caisse de Crédit municipal. — (Voir **E**).
- Caisse des Ecoles. — (Voir **D** Enseignement primaire).
- Caisse des Retraites. — (Voir **H**).
- Canalisations d'eau. — (Voir **G** Distribution d'eau).
- Canaux. — (Voir **B** Voirie).
- Candélabres. — (Voir **G** Eclairage).
- Canonniers. — (Voir **A** Administrations diverses).
- Cantines scolaires. — (Voir **D** Enseignement primaire).
- Cérémonies. — (Voir **A** Fêtes).

- Chalets de nécessité. — (Voir **B** Voirie).
- Charbons. — (Voir **B** Bâtiments communaux, Chauffage).
- Chauffage. — (Voir **B** Bâtiments communaux et **G** Alimentation).
- Chauffoirs publics. — (Voir **E** Œuvres diverses).
- Chaussées. — (Voir **B** Pavages).
- Chemins vicinaux. — (Voir **B** Voirie).
- Chemins de fer. — (Voir **B**).
- Chômage. — (Voir **E** Œuvres diverses).
- Cimetières. — (Voir **G**).
- Circulation. — (Voir **B** Voirie et **G** Police).
- Code des Arrêtés Municipaux. — (Voir **A** Administration municipale et à l'objet de l'article).
- Collections. — (Voir **C**).
- Collège. — (Voir **D** Enseignement secondaire).
- Colonies scolaires. — (Voir **D** Enseignement primaire).
- Commerce. — (Voir **A** Administrations diverses).
- Commissaires. — (Voir **G** Police et **H** Services Municipaux).
- Commissaires répartiteurs. — (Voir **A** Administrations diverses).
- Commissariats de Police. — (Voir **B** Bâtiments communaux).
- Commissionnaires publics. — (Voir **G** Police).
- Commissions municipales. — (Voir **A** Conseil municipal).
- Commissions spéciales. — (Voir à l'objet de la commission).
- Communautés. — (Voir **E** Œuvres diverses).
- Compagnies immobilières. — (Voir **E** Œuvres diverses).
- Compagnie des Tramways. — (Voir **B** Voies ferrées).
- Comptes. — (Voir **F**).
- Concerts. — (Voir **A** Fêtes).
- Concessions. — (Voir **G** Cimetières).

- Conseil de Prud'hommes. — (Voir **A** Administrations diverses).
- Conseil municipal. — (Voir **A**).
- Conseiller juridique. — (Voir **A** Contentieux).
- Conservatoire. — (Voir **B** Bâtiments communaux, **D** Enseignement des Beaux-Arts).
- Contentieux. — (Voir **A**).
- Contributions directes. — (Voir **A** Administrations diverses).
- Contributions indirectes. — (Voir **A** Administrations diverses).
- Cotes irrécouvrables. — (Voir **F** Recettes).
- Coupons périmés. — (Voir **F** Emprunts).
- Cours municipaux. — (Voir **D**).
- Cours normaux. — (Voir **D** Enseignement des Beaux-Arts).
- Cours publics. — (Voir **D**).
- Courses. — Société des courses. — (Voir **A** Fêtes).
- Crèches. — (Voir **E** Œuvres diverses).
- Crédit municipal. — (Voir **E**).
- Crédits supplémentaires. — (Voir **F** Dépenses).
- Cultes. — (Voir **E**).
- D**alles. — (Voir **B** Emprises).
- Débts de boissons. — (Voir **A** Police Administrative).
- Défense passive. — (Voir **A** Administrations diverses).
- Délégations. — (Voir **A** Conseil municipal et Administration municipale).
- Démantèlement. — (Voir **A** Administrations diverses et **B** Voirie).
- Denier des Ecoles. — (Voir **E** Œuvres diverses).
- Dénomination des voies publiques. — (Voir **B** Voirie).
- Dépenses. — (Voir **F**).
- Dépotoirs. — (Voir **F** Octroi, **B** Bâtiments communaux).

- Désinfections. — (Voir **G** Hygiène).
- Dispensaires. — (Voir **B** Bâtiments communaux et **E** Bureau de bienfaisance).
- Dispense de purge. — (Voir **A** Contentieux).
- Distribution d'eau. — (Voir **B** Bâtiments communaux et **G**).
- Docks. — (Voir **F** et **G**, Alimentation).
- Donations et Legs. — (Voir **A**, **C**, **D**, **E**, **G**).
- Dotation Colbrant. — (Voir **D** Enseignement des Beaux-Arts).
- Droits de place. — (Voir **F** Recettes).
-
- E**changes. — (Voir **B** Immeubles).
- Echopes ambulantes. — (Voir **G** Police, **F** Recettes).
- Eclairage. — (Voir **G**).
- Eclairage des bâtiments communaux. — (Voir **B** Bâtiments communaux).
- Ecole de natation. — (Voir **G**).
- Ecoles. — (Voir **B** Bâtiments communaux et **D**).
- Ecole des Beaux-Arts. — (Voir **B** Bâtiments communaux, **D** Enseignement des Beaux-Arts).
- Ecoles de l'Etat. — (Voir **D**).
- Eglises. — (Voir **B** Bâtiments communaux, **E** Cultes).
- Egouts. — (Voir **B** Voirie).
- Elections. — (Voir **A** Conseil municipal et Police administrative).
- Emprises. — (Voir **B** Voirie).
- Emprunts. — (Voir **F**).
- Enregistrement. — (Voir **A** Administrations diverses).
- Enseignement. — (Voir **D**).
- Enseignes. — (Voir **B** Emprises).
- Entrepôts. — (Voir **G**).

Epidémies. — (Voir **G** Hygiène).

Epreuves sportives (Voir **A** Fêtes).

Etablissement de bains. — (Voir **G** Distribution d'eau).

Etablissements dangereux. — (Voir **A** Police administrative et **G** Hygiène).

Etat-Civil. — (Voir **A** Police Administrative).

Evictions de locataires. — (Voir **B** Immeubles).

Expositions. — (Voir **A** Fêtes).

Expropriations. — (Voir **B** Immeubles).

Facultés. — (Voir **B** Bâtiments communaux, **D** Enseignement supérieur).

Fagots. — (Voir **B** Bâtiments communaux, Chauffage).

Fêtes. — (Voir **A**).

Filles soumises. — (Voir **G** Hygiène., Police).

Finances. — (Voir **A** Administrations diverses et **F**).

Foire. — (Voir **A** Fêtes).

Fondation Boucher de Perthes. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Fondation Masurel. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Fondation Violette. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Forages. — (Voir **G** Distribution d'eau).

Fortifications. — (Voir **A** Administrations diverses, Guerre).

Fourneaux économiques. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Fournitures scolaires. — (Voir **D** Enseignement primaire).

Funérailles. — (Voir **A** Cérémonies).

Gares. — (Voir **B** Chemin de fer).

Gratifications. — (Voir **H**).

Grèves. — (Voir **A** Conseil Municipal).

Guerre. — (Voir **A** Administrations diverses).

Habille ment. — (Voir **H** Personnel).

Habitations à bon marché. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Halles et Marchés. — (Voir **B** Bâtiments communaux, **G** Alimentation).

Hébergement des indigents. — (Voir **E** Œuvres diverses et **G** Police).

Horloges. — (Voir **B** Bâtiments communaux).

Hospices. — (Voir **E**).

Hôtel des Syndicats. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Hôtel de Ville. — (Voir **B** Bâtiments communaux).

Hygiène. — (Voir **G**).

Hypothèques. — (Voir **A** Contentieux).

Immue bles. — (Voir **B**).

Impressions. — (Voir **A** Administration Municipale et **H** Adjudications, Marchés).

Indemnités. — (Voir **H**).

Indigents. — (Voir **G** Police).

Inhumations. — (Voir **G** Cimetières).

Insignes. — (Voir **A** Conseil municipal).

Inspection médicale scolaire. — (Voir **D** Enseignement primaire).

Instituteurs. — (Voir **D** Enseignement primaire).

Institut de Chimie. — (Voir **B** Bâtiments communaux et **D** Enseignement supérieur).

Institut Denis Diderot. — (Voir **B** Bâtiments communaux et **D** Enseignement technique).

Institut Industriel. — (Voir **D** Enseignement supérieur).

Institut de Médecine légale. — (Voir **B** Bâtiments communaux et **D** Enseignement supérieur).

Institut Pasteur. — (Voir **B** Bâtiments communaux, **G** Hygiène, Services médicaux).

Insuffisance de crédits. — (Voir **F** Dépenses).

Invalides du travail. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Jardins. — (Voir **B** Promenades).

Jardins ouvriers. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Jury, Délégations. — (Voir **A** Conseil municipal).

Jury, Liste. — (Voir **A** Administrations diverses).

Justice. — (Voir **A** Administrations diverses).

Justice de Paix. — (Voir **A** Administrations diverses).

Justifications des dépenses. — (Voir **F** Dépenses).

Kermesses. — (Voir **A** Fêtes).

Kiosques. — (Voir **B** Voirie).

Laboratoire. — (Voir **G** Hygiène).

Legs. — (Voir **A, C, D, E, G**).

Lieux ouverts au public. — (Voir **G** Police).

Liquidations de marchandises. — (Voir **A** Police Administrative).

Listes électorales. — (Voir **A** Conseil municipal).

Locations. — (Voir **A** Baux).

Logements insalubres. — (Voir **G** Hygiène).

Lotissements. — (Voir **B** Voirie).

Lycées. — (Voir **B** Bâtiments communaux et **D** Enseignement secondaire).

Magasins généraux. — (Voir **A** Alimentation).

Mandats spéciaux. — (Voir **A** Administration municipale).

Manège. — (Voir **B** Bâtiments communaux).

Marchés. — (Voir **B** Bâtiments communaux et **G** Alimentation).

Marchés de gré à gré. — (Voir à l'objet du marché et **H** Adjudications et Marchés).

Marquises. — (Voir **B** Emprises).

Militaires. — (Voir **A** Administrations diverses).

Mobilier. — (Voir **B** Bâtiments communaux).

Mœurs. — (Voir **G** Police).

Mont-de-Piété. — (Voir **E** Caisse de Crédit municipal et Fondation Masurel).

Monuments. — (Voir **A** Conseil municipal et **B** Bâtiments communaux).

Morgue. — (Voir **G** Police).

Musées. — (Voir **B** Bâtiments communaux et **C**).

Musiques. — (Voir **A** Fêtes).

Obsèques. — (Voir **A** Conseil municipal).

Octroi. — (Voir **F**, **H**).

Office public municipal d'H.B.M. — Voir **E** Œuvres diverses).

Office Sanitaire. — (Voir **G** Hygiène).

Organisation du travail. — (Voir **A** Police administrative).

Orientation professionnelle. — (Voir **D** Enseignement technique).

Orphelins pauvres. — (Voir **E**).

Palais des Beaux-Arts. — (Voir **B** Bâtiments communaux et **C** Musées).

Palais Rameau. — (Voir **B** Bâtiments communaux).

Pavage. — (Voir **B** Voirie).

Pavillon touristique. — (Voir **B** Bâtiments communaux).

Personnes morales. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Personnel. — (Voir **H**).

Plan de la Ville. — (Voir **B** Voirie).

- Police. — (Voir **G, H**).
- Police administrative. — (Voir **A**).
- Pollution de l'atmosphère. — (Voir **G** Hygiène).
- Pompes. — (Voir **G** Distribution d'eau).
- Pompes funèbres. — (Voir **G** Cimetières).
- Pompes mesureuses d'essence. — (Voir **B** Voirie, Emprises).
- Ponts. — (Voir **B**).
- Population. — (Voir **A** Police administrative).
- Postes. — (Voir **A** Administrations diverses).
- Preventoria. — (Voir **E** Œuvres diverses).
- Prisée de la Saint-Rémy. — (Voir **G** Alimentation).
- Prises en bail. — (Voir **A** Baux).
- Processions. — (Voir **E** Cultes et **G** Police).
- Procès-verbaux. — (Voir **A** Conseil municipal).
- Promenades. — (Voir **B**).
- Prophylaxie antivénérienne. — (Voir **G** Hygiène).
- Propreté. — (Voir **B** Voirie, **G** Hygiène).
-
- R**adiophonie. — (Voir **A** Police administrative).
- Ravitaillement civil. — (Voir **G** Alimentation).
- Recensement voitures automobiles. — (Voir **A** Administrations diverses).
- Réception de travaux. — (Voir à l'objet des travaux).
- Recettes. — (Voir **F**).
- Régisseurs. — (Voir **F**).
- Règlement sanitaire. — (Voir **G** Hygiène).
- Répartiteurs. — (Voir **A** Administrations diverses).
- Réservistes. — (Voir **A** Administrations diverses).
- Rues, places, avenues. — (Voir **B** Voirie).

Saillies. — (Voir **B** Voirie).

Salle des Fêtes. — (Voir **B** Bâtiments communaux).

Salubrité. — (Voir **G** Hygiène)

Sanatoria. — (Voir **E** Œuvres diverses)

Sapeurs-Pompiers. — (Voir **G**, **H**).

Secours. — (Voir **A** Conseil municipal et **H**).

Sénat, Délégations. — (Voir **A** Conseil municipal).

Service militaire. — (Voir **A** Administrations diverses).

Services municipaux. — (Voir **H**).

Situation financière. — (Voir **F** Affaires générales).

Sociétés. — (Voir **E**).

Société de Charité Maternelle. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Société des Sciences. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Sociétés de musique. — (Voir **A** Fêtes).

Sociétés de Secours Mutuels. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Solidarité sociale. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Sou des Ecoles. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Sources. — (Voir **G** Distribution d'eau).

Souscriptions. — (Voir **A**).

Sous-locations. — (Voir **A** Baux).

Soutiens de famille militaire. — (Voir **A** Administrations diverses).

Squares. — (Voir **B** Jardins).

Subsides. — (Voir **A**, **C**, **D**).

Subventions. — (Voir **A** Conseil municipal et **F** Recettes).

Syndicats ouvriers. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Tabacs, Manufacture. — (Voir **A** Administrations diverses).

Taxes. — (Voir **F** Recettes et à l'objet de la taxe).

Taxe militaire. — (Voir **A** Administrations diverses).

Télégraphes. — (Voir **A** Administrations diverses).

Téléphone. — (Voir **B** Bâtiments communaux).

Théâtres. — (Voir **B** Bâtiments communaux et **C**).

Tramways. — (Voir **B**).

Transactions. — (Voir **A** Contentieux).

Transports en commun. — (Voir **B**).

Transports municipaux. — (Voir **B** Voirie).

Travaux. — (Voir **B**).

Travaux confortatifs. — (Voir **B** Emprises).

Tribunal de Commerce. — (Voir **A** Conseil municipal).

Trottoirs. — (Voir **B** Voirie).

Union des Etudiants de l'Etat. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Union Française de la Jeunesse. — (Voir **E** Œuvres diverses).

Urinoirs. — (Voir **B** Voirie).

Vaccinations. — (Voir **G** Hygiène).

Vannes. — (Voir **B** Canaux).

Ventes d'immeubles. — (Voir **B**).

Vérification des denrées. — (Voir **G** Alimentation).

Vidanges. — (Voir **B** Bâtiments communaux, **G** Hygiène et Police).

Voie publique. — (Voir **B** Voirie et **G** Police).

Voirie. — (Voir **B**).

Voiture cellulaire. — (Voir **G** Police).

Wicar (Œuvre pie). — (Voir **C** Enseignement des Beaux-Arts)

Zones militaires. — (Voir **A** Administrations diverses).

